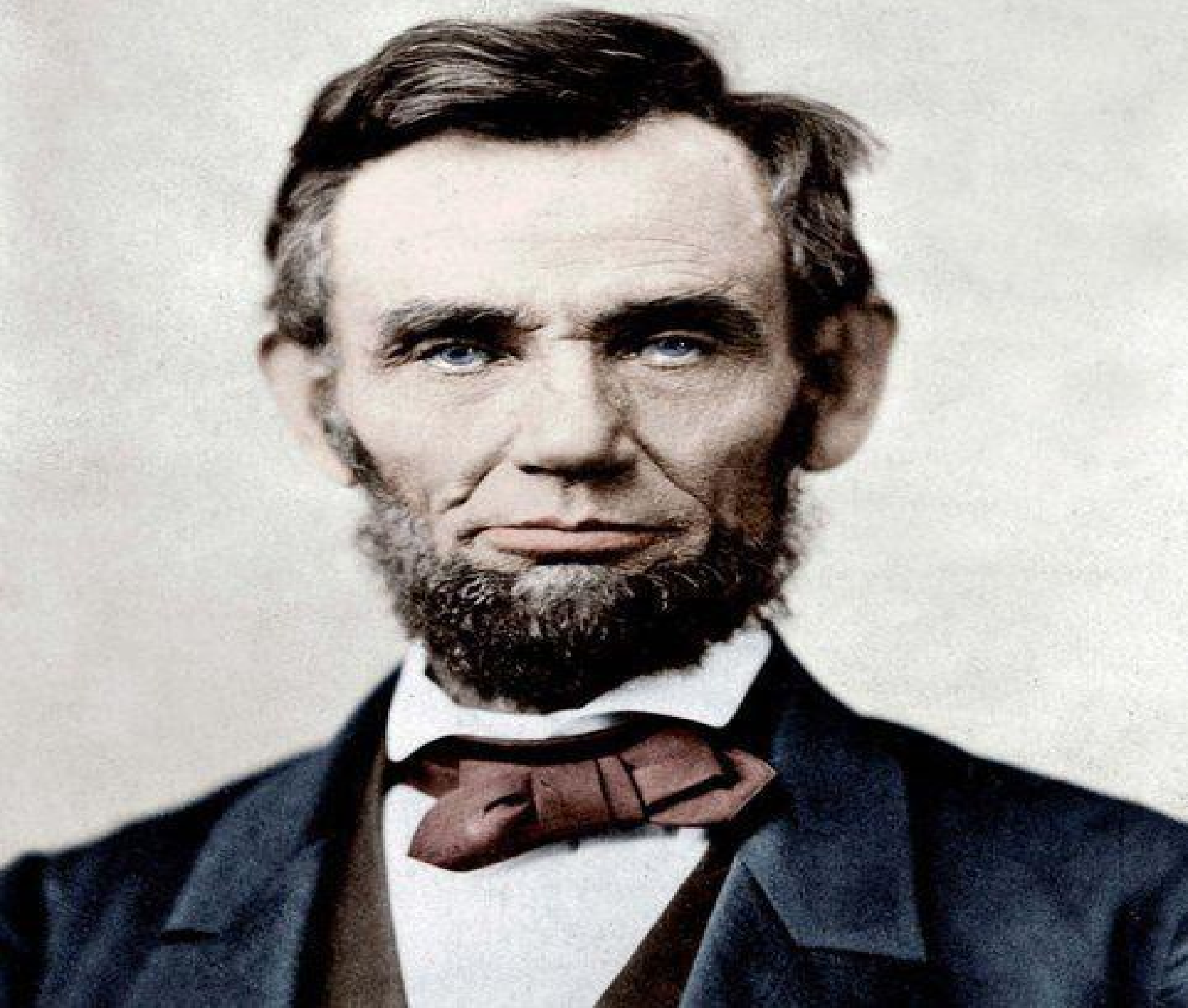
Bernard Vincent

LINCOLN

L'homme qui sauva les États-Unis

biographie



Sommaire

DU MÊME AUTEUR
Page de titre
Page de Copyright
Epigraphe
Avant-propos

1 - **L’expérience de la pauvreté**

2 - **L’école de la vie**

3 - **De New Salem à Springfield**

4 - **Le temps des incertitudes**

5 - **Premières armes au Congrès**

6 - **« Ce qui doit être sera »**

7 - **Nouvel intermède**

8 - **Un échec prometteur**

9 - **Lincoln-Douglas : nouvelle passe d’armes**

10 - **Lincoln-Douglas : le grand débat**

11 - **La marche à la présidence**

12 - **Une investiture explosive**

13 - **« Le glas et le requiem de l'Union »**

14 - **Le vent de la victoire**

15 - **Le début de la fin**

16 - **« Ô capitaine ! mon capitaine ! »**
NOTES
BIBLIOGRAPHIE
INDEX
REMERCIEMENTS
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR
AMISTAD - *Les mutins de la liberté*

DU MÊME AUTEUR

Abraham Lincoln, le pouvoir des mots. Lettres et discours, L'Archipel, 2009.

Histoire des États-Unis (en collaboration), Flammarion, coll. « Champs », 2008.

Louis XVI, Gallimard, coll. « Folio-Biographies », 2006.

The Transatlantic Republican : Thomas Paine and the Age of Revolutions, New York & Amsterdam, Rodopi, 2005.

Présent au monde : Paul Goodman, Bordeaux, L'Exprimerie, 2003.

Le Sentier des larmes : le grand exil des Indiens cherokees, Flammarion, 2002.

La « Destinée manifeste » : aspects politiques et idéologiques de l'expansionnisme américain au XIX^e^ siècle, Paris, Messene, 1999.

La « Destinée manifeste » des États-Unis au XIX^e^ siècle. Textes et documents, Paris, Messene, 1999.

Amistad : les mutins de la liberté, L'Archipel, 1998.

Thomas Paine ou la République sans frontières (en collaboration), Presses universitaires de Nancy, 1993.

Thomas Paine, *Les Droits de l'homme* (traduction et introduction), Presses universitaires de Nancy, 1991.

Les oubliés de la Révolution américaine : femmes, Indiens, Noirs, quakers, francs-maçons dans la guerre d'Indépendance (en collaboration avec

Élise Marienstras), Presses universitaires de Nancy, 1990.
Thomas Paine, *Le Siècle de la raison* (traduction et introduction), Presses universitaires de Nancy, 1989.
Thomas Paine ou la religion de la liberté, biographie, Aubier-Montaigne, 1987.
Histoire documentaire des États-Unis, vol. 2., *Histoire documentaire de la Révolution américaine* (J.-M. Bonnet et B. Vincent, éd.), Presses universitaires de Nancy, 1985.
Thomas Paine, *Le Sens commun/Common Sense* (introduction, traduction et notes), Aubier, coll. bilingue, 1983.

BERNARD VINCENT

ABRAHAM LINCOLN

L'HOMME QUI SAUVA LES ÉTATS-UNIS

biographie

l'Archipel

www.editionsarchipel.com

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu au courant de nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant ce livre,
aux Éditions de l’Archipel,
34, rue des Bourdonnais 75001 Paris.
Et, pour le Canada,
à Édipresse Inc., 945, avenue Beaumont,
Montréal, Québec, H3N 1W3.

978-2-809-80269-6

Copyright © L’Archipel, 2009.

« C’est lorsqu’il est abattu qu’on mesure
le mieux la grandeur d’un arbre. »

Carl Sandburg, *Abraham Lincoln, The War Years*

Avant-propos

Abraham Lincoln est le plus célèbre et le plus célébré des présidents américains. À en croire l'un de ses récents biographes, Thomas J. DiLorenzo, plus de 16 000 ouvrages lui ont été consacrés – la plupart, naturellement, aux États-Unis. La Bibliothèque du Congrès en comptait déjà près de 2 500 en 1914, avant d'atteindre 4 000 titres en 1939[a].

La gloire de Lincoln s'explique par la dimension morale du personnage, par l'ampleur de la guerre civile à laquelle il fut confronté et sut mettre fin, aussi bien que par la tragique injustice de son assassinat. Cette mort a achevé de transformer en destin la vie de ce *self made man* issu des couches les plus modestes de la société et parvenu à la fonction politique suprême. Elle a aussi endeuillé – et structuré en profondeur – la mémoire collective des Américains. Chaque année, l'anniversaire de sa naissance (12 février) fait l'objet d'imposantes cérémonies dans diverses régions du pays, et notamment en Illinois où il passa le plus clair de son existence. En 2009, pour le deux centième anniversaire, les autorités nationales et locales ont prévu des célébrations d'une ampleur exceptionnelle.

Comme l'a souligné le grand biographe David H. Donald, « aux États-Unis le culte de Lincoln est presque une religion ». À la mort de ce dernier, en 1865, George Washington était certes toujours admiré, chacun continuant de voir en lui ce « père de la nation » dont des artistes célèbres avaient su figer la belle dignité sur la toile (Charles Willson Peale) ou dans la terre cuite (Jean-Antoine Houdon).

Mais nul désormais ne pouvait vraiment s'identifier à ce fondateur lointain et statufié, à cette image devenue irréelle. Dans le contexte traumatisant de la guerre de Sécession, écrit David Donald, « l'Amérique avait fortement besoin d'un héros » – autrement dit d'une grande et nouvelle icône en qui se reconnaître. Ainsi peut s'expliquer, ajoute-t-il, citant Emerson, que Lincoln soit « en si peu d'années devenu une figure mythologique[b] ».

Là réside pour l'historien ou le biographe la principale difficulté : séparer les faits de la légende, distinguer l'homme réel du mythe, saluer la grandeur du personnage sans tomber dans l'hagiographie – ou, à l'inverse, comme se l'est permis DiLorenzo, dans le dénigrement systématique et passionnel. Lincoln n'a besoin ni d'un excès de révérence, ni d'être assassiné une seconde fois. Il a besoin d'un portrait ressemblant et aussi fidèle que possible. Tel est le but (peut-être utopique) que s'est fixé le présent ouvrage.

L’expérience de la pauvreté

Lorsqu’il est élu à la Maison-Blanche le 6 novembre 1860, Abraham Lincoln, qui ne succédera effectivement au président sortant James Buchanan que quelques mois plus tard, ne sait pas encore, même s’il a des raisons de le craindre, que la plupart des États sudistes vont profiter de cette période transitoire pour se séparer de l’Union fédérale. Le 4 mars 1861, jour officiel de sa prise de fonctions[a], les sécessionnistes ont déjà créé leur propre Confédération et se sont donné un président provisoire en la personne de Jefferson Davis. Dans son discours d’investiture, c’est principalement à eux qu’il s’adresse – aux sept États qui ont déjà fait sécession (Caroline du Sud, Mississippi, Floride, Alabama, Géorgie, Louisiane, Texas) et aux quatre qui s’apprêtent à en faire autant (Virginie, Arkansas, Tennessee, Caroline du Nord). Seuls quatre États esclavagistes resteront fidèles à l’Union (Missouri, Kentucky, Maryland, Delaware).

Face à la tragédie qui se dessine, Lincoln se montre à la fois ferme et conciliant ; ferme car il a pour fonction principale de perpétuer l’Union, conciliant car il veut à tout prix éviter une confrontation armée. Aux sudistes mécontents qui voient en lui le porte-parole et l’instrument des abolitionnistes, il redit ce qu’il a déjà exprimé dans plusieurs discours antérieurs :

> Je n’ai pas le dessein de toucher, directement ou indirectement, à l’institution de l’esclavage dans les États où il existe. Je pense que la loi ne m’en donne pas le droit, et cela n’est point conforme à mon inclination.

Appliquant la Constitution fédérale telle qu'elle existe, Lincoln respectera donc le droit des États à gérer librement leurs affaires intérieures, et ce n'est pas lui, si affrontement il doit y avoir, qui fera couler le sang en premier :

> C'est dans *vos* mains, et non dans les *miennes*, que repose la question capitale de la guerre civile. Le gouvernement ne *vous* attaquera pas. Il n'y aura de conflit que si vous êtes vous-mêmes les agresseurs. Vous n'avez pas, *vous*, fait serment au Ciel de détruire ce gouvernement alors que j'ai, *moi*, juré solennellement de « le préserver, de le protéger et de le défendre ». […] Nous ne sommes pas ennemis mais amis, et devons le rester. Même si la passion a pu altérer les liens qui nous unissent, il ne faut pas qu'elle les rompe. Les harmonies mystiques de la mémoire, remontant de tous les champs de bataille et de la tombe de tous les patriotes jusqu'à l'âme vivante et au foyer de chaque citoyen de ce vaste pays, sauront à nouveau faire retentir le chœur de notre Union dès lors qu'agiront sur elles, comme je le pense, les meilleurs anges de notre nature[1].

Mais les meilleurs anges évoqués par Lincoln n'étaient pas au rendez-vous, et la guerre – de loin la plus meurtrière jamais vécue par les Américains – éclata quelques semaines plus tard, le 12 avril 1861, à l'initiative des sudistes de Caroline du Sud : ce jour-là, l'attaque au canon contre Fort Sumter, forteresse fédérale située à l'entrée du port de Charleston, ne fit aucune victime. Il faudra cependant quatre ans de combats acharnés et la mort de plus de 600 000 soldats et civils américains pour que l'Union soit rétablie et le pays réunifié. Le dernier à mourir fut Lincoln lui-même, assassiné cinq jours après l'ultime bataille d'Appomattox (9 avril 1865).

Élu pour sauver l'Union, mort pour l'avoir préservée, le président Lincoln dut gouverner une Amérique en guerre contre elle-même, et sa fin tragique l'empêcha de donner sa mesure en temps de paix. Cinq jours avant Appomattox et dix jours avant de disparaître, le président, récemment réélu pour un second mandat et déjà assuré de la victoire du Nord, prononce son second discours d'investiture – un discours fraternel sur le thème de l'apaisement, de l'unité prochainement retrouvée et du refus de toute vengeance :

> Sans haine envers personne, charitables avec tous, fermes dans la recherche du bien pour autant que Dieu nous permette de discerner ce qu'est le bien, travaillons à achever la tâche où nous sommes engagés, efforçons-nous de panser les plaies du pays […] et de tout faire pour instituer et chérir une paix juste et durable – entre nous-mêmes comme avec l'ensemble des nations[2].

Premier président des États-Unis à être tombé sous les balles d'un assassin, Lincoln inaugura une singulière série qui, après lui, coûta la vie à trois autres occupants de la Maison-Blanche : James Garfield (19 septembre 1881), William McKinley (14 septembre 1901), John F. Kennedy (22 novembre 1963). À cette série de meurtres viennent s'ajouter les attentats manqués ou non mortels : Andrew Jackson (avant Lincoln, le 1er janvier 1835), Theodore Roosevelt (14 octobre 1912), Franklin Roosevelt (15 février 1933), Harry Truman (1er novembre 1950), Gerald Ford (5 et 22 septembre 1975), Ronald Reagan (30 mars 1981). Et la liste n'est pas close…

Le 22 février 1861, au tout début de son mandat, alors qu'il se rendait à Washington pour son investiture, Lincoln lui-même, Lincoln déjà ! fut informé qu'on redoutait l'éventualité d'un attentat contre lui à Baltimore ; on le fit

donc monter en secret dans un train spécial et il put sans encombre gagner la capitale.

S'il fut, quatre ans plus tard, le premier président américain à être assassiné, Lincoln fut aussi le premier *log-cabin president*, c'est-à-dire le premier hôte de la Maison-Blanche à avoir vu le jour dans une cabane en rondins. On a longtemps attribué cette première à Andrew Jackson, mais la chose est contestée. La seule donnée sûre en la matière est que Jackson naquit le 15 mars 1767 dans la région de Waxhaw, à la limite des deux Carolines. Son père étant mort quelques jours avant sa naissance, sa mère alla s'installer avec ses autres enfants chez sa sœur et son beau-frère, James Crawford, lequel possédait une ferme côté Caroline du Nord (la *McKamie Farmhouse*) et une cabane en rondins située à quelques kilomètres de là, mais en Caroline du Sud (la *Crawford Cabin*). Même si chacun des deux États revendique aujourd'hui la paternité géographique du petit Jackson, nul ne sait avec certitude s'il fut enfanté dans la ferme (ce qui, à en croire divers témoins oculaires, semble plus que probable[3]) ou dans la petite cahute faite, à la mode suédoise, de rondins horizontaux.

S'agissant d'Abraham Lincoln (comme des autres présidents nés dans les mêmes conditions – Millard Filmore en 1800 et James Garfield en 1831[4]), le doute n'est pas permis. Lincoln est bien né le 12 février 1809 dans l'unique pièce d'une cabane en bois, dans le comté de Hardin, à l'est de l'État esclavagiste du Kentucky. Dans cette région déshéritée au sol sablonneux et peu fertile, les rares habitants, très isolés les uns des autres et fréquentant peu leurs voisins, s'échinaient aux travaux des champs pour assurer leur survie et chassaient l'ours ou le daim afin de nourrir, vêtir et chausser leur progéniture.

Devenu adulte, Lincoln avait le sentiment de s'être fait lui-même (ce qui était très largement le cas) et ne s'intéressait guère à ses origines, estimant qu'il devait peu à ses aïeux et

à ses parents, aussi respectables qu'ils aient pu être dans leur combat quotidien contre la faim et la misère. En 1860, interrogé sur sa jeunesse et sa généalogie à la veille de sa première campagne présidentielle, il répondit au journaliste du *Chicago Tribune* qui le questionnait :

> C'est pure folie que de vouloir tirer quelque chose des premières années de ma vie. Celles-ci peuvent se ramener à une seule phrase, et cette phrase, vous la trouverez dans l'*Élégie* de Gray : « Les brèves et simples annales de la pauvreté. » Voilà ce que fut ma vie et, pour vous comme pour tout autre, il n'y a rien de plus à en dire[5].

De ce passé, on sait en vérité assez peu de chose, et rien ou presque qui ait été révélé ou analysé par Lincoln lui-même. Côté paternel, la famille semble remonter à un certain Samuel Lincoln, émigré originaire de Norwich, en Angleterre, qui s'était installé en 1637 à Hingham, dans le Massachusetts. Tisserand de son métier, il devint localement un homme d'affaires reconnu et donna le jour à sept enfants. L'un d'eux, un garçon nommé Mordecaï, prolongea cette tradition de réussite en Pennsylvanie où il fit fortune dans la métallurgie et l'agriculture, tout en pratiquant la religion sobre et non violente des quakers. Sa femme, Hannah Slater, lui donna un fils, John, qui changea de région et alla s'établir en Virginie où il créa et fit prospérer une vaste ferme dans la vallée du Shenandoah.

Il était si aisé qu'il put donner à son propre fils, Abraham, le grand-père de celui qui nous intéresse, une propriété de plus de 100 hectares d'excellente terre. Mais ce premier Abraham souhaitait changer d'air et tenter l'aventure à l'ouest de la Virginie, dans les vastes espaces que nul ou presque n'avait encore exploités. En 1782, il vendit donc les terres que son père lui avaient données, traversa les montagnes et gagna le Kentucky. Il ne fallut que quelques

années pour qu'il se retrouve à la tête de « plus de 2 200 hectares[6] », tous situés dans les zones les plus riches du territoire.

En 1786, alors qu'il cultivait ses champs en compagnie de ses trois fils (Thomas, Josiah et l'aîné, lui aussi prénommé Mordecaï), Abraham le grand-père fut tué par un groupe d'Indiens. L'un d'eux s'apprêtait à réserver le même sort au petit Thomas, quand Mordecaï épaula une carabine et tira sur l'Indien, l'atteignant en pleine poitrine. Cet épisode aussi tragique qu'héroïque devint une légende racontée de génération en génération au sein de la famille Lincoln, mais elle n'eut pas les mêmes conséquences pour chacun des trois enfants.

Dans le territoire du Kentucky, la loi virginienne prévalait et, en matière d'héritage, la règle qui s'appliquait était celle, très ancienne, du droit d'aînesse. C'est donc le fils aîné qui hérita du patrimoine familial dès qu'il fut majeur. Il se lança avec succès dans diverses activités lucratives, dont l'élevage des chevaux. Complètement démunis, les deux autres frères, dont Thomas, le père du futur président, se retrouvèrent dans l'obligation de tout reprendre à zéro.

Thomas était le plus jeune. C'est lui qui eut le plus de mal à surmonter ce deuil et cette dépossession soudaine, lui qui avait rêvé, comme ses frères, de devenir un planteur cossu et respecté. Pour survivre, il dut, malgré son jeune âge, pratiquer toutes sortes de petits travaux éreintants et mal rémunérés avant de devenir menuisier et ébéniste. À force de travail et de persévérance, cet homme sans instruction mais estimé, dur à la tâche et réputé honnête, servant dans la milice locale ou à l'occasion comme juré, parvint à épargner suffisamment pour s'acheter sa première exploitation personnelle, une centaine d'hectares à Mill Creek dans le comté de Hardin, à quelques kilomètres des localités d'Elizabethtown et d'Hogdenville.

En 1806, Thomas rencontre et épouse Nancy Hanks, qui lui donnera deux enfants, une fille, Sarah, et quatre ans plus tard un garçon à qui l'on donnera le prénom du grand-père, Abraham. Il semblerait que Lincoln en savait encore moins sur les origines de sa mère que sur l'histoire de sa famille paternelle. Comme les Lincoln, les Hanks avaient quitté la Virginie pour le Kentucky au début des années 1780 et, famille pauvre mais prolifique, s'y étaient multipliés, dans des conditions parfois discutables, en tout cas discutées. Lincoln avait en effet la conviction que sa mère était une enfant naturelle.

Devenu avocat et devant plaider dans une affaire d'hérédité, il s'en ouvrit vers 1850 à son partenaire William H. Herndon et confia à celui-ci que sa mère était le fruit d'une aventure illégitime entre sa grand-mère, Lucy Hanks, et un planteur virginien éclairé et de bonne naissance. Il ajouta même, propos quelque peu désobligeant pour ses autres aïeux, qu'il aurait hérité de cet homme-là ce qui manquait au reste de sa famille, « l'ambition, la vivacité intellectuelle et la puissance d'analyse[7] ». De sa mère, réputée « brillante » et qui savait lire mais non écrire ni signer, il parla rarement une fois devenu adulte, sinon pour dire qu'il lui était redevable du meilleur de lui-même : « Tout ce que je suis ou que je peux espérer devenir, c'est à elle que je le dois[8] », évoquant sans doute derrière ces paroles à double sens moins les qualités personnelles qu'elle avait pu lui léguer que le capital génétique hérité, à travers elle, de son grand-père inconnu, le distingué planteur.

Peu après la naissance de Sarah, Thomas Lincoln quitta Mill Creek et alla s'installer, avec sa femme et sa fille, sur une nouvelle terre de 120 hectares qu'il avait pu acheter à proximité d'Hogdenville, toujours dans le même comté. Sur une petite butte, au pied de laquelle coulait une source, il construisit de ses mains une cabane de rondins de cinq mètres sur six, au sol en terre battue et sans vitres aux

fenêtres. C’est donc là que le 12 février 1809 naquit Abraham Lincoln, le futur président des États-Unis d’Amérique. Environ un an et demi plus tard, un deuxième garçon vint au monde, qu’on prénomma Thomas comme son père. Mais l’enfant mourut peu de temps après, et la famille connut son premier deuil.

Le père de Sarah et d’Abraham était un homme au caractère instable et qui avait la bougeotte. Il s’avisa bientôt que l’humus de la propriété était trop pauvre et ne suffirait jamais à nourrir les quatre membres de sa famille. Moins de deux ans après la naissance d’Abraham, il se procura donc, 15 kilomètres au nord, un nouveau terrain certes moins étendu mais plus fertile que le précédent, et traversé par un ruisseau aux eaux cristallines. L’endroit s’appelait Knob Creek, et la nouvelle cabane en rondins était entourée d’une nature riante et agréable. C’est à ce lieu et à cette époque que se rattachent les premiers souvenirs que Lincoln conservera du début de sa vie. C’est là aussi qu’il fréquenta l’école pour la première fois, une petite école élémentaire située à 3 kilomètres de la cabane familiale. Il eut le temps d’y apprendre l’alphabet, mais pas de se familiariser avec la lecture, l’écriture ou le calcul.

La parenthèse de Knob Creek fut en effet de courte durée. En 1816, alors que le petit Abraham n’avait que sept ans, son père décida de quitter le Kentucky « devenu trop civilisé à son gré pour un pauvre diable comme lui[9] ». Mais il avait aussi, et peut-être surtout, des raisons à la fois religieuses et notariales de partir. Il était, avec sa femme, membre d’une branche séparée de l’Église baptiste qui professait une morale extrêmement stricte, condamnait l’ivrognerie, les courses de chevaux, la danse… et rejetait l’esclavage.

Or le Kentucky, annexe de la Virginie, était un territoire ouvertement esclavagiste. Cette opposition familiale à l’« institution particulière », comme on disait alors dans le Sud, dut profondément marquer le jeune Lincoln. Elle

explique sans doute, du moins en partie, les propos qu'il tint plus tard, en 1864, tandis qu'il gérait la guerre de Sécession : « Je suis naturellement antiesclavagiste. Si l'esclavage n'est pas un mal, rien ne l'est. Je ne me souviens pas d'avoir jamais pensé ni senti les choses autrement[10]. »

Thomas Lincoln songea d'autant plus à fuir le Kentucky qu'il se heurta à de grandes difficultés pour entrer en possession des trois terres qu'il avait successivement achetées, ses droits de propriété étant tour à tour contestés par divers voisins ou concurrents plus riches que lui et capables de se payer de bons avocats. Son premier terrain, celui de Mill Creek, avait, disait-on, été mal mesuré et ne comptait que 70 hectares au lieu de 100 ; le deuxième était, paraît-il, sous le coup d'un droit de rétention à cause d'une dette impayée du précédent propriétaire ; quant aux terres de Knob Creek, elles étaient, quant à elles, revendiquées par des personnes extérieures au Kentucky qui prétendaient les avoir acquises à une date antérieure.

Écœuré et impuissant, le père d'Abraham traversa l'Ohio et fit donc, à l'automne 1816, un voyage exploratoire vers le nord-ouest, jetant son dévolu, dans une région boisée et peu habitée du sud de l'Indiana, sur un lopin de terre apparemment fertile et arrosé par un cours d'eau, le « Little Pigeon Creek ». Il se hâta d'y construire un abri de fortune d'environ cinq mètres sur cinq, une sorte de hangar fermé sur trois côtés mais ouvert à tous les vents. Il délimita ensuite son territoire en pratiquant des encoches sur les arbres situés aux quatre coins de sa concession, et regagna le Kentucky pour aller y chercher sa famille.

Lorsque le père d'Abraham Lincoln et les siens s'installèrent à Little Pigeon Creek, l'Indiana venait, en tant qu'État, de rejoindre l'Union fédérale. Cela, à dire vrai, ne changea rien à la situation précaire des Lincoln. L'automne était plus qu'avancé – et le hangar peu fait pour abriter du

froid ou des bêtes sauvages qui rôdaient alentour. Dans un poème écrit beaucoup plus tard, alors qu'il revisitait les lieux, Abraham évoqua ces dangers : « Des cris de panthère emplissaient la nuit de frayeurs / Et les ours faisaient leur proie des porcs[11]. » Thomas, aidé par quelques-uns de ses nouveaux voisins, entreprit aussitôt de construire une véritable cabane, fermée de tous côtés et plus étanche, qui permît à tous de passer l'hiver dans des conditions plus douces. Les mois suivants furent de fait très difficiles, la chair de daim, d'ours ou de dinde sauvage étant à peu près la seule nourriture localement disponible.

Les beaux jours revenus, il fallut abattre quantité d'arbres et débroussailler la concession afin de pouvoir semer du blé et planter des légumes – tâche énorme et de tous les instants à laquelle l'ensemble de la famille fut associé. Malgré son jeune âge, le petit Abraham devint un manieur de hache très efficace, et cette image de robuste fendeur de bois (*rail-splitter*), qui a fait l'objet d'un tableau célèbre[12], continue aujourd'hui d'habiter l'imaginaire collectif américain.

Les efforts déployés portèrent leurs fruits et, dès l'automne suivant, tout était en place pour affronter plus sereinement la nouvelle saison hivernale, d'autant qu'ils se retrouvèrent moins seuls qu'ils n'avaient été à leur arrivée : la tante de Nancy, Elizabeth, et son mari, Thomas Sparrow, expulsés de leur maison du Kentucky à la suite d'un procès perdu, étaient venus s'installer dans la région en compagnie de leur neveu de dix-huit ans, Dennis Hanks. Ils passèrent quelque temps dans le hangar des Lincoln, en attendant que, non loin de là, leur propre cabane en rondins fût achevée et prête à les accueillir.

Tout s'annonçait donc bien pour le petit clan. Mais les malheurs ne tardèrent pas à s'abattre sur lui. C'est d'abord Abraham qu'un accident imprévu faillit priver de la vie : voulant forcer l'allure d'une jument avec un fouet, l'enfant

se vit administrer un coup de sabot sur le front. Projeté à terre, il se retrouva le visage ensanglanté, à moitié inconscient, incapable de prononcer le moindre mot pendant plusieurs heures. Son père, appelé en urgence, s'imagina que son fils allait rendre l'âme. Mais Abraham recouvra ses esprits et survécut apparemment sans dommage à la mésaventure.

Le pire restait à venir – et ne se contenta pas d'affecter un seul individu. À la fin du mois de septembre de l'année 1817, une épidémie ravagea la région. Il s'agissait d'une contamination (semblable à ce qu'on appelle aujourd'hui la « brucellose[13] ») liée à l'absorption de lait contaminé. Les vaches incriminées avaient brouté une herbe, courante dans ces régions mais très vénéneuse, appelée « serpentaire blanche ». Elizabeth Sparrow et son mari furent les premiers à mourir.

À peine, cependant, étaient-ils portés en terre, dans des cercueils que Thomas avait confectionnés à la hâte, que la mère d'Abraham tomba malade à son tour. L'agonie dura une semaine. Se sentant au bord de la mort, elle fit venir ses deux enfants auprès d'elle et leur demanda « d'être bons et serviables avec leur père, ainsi qu'entre eux et avec tout le monde[14] ». Elle s'éteignit le 5 octobre. Écrivant à une jeune fille qui venait de perdre son père dans un affrontement armé, Lincoln eut, bien plus tard, cette remarque qui en dit long sur ce qu'il avait dû éprouver lui-même lors de la disparition de sa mère :

> En ce triste monde qui est le nôtre, nul n'échappe [à ce genre de] chagrin, mais chez les personnes jeunes la douleur est autrement plus atroce car elle les prend au dépourvu. […] J'en ai fait suffisamment l'expérience pour savoir de quoi je parle[15].

Les mois qui suivirent furent très difficiles à vivre pour ceux qui restaient. Sarah, qui n'avait pas encore douze ans,

s’efforça de remplacer sa mère dans les tâches ménagères et certaines activités des champs, son père et les deux garçons consacrant l’essentiel de leur temps et de leur énergie aux travaux plus lourds et à la chasse : « Peu importe ce qu’on attrapait, dira plus tard Dennis Hanks, car on dépendait plus ou moins de cela pour vivre, voire pour survivre[16]. »

Il est tentant, même si ce n’est probablement pas une explication suffisante, de faire remonter à la mort inattendue de sa mère la tendance chronique d’Abraham Lincoln à la dépression, tendance qui allait s’aggraver au fil des ans et contre laquelle il dut lutter toute sa vie. Son petit frère était mort, son oncle et sa tante étaient partis à leur tour, et maintenant sa mère… On mourait certes beaucoup en ces temps-là, et précocement :

> Au début du XIX^e^ siècle, note Joshua Shenk, auteur d’un excellent *Lincoln’s Melancholy*, un quart des nouveau-nés mouraient avant leur premier anniversaire, et près d’un quart de l’ensemble des enfants perdaient une mère ou un père avant d’atteindre quinze ans. Quant aux dix-huit présidents américains du XIX^e^ siècle, neuf d’entre eux avaient perdu leur mère, leur père, et parfois les deux, au cours de l’enfance[17].

Mais perdre en si peu de temps un frère, deux proches parents et sa propre mère, c’était beaucoup pour un enfant aussi jeune, certes robuste physiquement mais intérieurement fragile, peu choyé par la vie, marqué depuis toujours par la misère et souvent rudoyé par un père assurément dévoué et méritant, mais sombre de caractère, exigeant, enfermé dans ses tâches, volontiers solitaire et peu enclin à l’expression de la tendresse, du moins avec ses enfants. Les rapports entre Thomas Lincoln et son fils étaient si tièdes et impersonnels, pour ne pas dire si froids,

explique Shenk, qu'on pouvait se demander, et beaucoup le firent, « s'il y avait entre eux le moindre amour[18] ». Une donnée fondamentale semble avoir été à l'origine de cette tension : l'incapacité d'un père, par ailleurs valeureux, à s'ouvrir aux choses de l'esprit.

Pour la plupart des gens de la terre, s'instruire, à cette époque, n'était pas une priorité. La lecture pouvait servir à comprendre la Bible ou à déchiffrer certains documents juridiques ou notariaux, et un peu d'écriture ou de calcul mental ne pouvait pas faire de mal dans les tractations de la vie courante ; mais pousser les études au-delà de ce strict nécessaire apparaissait à beaucoup comme un luxe ou une frivolité de nantis. Et telle était bien, en la matière, l'opinion de Thomas Lincoln.

Le long et dur hiver terminé, le père d'Abraham s'avisa que la charge de toute une famille était trop lourde pour un homme seul et qu'il lui fallait impérativement se doter d'une nouvelle épouse. Il abandonna donc les siens à la garde du plus âgé, Dennis, vingt et un ans, et s'en retourna dans le Kentucky. Son absence dura plusieurs mois, mais il trouva à Elizabethtown ce qu'il était venu chercher, en la personne d'une femme de trente et un ans qu'il avait dû autrefois courtiser, Sarah Bush Johnston. Alliance de raison plus que de cœur, leur mariage n'eut rien de romantique ; il répondait simplement aux besoins réels et urgents des deux partenaires.

Veuve d'un geôlier local, la dame avait quelques dettes que Thomas consentit à régler et trois jeunes enfants âgés de huit à treize ans – Matilda, John D. et Elizabeth – qui naturellement l'accompagneraient ; en contrepartie, et en plus de sa personne, elle apporterait dans ses bagages une panoplie d'objets nécessaires au foyer : une « literie confortable, une commode en noyer qu'elle avait payée quarante-cinq dollars, une table et des chaises, un rouet, des couteaux, des fourchettes, des cuillers[19] » – éléments

de confort qui pour Thomas confinaient au luxe, mais qui de fait allaient transformer la vie très rustique des Lincoln.

L'arrivée de Sarah Bush Johnston et de ses enfants à Pigeon Creek transforma l'existence du petit groupe. Côté travail, aucune révolution ne se produisit vraiment : au fil des années, Abraham continua, d'abord pour le compte de son père, puis pour lui-même, à pratiquer les pénibles métiers manuels de l'époque – « bûcheron, laboureur, manœuvre, gagnant un tiers de dollar par jour à tuer des porcs, débiter des troncs d'arbre, construire des palissades ou des bacs[20] ».

Mais la nouvelle épouse de son père se prit d'affection pour lui, lui apporta de la tendresse, et la présence joyeuse de ses trois enfants insuffla au foyer des Lincoln la chaleur familiale qui lui manquait. Abraham ne se querella jamais avec elle, ni elle avec lui, et il conserva de cette période – de son propre aveu la plus belle de sa jeunesse – un souvenir positif et ému. En janvier 1861, alors qu'elle avait soixante-douze ans, il lui rendit visite avant de gagner Washington où l'attendait sa première cérémonie d'investiture présidentielle. Elle lui redit combien elle avait été hostile à sa candidature tant elle redoutait pour sa vie : « Mais non, maman, rétorqua-t-il, faites confiance au Seigneur et tout ira bien. On se reverra[21]. » Le destin devait en décider autrement (*cf.* chapitre 12).

Cette femme solide et affectueuse avait beau être elle-même illettrée, elle sut convaincre son mari des bienfaits de l'éducation et incita tous les enfants de la famille, y compris Abraham, à fréquenter l'école. Un nommé Andrew Crawford venait d'en ouvrir une dans une petite cahute située à moins de 2 kilomètres de la demeure des Lincoln. C'est Dennis Hanks, bien que fort peu instruit lui-même, qui avait inculqué à Abraham les tout premiers rudiments de l'écriture, lui tenant la main pour l'aider à former les lettres. Le jeune élève, à en croire sa belle-mère, apprenait

lentement mais avec obstination, reprenant, répétant, fixant tout dans son esprit « avec minutie et exactitude[22] ».

S'instruire, avec l'idée consciente ou inconsciente qu'il pourrait bientôt comprendre ce qui était écrit dans les livres, était pour lui, à côté des rêveries solitaires auxquelles il avait coutume de s'adonner, le seul moyen de s'évader du monde étriqué où il vivait et de l'âpre condition qui était la sienne. Comme l'a justement noté l'historien James Truslow Adams, « ce qui fait la grandeur de Lincoln, ce n'est pas qu'il soit né dans une cabane en rondins, mais qu'il en soit sorti[23] ».

Il fréquenta donc pendant trois mois l'école de M. Crawford (au total, confiera-t-il un jour, la durée cumulée de ses périodes de scolarisation « n'excéda pas un an[24] »). Au bout d'un trimestre, Crawford, qui de son état était juge de paix, abandonna son école et ses élèves. Après un an sans cours, devoirs ni leçons, une nouvelle école, dirigée par un nommé James Swaney, ouvrit ses portes, mais à plus de 6 kilomètres de chez les Lincoln, si bien qu'Abraham, accaparé par les travaux agricoles et les autres tâches quotidiennes, n'y fit que de rares et brèves apparitions. L'année suivante, un instituteur itinérant, Azel W. Dorsey, rouvrit la cabane de Crawford pour une durée de quelques mois. Abraham, alors âgé de quinze ans, put donc retourner en classe. Mais ce trimestre fut le dernier et marqua l'achèvement de sa très succincte formation scolaire.

Lincoln eut plus tard des mots peu amènes pour ces « soi-disant écoles » où des maîtres non qualifiés se bornaient à rabâcher les bases premières de la lecture, de l'écriture et du calcul sans jamais aller plus loin que « la règle de trois[25] ». Pourtant, c'est à partir de ces bases élémentaires qu'il put, par lui-même et malgré les rappels à l'ordre parfois brutaux de son père, satisfaire une passion des livres venue on ne sait d'où, accéder en autodidacte à une vie

intérieure intense et se donner les moyens intellectuels d'une ascension sociale hors du commun.

On sait qu'il accéda à la présidence ; on sait moins qu'il écrivait volontiers des poèmes et sut, comme on pourra le vérifier à chaque étape de sa carrière, faire de l'*écriture* une arme puissante capable de convaincre et, au besoin, de vaincre[26].

Non seulement le jeune Lincoln devint localement une sorte d'écrivain public, rédigeant à l'occasion des lettres pour les voisins de Pigeon Creek, mais il se mit – outre les manuels scolaires ou tel journal local qu'on voulait bien lui prêter – à dévorer « tous les ouvrages qui lui tombaient sous la main ». Dès qu'il trouvait un passage marquant, raconte sa belle-mère, « il le transcrivait sur une feuille [...], puis l'écrivait à nouveau, puis le relisait, puis recommençait [27] ». Il lisait donc indifféremment tous les livres rencontrés, quels qu'en fussent l'auteur ou le sujet : la Bible pour commencer car elle était partout, mais aussi les *Fables* d'Ésope, *Robinson Crusoé*, les tragédies et comédies de Shakespeare. Mais *Le Voyage du pèlerin* de John Bunyan occupe sans doute une place à part dans le bagage culturel du jeune Lincoln : ce roman allégorique raconte en effet les aventures d'un homme ordinaire, Christian (en français « Chrétien »), qui quitte son foyer et la « Cité de la destruction » pour se frayer finalement un chemin, non jusqu'à la Maison-Blanche, mais jusqu'à la « Cité céleste » de Sion, celle du Dieu vivant.

On imagine aisément à quel point ce genre de récit, évoquant la possibilité, au-delà d'une élévation personnelle dans la société, d'un destin, spirituel ou autre, qui lui fût propre, dut mimétiquement nourrir et structurer la foi du jeune Lincoln. Le jeune « Abe » – comme l'appelaient désormais son demi-frère et ses camarades de classe (mais il n'apprécia jamais ce diminutif) – avait un goût prononcé pour les livres d'histoire et la biographie des grands

hommes. On sait, grâce à des confidences ultérieures, qu'il se plongea avec délice dans la *Vie de George Washington* de Parson Weems[28], et que les combats héroïques de la guerre d'Indépendance qui y sont retracés laissèrent dans son esprit une marque indélébile.

Mais l'école ne fut pas seulement pour lui un lieu d'enseignement. Il y rencontra les autres enfants du voisinage et apprit de la sorte à se socialiser. L'adolescent volontiers solitaire et ombrageux prit goût à la camaraderie et ne tarda pas à trouver sa place au milieu des autres. Outre sa pauvreté qu'on remarquait d'emblée à sa mise (pantalon trop court et modeste casquette en peau de raton laveur), il se distinguait par deux choses : sa taille (haut de 1,85 mètre à l'âge de dix-sept ans, il finira par mesurer 1,92 mètre[b]) et son intelligence, très supérieure à la moyenne.

Il composait des poèmes, avait le don de raconter des histoires (sérieuses, cocasses et parfois un peu grasses), ne craignait pas de s'exprimer devant les autres ou devant ses maîtres. Il apparut vite comme un leader, d'autant que ce manieur de hache disposait, en plus de sa taille impressionnante, d'une vigueur physique hors du commun. Mais, foncièrement allergique à l'usage gratuit de la violence et auteur de rédactions sur la cruauté des hommes ou les horreurs de la guerre, il ne se montrait jamais brutal, n'utilisant sa force que pour défendre les plus faibles face aux mauvais garçons, contrer les arrogants, ou encore empêcher qu'on martyrise indûment les animaux, fussent-ils sauvages. Il inspirait confiance aux autres, et l'expérience collective de l'école lui apporta ce que l'isolement familial n'avait pu lui donner : confiance en lui-même.

Le temps passant, les liens au sein de la famille Lincoln finirent par se distendre. En 1826, alors qu'il avait dix-sept ans, sa sœur aînée Sarah épousa un garçon du voisinage, Aaron Grigsby, et le couple partit s'installer à quelques

kilomètres de là. Matilda, fille cadette de la belle-mère d'Abraham, convola à son tour et quitta le foyer. Un an et demi plus tard, le 28 janvier 1828, Sarah fit une fausse couche et mourut peu après. Un voisin a raconté la réaction d'Abraham : « Je n'oublierai jamais cette scène. Il s'assit sur le seuil de la tannerie et serra sa tête entre ses mains. Les larmes coulaient lentement le long de ses doigts osseux et son grand corps efflanqué était secoué par les sanglots[29]. » Abattu, à nouveau déprimé, mais en même temps le cœur plein de colère, Abraham accusa la famille Grigsby d'avoir négligé de faire appel à un médecin et d'être en partie responsable de ce nouveau malheur qui frappait les siens. Les relations s'envenimèrent quelque peu entre les deux familles et le jeune homme sentit qu'il était temps pour lui de prendre ses distances avec Little Pigeon Creek.

L'occasion ne tarda pas à se présenter. Cette même année, Abraham, que l'appel des grands fleuves faisait rêver, descendit l'Ohio et le Mississippi jusqu'en Louisiane. Il s'agissait d'aider un négociant du voisinage, James Gentry, à transporter, en compagnie de son fils Allen, et en utilisant un bateau à fond plat, une cargaison de viande et de blé destinée à La Nouvelle-Orléans, à quelque 1 500 kilomètres de là. Sa rémunération fut fixée à 8 dollars par mois. Le voyage se déroula sans encombre, à l'exception d'un incident qui aurait pu mal tourner.

Un soir, alors qu'ils étaient à l'ancre, les deux jeunes gens furent soudain « attaqués par sept Noirs, bien résolus à les tuer et à les voler[30] », mais, au prix d'une belle empoignade et de quelques égratignures, ils trouvèrent moyen de repousser les assaillants, de rompre les amarres et d'arriver finalement à bon port.

Ni Abraham ni son compagnon n'avait jamais vu une ville aussi vaste et animée que La Nouvelle-Orléans, avec ses 40 000 habitants et sa bouillonnante activité portuaire et commerciale. Pour la première fois de leur vie, ils

entendirent parler français et virent des esclaves en très grand nombre. Faute de témoignage, on ne connaît pas les impressions qu'ils retirèrent de ce spectacle inaccoutumé. Ils furent de retour dans leurs familles respectives trois mois après avoir quitté l'Indiana et, en fils respectueux de ses devoirs, Abraham, qui était toujours mineur, remit à son père les 24 dollars qu'il avait gagnés à la sueur de son front… et au péril de sa vie.

Si le jeune homme continua un temps à vivre avec sa famille, il s'en éloignait dès qu'une possibilité s'offrait, louant ses services, dans le village voisin de Gentryville, au père d'Allen, son compagnon de voyage, ou au forgeron local. Son ressentiment envers les Grigsby ne l'avait pas quitté et il ne manqua pas l'occasion de leur jouer un tour à sa façon. Vexé de n'avoir pas été invité au mariage, célébré le même jour, de deux des fils de la famille – Reuben et Charles –, il fit en sorte, aidé en cela par plusieurs complices, qu'une fois la soirée terminée, les nouveaux mariés, censés rejoindre leurs jeunes femmes à l'étage, se retrouvent dans la mauvaise chambre en compagnie, voire dans le lit, de l'épouse du frère ! L'histoire fit le tour du canton et inspira à Abraham un conte drolatique et scabreux intitulé *Les Chroniques de Reuben*[31], qui en vérité, et en toute justice, contribua peu à sa gloire ultérieure.

Fin février 1830, alors qu'il avait atteint sa majorité et pouvait légalement voler de ses propres ailes, il aida son père, par devoir, et sa belle-mère, par affection, à organiser un nouveau déménagement, cette fois en direction du fertile comté de Macon, dans l'État voisin d'Illinois. John Hanks, un cousin de la famille qui avait naguère séjourné avec eux, s'y était déjà installé et les attendait. Non seulement on y disait la terre meilleure, mais le bruit avait couru que la maladie du lait menaçait à nouveau la partie sud de l'Indiana. La décision fut donc prise : elle mûrissait en fait depuis quelque temps, et Thomas Lincoln avait

opportunément revendu son exploitation. Le convoi, à vrai dire un grand chariot bâché tiré par un double attelage de bœufs, s'ébranla le 1er mars pour un long et difficile voyage de plus de 300 kilomètres vers le nord-ouest, à travers frimas, routes cabossées et glissantes, fleuves à moitié gelés qu'il fallait le plus souvent traverser sans pont. Abraham se jeta un jour dans l'eau glacée pour sauver son chien préféré, un petit dogue bâtard, qui se noyait.

Il finirent par atteindre, au nord de Decatur (alors un simple village), une terre située au bord du fleuve Sangamon, terre que John Hanks avait déjà entourée de piquets. À nouveau, il fallut défricher, labourer, se construire un toit. Abraham aida son père comme à l'accoutumée, mais il reçut un jour une offre alléchante d'un homme d'affaires local, Denton Offutt, individu entreprenant mais dont la probité n'était pas le point fort : il s'agissait de retourner à La Nouvelle-Orléans afin d'y transporter une nouvelle cargaison de marchandises. Abraham accepta avec enthousiasme et passa les trois mois suivants à construire son bateau à fond plat en compagnie de John Hanks et de son demi-frère, John D. Johnston. Afin de le motiver encore plus, Offutt lui jura que, si le voyage de Louisiane se passait bien, il ouvrirait un magasin à New Salem, petit village du comté de Sangamon, et lui en confierait la direction.

Quand tout fut prêt, les trois garçons partirent avec leur chargement de blé, de maïs et de bacon, et c'est précisément à New Salem que les choses se gâtèrent, la cargaison étant trop lourde pour que le bateau puisse franchir le bassin de retenue du moulin local. Grâce à l'ingéniosité et à la force musculaire d'Abraham qui, sous les yeux ébahis des villageois massés sur la rive, parvint à réagencer et à rééquilibrer l'ensemble du chargement, l'embarcation put finalement poursuivre sa route et l'expédition put être menée à son terme.

Sauf qu'au retour de La Nouvelle-Orléans le magasin de New Salem promis par le sieur Offutt n'était pas au rendez-vous. Abraham décida malgré tout de ne pas retourner chez son père, et, en dépit des incertitudes du moment, de vivre pour la première fois tout seul et par lui-même. Il allait passer là presque six ans de son existence.

New Salem (qui n'existe plus aujourd'hui) se trouvait à quelque 30 kilomètres au nord-ouest d'une ville alors en pleine expansion, Springfield. Ce n'était pas un village agricole, mais un lieu de négoce où jeunes artisans et commerçants ambitieux venaient tenter l'aventure de la vie dans l'Ouest. On y dénombrait – outre un tonnelier et un forgeron – un menuisier, un tanneur, un cordonnier, un chapelier, une épicerie, quatre quincailliers, une taverne, une église faisant fonction d'école, deux cabinets médicaux. La localité comptait une centaine d'habitants ; jamais le jeune Lincoln n'avait vécu, de manière permanente, dans une communauté aussi nombreuse.

Pour la première fois de sa vie il eut le sentiment d'être « citoyen ». À peine arrivé, on lui demanda d'ailleurs s'il savait lire et écrire et, comme c'était jour d'élection, on le nomma secrétaire du bureau de vote. Du coup, il entreprit des démarches afin d'être reconnu comme électeur, alors qu'il n'avait pas encore (condition officiellement requise) vécu six mois dans l'État d'Illinois. C'est au cours de cette période qu'il se rendit à Decatur pour assister à une réunion électorale. Surmontant sa timidité, il n'hésita pas à prendre la parole et, en présence des deux candidats officiels à l'Assemblée locale, exigea non sans éloquence que quelque chose soit fait pour améliorer les transports fluviaux sur le Sangamon.

Abraham survécut en acceptant mille petits gagne-pain, s'efforçant peu à peu d'échapper aux simples travaux manuels et au modeste destin qu'avait connu son père. Comme l'a noté le biographe David Donald, il pratiqua au cours des années qui suivirent tous les métiers que

proposait la vie sur la frontière, mais en cherchant toujours à s'élever par degrés dans la hiérarchie des emplois : forgeron, charpentier, marin de navire à aubes, employé de commerce, soldat, négociant, receveur des postes, arpenteur-topographe, avocat, homme politique… « La vie, conclut David Donald, élimina toutes ces perspectives à l'exception des deux dernières, si bien que, lorsqu'il eut trente ans, la suite de sa carrière était toute tracée[32]. »

L’école de la vie

Malgré son jeune âge, Lincoln ne tarda pas à devenir une figure populaire de New Salem. Les habitants, qui l’avaient vu à l’œuvre sur le fleuve, appréciaient sa force physique et son courage ; et son intelligence naturelle en imposait à tous. Ils aimaient chez lui cette aptitude à accomplir sans rechigner toutes sortes de besognes pour gagner sa vie. Ils aimaient aussi cette façon, sans doute héritée de son père et du milieu d’où il venait, de raconter, autour d’un verre et en les mimant, de bonnes blagues égrillardes ou carrément scatologiques – comme celle du curé qui, sous les yeux scandalisés des paroissiennes, se dénude peu à peu durant son prêche à mesure qu’un lézard vert inspecte de bas en haut chacune des parties de son corps !

Rien là de bien choquant, si l’on se souvient qu’à l’époque c’est ainsi qu’on passait le temps dans ces petites agglomérations isolées – et majoritairement masculines – où les occasions de se distraire étaient rares, voire inexistantes. Abraham Lincoln devint vite, de ce point de vue, une attraction recherchée.

Vers la fin de l’été, Offutt finit par ouvrir le magasin dont il avait parlé à Abraham, et celui-ci devint aussitôt son employé, le fond de la boutique lui servant même de logis. Parmi ses clients, tous hommes rudes de la frontière, figurait une bande de jeunes paysans, sympathiques et dévoués mais mal dégrossis et plutôt turbulents, qui habitaient à une demi-lieue de là et dont le meneur s’appelait Jack Armstrong. Offutt lui ayant décrit Abraham comme une force de la nature et même comme l’homme le plus robuste de la région, Armstrong prit la mouche et invita le jeune Lincoln à se mesurer à lui. Celui-ci se montra

réticent, tant ce type de démonstration violente était contraire à ses principes, mais, poussé par son patron et piqué par les rodomontades des jeunes gens, il accepta de relever le défi. Tout le village assista à la partie de lutte. On ne sait pas au juste lequel des deux adversaires sortit vainqueur de cette empoignade homérique, car les témoignages varient et se contredisent. Une seule chose paraît sûre : non seulement la réputation de Lincoln se trouva renforcée au sein comme aux alentours du village, mais Jack Armstrong et sa bande de joyeux drilles devinrent, à compter de ce jour, des amis indéfectibles de celui qu'ils avaient provoqué.

Employé de magasin modèle (au salaire modeste mais convenable de 15 dollars par mois), toujours accueillant et serviable avec la clientèle, scrupuleusement honnête, Abraham étonnait aussi les habitants cultivés de New Salem par son intelligence déliée, sa soif d'apprendre et son sens inné du raisonnement. Ils étaient plusieurs à avoir fréquenté l'université, et James Rutledge, le meunier local, avait même créé une petite société de pensée où l'on débattait de toutes sortes de questions.

Invité à se joindre à l'association, Abraham ne se contenta pas de prendre part avec assiduité aux séances du club ; il en devint très vite un pilier incontournable. Dès sa première intervention, raconte un témoin,

> il analysa le problème soulevé avec des arguments si incisifs et une logique si puissante que les gens n'en revenaient pas. La séance terminée, le président [Rutledge] confia à sa femme qu'il y avait dans la tête d'Abe plus que de l'esprit ou de la drôlerie, qu'il était déjà excellent orateur et qu'il ne lui manquait qu'un surcroît de culture pour pouvoir prétendre à la haute destinée que, selon lui, l'avenir lui réservait[1].

Cette culture, Lincoln s'attacha d'autant plus facilement à la parfaire que la gestion du magasin lui laissait beaucoup de temps libre. Il lisait les journaux régionaux avant de les vendre, se plongeait dans les manuels de grammaire afin d'améliorer sa connaissance et sa pratique de la langue et, outre Shakespeare, lisait avec délice les grands poètes britanniques (Robert Burns et Lord Byron) ou américains (notamment Oliver Wendell Holmes, dont les premiers poèmes venaient d'être publiés), ou encore *Le Siècle de la raison* de Thomas Paine, célèbre pamphlet antireligieux (mais non athée) où l'auteur, audacieux paradoxe, s'efforce de « défendre la justice morale de Dieu contre les calomnies de la Bible[2] ».

Il avait peu de goût pour la fiction en prose, et reconnut plus tard n'avoir jamais de sa vie achevé un seul roman, pas même *Ivanhoé*[3]. Les livres et les conseils de lecture, il les trouvait chez ses amis du club, le Dr John Allen, par exemple, ancien étudiant de Dartmouth College, ou Jack Kelso, passionné de poésie, ou encore Mentor Graham, directeur de l'école locale.

Cet atelier d'échanges intellectuels fut, en même temps qu'une école d'élocution, le premier tremplin politique du futur président. La prospérité du village dépendait pour beaucoup du fleuve Sangamon et le jeune Lincoln, nous l'avons vu, s'était déjà fait remarquer comme défenseur du cours d'eau et comme partisan d'une navigabilité moins hasardeuse. Au printemps 1832, Rutledge et quelques-uns de ses amis demandèrent à Lincoln, connaisseur du fleuve en question et orateur confirmé, de se présenter aux élections prévues l'automne suivant pour le renouvellement de l'Assemblée d'Illinois. Qui mieux que lui pourrait représenter les intérêts de New Salem et veiller aux conditions de son développement ?

Abraham accepta bien volontiers de relever ce nouveau défi. Nul besoin, dans ces régions reculées, de bénéficier du

soutien d’un parti organisé ou d’être parrainé par une personnalité en vue ; et, à cette époque, le bipartisme tranché qui commençait à animer la vie politique américaine n’avait pas encore atteint le fond des campagnes. Au reste, la fonction de député local n’exigeait des candidats ni qu’ils aient du génie, ni qu’ils soient des surhommes : l’Assemblée d’Illinois traitait essentiellement de problèmes aux dimensions modestes, comme les questions de pâturage, de bornage ou de clôturage des terres. La seule véritable controverse concernait la construction d’une voie ferrée et son tracé à travers le territoire.

La haute politique n’était pas absente, mais elle restait au second plan, et durant sa campagne Lincoln ne mit guère en avant le peu de sympathie que lui inspirait le président démocrate Andrew Jackson, lequel sollicitait un second mandat, et l’admiration sans bornes qu’il vouait à son rival *whig*, Henry Clay. Contrairement au premier, Clay, favorable à l’existence d’une banque nationale aux pouvoirs étendus, préconisait un système économique clos, essentiellement national et protégé par des barrières douanières *(the American System)* où chacune des trois grandes régions (le Nord, le Sud et l’Ouest) servirait de marché et de source d’approvisionnement aux autres, l’État fédéral et la Banque centrale contribuant au financement de grands travaux (*internal improvements*), avec notamment pour objectif l’amélioration du réseau routier et des voies navigables. Convaincu que le petit peuple et les États locaux ne trouveraient pas leur compte dans cette Amérique de la haute finance au pouvoir central renforcé, Jackson s’opposa avec vigueur à cette vision des choses et, lors de l’élection présidentielle de décembre 1832, l’électorat, au grand dam de Lincoln, lui donna raison.

Mais pour l’heure il fallait se préparer plus modestement au scrutin local de septembre. Lincoln avait annoncé sa candidature dès le mois de mars dans une feuille de

Springfield, le *Sangamo Journal*[c]. Dans sa profession de foi, il s'opposait ouvertement au projet de voie ferrée et proposait comme solution de rechange l'amélioration des conditions d'utilisation du fleuve. Le hasard fit qu'on apprit au même moment ou presque que *Le Talisman*, premier vapeur promis à naviguer sur le Sangamon, avait quitté Cincinnati et, après avoir emprunté l'Ohio et le Mississippi, s'apprêtait à remonter l'Illinois jusqu'à Beardstown. Il devait alors emprunter le Sangamon pour rejoindre son terminus, Portland Landing, petite agglomération située à une dizaine de kilomètres de New Salem.

La population locale était en liesse. Lincoln, accompagné de plusieurs amis, gagna Beardstown en toute hâte afin d'y dégager le fleuve de tout ce qui pouvait l'encombrer et de ce fait gêner le passage du vapeur. Il prit d'ailleurs le commandement du *Talisman*, car personne – disait-on (et pensait-il) – ne connaissait le fleuve mieux que lui. Son arrivée à Portland Landing le 24 mars et sa présence au poste de commande donnèrent à l'événement un petit air de triomphe. Sa campagne ne pouvait commencer de manière plus favorable.

Cependant, deux ou trois jours plus tard, le niveau du fleuve baissa de façon inquiétante, obligeant *Le Talisman* à battre en retraite au plus vite. Il fallut alors tout le talent manœuvrier de Lincoln pour que le navire puisse franchir la passe difficile du bassin de retenue de New Salem, là même où son bateau à fond plat avait connu tant de difficultés deux ans auparavant. Les partisans du chemin de fer jubilèrent, mais Lincoln n'en démordit pas : l'incident prouvait qu'il était urgent d'aménager la voie fluviale et qu'il appartiendrait à l'Assemblée locale et à sa nouvelle majorité de dégager les moyens nécessaires à la réalisation des travaux.

Mais la campagne du candidat Lincoln fut soudainement interrompue par la banqueroute de son patron, M. Offutt.

Celui-ci s'était lancé dans des projets mirifiques, comme l'achat d'un millier de porcs ou de trois mille boisseaux de blé de semence, promettant tout et son contraire à ses clients et se retrouvant ruiné avant même d'avoir concrétisé le moindre de ses desseins. Abraham se retrouva, lui, à la rue et privé d'emploi.

Une révolte indienne – la « guerre de Black Hawk » – vint provisoirement le tirer d'affaire. La tribu des Sauk et celle des Fox, qui en 1804 avaient, contre de vagues promesses, cédé de vastes territoires au gouvernement fédéral, estimaient avoir été trompées et être en droit de récupérer leurs biens, fût-ce par la force. L'un de leurs chefs, Black Hawk, décida de revenir sur ses terres ancestrales d'Illinois, entouré de quatre cent cinquante guerriers et accompagné d'une cohorte de 1 500 femmes et enfants. Plusieurs Blancs furent massacrés sur son passage. Le gouverneur de l'État décida que des volontaires viendraient aider les troupes fédérales à rétablir l'ordre et à repousser l'envahisseur. Les Indiens furent de fait refoulés et leur défaite encouragea le président Jackson à intensifier sa politique de déplacement vers le grand Ouest de diverses nations indiennes[4].

Libre de toute obligation professionnelle, Lincoln fut l'un des premiers à se porter volontaire. Grâce à son charisme, il fut élu (la règle était nouvelle) à la tête de son groupe contre un rival sans doute plus âgé et expérimenté que lui, William Kirkpatrick. Cette élection, confia-t-il bien plus tard, lui procura plus de fierté et de plaisir « que toutes celles qu'il devait remporter par la suite[5] ». Il faut dire que, parmi ses compagnons d'armes, et donc ses électeurs d'un jour, figuraient Jack Armstrong et sa bande de joyeux et fidèles camarades. Armstrong se retrouva d'ailleurs sergent à ses côtés et le seconda dans son travail de « capitaine », car tel était son grade.

Les circonstances firent que Lincoln n'eut jamais l'occasion de faire le coup de feu contre les hommes de

Black Hawk. L'unique sang versé par lui pendant ce conflit militaire, reconnut-il avec humour en 1848 lors d'un discours devant le Congrès, était celui de ses « combats contre les moustiques[6] » ! Mais il se souvint toute sa vie des horreurs qu'il lui avait été donné de voir durant cette guerre, notamment de son arrivée au petit matin dans un camp d'éclaireurs blancs. Surpris dans leur sommeil par les Indiens, tous avaient été scalpés :

> Je revois exactement le spectacle qu'ils offraient tandis que nous gravissions la petite colline où se trouvait leur campement. L'éclat rouge du soleil levant se déversait sur leurs corps étalés. Les têtes, à même le sol, étaient tournées vers nous, et sur le sommet de chaque crâne on distinguait une tache rouge et arrondie, de la taille d'un dollar, là ou le cuir chevelu avait été découpé par les Peaux-Rouges. C'était à la fois terrifiant et grotesque, avec ce soleil rouge qui semblait avoir tout peinturluré[7].

Cette expérience traumatisante ne l'empêcha pas, une autre fois, de sauver un vieil Indien égaré que ses compagnons d'armes, voyant en lui un espion, entendaient abattre sur-le-champ. S'interposant entre eux et la victime – dont chacun pouvait voir qu'elle ne portait aucune arme –, il lança d'une voix ferme et rageuse : « Non, soldats, pas question de faire ça. On ne doit pas tuer cet homme[8] ! » Il y eut des murmures de contestation parmi les soldats, mais son autorité finit par prévaloir et le vieil homme eut la vie sauve.

Démobilisé à la fin des opérations, Lincoln se retrouva à la tête d'une coquette somme de 110 dollars, en plus des 14 autres déjà reçus au titre de la prime de recrutement. Il reprit donc le cours interrompu de sa campagne électorale, faisant, comme les douze autres candidats, du porte-à-porte dans les villages et hameaux du comté, grimpant sur les

tréteaux, haranguant les curieux, préconisant une loi contre l'usure, prêchant pour le développement de l'éducation populaire. Et s'il voyait l'un de ses partisans malmené par la foule, il n'hésitait pas à voler à son secours et à rétablir l'ordre *manu militari*. C'est ainsi qu'un jour, dans la petite localité de Pappsville, il s'empara d'un spectateur trop violent à son goût et, « le saisissant par la nuque et le fond du pantalon, l'envoya planer sans effort à trois ou quatre mètres de là[9] ».

Ses exploits athlétiques, son éloquence et sa réputation d'honnêteté ne suffirent pas cette fois-là – une première pour lui dans le domaine politique – à assurer son élection. Malgré un score somptueux à New Salem (où 277 voix sur 284 s'étaient portées sur son nom), il ne termina qu'en huitième position sur un total de treize candidats. Or il fallait, pour être élu, figurer parmi les quatre premiers. Il avait beau avoir dit durant la campagne : « Si je suis élu, je serai reconnaissant ; dans le cas contraire, j'en prendrai mon parti[10] », il ne put qu'être dépité par le résultat – dépité mais non amer, car son score de New Salem était une belle et encourageante consolation. Bien plus tard, évoquant cet échec, il expliquera, le sourire aux lèvres, que ce scrutin était le seul de sa carrière politique « où il ait été battu à la suite d'un vote direct du peuple[11] ».

Lincoln se mit en quête d'un nouveau gagne-pain. Du temps où il habitait l'Indiana, il avait assisté avec enthousiasme à plusieurs séances des tribunaux de Rockport et Boonville ; il gardait des plaidoiries entendues un souvenir ineffaçable et songea un court instant à se lancer dans des études de droit, dévorant en particulier les *Commentaires sur les lois d'Angleterre*[12] de William Blackstone, ouvrage qu'il avait récemment acheté à Springfield. Il n'hésitait d'ailleurs pas à se rendre à pied dans cette ville, éloignée pourtant d'une vingtaine de kilomètres, afin d'emprunter à un ami avocat, le

commandant John T. Stuart, rencontré à l'armée, des écrits juridiques dans lesquels il se plongeait avec passion sur le chemin du retour. Il était alors si absorbé par son activité de lecture qu'il en oubliait, disait-on, de saluer les personnes croisées en chemin.

Mais, sa situation étant ce qu'elle était, s'engager dans des études n'était pas une option réaliste. Il lui fallait, avant toute autre considération, trouver des moyens immédiats de subsistance, sans pour autant renouer avec ses anciennes besognes de tâcheron. Avec l'argent gagné sous les armes et, en complément, le concours financier de James Berry, qui avait été l'un de ses caporaux et chez qui il logeait, il acheta à New Salem un commerce qui venait d'être mis en vente. Les deux hommes se mirent à y proposer toutes sortes de marchandises : « du thé et du café, du sucre et du sel et diverses autres denrées non produites au village », mais aussi « du calicot bleu, de la mousseline marron, des chapeaux pour dames et pour hommes et un petit assortiment de chaussures[13] ». En janvier 1833, les deux jeunes partenaires empruntèrent pour acquérir à crédit, au prix de 650 dollars, un second magasin qui venait d'être liquidé à la suite d'importantes dégradations. Les dégâts avaient été commis, à titre de représailles, par Jack Armstrong et les siens, le chef de bande prétendant avoir été insulté par l'ancien propriétaire.

Mais les affaires des deux associés furent loin de se révéler florissantes. Lincoln s'absorbait trop dans les livres ; Berry, lui, absorbait trop de bonnes bouteilles et, volontiers parieur, avait, à en croire Abraham, « l'âme dépensière[14] ». Avec ou sans l'accord de son partenaire, et avec l'espoir d'améliorer les rentrées d'argent (pour l'heure insuffisantes), Berry avait demandé et obtenu une licence permettant de vendre au verre diverses boissons alcoolisées, entre autres du rhum et du whisky. Les philosophes de comptoir ne manquaient pas dans le village

et venaient volontiers discuter politique ou religion avec les deux patrons du magasin. Il n'y avait pas d'église à New Salem, mais de multiples confessions – notamment celles des baptistes, des méthodistes et des presbytériens – y étaient représentées, et c'était à qui défendrait le mieux sa doctrine, sa conception du salut ou l'idée qu'il se faisait du Tout-Puissant. Baptiste par ses parents mais intellectuellement plus proche de la libre-pensée que de l'évangélisme, Lincoln participait avec amusement à ces débats enflammés qui certes faisaient passer le temps, mais ne remplissaient guère les caisses de l'entreprise commune.

L'affaire finit donc par capoter. La véritable cause de cet échec partagé est sans doute moins à rechercher dans la désinvolture de Lincoln ou l'intempérance de Berry que dans le déclin économique d'un village trop recroquevillé sur lui-même et coupé des nouveaux échanges commerciaux, eux-mêmes liés, loin de New Salem, au développement des chemins de fer et de la voirie interurbaine : difficile de croître et d'embellir au milieu de nulle part.

À nouveau sans emploi et privé de ressources, Lincoln passa l'hiver 1833-1834 à fendre des troncs d'arbre ou à glaner quelques dollars comme juré au tribunal itinérant du comté de Sangamon ou, à l'occasion, comme secrétaire de bureau de vote. Mais, le 7 mai 1834, grâce à l'entremise de plusieurs amis et malgré son opposition à l'administration Jackson, il fut officiellement nommé « receveur des postes » de New Salem, emploi qu'au demeurant personne d'autre ne convoitait. Il disposait d'un bureau et d'un coin où dormir – et, suprême avantage, pouvait à son gré lire tous les journaux adressés à ses administrés.

Si elle était peu lucrative (moins de 60 dollars par an), la tâche, qu'il assuma jusqu'en 1837, était loin d'être écrasante : le courrier du village, qui n'arrivait qu'une fois par semaine, était si peu abondant qu'il tenait tout entier dans le chapeau du receveur ! Il fallait certes vendre des

timbres, recueillir les envois (lettres ou colis) de la population et tenir les comptes, mais la fonction avait tout d'une semi-sinécure.

Elle permit par conséquent à Lincoln de pratiquer en parallèle une seconde et toute nouvelle activité, celle d'apprenti arpenteur. Un certain John Calhoun (à ne pas confondre avec John C. Calhoun, vice-président d'Andrew Jackson jusqu'en 1832) venait d'être nommé topographe en chef du comté de Sangamon et recherchait un assistant. On lui recommanda Lincoln, qui hésita, car Calhoun, homme sympathique et ouvert, n'en était pas moins un militant actif du parti démocrate et un chaud partisan de l'esclavage. Ayant reçu l'assurance qu'il n'aurait pas à renier ses propres convictions, il finit par accepter l'emploi proposé. Il ne connaissait rien au métier d'arpenteur et se plongea aussitôt dans plusieurs ouvrages techniques consacrés à la topographie. Sa rémunération était de 2,50 dollars pour chaque tranche arpentée de 150 hectares. Il paya de sa poche les outils nécessaires, à savoir une boussole et une chaîne, et se mit au travail.

Secondé par deux compagnons, il parcourut le comté en tous sens, traversant marais, sous-bois broussailleux et champs de ronces afin d'effectuer ses relevés et de poser ses pierres ou piquets de bornage. Il avait le bas du corps à ce point écorché que la femme de Jack Armstrong lui doubla son pantalon avec de la peau de daim afin que ses jambes soient mieux protégées. Lincoln fut rapidement considéré comme l'arpenteur le plus sérieux et le plus méticuleux du secteur, et c'est à lui qu'on faisait appel lorsqu'un désaccord éclatait entre plusieurs colons au sujet des limites exactes de leurs propriétés.

Si ses deux sources de revenus, celle de receveur et celle d'arpenteur, s'additionnaient, elles suffisaient à peine à assurer sa survie, et cela d'autant moins qu'il s'efforçait de rembourser sa part des dettes commerciales naguère contractées avec son associé James Berry. Aussi accepta-t-il

sans hésiter d'être à nouveau candidat whig pour l'Assemblée d'Illinois lors du scrutin prévu à l'automne de cette année-là (1834). Par rapport à l'élection précédente, Lincoln avait mûri, et ses différentes activités lui avaient permis d'acquérir une meilleure connaissance du comté et de ses habitants. Certes, il était whig et partisan de Henry Clay, mais le fait d'avoir été nommé receveur par l'administration Jackson et arpenteur par le démocrate Calhoun lui apportait une certaine caution de ce côté-là de l'échiquier politique.

Il se garda bien, au demeurant, de trop politiser sa campagne afin de ne perdre aucun des soutiens espérés. Les démocrates craignaient surtout la candidature de John Todd Stuart, leader des whigs et probable représentant de son parti lors de la prochaine élection au Congrès fédéral (c'est ce Stuart-là, l'avocat de Springfield, qui avait récemment prêté plusieurs livres de droit à Abraham). Du coup, ils proposèrent en secret au candidat Lincoln de lui apporter suffisamment de suffrages démocrates pour qu'il soit élu à la place de Stuart (comme en 1832, seuls les quatre candidats arrivés en tête seraient retenus). Lincoln s'en ouvrit naturellement à son ami, mais ce dernier « était si certain de l'emporter qu'il le poussa à accepter l'offre des démocrates[15] ». Finalement et Stuart et Lincoln furent élus, au grand dam de l'autre camp.

L'Assemblée d'Illinois avait son « siège » – une bâtisse d'un étage vaguement délabrée – dans la capitale de l'État, Vandalia, modeste bourgade d'un millier d'habitants. Lincoln y partageait une chambre d'hôtel avec son ami Stuart. Soucieux d'être désormais un homme et un élu présentable, il s'offrit le premier costume de sa vie, dépensant pour ce faire la somme astronomique de 60 dollars, la moitié du traitement mensuel du gouverneur de l'État ! Durant la première session de son mandat (du 1er décembre 1834 au 13 février 1835), il intervint très peu dans les débats –

s’attachant, surtout au début, à observer le déroulement des séances, à apprendre le fonctionnement de l’institution, à se familiariser avec les ficelles du métier et à mieux connaître ses cinquante-cinq collègues.

Bien qu’étant l’un des plus jeunes membres de l’assemblée, il ne tarda pas à se rendre compte que sur de nombreux sujets il en savait aussi long, sinon plus, que la plupart des autres représentants, y compris les plus anciens et les plus expérimentés. Il n’en tira aucun orgueil particulier, mais peu à peu sut mettre au service de ses collègues, quels qu’ils fussent, ses connaissances en matière de droit ainsi que son aptitude à rédiger avec clarté et précision les projets de lois et autres documents officiels conçus par d’autres. Le colonel G. S. Hubbard, député et initiateur du futur canal reliant l’Illinois au Michigan, a laissé de son jeune collègue (lui aussi partisan du canal en question) le portrait suivant :

> Sa personnalité était proche de la perfection ; doté d’un cœur bienveillant et généreux, accueillant, affable, honnête, courtois avec ses adversaires, persévérant, zélé dans ses investigations, ne perdant jamais de vue le point essentiel de la question en débat, illustrant son propos d’histoires qui atteignaient toujours l’effet recherché. Il était incapable de recourir aux supercheries politiciennes comme de dénoncer les travers personnels de ses opposants. Dans les discussions, il était à la fois ferme et posé, [s’attirant] la confiance de tous, y compris celle de ses adversaires politiques[16].

La session terminée, Lincoln perçut une rémunération de 158 dollars, somme qui vint s’ajouter à celle de 100 dollars déjà touchée en décembre. Cette manne ne pouvait pas mieux tomber : juste avant de quitter New Salem pour

Vandalia, il avait appris que le tribunal du comté venait de le sanctionner, lui et son ex-associé, Berry, pour cause de dettes impayées. De retour à New Salem, il constata, à la mi-février, que tous ses biens et outils, y compris sa selle, son cheval et ses instruments d'arpenteur, avaient été saisis. Pour comble de malheur, Berry était décédé le mois précédent, ne laissant rien ou presque derrière lui.

Alors qu'il n'était concerné que par la moitié des dettes, Lincoln fit savoir aux autorités qu'il assumerait aussi la part de son associé et rembourserait le tout dès que ses finances le lui permettraient. En réalité, il lui fallut plusieurs années pour s'acquitter de la totalité des sommes dues. Nul doute que Lincoln méritait amplement le surnom que beaucoup se mirent alors à lui donner, celui d'« honnête Abraham » (*honest Abe*).

L'idée de devenir homme de loi s'était installée dans son esprit, si bien qu'il se remit, seul et sans personne pour le guider, à l'étude du droit, lisant et relisant assidûment les grands classiques de l'époque, ceux qu'il recommandera plus tard aux futurs avocats : les *Plaidoiries* de Joseph Chitty, les *Preuves* de Simon Greenleaf et *La Jurisprudence en matière d'équité* de Joseph Story. Mais l'heure d'entrer dans la carrière du droit n'était pas encore venue. En mars, ses biens confisqués ayant été mis aux enchères (à l'exception du cheval qui pour une raison qu'on ignore lui avait été restitué), l'un de ses amis et admirateurs, James Short, se porta acquéreur des instruments d'arpentage et les remit aussitôt à leur heureux propriétaire. Lincoln reprit de ce fait le chemin des champs, mesurant et bornant entre ses lectures, ravi de pouvoir arrondir ses fins de mois, pour ne pas dire ses fins de semaine. Ses revenus d'arpenteur ne servaient en effet, expliqua-t-il, qu'à « couvrir ses dépenses de bouche et ses achats de vêtements[17] ».

C'est à cette époque que, à défaut de devenir avocat, il tomba amoureux. Timide de tempérament, Abraham était

plutôt gauche et emprunté avec les femmes, sauf lorsqu'il s'agissait d'une vieille connaissance, telle Hannah, l'épouse de Jack Armstrong. À voir ce grand jeune homme dégingandé, manifestement mal nourri, les cheveux en bataille, mal fagoté (sauf lorsqu'il portait son trois-pièces d'élu du peuple), les matrones du village se dirent qu'il ne manquait qu'une chose à cet attirant garçon, si aimable envers tous, si tendre avec les enfants, si doux avec les animaux : la présence d'une compagne attentionnée capable de mettre un peu d'ordre et de soleil dans sa vie. Plusieurs tentèrent de favoriser certains rapprochements, entre autres avec une Miss Short et une Miss Perry, mais cela ne donna rien.

Une seule femme, en vérité, intéressait Lincoln : Ann Rutledge, la fille de l'aubergiste chez qui il trouvait tantôt le gîte, tantôt le couvert. Elle avait alors dix-neuf ans et Abraham la connaissait depuis son arrivée à New Salem en 1830 : très jolie, fort avenante avec ses grands yeux bleus et sa soyeuse chevelure châtain clair, elle n'était ni très grande, ni très mince, mais ses formes rondelettes, si contraires à sa propre maigreur, n'étaient pas faites pour déplaire à Lincoln qui, en réalité, n'aima jamais que des femmes légèrement rebondies. Elle attirait aussi par la douceur de ses manières et une gentillesse profonde.

Les soupirants ne manquèrent donc pas, et elle finit par s'amouracher d'un client de la taverne, John McNeil, partenaire charmeur et visiblement argenté d'un épicier du village. Ce New-Yorkais, venu dans l'Ouest pour faire fortune, avait par ailleurs acquis une importante exploitation agricole à quelques kilomètres au nord de New Salem. On parla bientôt mariage.

Tout semblait se passer pour le mieux entre les deux jeunes gens – jusqu'à ce jour de l'automne 1833 où McNeil fit à sa « fiancée » une confession aussi étrange qu'inattendue : son vrai nom n'était pas John McNeil, mais John McNamar ; son père, homme fortuné, avait connu de

graves déboires à New York, et John avait alors décidé d'aller tenter sa chance dans l'Ouest afin de reconstituer la fortune familiale et d'aider ses parents à retrouver un jour leur vie aisée d'autrefois. S'il avait changé d'identité, c'était pour éviter que ces derniers ne le retrouvent et ne viennent trop tôt croquer ses économies. Il avait, expliqua-t-il, accumulé plus de 10 000 dollars, somme considérable, et s'apprêtait à regagner New York afin d'annoncer la bonne nouvelle aux siens et de les ramener ensuite avec lui à New Salem. Une fois cela fait, le mariage pourrait, comme promis, avoir lieu.

John parti, Ann raconta tout à ses parents, qui eurent d'autant plus de mal à croire à cette histoire rocambolesque que McNamar avait vendu l'ensemble de ses biens, y compris sa ferme, juste avant de quitter le village. Procéder à une telle liquidation dans la perspective d'une absence annoncée comme de courte durée était incompréhensible. Quant au changement de nom, il ne pouvait, malgré les explications fournies, que susciter le doute, voire la suspicion : McNamar devait avoir autre chose à cacher que son patronyme. Les Rutledge se gardèrent bien de répandre ces révélations hors du cercle familial, car dans l'Amérique victorienne de l'époque apparaître comme une femme rejetée ne plaidait guère en votre faveur.

Cela n'empêcha pas le village de jaser et les villageois de supputer. Imposture, trahison, conte à dormir debout : toute la gamme des conjectures alimenta les conversations. Lincoln, qui entre-temps était devenu receveur des postes, fut, lui, assez rapidement mis dans la confidence du seul fait qu'Ann ne cessait de lui demander si du courrier était arrivé pour elle en provenance de New York. La première lettre ne parvint à celle-ci qu'à la fin de l'été, John McNamar y expliquant qu'il avait été pris de fièvre durant son voyage et avait du coup été passablement retardé. Le courrier destiné à Ann s'espaça de plus en plus et finit bientôt par se tarir.

D’affectueux qu’ils étaient au départ, les sentiments que Lincoln portaient à la jeune femme, dont la tristesse et la déconvenue l’émouvaient, devinrent plus tendres, voire plus passionnés au fil des jours. Ann, de son côté, ne resta pas insensible à ses attentions, puis, le temps passant, à la délicatesse de ses avances. Elle envisagea peu à peu l’idée d’un mariage avec lui, mais elle ne souhaitait rien précipiter, consciente que Lincoln n’avait pas véritablement les moyens de pourvoir aux besoins d’une famille. Désormais persuadée que McNamar ne reviendrait plus, elle désirait néanmoins, raconte un cousin, en avoir le cœur net et donc le rencontrer « afin de l’informer du changement intervenu dans ses propres sentiments et de se désengager honorablement de sa relation avec lui avant de consommer par le mariage ses fiançailles avec Mr L.[18] ».

D’un commun accord, Ann et Abraham décidèrent alors de laisser s’écouler une année entière avant de convoler, avec l’espoir que d’ici là le futur époux serait admis au barreau et, devenu avocat, aurait la capacité de faire face à ses obligations de chef de famille. En attendant, elle suivrait des cours dans un collège privé de Jacksonville afin de parfaire son éducation, et lui mettrait à profit son temps libre pour approfondir ses connaissances en droit.

La vie devait en décider autrement, et ces projets si raisonnables furent bientôt irrémédiablement compromis. L’été 1835 fut à la fois torride et pluvieux. Dans les champs détrempés, le travail d’arpentage était si harassant pour Abraham qu’on se mit à craindre pour sa santé, d’autant qu’il s’échinait par ailleurs à combler par la lecture ses lacunes juridiques. Ann n’allait guère mieux, hantée qu’elle était par le souvenir de John McNamar et l’idée que peut-être elle l’avait trahi : « Et si jamais il l’aimait encore et revenait pour découvrir qu’elle était mariée à un autre[19] ? »

Elle avait l’âme si perturbée qu’elle tomba malade, et son organisme fragilisé ne résista pas longtemps aux miasmes

de la saison. Une inondation ayant pollué le puits de l'auberge paternelle, elle contracta bientôt la typhoïde, qu'on appelait alors « fièvre cérébrale ». On l'alita, elle réclama la présence de Lincoln, sombra dans un coma profond et s'éteignit dans la soirée du 25 août, au désespoir de tous les siens.

Pour Lincoln, qui avait déjà perdu un frère, une sœur et sa propre mère, ce nouveau coup du sort fut terrible à vivre et à accepter. Il aimait profondément la jeune femme et, quelque trente ans plus tard, il le confirma en ces termes à un vieil ami, Isaac Cogdal, qui l'interrogeait à la Maison-Blanche sur son passé :

> Ann était une fille charmante. Elle était naturelle et cultivée. Elle aurait été pour moi une bonne et tendre épouse. Je l'aimais vraiment de tout cœur, et aujourd'hui je pense souvent, oui souvent à elle[20].

Pour l'heure, Lincoln, effondré, prostré, vivait l'enfer des grands chagrins. D'ordinaire si posé, il perdit tout contrôle de lui-même, y compris, note le biographe Francis Fisher Browne, « la notion de sa propre identité[21] ». Il se mit à errer dans les bois, un fusil à la main, solitaire, enfoui dans ses pensées, fuyant toute compagnie. Certains craignirent qu'il ne glisse vers la folie tant sa dépression, qu'on désignait alors sous le nom de « mélancolie », semblait grave et profonde.

Après l'enterrement d'Ann, les orages reprirent de plus belle et la détresse d'Abraham était telle, confia-t-il alors à sa logeuse du moment, « qu'il ne supportait pas l'idée qu'il pleuve sur sa tombe[22] ». Il confia aussi à son ami instituteur, Mentor Graham, que « l'idée du suicide lui traversait souvent l'esprit[23] ». Il alla passer une ou deux semaines chez un couple d'amis, Bowling et Nancy Green, qui habitaient à moins de 2 kilomètres de New Salem. Lui était juge de paix et, selon divers témoignages, cet homme

imposant et enjoué « était devenu pour Lincoln une sorte de second père[24] ». Bowling essaya de le réconforter, et Nancy le choya comme une mère. Fin septembre, Abraham put reprendre ses activités d'arpenteur, mais il resta longtemps inconsolable. Lorsqu'il recouvra ses esprits et que revint sa jovialité coutumière, une tristesse profonde, visible sur toutes les photos qui sont restées de lui, continua de l'habiter. Quelque temps plus tard, Lincoln expliqua à un ami, Robert L. Wilson, élu comme lui à l'Assemblée locale, que « même lorsqu'il paraissait jouir de l'existence avec frénésie, il souffrait d'une abominable mélancolie [et] était à ce point affecté par cette dépression mentale qu'il n'aurait jamais osé porter un couteau dans sa poche[25] ».

Une seule chose semblait pouvoir guérir Lincoln de la vie : l'accomplissement d'une haute destinée qui le hissât au-dessus de ses propres faiblesses et des tragédies de l'existence. Celui qui allait bientôt devenir son meilleur ami, William H. Herndon, est, de tous les témoins, celui qui a le mieux saisi et exprimé cette vérité : « Il ne sortit de son infini chagrin qu'en se ruant tête baissée dans l'arène politique. Il avait besoin de ce coup de fouet, de cet éperon pour échapper au désespoir[26]. »

De New Salem à Springfield

Le déclin de New Salem ne fit que s'amplifier au fil du temps. Conscients que le rêve américain se jouait ailleurs que dans ce coin perdu, beaucoup d'habitants quittèrent le village et allèrent tenter leur chance à Springfield ou Petersburg. Lincoln, lui aussi, sentait que le jour approchait où il devrait prendre le large. Son ancien magasin venait d'être revendu au dixième de sa valeur initiale, et tout, à New Salem, semblait aller à vau-l'eau alors même que le reste de l'Amérique était en ébullition.

Depuis le début du siècle, les États-Unis avaient doublé leur superficie grâce à l'acquisition du « territoire de la Louisiane », acheté par Jefferson à la France en 1803 pour la somme ridicule de 60 millions de francs. Aussi vaste que l'Europe occidentale, ce territoire s'étendait, vers le nord, du golfe du Mexique aux frontières du Canada et, d'est en ouest, du Mississippi aux montagnes Rocheuses.

La fédération américaine, composée de treize États en 1790, en comptait désormais onze de plus, et beaucoup pressentaient que le Texas, récemment devenu une république indépendante, viendrait bientôt grossir les rangs de l'Union. De 3 millions en 1780, la population était passée à 12 millions en 1828. Le flot continu des immigrants (400 000 entre 1783 et 1830) ne faisait que croître : ils seraient 19 millions de plus d'ici à la fin du siècle. Les esclaves, qui n'étaient que 900 000 dans le Sud en 1800, s'élevaient déjà au nombre de 1,6 million en 1820, en attendant d'atteindre les 4 millions en 1860, à la veille de la guerre de Sécession[1]. Nous verrons que la multiplication des esclaves liée à l'agrandissement du pays sera l'une des causes principales, sinon la cause principale, de ce conflit.

Ce boom géographique et démographique se traduisit, mécaniquement mais aussi grâce à l'énergie et à la fougue des colons, par un développement économique et commercial sans précédent. Comme un historien l'a justement souligné, la fièvre industrielle qui agitait New York et l'ensemble du Nord-Est devint rapidement contagieuse :

> Un canal avait été creusé entre la vallée de l'Hudson et le lac Érié, un réseau considérable de voies navigables s'était développé dans la zone atlantique ; de Philadelphie et de Baltimore des chemins de fer franchissaient les Alleghanys, s'élançaient vers l'ouest, les échanges s'intensifiaient, les terres des pionniers étaient envahies à leur tour par le progrès matériel. À la jonction des deux grandes artères fluviales de l'Union, autant dire déjà au cœur du pays, l'Illinois ne pouvait demeurer en reste[2].

Dans cette atmosphère de griserie générale, les sessions de l'Assemblée d'Illinois se lancèrent, de 1836 à 1838, dans de vastes projets assortis d'emprunts colossaux à hauteur de 12 millions de dollars : parmi ces travaux furent entrepris notamment le percement du canal Michigan-Illinois (à l'imitation du désormais fameux canal de l'Érié), l'aménagement de l'ensemble des cours d'eau et la mise en place de 2 000 kilomètres de voies ferrées. Au-delà de l'Illinois, cette frénésie de construction et de développement frappa (le grand Sud excepté) une vaste partie des États-Unis, au prix de dépenses souvent inconsidérées et avec, à la clé, une spéculation non moins frénétique. Le tout devait déboucher sur une crise profonde et durement ressentie, la « panique de 1837 », dont les effets se firent sentir jusqu'en 1843[3].

Au cours de cette période exaltée, l'élu Lincoln, qui siégeait à la commission des finances de son assemblée, fut

plus suiviste que chef de file, sa stature ne lui permettant pas encore d'être un véritable leader. Durant l'hiver 1835-1836, il soutint de son vote le projet du nouveau grand canal régional qu'avait naguère mis en œuvre son ami et collègue le colonel Hubbard. Il ne s'opposa pas non plus, les subventions fédérales et les investissements privés se révélant insuffisants, au financement par l'État local (et donc par l'emprunt) des autres grands travaux envisagés.

Mais son mandat arrivait à expiration et il commença à songer à la nouvelle élection prévue pour l'automne suivant. Il fit savoir en juin 1836 qu'il serait à nouveau candidat et sa campagne, cette année-là, fut marquée par des initiatives à la fois originales et qui dépassaient par leur portée le cadre local habituel.

L'un des axes de sa campagne concernait un sujet alors très controversé, celui du droit de vote et de son extension. De nombreux immigrants, notamment irlandais, travaillaient alors au creusement du canal Michigan-Illinois. Or la législation en vigueur n'accordait la possibilité de voter qu'aux Blancs de sexe masculin appartenant à la classe des « possédants ». Les démocrates souhaitaient élargir ce droit et en faire bénéficier les immigrants en question, dès lors que ceux-ci habitaient l'État depuis six mois. Le parti de Lincoln, les whigs ou « nationaux-républicains » (*National Republicans*), étaient hostiles à cette ouverture, la propriété constituant à leurs yeux un préalable à l'exercice de tout droit civique.

Contre son parti, Lincoln se prononça en faveur des immigrants et autres non-possédants. Partant de l'idée que tous ceux qui contribuent à porter le fardeau de la collectivité devraient être admis à jouir de ses avantages, il réclama « le droit de vote pour tous les Blancs payant des impôts ou portant les armes ».

Cette avancée pouvait paraître importante, mais elle n'était pas révolutionnaire : dans la vague démocratique de l'ère jacksonienne, le suffrage universel masculin était

devenu chose courante dans les États du Nord et du Nord-Ouest. Ce qui l'était moins, et même pas du tout, c'était la seconde partie de la proposition de Lincoln, le « droit de vote pour tous les Blancs payant des impôts ou portant les armes *sans aucune exclusive envers les femmes*[4] ».

Certes, les Noirs d'Illinois étaient oubliés, bien que leur nombre fût loin d'être marginal (d'après le recensement de 1830, l'État en comptait 2 384, dont 1 637 résidents libres et 747 esclaves – la plupart, sinon tous, échappés des plantations du Sud[5]) ; en revanche, accorder le droit de vote aux femmes était une nouveauté presque absolue : seul le New Jersey avait eu cette audace en 1776, mais les hommes de la génération suivante, oublieux de l'esprit révolutionnaire et soucieux d'être à nouveau seuls maîtres à bord, s'étaient ravisés dès 1807 !

En 1836, les temps n'étaient mûrs ni pour le vote des Noirs, ni pour celui des femmes, d'autant qu'à l'époque aucune femme ne portait les armes et que très peu (sauf une poignée de veuves fortunées) payaient l'impôt. On est donc en droit de juger la proposition naïve, hors de propos ou démagogique, et cela a été fait[6], mais force est de reconnaître que le principe des droits civiques de l'autre sexe venait, pour la première fois en ce siècle, d'être posé, et que c'est à Lincoln qu'en revenait le mérite.

La campagne fut rude et plus marquée que les précédentes par les retombées des grands débats nationaux. Dix-sept candidats étaient en lice. Si New Salem se dépeuplait, ce n'était pas le cas du comté de Sangamon, si bien que cette fois seraient déclarés élus non pas les quatre, mais les sept candidats arrivés en tête. C'est finalement Lincoln qui, devançant tous les autres, rassembla sur son nom le plus grand nombre de suffrages.

Mais ces voix n'étaient pas toujours celles qui l'avaient soutenu jusque-là. Les zones les plus rurales, méfiantes à l'égard du modernisme des whigs, penchaient désormais du

côté démocrate. Même Jack Armstrong, sans pour autant cesser d'être un ami d'Abraham, avait voté pour l'autre camp. Las du sommeil des campagnes et de plus en plus attiré par l'animation stimulante de la vie urbaine, Lincoln avait insensiblement pris ses distances avec ses racines paysannes. L'occasion de quitter New Salem n'allait pas tarder à se présenter.

La première session de l'assemblée nouvellement élue fut essentiellement consacrée à deux questions importantes pour l'avenir de l'Illinois : la poursuite des grands travaux et le transfert de la capitale de Vandalia à Springfield. On se pencha donc sur la réfection des routes, on alloua 400 000 dollars à l'aménagement de cinq cours d'eau et on emprunta à tout-va pour financer la construction de deux nouvelles lignes de chemin de fer assorties de six embranchements locaux.

Qu'ils fussent whigs ou démocrates, tous poussèrent à l'adoption de cet ambitieux programme qui allait mettre l'Illinois sur le même pied que le Massachusetts ou la Pennsylvanie. La voix de Lincoln, désormais considéré comme un homme d'expérience, se mêla en l'occurrence à celle de Stephen A. Douglas, jeune national-républicain de Jacksonville tout récemment élu et qui devait vingt et un ans plus tard (en 1858) jouer, en tant qu'adversaire, un rôle décisif dans sa carrière politique.

La panique de 1837 fit que tous ces beaux projets ne virent jamais le jour ou restèrent inachevés, et l'on se mit en quête de boucs émissaires. Qui donc avait encouragé et parrainé ces dépenses somptuaires et hasardeuses ? Lincoln et ses collègues du comté de Sangamon se retrouvèrent dans le collimateur, et furent même accusés d'avoir obtenu des élus de Springfield qu'ils approuvent les grands travaux en échange d'un transfert de la capitale dans leur ville. La belle unanimité vola donc en éclats.

Un élu démocrate, Usher F. Linder, hostile aux grands travaux comme au transfert de la capitale, exigea qu'une

enquête soit menée sur les agissements de la Banque d'État d'Illinois, installée à Springfield, et sur les tripatouillages que certains y auraient manigancés. Peu à l'aise en matière financière – et cette réputation le poursuivra toute sa vie –, Lincoln répondit à Linder dans un discours décousu mais habile prononcé devant ses collègues et les représentants de la presse locale : ceux qui voient le mal partout, expliqua-t-il, ont le vice ou la malhonnêteté dans la peau, et s'en prendre à une institution aussi honorable et utile à tous que la Banque de l'État, c'était contribuer à répandre « l'esprit d'anarchie et la loi de la rue déjà à l'œuvre dans l'ensemble du pays[7] ».

Cette affaire réglée ou apaisée, de multiples et complexes négociations conduisirent, le 28 février 1837, à la désignation de Springfield comme nouvelle capitale de l'État. Le terrain était alors dégagé pour que Lincoln prenne librement position sur une question qui commençait à secouer les bases de l'Union, l'esclavage. Depuis le début des années 1830, l'« institution particulière » qui jusque-là était acceptée, y compris dans la Constitution fédérale, comme un mal nécessaire limité à certains États, avait pris une dimension nationale : chaque fois qu'un territoire de l'Ouest entrait dans l'Union (et il suffisait pour cela qu'il atteigne 60 000 habitants) se posait la question de savoir si le nouvel État serait ou non esclavagiste – avec, à l'horizon, la question du destin ultime de l'Union fédérale au regard des droits de l'homme.

Né en Grande-Bretagne, le mouvement abolitionniste avait traversé l'Atlantique et, dès 1831, le *Liberator* de William Lloyd Garrison, publié à Boston, s'était bruyamment lancé dans une campagne exigeant l'émancipation générale et immédiate des esclaves américains. Dans son premier éditorial, paru le 1er janvier de la même année, Garrison avait clairement annoncé la couleur : « Je m'engage pour de bon, je n'userai pas de faux-fuyants, je n'accepterai aucune

justification, je ne reculerai pas d'un seul pouce, *et je serai entendu*[8]. »

Il le fut, et les réactions se révélèrent à la hauteur du défi lancé par Garrison et ses amis. Les États du Sud réclamèrent la dissolution des associations antiesclavagistes nées à la faveur de cet élan et l'interdiction de leurs pamphlets incendiaires. Il furent bientôt imités dans cette démarche par nombre d'États du Nord et du Nord-Ouest, y compris l'Illinois dont le gros de la population était d'origine sudiste. Par 77 voix contre 6, l'Assemblée locale adopta, au nom de la Constitution fédérale, une résolution rappelant les droits sacro-saints des États et condamnant les groupements abolitionnistes et leurs agissements.

Secondé par l'un des minoritaires, un nommé Dan Stone, originaire du Vermont et élu comme lui du comté de Sangamon, Lincoln contre-attaqua en rédigeant, le 3 mars, trois jours avant la fin de la session parlementaire, un texte de protestation courtois mais ferme. Il y était précisé d'abord que, certes, le Congrès fédéral « ne disposait d'aucun pouvoir constitutionnel lui permettant de toucher à l'institution de l'esclavage dans les États où il existe », mais que, sur le fond, « l'institution de l'esclavage reposait sur une injustice et était de mauvaise politique ».

Son texte exprimait également la crainte que les excès et le jusqu'au-boutisme de certains abolitionnistes ne « nuisent [aux esclaves] au lieu de les servir[9] ». Cette position savamment nuancée résume bien le double et parfois conflictuel point de vue qui toute sa vie devait être celui de Lincoln : autant il exécrait *moralement* l'esclavage, autant il tenait *politiquement* pour inviolable la Constitution suprême des États-Unis, unique garant à ses yeux de la cohésion et de l'unité du pays.

La session de l'Assemblée à peine achevée, Lincoln retourna à New Salem afin de rassembler ses affaires et de prendre congé de ses multiples amis, autant dire de toute la

population. Springfield, où il avait décidé de s'installer, était, avec ses 1 500 habitants, une bourgade en pleine expansion, une agglomération beaucoup plus urbaine et évoluée que celles où il avait vécu jusque-là : le commerce y était florissant et la religion, avec six églises, n'était pas en reste ; douze hommes de loi et dix-huit médecins avaient pignon sur rue ; hommes et femmes se déplaçaient en chaussures au lieu d'aller pieds nus ou en mocassins, et dans les vêtements que les uns ou les autres portaient la dentelle semblait, comme la soie, très en vogue. Le 15 avril, juché sur un cheval d'emprunt et avec deux sacoches pour tout bagage, Lincoln prit donc la route de Springfield, son premier souci étant de trouver à son arrivée un endroit où vivre et de quoi dormir.

À l'entrée de la ville, il repéra une boutique en tout genre que tenait un jeune homme originaire comme lui du Kentucky, mais de quatre ans son cadet, Joshua S. Speed. Issu d'une famille aisée, celui-ci, après deux années d'études supérieures, était, comme beaucoup, venu tenter sa chance dans l'Illinois et il était copropriétaire du magasin.

> Avec ses yeux d'un bleu étincelant, écrit David Donald, et sa crinière de cheveux bouclés, il avait belle allure et sa touche d'élégance vaguement byronesque était perçue comme particulièrement séduisante par les jeunes filles de Springfield[10].

Mary Todd, la future femme de Lincoln, a d'ailleurs décrit le jeune Speed comme ayant « un cœur d'artichaut » tant il aimait flirter et voleter, à la façon des papillons, d'une fille à l'autre[11].

Lincoln lui demanda combien coûterait un matelas d'une personne et la literie nécessaire, à savoir des draps, une couverture et un oreiller. Le prix de l'ensemble, calcula Speed, s'élevait à 17 dollars. Lincoln, qui ne disposait pas d'une pareille somme mais allait sous peu, expliqua-t-il,

travailler dans un cabinet d'avocats, lui soumit l'idée d'acheter l'ensemble à crédit et s'engagea à rembourser le tout avant les fêtes de Noël.

Speed, qui connaissait Lincoln de réputation et avait même assisté, un an plus tôt, en juillet 1836, à l'une de ses réunions électorales, fut sensible à la détresse qui se lisait sur le visage de son client et lui proposa fraternellement une solution de rechange. Montrant l'escalier du doigt, il dit à Abraham : « J'ai là-haut une grande chambre avec un lit double que vous pouvez, si vous voulez, partager avec moi. » Lincoln monta voir la chambre, en ressortit rayonnant et avoua à Speed à quel point il était touché, voire « ému[12] ». Cette cohabitation allait durer près de quatre ans.

À partir de cette scène et de ce choix, plusieurs historiens américains, cédant à une mode difficilement compréhensible en Europe, se sont récemment efforcés de mettre en lumière l'« homosexualité » supposée d'Abraham Lincoln, oubliant que partager son lit était chose courante à l'époque, que Lincoln avait déjà fait chambre commune avec son ami Stuart et que bientôt il parcourrait la campagne en compagnie de collègues avocats et de juges itinérants, passant la nuit « dans des tavernes primitives, à plusieurs par chambre et souvent à plusieurs par lit[13] ».

Un ouvrage consacré à cette question a fait sensation outre-Atlantique. L'auteur, C. A. Tripp, ancien étudiant du célèbre sexologue américain Alfred Kinsey, y établit une échelle des tendances homosexuelles allant de 0 à 6 ; à partir de là, il situe Lincoln à l'échelon 5 et le définit comme un homme « principalement homosexuel et accessoirement hétéro[14] ». Il évoque aussi la précocité sexuelle du jeune Lincoln (pubère à neuf ans) pour en tirer la conclusion kinseyienne que le futur président éprouvait dès l'origine une attirance charnelle pour les individus de même sexe que lui – sans compter sa propension ultérieure à raconter

des histoires égrillardes souvent assorties d'une « chute anale ».

Et Tripp d'établir une liste des hommes avec qui Lincoln a eu ou aurait eu des relations de ce type tout au long de sa vie : Speed, bien sûr, mais aussi Billy Green et Abner Y. Ellis à New Salem, puis Henry Whitney, un collègue du barreau, puis le colonel Elmer Ellsworth (liaison apparemment « non consommée »), ou encore le capitaine David V. Derikson, attaché en 1862 à la garde du président[d] : cet officier fut surpris, « un jour où Mary Lincoln était absente, en train de dormir dans le lit du président. [...] On le vit revêtu de la chemise de nuit présidentielle, et ce partage du même lit eut lieu plus d'une fois[15]. »

Tripp voit dans ce témoignage (tiré d'une lettre de Virginia Woodbury Fox, épouse du sous-secrétaire d'État à la Marine, Gustave V. Fox) une preuve éclatante à l'appui de sa thèse. Il oublie cependant de dire que, dans sa lettre, Mrs Fox ne fait que citer un ragot dont une amie, Leticia McKean, lui a fait part – et qu'elle conclut par un commentaire incrédule : « *What stuff !* » (« Balivernes ! »)

Le ragot fut repris trente-trois ans plus tard, en 1895, dans un ouvrage militaire de Thomas Chamberlin, mais l'auteur, tout en narrant à son tour l'histoire de la coucherie et de la « chemise présidentielle », prend la précaution d'ajouter : « à ce qu'on dit » – incise qui traduit ses propres doutes quant à la vérité des faits rapportés[16]. Huit mois après avoir été nommé auprès du président, Derikson fut d'ailleurs, à sa demande (et avec l'accord quelque peu réticent de Lincoln qui en effet appréciait sa compagnie), muté vers un autre régiment. Il rejoignit ainsi sa Pennsylvanie natale et sa nombreuse famille. Le président et le capitaine ne se revirent jamais par la suite[17].

Tripp s'appuie par ailleurs sur la correspondance entre Lincoln et Speed et sur le caractère affectueux et parfois presque tendre des lettres que Lincoln lui écrivait lors de

ses déplacements. Il souligne aussi que ces missives se terminent le plus souvent par la formule « *Yours forever*[18] » (« À toi éternellement ») que Lincoln n'emploiera jamais par la suite avec aucune autre personne, pas même avec sa future épouse.

C'est sans doute aller un peu vite en besogne, car en ce temps-là, coutume héritée du XVIII^{e} siècle, les effusions de ce genre et l'expression directe des sentiments étaient chose courante, surtout entre jeunes gens de cet âge – plus courante en tout cas qu'elles ne le sont devenues dans les temps plus rigides qui ont suivi. Quant au « *Yours forever* » (*Tibi semper* en latin), on peut y voir une façon humoristiquement ampoulée de se saluer entre amis ou proches camarades autant, sinon plus, que l'expression d'un véritable message amoureux. Tout le livre est de cette eau : aucune preuve au sens scientifique du mot, mais une simple addition de conjectures et de spéculations.

L'idée d'enquêter sur ces questions piquantes est venue à Tripp, lui-même homosexuel, à la suite d'un atelier organisé en 1990 par une société scientifique américaine, l'*American Historical Association*, sur le thème suivant : « Gay American Presidents ? – Washington, Buchanan, Lincoln, Garfield ». La liste, déjà imposante, s'est allongée et élargie depuis. En 2003, dans son édition gay, le magazine new-yorkais *Village Voice* avançait, sous la plume d'un universitaire sérieux et reconnu, plusieurs nouveaux noms de personnages célèbres, allant de T. S. Eliot à Adolphe Hitler et de Robin des Bois… à Jésus-Christ, ce *usual suspect* toujours environné de garçons[19] !

Avant Tripp, d'autres auteurs avaient fait allusion au possible uranisme de Lincoln, notamment James Kepner en 1971[20], Dennis Doty en 1976 [21] ou Doris Faber en 1980[22], mais le tout premier fut sans doute Carl Sandburg qui, en 1926, dans l'édition originale de *Prairie Years*, premier volume de sa somptueuse biographie de l'ancien président,

fait discrètement référence à l'homosexualité de Lincoln – à « d'invisibles compagnonnages qui, écrit-il, m'ont surpris ». Et de préciser pour faire bonne mesure que de Lincoln et de Speed « se dégageait comme une traînée de lavande », l'un comme l'autre recélant en eux « des recoins de douceur pareils aux violettes de mai[23] ». Ces allusions « florales », imagées mais peu équivoques, furent étrangement supprimées par Sandburg lui-même de l'édition abrégée publiée en 1954.

Ce flot d'insinuations est d'autant plus étrange, note David Donald, « qu'aucun contemporain n'a jamais soulevé la question des relations sexuelles entre Lincoln et Speed », pas même ceux, comme Herndon ou d'autres, qui venaient à l'occasion partager leur chambre[24].

Sans doute peut-on expliquer ces diverses tentatives de révélation, et notamment celle de Tripp, par l'essor récent du mouvement gay et par le désir naturel, chez ses promoteurs, de donner à l'homosexualité ses lettres de noblesse en mettant en avant celle, réelle ou supposée, des grands personnages de ce monde ou des grands artistes de l'Histoire. Et personne n'oserait prétendre que ces penchants aient nui peu ou prou à leur génie ou à leur gloire. Même Jules César, dans sa jeunesse, s'éloigna un temps du chemin des dames, tombant amoureux du roi de Bithynie, Nicomède IV, à moins qu'il ne se soit prostitué à lui. Suétone ne s'est pas privé de rappeler les appellations dont on l'affubla alors – « l'égout de Nicomède », « la planche intérieure de la litière royale », « la reine de Bithynie » –, et il ne peut s'empêcher, citant le poète Calvus Licinius, de dépeindre en Nicomède cet « impudique roi dont César fut la femme[25] ».

Cela n'empêcha pas ce dernier d'être par la suite un actif coureur de jupons, d'avoir de multiples maîtresses, sans oublier sa liaison avec Cléopâtre, reine d'Égypte, de se marier quatre fois, d'avoir des enfants de plusieurs lits – et

surtout d'envahir la Gaule, l'Espagne, la Grande-Bretagne, puis une partie de l'Afrique et finalement de régner en mâle empereur sur l'ensemble du monde connu.

De même, les éventuelles aventures homosexuelles de Lincoln ne l'empêchèrent pas d'aimer plusieurs personnes du sexe opposé, puis de se marier et d'avoir quatre enfants – et enfin de devenir successivement président des États-Unis, impérieux chef de guerre et réconciliateur d'un peuple désuni. Comme l'a souligné Eric Hobsbawm, les historiens, pas plus que les biographes sérieux, ne sont des « échotiers » :

> Les mérites militaires des généraux ne se jugent pas à ce qu'ils ont fait ou à ce qu'ils n'ont pas fait au lit. Toute tentative pour expliquer les travaux économiques de Keynes ou de Schumpeter à partir de leur vie sexuelle, plutôt active mais fort différente, est vouée à l'échec[26].

Et ce qui vaut pour les généraux ou pour les économistes vaut aussi pour les hommes politiques en général, et pour Abraham Lincoln en particulier. Peu importe ce que ces personnages ont pu faire ou ne pas faire dans les recoins intimes de leur vie privée ; la seule chose qui compte pour l'historien comme pour le biographe est l'œuvre qu'ils ont accomplie et l'héritage qu'ils ont, ou non, laissé derrière eux.

En outre, s'agissant de Lincoln, une grande prudence s'impose en la matière. En effet, au moment même où il prenait ses quartiers dans la chambre de Speed, c'est-à-dire un an environ après la mort de sa première fiancée, il venait de s'éprendre d'une autre jeune femme, Mary Owens, et il y avait du mariage dans l'air (Speed, lui aussi, finira, mais plus tard, par se marier, et Lincoln vantera les « célestes yeux noirs[27] » de sa jeune épouse, Fanny Henning, avec laquelle il aura des relations personnelles très cordiales).

À l’égard des femmes, Lincoln avait toujours été d’une grande timidité et celle-ci ne s’était pas arrangée avec le temps : déjà, à New Salem, « il se figeait en présence des jeunes femmes bonnes à marier[28] » et, comme l’avait noté sa propre belle-mère, au total « il ne raffolait pas des filles[29] », préférant, dans l’atmosphère principalement masculine de la frontière, la compagnie plus décontractée des garçons. Après la disparition d’Ann Rutledge, il n’avait guère écouté les marieuses du village qui l’incitaient à « fréquenter » et à prendre épouse. L’une d’elles, Mrs Bennet Abell, née Owens, eut cependant plus de succès : elle avait une jeune sœur, Mary, qui appartenait, comme elle, à une famille cossue du Kentucky et avait passé quelque temps à New Salem deux ou trois ans auparavant. Lincoln n’avait alors pas été sans remarquer sa grâce, même si la jeune fille était quelque peu enveloppée, sa gaieté, son allant, ses beaux yeux noirs, ses dents nacrées, ses longs cheveux châtains et la vivacité de son esprit – « une intellectuelle fort instruite », disaient d’elle nombre d’habitants. À peine Mary fut-elle de retour chez ses parents que Lincoln lança à sa sœur, sous forme de boutade : « Si jamais cette fille revient à New Salem, je l’épouse[30]. »

Vers la fin de l’été 1836, Mrs Abell demanda à Lincoln s’il était toujours dans les mêmes dispositions au sujet de Mary. Celui-ci, mi-amusé, mi-sérieux, répondit par l’affirmative et décida, bien imprudemment, de jouer le jeu. Aussitôt dit, aussitôt fait : alertée par sa sœur, Mary Owens revint précipitamment à New Salem, et Lincoln se montra surpris, voire choqué, par tant d’empressement de sa part. Mais, à la réflexion, se dit-il, peut-être n’était-elle pas au courant des manigances de sa sœur aînée. Il la rencontra donc peu après et, comme il l’a raconté lui-même à l’épouse d’un de ses collègues de l’Assemblée, quelle ne fut pas sa surprise de voir à quel point elle avait changé. Elle ne ressemblait

plus en rien ou presque à l'image plaisante qu'il avait gardée d'elle :

> Je la savais rondelette, mais dorénavant elle pouvait sans peine rivaliser avec Falstaff. […] En la regardant, impossible de ne pas penser à ma mère ; et cela, non pas parce que son visage se serait flétri – sa peau était trop grasse pour que des rides puissent s'y installer –, mais à cause des dents qui lui manquaient, de l'aspect décati de toute sa personne et parce que l'idée me trottait par la tête qu'il fallait au moins trente-cinq ou quarante ans pour passer de la minceur propre aux enfants à ce corps massif qui désormais était le sien. Bref, j'étais loin d'être aux anges, mais que pouvais-je faire ? J'avais dit à sa sœur que je la prendrais pour le meilleur et pour le pire, et tenir parole était pour moi en toute chose une affaire d'honneur et de conscience[31].

La promesse d'un mariage devait donc être tenue. Tandis qu'il vaquait à ses affaires à Vandalia, puis à Springfield, Lincoln s'employa, de loin, à imaginer « chez elle des perfections qui pussent quelque peu contrebalancer ses défauts[32] ». Il la revoyait plutôt jolie malgré son embonpoint, ce qui somme toute était le cas, et tâchait de se persuader que les qualités de l'esprit sont autrement importantes que les défectuosités du corps. Mais tiraillé entre le refus d'être déloyal et la perspective d'un mariage sans amour, il ne se pardonnait pas de s'être laissé embarquer dans une aventure qui à l'évidence, et à ses propres yeux, n'avait pas de sens. Il revit Mary, éprouva les mêmes réticences que lors de l'entrevue précédente et se rendit compte qu'il était pris au piège.

Que faire, sinon gagner du temps et retarder une échéance qu'il appréhendait « autant, et peut-être plus,

qu’un Irlandais redoute le gibet[33] » ? Il adopta une double tactique susceptible à la fois de préserver son honneur et d’échapper à une union si peu désirée : il s’efforça de se montrer sous un jour désagréable afin de décourager sa promise et lui envoya de Springfield, où il était désormais établi, des lettres conçues pour lui dépeindre sous les couleurs les plus sombres leur éventuelle et problématique vie commune.

À plusieurs reprises, il se montra fort peu galant envers Mary, notamment lors d’une promenade à cheval où, la voyant en difficulté pour traverser un torrent, il ne fit pas un geste pour lui venir en aide. Elle lui en fit le reproche, mais il lui répondit avec une froideur sans doute calculée qu’il l’avait simplement crue capable de se débrouiller toute seule. À la suite de divers incidents de ce genre, elle en vint d’elle-même à la conclusion qu’il « manquait à Mr Lincoln ces petits riens qui, additionnés entre eux, tissent le bonheur d’une femme[34] ».

Quant aux lettres qu’il lui adressa de Springfield au printemps 1837, elles avaient toutes la même tonalité et poursuivaient le même but : faire en sorte que ce soit elle qui finalement renonce à l’idée de ce mariage incongru. Lincoln lui décrivait la pauvreté de sa condition, l’imaginant mal vivre avec lui à Springfield, coupée qu’elle serait, en raison de son indigence, du luxe et des plaisirs qui s’y étalaient :

> Ici beaucoup de gens se pavanent en cabriolet, et vous seriez condamnée à voir tout cela sans y prendre part. Vous mèneriez une vie de pauvre sans pouvoir dissimuler votre pauvreté. Êtes-vous sûre d’être assez patiente pour supporter pareille chose[35] ?

Il rencontra à nouveau Mary à la mi-août et tenta de la convaincre que leur mariage risquait de nuire à sa

tranquillité mentale et qu'elle aurait peut-être intérêt, pour son propre bonheur, à mettre un terme à leur liaison, ajoutant que, si elle était d'un avis contraire, il se rangerait à son point de vue et tiendrait sa promesse. Cette curieuse demande en mariage fut aussitôt suivie d'une ultime lettre, datée du 16 août 1837, dans laquelle Lincoln récapitule l'ensemble de ses arguments et, pour finir, lui laisse (non sans une évidente hypocrisie) la liberté et la responsabilité du choix final. On ne sait si la réponse de Mary Owens lui fut signifiée oralement ou par écrit, mais ce qu'on sait, c'est qu'au grand étonnement de Lincoln elle était négative et que ce « non » de Mary fut fermement et plusieurs fois réitéré.

Lincoln se sentit – étrangeté de l'âme humaine – mortifié à l'extrême par la décision et la rupture auxquelles il avait lui-même tant aspiré :

> Ma vanité fut profondément blessée à l'idée que [Mary] m'avait bel et bien repoussé malgré l'importance que je m'imaginais avoir et, pour couronner le tout, je me mis pour la première fois à penser que j'étais en fait un peu amoureux d'elle. Mais oublions tout cela. Je vais tenter d'y survivre[36].

Lincoln avait parfaitement conscience de s'être ridiculisé et d'être en fin de compte le dindon de la farce ; comme dans la fable de La Fontaine, il jura, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus : « Je suis aujourd'hui arrivé à la conclusion que jamais plus je ne songerai au mariage, et la raison en est que je ne pourrai en aucun cas me fier à quelqu'un d'assez sot pour vouloir de moi[37]. »

Lincoln n'était pas aussi esseulé à Springfield qu'il l'avait parfois laissé entendre à Mary Owens. Outre Speed, son compagnon le plus intime auquel il confiait tous ses secrets, il ne tarda pas à se constituer un cercle d'amis qu'enchantaient son esprit délié et ses talents de raconteur

d’histoires. Parmi eux, James Matheny, qui lui servira de témoin lors de son futur mariage (car mariage il allait y avoir) ; Milton Hay et James Conkling, jeunes étudiants en droit ; ou encore William Butler, employé du tribunal du comté de Sangamon, chez qui Lincoln, célibataire et désargenté, trouvait chaque jour table ouverte. À ceux-là vint s’ajouter Simeon Francis, qui « lui ouvrit les colonnes du *Sangamo Journal*[38] » dont il était rédacteur en chef, lui permettant ainsi d’exercer sa plume à sa guise.

On peut s’interroger sur le nombre de francs-maçons qui, durant toute son existence et dès les débuts de sa vie adulte, gravitèrent autour de Lincoln. Cela avait commencé à New Salem : Bowling Green, par exemple, était maître de la loge du village et, lorsqu’il mourut, en 1842, Lincoln, dans le cadre d’une cérémonie maçonnique, avait, très ému, balbutiant et les yeux pleins de larmes, prononcé son éloge[39].

À Springfield, son jeune collègue de l’Assemblée – et futur rival –, Stephen Douglas, était un membre actif de la loge locale, si actif qu’il avait pris part à dix-sept « tenues » au cours de ses sept premiers mois d’adhésion[40]. De même pour James Gourley, le voisin le plus proche de Lincoln, et pour James Matheny, déjà cité, qui était, lui, passé maître au sein de la Grande Loge d’Illinois[41]. Dans cet État, explique Olivier Frayssé, la maçonnerie représentait « une force politique réelle (8 526 adhérents en 1857)[42] ». Enfin Henry Clay, idole et modèle de Lincoln, appartenait également à l’Ordre et avait été Grand Maître dans le Kentucky dans les années 1820.

Pour autant, Lincoln n’adhéra jamais à cette institution. Il partageait nombre de ses idéaux et fut parfois tenté d’y rejoindre certains de ses amis. Mais il était, comme autrefois Thomas Paine, trop indépendant d’esprit, trop axé sur lui-même, pour se fondre dans quoi que ce fût – dans une Église pas plus que dans une Grande Loge. Après la mort de

Lincoln, Benjamin B. French, Grand Maître du District de Columbia, révéla ce que le défunt président lui avait dit à ce sujet, à savoir

> qu'il s'était un jour résolu à demander son admission dans notre Fraternité, mais avait craint d'être trop paresseux pour s'acquitter comme il le souhaitait de ses devoirs de Maçon, et avait donc renoncé à son projet[43].

Pour l'heure, à Springfield, en ce printemps 1837, sa préoccupation première était tout autre. Ayant trouvé un lit pour l'accueillir, il lui fallait au plus vite se procurer un emploi stable. Le 9 septembre 1836, la Cour suprême d'Illinois, statuant sur sa carrière, l'avait « déclaré apte à pratiquer le droit dans tous les tribunaux de l'État[44] », étape ultime pour l'acquisition du titre d'avocat. C'est donc tout naturellement que son déjà vieil ami John Todd Stuart, commandant dans la milice à l'époque où lui-même y était capitaine et qui lui avait naguère prêté tant d'ouvrages de procédure, lui proposa de rejoindre son cabinet juridique et d'y devenir son associé.

Bel homme, instruit et distingué, Stuart tranchait avec l'allure dépenaillée et inélégante d'Abraham, mais il connaissait la valeur – et le savoir – de ce dernier et le tenait en haute estime. Et comme il envisageait de briguer un siège à la Chambre fédérale des représentants, il se déchargea sur son nouvel associé du plus gros des tâches auxquelles l'étude – une simple pièce au premier étage d'un petit immeuble de brique – devait faire face. Lincoln, qui avait assisté à de nombreux procès et participé à de multiples jurys, n'eut guère de mal à assumer la charge, d'autant qu'il avait par ses lectures acquis une bonne connaissance des lois et par son métier d'arpenteur appris « sur le tas » à se familiariser avec les problèmes d'empiétement et de mauvais voisinage. La rédaction des

testaments et autres actes légaux ou notariaux n’eut bientôt plus de secret pour lui.

Stuart et Lincoln faisaient payer à chaque client des honoraires allant, selon l’importance du dossier, de 2,5 à 10 dollars ; mais dans certains cas, comme en 1838 dans le procès *People contre Truett* relatif à une sombre affaire de meurtre, ils pouvaient empocher jusqu’à 500 dollars. En règle générale, ils se partageaient les rentrées de l’étude à parts strictement égales, Lincoln étant par ailleurs chargé de la tenue des comptes.

Mais, en dehors des activités de type notarial, ni Stuart ni Lincoln ne pouvaient vivre décemment avec ce que leur rapportaient les procès locaux, car les tribunaux étaient alors itinérants et ne siégeaient à Springfield ou dans le comté de Sangamon que deux brèves semaines par an. Accompagnés d’une armada de juges et d’avocats, ils passaient donc une bonne partie de l’année à voyager d’un comté à l’autre, s’arrêtant ici ou là, filant d’une ville à la suivante, de Woodford au nord à Sheleyville 300 kilomètres plus au sud, pour des sessions qui ne duraient guère plus de vingt-quatre ou quarante-huit heures.

Lincoln acquit de la sorte une solide expérience du fonctionnement de la justice, et sa carrière au barreau prit rapidement de la consistance ; il avait du talent et fut bientôt en mesure de rivaliser avec les meilleurs. L’élection de Stuart au Congrès fédéral en 1839 vint couronner le tout en faisant de lui, son partenaire n’étant plus sur place, le principal, sinon l’unique responsable de leur cabinet commun.

Le temps des incertitudes

Bien qu'active et multiple, la vie de Lincoln s'installa dans une certaine routine. Soir après soir, il se retrouvait, avec son groupe d'amis, dans l'arrière-boutique de Joshua Speed, à raconter des anecdotes amusantes et à commenter les affaires du jour qui n'étaient ni très nombreuses, ni toujours très passionnantes, mais Lincoln était le meilleur bonimenteur du lot et c'est autour de lui que tous faisaient cercle.

Dans son étude, il traitait plus de cas que la plupart de ses confrères et, au tribunal, plaidait comme tout bon avocat les affaires les plus contradictoires, obtenant le retour à la liberté d'une femme noire qu'un Blanc voulait vendre comme esclave ou plaidant (sans succès) la cause d'un planteur soucieux de récupérer un esclave fugitif. Dans l'atmosphère délétère, désordonnée et souvent violente qu'une immigration massive accompagnée d'un individualisme forcené commençait, selon lui, à répandre dans la région comme ailleurs en Amérique, une seule chose lui importait : le respect de la loi – une loi collective héritée des pères fondateurs et que nul Américain ne pouvait ni ne devait remettre en cause.

À l'occasion d'un discours prononcé le 27 janvier 1838 au « Lyceum » (sorte de centre culturel) de Springfield sur le thème de la « perpétuation de nos institutions politiques », il stigmatisa les fauteurs de trouble et les violences de la rue « qu'on retrouve dans tout le pays, de la Nouvelle-Angleterre à la Louisiane » : à Saint Louis, par exemple, dans l'État voisin du Missouri, l'assassin mulâtre du shérif adjoint venait d'être brûlé vif par une foule en délire au lieu d'être traduit devant la justice ; à la suite de ce grave

incident, Elijah Lovejoy, rédacteur en chef d'un journal abolitionniste, l'*Observer*, dans lequel sa plume revenait sans cesse sur le lynchage en question, avait à son tour été assassiné à Alton, au sud de Springfield, non loin de la frontière du Missouri. Le danger qui menaçait la république ne venait pas, expliqua Lincoln, et ne viendrait jamais d'une puissance étrangère ; seuls les Américains eux-mêmes, par leur incivisme, par leurs violations des lois, pouvaient détruire le dépôt sacré qu'ils avaient reçu en partage :

> Les armées d'Europe, d'Asie et d'Afrique réunies, avec dans leur arsenal militaire tous les trésors de la terre (hormis le nôtre), et avec à leur tête Bonaparte, ne pourraient par la force ni venir s'abreuver dans le fleuve Ohio, ni se frayer un chemin dans la chaîne des Blue Ridge, dussent-ils s'y essayer pendant mille ans. Si un danger nous guette, je le dis, il ne peut venir que de nous, et non de l'étranger [...]. En tant que peuple libre, ou bien nous traverserons les siècles, ou bien nous mourrons de nous être suicidés[1].

La conclusion de Lincoln était simple : le respect des lois doit « devenir la *religion politique* du pays ». Mais pour cela, encore faudrait-il à celui-ci des dirigeants capables d'incarner et d'inculquer cette « religion », des personnages qui ne visent pas uniquement à devenir députés, gouverneurs, voire président, mais dont le rêve, à la façon « d'un Alexandre, d'un César ou d'un Napoléon », transcende ces fonctions rituelles et routinières. Les grands génies « dédaignent les sentiers battus [...], ils ont soif et brûlent de se distinguer et font tout ce qui est possible pour y parvenir, qu'il faille pour cela émanciper les esclaves ou asservir des hommes libres[2]. »

Se distinguer ! Parmi les auditeurs présents, aucun sans doute ne pouvait imaginer que derrière cette rhétorique

Lincoln rêvait tout haut à son propre devenir, lui qui avait confié à Speed à quel point il souhaitait « attacher son nom à quelque chose qui serve l'intérêt de ses semblables » et à quel point il regrettait « de n'avoir rien fait pour mériter qu'un seul être humain se souvienne qu'il ait existé[3] ». Ce discours long, dense et parfois lyrique ne se contenta pas d'impressionner ceux qui l'avaient entendu ; il parut *in extenso* dans le *Sangamo Journal* et contribua à renforcer, au-delà de Springfield, la renommée politique de Lincoln, du moins parmi les whigs.

À l'Assemblée d'Illinois, la nature et le niveau des débats étaient rarement aussi élevés que les hautes perspectives et les rêves de grandeur évoqués au fil de ce discours. En tant qu'élu, Lincoln se distingua moins, au cours de cette période, par le nombre ou l'originalité de ses initiatives que par ses dons de polémiste, les dossiers privés dont disposait l'avocat servant parfois à alimenter les attaques publiques contre tel ou tel adversaire démocrate.

Il se présenta deux fois à la présidence de l'Assemblée, mais sans succès, les whigs étant minoritaires. Cela ne l'empêcha pas durant la session 1838-1839 de siéger dans une quinzaine de commissions. Tout comme en séance plénière, il s'efforçait surtout d'y défendre, parfois contre certains de ses amis politiques, les projets de grands travaux mis à mal par la panique de 1837. Il estimait qu'on était allé trop loin dans leur réalisation « pour pouvoir faire marche arrière[4] », sauf à perdre la face – et toutes les sommes déjà investies.

Mais la campagne présidentielle de 1840 se profilait, et Lincoln milita avec énergie en faveur du candidat désigné par les nationaux-républicains, William H. Harrison. En 1811, ce général-gouverneur avait maté la rébellion indienne conduite par le chef Shawnee Tecumseh et remporté une bataille devenue légendaire, celle de Tippecanoe. Lincoln se dépensa sans compter, participant à de multiples réunions

électorales ou à des face-à-face qui l'opposèrent, avec plus ou moins de bonheur, aux divers leaders démocrates de l'État : parmi eux, l'inévitable Stephen Douglas que Stuart n'avait battu que de trente-six voix lors du récent scrutin pour le renouvellement de la Chambre fédérale des représentants.

Ayant un jour traité Lincoln d'homme « à deux visages », celui-ci, prenant l'assistance à témoin, rétorqua avec humour : « Si j'avais un autre visage, croyez-vous que je porterais celui-là[5] ? » Harrison sortit finalement vainqueur de son duel contre le sortant Martin Van Buren, mais, atteint de pneumonie, le nouvel élu rendit l'âme le 4 avril 1841, un mois jour pour jour après son investiture, et fut aussitôt remplacé par le vice-président, John Tyler.

Lincoln aimait fréquenter les gens modestes, mais il ne lui déplaisait pas non plus d'aller briller chez les « aristocrates » de Springfield, notamment dans la somptueuse résidence de Ninian et Elizabeth Edwards, couple fortuné et snob, chez qui les personnalités dites importantes se retrouvaient le dimanche soir. Fils d'un ancien gouverneur d'Illinois, Ninian Edwards était un whig ambitieux qui jugeait Lincoln un peu rustre même lorsqu'il s'endimanchait, mais admirait son talent et voyait en lui un garçon d'avenir qui pourrait l'aider dans sa propre carrière. Edwards n'était pas un hôte sectaire ; aussi conviait-il à ses soirées des invités se réclamant des deux partis dominants, et il n'était pas rare d'y croiser l'étoile montante des démocrates, celui qu'en raison de sa courte taille on appelait alors le « Petit Géant », Stephen Douglas.

On y rencontrait aussi les plus belles dames de la ville, et c'est là qu'en 1839 Lincoln, qui sembla un moment tourner autour de la jeune et jolie nièce de Ninian Edwards, Matilda, fit la connaissance de celle qui, au terme de diverses tribulations, allait devenir la femme de sa vie, à défaut d'être véritablement l'élue de son cœur. Mary Todd avait

vingt-deux ans, neuf de moins qu'Abraham, et habitait Lexington dans le Kentucky. N'étant pas dans les meilleurs termes avec la seconde épouse de son père, elle était venue s'installer pour une durée indéterminée chez sa sœur à Springfield.

Née le 13 décembre 1818, elle était issue d'une famille très aisée – et fort nombreuse. Son père, Robert Smith Todd, riche négociant et banquier prospère, avait eu pas moins de seize enfants, sept de sa première femme, Eliza Parker (décédée en 1825 alors que la petite Mary n'avait que sept ans), et neuf de sa seconde épouse, Elizabeth Humphreys. Pendant neuf longues années, Mary fréquenta, comme il se devait, les meilleures écoles de la région et s'y révéla une excellente élève, en particulier dans l'étude du français et de la danse. C'est donc une jeune femme raffinée et instruite qui en cette année 1839 entra sans crier gare dans la vie d'Abraham Lincoln.

Même si elle avait des yeux bleus éclatants et de jolis cheveux châtain clair, ce qui la distinguait était moins sa beauté, plutôt incertaine, que sa forte personnalité (parfois hautaine et sarcastique), sa culture, sa vivacité d'esprit, son sens aigu de la repartie et un art très tôt affirmé de la conversation. Lincoln était fasciné par sa faconde et son aisance et le plus souvent l'écoutait discourir sans piper mot ou presque. Elle, de son côté, appréciait son humour et avait ri dès leur premier échange : c'était un soir de bal chez les Edwards et, connaissant ses talents de danseuse, Abraham s'était galamment proposé de la faire valser mais, avait-il prévenu, « de la pire des manières[6] » !

Mary était très courtisée et faisait mine de flirter avec plusieurs gentlemen de la bonne société, notamment avec Stephen Douglas, mais celui-ci n'avait que la politique en tête, ou encore avec l'avocat Edwin Webb, veuf plein de charme mais beaucoup trop âgé pour elle. En réalité, elle n'avait de véritable attirance que pour Lincoln : il était

comme elle originaire du Kentucky, il savait l'écouter, il partageait son goût de la poésie, elle avait les mêmes orientations politiques et, chose rare pour une femme de son temps, avait ouvertement soutenu William Harrison pendant sa campagne présidentielle.

Il était manifeste qu'en matière de statut social et d'aisance financière les deux jeunes gens n'appartenaient pas au même monde, mais, au fil des semaines et des mois, les sentiments firent leur chemin et Abraham ne tarda pas à devenir le chevalier servant de Mary, l'accompagnant dans les soirées mondaines, chevauchant à ses côtés dans la campagne environnante, visitant avec elle les villes voisines. La relation était si agréable et le plaisir si partagé qu'on se mit à parler mariage, à la satisfaction évidente de Ninian et Elizabeth Edwards qui poussaient l'un et l'autre à cette union. Elizabeth, comme son mari, voyaient d'un œil favorable l'alliance de leur famille avec ce prometteur avocat, de surcroît élu du peuple, qui apparaissait à beaucoup, y compris à elle et à sa sœur, comme un « homme qui monte[7] ». Abraham et Mary se fiancèrent donc à la fin de l'année, aux alentours de Noël 1840.

Mais ce qui s'était passé avec Mary Owens sembla aussitôt et mécaniquement se reproduire. À peine Lincoln venait-il de s'engager sur la voie du mariage qu'il fut à nouveau saisi par le doute et assailli d'angoissantes interrogations : peut-être s'était-il laissé manipuler par cette marieuse qu'était Elizabeth Edwards – et comment, d'autre part, pourrait-il matériellement faire face aux habitudes de luxe d'une Mary Todd réputée (à juste titre) dépensière ? Ses revenus d'avocat (quelque 1 000 dollars par an) et sa rémunération d'élu local le mettaient certes à l'abri du besoin, mais il y avait des hauts et des bas dans les rentrées de l'étude, sans compter que son association avec Stuart était à l'agonie : absent la plupart du temps de Springfield, celui-ci avait décidé de poursuivre sa carrière

politique, donc de se représenter aux prochaines élections fédérales, et dans cette logique de mettre un terme à son partenariat avec Lincoln.

Quant aux revenus que ce dernier percevait à l'Assemblée, ils étaient par nature aléatoires et dépendraient du résultat de la prochaine consultation électorale. Or, dans celle de 1840, les zones rurales s'étaient détournées de lui et Lincoln n'était pas arrivé premier de liste comme la fois précédente. Échaudé par ce recul, il avait décidé qu'au terme de son mandat actuel il ne se représenterait plus (six ans allaient du reste s'écouler avant qu'il ne refasse de la politique). Du point de vue professionnel et financier, ses perspectives étaient donc plutôt sombres et mal adaptées aux charges et exigences de la vie conjugale, d'autant qu'il n'avait ni économies, ni logement personnel et que Mary Todd n'était pas habituée à vivre petitement.

Autre cause d'angoisse non négligeable : à diverses reprises (à Beardstown, Illinois, en 1835 ou 1836 et plus récemment à Springfield), Lincoln avait eu recours aux services d'une prostituée afin de se déniaiser et de s'initier aux réalités physiques de sa future vie conjugale. Il craignait – non sans quelque raison, semble-t-il – d'avoir contracté lors de ces expériences une grave et contagieuse maladie vénérienne, en l'occurrence la syphilis, et redoutait de devenir, en cas de mariage, un agent de contamination pour sa future épouse et, au-delà, pour ses futurs enfants[8] !

Cela faisait beaucoup pour un homme aisément déprimé, le plus étonnant dans l'affaire étant qu'il n'ait pas songé plus tôt à ces différents obstacles. Les circonstances se mirent en outre de la partie et contribuèrent à aggraver les choses. Joshua Speed avait en effet décidé, à la suite du décès de son père (le 30 mars 1840), de retourner vivre à Louisville dans le Kentucky afin de prendre en main la plantation familiale de Farmington. C'était une superbe

demeure autrefois conçue par Thomas Jefferson et autour de laquelle on cultivait principalement le chanvre – « on » représentant une cinquantaine d'esclaves.

Le 1er janvier 1841, au cœur de l'hiver le plus glacial du siècle, Joshua mit son magasin en vente ou du moins la part qu'il détenait, son départ pour Louisville étant prévu pour le printemps. Lincoln se trouva dans l'obligation de déménager et dut, la mort dans l'âme, quitter la chambre qu'il avait si longtemps partagée avec son plus cher et plus proche ami. Traversant la ville enneigée et verglacée, il alla s'installer chez un autre ami cher, William Butler, qui ajouta généreusement le gîte au couvert qu'il lui assurait déjà.

Mais ce 1er janvier quasi polaire devait – le mot est de Lincoln – se révéler « fatidique[9] ». Outre la mise en vente du magasin de Speed, c'est ce jour-là en effet qu'arrivait à échéance la dette de 175 000 dollars contractée par l'Assemblée d'Illinois, suite aux grands travaux que Lincoln avait plus que tout autre si ardemment soutenus : une session extraordinaire venait d'être convoquée pour tenter d'éviter, honte suprême, le placement de l'Assemblée sous administration judiciaire !

Le 1er janvier 1841 devait aussi être marqué pour Lincoln par un événement personnel et privé de première importance : déjà accablé par le départ programmé de son ami et par la déconfiture financière de l'Assemblée, c'est ce même jour en effet, une semaine seulement après s'être engagé, qu'il décida soudain de rompre ses fiançailles avec Mary. Il entreprit de lui écrire pour lui annoncer la nouvelle, mais Speed, à qui il avait soumis la lettre, l'en dissuada : un homme courageux, lui fit-il observer, doit dans un cas pareil s'expliquer de vive voix au lieu d'écrire, ajoutant avec une sagesse prémonitoire que les écrits restent tandis que les paroles s'envolent et finissent quelquefois par être oubliées.

Lincoln se rangea à l'avis de son compagnon, et la rencontre eut lieu. Il avoua à Mary qu'il ne l'aimait pas et

celle-ci fondit en larmes, convaincue au fond d'elle-même qu'il s'était épris de la sémillante Matilda Edwards. Lincoln l'attira alors sur ses genoux et l'embrassa avant de prendre congé. Speed lui fit subtilement remarquer que par ce dernier geste il avait en quelque sorte renoué son engagement. Mary Todd ne s'y trompa pas, qui lui adressa quelques jours plus tard un courrier plutôt tendre où, tout en acceptant la rupture voulue par lui, elle ajoutait qu'elle laissait, quant à elle, « la question ouverte », car elle « n'avait changé ni de position ni de sentiments[10] ».

La missive de Mary aggrava le trouble de Lincoln au lieu de l'apaiser. Son cœur ne savait plus que penser, pour autant que le cœur pense. Lincoln ne se pardonnait pas son étrange instabilité, lui naguère si fier « d'aller au bout de ses décisions une fois qu'elles étaient prises[11] ». Il s'en voulait aussi d'avoir plongé Mary dans une tristesse imméritée : cela « me tue l'âme[12] », confia-t-il à Speed. Il se retrouva du coup dans un trou noir et dut s'aliter une semaine, en proie à un terrible accès de dépression (ce que dans son langage il appelait « hypo », abréviation d'hypochondrie).

Il ne voyait plus personne à l'exception de Speed ou de son médecin et ami, le Dr Anson G. Henry, qui lui administra les remèdes classiques de l'époque : frictions à la moutarde, poivre noir, mercure, arsenic, strychnine et autres préparations opiacées[13]. On craignit pour la vie de cet homme abattu et manifestement suicidaire, au point que Speed évacua tous les couteaux, rasoirs et autres objets tranchants qui se trouvaient à sa portée.

Vers le milieu du mois Lincoln reprit cahin-caha ses activités sur les bancs de l'Assemblée, mais il était dans un état déplorable et fit piètre figure, n'assistant, prostré et silencieux, qu'à de rares séances. Le 23 janvier, il écrivit à Stuart qu'il était « présentement l'homme le plus malheureux de la terre », ajoutant que, si ce qu'il éprouvait

était ressenti par toute la race humaine, « il n'y aurait plus dans le monde aucune joie sur aucun visage ». Sa conclusion n'était pas plus rassurante : « Pourrai-je un jour aller mieux ? Je ne saurais le dire, mais j'ai l'affreux pressentiment du contraire. Rester en l'état est chose impossible ; il faut que je meure ou que je guérisse[14]. » Les Edwards commencèrent à se dire qu'il était « fou à lier[15] », et toutes sortes de rumeurs se mirent à circuler dans Springfield, dont l'une attribuait à Mary Todd l'initiative de la rupture.

En avril, se sentant un peu mieux, Lincoln prit des dispositions sinon pour retrouver le goût de vivre, du moins pour se procurer un moyen de subsistance. Il s'associa avec un juriste expérimenté de ses amis, Stephen T. Logan, qui avait neuf ans de plus que lui. Un cabinet intitulé « Logan & Lincoln » ouvrit bientôt ses portes, attirant d'emblée de nombreux clients. Mais, contrairement aux arrangements qu'il avait passés avec Stuart, Lincoln ne percevait cette fois qu'un tiers, et non la moitié, des rentrées communes.

Il eut, en août, la bonne idée d'aller passer cinq semaines dans le Kentucky auprès de son ami Speed et des siens. Veuve un peu bigote mais fort attentionnée, Mrs Speed encouragea d'emblée Abraham – sans grand succès, semble-t-il – à se plonger dans la Bible afin de se réconcilier avec le monde et avec lui-même. Cette douce parenthèse estivale se révéla on ne peut plus salutaire pour l'intéressé. Farmington, la propriété des Speed, était située dans un des plus beaux sites de la vallée de l'Ohio ; elle était entourée de vastes jardins bien entretenus que quadrillaient des allées bordées de châtaigniers.

Dans cette élégante demeure haute de plafond et aux salons spacieux, Lincoln occupait la chambre d'honneur située juste au-dessus de l'entrée principale. Il était choyé comme un prince et pour la première fois de sa vie goûta un luxe qu'il n'avait jamais contemplé que de loin ou de

l’extérieur. Speed désigna un esclave pour prendre soin de lui et lui servir de valet, et il lui confia l’un de ses meilleurs chevaux. Lincoln, que toute la famille entourait d’une affection apaisante, se lia d’amitié avec la demi-sœur de Joshua, Mary Speed, et non loin de là, à Louisville, avec son frère aîné James, avocat lui aussi, qui lui prêta tous les livres de droit qu’il souhaitait consulter.

Un unique incident, bénin mais douloureux, marqua son séjour : une soudaine et terrible rage de dents, que le praticien de Louisville ne parvint guère à soigner. C’est seulement quelques semaines plus tard que, la douleur reprenant de plus belle, le dentiste de Springfield, opérant sans anesthésie, eut le malheur d’aggraver les choses, arrachant, en plus de la molaire endommagée, un petit morceau de la mâchoire du futur président[16] !

Sur le chemin du retour, tandis que son vapeur descendait l’Ohio avant de remonter le Mississippi, il aperçut à bord douze esclaves enchaînés entre eux « comme autant de poissons sur une palangrotte ». Leur propriétaire les emmenait avec lui quelque part dans le Sud profond, là où « les coups de fouet du maître sont proverbialement plus féroces et acharnés que nulle part ailleurs ». Ignorant peut-être le sort qui les attendait, ils étaient, chose étrange à voir, « plus joyeux et apparemment plus heureux[17] » que tous les autres passagers.

À l’occasion et à la suite de ce séjour, Lincoln, et c’est essentiel, put effectuer sur son hôte un transfert psychologique important qui le força à s’oublier un peu lui-même et à se soucier des affres de son ami : Joshua était en effet tombé amoureux d’une séduisante jeune femme, Fanny Henning – que Lincoln lui-même décrivit comme « l’une des plus charmantes filles au monde[18] » –, et il l’avait officiellement demandée en mariage. Mais à peine venait-il de formuler sa demande qu’il commença à

éprouver les mêmes doutes et les mêmes hésitations que ceux qu'avait ressentis Abraham au sujet de Mary Todd.

Serait-il à la hauteur de cet engagement (y compris sexuellement, car il avait, lui, semble-t-il, des problèmes de ce côté-là, sans compter qu'en la matière l'expérience des jeunes hommes de la frontière était des plus restreintes) ? Et l'aimait-il vraiment ? Bref, fallait-il poursuivre dans cette voie ou mettre un terme à ce qui n'était peut-être qu'une passade ?

Une fois de retour à Springfield, Lincoln s'employa, lettre après lettre, à jouer au médecin de l'âme (et du corps), expliquant à son ami qu'il avait fait le bon choix et avait demandé la main de Fanny non par intérêt, car elle n'avait aucun bien, ni en raison de telle ou telle de ses qualités morales, mais tout simplement parce qu'il l'aimait. À preuve, son inquiétude excessive lorsque, souffrante, elle avait dû s'aliter : voilà, insista Lincoln, « un témoignage évident de l'affection impérissable que tu lui portes[19] ».

Encouragé par son ami, Joshua épousa Fanny le 15 février 1842. Quant au petit problème intime dont il semblait se plaindre, l'amour, là aussi, lui assura Lincoln, serait, si l'on peut dire, le meilleur remontant : tout était une question de nerfs, et ceux-ci une fois calmés, « l'affaire serait à jamais résolue[20] ». Prenant la plume, Joshua fit bientôt savoir à son conseiller et confident qu'il était un mari comblé – comblé et reconnaissant d'avoir été aussi bien assisté. Lincoln lui répondit qu'il était ravi de cet heureux aboutissement, mais qu'en vérité il n'y était pas pour grand-chose :

> J'ai toujours été superstitieux, expliqua-t-il, [aussi] suis-je convaincu que Dieu a fait de moi l'un des instruments ayant permis à ta Fanny et à toi-même de vous réunir, union dont je ne doute pas qu'elle était par Lui décrétée d'avance.

S’agissant de sa propre situation sentimentale, il ne doutait pas non plus que le Très-Haut, « quels que soient ses desseins », saurait bientôt la trancher : « “Restez immobiles et regardez venir le salut du Seigneur” [II Chroniques XX, 17], voilà, indique-t-il à Speed, le texte que je suis présentement en train de lire[21]. » Lincoln, comme nous l’avons déjà souligné, ne doutait pas davantage que son destin national, s’il devait un jour advenir, était d’ores et déjà *écrit*.

Par un juste retour des choses, l’exemple de son ami absent vint, semble-t-il, s’ajouter à la « volonté divine » en laquelle il croyait si fort pour inspirer sa propre conduite et faire en sorte qu’il renoue avec Mary Todd – et cette fois pour de bon.

Le rapprochement ne fut pas l’œuvre des Edwards, car ceux-ci n’avaient pas hésité, nous l’avons vu, à traiter Abraham de « fou » et à dire à Mary que tout la séparait de cet homme – les manières, l’éducation, le caractère, la tournure d’esprit – et qu’« elle ferait mieux de ne jamais l’épouser[22] ». C’est donc grâce à l’entremise d’un autre tiers, en l’occurrence Mrs Francis, épouse de Simeon Francis, rédacteur en chef du *Sangamo Journal*, que les deux jeunes gens purent se revoir et s’engager sur la voie de la réconciliation. Les rencontres, discrètes, se déroulaient chez les Francis et, à l’exception de deux ou trois personnes, nul en ville ne fut mis dans le secret.

Un incident rocambolesque accéléra le rapprochement. En février 1842, la panique économique n’en finissant plus de produire ses effets, la Banque d’Illinois, si souvent défendue par Lincoln, avait dû fermer ses portes. Les billets qu’elle avait émis n’avaient plus de valeur, si bien que le commissaire aux comptes de l’État, James Shields, fit officiellement savoir que, pour le paiement des impôts, les percepteurs n’accepteraient plus que des versements en espèces sonnantes et trébuchantes, décision qui mit

Lincoln, et avec lui nombre de citoyens, dans tous leurs états.

Shields était un colonel d'origine irlandaise, bel homme et beau parleur, habitué des mondanités de Springfield, notamment des soirées chez les Edwards, toujours entouré de jolies femmes – et démocrate bon teint. Les whigs saisirent l'occasion pour s'en prendre, à travers lui, à l'incurie desdits démocrates, et Lincoln ne fut pas le dernier à fulminer contre ce décideur irresponsable. Mais à l'invective publique il préféra l'arme cachée de la satire. C'est ainsi que, sous divers pseudonymes, dont ceux de « Jeff » ou de « Rebecca », il publia dans plusieurs numéros du *Sangamo Journal* une série de lettres pittoresques écrites en patois local et destinées à faire de Shields la risée des lecteurs.

Mary Todd et sa plus proche amie, Julia Jayne, se piquèrent au jeu et mêlèrent leur propre malice aux sarcasmes d'Abraham. Aisément irascible et peu sensible à ce genre d'humour, Shields accepta mal de voir ses manières et son donjuanisme tournés en ridicule sur la place publique et demanda réparation immédiate aux auteurs des lettres en question. Soucieux de protéger Mary Todd et son amie, Lincoln demanda à Simeon Francis, qui dirigeait le journal, de le désigner, lui, comme seul et unique responsable. Dans une missive extrêmement virulente datée du 17 septembre 1842, Shields, informé du nom du coupable, exigea de Lincoln une « rétractation complète[23] » des allusions offensantes dont il était l'auteur, faute de quoi l'affaire ne pourrait se régler que sur le terrain, c'est-à-dire par un duel.

Lincoln était moralement opposé à la pratique du duel, mais il jugea la lettre de Shields indigne d'un gentleman et refusa de s'excuser. On se prépara donc au pire, tout en respectant la loi : les duels étant interdits en Illinois, il fut décidé que la rencontre se déroulerait dans le Missouri – à la

hauteur de la ville d'Alton, mais de l'autre côté du fleuve. Le 22 septembre, les deux hommes, assistés de leurs témoins, se présentèrent au lieu dit.

C'est Shields qui avait pris l'initiative du duel ; Lincoln avait donc eu le choix des armes. Sachant que le colonel était un fin tireur, il avait opté pour le sabre de cavalerie, assuré de pouvoir, grâce à sa force de bûcheron, couper son adversaire en deux « du haut du crâne jusques au bas du dos[24] ». En réalité, il n'avait aucunement l'intention de tuer Shields (et avait même dans un premier temps proposé un duel à la bouse de vache !), mais il n'était pas certain du contraire : aussi avait-il, pour plus de sûreté, pris quelques cours d'escrime avec un ami avocat, Albert Taylor Bledsoe.

Alors que le combat était sur le point de commencer, deux des témoins s'interposèrent, l'un demandant à Shields de renier ce que sa lettre pouvait avoir d'insultant pour Lincoln, l'autre priant Lincoln, si Shields se pliait à cette demande, de préciser que ses articles étaient une charge purement politique et ne visaient en rien la personne ou la vie privée du colonel. L'accord fut aussitôt conclu, tout le monde se serra la main et chacun s'en retourna à Springfield, heureux que le sang n'ait pas coulé.

L'affaire était close, mais Lincoln n'en sortit ni grandi ni très fier de lui-même, convaincu à jamais de la malfaisance des attaques anonymes. Par la suite, il fit d'ailleurs tout pour éviter qu'on évoque ce moment tragi-comique et assez peu reluisant de sa vie. Le seul aspect positif de l'affaire est qu'elle accéléra et consolida le rapprochement entre Abraham et Mary. Celle-ci était fière que son « promis » (s'il l'était toujours) l'ait couverte et protégée au moment où les choses avaient commencé à tourner mal ; et Lincoln, de son côté, avait visiblement pris plaisir, dans la préparation de ses pochades, à avoir pour complice, et corédactrice, une jeune femme si stimulante, si engagée et si proche de lui à tant d'égards.

Tout soudain sembla concourir à un renouvellement de la demande en mariage. La réussite conjugale de Speed, les rencontres secrètes chez les Francis, la connivence intellectuelle dans l'affaire Shields : les signes encourageants ne manquaient pas. Semblable aux Judéens de la Bible, Lincoln « regarda donc venir le salut du Seigneur » et demanda à nouveau la main de Mary, laquelle ne se fit pas prier pour répondre oui.

La cérémonie des noces eut lieu le 4 novembre 1842 dans la belle résidence des Edwards, là où trois ans plus tôt Abraham et Mary s'étaient rencontrés pour la première fois. Lui avait presque trente-quatre ans, elle en aurait vingt-cinq le mois suivant. Bénis par un ministre épiscopalien, Charles Dresser, et entourés d'une foule d'amis et de proches, ils se retrouvèrent à la fin des fins unis par les liens sacrés du mariage. Le doigt de la mariée portait désormais une bague où chacun pouvait lire : « A. L. à Mary, 4 nov. 1842. L'amour est éternel[25]. »

Le témoin de Lincoln, James Matheny, fut frappé de voir combien le marié « avait l'air et le comportement de quelqu'un qu'on mène à l'abattoir[26] ». Et tandis que Lincoln cirait ses bottes en vue de la cérémonie, le fils de William Butler, son logeur, lui demanda où il se rendait de la sorte : « En enfer, je suppose[27] », répondit-il. Manifestement peu enthousiaste à l'idée d'entrer dans la vie conjugale, Abraham pressentait sans doute aussi que Mary Todd Lincoln, en dépit de ses qualités évidentes, ne serait pas un ange de douceur.

Premières armes au Congrès

Le mariage de Lincoln modifia la nature de sa « mélancolie ». D'existentielle et axée sur ses propres infortunes, elle devint plus philosophique, mieux contrôlée, comme si la vie familiale semblait tout à la fois stabiliser et assagir le regard pessimiste qu'au-delà de lui-même il portait sur le monde. Comme le nota plus tard William Gillespie, l'un de ses bons amis, le Lincoln d'alors « croyait profondément que même dans les circonstances les plus favorables la vie humaine recelait plus de désagréments que de bonheur véritable[1] ». Vers la fin des années 1850, il improvisa même quelques vers à la Ronsard pour une jeune fille qui lui réclamait un autographe, bref poème qui en dit long sur sa vision neurasthénique de l'existence :

Profitez de la vie avant que le froid ne la fige,
Cueillez les roses avant qu'elles ne se fanent[2]*.*

En cet avril de leur vie et en attendant que les nuages annoncés se manifestent, les jeunes mariés élurent domicile à la Taverne du Globe, modeste établissement où, à raison de 4 dollars par semaine, ils disposèrent au premier étage d'une chambre meublée de 11 mètres carrés, les repas étant pris au rez-de-chaussée dans la salle commune. Débuter ainsi dans la vie était chose fréquente à l'époque, mais Mary n'avait jamais vécu dans un espace aussi restreint, ni dans des conditions aussi peu bourgeoises. Elle fit pourtant contre mauvaise fortune bon cœur, car elle aimait Lincoln par-dessus tout et avait la certitude que cet homme parti de rien atteindrait un jour des hauteurs insoupçonnées.

Elle accepta donc cette pauvreté relative, mais aussi la solitude, car Abraham était rarement là, occupé presque tout le jour à son cabinet ou voyageant dans le sillage des tribunaux itinérants. Elle accepta aussi que ses propres sœurs se détachent d'elle et, la voyant tombée si bas, l'associent de moins en moins à leurs activités mondaines.

Elle eut, si l'on peut dire, la consolation de se retrouver enceinte et, le 1er août 1843, donna naissance à un premier enfant, Robert Todd Lincoln, prénommé ainsi en l'honneur du père de Mary. Ce garçon, qui ne se sentit jamais très proche de son père, lui survécut pendant quarante ans et ne mourut qu'en 1926 au terme d'une longue carrière d'avocat.

Dans les dix ans qui suivirent la naissance de Robert, Mary devait donner le jour à trois autres fils : Edward (« Eddie »), né en 1846 et mort quatre ans plus tard ; William (« Willie »), né en 1850 et décédé à l'âge de onze ans à la Maison-Blanche, au grand désespoir de ses deux parents et tout particulièrement de sa mère qui ne se remit jamais de ce nouveau malheur ; enfin Thomas (« Tad ») né en 1853. Ce dernier enfant, au palais fendu et aux dents de travers, sur qui Lincoln reporta toute son affection, était de santé fragile et ne survécut pas plus de six ans à son père. Ces naissances, tout comme la mort d'Edward et de William, eurent pour effet de resserrer les liens entre les parents – deux êtres plutôt mal assortis dont la coexistence n'alla jamais, nous y reviendrons, sans quelques grincements.

Désormais père de famille, Lincoln se rendit compte que la chambrette du Globe ne répondait plus aux besoins du couple. Avec son épouse, il se mit donc en quête d'un appartement ou d'une maison à louer, mais ses moyens étaient fort limités : n'appartenant plus à l'Assemblée, il ne percevait plus rien de ce côté-là et son association avec Logan, pour prometteuse qu'elle fût, ne lui rapportait pour l'heure qu'un assez modeste viatique. Lincoln continuait par

ailleurs de rembourser les dettes naguère contractées à New Salem, et il devait faire face à une autre obligation morale et financière : celle d'aider son père et sa belle-mère désormais installés dans une petite exploitation improductive au fin fond de l'Illinois.

À l'automne 1843, il finit par trouver une petite maison en bois dépourvue de luxe mais qui comportait trois pièces et pouvait faire l'affaire. C'est là que peu avant Noël le père de Mary, s'absentant quelques jours du Kentucky, vint leur rendre visite, heureux de pouvoir se pencher sur le berceau de son petit-fils. Il en profita pour aider le jeune couple, accordant à Mary une rente annuelle de 120 dollars (qui donna à celle-ci la possibilité d'engager une femme de chambre) et aux Lincoln, comme à chacune de ses autres filles et à leurs époux, 40 hectares de bonne terre d'Illinois.

Grâce à ce pactole, les Lincoln furent en mesure de s'acheter une maison à eux – la seule qu'ils possédèrent jamais – dès l'année suivante. Le vendeur n'était autre que le pasteur qui les avait mariés, le révérend Charles Dresser. Disposant d'une petite écurie, la maison, sans caractère mais robuste, valait 1 500 dollars ; elle comprenait au rez-de-chaussée une cuisine, un salon et une salle de séjour et, à l'étage, deux chambres à coucher, sans compter une minuscule chambre de bonne et un grenier. L'éclairage au gaz n'avait pas été installé, et seul un puits situé dans le jardinet permettait de se procurer de l'eau. Les toilettes, elles aussi, étaient à l'extérieur et, quant au chauffage, il était assuré dans les pièces du bas par des cheminées et dans celles du haut par des poêles à bois.

Pour faire face à ces nouvelles charges immobilières et familiales, Lincoln se consacra plus que jamais à son métier d'homme de loi, travaillant d'arrache-pied, plaidant à longueur de journée, rédigeant des actes, s'investissant dans des affaires minuscules, comme le non-paiement de petites factures, ou dans des procès de plus grande

ampleur, notamment dans le cadre des banqueroutes causées par la crise économique.

Bien conseillé par Logan, qui avait été juge avant de redevenir avocat et connaissait toutes les ficelles du métier – y compris les précédents juridiques de toute nature –, il fit des progrès spectaculaires et fut d'autant plus recherché par la clientèle que, contrairement à son partenaire, dont la voix cassée et l'allure rabougrie nuisaient aux effets oratoires, Lincoln avait le don de fasciner les juges et surtout les jurés par sa facilité de parole, son rejet du langage technique, son sens aigu de l'anecdote, sa verve, mais aussi son art de rendre simples les questions complexes et, pour emporter l'adhésion, son aptitude à jouer sur la précision de l'analyse plus que sur les fleurs de rhétorique. Ses qualités lui valurent aussi d'être un avocat très écouté à la Cour suprême d'Illinois où, avant de devenir président (en 1861), il plaida plus de trois cents fois.

Le cabinet « Logan & Lincoln » était devenu florissant, mais, à l'automne 1844, Logan fit savoir à son partenaire qu'il souhaitait mettre fin à leur collaboration afin de monter avec son fils David une affaire plus familiale. Les choses se passèrent en douceur et Lincoln prit la rupture du bon côté : compte tenu de la notoriété qu'il avait acquise et de l'ampleur de sa propre clientèle, ne toucher qu'un tiers des rentrées communes avait cessé, à ses yeux, d'être un arrangement acceptable ; par ailleurs, Logan envisageait, tout comme Lincoln, de devenir un jour membre du Congrès fédéral et à terme cela laissait présager, entre les deux hommes, des risques de tension peu compatibles avec le partage d'un même cabinet juridique. Ainsi que le reconnut Logan lui-même, la séparation se passa donc « à l'amiable et en toute amitié[3] ».

Lincoln décida aussitôt de se mettre à son compte et d'engager comme nouveau partenaire un jeune juriste de neuf ans son cadet, William H. Herndon. Depuis deux ou

trois ans, il l'avait souvent vu à l'œuvre, travaillant comme stagiaire auprès de tel ou tel juge ou encore plongé dans la lecture de livres de droit dans un coin du cabinet Logan & Lincoln. Sa soif de lecture était insatiable et il s'intéressait à tout – à la littérature, à la philosophie, à l'histoire, à la médecine, à la théologie – au point, reconnaissait Lincoln, qu'il était « mieux informé [que lui] sur presque tous les sujets » et absorbait chaque année plus de livres « que tous les enseignants, médecins et prêtres de Springfield réunis[4] ».

Pour ce jeune homme hyperactif et à l'esprit débordant d'idées neuves, Lincoln avait plus que de l'amitié (une amitié qui d'ailleurs ne se démentit jamais) ; il éprouvait envers lui une sorte de tendresse paternelle et depuis toujours l'appelait « Billy ». Tout pourtant opposait les deux hommes : l'un était haut de taille, lent dans ses gestes, les cheveux souvent en broussaille et habillé à la va-vite ; l'autre plutôt petit, vif comme un gardon, impeccablement peigné et toujours tiré à quatre épingles. Lincoln était du genre lunatique, souriant et enjoué le matin, mélancolique et abîmé dans de sombres pensées l'après-midi (l'inverse étant possible) ; Herndon était, lui, d'humeur égale, optimiste, plein d'allant, mais peu ouvert aux plaisanteries ou à l'humour.

Ils partageaient néanmoins le même credo politique et appartenaient à la même formation, le parti whig. Herndon était toutefois plus ouvertement favorable que Lincoln à une abolition générale et inconditionnelle de l'esclavage. Il faisait partie des jeunes loups de la mouvance whig et représentait, face aux grands bourgeois comme les Stuart ou les Edwards, la nouvelle classe montante et ambitieuse des *selfmade men*. De ce point de vue, et dans la perspective d'une éventuelle candidature au Congrès, Lincoln se retrouva fort bien entouré, avec sa femme d'un

côté, issue d'une grande famille whig, et Herndon, porte-parole des nouvelles générations.

Le seul hic à cet égard était l'inimitié qui d'entrée de jeu opposa William Herndon et Mary Lincoln. Il semblerait que cette antipathie ait vu le jour lors d'un bal organisé en 1837 à Springfield chez le colonel Robert Allen : alors âgé de dix-neuf ans et frais émoulu de l'université de Jacksonville, Herndon avait invité Mary Todd à danser et, désirant la complimenter sur sa grâce, lui avait confié qu'elle « semblait glisser dans ce pas de valse avec l'aisance d'un serpent ». Prenant les choses en très mauvaise part, Mary lui avait rétorqué, le regard noir : « Mr Herndon, cette comparaison avec un serpent est d'une ironie plutôt abrupte, surtout dans la bouche d'un nouveau venu[5]. » Serpent ou pas, leurs rapports ne firent que s'envenimer par la suite, Herndon la décrivant tantôt comme une « louve », tantôt comme « la chatte sauvage du siècle », elle le traitant volontiers de « sale chien[6] ». Suite à cette mésentente, jamais Herndon ne fut invité à dîner au domicile de son ami et partenaire.

Lincoln conserva avec Herndon le même cabinet que celui où il avait travaillé avec Logan – une vaste pièce située au deuxième étage d'un immeuble récent –, le bureau de poste municipal occupant le rez-de-chaussée et le premier étage abritant le tribunal fédéral de première instance, dont chacun pouvait entendre les délibérations à travers une trappe ! En revanche, il ne conserva pas, s'agissant des rentrées de l'étude, le partage inégal qu'avait institué Logan à son égard : bien que son nouveau partenaire fût un débutant, Lincoln décida qu'ils recevraient chacun la moitié des honoraires encaissés. Les deux hommes se partagèrent aussi les longues tournées judiciaires aux quatre coins de l'État, plaidant à tour de rôle devant les tribunaux itinérants dont le circuit couvrait les deux tiers de l'Illinois et pas

moins de treize comtés. L'un et l'autre devaient ainsi s'absenter environ trois mois chaque année.

Ces absences pesaient plus à Herndon qu'à Lincoln, lequel était toujours ravi de retrouver ses vieux amis, sa vie errante et les joyeuses soirées passées dans les tavernes de passage. Il connaissait si bien la région et les gens qu'il n'hésitait jamais sur l'appartenance d'un lopin de terre ou sur le nom d'une personne rencontrée ; d'un mot gentil il saluait invariablement tout le monde, « y compris les chevaux, les vaches et les cochons[7] », nota avec humour un journaliste de l'époque.

Lincoln trouvait dans ces tournées une autre satisfaction : celle, clairement égoïste, de prendre ses distances avec une vie familiale qui lui pesait et une épouse au caractère peu commode et presque aussi lunatique que lui : « Soudain rayonnante de gaieté », elle pouvait, nota une cousine, « pleurer l'instant d'après toutes les larmes de son corps[8] ». Très rarement chez lui, Lincoln ne se rendait pas compte de la charge de travail que représentait pour Mary la tenue d'une maison et les soins à apporter à des enfants en bas âge et à la santé fragile. La charge était d'autant plus lourde qu'avant son mariage elle n'avait jamais eu à se préoccuper de la moindre tâche ménagère.

L'indifférence de Lincoln lui était certains jours si insupportable qu'elle explosait de colère – et qu'elle alla une fois jusqu'à le frapper au visage avec un morceau de bois. Dans ces moments de crise, Lincoln quittait généralement la maison et allait prendre l'air en attendant que l'orage s'apaise. Il lui arrivait même d'aller passer la nuit dans son bureau et de dormir sur un long divan qu'il s'était procuré à cet effet.

La fatigue, le manque d'argent, l'indifférence de son mari n'étaient pas les seules causes de cet état fébrile qui parfois s'emparait de Mary : outre peut-être la syphilis (dont nous avons parlé), Mary souffrait, notamment au printemps, de

migraines longues, répétées et particulièrement douloureuses. Dans ces périodes difficiles elle ne supportait rien ni personne et avait peur de tout – des éclairs, des aboiements de chien, des voleurs éventuels –, et elle agonissait d'injures quiconque s'avisait de la contrarier : les marchands ambulants, les ouvriers occupés à réparer la maison, ses femmes de ménage successives. Celles-ci, vite lassées, restaient peu de temps à son service, et ce cercle vicieux alourdissait d'autant ses tâches de maîtresse de maison.

Un jour, Mary alla jusqu'à gifler une servante dont elle était mécontente ; la jeune fille rentra chez elle et se plaignit à son père qui vint demander des explications à Mrs Lincoln. Celle-ci, peu impressionnée, le chassa à coups de balai[9]. Le temps n'arrangea rien à cet état mental déréglé, même si Mary connut une alternance de rémissions et de rechutes. Mais nul ne pouvait alors entrevoir comment les choses finiraient par tourner : en 1875, dix ans après la mort de son mari, Mary, suite à une décision de justice et au témoignage accablé et accablant de son propre fils Robert, fut en effet placée, pour cause d'aliénation mentale, dans un établissement spécialisé où elle dut séjourner de longs mois. Nous y reviendrons.

Pour l'instant, un seul moteur permettait à Mary de tenir et de transcender les difficultés multiples de son existence : l'amour mêlé d'admiration qu'elle vouait à son étrange mais cher Abraham et surtout l'ambition qu'elle nourrissait, plus encore peut-être que lui-même, pour l'avenir de sa carrière politique. La condition féminine étant alors ce qu'elle était, Mary savait pertinemment qu'elle ne pourrait se réaliser dans la vie qu'à travers la réussite de son époux et que cette carte-là, la seule qu'elle pût jouer, valait tous les sacrifices.

Lincoln avait siégé huit ans à l'Assemblée d'Illinois, mais en 1841 il n'avait pas sollicité de nouveau mandat, estimant

avoir fait le tour de la vie politique locale. Il aurait pu aspirer aux fonctions de gouverneur mais, les démocrates étant majoritaires au niveau de l'État, ses chances eussent été inexistantes. Restait le Congrès fédéral, mais rares étaient les circonscriptions où un whig pouvait l'emporter. Or John Todd Stuart, qui représentait la troisième circonscription depuis 1839, fit savoir en 1842 qu'il désirait reprendre ses activités d'avocat et ne souhaitait donc pas se porter à nouveau candidat lors du prochain scrutin fédéral. Il laissait ainsi le champ libre à un plus jeune successeur, et cette situation ouverte donna lieu à une âpre concurrence au sein du mouvement whig.

La circonscription de Stuart comprenait le comté de Sangamon où Lincoln était particulièrement connu et apprécié, mais les whigs lui préférèrent son ami et concurrent Edward D. Baker, avocat réputé dont le cabinet était contigu au sien. Au cours de la précampagne, les partisans de ce dernier s'étaient efforcés, avec succès, de décrédibiliser la candidature de Lincoln, faisant courir le bruit qu'il s'était battu en duel, qu'il était plus déiste que chrétien – et expliquant en sous-main qu'en épousant Mary Todd il s'était affilié à la riche et orgueilleuse coterie des aristocrates. Lincoln ne tint pas rigueur à Baker de ces pratiques discutables, mais, élu contre son gré délégué à la convention de circonscription chargée de désigner le candidat officiel du parti, il se trouva dans l'obligation de voter pour celui qui lui avait barré la route et se sentit floué : il était, confia-t-il alors à Speed sur un ton badin, comme « le témoin d'un jeune marié qui, après vous avoir brûlé la politesse, convole avec votre promise[10] ».

Finalement, ce n'est pas Baker qui fut désigné, mais John J. Hardin, avocat à Jacksonville, général de brigade dans la milice de l'État, apparenté à Mary Todd et très populaire dans l'ouest de la circonscription. Lors de cette convention, Lincoln fit néanmoins adopter une idée nouvelle qui, par

ricochet, devait à terme servir sa propre cause : s'il était finalement élu, Hardin n'exercerait qu'un seul mandat au Congrès, et à la convention de l'année suivante ce serait au tour de Baker d'être désigné. De ce fait, Lincoln avait presque à coup sûr la certitude de succéder à Baker, une fois son mandat unique achevé, et d'obtenir ainsi, à relativement brève échéance, un siège à la Chambre des représentants[e].

C'était finement joué, et c'est de cette façon qu'en réalité les choses se passèrent. Hardin, qui avait apprécié les deux ans de son mandat à Washington, essaya bien de revenir sur l'accord passé et, lorsque Baker eut achevé son mandat, de se faire désigner comme son successeur ; mais Lincoln, à qui il fit miroiter la perspective (illusoire) de devenir gouverneur, ne s'en laissa pas conter : il lui retourna la politesse et lui suggéra malicieusement, compte tenu de sa grande expérience, de se présenter lui-même à cette haute et prestigieuse fonction. Hardin déclina l'offre et s'efforça par divers stratagèmes de miner le terrain sous les pas de son concurrent.

Pendant ce temps, Lincoln ratissait la circonscription en n'oubliant personne, vantant habilement les mérites passés de Hardin, mais faisant valoir que le principe du « roulement » que les whigs avaient adopté était un principe sain et juste sur lequel il ne fallait pas revenir. Il se montra à ce point efficace et convaincant que dès janvier 1846 sa désignation comme candidat ne faisait plus aucun doute. Le premier à en être convaincu fut Hardin lui-même, qui eut la sagesse et l'élégance de se retirer de la course.

Le 1er mai, Lincoln fut désigné par une convention qui lui était tout acquise, et il se lança dans la campagne avec son énergie coutumière. Son adversaire démocrate était Peter Cartwright, jacksonien convaincu et prédicateur méthodiste réputé. Mais c'était un politicien plutôt pâle, dont Lincoln ne fit qu'une bouchée. Sentant venir la défaite, Cartwright

tenta de recourir à des arguments religieux susceptibles de toucher une certaine partie de l'électorat, notamment dans le nord de la circonscription où son concurrent était moins connu.

Suivant Lincoln à la trace, il voyagea donc de comté en comté, de ville en ville, répandant l'idée selon laquelle son adversaire était non seulement un whig, mais un mécréant qui ne croyait ni à Dieu ni à diable. Lincoln, à qui on avait déjà reproché son déisme, crut bon de répondre à ces accusations et, sur cette question si primordiale en Amérique, de corriger son image. Il fit imprimer et distribuer un tract afin de clarifier les choses : s'il croyait, disait-il, à la « doctrine de la nécessité », c'est-à-dire à l'idée de destin, et s'il n'appartenait « à aucune Église chrétienne », il n'avait jamais manqué de respect envers aucun culte et se refuserait pour sa part à soutenir tout candidat à une fonction publique qui apparaîtrait comme un « ennemi déclaré et un persifleur de la religion[11] ».

Le 3 août 1846, les électeurs donnèrent à Lincoln une majorité sans précédent, celui-ci engrangeant, pour l'ensemble de la circonscription, 60 % de voix de plus que ce qu'avait obtenu Henry Clay lors de la présidentielle de 1844 (gagnée au niveau national par le démocrate James Polk). La poussée de l'opposition se confirma dans de nombreux autres États, si bien que les whigs disposèrent d'une faible mais réelle majorité à la Chambre, les démocrates restant maîtres du Sénat. Lincoln était aux anges, et sa femme ne l'était pas moins, car la première partie de son destin venait de s'accomplir.

La session du Congrès nouvellement élu ne débutant qu'en décembre de l'année suivante (telle était alors la tradition), le couple eut tout le temps de savourer la victoire et de préparer son départ pour la capitale. Avant de quitter Springfield, ils louèrent leur maison à un entrepreneur de maçonnerie moyennant un loyer annuel de 90 dollars.

Herndon, lui, hérita pour deux ans de la direction du cabinet juridique jusqu'au retour de son ami et partenaire, lequel était bien décidé à reprendre ses activités d'avocat une fois son mandat terminé.

Le 25 octobre 1847, Abraham, Mary et leurs deux enfants (Robert âgé de quatre ans, et Eddie né le 10 mars précédent) prirent la route de Washington et profitèrent de l'occasion pour séjourner quelque temps (du 2 au 25 novembre) à Lexington, dans le Kentucky, auprès de la famille de Mary. Arrivés dans la capitale fédérale le 2 décembre, ils s'installèrent dans une pension de famille où avant eux avaient résidé Stuart et Baker et où vivaient huit autres élus du parti whig.

Les Lincoln découvrirent une ville vaste et hors du commun, plus peuplée, avec ses 40 000 habitants (dont 2 000 esclaves et 8 000 Noirs dits « libres »), que tout ce qu'ils avaient pu voir jusque-là. La Maison-Blanche était resplendissante et, par ses dimensions imposantes, le Capitole, bien qu'inachevé, symbolisait la grandeur présente et à venir de l'Amérique. Le monument à la gloire de George Washington était en construction et, le long de Pennsylvania Avenue, la seule artère pavée de la ville, se succédaient boutiques de luxe et échoppes en tout genre.

N'étant que des résidents provisoires, les Lincoln, hormis quelques réceptions à la Maison-Blanche, ne furent guère associés à la vie mondaine de la capitale. Les conférences publiques et les concerts étaient néanmoins fréquents, et il arrivait que les soirées passées à la pension de famille se révèlent fort joyeuses, grâce notamment aux plaisanteries et anecdotes divertissantes dont Lincoln savait abreuver son entourage.

Mais Mary ne tarda pas à s'ennuyer. Tout comme à Springfield, son mari était le plus souvent absent, absorbé par son travail et ses obligations multiples, et elle n'avait personne ou presque à qui parler, la plupart des autres députés de la pension étant venus à Washington sans leur

femme. Quant aux deux enfants, dont l'un, Eddie, était souvent malade, ils étaient à l'occasion si bruyants et indisciplinés qu'ils devinrent vite une source de conflit avec plusieurs pensionnaires.

L'aîné, Robert, « semblait, nota l'un d'eux, n'en faire [jamais] qu'à sa tête[12] ». Au printemps 1848, Mary décida donc de quitter Washington avec ses deux enfants et d'aller vivre chez son père, Robert Smith Todd, dans le Kentucky, en attendant que Lincoln revienne à Springfield.

Au début tout au moins, ce départ représenta pour Lincoln un soulagement plus qu'un sujet de tristesse. Il redoubla d'activité au Congrès et battit tous les records d'assiduité à la Chambre des représentants, ne manquant au cours de son mandat que 13 séances sur 456, sans compter qu'il siégeait à la Commission des postes et à celle des dépenses de guerre. Il entretenait par ailleurs une importante correspondance avec ses électeurs et leur adressait par milliers des copies de ses discours les plus marquants. Ne disposant pas de secrétaire, il rédigeait les adresses et affranchissait les enveloppes lui-même.

Lincoln prit vite la mesure de ses collègues. Mis à part l'ancien président John Quincy Adams (qui mourut peu après le début de la session et qu'il n'eut pas le temps de bien connaître) et quelques autres comme Andrew Johnson, son futur vice-président, ou le sudiste Alexander Stephens, avec qui il partageait le souci de rénover la doctrine du parti whig, la plupart des députés lui apparurent comme des individus plutôt médiocres auxquels, en matière d'intelligence et de talent, il n'avait pas grand-chose à envier.

Pour trouver des personnalités remarquables, mieux valait se tourner vers le Sénat où siégeaient alors des célébrités comme Daniel Webster, grande figure de la vie politique américaine (qui allait bientôt refuser de devenir vice-président au motif qu'il « ne souhaitait pas être enterré

avant d'être mort[13] »), ou bien John Calhoun, idéologue intraitable des droits des États et fervent avocat de l'esclavagisme, ou encore Jefferson Davis, lui aussi dénonciateur du pouvoir fédéral et futur président des sécessionnistes.

L'arrivée de Lincoln à Washington coïncida avec la phase finale de la guerre du Mexique, et c'est sur ce sujet, après des débuts discrets voués à l'observation et à l'apprentissage de la vie parlementaire, qu'il trouva matière à se distinguer.

Au fil du siècle, l'expansionnisme des États-Unis avait connu plusieurs étapes. Indépendamment du sort réservé aux Indiens, maltraités, floués et, quand on ne les massacrait pas, déportés à jamais loin de leurs terres ancestrales, la fameuse « destinée manifeste[14] » de l'Amérique poussa chaque génération de gouvernants, non sans de vives controverses dans le pays et au Congrès, à annexer par la négociation ou par la guerre de nouvelles portions de territoire.

Cela commença en 1819 par l'annexion de la Floride, arrachée militairement à l'Espagne par le général Andrew Jackson (qui devint plus tard président) afin, comme il l'écrivait lui-même, de procéder à « l'élargissement du champ de la liberté[15] » et de faire barrage aux prétentions de l'Europe monarchique dans le Nouveau Monde.

La deuxième étape concerna l'annexion du Texas et celle de l'Oregon. En révolte contre le gouvernement mexicain et infiltré par des vagues successives de colons américains, le Texas avait proclamé son indépendance en mars 1836. Le Congrès américain reconnut la nouvelle république un an plus tard, mais refusa de l'intégrer à l'Union en dépit du souhait de ses habitants. Beaucoup d'Américains, en effet, et avec eux toute une partie de la classe politique, étaient réticents à l'idée d'une expansion indéfinie de leur territoire, si bien que pendant neuf ans le Texas demeura une entité

indépendante, situation dont la France et la Grande-Bretagne surent commercialement tirer profit.

Accédant à la présidence en avril 1841 après le décès soudain du président William Harrison, le vice-président John Tyler, ancien gouverneur de Virginie, jugea que les manigances des Français et des Britanniques avaient assez duré et relança l'idée de l'annexion. Mais il se heurta à l'opposition des nordistes, qui voyaient derrière son initiative la main des partisans de l'esclavage désireux de faire du Texas un État esclavagiste supplémentaire, et donc d'accroître leur poids politique au sein de l'Union. Depuis l'Illinois, Lincoln fit lui aussi connaître son désaccord à ses compatriotes :

> [Je ne] crois pas, expliqua-t-il, à l'idée d'un agrandissement de nos terres, mais à la nécessité de s'en tenir à nos enclos et de cultiver ce que nous possédons déjà, en en faisant notre jardin et en améliorant les vertus morales et l'instruction du peuple[16].

En juin 1844, John Calhoun, appuyé par Tyler, proposa un traité d'annexion que le Sénat rejeta au terme de débats houleux. Or, dans le même temps, se posa la question d'une autre annexion, celle du territoire de l'Oregon, et ces deux questions furent au cœur de la campagne présidentielle de 1844. James Polk, originaire du Tennessee, l'emporta de peu sur Henry Clay, l'idole de Lincoln, et l'annexion du Texas fut adoptée par la nouvelle majorité trois jours avant son investiture présidentielle, le 1er mars 1845 – alors que Tyler était encore en poste. Les États-Unis venaient, par ce simple vote, de s'agrandir d'un territoire plus vaste que la France.

Par ailleurs, en dépit d'une convention de « gestion partagée » signée en 1818 et renouvelée en 1827, les États-Unis et la Grande-Bretagne revendiquaient tous deux depuis longtemps la possession intégrale du « territoire de

l’Oregon », lequel s’étendait du sud au nord entre le 42e parallèle et le parallèle 54 °40’. La convention stipulait que ledit partage pouvait, avec un préavis d’un an, faire l’objet d’une dénonciation unilatérale. Du temps de sa présidence, Tyler et ses partisans avaient, songeant à cette clause, souhaité mettre la main sur l’ensemble du territoire en question, exigence qui était aussitôt devenue le cri de ralliement des expansionnistes : « Tout l’Oregon ou rien ! » ou encore : « Le 54° 40’ ou la mort ! » Une vive querelle aux accents bellicistes avait alors opposé Washington et Londres.

Déjà inquiet des tensions avec le Mexique consécutives à l’annexion du Texas et soucieux de ne pas se disperser sur deux fronts, Polk, le nouveau président, opta pour le compromis et l’affaire se termina par un traité que le Sénat américain ratifia le 18 juin 1846, la ligne finale de partage étant fixée au 49e parallèle, c’est-à-dire dans l’exact prolongement de la frontière entre les États-Unis et le Canada : le territoire ainsi acquis de façon définitive par le gouvernement américain incluait les actuels États de l’Oregon, de Washington, de l’Idaho, du Montana, plus une partie du Wyoming !

Mais Polk ne voulait pas en rester là. Il avait des vues sur les territoires du Sud-Ouest, alors propriété du Mexique, lequel avait rompu ses relations diplomatiques avec les États-Unis au lendemain de l’annexion du Texas, et il souhaitait prendre de vitesse les Anglais impliqués dans de sombres démarches visant à mettre la main sur la Californie. Seule une guerre avec le Mexique, dont les whigs ne voulaient pas entendre parler, pouvait lui permettre d’atteindre ses objectifs, mais il lui fallait un prétexte – une provocation.

Entre le Nueces et le Rio Grande situé plus au sud s’étendait une zone revendiquée par les deux pays. Le 15 juin 1845, le général Zachary Taylor, responsable militaire

de toute la région et fort de 3 500 hommes, reçut l'ordre de prendre position sur la rive sud du Nueces. Le 13 janvier 1846, on lui ordonna de s'avancer jusqu'à la rive nord du Rio Grande considérée par les Américains comme la seule frontière légitime, tandis que sur l'autre rive avaient pris position 5 700 soldats mexicains. Des deux côtés, on passa l'hiver à ériger des fortifications. Le 12 avril suivant, le général Pedro de Ampudia, commandant en chef des troupes mexicaines (remplacé douze jours plus tard par le général Mariano Arista), exigea de Taylor qu'il rebrousse chemin et retraverse le Nueces, faute de quoi « seules les armes [devraient] trancher la question[17] ». Le 25 avril, une escarmouche opposa un important détachement mexicain, chargé de traverser le Rio Grande et de s'établir sur la rive nord, à un groupe américain de reconnaissance de soixante-trois cavaliers : onze Américains furent tués, cinq blessés, et tous les autres se retrouvèrent prisonniers.

Polk n'en demandait pas tant : Taylor lui ayant fait savoir qu'on pouvait désormais « considérer les hostilités comme entamées », il demanda au Congrès de constater avec lui que « le Mexique venait [...] de faire couler du sang américain sur le sol même de l'Amérique[18] » et d'en tirer toutes les conséquences. Malgré les réticences de certains whigs, la Chambre vota la déclaration de guerre le 11 mai, suivie le lendemain par le Sénat. Le futur président, Ulysses S. Grant, alors jeune officier, n'ajouta jamais foi à la version des faits rapportée par Polk : « Je ne crois pas, confia-t-il plus tard, qu'il y ait jamais eu une guerre plus scélérate, [...] et ce n'est pas le Mexique qui l'a commencée. [...] Nous avions mission de provoquer un conflit[19]. »

Opposant 36 000 soldats mexicains à une armée américaine principalement composée de volontaires et finalement forte de quelque 100 000 hommes, le conflit fut long et meurtrier. Au total, 25 000 Mexicains et 12 000 Américains y perdirent la vie, la guerre se terminant par la

victoire de ces derniers et par la signature, le 2 février 1848, du traité de Guadalupe Hidalgo. Au terme de cet accord, le Mexique dut abandonner aux États-Unis, en échange d'une « indemnité » de 18 millions de dollars, le Texas (cette fois définitivement perdu), la Californie, les territoires de l'Utah, du Nevada, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, soit le tiers de sa superficie. La « destinée manifeste » des États-Unis était bel et bien accomplie. Un bonheur n'arrivant jamais seul, on apprit quelques jours avant la signature du traité qu'un pionnier américain, James W. Marshall, venait de découvrir de l'or en Californie.

Pendant la durée des hostilités, les whigs, y compris Lincoln, avaient observé une sorte de devoir patriotique de réserve et s'étaient abstenus de batailler ouvertement contre le président. Des Américains de toutes régions et de toutes appartenances politiques s'étaient engagés dans l'armée, dont Hardin et Baker, les prédécesseurs de Lincoln au Congrès ; et, pendant sa campagne contre Cartwright, Lincoln lui-même avait encouragé le recrutement de volontaires.

Mais, la guerre approchant de son terme, la politique avait vite repris ses droits. Le 7 décembre 1847, dans son discours annuel au Congrès, Polk avait jugé utile de revenir sur la responsabilité du Mexique et sur le bon droit des Américains dans cette affaire : le Mexique, expliqua-t-il, avait sans aucune justification sérieuse

> engagé les deux pays dans la guerre en envahissant le territoire de l'État du Texas [et] en tirant les premiers coups de feu. […] Placés en état de légitime défense, [les Américains durent] repousser l'envahisseur et sauvegarder l'honneur et les intérêts de la nation par une action vigoureuse et continue jusqu'à l'obtention d'une paix juste et honorable[20].

Doutant que les Mexicains eussent véritablement tiré les premiers et à l'endroit indiqué par les autorités militaires et politiques, les whigs attaquèrent de front le président. Avec, en première ligne, le plus flamboyant d'entre eux, Abraham Lincoln. À la faveur de plusieurs résolutions, celui-ci exigea du président qu'il donne à la Chambre des renseignements exacts sur le *lieu* où le premier sang américain avait été versé – s'agissait-il bien du Texas ? – et qu'il démontre que l'agresseur n'avait pas été les troupes *américaines*, alors même que le général Taylor, de plus en plus en désaccord avec les vues du gouvernement, avait dit et répété au ministre de la Guerre qu'« aucune agression de ce type n'était nécessaire à la défense et à la protection du Texas[21] ».

En janvier, les attaques se poursuivirent et se multiplièrent. Un représentant du Massachusetts, George Ashmun, déposa une résolution, adoptée par 87 députés whigs, dont Lincoln, affirmant – accusation gravissime – que la guerre avait été « inutilement et *anticonstitutionnellement* entamée par le président des États-Unis[22] ». Lincoln lui-même monta à nouveau au créneau, demandant au président, dans un discours acerbe et longuement préparé, de bien vouloir répondre à ses questions non par de simples arguties, mais par des faits vérifiables. S'il persistait dans son refus de répondre sérieusement, cela apporterait la preuve qu'il avait menti et qu'il avait sur les mains « le sang de cette guerre ». Poussant l'attaque jusqu'au bout, il alla jusqu'à soupçonner Polk d'avoir provoqué le conflit par soif de « gloire militaire – ce bel arc-en-ciel qui se lève sous des pluies de sang, cet œil de reptile qui charme pour détruire[23] ».

Si ces envolées réjouirent les bancs de la Chambre occupés par les whigs – encore que la balle semblât à plusieurs être poussée un peu loin –, elles n'eurent en revanche aucun effet sur le président. Attendant beaucoup

du traité triomphal de Guadalupe Hidalgo et fier d'avoir agrandi son pays plus que tout autre président (à l'exception peut-être de Jefferson), Polk n'avait cure des remontrances de ce blanc-bec de Lincoln et se garda bien d'y répondre. La presse nationale resta muette sur les résolutions et le discours du leader des whigs, sauf pour dire qu'il y avait « à l'évidence de la musique dans ce gigantesque Mr Lincoln[24] ».

Il ne manqua pas de députés démocrates pour reprocher à Lincoln d'avoir tu son opposition à la guerre pendant sa campagne législative, et l'un d'eux s'étonna même que le successeur de John Hardin, « tué à Buena Vista », et d'Edward Baker, « héros de la bataille de Cerro Cordo », ait osé prononcer un discours aussi « antipatriotique[25] ».

En Illinois, les critiques furent encore plus vives et plus nombreuses, notamment dans la presse démocrate, mais aussi de la part de certains compagnons de Lincoln. Comparant la lâcheté de ses silences sur la guerre « au courage et à l'héroïsme[26] » d'un Hardin, les démocrates prédisaient qu'à leur retour du Mexique les combattants lui demanderaient des comptes et qu'il pouvait dire adieu à toute une partie de son électorat.

Mais le plus inquiétant pour Lincoln vint des réactions négatives de plusieurs de ses amis. Son médecin, le Dr Henry, trouvait aberrant de refuser les annexions territoriales obtenues grâce à la guerre et menaça de mettre un terme à la vieille amitié qui le liait à Abraham. Herndon lui-même, se faisant par la plume l'écho de nombreux électeurs whigs, déplora que Lincoln ait soutenu la résolution d'Ashmun et mis en cause la constitutionnalité du déclenchement de la guerre par le président américain. Lincoln lui répondit que, malgré ses attaques, il avait voté tous les crédits nécessaires à l'armée, mais qu'il ne souhaitait pas pour autant voir le président libre de se comporter comme un roi des temps anciens, c'est-à-dire

libre de « faire la guerre selon son bon plaisir[27] » – et que ce n'était pas là une simple question de vice de forme.

Il expliqua surtout que ceux de ses amis qui le critiquaient pour ses attaques contre le président se méprenaient sur ses véritables intentions : la guerre était pratiquement finie, et la signature du traité de paix imminente. Les critiques adressées à Polk visaient donc non pas à régler des comptes avec le passé, mais à préparer politiquement le terrain pour l'élection présidentielle suivante – et pour le candidat que les whigs s'apprêtaient à soutenir, à savoir le général Zachary Taylor lui-même, vainqueur à son corps défendant d'une guerre qu'il aurait souhaitée plus courte et dont il avait à plusieurs reprises critiqué la conduite.

« Ce qui doit être sera »

Février 1848 : c'est l'épilogue de la guerre contre le Mexique, la fin d'un conflit très profitable à l'Empire américain, et le triomphe de Polk. Mais, à un océan de là, et alors même qu'à Londres paraît *Le Capital* de Marx et Engels, éclate à Paris l'insurrection révolutionnaire qui va entraîner la chute de Louis-Philippe, la fin de la monarchie de Juillet et la proclamation de la Seconde République. Les semaines et les mois qui suivent voient presque toute l'Europe en proie à des insurrections. Les rois tremblent devant une histoire qui leur échappe. Le mouvement gagne Milan, Venise, Rome, Berlin, Vienne, Prague, Budapest…

Ce vent de liberté allait-il épargner l'Amérique et n'avoir aucun effet sur l'issue de la prochaine élection présidentielle, prévue le 7 novembre 1849 ? Lincoln, qui apportera bientôt un soutien actif au leader magyar Louis Kossuth et cosignera une « résolution » de soutien au peuple hongrois[1], ne pouvait pas ne pas se poser la question et rêver d'un nouveau président des États-Unis qui en finisse avec l'expansionnisme forcené de son pays et se contente de cultiver le jardin national.

En accord avec un petit groupe de députés de son parti, il décida de proposer et de soutenir la candidature de Zachary Taylor lors de la convention whig prévue à Philadelphie le 7 juin 1848 : un tel choix permettait tout à la fois de critiquer Polk pour la manière dont il avait hypocritement déclenché la guerre du Mexique et de se présenter comme de bons patriotes puisque, à travers Taylor, ils soutenaient le vainqueur et le héros militaire de cet affrontement. Cette raison tactique permet en partie de comprendre pourquoi, pour ce scrutin, Lincoln ne se rangea pas derrière celui qu'il

admirait tant : Henry Clay. Pour lui comme pour ses amis, Taylor était, pragmatiquement, le seul à pouvoir l'emporter sur le candidat démocrate, quel qu'il fût :

> Si je suis pour lui, expliqua-t-il, ce n'est pas parce qu'il ferait selon moi un meilleur président que Clay, mais parce que j'ai la conviction qu'il ferait mieux que Polk, Cass ou Buchanan ou toute autre créature de ce genre, lesquels seront élus si lui ne l'est pas[2].

Une autre raison éloigna Lincoln de la candidature Clay. On se souvient qu'en novembre 1847, alors qu'ils se rendaient à Washington, Lincoln et sa famille avaient séjourné plusieurs semaines chez le père de Mary à Lexington – où Clay possédait une belle et grande propriété connue sous le nom d'« Ashland ». Lincoln avait appris que, le 13 novembre, celui-ci devait prononcer, à Lexington même, un discours important sur la guerre du Mexique et sur l'idée d'une émancipation progressive des esclaves. Il s'était rendu sur les lieux et avait assisté à la manifestation. Mais il avait été profondément déçu par la prestation du grand homme : Clay s'était contenté de lire un texte sans relief et de le débiter sans la moindre flamme ni la moindre éloquence.

Les deux hommes s'étaient néanmoins rencontrés et Clay avait invité Lincoln à lui rendre visite à Ashland. Lincoln, ravi, avait accepté l'invitation, mais l'entrevue s'était révélée aussi décevante que le discours : tout, dans leur façon d'être comme de faire, semblait séparer les deux personnages. Comme l'a noté Joshua G. Holland, l'un des premiers biographes de Lincoln,

> l'un était orgueilleux, l'autre modeste. L'un avait un port de prince, l'autre respirait l'humilité. […] L'un accueillait le respect des autres comme un dû, l'autre était gêné devant les égards par le sentiment

> d’en être indigne. [...] Un ami de Lincoln qui avait longuement conversé avec lui à son retour d’Ashland eut le sentiment que l’enthousiasme d’antan avait disparu[3].

Tous derrière Taylor ! Le général avait beau n’avoir aucune expérience politique et ne rien connaître aux affaires publiques, Lincoln se démena comme un beau diable pour assurer sa désignation. Le 7 juin, il participa, en sa qualité d’unique député whig de l’Illinois, à la convention de Philadelphie. Taylor fut choisi au quatrième tour et Lincoln eut d’autant moins de mal à prédire sa victoire que les démocrates, réunis le 22 mai à Baltimore, s’étaient divisés sur la question de l’esclavage : Lewis Cass, sénateur du Michigan, avait été désigné comme candidat officiel et, au terme d’une convention séparée tenue à Utica (NY) le 22 juin, c’est l’ancien président Martin Van Buren qui avait été choisi pour représenter les dissidents.

Conservateur et expansionniste, Cass était favorable au principe de ce qu’il appelait la « souveraineté des squatters », c’est-à-dire au droit pour les habitants locaux de se prononcer librement pour ou contre l’esclavage dans leur État sans que le pouvoir fédéral ait son mot à dire sur la question. Les dissidents – rassemblés, avec d’autres, au sein d’un mouvement baptisé *Free-Soil* – estimaient au contraire que des hommes libres sur un sol libre formaient une société humaine moralement et économiquement supérieure à tout système fondé sur l’esclavage. Ils avaient pour credo et pour référence une célèbre clause (le *Wilmot Proviso*) introduite à la Chambre en août 1846 par le député démocrate David Wilmot lors du vote des crédits affectés à la guerre contre le Mexique : sa clause – un simple amendement – prévoyait que, dans l’hypothèse où la guerre déboucherait sur l’acquisition d’un nouveau territoire, « ni l’esclavage, ni aucune autre forme de servitude forcée ne sauraient être institués dans quelque

partie que ce fût dudit territoire[4] ». Bien qu'adopté par la Chambre des représentants, l'amendement Wilmot avait alors été repoussé par le Sénat, John Calhoun y défendant la thèse de la souveraineté individuelle des États et déclarant contraire à la Constitution tout texte qui chercherait à interdire ou à limiter localement la possession d'esclaves.

C'était la première fois que la question de l'esclavage et de son extension à de nouveaux territoires s'installait de manière aussi explosive au cœur d'une précampagne présidentielle. Lincoln conseilla à Taylor de laisser cette querelle aux démocrates et de s'en tenir à la vague promesse qu'il n'opposerait pas son veto à l'amendement Wilmot si celui-ci venait à être adopté : un tel engagement n'aurait qu'une valeur symbolique et coûterait bien peu au candidat whig, lui-même sudiste et propriétaire de plus de deux cents esclaves, car les démocrates tenaient le Sénat et le texte de Wilmot n'avait aucune chance de passer.

Pour Lincoln, Taylor ne devait pas se contenter de rester à l'écart de ce qui avait divisé les démocrates ; il devait aussi rester au-dessus des controverses liées à la gestion du pays. D'abord parce qu'il n'y connaissait rien, mais aussi parce qu'il n'avait pas à en connaître. Les whigs s'étaient opposés au pouvoir personnel d'Andrew Jackson à cause de la politique « détestable » et « imprudente[5] » que menait ce président à poigne ; désormais ils se devaient d'opter pour une présidence faible, non seulement pour cacher les carences de Taylor, mais afin de renouer avec le principe sain d'un président qui préside et d'un peuple qui se gouverne, d'un chef de l'État qui, pour l'essentiel, veille au respect de la Constitution et d'un Congrès qui légifère sans que la Maison-Blanche empiète indûment et arbitrairement sur ses prérogatives.

Devenu lui-même président, Lincoln restera, malgré le contexte de guerre civile – et quoi qu'on en ait dit (nous y reviendrons) –, largement fidèle à ce principe, mais pour

l'heure il ne put que se réjouir de voir que Taylor avait décidé de suivre à la lettre ses recommandations, rédigée par lui en ces termes :

> Si je devenais président, j'aimerais que les lois de ce pays reposent sur le Congrès, sans que l'exécutif soit mêlé à leur origine ou à leur adoption et sans que le veto [présidentiel] s'oppose à elles, hormis dans des cas très particuliers et clairement définis[6].

Si donc Taylor était élu, les grands problèmes du pays – ceux de la Banque nationale, des tarifs douaniers ou des grands travaux – ne relèveraient pas de son autorité, mais de celle du Congrès.

Assuré que le général-candidat était sur la bonne voie, Lincoln passa à l'offensive contre le candidat démocrate, d'abord au Congrès, puis sur le terrain. Le 27 juillet, il prononça devant la Chambre un discours retentissant contre Lewis Cass, qui fut largement repris par la presse. Il commença par dépeindre la valse-hésitation du candidat démocrate au sujet de l'amendement Wilmot, expliquant « qu'en 1846 [il] était pour l'amendement *tout de suite*, qu'en mars 1847 il y était toujours favorable mais *pas dans l'immédiat* et qu'en décembre 1847 il était *résolument contre*[7] ».

Marchant de long en large au fil de ses phrases ou gravissant les travées de l'hémicycle pour mieux marquer certains effets, il fit rire toute l'assemblée, y compris certains démocrates, par ses facéties, ses bons mots, sa façon de tourner en ridicule les faits et gestes d'un candidat qui s'agrippait au souvenir d'Andrew Jackson comme une « tique » à la queue d'un lion, fût-il mort, et qui financièrement ne craignait pas de manger à de multiples râteliers, empochant lorsqu'il était gouverneur du Michigan pas moins de sept rémunérations d'origine différente : « N'hésitez pas, messieurs, lança-t-il aux démocrates,

faites-le président. Il vous nourrira à satiété, si… si toutefois il reste quelque chose une fois qu'il se sera servi[8]. »

La session parlementaire s'acheva le 14 août, mais Lincoln resta à Washington, occupé qu'il était à aider son parti dans l'organisation pratique et politique de la campagne, rédigeant des tracts, suivant l'évolution des choses dans les différentes régions grâce aux contacts qu'il avait noués avec divers responsables locaux lors de la convention de Philadelphie. En dépit de ces activités qui absorbaient la plus grande partie de son temps, il commença néanmoins à éprouver une certaine solitude, et sa famille se mit à lui manquer.

On se souvient que le départ de sa femme n'avait guère assombri sa vie, mais, le temps passant, les lettres adressées à Mary devinrent plus fréquentes et plus tendres : il s'inquiétait de la santé des enfants et se félicitait d'apprendre que les migraines printanières de sa femme avaient disparu : « C'est bien – très bien – surtout si l'on songe que c'est le premier printemps où tu n'en souffres pas depuis que nous nous connaissons[9]. » De son côté, elle lui confia à quel point son absence lui pesait et combien elle avait hâte de se retrouver auprès de lui, quitte à le rejoindre à Washington. Il répondit à cette requête sur un ton mi-badin, mi-amoureux : « Si je dis oui, seras-tu *gentille* en toute chose ? », et il l'engagea à faire ses bagages « *au plus vite*[10] ».

Accompagnée des deux enfants, dont le plus jeune, Edward, continuait d'être souffrant, elle se rendit non pas à Washington, mais en Nouvelle-Angleterre où son mari venait d'entreprendre une tournée de meetings électoraux en faveur de Taylor. Sans vraiment profiter du voyage, elle le suivit de manifestation en manifestation, visitant au passage Worcester, Boston, Lowell, Taunton, etc.

Lincoln reprenait partout le même discours, s'en prenant à sa cible favorite, Lewis Cass, mais demandant aux

dissidents démocrates et autres *free-soilers* de voter utile : apporter son suffrage à Van Buren, leur expliqua-t-il, c'était retirer des voix à Taylor et donc risquer de faire passer Cass, alors que les whigs, comme les *free-soilers*, faute de pouvoir interdire l'esclavage là où il existait, s'opposaient tous à son extension dans les nouveaux territoires. L'heure était par conséquent au réalisme et au rassemblement derrière Taylor.

La tournée achevée, les Lincoln prirent la route de l'Illinois, s'arrêtant au passage à Albany, où ils rencontrèrent Millard Filmore, le candidat whig à la vice-présidence, puis visitant le 27 septembre les chutes du Niagara, « aussi puissantes et fraîches aujourd'hui, nota Lincoln, qu'il y a dix mille ans » lorsqu'elles se déversaient déjà sous les yeux ébahis des « mammouths et mastodontes[11] ».

Lincoln avait pris goût à sa vie de parlementaire fédéral, et il lui arrivait de regretter la règle du mandat unique qu'il avait lui-même contribué à mettre en place. Il avait fait savoir à Herndon, qui le pressait de se représenter, que cela serait contraire à son honneur, mais, ajouta-t-il, « si personne ne souhaite se porter candidat, je ne pourrai refuser au peuple le droit de me réélire[12] ».

De retour à Springfield, il se rendit compte que la situation n'était pas aussi favorable que ce qu'il avait escompté. Les whigs d'Illinois regrettaient que Henry Clay n'ait pas été désigné pour le combat présidentiel et ils comprenaient mal que leur parti, foncièrement hostile au conflit avec le Mexique, ait choisi pour candidat le général qui avait lui-même conduit cette guerre. Hostiles pour la plupart à l'esclavagisme et surtout à son extension, ils comprenaient encore moins qu'on ait désigné un propriétaire d'esclaves pour les représenter et parler en leur nom. On pouvait dès lors craindre qu'une partie de l'électorat whig ne s'abstienne ou change de camp.

Dans la circonscription de Lincoln, les choses ne se présentaient pas non plus sous le meilleur jour. Pour lui succéder au Congrès, la convention du parti désigna son ancien partenaire et associé, Stephen Logan. Mais celui-ci, accusé d'antipatriotisme pour avoir soutenu les attaques de Lincoln contre Polk, ne fit pas le poids face à son concurrent démocrate, Thomas L. Harris, qui avait, lui, participé à la guerre et avait été blessé à la bataille de Cerro Cordo. Dans cette circonscription où Lincoln avait fait un triomphe deux ans auparavant, Logan dut s'incliner, et le siège passa aux démocrates.

En prévision de l'élection présidentielle, Lincoln s'efforça d'inverser la tendance, parcourant l'État (en particulier les comtés du nord très abolitionnistes en raison d'une forte immigration venue de Nouvelle-Angleterre), martelant dans chacun de ses nombreux discours l'argument du vote utile et appelant les hésitants à regarder l'avenir, et non le passé. Il fut écouté, mais insuffisamment : Lewis Cass l'emporta, quoique de peu, en Illinois. Dans cette élection, Lincoln trouva néanmoins un double motif de satisfaction : au niveau national, c'est Taylor qui avait gagné et, dans sa propre circonscription, celui-ci avait obtenu presque autant de voix que lui-même aux législatives de 1846.

En décembre, Lincoln regagna Washington, à nouveau sans sa famille, afin de participer aux travaux de la Chambre jusqu'au terme de son mandat prévu pour le 4 mars 1849, fin officielle de la session parlementaire. Il avait consacré la première partie de son mandat à se battre pour faire élire Taylor ; il consacrerait la seconde à faire prévaloir ses vues sur la question de plus en plus cruciale de l'esclavage.

Comme beaucoup de ses contemporains, il avait la conviction que, si l'on ne s'en prenait pas à l'esclavage là où il existait et si l'on s'abstenait de provoquer inutilement les sudistes, l'« institution particulière » finirait par apparaître comme non rentable à ses propres partisans et par

disparaître d’elle-même. À ses yeux, il fallait donc à la fois éviter les excès contre-productifs d’un abolitionnisme trop virulent, ne rien faire qui pût empêcher l’esclavagisme « de mourir de sa belle mort », et s’opposer à tout projet de propagation visant « à lui trouver de nouveaux lieux d’existence[13] ».

Lors de la première session parlementaire de son mandat, tout occupé à rassembler les troupes whigs derrière la candidature Taylor, Lincoln n’avait guère pris part aux débats houleux engendrés par l’amendement Wilmot, se contentant de voter en faveur du texte chaque fois que l’occasion s’en était présentée. Au cours de la nouvelle session, les députés abolitionnistes, frustrés de voir les blocages auxquels se heurtait l’amendement en question, s’employèrent à obtenir la fin ou, à défaut, la diminution de l’esclavage dans le District de Columbia, siège de la capitale fédérale.

Beaucoup considéraient la présence de deux mille esclaves dans le District comme une source de gêne, sinon de honte, d’autant que non loin du Congrès se dressait un entrepôt célèbre – celui de « Franklin & Armfield » – qui abritait le plus important marché d’esclaves du pays. C’est là, dans ce que Lincoln décrivait comme « une sorte d’écurie pour Noirs[14] », qu’on entassait la marchandise humaine avant de l’expédier au Sud à l’intention d’éventuels acheteurs.

Au Congrès, c’était à qui brandirait le plus de pétitions en faveur d’une abolition générale sur le territoire de la métropole. Cet afflux de pétitions incita Daniel Gott, député whig de l’État de New York, à profiter d’une absence inopinée des représentants sudistes, le 21 décembre 1848, pour faire adopter par la Chambre une résolution décrivant le commerce des esclaves dans le District de Columbia comme une activité « contraire à la justice naturelle et aux principes fondamentaux de notre système politique » et

appelant au dépôt d'un projet de loi « interdisant [ce] commerce dans le District en question[15] ».

Lincoln vota contre cette proposition parce qu'elle appelait à une abolition locale de l'esclavage ou du moins du commerce d'esclaves sans qu'ait été recueilli l'assentiment des habitants de la capitale – ou, comme il l'avait déjà dit en 1837, sans que cela émane expressément d'une « demande de la population » concernée[16].

Constatant que le parti commençait à se diviser sur la question, il élabora un compromis après avoir consulté de nombreuses personnalités, des plus modérées aux plus radicales, et s'être assuré, verbalement du moins, de leur soutien. Le 10 janvier, fort de ces appuis, il monta à la tribune de la Chambre et exposa son projet d'abolition indemnisée : un référendum auquel participeraient « tous les citoyens libres, blancs et de sexe masculin » serait organisé dans le District de Columbia.

Avec leur accord, l'esclavage serait aboli à l'avenir sur l'ensemble du territoire de la métropole, sauf pour le personnel de maison des fonctionnaires fédéraux ; le ministère des Finances rembourserait « à sa valeur marchande » toute personne présentement en état d'esclavage dont un propriétaire accepterait de se défaire ; les enfants d'esclaves nés après 1850 auraient d'office le statut d'hommes ou de femmes libres ; mais (concession aux États esclavagistes environnants) les autorités du District s'engageraient à arrêter et à restituer à leurs propriétaires tout esclave fugitif ayant trouvé refuge dans la capitale[17].

Lincoln comptait bien, dans la foulée, transformer ce plan minutieusement négocié en projet de loi, mais il se rendit compte rapidement que les approbations obtenues des uns ou des autres n'avaient été proférées que du bout des lèvres. Certains objectèrent qu'indemniser *sur fonds publics* les propriétaires d'esclaves, c'était reconnaître

officiellement la légitimité de l'esclavage ; d'autres trouvèrent finalement inacceptable la clause relative aux esclaves fugitifs ; d'autres encore, comme John Calhoun et ses amis sudistes, voyaient dans cette avancée un premier pas hypocrite et dangereux, annonciateur d'une abolition étendue demain à l'ensemble du pays.

Devant toutes ces dérobades, Lincoln ne put que constater qu'il était « abandonné par tous ses soutiens de la veille[18] » ; il renonça donc à déposer son projet de loi, convaincu que ni l'opinion, ni la classe politique, ni son propre parti, de plus en plus divisé sur tous les sujets, n'étaient prêts à sauter le pas et à affronter, fût-ce à petite échelle, la réalité lancinante du problème de l'esclavage.

Une fois Taylor élu et investi dans ses fonctions, comme tous les autres députés whigs, Lincoln fut assailli de requêtes émanant de ses électeurs et sollicitant, pour eux-mêmes ou pour un ami, l'attribution de tel ou tel poste officiel. Cette coutume de « rotation des charges » avait été instituée à grande échelle par Andrew Jackson et consistait, au lendemain de chaque élection présidentielle, à remplacer des milliers de fonctionnaires par des citoyens ayant activement contribué à l'élection du vainqueur. Taylor était peu favorable à cette pratique de « distribution des dépouilles ». Aussi Lincoln s'employa-t-il à le convaincre – c'était pour lui la moindre des choses – que tout poste libéré par un titulaire démocrate puisse revenir à un postulant whig, faute de quoi « le gouvernement n'aurait rien sur quoi s'appuyer[19] ».

Lincoln n'était, lui, candidat à rien, mais il apparut vite qu'il était le mieux placé, avec son expérience de l'Ouest et sa connaissance du droit de la terre, pour devenir le haut responsable des terres de l'Ouest (*Commissioner of the General Land Office*), poste important et bien rémunéré (3 000 dollars par an) : son titulaire, en charge de la vente des terres publiques, avait non seulement le pouvoir

d’encourager les implantations de nouveaux colons mais aussi celui d’orienter sur le terrain la politique nationale de grands travaux.

Pressé par de nombreux amis mais soucieux de ne pas apparaître comme un profiteur, Lincoln ne consentit à mettre en avant sa candidature que pour faire barrage à un autre candidat, pourtant ami, qu’il jugeait *politiquement* indigne du poste : Justin Butterfly, avocat réputé de Chicago, spécialiste du droit de la terre, parrainé pour sa candidature par Henry Clay et Daniel Webster, n’avait pas levé le petit doigt pour Taylor lors de la campagne présidentielle, tant il regrettait que son ami Clay n’ait pas été choisi. « Je serai profondément mortifié, écrit Lincoln le 25 avril 1849, si le gouvernement du général Taylor foule aux pieds tout ce à quoi j’aspire[20]. »

Taylor temporisa pendant quelques semaines avant de prendre sa décision – ou de laisser son ministre de l’Intérieur, Thomas Ewing, prendre ès qualités ladite décision. Ewing penchait pour Butterfly ; il était impressionné par ses parrainages et fut renforcé dans sa préférence par une pétition whig reçue de Springfield – la ville même de Lincoln – qui dénonçait l’attitude ambiguë de ce dernier pendant la guerre du Mexique. Se conformant à l’avis de son ministre, Taylor nomma Butterfly.

« De toute ma vie, devait plus tard confier Lincoln, jamais un échec n’a créé chez moi un tel malaise[21]. » Il était moins attristé pour lui-même, expliqua-t-il à Ewing, n’ayant « jamais vraiment aspiré personnellement à ce poste[22] », que pour son parti, fossilisé, divisé, chicaneur et englué dans de vieilles querelles. Il plaignait aussi ce pauvre président Taylor incapable d’agir en décideur et devenu à ses yeux « un pur et simple homme de paille[23] ».

Comme lot de consolation, un ministre peu psychologue, John M. Clayton, lui offrit de devenir… secrétaire du gouverneur de l’Oregon. À peine venait-il de décliner cette

maigre et mesquine proposition que Thomas Ewing, conscient de la bourde commise par son collègue, revint à la charge avec une offre plus alléchante, celle de gouverneur en titre dudit territoire. Lincoln caressa l'idée pendant quelque temps, mais il semblerait que sa femme l'ait fortement encouragé à répondre par la négative : d'une part Mary n'avait aucune envie d'aller vivre dans ce coin perdu de la frontière et, d'autre part, l'Oregon étant majoritairement démocrate, elle pressentait que son époux n'aurait, une fois son mandat de gouverneur achevé, aucune chance d'y poursuivre une carrière politique de haut vol.

Lincoln fit contre mauvaise fortune bon cœur. Plus fataliste que jamais, il croyait, expliqua-t-il alors à un ami, que « ce qui doit être sera », n'hésitant pas à s'inspirer du personnage d'Hamlet et à se dire depuis toujours aussi certain que lui qu'« un Dieu est là qui donne forme à nos fins, quoi qu'on fasse pour les modeler[24] ».

Pour l'heure, sa carrière publique semblait plutôt dans l'impasse ou du moins à l'orée d'une parenthèse qui, de fait, allait durer cinq longues années. Son mandat parlementaire terminé, Lincoln retourna à Springfield, bien décidé à oublier la politique (jusqu'à ce qu'elle veuille bien lui sourire à nouveau) et à se consacrer pleinement à son métier d'avocat : « De 1849 à 1854 inclus, nota-t-il quelques années plus tard, [je] me remis à la pratique du droit avec plus d'assiduité que jamais[25]. »

Nouvel intermède

Lorsqu'il se réinstalla à Springfield et reprit ses habitudes professionnelles et familiales, Lincoln avait quarante ans. Au regard des normes de l'époque, il n'était plus vraiment un homme jeune, et cela faisait déjà quelque temps – deux ans au moins – qu'en parlant de lui, on l'appelait familièrement le « vieil Abraham » (*old Abe*[1]). Lui-même évoquait volontiers les atteintes de l'âge : « Je suppose, écrit-il à Herndon en juillet 1848, que je fais désormais partie des vieux[2]. »

Il faut dire que son allure et sa dégaine ne plaidaient pas en sa faveur. Avec son visage buriné et sillonné de rides profondes, son nez proéminent, ses oreilles en feuille de chou, son long cou décharné, sa redingote flottante et ses pantalons toujours trop courts, il ressemblait plus à un vagabond endimanché qu'à un futur président de la République, et sa silhouette baroque fit naturellement le bonheur des caricaturistes. L'élément le plus cocasse de son accoutrement était son couvre-chef, un gibus élimé en forme de tuyau de poêle qui à lui seul, écrit Villefosse, « était tout un poème » : il y transportait les choses les plus inattendues – « comme jadis le courrier de son bureau de poste[3] » – et faisait de ce réceptacle une sorte de cabinet ambulant dans lequel, la doublure servant de tiroir, il rangeait lettres, carnets de comptes, pense-bêtes et autres mémentos.

Peu soucieux de son apparence vestimentaire, se taillant « des chevilles de bois avec un couteau de poche pour faire tenir ses bretelles avant [...] de plaider[4] », il était également indifférent aux questions d'argent et tranchait sur ce point

avec ses confrères – avocats ou juges – généralement plus âpres au gain que lui.

Ses honoraires étaient volontairement modestes, au point qu'il lui arriva un jour, alors qu'un client lui avait adressé un chèque de 25 dollars pour la rédaction d'un acte juridique, de lui répondre que sa générosité était excessive (« 15 dollars suffisent pour ce travail[5] ») et de lui renvoyer le trop-perçu. Il n'était pas rare non plus de le voir plaider gratuitement pour une personne impécunieuse, et jamais il n'alla jusqu'à poursuivre un client défaillant. Jamais non plus il ne dérogea à la règle qu'il s'était fixée avec Herndon de se partager de façon strictement égale la somme des rentrées communes. Ayant un jour, raconte Herndon, empoché 5 000 dollars dans une importante affaire de chemins de fer, il lui en donna aussitôt la moitié, « comme s'il s'était agi de quelques centimes[6] ».

Au premier abord, Abraham Lincoln ne respirait pas la joie de vivre. Herndon a fort bien décrit cette tristesse qui semblait émaner de toute sa personne :

> [C'était] un homme grand, maigre, efflanqué, filiforme mais musculeux, grisonnant et ayant l'air de « crouler sous le malheur ». Il avait le visage défait et marqué, et son expression portait tous les signes d'un être qui a enduré de longues et profondes souffrances. Tous ses traits – ses yeux caves soulignés de cernes sombres, son long faciès cireux et cadavérique qu'entrecoupaient ces rides profondes si particulières, son aspect général, sa démarche, ses longues et silencieuses rêveries interrompues de temps à autre par des exclamations soudaines et saisissantes comme pour confondre un observateur susceptible de percer la nature de ses réflexions –, tout désignait un homme habité de chagrins, mais de chagrins qui, ne datant ni du jour même ni de la veille, avaient la

> profondeur de choses qu'on a longtemps portées en soi et qui lui donnaient cette éternelle apparence de lassitude et de désolation[7].

Mais personne ne peut vivre dans l'affliction permanente, et Lincoln trouvait dans l'humour et les facéties un exutoire à la noirceur naturelle de ses pensées. Il n'était pas de ceux qui déclenchent le rire en restant eux-mêmes impassibles ; il était au contraire le premier à s'esclaffer des plaisanteries qu'il servait aux autres, et c'est son âme à lui, son âme tourmentée, qu'il cherchait à distraire autant sinon plus que celle de son public.

Une bonne histoire, avait-il coutume de dire, « produit sur moi le même effet que celui qu'exerce, j'imagine, une bonne rasade de whiskey sur le vieux vacher du coin. Cela me ravigote [et m'aide] physiquement et mentalement à digérer[8]. » Il lui arrivait aussi de dire les choses sous cette forme (digne d'un psychologue d'aujourd'hui) : « Sans ces histoires, sans ces plaisanteries, sans ces galéjades, je mourrais ; elles sont le moyen d'évacuation, la soupape de mes sautes d'humeur et de ma morosité[9]. »

Si, comme le souligne Joshua W. Shenk dans *Lincoln's Melancholy*, rire et faire rire était chez lui une recette pour ne pas pleurer, cela permettait aussi à Lincoln, homme naturellement renfermé, de sortir de lui-même et d'« aller vers les autres[10] ». Mais aller vers les autres, à l'exception peut-être de sa femme, de ses enfants et de quelques proches, n'était pas une fin en soi ; c'était un moyen, un des seuls qu'il avait, de s'oublier lui-même, de chasser provisoirement sa tristesse et de quitter, avant d'y retomber aussitôt, le monde ténébreux auquel il semblait appartenir.

Le plus souvent ses explosions de gaieté étaient inattendues et ne semblaient tenir à rien de précis. Au bureau, par exemple, tandis qu'il travaillait aux côtés de Herndon, elles venaient brusquement interrompre

d’interminables périodes d’abattement et de silence. Lincoln se redressait sans crier gare, marmonnait quelques mots et, se tournant vers son jeune collègue, lui lançait : « Billy, ça me rappelle une histoire[11]. »

Il s’empressait alors de la raconter, tout émoustillé, gesticulant dans tous les sens, et son aspect extérieur, ainsi que son visage et sa voix, semblaient d’un seul coup transformés. Mais cette transformation n’était qu’une apparence, une façon de sauver la face réelle du personnage. L’un de ses collègues du barreau, John M. Scott, a très bien décrit le phénomène : « Son hilarité m’a toujours, à moi, paru contrefaite ; elle ne collait pas vraiment au personnage. Pareille à une plante cultivée sous châssis, elle avait une ampleur et une exubérance artificielles[12]. »

Cet humour sous-jacent, ce goût de faire rire ou d’amuser si insolite chez un personnage à la mine si grave, le suivait partout, parfois même jusque dans l’enceinte solennelle des tribunaux. Là, il n’hésitait pas à forcer l’attention des magistrats ou des jurés en racontant, tel un acteur, des histoires plus pittoresques les unes que les autres, et en cherchant chaque fois qu’il le pouvait à mettre les rieurs de son côté. Mais c’est dans le cadre des tribunaux itinérants et, le soir venu, dans la salle commune des auberges qu’il savait le mieux dissiper sa mélancolie et exercer ses talents légendaires d’amuseur et de conteur, même si (au regard de nos critères actuels) ses histoires n’étaient pas toujours du meilleur goût. Et son public, explique Louis de Villefosse, était aussi nombreux que varié :

> Des centaines de personnes parfois se pressaient pour l’entendre jusqu’à une heure avancée de la nuit, y compris les notabilités de la ville, le médecin, le clergyman et jusqu’aux magistrats. Métamorphosé, les yeux étincelants, à l’approche du dénouement tout son être tremblait d’une

> excitation contenue, et brusquement délivré de son démon, il éclatait pour finir d'un rire homérique, à l'unisson de l'assistance déchaînée[13].

S'évader de soi en amusant les autres était pour Lincoln une stratégie vitale, aussi vitale peut-être que l'autre passion qui, dans les moments difficiles – et il n'en manquait pas –, lui mettait tant de baume au cœur : la lecture. Durant son séjour à Washington, son emploi du temps chargé ne lui avait pas permis de lire autant qu'il l'eût souhaité et, au contact de collègues souvent plus cultivés que lui, il avait pris conscience des lacunes qui étaient les siennes. De retour à Springfield, il se jeta donc à nouveau dans les livres, ne négligeant rien, ni le droit, ni la littérature, ni même les sciences : il ingurgita ainsi plusieurs livres des *Éléments* d'Euclide, s'initiant à la démonstration des théorèmes et aux finesses de la géométrie, cet art démocratique dans lequel, comme disait Euclide lui-même au pharaon Ptolémée, « il n'y a pas de chemin réservé aux rois[14] ».

Ce qui stupéfiait le plus son entourage était son aptitude à s'isoler pour lire, quelles que fussent les circonstances ou le bruit environnant. Au cours des tournées judiciaires, il partageait généralement sa chambre, voire son lit avec d'autres, mais cela ne l'empêchait en rien de lire, à la lueur d'une bougie, et tandis que ses compagnons dormaient depuis longtemps, jusqu'à des heures avancées de la nuit.

Il avait alors deux livres de chevet qui le suivaient partout : les tragédies de Shakespeare et *Le Corbeau* d'Edgar Allan Poe[15]. Dans le cabinet d'avocat qu'il partagea avec Herndon jusqu'en 1861, la première chose qu'il faisait en arrivant le matin était de s'affaler sur le divan et de lire les journaux du jour ou de poursuivre un livre déjà entamé ; mais, à la grande exaspération de son partenaire, il lisait toujours à haute voix. S'il agissait ainsi, expliqua-t-il à

Herndon, c'était pour avoir la possibilité d'utiliser ses « deux sens » à la fois et de mieux retenir ce qu'il lisait – « par la vue d'abord, par l'ouïe ensuite[16] ».

Les avocats et autres hommes de loi qui cohabitaient avec lui lors des longues tournées judiciaires s'étonnaient de voir que, contrairement à eux, il ne rentrait jamais ou presque chez lui, à Springfield, et beaucoup se disaient qu'il devait avoir des problèmes conjugaux. Ce qu'ils ne savaient pas forcément, c'est que Lincoln ne disposait, hors de la pratique du droit, d'aucune autre source de revenus. Il avait une famille à nourrir, des dettes à liquider, et il ne pouvait s'en sortir qu'en travaillant à tour de bras : impossible pour lui de s'absenter des tribunaux et de faire, à la fin de chaque semaine, la navette entre son domicile et les étapes toujours changeantes du circuit.

Préparant ses dossiers le week-end, il plaidait donc sans cesse et dans tous les secteurs de la vie judiciaire : droit commun, affaires commerciales ou criminelles, cours d'assises, Cour suprême. Rien ne le rebutait, du cas le plus anodin au procès le plus complexe, et il était très recherché, car peu cher, rigoureux et efficace, respectueux de l'adversaire, et d'une honnêteté si scrupuleuse et si généralement reconnue qu'on l'affublait, comme nous l'avons déjà indiqué, d'un sobriquet qui résume tout : « Honest Abe ».

Dans une conférence datée du 1er juillet 1850 et destinée aux futurs hommes de loi, voici d'ailleurs le conseil à la fois éthique et déontologique qu'il prodigua : « Choisissez d'être honnêtes en toute circonstance et, si vous estimez ne pouvoir être un avocat honnête, alors optez pour l'honnêteté et abstenez-vous de devenir avocat[17] ! »

L'affaire criminelle où ses talents de plaideur apparurent avec le plus d'éclat est sans doute celle où, en 1858, se trouva impliqué le fils de ses vieux amis de New Salem, Jack et Hannah Armstrong. Le jeune homme, William de son

prénom, était accusé d'avoir, un an plus tôt, sous l'empire de l'alcool et aidé d'un acolyte, James H. Norris, assassiné un certain James Metzer au cours d'une rixe particulièrement violente. Tandis que l'acolyte frappait Metzer derrière la nuque au moyen d'un morceau de bois, William lui aurait crevé un œil en y enfonçant une branche de son lance-pierres en métal. Norris fut jugé à part, reconnu coupable et condamné à huit ans de pénitencier. Quand vint le tour de William, tout laissait penser qu'il connaîtrait le même sort. Les deux avocats de l'accusé ne se faisaient guère d'illusions. La cause semblait entendue.

C'est alors qu'Hannah, récemment devenue veuve, écrivit à Lincoln pour lui raconter le nouveau malheur qui s'abattait sur sa famille et lui demander de faire quelque chose pour éviter le pire à son fils. Lincoln accepta sans l'ombre d'une hésitation, même s'il doutait fort d'obtenir le résultat espéré, et il refusa de recevoir le moindre paiement des mains de la pauvre Hannah.

Le procès eut lieu au tribunal de Beardstown dans le comté de Cass. Pour l'essentiel, l'accusation reposait sur le témoignage visuel d'un certain Charles Allen. Celui-ci jura que le soir du crime, aux alentours de 23 heures, il avait clairement aperçu le jeune Armstrong en train de frapper Metzer au visage. Il était certes éloigné d'une cinquantaine de mètres, mais la lune était presque pleine cette nuit-là et l'on voyait distinctement. Lincoln ne se laissa pas démonter par cette déposition apparemment accablante. Il demanda une dizaine de fois au témoin de reprendre son récit et de revenir sur chaque détail.

> Au début, raconte l'un des deux autres avocats, [Lincoln] s'exprima d'une voix lente et posée, passant en revue l'ensemble du témoignage et mettant en relief les diverses contradictions, incohérences et impossibilités qu'on pouvait y trouver.

Puis, ayant ainsi préparé le terrain, il demanda qu'on apporte dans le prétoire un almanach de l'année précédente. Il entreprit alors de le lire et, texte à l'appui, démontra aux juges et aux jurés que la nuit en question – celle « où le témoin principal jurait, grâce à la pleine lune, avoir vu [Armstrong] porter le coup mortel » – était, hélas pour l'accusation, « une nuit sans lune » ! Se tournant vers Hannah, Lincoln, sûr de son fait, lui confia que son fils serait « innocenté avant la fin du jour[18] ».

Il se lança alors dans une péroraison très émouvante sur la fraternelle générosité dont toute la famille Armstrong l'avait personnellement entouré à une époque où lui-même vivait dans la plus noire des misères. Ce genre d'appel aux sentiments était étranger à sa manière habituelle – strictement technique – de plaider, mais il y avait en l'occurrence tant d'émotion dans sa voix, tant de sincérité dans cette évocation, tant d'humidité dans son propre regard que personne dans l'assistance, et notamment parmi les jurés, ne put retenir ses larmes.

William, comme prévu, fut acquitté et Lincoln, se tournant vers sa mère, lui dit : « Je prie Dieu [qu'il] devienne à l'avenir un garçon comme il faut et que finalement cette affaire se révèle une bonne leçon pour lui comme pour tous les autres[19]. » Dans le compte rendu qu'il fit du procès et de cette extraordinaire plaidoirie, l'un des journalistes présents n'hésita pas à placer Lincoln « au sommet de la profession » dans l'État d'Illinois, ajoutant que, s'il était possible de lui trouver « un égal », il serait autrement ardu de citer « quelqu'un qui lui fût supérieur[20] ».

Mais revenons en arrière et reprenons le fil des jours à un moment, fin 1849, où l'état de santé du deuxième enfant de la famille, Edward, se mit soudain à empirer. Né en mars 1846, « Eddie » avait toujours été un bambin souffreteux, et sa fragilité n'avait pas manqué d'inquiéter ses parents.

Mais, courant décembre, les événements se précipitèrent : on crut d'abord à une crise de diphtérie, mais il se révéla que l'enfant avait contracté une forme grave et galopante de tuberculose pulmonaire. Malgré les efforts de sa mère et de plusieurs médecins et au terme d'une agonie qui ne dura pas moins de cinquante-deux jours, le petit Edward s'éteignit le 1er février 1850, un peu plus d'un mois avant son quatrième anniversaire.

Mary Lincoln fut d'autant plus affectée par ce décès qu'il venait s'ajouter à deux autres disparitions récentes : celle de son père, Robert Smith Todd, sans doute victime du choléra, le 16 juillet de l'année précédente, et celle de sa grand-mère, Eliza Parker, décédée en janvier 1850, deux ou trois semaines seulement avant Eddie. Les deux parents furent d'autant plus marqués par la mort de leur fils que leur éloignement de toute religion les privait des secours traditionnels de la foi.

Il faut croire cependant que les grands deuils réveillent le sentiment religieux, y compris chez les plus sceptiques. L'enterrement d'Edward fit en effet l'objet d'une cérémonie religieuse qui eut lieu au domicile de ses parents. L'officiant n'était pas le révérend épiscopalien Charles Dresser, qui avait célébré leur mariage mais était alors absent de Springfield ; on fit appel à un pasteur presbytérien d'origine écossaise nouvellement arrivé à Springfield, le révérend James Smith. Mary Lincoln demanda par ailleurs à un quotidien local, l'*Illinois State Journal*, de publier un poème de sa propre composition dédié à la mémoire de son fils, poème dont les quatre strophes ont une forte tonalité religieuse. Il y est naturellement question de la beauté « angélique » de l'enfant disparu :

Les crans soyeux et luisants de sa chevelure
Sont là, immobiles, sur son front de marbre

mais il y est dit aussi que cet enfant a été « rappelé » par Dieu « pour mourir » et que le « pur bourgeon » qui s'en est allé « fleurira au Ciel » entouré de l'amour divin[21]. Cela n'empêcha pas Mary Lincoln de pester pendant des années contre ce coup du sort. Deux ans après la mort d'Eddie, elle décrivit en ces termes à l'une de ses amies le sentiment de révolte qui continuait de l'habiter : « Malgré le temps qui passe, je ne parviens pas à accepter avec suffisamment de docilité la perte que nous avons subie[22]. » Cela ne l'empêcha pas, le 13 octobre 1852, de devenir officiellement membre de l'Église presbytérienne locale.

Quant à Lincoln, s'il était expansif dans les drôleries de la vie, il intériorisait ses chagrins et ne cherchait pas à les afficher ou à les faire partager. Il ne parla donc pas de la mort de son fils, se contentant d'annoncer à son demi-frère ce qui venait de se produire, ajoutant ce bref commentaire : « Il nous manque beaucoup[23]. » Mais lui aussi, sans doute influencé par le révérend Smith, se mit, sans pour autant en devenir un membre déclaré, à fréquenter régulièrement l'église presbytérienne de Springfield, où il loua un *pew*, l'un de ces bancs fermés réservés aux familles.

James Smith était l'auteur d'un livre connu, *Défense du chrétien*[24], que Lincoln entreprit de lire attentivement : « Il en étudia l'argumentation à la façon d'un homme de loi qui, soucieux de découvrir la part du vrai, vérifie chaque témoignage. » Et, au bout du compte, écrit le révérend, il reconnut « lui-même que l'argument en faveur de l'autorité divine comme source d'inspiration des Écritures était irréfutable[25] ».

Les Lincoln ne se contentèrent pas de renouer avec la religion, ils renouèrent aussi avec la vie : quelques semaines seulement après la mort d'Eddie, Mary se trouva de nouveau enceinte. Sa grossesse se déroula sans encombre, hormis le fait que son mari était rarement auprès d'elle, happé qu'il était par ses obligations professionnelles.

L’heureux événement eut lieu le 21 décembre 1850 et l’on donna au nouveau-né le double prénom de « William Wallace », par gratitude envers le docteur du même nom (William S. Wallace), beau-frère de Mary, qui avait soigné Eddie du mieux qu’il avait pu pendant les difficiles dernières semaines de sa vie. Appelé « Willie » par les siens, le nouvel héritier des Lincoln se révéla au fil du temps particulièrement beau et intelligent et devint vite le chouchou de la famille.

Au printemps 1849, époque où il avait l’ambition de devenir haut-commissaire des terres de l’Ouest, Lincoln avait reçu des nouvelles inquiétantes concernant la santé de son père. Plusieurs courriers l’avaient informé qu’il était malade du cœur, condamné à disparaître à brève échéance et très désireux de revoir son fils unique. Malgré toutes les activités qui l’accaparaient, Lincoln avait trouvé le temps de faire un saut jusqu’au comté de Coles où il avait trouvé son père plutôt ragaillardi et en tout cas tiré d’affaire.

Un an et demi plus tard, au début de l’hiver 1850-1851, son demi-frère, John D. Johnston, lui écrivit à nouveau pour lui dire que les choses s’étaient aggravées et que cette fois le vieil homme, alors âgé de soixante-treize ans, était au plus mal. Lincoln lui répondit qu’il ne pouvait se permettre de consacrer une fois de plus six jours à un aller-retour entre Springfield et la ferme de son père. À cela deux raisons : sa surcharge de travail, avec des procès qui se succédaient à un rythme effréné, et par ailleurs la santé de sa femme qui venait, le 21 décembre, de donner naissance à leur troisième fils, William : elle se remettait mal de ses couches et était encore alitée.

Dans ce courrier, daté du 12 janvier 1851, Lincoln demandait à John, faute de pouvoir venir, de bien expliquer à son père que « si son destin était de partir maintenant, il aurait bientôt la joie de retrouver nombre de ceux qui

avaient quitté ce monde avant lui, là même où, avec l'aide de Dieu, nous espérons tous les rejoindre sous peu[26] ».

Cette rhétorique religieuse reflétait moins ses convictions personnelles, encore qu'elles eussent récemment évolué, que le souci de consoler des parents baptistes attachés depuis toujours à ces images de l'au-delà[27]. Thomas Lincoln s'éteignit cinq jours plus tard, le 17 janvier. Compte tenu des lenteurs de la poste et des délais de transport, Lincoln ne put ni être prévenu à temps, ni l'accompagner dans ses derniers instants, ni même assister à l'enterrement d'un père qu'en réalité il n'avait jamais vraiment porté dans son cœur. Mary, elle, n'avait jamais fait sa connaissance, pas même lors de leur mariage où, détail éloquent, il n'avait pas été convié.

Cette disparition n'empêcha pas Lincoln de continuer à aider financièrement sa belle-mère, Sarah Johnston, et à venir au secours de son « paresseux » demi-frère, lui prêtant de temps à autre quelque argent, mais lui faisant volontiers la morale et lui reprochant de passer le plus clair de son temps à ne rien faire : « *Mets-toi au travail*, voilà le seul remède à ton problème. » À sa belle-mère il avait fait don d'une vingtaine d'hectares, dont la location devait lui permettre de survivre – à la condition, cependant, qu'elle ne vende pas cette parcelle à « cet incapable » de John, lequel s'empresserait de dilapider le produit de la transaction en plaisirs futiles[28].

Pour compenser ces deuils et donner un compagnon de jeu à Willie, les deux époux décidèrent de concevoir de nouveau un enfant, et Mary donna le jour une nouvelle fois à un garçon, le 4 avril 1853. Ils le prénommèrent Thomas en hommage au père d'Abraham. Cet enfant avait le palais fendu et il apparut, dès qu'il commença à parler, qu'il souffrait d'un défaut d'élocution très prononcé et qu'il zézayait. Sa tête était si volumineuse par rapport à son corps de nouveau-né que Lincoln le compara à un têtard

(*tadpole*) et décida de l'appeler « Tad », surnom qu'il conserva toute sa vie. Signe de l'évolution religieuse des Lincoln, Tad fut baptisé le jour anniversaire de ses deux ans, le 4 avril 1855.

Accaparé par son métier d'avocat, le cœur tour à tour meurtri par les deuils ou soulagé par les naissances, Lincoln continua de vivre à l'écart de la politique active, sans pour autant abandonner l'idée de s'y remettre un jour. La venue au monde de Tad avait été difficile pour Mary et s'était traduite par une dégradation de sa santé physique et mentale, au point que s'occuper seule de deux jeunes enfants, sans parler de l'aîné, était parfois au-dessus de ses forces. Lincoln s'avisa qu'il devait être plus présent auprès des siens, et de fait, à partir de 1853, la mise en place d'un réseau ferroviaire diversifié à travers l'Illinois lui permit de rentrer plus fréquemment de ses tournées judiciaires et de passer la plupart des week-ends en famille.

Il devint ainsi un père attentif, pouponnant et gardant les deux bambins lorsque Mary devait s'absenter ou était mal en point, les promenant en ville dans un petit chariot de bois ou, à l'occasion, portant le plus petit sur ses épaules. On le voyait si souvent en leur compagnie le long des rues que les mauvaises langues commencèrent à dire que Mr Lincoln n'était plus maître chez lui et que sa femme le « menait par le bout du nez[29] ».

Le dimanche, pendant que Mary était à l'église, il n'était pas rare que Lincoln rejoigne Herndon au bureau avec ses enfants. Absorbé par ce qu'il avait à y faire, il les laissait libres de s'occuper comme bon leur semblait. C'était à qui parmi eux créerait le plus de désordre, jetant par terre toutes sortes de choses dont ils faisaient un gros tas sur lequel ils dansaient triomphalement. Lincoln ne voyait ni n'entendait rien ; Herndon, lui, était exaspéré, mais il vouait trop de respect à son illustre partenaire pour dire quoi que

ce soit et pour céder à l'envie qu'il avait de « leur tordre le cou[30] ».

En réalité, les Lincoln étaient l'un comme l'autre très fiers de leurs rejetons et ne tarissaient jamais d'éloges à leur sujet. « Il y a de bonnes chances, disait Abraham, pour que ces enfants deviennent quelque chose plus tard. » Mais, songeant à sa propre jeunesse, il ajoutait : « À condition qu'ils ne mûrissent pas trop vite, qu'on ne les pourrisse pas et qu'on n'en fasse pas des plantes de serre[31]. »

C'est la question de l'esclavage qui peu à peu ramena Lincoln vers la politique. Invité à être à nouveau candidat aux législatives de 1850, il déclina l'offre, mais devint le conseiller privé d'un jeune whig, Richard Yates, désigné à sa place pour briguer le siège qu'il avait naguère occupé. Le grand débat national tournait toujours autour du problème de l'extension de l'esclavage dans les territoires hérités de la guerre du Mexique. Sur ce point, Lincoln exhorta Yates à faire preuve de prudence : autant il devait accorder un soutien de principe à l'amendement Wilmot, autant il devait faire savoir qu'il y renoncerait si cette clause vivement contestée menaçait effectivement de couper le pays en deux. Il encouragea aussi Yates à avaliser la solution récemment proposée par Henry Clay – le fameux « compromis de 1850 » (sur lequel nous reviendrons).

Sur le fond des choses, il restait fidèle à son refus viscéral de l'« institution particulière » et il était plus que jamais conscient des risques que son extension pouvait encore faire courir à l'unité de l'État fédéral. En cette même année 1850, il déclara à son ami John Stuart :

> L'heure viendra bientôt où l'on devra tous être démocrates ou abolitionnistes. Et quand cette heure viendra, je sais où se portera mon choix. On ne compose pas avec la question de l'esclavage[32].

Cela dit, il établissait une hiérarchie claire entre les divers dangers qui menaçaient le pays, le plus grand étant à ses yeux celui de sa pure et simple dissolution : « De tous les objectifs politiques, confia-t-il à Yates, préserver l'Union est la priorité numéro un[33]. » Cette idée devait jusqu'à la fin, y compris la sienne, rester sa règle d'or.

Yates fut élu et, à trente-deux ans, devint le plus jeune membre du Congrès. Un sentiment de frustration commença à envahir Lincoln. Désormais cantonné au rôle de mentor des jeunes loups du parti ou aux discours commémoratifs, il ne pouvait rester indifférent à l'irrésistible ascension de son vieux rival démocrate, Stephen A. Douglas, devenu l'homme le plus important du Sénat américain. En attendant que les circonstances tournent en sa faveur – et il avait, au-delà de son insatisfaction du moment, la certitude que cela se produirait –, il accepta, sans grand enthousiasme, de faire à Chicago l'éloge funèbre de Zachary Taylor disparu en juillet 1850, et, à Springfield, celui de son demi-dieu d'autrefois, Henry Clay, mort le 29 juin 1852.

Le passage le plus intéressant du discours consacré à Clay concerne l'attachement de ce dernier à une institution imaginée par Thomas Jefferson, puis créée en 1816, et que Clay lui-même, succédant à James Monroe, James Madison et au juge John Marshall (président de la Cour suprême), avait présidée de 1836 à 1849 : la « Société américaine de colonisation » (*American Colonization Society*). Lincoln pensait, comme Henry Clay, que l'esclavage plaçait l'Amérique dans une situation inextricable du seul fait qu'il était à la fois *moralement* impensable d'accepter l'asservissement des Noirs et *constitutionnellement* impossible de proclamer une émancipation générale, sauf à plonger le pays dans le chaos.

La seule manière de résoudre le problème était de l'éliminer et, pour atteindre ce but, le plus simple était de

rapatrier la masse grandissante des esclaves vers leur continent d'origine, l'Afrique. En 1822, la Société de colonisation avait même créé un pays pour cela, le Liberia. Et Lincoln de citer Clay :

> Il y a quelque chose de moralement juste dans l'idée de rapatrier vers l'Afrique ceux qui sont ses enfants et dont les ancêtres ont été arrachés à leur continent d'origine avec une violence aussi impitoyable qu'illicite. Ces êtres transplantés sur un sol étranger ramèneront ainsi vers leur terre natale les fruits somptueux de la religion, de la civilisation, du droit et de la liberté.

Les abolitionnistes étaient profondément hostiles à cette « déportation » qui n'osait pas dire son nom et le criaient sur tous les toits. Lincoln, lui, ne trouvait que des avantages à cette solution – même s'il avait quelques doutes sur son application de masse, car il ne pouvait s'agir à ses yeux que d'une émigration choisie et non, comme le préconisaient les « colonisationnistes » les plus radicaux, d'une évacuation forcée, c'est-à-dire imposée à tous. Il termina néanmoins son panégyrique de Clay par un appel vibrant à la génération présente et aux générations futures afin qu'elles mettent en œuvre la solution proposée, tirent l'Union fédérale de son impasse tragique et, « formidable aboutissement », parviennent « à libérer notre pays de la dangereuse présence de l'esclavage[34] ».

Cette idée relevait plus du fantasme que d'une analyse réaliste des choses. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1860, si l'on se fonde sur les recensements de l'époque, le Sud comptait trois millions et demi d'esclaves, auxquels il faut ajouter le demi-million dénombré dans les États intermédiaires [f]. Sur ces quatre millions, seuls 12 000, dont beaucoup étaient déjà des Noirs « libres », furent au total – et sur une période de quarante ans – rapatriés vers l'Afrique

par la société en question. Ainsi se résume le « formidable aboutissement » de la politique de colonisation prônée par Clay, Lincoln et tous ceux qui, face à l'insoluble, rêvaient d'un règlement indolore du problème.

C'est Stephen Douglas qui, en janvier 1854, avec sa célèbre proposition de loi relative à l'admission du Kansas et du Nebraska (le *Kansas-Nebraska Act*), allait raviver le débat sur l'extension de l'esclavage, enflammer le pays, entamer sans retour la grande cassure en deux de l'Amérique et ramener Lincoln vers la vie politique active en même temps que vers la dure et triste réalité du monde.

Un échec prometteur

Adopté le 30 mai 1854 après quatre mois de débats intenses qui ébranlèrent tous les partis représentés au Congrès, le projet de loi sur l'admission du Kansas et du Nebraska vint mettre un terme à une série de compromis qui, de génération en génération, avaient permis aux États-Unis de se voiler la face sur la question de l'esclavage et de son extension et de ne jamais régler le problème au fond.

Dans un pays aussi vaste, et promis à s'agrandir encore, les intérêts économiques des trois grandes régions (le Nord, l'Ouest et le Sud) ne pouvaient aller qu'en divergeant toujours davantage.

Le Nord industriel souhaitait se mettre à l'abri de la concurrence britannique grâce à une protection douanière toujours plus élevée ; l'Ouest, voué à une agriculture diversifiée, soutenait le Nord, son principal client ; quant au Sud, où, à côté du tabac, du riz et de l'indigo, régnait le « coton-roi », il était, lui, dominé par de riches planteurs hostiles à toute barrière douanière et partisans du libre-échange avec l'étranger, notamment avec son principal client, l'Angleterre : important des produits manufacturés *made in Britain*, le Sud cotonnier alimentait en retour l'industrie textile britannique ; tout impôt sur les importations ne pouvait donc que pénaliser l'économie sudiste, car il aurait fallu alors exporter plus pour importer autant.

À quoi il convient d'ajouter que la commercialisation du coton sudiste était aux mains d'armateurs new-yorkais, qu'en matière de crédit les planteurs du Sud dépendaient de banquiers de Nouvelle-Angleterre (car il n'existait pas de système bancaire dans le Sud), et que pour les deux tiers de

leurs dettes ils étaient tributaires de créanciers nordistes. Ne serait-ce qu'à cause des frustrations qu'elle engendrait, une telle dépendance ne pouvait que provoquer de vives tensions.

On se souvient que Henry Clay avait, comme plus tard pour l'esclavage, essayé d'éliminer le problème en proposant un système clos et interdépendant entre les trois grandes régions du pays (*the American System*). Mais ce système n'était qu'une vue de l'esprit, car il passait sous silence une donnée essentielle : l'existence du monde extérieur. La guerre des tarifs douaniers continua donc de se poursuivre entre le Nord et le Sud avec des demandes haussières ou baissières de plus en plus antinomiques – chaque nouvelle proposition de loi sur les taxes douanières nécessitant des compromis de plus en plus difficiles à mettre au point et à faire accepter.

Le pire avait été atteint en 1828 avec l'adoption, à la demande des nordistes, d'une augmentation sans précédent des droits de douane. Les sudistes crièrent au scandale et se dressèrent comme un seul homme contre ce qu'ils appelaient le « tarif des abominations ». John Calhoun, bien que vice-président d'Andrew Jackson, prit discrètement la tête du mouvement de contestation et proposa le 19 décembre 1828 à l'Assemblée de Caroline du Sud un texte de « dénonciation et de protestation » (*Exposition and Protest*) qu'il avait lui-même, mais anonymement, rédigé.

Le tarif de 1828 et, au-delà, le système politique dans son ensemble, y expliquait Calhoun, divisaient le pays en deux camps, « l'un souverain et l'autre en état de soumission ». Ils faisaient des gens du Sud de simples « serfs » et favorisaient outrageusement les industriels du Nord, « leur encouragement [n'ayant d'égal que] notre découragement ». Quand l'arbitraire du pouvoir et la tyrannie de la majorité accablent à ce point une partie du peuple, poursuivait-il, il était du devoir de tout État de « s'interposer » entre le pouvoir central et les citoyens lésés

par l'injustice de la loi et de protéger ceux-ci « contre le despotisme du grand nombre ». Autrement dit, le pouvoir central n'étant qu'un pouvoir *délégué* par les États constitutifs de l'Union, chaque État disposait du droit de déclarer « nulle et non avenue[1] » – et donc de rejeter – toute loi ou toute mesure considérée par lui comme contraire à la Constitution[9].

L'Assemblée de Caroline du Sud se garda dans un premier temps d'adopter officiellement le texte en question car elle espérait que Jackson, tout récemment élu à la présidence au détriment du sortant John Quincy Adams, reviendrait sur ce tarif inacceptable. Jackson prit son temps, et proposa en juillet 1832 un nouveau tarif douanier certes plus raisonnable, mais insuffisamment revu à la baisse pour calmer l'exaspération des sudistes. Le 24 novembre, s'inspirant du texte de Calhoun, l'Assemblée carolinienne passa à l'acte et adopta une « Ordonnance d'invalidation » (*Ordinance of Nullification*) qui déclarait nuls et non avenus les tarifs de 1828 et 1832. Non seulement les signataires refusaient de s'y conformer, mais ils s'opposaient d'avance à toute tentative, de la part du pouvoir central, visant à les faire appliquer par la contrainte :

> Le Peuple de Caroline du Sud [...] déclare par ailleurs qu'il ne se soumettra pas à l'usage de la force qui serait mis en œuvre par le gouvernement fédéral afin de réduire cet État à l'obéissance. [Dans une telle hypothèse] il ne s'estimera plus tenu de maintenir et préserver ses liens politiques avec les autres États et s'emploiera sur-le-champ à instituer un gouvernement séparé[2].

Face à cette menace réelle de dissidence, Jackson décida de recourir simultanément à la carotte et au bâton. Dans un message adressé au Congrès le 2 décembre, il s'efforça de calmer le jeu, expliquant que l'extinction prochaine de la

dette nationale permettrait d'alléger substantiellement cette source de revenus qu'était la fiscalité douanière. Mais, politiquement, il ne pouvait accepter les menaces de sécession brandies par l'Assemblée de Caroline du Sud. Le 10 décembre, il rendit donc publique une *Proclamation au peuple de Caroline du Sud*, long texte dans lequel il rappelle d'abord son devoir de président – qui est de préserver l'Union et de faire appliquer les lois – avant de mettre en garde les « invalideurs » sudistes contre le danger de leurs prises de position : « Dire que n'importe quel État peut à son gré se retirer de l'Union, c'est dire que les États-Unis ne sont pas une nation[3]. »

Le 28 décembre, John Calhoun, qui venait d'être élu sénateur, démissionna opportunément de la vice-présidence. Jackson se sentit du coup les mains libres : le 8 janvier 1833, il déposa sur le bureau du Congrès un projet de loi (*Verplanck Bill*) prévoyant une réduction de 50 % du tarif de 1832 étalée sur deux ans. Une semaine plus tard sonna l'heure du bâton : il s'agissait cette fois d'un projet de loi (*Force Bill*) prévoyant le déploiement d'une force militaire et maritime en Caroline du Sud et le renforcement des pouvoirs de contrainte des agents du fisc.

Ce second projet fut adopté par le Congrès le 1er mars, mais le premier ne passa pas la rampe. Pour sortir de l'impasse, Henry Clay proposa aussitôt un « tarif de compromis » qui prévoyait une baisse moins forte que le projet initial et qui, non sans mal, finit par être voté par les deux chambres. Jackson parapha les deux textes le lendemain, 2 mars. La Caroline du Sud accepta le tarif de compromis, mais, soucieuse de sauver la face, « invalida » le *Force Bill*, tout en sachant que le président n'avait plus besoin de recourir à l'armée. Les deux camps crièrent victoire. Le danger d'une guerre civile avait été écarté, mais cette rude bataille laissa des traces profondes. Elle augurait mal en tout cas de la suite des choses, car le clivage entre

Nord et Sud s'était aggravé et l'Amérique venait de vivre, à petite échelle, une première tentative de sécession qui risquait fort un jour d'en appeler d'autres.

Aux difficiles compromis touchant aux droits de douane vinrent s'ajouter ceux, plus cruciaux encore, qui avaient trait à l'esclavage. Tout avait commencé en 1787 lors de l'élaboration à Philadelphie de la Constitution fédérale. Le premier compromis adopté par les délégués était apparemment sans rapport avec l'esclavage ; il concernait la répartition des sièges au Congrès entre petits et grands États. Il fut décidé que, à la Chambre des représentants, le nombre de députés serait proportionnel à la « population » des États, alors qu'au Sénat chaque État disposerait, quelle que fût sa taille, de deux élus « choisis par l'Assemblée dudit État[h] ».

Ce premier accord entraîna aussitôt un second débat et nécessita un compromis supplémentaire, car, avant de fixer la répartition proportionnelle des députés à la Chambre des représentants, encore fallait-il définir ce qu'on entendait par « population » et qui en faisait ou non partie. Les nordistes entendaient exclure les esclaves du calcul, ceux-ci n'étant nulle part considérés comme des citoyens. Les délégués des États sudistes, où les esclaves représentaient parfois plus de 40 % de la population, jugeaient inacceptable leur exclusion du décompte.

Un compromis, honteux mais apparemment inévitable, fut adopté qui stipulait que pour le calcul de la population « cinq Noirs » équivaudraient à « trois Blancs ». Pour faire bonne mesure, la Constitution ajouta une clause prévoyant la restitution immédiate à leur propriétaire des esclaves fugitifs réfugiés dans un autre État, et une autre stipulant que pendant vingt ans aucune interdiction ne viendrait frapper le commerce des esclaves (celui-ci, effectivement interdit en 1808, se poursuivit clandestinement jusqu'à la guerre de Sécession). N'étant condamnée par aucune

clause, l’institution de l’esclavage pouvait ainsi se prévaloir d’un statut officiel reconnu et légitimé par le texte fondateur de l’Union.

L’expansion territoriale des États-Unis allait bientôt rendre cette « reconnaissance » problématique. En 1829, le Missouri demanda à être admis dans l’Union en tant qu’État esclavagiste. James Tallmadge, député de l’État de New York, proposa alors, sous la forme d’un amendement au projet d’admission, que tout nouvel apport d’esclaves soit interdit au Missouri et que les enfants d’esclaves y soient automatiquement affranchis à l’âge de vingt-cinq ans. Les sudistes s’insurgèrent contre cette proposition, et le débat fit rage au Congrès comme dans l’opinion. Des rassemblements de masse, pour ou contre l’amendement Tallmadge, eurent lieu un peu partout dans le pays. Les passions qui s’y déchaînèrent étaient si violentes que beaucoup virent dans ce tintamarre le début de la fin de l’Union.

L’affaire dura plus d’un an et s’acheva sur un compromis rendu possible grâce à l’habileté politique de Henry Clay, alors président de la Chambre des représentants. Il fut décidé que deux nouveaux États seraient admis en même temps dans l’Union : le Missouri esclavagiste et l’État libre du Maine (récemment détaché du Massachusetts). L’équilibre politique du pays serait ainsi maintenu, s’appuyant sur douze États esclavagistes et douze États libres. Une ultime disposition stipulait qu’à l’avenir l’esclavage serait interdit au nord du parallèle 36°30’, c’est-à-dire au-dessus de la ligne prolongeant la frontière sud du Missouri. Le risque d’éclatement de l’Union avait été si fort lors de cette crise que l’arrangement négocié par Clay – désormais désigné sous le nom de « compromis du Missouri » ou « compromis de 1820 » – fut respecté pendant une trentaine d’années, ce qui n’empêcha pas John Quincy Adams de noter dans son carnet personnel : « Il est clair pour moi que la présente affaire n’est qu’un simple

préambule – la page de titre d'un énorme et tragique volume[4]. »

Adams voyait juste. Les territoires acquis en 1848 suite à la guerre contre le Mexique et au traité de Guadalupe Hidalgo ne manquèrent pas en effet de raviver les querelles sur l'avenir de l'esclavagisme dans l'Ouest et le grand Ouest et le difficile équilibre à maintenir entre les États libres et les autres. De retour au Sénat après une longue absence, Henry Clay s'illustra par la mise au point du fameux « compromis de 1850 » proposé à l'examen de ses collègues le 29 janvier de cette année-là : outre l'interdiction (chère aux nordistes) du commerce des esclaves dans le District de Columbia et le renforcement (cher aux sudistes) des textes relatifs à la restitution des esclaves fugitifs, il s'agissait essentiellement d'admettre la Californie dans l'Union en tant qu'État libre et de permettre aux populations des territoires du Nouveau-Mexique et de l'Utah de se prononcer *elles-mêmes* (en application du principe dit de « souveraineté populaire ») sur l'acceptation ou non de l'esclavage à l'intérieur de leurs frontières.

Le président Taylor était plutôt hostile à cet arrangement, mais, atteint de choléra, il mourut le 9 juillet, aussitôt remplacé par Millard Fillmore qui était, lui, favorable au compromis. Malgré la division grandissante des whigs, le texte fut finalement adopté en septembre, et beaucoup d'Américains eurent alors le sentiment que les problèmes soulevés par l'esclavage étaient, par la grâce de ce miraculeux accommodement, « résolus pour toujours[5] ». Même s'il applaudissait publiquement l'accord intervenu, Lincoln n'était pas de ceux qui partageaient cet optimisme béat.

Vint un jour en effet où l'accumulation des compromis ne permit plus de contourner les divergences, et où il fallut trancher dans le vif. Quatre ans après le compromis de 1850, le Congrès dut à nouveau se pencher sur

l’acceptation ou non de l’esclavagisme dans d’autres territoires de l’Ouest. Il s’agissait cette fois du Kansas et du Nebraska, représentant des dizaines de millions d’hectares de bonne terre et un espace très convoité pour l’installation de voies ferrées transcontinentales. Tous deux étaient situés au nord du fameux parallèle 36°30’, au-dessus duquel le compromis de 1820 interdisait de posséder ou d’introduire des esclaves.

La proposition de loi présentée au Sénat le 23 janvier 1854 par Stephen Douglas, le futur grand rival de Lincoln, fut adoptée le 30 mai après un âpre débat au sein des deux chambres. Douglas était non seulement le leader des démocrates, mais il présidait la commission des Territoires et nul n’ignorait qu’il rêvait d’accéder un jour à la Maison-Blanche. Comme Andrew Jackson, il avait pour slogan « Que le peuple gouverne[6] », et croyait au principe de la « souveraineté populaire », c’est-à-dire au droit des colons, ou « squatters » comme il disait, de s’organiser librement là où ils s’installaient. S’agissant du Kansas et du Nebraska, la politique qu’il proposait supposait que la décision de posséder ou non des esclaves dans ces territoires relevait du libre choix des résidents locaux et de nulle autre autorité.

Le tollé fut immense, notamment dans les États du Nord, car la loi de Stephen Douglas revenait à abroger, et abrogeait de fait, le compromis du Missouri de 1820. À terme, elle risquait également, lorsque les habitants de ces territoires demanderaient à entrer dans l’Union, de briser l’égalité numérique entre États libres et États esclavagistes, de contaminer l’ensemble du pays et finalement de détruire l’idéal démocratique des pères fondateurs. Ce qui était en jeu, c’était, outre l’avenir de l’Union, une façon de vivre ensemble, pour ne pas dire une forme de civilisation.

Avant même que le texte ne soit voté, un nouveau parti national d’opposition commença à émerger, principalement

– mais non exclusivement – dans les États du Nord. Il rassemblait des whigs, des *free-soilers*, des démocrates hostiles à l'esclavage. Il se structura dès le mois de juillet, à la suite de plusieurs meetings organisés dans le Michigan, l'Ohio, le Wisconsin, l'Indiana, le Vermont. Le « parti républicain », tel qu'il se baptisa et tel que nous le connaissons encore aujourd'hui (même si à l'époque il était nettement plus « à gauche » que ce qu'il est devenu depuis), venait de naître – et il allait bientôt rallier à lui un leader d'envergure, Abraham Lincoln.

Au-delà même de la naissance du parti républicain, le *Kansas-Nebraska Act* marqua le début d'une cassure irrémédiable dans l'histoire des États-Unis : « l'ère des compromis » était révolue, l'heure de vérité était proche, et six années seulement allaient s'écouler avant que la violence des armes ne succède à celle des mots – et des textes de loi.

Très accaparé par son métier d'avocat, Lincoln s'était abstenu d'intervenir publiquement pendant les débats sur le *Kansas-Nebraska Act*. Mais à l'automne de la même année (1854) devaient se dérouler deux élections importantes : au niveau fédéral, le renouvellement de la Chambre des représentants, et au niveau local celui des assemblées d'État. Lincoln hésita beaucoup à se relancer dans la vie politique active, notamment à cause de la confusion dans laquelle le pays semblait s'enfoncer. Les effets de la controverse sur le Kansas et le Nebraska étaient en effet dévastateurs : les démocrates étaient divisés, les whigs ne l'étaient pas moins, le tout récent parti républicain était lui-même hétéroclite – et un nouveau mouvement, le « Know Nothing Party », venait de voir le jour.

Cette organisation, qui portait le nom officiel de « Parti américain », était un mouvement xénophobe dirigé contre les travailleurs immigrants, irlandais et catholiques en particulier, et qui fonctionnait à la façon d'une société secrète ; si un membre venait à être interrogé sur la nature

ou le fonctionnement de son parti, il était tenu de répondre : « *I know nothing.* » La division interne des deux grandes formations existantes, les démocrates et les whigs, favorisa d'autant plus l'essor de cette nébuleuse nationaliste et nativiste qu'elle vint s'ajouter à un début de crise économique. Quand se produit une récession, les étrangers – on le sait – sont en général les premiers à servir de boucs émissaires, et c'est de leur présence que se nourrissent alors les diverses formes de chauvinisme.

Paradoxalement, les Know Nothing étaient aussi hostiles au développement de l'esclavage, et donc à la loi Douglas, qu'à la main-d'œuvre étrangère. Mais ils ne s'opposaient pas à l'esclavagisme par bonté d'âme : le recours aux esclaves était à leurs yeux, tout comme le recrutement d'étrangers, un obstacle à l'embauche des travailleurs du cru, c'est-à-dire des « vrais Américains ». Lincoln était partagé à l'égard de ce mouvement dont il prétendait, avec humour, *ne rien savoir*. Si ce parti proposait « quelque chose de mauvais », il s'y opposerait sans réserve ; si en revanche il proposait « quelque chose de bon », alors, disait-il, « que Dieu leur prête assistance[7] ! ». À ses yeux, le mauvais semblait toutefois l'emporter sur le bon ; c'est du moins ce qui ressort d'une lettre écrite quelque temps plus tard à un Joshua Speed de plus en plus éloigné de ses positions sur la question de l'esclavage :

> En tant que nation, nous avons d'abord déclaré que « *tous les hommes sont créés égaux* ». Maintenant notre pratique revient à dire que « tous les hommes sont égaux, *à l'exception des Noirs* ». Et quand les Know Nothing seront aux commandes, il faudra comprendre que « tous les hommes sont égaux, hormis les Noirs, *les étrangers et les catholiques* ». Si l'on en vient là, je préférerais émigrer vers un autre pays où on ne fasse pas semblant d'aimer la liberté – en Russie, par

exemple, où le despotisme peut se pratiquer à l'état pur, sans le vil alliage de l'hypocrisie[8].

Vers la fin de l'été, il se décida à entrer en campagne, non pour son propre compte, mais pour aider son ami Richard Yates à obtenir un second mandat à la Chambre des représentants. Il se battait toujours sous l'étendard whig et, jonglant avec ses obligations professionnelles, prit la parole dans plusieurs comtés de l'État, notamment devant une convention du parti réunie à Winchester, s'en prenant avec vigueur à la politique de Stephen Douglas, condamnant « la grande erreur et la grande injustice que constituaient l'abrogation du compromis du Missouri et la propagation de l'esclavage à des territoires libres[9] ».

C'est alors que des pressions – venant de son parti, de ses amis et même des Know Nothing – commencèrent à s'exercer sur lui afin qu'il accepte d'être candidat à l'Assemblée d'Illinois et de porter dans ce scrutin les couleurs « anti-Douglas » du comté de Sangamon. Une fois encore il hésita beaucoup. Du point de vue de son parcours politique, retourner à l'Assemblée d'État après avoir siégé à la Chambre fédérale des représentants, c'était plus un recul qu'un pas en avant ou une ascension. Sa femme, fine mouche et habile stratège, lui conseilla vivement de décliner l'invitation.

Mais les choses étaient extrêmement complexes : Lincoln savait que l'Assemblée locale qui allait sortir des urnes serait celle qui, le moment venu, désignerait, pour siéger au Sénat fédéral, le successeur du sortant démocrate, James Shields, et que, dans l'atmosphère d'opposition au *Kansas-Nebraska Act*, il aurait, lui, de bonnes chances d'être perçu comme l'homme de la situation. Il savait aussi, hélas, qu'en vertu même de la Constitution d'Illinois, l'Assemblée d'État ne pouvait envoyer l'un de ses propres membres siéger au Sénat fédéral. C'était la quadrature du cercle. À quoi s'ajoutait le fait que, si Lincoln ne se présentait pas à

l’élection locale, il risquait de faire perdre à son parti le comté de Sangamon et, par un effet quasi mécanique, d’entraîner la défaite de Yates au niveau de la circonscription. Et ce résultat négatif, dont il serait la cause, l’empêcherait selon toute probabilité d’être choisi pour disputer la future sénatoriale. Se présenter était donc aussi lourd de conséquences que de ne pas le faire.

Il lui fallut plusieurs jours d’intenses et sombres réflexions pour se décider. « C’est l’homme le plus triste que j’aie jamais vu[10] », dit alors de lui William Jayne, un ami whig (et Know Nothing) de Springfield qui s’efforçait de le convaincre. Lincoln finit par considérer qu’au regard de son avenir politique il y aurait plus d’inconvénients à ne pas se présenter qu’à céder aux pressions de ses amis. Le 4 septembre, l’*Illinois State Journal* annonça donc qu’il était officiellement candidat. Quant à la clause constitutionnelle qui, s’il était élu, interdirait à l’Assemblée d’Illinois de l’envoyer ensuite siéger au Sénat fédéral, il avait probablement, dans le secret de ses pensées, déjà trouvé la parade.

Il entra donc en campagne et se dépensa sans compter. Stephen Douglas en fit autant, qui devait convaincre de la justesse de ses vues une opinion enfiévrée et assez largement hostile. Alors qu’il était sénateur de l’Illinois depuis 1847, Douglas n’avait pas pu se faire entendre à Chicago et se replia sur Springfield où il parvint, le 3 octobre, jour d’ouverture de la grande foire agricole de l’État. Son meeting devait avoir lieu en plein air devant une foule importante, mais Douglas, attaqué de toutes parts, n’entendait pas servir de faire-valoir à un contradicteur de plus et n’autorisa pas Lincoln à monter sur la tribune.

Un orage imprévu obligea tout le monde à trouver refuge dans la grande salle de l’Assemblée d’État, et c’est là que Douglas expliqua longuement ce qu’il répétait partout, avec passion et sincérité, à savoir que ce n’était pas sa loi sur les

nouveaux territoires qui avait abrogé le compromis du Missouri mais bien le compromis de 1850 et la reconnaissance officielle par ce texte du principe de « souveraineté populaire », qui donnait aux résidents locaux le droit de choisir librement leurs propres institutions, y compris celle de l'esclavage. Il ajoutait, argument peut-être moins convaincant, que le climat au Kansas et dans le Nebraska rendait improbable l'importation d'esclaves dans ces territoires, et que ceux-ci étaient donc « voués à devenir des États libres[11] ». À la fin du discours, Lincoln, qui était resté dans l'entrée de l'immeuble mais avait tout entendu, fit savoir d'une voix tonitruante qu'il répondrait à Douglas le lendemain, invitant ce dernier à être présent.

Le lendemain donc, au même endroit et en présence d'une foule considérable, Lincoln parla pendant plus de trois heures, interrompu de temps à autre par Douglas – qui avait accepté le défi – et, à en croire divers témoins, subjuguant l'auditoire par l'un des meilleurs discours de sa carrière. Être, comme Douglas et ses amis, indifférent à l'introduction de l'esclavage dans les territoires et à sa propagation ultérieure au nom du seul principe de « l'intérêt personnel » était à ses yeux inacceptable :

> Cette indifférence *déclarée*, qui, je le crois, cache un *véritable* empressement à répandre l'esclavage, je ne peux que la détester. Et je la hais à cause de l'injustice monstrueuse que représente l'esclavage en lui-même.

S'il exécrait l'institution, Lincoln ne s'en prenait pas pour autant aux sudistes, car, expliquait-il, si les nordistes étaient à leur place, ils auraient sans doute la même attitude qu'eux. Personne n'a le monopole de la bonté, et s'il était vrai que

> certains hommes du Sud affranchiss[ai]ent leurs esclaves, se transport[ai]ent dans le Nord et y [devenaient] de parfaits abolitionnistes, il arriv[ait] aussi que des nordistes s'installent dans le Sud, y acquièrent des esclaves et deviennent des maîtres particulièrement cruels.

Lincoln évoqua alors trois solutions auxquelles il était légitime de songer mais qui, à la réflexion, lui paraissaient inapplicables au regard de l'ampleur du problème posé.

La première, à laquelle lui-même avait cru un moment, « [aurait consisté] à libérer tous les esclaves et à les envoyer au Liberia », mais la mise en œuvre soudaine et simultanée ou presque d'un tel projet était inenvisageable. La deuxième solution, difficile à imaginer, eût été, pour les propriétaires, d'affranchir l'ensemble des esclaves tout en les conservant « sous [leur] coupe » avec un vague statut de « subalternes » (*underlings*), mais rien ne dit que cela améliorerait réellement leur sort. La troisième hypothèse était d'affranchir les esclaves d'« en faire politiquement et socialement [des] égaux », mais cette idée, « même si elle [était] juste et sensée », était trop contraire à l'état d'esprit majoritaire du pays pour être mise d'un seul coup en application. On ne pouvait sans danger faire l'impasse sur un sentiment aussi « généralement partagé ».

La seule solution qui restait, la seule qui pouvait paraître réaliste, était donc une « émancipation progressive ». Les sudistes « tard[ai]ent » à se rendre à cette évidence. Lincoln le regrettait, mais il refusait qu'on « juge nos frères du Sud » et qu'on leur jette la pierre.

Il ne se priva pas de dire cependant que le droit que Douglas reconnaissait aux pionniers de s'autogérer localement et donc de posséder ou non des esclaves était contraire à l'esprit même du principe d'égalité entre les hommes énoncé en 1776 dans le préambule de la Déclaration d'indépendance :

> Il y a près de quatre-vingts ans, nous avons commencé par affirmer que tous les hommes étaient créés égaux, et voilà qu'on s'abaisse aujourd'hui à déclarer que, pour *certains* hommes, le fait d'en asservir d'*autres* relève du droit sacré de se gouverner soi-même. Ces deux principes ne peuvent aller de pair.

Pour sortir de ce mortel antagonisme, conclut Lincoln, il existait une seule voie : retrouver le sens du compromis, l'esprit de 1820, ce génie de la concession et de l'accommodement qui, depuis 1776, « ne nous a jamais fait défaut dans les moments critiques du passé et auquel nous devons sereinement nous fier pour les temps à venir ». Si l'on aspirait à la survie de l'Union, rétablir le compromis du Missouri était une nécessité absolue – et dans l'immédiat cette nécessité historique en induisait politiquement une autre, qui était d'« élire une Chambre des représentants favorable à ce rétablissement ».

Revenir aux sources pour aller de l'avant en restant soi-même, tel était l'ambitieux programme, à la fois moral et politique, énoncé par Lincoln :

> La robe de notre République est souillée et traînée dans la poussière. Il nous faut la repurifier et la blanchir en la retrempant dans l'esprit, sinon dans le sang de la révolution. Dépouillons l'esclavage de sa prétention à être un « droit moral » et ramenons-le à son statut légal existant et à ses arguments de « nécessité ». Remettons-le sur le terrain où nos pères l'avaient installé et laissons-le dormir en paix. Réadoptons la Déclaration d'indépendance ainsi que la pratique politique qui s'accorde avec elle. Il faut que le Nord et le Sud, que tous les Américains, que tous les amis de la liberté, où qu'ils soient, participent ensemble à cette grande et belle

> entreprise. Si nous faisons cela, nous n'aurons pas seulement sauvé l'Union, nous aurons fait d'elle une chose digne d'être sauvée à jamais. Nous l'aurons sauvée au point que les millions d'hommes libres et heureux qui viendront après nous dans le monde entier se lèveront pour nous bénir jusqu'à la dernière génération.

Le problème de fond analysé par Lincoln dans ce discours était celui qui allait bientôt secouer toute l'Amérique – celle des politiques et de l'opinion comme celle des juges –, autrement dit, la question de savoir, précisa Lincoln, « si un Noir *est* ou *n'est pas* un être humain ». Pour lui la réponse ne faisait aucun doute et prétendre régner sur des humains « *sans leur consentement* », c'était d'une part se livrer à un acte de « despotisme », d'autre part détruire « l'ancre maîtresse du républicanisme américain[12] ».

Lincoln s'était exprimé avec une telle intensité que tout son être s'était mis à vibrer, la puissance des sentiments qu'il cherchait à exprimer allant presque, à certains moments, jusqu'à bloquer l'expression de sa pensée. L'émotion et la force qui émanaient de ses paroles touchèrent l'auditoire au cœur au point que celui-ci, raconte Herndon, salua la fin de ce discours triomphal – « le plus profond de sa vie » – par « une longue salve de hourras ininterrompus tandis que les femmes agitaient leurs mouchoirs blancs pour signifier l'accord profond qu'elles ressentaient[13] ». Beaucoup avaient lu, deux ans plus tôt, *La Case de l'oncle Tom*, et venaient de retrouver derrière les mots de Lincoln la même vision de l'esclavage que celle qui les avait tant bouleversés sous la plume d'Harriet Beecher-Stowe.

Le triomphe de Lincoln eût peut-être été encore plus grand s'il avait terminé son discours par ce passage d'une lettre écrite l'été suivant à son collègue et ami George Robertson :

> Notre problème politique aujourd'hui est de savoir si, comme nation, « nous pouvons *en permanence et pour toujours* continuer d'être ensemble mi-esclavagistes, mi-libres ». Le problème est pour moi trop immense. Puisse Dieu, en sa miséricorde, présider à sa solution[14].

Lincoln gardait toujours à l'esprit sa condition de mortel et, malgré les succès remportés ici ou là, ne se considérait comme rien de plus qu'un « instrument fortuit, provisoire et voué à ne servir que pour un temps limité[15] ».

Toujours est-il que Douglas accusa le coup et les deux heures qu'il consacra à répondre au discours de Lincoln ne changèrent rien au fait qu'en matière d'effet oratoire et de profondeur d'analyse il semblait avoir trouvé son maître. La presse ne s'y trompa pas qui, les jours suivants, n'eut pas de mots assez forts pour souligner l'impression considérable que Lincoln avait produite face au « Petit Géant ». Tirant les leçons de cette performance, les amis whigs de Lincoln l'encouragèrent à ne laisser aucun répit à Douglas et à aller en tout lieu lui porter la contradiction. Ce qu'il s'empressa de faire, notamment à Peoria le 16 octobre, puis à Urbana et enfin à Chicago. Vieil ami de Lincoln, Henry C. Whitney se trouvait à Peoria et il affirma des années plus tard que le discours de Lincoln « n'avait jamais auparavant, ni depuis, été égalé[16] ».

Le résultat des élections de novembre fut à la hauteur des espérances de tous ceux qui s'étaient opposés à la loi sur le Kansas et le Nebraska. Dans les États du Nord la vague anti-Douglas leur donna une écrasante majorité. En Illinois, le seul succès enregistré par les démocrates concerna l'élection à la Chambre fédérale des représentants : Yates, accusé (non sans raison) d'alcoolisme, ne retrouva pas son siège, vaincu par l'un des bras droits de Douglas, Thomas L. Harris. Pour le reste, les démocrates perdirent de nombreux

sièges et, dans l'Assemblée d'État, se retrouvèrent – de très peu, mais bel et bien – minoritaires.

C'est donc une assemblée *en principe* acquise à Lincoln qui aurait bientôt à désigner le prochain sénateur fédéral, et Lincoln ne cachait pas que l'obtention de ce siège était son ambition majeure : « J'aimerais mieux, confia-t-il à Norman B. Judd, l'un de ses rares amis démocrates, effectuer un mandat complet au Sénat des États-Unis qu'accéder à la présidence[17]. »

Mais la majorité antidémocrate, composée de whigs, de républicains et de Know Nothing, était à la fois très étroite et divisée sur de nombreux sujets. À peine élu, Lincoln se mit en campagne auprès de ses collègues de l'Assemblée pour obtenir leur soutien, mais sa désignation comme sénateur était loin d'être acquise d'avance. Les abolitionnistes radicaux voyaient d'un mauvais œil et sa modération et son refus de condamner les sudistes, n'hésitant pas à rappeler qu'il était lui-même né dans le Sud et avait épousé la fille d'un propriétaire d'esclaves. Les républicains lui reprochaient, malgré ses beaux discours sur l'égalité des Noirs, de préférer la propagation de l'esclavage à la dissolution de l'Union ; quant aux Know Nothing, il était difficile, par définition, de savoir ce qu'ils pensaient, même si le bruit courait que Lincoln obtiendrait finalement leur préférence.

Afin de remplir toutes les conditions pour être choisi par l'Assemblée et en dépit des incertitudes qui planaient sur ses chances réelles de l'emporter, il fit savoir, vingt jours après avoir été élu à ladite Assemblée, qu'il démissionnait de son siège, ou plus exactement qu'il refusait de le prendre, expliquant qu'il ne s'était présenté que « pour aider Yates[18] ». Cette manœuvre, imaginée comme une parade aux exigences constitutionnelles de l'État, fut très mal perçue : les abolitionnistes accusèrent Lincoln de faire passer sa carrière avant la noble cause qu'il prétendait

incarner ; les Know Nothing crièrent à la trahison et l'électeur de base fut pour le moins dérouté. Une élection partielle eut lieu en décembre dans le comté de Sangamon afin de pourvoir au remplacement de Lincoln ; mais, alors qu'en novembre ce dernier l'avait très aisément emporté, le siège alla cette fois aux démocrates.

Lincoln comprit aussitôt qu'il aurait le plus grand mal à se remettre de ce faux pas, et la suite confirma ses appréhensions. L'Assemblée, qui comptait cent membres, se réunit une première fois en séance plénière le 1er janvier 1855. Lincoln pouvait compter sur 26 voix sûres ; pour atteindre la majorité de 51 voix, il lui en manquait donc 25, qu'il s'efforça de rassembler. Les démocrates pro-Douglas pouvaient espérer attirer sur leur candidat, James Shields, un maximum de 43 voix.

Chaque camp devait rallier à soi les indécis – et il n'en manquait pas, surtout parmi les partisans théoriques de Lincoln. Les négociations de couloir allèrent bon train, et Lincoln sembla grappiller quelques soutiens, mais, à trois jours du vote décisif prévu pour le 31 janvier, il lui manquait encore 3 voix. Un petit groupe charnière de démocrates dissidents, c'est-à-dire antiesclavagistes et hostiles à Douglas, s'était constitué et avait désigné son propre candidat en la personne de Lyman Trumbull. Celui-ci, malgré son combat farouche contre la loi sur le Kansas et le Nebraska – ou grâce à lui –, venait d'être élu à la Chambre fédérale des représentants.

Ces démocrates contestataires restaient des démocrates, et Lincoln savait pertinemment qu'ils ne voteraient jamais pour lui. Ses chances étaient donc des plus réduites. Le vote, retardé d'une semaine par de violentes tempêtes de neige, eut lieu le 8 février et donna les résultats que Lincoln avait prévus : 45 voix pour lui, 41 pour Shields et 5 pour Trumbull. Jugeant la partie perdue, les démocrates décidèrent après plusieurs tours de scrutin de changer de

candidat et de se tourner vers le gouverneur de l'État, Joel A. Matteson, qui avait eu l'habileté de se prononcer publiquement en faveur des thèses de Douglas tout en émettant en privé certaines réserves sur le *Kansas-Nebraska Act*. Sa souplesse d'esprit, pensaient-ils, avait peut-être de quoi séduire les démocrates contestataires – et par conséquent de quoi faire échouer la candidature de Lincoln.

Celui-ci comprit que les jeux étaient faits. Au neuvième tour, il se retrouva avec 15 voix seulement en sa faveur, Matteson en recueillant 47 et Trumbull 35. Il ne manquait plus que 3 voix à Matteson pour l'emporter. Expliquant qu'« en pareil cas la cause doit passer avant les personnes[19] », Lincoln demanda alors aux quinze élus qui l'avaient soutenu de changer de stratégie pour le tour suivant et de reporter leur voix sur Trumbull, le plus acceptable des deux démocrates, le seul en tout cas qui pût faire barrage à Matteson. Bien que réticents, les amis de Lincoln se rangèrent à son avis et Trumbull fut aisément élu à l'issue du dixième tour.

D'abord accablé par son échec et par le fait que les cinq partisans du vainqueur avaient pesé plus lourd que les 45 voix théoriques dont lui-même disposait, Lincoln reprit vite le dessus même si, au pire moment, il alla jusqu'à déclarer qu'« il ne chercherait plus jamais à se faire élire[20] » tant il supportait mal l'idée d'avoir été lâché par son propre camp. Ce qui le consola néanmoins de la défaite, c'est qu'à ses yeux le vrai perdant était Stephen Douglas, l'autre sénateur de l'État, dont le mandat viendrait bientôt à expiration et contre lequel il pourrait alors prendre sa revanche. En privé, Trumbull et ses amis lui donnèrent du reste quelques assurances : ils sauraient, le moment venu, se montrer reconnaissants et lui retourner le service qu'il avait eu le courage et l'élégance de leur rendre. L'avenir proche

s’annonçait donc plus ouvert que le présent – et plus grandiose.

Lincoln-Douglas : nouvelle passe d’armes

L’engagement politique, les campagnes, les discours et débats, l’affaire ratée de son élection au Sénat, tout cela avait éloigné Lincoln des tribunaux et de ses activités d’homme de loi. Il se remit donc au travail et aux plaidoiries, s’efforçant de rattraper, en matière de temps et d’argent, ce qu’il appelait « les miettes perdues de l’an passé[1] ».

Il consacra une partie de l’été à se préparer pour un grand procès opposant Cyrus McCormick, l’inventeur des célèbres moissonneuses, à un concurrent, John H. Manny, qui fabriquait – licitement ou non, c’était toute la question – des engins comparables. L’affaire était d’importance car un immense marché était en jeu, et l’objectif de Manny, soutenu par d’autres constructeurs, était de briser le monopole attaché au brevet de McCormick.

Manny s’était entouré des meilleurs avocats d’affaires du pays, dont George Harding de Philadelphie et Edwin Stanton de Pittsburgh. Le procès devant se tenir à Chicago, Harding s’avisa qu’il serait bon de s’adjoindre un confrère d’Illinois connaissant à la fois le terrain et le juge chargé de l’affaire, Thomas Drummond. Lincoln fut contacté, accepta et se plongea avec son allant coutumier dans l’étude du droit des brevets et licences ainsi que dans la préparation de son argumentaire.

Il apprit par la presse – et non par ses confrères ! – que le procès n’aurait finalement pas lieu à Chicago, mais à Cincinnati. Il s’y rendit aussitôt par le train pour découvrir que dans l’Ohio sa présence n’avait plus vraiment d’utilité. Ses distingués collègues lui firent d’autant plus sentir qu’il

était de trop que son apparence ne plaidait guère en sa faveur. Harding vit en effet arriver « un rural de haute taille, décharné, gauche, habillé de vêtements grossiers et mal ajustés, et d'un pantalon qui lui descendait à peine jusqu'aux chevilles[2] ».

Stanton s'étonna de son côté, et en des termes moins flatteurs encore, qu'on ait fait appel à « ce grand singe aux longs bras » qui ne lui inspirait que mépris et dégoût. En aucun cas, il ne s'abaisserait à travailler avec « cette longiligne et efflanquée créature d'Illinois » dont la jaquette, disait-il, avait le dos à ce point couvert de taches de transpiration qu'on croyait y voir « une carte encrassée du continent ». Il était hors de question, lança-t-il à Harding, de plaider aux côtés de « cette girafe[3] » et, si une telle éventualité se produisait, il n'hésiterait pas, lui, à laisser tomber son dossier et à quitter le prétoire. Lincoln ne plaida donc pas et fut soigneusement tenu à l'écart des opérations tout au long du procès, ses confrères ne daignant ni partager le moindre repas avec lui, ni se promener en sa compagnie, ni même lui adresser la parole.

Lincoln regagna Springfield, profondément attristé par la semaine qu'il venait de vivre et ulcéré par les humiliations subies. S'ajoutant à sa récente défaite sénatoriale, la cruelle mésaventure de Cincinnati le jeta dans une nouvelle période d'abattement, sinon de dépression, qu'il mit plusieurs semaines à surmonter. Mais Abraham Lincoln n'était pas un homme de ressentiment : n'ignorant rien des talents professionnels de ce démocrate antisécessionniste qu'était Stanton, il n'hésitera pas, une fois à la Maison-Blanche, à lui offrir une place dans son cabinet, d'abord comme conseiller juridique, puis comme ministre de la Guerre. Durant la campagne présidentielle de 1860, Stanton, il est vrai, s'abstiendra de traiter Lincoln de « girafe » – se contentant de le dépeindre comme un « gorille d'origine[4] » !

En congé de vie politique et de nouveau happé par les procès et tournées judiciaires, Lincoln ne cessa pas pour autant d'observer ce qui se passait dans le pays, et ce qu'il voyait ne pouvait que l'alarmer. En réponse aux campagnes des abolitionnistes de tout poil et autres adversaires du *Kansas-Nebraska Act*, les sudistes mirent les meilleures plumes dont ils disposaient au service de l'« institution particulière », vantant les aspects positifs de l'esclavage, justifiant son maintien et son extension par toutes sortes de raisons économiques et morales[i]. À Harriet Beecher-Stowe, à William Lloyd Garrison et autres glorificateurs de l'abolition, ils entendaient opposer l'idée que la case de l'oncle Tom n'était pas l'enfer qu'on se plaisait à décrire, mais un cadre de vie humainement plus acceptable que celui, féroce et immonde, du nouveau servage industriel.

Dans *Sociology for the South* (1854), par exemple, George Fitzhugh expliquait que la condition de l'esclave était préférable à celle du travailleur dit libre dans la mesure où il jouissait de plus de sécurité et, contrairement aux apparences, d'une liberté plus réelle : d'où la nécessité d'en finir avec le capitalisme impersonnel et barbare importé d'Angleterre et de lui substituer un esclavagisme domestique universel. Dans la même veine, Edmund Ruffin, auteur de *The Political Economy of Slavery* (1853), n'avait pas, lui non plus, de mots trop forts pour condamner une société industrielle qui, au prétexte d'émanciper l'homme grâce à la profusion des biens matériels, ne faisait que l'asservir et le plonger dans toujours plus de misère et de dégradation. Mieux valait vivre à l'ombre paternaliste de l'esclavage et dans la convivialité, même relative, d'une plantation ou d'une entreprise familiale que dans l'horreur « moderne » des villes manufacturières ou dans les taudis « libéraux » de Londres et de Boston.

Jusque-là toléré, dans la Constitution et dans les compromis successifs, comme une nécessité économique

régionale, l'esclavage était désormais présenté, à travers ces ouvrages de propagande, comme un bien positif, digne d'être généralisé à tout le pays, voire au monde entier. Ces apologies de l'esclavagisme, qui reposaient sur une logique apparente, trouvaient facilement preneur et donnaient bonne conscience, car tel était leur but, aux tenants de l'institution particulière et de son extension dans les territoires. Mais elles avaient de quoi inquiéter tous ceux qui, à l'instar de Lincoln et de ses amis, ne pouvaient accepter qu'on propose comme unique alternative à l'asservissement industriel le maintien et la propagation d'une forme de servitude plus ancienne, aussi avilissante au regard de la dignité humaine – et dénuée, elle, de tout espoir de libération.

Ces querelles idéologiques ne relevaient pas uniquement du débat d'idées. On ne tarda pas à les retrouver sur le terrain, notamment au Kansas où l'adoption de la loi Douglas plongea le territoire dans l'anarchie et dans un début de guerre civile. *Deux* gouverneurs, *deux* Constitutions, *deux* assemblées délibératives, *deux* organisations militaires : tout était réuni dans ce territoire pour que la confrontation entre partisans et ennemis de l'esclavage tourne à la lutte armée, groupes de colons contre groupes de colons, puis troupes abolitionnistes venues de Nouvelle-Angleterre contre combattants esclavagistes accourus en voisins du Missouri.

Lincoln écrivit à Speed pour lui dire à quel point il était outré par ce qui se passait au Kansas et par certaines décisions de l'assemblée esclavagiste locale :

> En vertu des principes édictés par toutes les cours de justice, celles du Nord comme celles du Sud, un Noir qu'on fait venir au Kansas est un homme libre ; mais, au mépris absolu de ces principes, et dans un esprit de pure violence, voilà que cette belle

> assemblée décrète avec gravité que tout homme osant informer un Noir de ses droits sera pendu.

Et il conclut par ces mots : « [Quand le Kansas] demandera à entrer dans l'Union en tant qu'État à esclaves, je m'y opposerai[5]. » Les mois passant, le sang se mit à couler en divers lieux du territoire, les assassinats se multiplièrent et aux escarmouches succédèrent bientôt des batailles rangées. Le fameux John Brown se distingua en massacrant, dans la nuit du 24 au 25 mai 1856, cinq colons esclavagistes accusés d'actes de déprédation. On compta au total quelque deux cents morts en l'espace d'un an. En septembre de cette année-là, il fallut l'intervention musclée des troupes fédérales pour qu'un calme précaire soit rétabli (le Kansas n'entrera dans l'Union – en tant qu'État libre – que le 29 janvier 1861, peu après l'élection de Lincoln).

Ces graves événements rendirent ce dernier de plus en plus pessimiste quant aux chances d'une disparition pacifique de l'esclavage aux États-Unis, et ce revirement transparaît clairement dans la lettre (déjà citée) à son ami George Robertson :

> L'autocrate de toutes les Russies aura renoncé à sa couronne et aura fait de ses sujets les citoyens d'une république libre avant que les Américains qui en possèdent ne renoncent de leur plein gré à leurs esclaves[6].

Mais pour « s'opposer », comme il disait, à ces funestes dérives – et en particulier à l'admission éventuelle du Kansas comme État esclavagiste –, encore fallait-il qu'il soit politiquement en situation d'agir et de faire prévaloir son point de vue. Bien qu'il aimât son métier d'avocat, il dut, face aux événements du Kansas et à la fièvre qui commençait à agiter l'ensemble du pays, se rendre à l'évidence et reconnaître qu'il avait une vocation plus forte

que la simple pratique du droit, celle de l'engagement politique. Mais le parti whig, où il s'était jusque-là investi, était en décomposition ; les démocrates connaissaient également de graves divisions ; les Know Nothing, quant à eux, affichaient une xénophobie inacceptable, et les abolitionnistes purs et durs avaient des exigences que Lincoln, hostile à la seule *extension* de l'esclavage, jugeait irréalistes. Difficile, dans ces conditions, de s'engager.

Vers la fin de 1855, les choses finirent par se décanter et s'éclaircir. Les whigs avaient cessé d'être une organisation viable, les abolitionnistes radicaux n'avaient aucune chance de devenir une formation de masse et les Know Nothing, eux-mêmes divisés, étaient en outre trop sectaires pour échapper à un déclin rapide. Le seul parti d'avenir, non encore implanté en Illinois, était aux yeux de Lincoln ce « parti républicain » récemment créé dans plusieurs États du Nord et de l'Ouest. Il avait sur tous les autres l'avantage de rassembler, quelle que fût leur origine, les adversaires du *Kansas-Nebraska Act* autour d'un mot d'ordre simple : le refus de toute nouvelle extension de l'esclavage.

Le 22 février 1856, les responsables des principaux journaux d'opposition de l'État se réunirent à Decatur, en présence de Lincoln, le seul non-journaliste à être invité, afin de jeter les bases locales du nouveau parti. Ils adoptèrent une déclaration appelant au rétablissement du compromis du Missouri, réaffirmant la constitutionnalité de la loi relative aux esclaves fugitifs, engageant les pouvoirs publics à ne pas réformer l'esclavage là où il existait, mais reprenant à leur compte la doctrine des *free-soilers* avancée par le démocrate dissident Charles Sumner, à savoir que « la liberté est nationale et l'esclavage une exception[7] ». Avant de se séparer, les participants firent savoir à Lincoln qu'ils le verraient bien devenir sénateur fédéral (perspective à laquelle, pour le moins, il ne se montra pas hostile) et

lancèrent l'idée d'une convention unitaire prévue à Bloomington le 29 mai suivant.

Au jour dit, quelque 270 délégués se retrouvèrent dans une grande salle de la ville, *Major's Hall*, afin de mettre en place les structures du « parti républicain » pour l'ensemble de l'Illinois. Tout l'éventail des opposants à la politique de Stephen Douglas était représenté, et il fallut des miracles de diplomatie pour parvenir à une plate-forme commune entre anciens whigs, démocrates en rupture de ban, Know Nothing déboussolés et immigrants d'origine européenne.

Dans un discours mémorable mais hélas non mémorisé (qu'on appelle depuis le « discours perdu »), Lincoln sut faire la synthèse des diverses sensibilités en présence en prenant le texte de la Déclaration d'indépendance et l'esprit de concorde de 1776 comme point d'appui. Le journaliste John L. Scripps, alors rédacteur en chef du *Chicago Tribune*, exprima le sentiment général en soulignant combien l'éloquence de Lincoln « avait su parfaitement homogénéiser des éléments jusque-là disparates ». Herndon, lui, était à ce point fasciné qu'il oublia de prendre des notes, ce qui ne l'empêcha pas de dire du discours de son partenaire et ami qu'il s'agissait là du plus « grandiose effort de sa vie [politique][8] ».

La motion finale adoptée par les délégués porte la marque des idées chères à Lincoln :

> La Constitution donne au Congrès tous pouvoirs d'interdire l'esclavage dans les territoires. […] Si nous nous engageons à maintenir tous les droits constitutionnels du Sud, nous n'en déclarons pas moins que la justice, l'humanité, les principes de liberté exprimés dans notre Déclaration d'indépendance et notre Constitution nationale, la pureté et la perpétuité de notre gouvernement exigent que ces pouvoirs soient exercés pour

empêcher l’extension de l’esclavage en des territoires jusque-là libres[9].

La situation au Texas et les échéances électorales, notamment l’élection présidentielle prévue pour le mois de novembre suivant, rendaient urgente l’unification du nouveau parti au niveau national. Le parti démocrate et les Know Nothing qui n’avaient pas rejoint le parti républicain avaient déjà choisi leurs candidats à la présidentielle : James Buchanan pour les démocrates, Millard Fillmore pour le « parti américain ».

À Stephen Douglas et au président sortant Franklin Pierce qui, avec l’affaire du Kansas, s’étaient fait trop d’ennemis, les démocrates avaient habilement préféré Buchanan, ancien et estimé ministre des Affaires étrangères de James Polk. Buchanan présentait aussi l’avantage, étant alors ambassadeur à Londres, d’être resté à l’écart des querelles qui avaient surgi autour du *Kansas-Nebraska Act*. Il pouvait en outre compter sur le vote de nombreux sudistes, car, à la suite d’un incident maritime au large de La Havane, il avait, en 1855, suggéré que les États-Unis achètent Cuba à l’Espagne – ou, à défaut, s’en emparent –, ce qui à terme pouvait laisser entrevoir l’entrée dans l’Union d’un nouvel État esclavagiste. L’homme serait difficile à battre.

Les premières assises nationales du parti républicain se tinrent à Philadelphie du 17 au 19 juin 1856. C’était un congrès fondateur, mais ce congrès fut surtout, en raison de la conjoncture politique, une convention préprésidentielle. Après de multiples tractations, les délégués désignèrent comme candidat à la Maison-Blanche un personnage de second plan, mais populaire : l’explorateur californien des montagnes Rocheuses, John C. Frémont, qui adopta un slogan de campagne resté célèbre : *« Free soil, free labor, free speech, free men, Frémont*[10]*. »* Retenu en Illinois par une tournée judiciaire, Lincoln n’avait pu se rendre à Philadelphie, mais il fut flatté d’apprendre qu’il avait failli

être désigné comme candidat à la vice-présidence. Son nom, proposé par les délégués d'Illinois, avait recueilli 110 voix contre 253 à William A. Dayton, ancien sénateur du New Jersey. Ce score, inattendu et non sollicité, augurait bien de l'avenir.

Absent de Philadelphie, Lincoln s'efforça, durant les semaines précédant le congrès, d'être présent sur le terrain et de mettre en place les structures locales du parti qui était en train de naître, se dépensant sans compter pour le légitimer auprès de l'électorat et pour soutenir, du même coup, la candidature de Frémont. Cette campagne de promotion fut un succès, même si elle connut des fortunes diverses. Ainsi, quelques jours après la rencontre de Bloomington (qui avait eu lieu, comme prévu, le 29 mai), Lincoln tenta avec Herndon d'organiser dans cette même ville une réunion de ratification de la plate-forme qui y avait été adoptée. Lorsqu'il pénétra dans la salle prévue à cet effet, il constata que seules trois personnes avaient répondu à l'appel : lui-même, Herndon et un nommé John Pain.

> Il y eut sur son visage, raconte Herndon, une expression où la tristesse le disputait à l'amusement. Il s'avança jusqu'à l'estrade, y grimpa avec une sorte d'espièglerie dans le regard [...] et prit la parole : « Messieurs, ce rassemblement est plus nombreux que ce à quoi je m'attendais. Je savais que Herndon et moi-même serions au rendez-vous, mais je ne savais pas que quelqu'un d'autre se présenterait, et pourtant ce quelqu'un d'autre est là, vous, John Pain. Triste époque où tout va à vau-l'eau et paraît mort, mais [...] derrière cette apparente absence de vie et de mouvement, le monde continue de bouger. Gardez espoir. Et maintenant levons la séance et appelons-en au peuple[11]. »

Lors du scrutin présidentiel du 4 novembre, le peuple américain répondit favorablement à l'appel de Lincoln. Face à une opposition divisée, Buchanan remportait certes l'épreuve avec 1 838 169 voix, mais Frémont le talonnait presque, avec 1 335 264 suffrages. Fillmore était loin derrière et son échec (avec un seul État à son actif sur trente et un[12]) signa la fin des Know Nothing. Le parti républicain, en revanche, avait réussi sa percée, l'emportant dans dix États du Nord et du Nord-Ouest, et obtenant ailleurs, y compris en Illinois, de très beaux scores.

Il pouvait se vanter, les whigs n'existant plus et les Know Nothing étant à l'agonie, d'être désormais le seul rival crédible d'une formation démocrate qui au total n'avait recueilli que 45 % des voix et était donc minoritaire dans le pays. Le paysage politique venait de changer de façon spectaculaire, avec une bipolarisation partisane renouvelée, une division géographique très nette entre un Nord républicain et un Sud démocrate – et surtout des clivages idéologiques et culturels plus marqués que jamais, qui risquaient fort de nuire à l'avenir de l'Union.

Le discours d'investiture de James Buchanan ne fit rien pour apaiser les esprits. Reconnaissant que le pays venait de traverser une période de grande passion politique, le nouveau président se réjouit de voir le calme revenu grâce à la règle d'or de la démocratie américaine, à savoir que la voix de la majorité devient la voix de tous. Le peuple venait selon lui de ratifier par son vote le texte de Douglas, si bien que rien ni personne ne devait plus s'opposer à son application :

> Rien n'est plus juste que de mettre les habitants d'un territoire à l'abri de toute ingérence étrangère et de les laisser libres de décider eux-mêmes de leur destin, dès lors qu'ils respectent la Constitution des États-Unis.

S’agissant du Kansas, souligna-t-il, la tâche du Congrès n’était donc pas de légiférer *pour* ou *contre* l’extension de l’esclavage, mais bien de laisser ceux qui vivent dans ce territoire « parfaitement libres de former et d’organiser leurs institutions locales comme ils le souhaitent », et ce conformément au principe de « souveraineté populaire » – principe cher à Douglas et « aussi ancien que la démocratie elle-même ». Quant à l’avenir du Kansas, les choses étaient désormais parfaitement claires : une fois ses institutions mises en place et le chiffre de 60 000 résidents atteint, le territoire devenu État serait admis « dans l’Union *avec ou sans esclavage* selon ce que sa propre Constitution prescrira [it] au moment de son entrée ». Telle était à ses yeux la « conséquence naturelle » de l’élection qui venait de se produire : *vox populi, vox dei.*

Tout étant ainsi réglé par la volonté des électeurs, Buchanan ne pouvait, pour conclure, qu’en appeler à la fin de l’agitation antiesclavagiste. Cette agitation, expliqua-t-il, durait depuis plus de vingt ans et n’avait conduit à rien de positif ; elle avait au passage beaucoup nui « au maître, à l’esclave comme à tout le pays » et, ultime ravage, avait « gravement menacé l’existence même de l’Union ». Le devoir civique de chacun était donc de la faire cesser au plus vite : « Que tous ceux qui aiment l’Union usent au mieux de leur influence pour mettre un terme à une agitation que les textes de loi récemment adoptés par le Congrès privent de toute légitimité[13]. »

Lincoln, et il n’était pas le seul, trouva cette philosophie présidentielle inacceptable et contraire aux meilleures traditions de son pays. Au terme d’un banquet républicain organisé à Chicago le 10 décembre 1856, il prit la parole et, sans cesse interrompu par les acclamations de l’assistance, s’attacha à démonter la fallacieuse logique d’un président qui prétendait tout régenter au nom d’une majorité… de 45 % !

Le plus grave à ses yeux était que l'Amérique venait, avec Buchanan, d'abandonner l'« idée centrale » qui l'avait fondée, celle de « l'égalité entre les hommes », et de lui en substituer une autre, celle de « l'égalité des États entre eux ». Au nom de ce nouveau principe, chaque État se retrouvait libre de faire, à sa guise et indépendamment des autres, tout et n'importe quoi en matière de statut et de droits des individus. Mais, expliqua Lincoln, la majorité du peuple, hélas divisée lors du dernier scrutin, était du côté des adversaires de Buchanan. Rien n'était donc plus important que d'oublier les divisions passées et de rassembler, en vue de la prochaine présidentielle, tous ceux qui entendaient rester fidèles à la « vieille "idée centrale" de la République » : non pas celle qui proclame l'égalité entre États quasi autonomes (et fait ainsi de l'Union un cadre vide), ni même celle qui prône l'égalité des citoyens (car tous les individus n'étaient pas alors citoyens), mais bien l'idée suprême inaugurée par la Déclaration d'indépendance, selon quoi « tous les *hommes* sont créés égaux » – les hommes et non seulement les États ou les citoyens, tous les hommes et non seulement les possédants de couleur blanche[14].

Avec ce discours, Lincoln venait de prendre date pour la prochaine course à la présidence.

Deux jours seulement après le discours d'investiture de Buchanan, un autre événement, plus grave encore, vint empoisonner l'atmosphère : l'affaire Dred Scott. Celui-ci, esclave domestique de John Emerson, médecin militaire de son état, avait accompagné son maître dans ses diverses pérégrinations. Quittant le Missouri esclavagiste en 1834, il avait d'abord séjourné à Rock Island dans l'État d'Illinois, où l'esclavage était officiellement prohibé (en vertu de l'ordonnance du Nord-Ouest de 1787[15] et de la Constitution locale), puis à Fort Snelling dans le territoire du Minnesota, interdit d'esclavage suite au compromis du Missouri de

1820. Au bout de quelques années, le médecin finit par regagner le Missouri et demanda à son esclave de l'y rejoindre, mais il mourut peu après, en 1843. Scott chercha alors à racheter sa liberté auprès de la veuve de son maître et lui proposa à titre de dédommagement la somme de 300 dollars. Celle-ci refusa et Scott décida, entreprise hardie, de se tourner vers la justice.

Entamées en 1847, ses démarches judiciaires, financées pour l'essentiel par les abolitionnistes, durèrent une dizaine d'années. Au terme d'une interminable série d'appels et d'annulations, son cas se retrouva devant la Cour suprême des États-Unis, qui rendit sa décision le 6 mars 1857. Sur les neufs juges, sept avaient été nommés par des présidents sudistes favorables à l'esclavage et, sur ces sept juges, cinq étaient issus de familles propriétaires d'esclaves. La décision majoritaire, rédigée par le président de la Cour, Robert B. Taney, lui-même esclavagiste convaincu, peut se résumer aux trois points suivants :

– n'étant ni citoyen des États-Unis ni citoyen du Missouri, l'esclave Dred Scott n'avait pas le droit d'intenter une action devant un tribunal fédéral ;

– son séjour dans un territoire ou un État libre n'était pas un argument recevable pour sa libération car, menant son action judiciaire dans le Missouri, il dépendait, pour son statut, des règles de cet État et de nul autre ;

– quant au compromis du Missouri dont il se prévalait pour demander sa liberté, ce texte était déclaré inconstitutionnel par la Cour, car non conforme au cinquième amendement de la Constitution fédérale, lequel interdisait qu'on « prive [qui que ce soit] de ses *biens* sans une procédure légale régulière ». Non seulement les Noirs asservis n'étaient pas des citoyens, mais, rangés dans la catégorie des biens mobiliers, il n'étaient pas même des hommes !

Le troisième point, non nécessaire à l'appréciation du cas Dred Scott et ajouté pour des raisons manifestement politiques, souleva, du moins dans le Nord, encore plus de

protestations que les deux autres. Lors de son discours d'investiture, Buchanan avait déclaré que la question de la « souveraineté populaire », contraire dans son principe aux dispositions restrictives du compromis de 1820, était une « question d'ordre judiciaire qui [relevait] légitimement de la Cour suprême des États-Unis, devant laquelle elle [était] actuellement en instance et [allait] être, *à ce qu'on sait*[16], promptement et définitivement réglée ». Il a été établi que deux des juges, contrevenant à leur code de déontologie, avaient confidentiellement informé le président des intentions majoritaires de la Cour. D'où le « à ce qu'on sait » ; et la bénédiction donnée d'avance aux juges par Buchanan *deux jours avant l'annonce de leur décision* : « À l'unisson de tous les bons citoyens, je me soumettrai avec joie à leur décision, quelle qu'elle soit[17]. »

Ces manœuvres douteuses vinrent s'ajouter aux dérapages de la Cour pour discréditer une présidence qui venait tout juste de commencer. Au-delà du cas personnel de Dred Scott, voilà que la Cour suprême venait en quelque sorte de se substituer au Congrès et d'instituer « le gouvernement des juges ». Hors du cercle des abolitionnistes, ce tournant scandalisa nombre d'Américains attachés à la traditionnelle séparation des pouvoirs et au rempart qu'elle représente pour les libertés.

Horace Greeley, patron du *New York Tribune*, se déchaîna dans les colonnes de son journal, accusant la Cour suprême de s'être déshonorée. Le *Chicago Tribune* annonça qu'à l'issue de la décision du juge Taney et de ses acolytes on verrait bientôt des esclaves mis en vente en plein cœur de la capitale économique de l'Illinois. Dans les églises du Nord, les prêtres hostiles à l'esclavage y allèrent, eux aussi, de leurs invectives et de leurs prédictions au point que le *New York Herald* décrivit l'ensemble du Nord comme une région où les prédicateurs allaient « précipiter la population

dans une révolte générale contre la plus haute juridiction du pays[18] ».

Buchanan avait cru que la décision de la Cour allait une bonne fois pour toutes entériner le *Kansas-Nebraska Act* et régler de façon « définitive » le problème de l'esclavage et de son extension. C'est le contraire qui se produisit. L'autorité de la présidence était entachée, la Cour suprême avait, elle aussi, sali son image, Dred Scott était toujours esclave et la fracture entre Nord et Sud n'avait jamais été aussi profonde. La survenue d'un séisme majeur n'était plus qu'une question de temps ou de circonstances.

Lincoln fut lent à réagir (nous y reviendrons), et les raisons de cette lenteur sont multiples.

Il plaidait continuellement, voyageait sans cesse, tandis que sa femme s'occupait d'agrandir et de rénover leur maison de Springfield. La demeure eut bientôt un étage supplémentaire, et disposa d'une véritable salle à manger où Mary put enfin déployer ses talents d'hôtesse et de fine cuisinière. Les enfants grandissaient et requéraient moins d'attention ; cette période fut sans doute l'une des plus heureuses de sa vie. Certes, les travaux qu'elle engageait coûtaient cher, mais Lincoln travaillait énormément et était de mieux en mieux payé.

C'est pour toucher des honoraires que les Chemins de fer d'Illinois, dont il était l'avocat, tardaient à lui verser (quelque 5 000 dollars) qu'il se rendit fin juillet 1857 à New York avec sa femme afin d'obtenir du conseil d'administration ce qu'il n'avait pu recevoir des responsables locaux de la compagnie. Le couple profita de ce voyage d'affaires pour faire un peu de tourisme, et Mary semble avoir gardé de cette parenthèse, évoquée dans une lettre à sa demi-sœur Emilie Todd Helm, un souvenir particulièrement agréable :

> Nous avons visité le Niagara, le Canada, New York et autres lieux intéressants. À la vue des grands

> bateaux à vapeur amarrés dans le port de New York, je me suis prise à regretter que la pauvreté fût mon lot. Comme j'aimerais aller en Europe ! J'en ris souvent et confie à Mr Lincoln que mon prochain époux, c'est décidé, sera un homme riche[19].

C'est seulement au retour de ce voyage – et à la veille d'une nouvelle « panique » économique et financière qui allait durer plus d'un an – que Lincoln put enfin empocher ses 5 000 dollars (dont la moitié, nous l'avons déjà signalé, alla dans la poche de Herndon).

Un mois avant de partir pour New York – mais trois mois et demi *après* l'annonce de l'arrêt de la Cour suprême –, Lincoln avait enfin trouvé le temps et l'occasion de donner son avis sur l'affaire Dred Scott. Le respect qu'il vouait aux institutions, notamment judiciaires, l'avait tout d'abord empêché d'exprimer bruyamment son indignation et d'attaquer de front la décision de la Cour. Il était d'autant plus gêné que, face aux positions extrêmes affichées en matière d'esclavage par les démocrates d'un côté et les abolitionnistes de l'autre, il avait lui aussi, en 1856, désigné la Cour suprême comme étant l'arbitre souverain en ces matières et le seul « tribunal où ces questions pussent être tranchées ». Et il avait ajouté, dans un style proche de celui de Buchanan, que si tous – démocrates et républicains confondus – acceptaient les décisions des juges, alors « le problème serait réglé[20] ».

Lorsque l'arrêt de la Cour fut rendu public, Lincoln se trouva donc en porte-à-faux. Mais il y avait dans cette décision, au demeurant non unanime, tant de partis pris politiques, tant d'arrogance idéologique qu'il n'eut guère de mal, après une phase initiale quelque peu hésitante, à trouver la faille et à contre-attaquer. Et il le fallait, car la prise de position de la Cour avait pour première et stupéfiante conséquence de rendre le programme républicain *et le parti lui-même*, avec son rejet de la

souveraineté populaire en matière d'esclavage et ses références au compromis de 1820, « inconstitutionnels » !

Comment ces juges, se demanda Lincoln, avaient-ils pu à ce point tourner le dos aux textes fondateurs de la République et aller jusqu'à exclure l'homme noir de la société, pour ne pas dire du genre humain ? La Déclaration d'indépendance, bible de tous les Américains, ces hauts magistrats l'avaient « attaquée, moquée, travestie, souillée de leurs crachats et déchirée, au point que, si ses auteurs pouvaient revenir parmi nous, ils seraient incapables de la reconnaître[21] ». La foi de Lincoln dans la Cour suprême s'en trouva ébranlée, pour ne pas dire éteinte ; de fait, il ne la retrouva jamais.

Il avait jusque-là ruminé ses idées sans chercher à les faire connaître, mais c'est Stephen Douglas, toujours lui, qui de manière impromptue lui fournit l'occasion de dévoiler publiquement le fond de sa pensée. De retour de Washington où le Congrès venait de clore sa session, le sénateur démocrate prononça le 12 juin 1857 à Springfield, au siège de l'Assemblée d'Illinois, un discours très attendu sur l'affaire Dred Scott… et sur la situation de l'Utah, territoire majoritairement occupé par la secte polygame des mormons que dirigeait le charismatique Brigham Young[j].

Douglas se félicita naturellement que les juges « honnêtes et consciencieux » de la Cour suprême aient confirmé les principes de sa propre loi sur le Kansas et le Nebraska (notamment le rejet du compromis de 1820), ajoutant que s'opposer à leur décision revenait à porter « un coup mortel à l'ensemble de notre régime républicain ». Mais, jouant sur la négrophobie ambiante, il alla plus loin que les juges eux-mêmes dans la stigmatisation des Noirs. Si, comme l'estimait la Cour suprême, la Déclaration d'indépendance avait laissé ces derniers hors du champ démocratique, c'est parce que les Noirs appartenaient « à une race inférieure qui, à toutes les époques et sur toute la terre […], s'était

montrée incapable de se gouverner elle-même ». Et donc tous ceux, en particulier les adhérents du parti républicain, qui préconisaient « la fusion des races supérieures et inférieures [22] », devaient être fermement combattus.

Mais c'est au sujet de l'Utah, des mormons et de leurs pratiques polygames qu'il devait s'exprimer avec le plus de passion, n'hésitant pas à proposer des solutions parfaitement contraires à ses propres principes :

> En tant que communauté, les mormons de l'Utah sont des hors-la-loi et des ennemis étrangers, inaptes à exercer le droit de s'autogouverner [...] et indignes d'être admis comme État dans l'Union, car en cherchant à y entrer ils poursuivent un seul objectif qui est d'interposer la souveraineté de leur État et d'en faire un bouclier irréductible qui protège leurs trahisons, leurs forfaits et leurs débauches infâmes.

Une seule solution à ses yeux : « rayer de la carte leur gouvernement territorial » et traduire tous ces gens devant les tribunaux des États ou territoires adjacents[23]. Étrange analyse dans la bouche du plus ardent défenseur de la « souveraineté populaire » !

Lincoln avait assisté à son discours et il répondit à Douglas, deux semaines plus tard, le 26 juin, après avoir méticuleusement préparé sa réplique. Invité (dans la même salle que le sénateur) à s'adresser aux citoyens de la ville, principalement des électeurs ou militants républicains, il n'eut aucun mal à démontrer, au sujet de l'Utah, les incohérences de son rival :

> Il n'y a rien dans la Constitution ni dans les lois américaines qui interdise la polygamie ; pourquoi, dès lors, le « sacro-saint droit de s'autogouverner » cher au [sénateur] ne permettrait-il pas à ces gens

> de la pratiquer, ou plus exactement de la conserver, s'ils le souhaitent, du moins en attendant qu'une loi fédérale tranche la question ?

Si, dans l'affaire de l'Utah et des mormons, Douglas ne se référait plus à son fameux principe de « souveraineté populaire », c'est donc que ce principe n'avait été pour lui, dans le *Kansas-Nebraska Act*, qu'un « simple et trompeur faux-semblant en vue de promouvoir l'esclavage ».

S'agissant de l'affaire Dred Scott proprement dite, Lincoln se garda bien de contester le droit suprême de la Cour de décider en son âme et conscience et, en l'occurrence, de donner tort au plaignant. Pas question de lui désobéir ou de faire de la « résistance ». Mais les juges sont, eux aussi, sujets à l'erreur et c'est pourquoi, explique Lincoln, chacun a le droit de dire que « la décision concernant Dred Scott est erronée ». À partir de là, la voie que devait suivre l'opposition était clairement tracée : faire tout son possible, dans le respect absolu des institutions judiciaires, pour obtenir de la Cour qu'elle fasse ce qu'elle avait souvent fait dans le passé, à savoir annuler sa propre décision par l'adoption d'une décision moins inique.

Décortiquant alors la partie du discours de Douglas consacrée aux droits des Noirs, Lincoln abandonna le ton mesuré observé jusque-là et lâcha la bride à son éloquence en même temps, semble-t-il, qu'à ses convictions profondes (un an plus tard, comme nous le verrons, il sera nettement moins explicite). Dire des Noirs d'Amérique qu'ils n'étaient et ne pouvaient être citoyens était une affirmation sans consistance et démentie par les faits : dans cinq des treize États fondateurs – le Massachusetts, le New Hampshire, l'État de New York, le New Jersey et la Caroline du Nord –, les Noirs jouissaient bel et bien du droit de vote dès lors qu'ils étaient affranchis, et ceux-là en tout cas faisaient partie du « Nous, le peuple » qui ouvre la Constitution des États-Unis.

Dire de la Déclaration d'indépendance qu'elle avait fait un trait sur les Noirs et les avait exclus de son rêve d'égalité, c'était, là aussi, se méprendre sur l'état d'esprit des pères fondateurs :

> Ils ne voulaient pas dire que tous [les hommes] sont égaux par la couleur, la taille, l'intelligence, la moralité ou le statut social. Ils se sont contentés de préciser à quels égards ils considéraient tous les hommes comme étant créés égaux – « égaux au regard de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la poursuite du bonheur ». Voilà ce qu'ils ont dit et voulu dire.

En d'autres termes, les fondateurs n'avaient pas cherché à faire le constat irréaliste d'une égalité générale qui n'existait pas ; ils avaient ouvert la voie à un processus et à une espérance devant conduire à toujours plus d'égalité. Pour Lincoln, la Déclaration d'indépendance n'était pas seulement, ni principalement, un monument historique ; c'était un document vivant conçu pour que les principes abstraits qu'il contenait finissent peu à peu par entrer dans la réalité, « au rythme des circonstances » et de l'évolution des choses.

En matière de « fusion des races », Lincoln renvoya aisément la balle dans le camp de Douglas en rappelant que « neuf dixièmes des mulâtres », fruits de concubinages forcés entre Blancs et esclaves, voyaient le jour dans les États du Sud. Et, contrairement à ce qu'avait laissé entendre le sénateur démocrate, ce n'est pas parce que lui, Lincoln,

> ne voulait pas d'une femme noire pour esclave qu'il souhaitait forcément la prendre pour épouse. […] À certains égards, [cette femme noire] n'est assurément pas mon égale, mais dans l'exercice de

> son droit naturel de manger le pain qu'elle gagne avec ses mains sans demander d'autorisation à personne, elle est mon égale, et l'égale de tous.

Sur le fond, et en accord sur ce point avec l'immense majorité de la population blanche de l'époque, il ne confondait pas égalité et identité et n'était pas pour sa part favorable à la fusion des races. Il continuait, sans probablement se faire trop d'illusions, de préconiser le vieux rêve d'un retour des Noirs en Afrique et trouvait cette solution plus humaine et moins génératrice de fusions imposées et de concubinages malsains que celle, proposée par Douglas et les juges de la Cour suprême, d'une extension de l'esclavage aux territoires de l'Ouest – à celui du « Kansas, par exemple[24] », lança-t-il avec ironie, et pour conclure, sous les applaudissements nourris de la salle.

Certains spectateurs furent néanmoins déçus par la modération dont Lincoln avait fait preuve sur certains points et par le style pédagogique de sa démonstration. Ils regrettaient aussi qu'il ait si peu mis en lumière les contradictions qui pouvaient exister entre les idées du juge Taney et celles du sénateur Douglas. Mais la diatribe bien structurée de Lincoln visait justement à mettre les deux hommes dans le même sac et à montrer leur connivence face à l'oppression des Noirs et à l'extension de l'institution particulière.

En réalité, il avait écrit son discours afin qu'il soit lu plus encore qu'écouté, et tel fut bien le cas : l'*Illinois State Journal* publia l'intégralité du texte, lequel, grâce aux moyens télégraphiques de transmission, fut également repris, en totalité ou en partie, par de nombreux journaux à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Illinois. Lincoln venait de frapper le premier coup du combat qui, à l'occasion de joutes oratoires restées légendaires, allait l'opposer à Stephen Douglas pour la conquête du siège très convoité que celui-ci occupait au Sénat fédéral et qu'il allait, son

mandat arrivant à échéance, remettre en jeu l’année suivante.

10

Lincoln-Douglas : le grand débat

Au moment même où Douglas et Lincoln bataillaient à distance sur les estrades de Springfield, l'affaire du Kansas connut un nouveau rebondissement. Le président Buchanan, comme la plupart des démocrates, souhaitait que le territoire se dote au plus vite des institutions nécessaires à son entrée dans l'Union. L'assemblée esclavagiste du Kansas décida donc d'organiser, le 15 juin 1857, un scrutin destiné à élire les membres d'une convention constitutionnelle. Convaincus que le vote était truqué d'avance, les *free-soilers* restèrent chez eux, et seuls « 2 200 électeurs inscrits sur 9 000 allèrent vote[1] ». Lincoln décrivit l'événement comme « la farce la plus sublime jamais représentée[2] ». La convention siégea dans la ville de Lecompton du 19 octobre au 8 novembre et rédigea une Constitution qui, non seulement reconnaissait les esclaves présents dans l'État, mais rendait l'esclavage héréditaire.

À quoi il faut ajouter que, contrairement à la tradition juridique et aux vœux exprimés par Buchanan lui-même, aucune ratification populaire n'était prévue : seul un article (l'article 7) concernant l'importation de nouveaux esclaves serait soumis aux électeurs. La ratification de l'article en question eut lieu le 21 décembre, la plupart des opposants refusant à nouveau de se rendre aux urnes. Résultats : pour l'article, 6 226 voix (dont on sut plus tard que 2 720 étaient falsifiées) ; contre l'article, 569. À peine « adopté », le texte constitutionnel fut envoyé à Washington afin d'être examiné par le Congrès.

Les partisans d'un Kansas libre contre-attaquèrent aussitôt en décidant d'organiser à leur manière une seconde consultation. Celle-ci eut lieu le 4 janvier 1858.

L’atmosphère était si tendue que les bureaux de vote durent être protégés par la troupe. Les résultats indiquent que les esclavagistes, incapables cette fois de fausser le vote, boudèrent à leur tour les urnes de façon massive : pour la Constitution avec sa clause esclavagiste, 138 voix ; pour la Constitution sans sa clause esclavagiste, 24 voix ; contre la Constitution dans son ensemble, 10 226 voix !

Faisant fi de ses exigences antérieures, fermant les yeux sur les tricheries électorales du Kansas et sur la non-ratification effective du texte, Buchanan, pressé d’en finir et cédant à son cabinet pro-sudiste, approuva la Constitution de Lecompton et la déposa sur le bureau du Congrès le 2 février 1858. Les élus démocrates se déchirèrent sur l’attitude à adopter et la décision à prendre. Au terme de débats houleux, le Sénat vota en faveur de la Constitution de Lecompton et de l’admission du Kansas comme État esclavagiste, mais la Chambre des représentants proposa – et finit par imposer – un compromis qui impliquait l’organisation au Kansas d’un véritable et honnête scrutin de ratification portant, cette fois, sur l’ensemble du texte constitutionnel adopté à Lecompton.

Le vote eut lieu le 2 août et le résultat fut édifiant : pour, 1 926 voix ; contre, 11 812 ! La cause était entendue et l’affaire enfin classée. Les *free-soilers*, qui, à l’évidence, tenaient désormais les choses en main dans l’ensemble de l’État, allaient s’employer à rédiger un nouveau projet, non esclavagiste, de Constitution (la Wyandotte Constitution[k], ratifiée le 4 octobre 1859). Découragés, les esclavagistes quittèrent le territoire les uns après les autres, si bien qu’en 1860, à en croire les chiffres du recensement, il ne restait plus que deux esclaves au Kansas sur une population de 107 206 habitants[3]. Le Kansas fut, le 29 janvier 1861, le dernier État libre à entrer dans l’Union avant le déclenchement de la guerre de Sécession.

Mais les dégâts politiques engendrés par la longue et âpre querelle autour de la Constitution de Lecompton furent considérables au sein du parti démocrate, Stephen Douglas ne pardonnant pas au président Buchanan d'avoir accepté un texte non pleinement ratifié par les citoyens du Kansas, et donc d'avoir trahi le principe de « souveraineté populaire » dont il se voulait l'incarnation. Il se sentit moralement et politiquement contraint de rompre avec le président – moralement car il avait le sentiment d'avoir été lâché au regard des principes qui étaient les siens, politiquement car il devait songer à sa réélection qui, compte tenu du contexte et vu l'adversaire qu'il aurait sans doute à affronter, s'annonçait difficile.

La rupture de Stephen Douglas avec le président et sa farouche opposition à la Constitution de Lecompton enchantèrent nombre de républicains. Le *New York Tribune*, journal très lu dans les États du Nord, y compris en Illinois où il comptait « entre 5 000 et 10 000 lecteurs[4] », décrivit, sous la plume d'Horace Greeley, la démarche du sénateur démocrate comme « éminemment courageuse[5] » et le bruit courut que Douglas, qui avait à maintes reprises voté avec les républicains lors des débats enfiévrés du Congrès, s'apprêtait à changer de parti et à rejoindre celui de ses anciens adversaires.

Lincoln cria au loup et mit aussitôt en garde ses amis politiques contre ce qu'il percevait comme une manœuvre et un piège. Il comprenait mal qu'un homme comme Greeley se laissât aussi facilement mystifier ; d'où sa remarque au sénateur Trumbull : « Que cherche le *New York Tribune*, qui ne cesse de chanter les louanges de Douglas, de l'admirer, de le glorifier[6] ? » Herndon, alors en visite à Washington, l'informa par lettre que dans la capitale nombre de leaders républicains se montraient favorables à la réélection de Douglas lors de la prochaine sénatoriale d'Illinois.

Lincoln écrivit même à Greeley pour lui faire savoir que tout ce que Douglas avait depuis toujours dit et manigancé contre les whigs, puis contre les républicains, « on ne pourrait de sitôt le lui pardonner et on ne l'oublierait jamais[7] ». À Springfield et dans le reste de l'Illinois, les citoyens d'obédience républicaine, agacés par les immixtions extérieures, étaient sur la même longueur d'onde que Herndon, et n'entendaient pas laisser le champ libre à leur adversaire de toujours. D'où, entre autres, la remarque de Jesse K. Dubois, ami de Lincoln et contrôleur des comptes de l'État : « Dieu nous en garde ! Nos amis sont-ils devenus fous[8] ? »

Pour parer aux risques d'érosion de l'électorat, Lincoln et ses compagnons s'empressèrent de préparer le terrain en vue de la prochaine et décisive confrontation électorale prévue pour l'automne. La tradition voulait qu'avant de désigner son candidat au poste vacant de sénateur fédéral, chaque parti attende le résultat de la législative locale et se fonde sur le nouveau rapport de forces, le sénateur devant être choisi par la majorité de l'Assemblée, c'est-à-dire des deux chambres réunies. Les républicains d'Illinois décidèrent, de manière tout à fait inhabituelle, d'investir leur candidat à l'occasion d'une convention spéciale, et donc avant la tenue du scrutin législatif. Il s'agissait surtout de faire savoir aux républicains de l'extérieur, et notamment à Horace Greeley, qu'en Illinois on ne se rangerait pas derrière Stephen Douglas.

C'est ainsi que le 16 juin 1858 à 17 heures, plus de mille républicains se retrouvèrent à Springfield dans la salle de l'Assemblée d'État où siégeait d'ordinaire la Chambre des représentants. L'atmosphère était électrique, et c'est dans un climat de liesse que les délégués proclamèrent à l'unanimité Abraham Lincoln « seul et unique candidat des républicains pour succéder à Stephen A. Douglas au Sénat des États-Unis[9] ».

Trois heures plus tard, Lincoln prononça un discours d'acceptation qui devait rester longtemps dans les mémoires. Ce discours, il y travaillait depuis de longues semaines et l'avait appris par cœur, si bien qu'il s'exprima sans consulter ses notes, avec toutes les apparences d'une formidable improvisation. Il commença par accuser les pouvoirs publics d'avoir, depuis cinq ans, poursuivi une politique visant à faire taire les adversaires de l'esclavage et à en finir avec leur agitation – politique qui, selon lui, avait produit l'effet inverse de ce qui était recherché :

> Dans le cadre de cette politique, non seulement l'agitation *n'a pas cessé*, mais elle *a augmenté de manière continue*.
>
> Mon opinion *à moi*, c'est qu'elle *ne* cessera *pas* tant qu'une *crise* n'aura pas été atteinte et dépassée.
>
> « Une maison divisée contre elle-même ne peut rester debout. »
>
> Ma conviction est que notre système politique ne saurait perdurer en continuant d'être mi-*esclavagiste*, mi-*libre*.
>
> Je ne m'attends pas à voir l'Union *se dissoudre*, je ne m'attends pas à voir la maison *s'effondrer*, mais je souhaite *profondément* qu'elle cesse d'être divisée.
>
> Ce sera *tout* l'un ou *tout* l'autre.
>
> Soit les *adversaires* de l'esclavage mettront fin à son extension et le cantonneront là où l'esprit public l'estime en voie d'extinction définitive, soit ses *partisans* le feront prévaloir au point de le rendre légal dans *tous* les États, aussi bien *anciens* que *nouveaux*, au *Nord* comme au *Sud*[10].

Et de retracer alors toute l'histoire de la dernière période – avec le *Kansas-Nebraska Act*, l'affaire Dred Scott et l'arrêt

de la Cour suprême –, Lincoln voyant dans la complémentarité de tous ces événements le signe manifeste d'une conspiration entre « Stephen, Franklin, Roger et James », autrement dit Douglas, Pierce, Taney et Buchanan. La formule sur l'impossibilité de demeurer éternellement « mi-*esclavagiste*, mi- *libre* », Lincoln, comme cela a été précédemment indiqué, l'avait déjà utilisée dans une lettre du 15 août 1855 à son ami George Robertson, mais c'est la première fois qu'il exprimait cette idée en public.

De même, l'image christique de « la maison divisée », trois fois citée dans le Nouveau Testament[11] et bien connue des lecteurs de la Bible, faisait déjà partie de la panoplie des abolitionnistes, mais cette fois la mention s'inscrivait dans la perspective annoncée d'un *point* ou d'un *stade critique*, voire d'une *crise* (*crisis* en anglais), à atteindre et à dépasser.

Tranchant avec la modération coutumière de ses interventions, le discours de Lincoln sentait la poudre, et beaucoup, au sein de son camp, le trouvèrent beaucoup trop radical. À commencer par Herndon lui-même : tout cela est exact, cette déchirure, cette « maison divisée », lui déclara ce dernier après avoir lu le brouillon du discours, « mais est-il sage ou politique de le dire[12] ? » « Aucune importance, répondit Lincoln, j'entends utiliser une métaphore universellement connue qui puisse frapper l'esprit des gens et leur faire sentir le péril qui menace notre époque[13]. »

Il ajouta même : « Je préfère perdre en maintenant cette expression dans mon discours […] plutôt que de triompher en y renonçant[14]. » Herndon se déclara convaincu, mais Lincoln tint à lire son texte à une douzaine d'autres collaborateurs et conseillers qui, tous, condamnèrent le discours et l'image de la « maison divisée contre elle-même » au motif que cette façon de voir les choses était

« trop en avance sur l'époque ». Herndon se leva comme un ressort et, s'adressant à Lincoln, lui dit :

> Lisez [votre texte] *tel qu'il est*. S'il est en avance sur son temps, hissons les gens jusqu'à son niveau. Ce discours est vrai, sage et politique et, que ce soit aujourd'hui ou demain, il atteindra son but. Et même il vous portera à la présidence des États-Unis, ou du moins vous aidera à y accéder.

S'adressant à ses autres amis présents, Lincoln leur fit savoir qu'il avait longuement pesé le pour et le contre, qu'il estimait le moment bien choisi pour dire ces choses-là et qu'il ne changerait rien ni au fond, ni à la forme de son discours : « S'il est dit que je doive tomber à cause de lui, alors je tomberai attaché à la vérité, dussé-je mourir en plaidant pour ce qui est juste et ce qui est vrai[15]. »

Si Lincoln avait décrit la division des Américains sous un jour aussi sombre, c'est d'une part parce qu'il pressentait les orages à venir, mais aussi pour souligner le fait qu'il était pour sa part dans un camp, et son rival démocrate dans l'autre. Il n'avait ni oublié, ni ménagé Douglas dans son discours et ne s'était pas privé de rappeler ce qu'avait récemment dit le défenseur du « droit sacré à l'autogouvernement » des territoires, à savoir qu'il « se *fichait de savoir* si l'esclavage y était *rejeté* ou *accepté*[16] » (*voted down* ou *voted up*), l'essentiel pour lui étant que les colons expriment librement leur préférence – et que la honteuse institution puisse ainsi se propager.

Ce ton radical n'était pas sans risque, et il irrita nombre de républicains. Lincoln put s'en apercevoir au fil des mois qui suivirent. Quelques jours seulement après son discours, il eut du reste un avant-goût de ce qui l'attendait à l'intérieur de son propre camp. Un ami, le Dr Long, lui rendit visite et lui lança tout de go :

> Lincoln, ce discours stupide va vous tuer, il va vous faire perdre cette élection et vous empêchera probablement d'accéder jamais à quelque autre fonction que ce soit. J'en suis désolé, désolé, oui profondément désolé. Comme j'aimerais qu'il soit effacé de la réalité. Pas vous ?

Ajustant ses lunettes, Lincoln lui répondit très calmement : « Eh bien, docteur, si je devais d'un trait de plume rayer l'ensemble de mon existence et qu'on me laisse en cadeau ou comme simple choix la possibilité de sauvegarder une seule et unique chose, *je choisirais ce discours* et le laisserais en héritage au monde, sans rien y effacer[17]. »

Le combat s'annonçait sévère. Douglas avait beau être sorti un peu affaibli des débats sur la Constitution du Kansas et de sa rupture avec le président Buchanan, il n'en restait pas moins l'homme le plus en vue du pays – et la figure de proue de l'État d'Illinois. Les deux rivaux se lancèrent dans la campagne séparément.

La tournée électorale dura plus d'un mois et demi, mais Lincoln l'entreprit de façon étrange, suivant Douglas à la trace et se dressant à la fin de ses discours pour annoncer qu'il lui répondrait le soir même ou le lendemain. Mais une fois l'assistance (principalement démocrate) rentrée chez elle, Lincoln n'avait plus comme auditoire qu'une poignée de républicains convaincus. Son entourage s'inquiéta de cette situation que l'un de ses sympathisants n'hésita pas à décrire ainsi : « Douglas a la foule, et Lincoln les restes[18]. »

De leur côté, les démocrates jubilaient de voir l'adversaire de Douglas à la recherche d'un public et pendu ainsi aux basques de leur leader. Se gaussant de la solitude « désespérée » du malheureux candidat républicain, le *Chicago Times* lui conseilla même de se joindre aux « deux excellents cirques et ménageries alors en tournée dans

l'État[19] », car il pourrait y bénéficier d'une nombreuse assistance.

Les choses ne pouvant continuer de la sorte, Lincoln prit la décision de proposer à Douglas une série de face-à-face dans les principales villes d'Illinois, le temps de parole étant également réparti. Douglas commença par hésiter, car il n'avait pas de faveur à accorder à son poussif adversaire et il avait, dans un tel arrangement, plus à perdre qu'à gagner. Il risquait aussi, expliqua-t-il, d'avoir à partager son temps avec un troisième candidat issu des démocrates fidèles à Buchanan.

Il finit cependant par accepter la proposition, persuadé qu'un refus de sa part ne manquerait pas d'être interprété comme une dérobade et comme le signe qu'il redoutait son challenger au point d'éviter tout échange public avec lui. À ceux qui lui disaient qu'il n'aurait aucun mal à surclasser Lincoln, il répondait :

> Je le connais bien et depuis longtemps, et je sais que ma tâche sera tout sauf facile. Je préférerais, je vous l'assure, rencontrer n'importe quel autre personnage de ce pays plutôt qu'Abraham Lincoln[20].

Il était prévu qu'il y aurait, étalées entre le 11 août et le 15 octobre, sept confrontations, une dans chaque circonscription électorale, à l'exception de Chicago et Springfield où les deux hommes s'étaient déjà produits ensemble. L'arrangement stipulait aussi que les orateurs parleraient tour à tour en premier durant une heure, l'autre répondant pendant une heure et demie, les trente dernières minutes de chaque débat permettant au premier orateur de réfuter les arguments du second. Lincoln remercia Douglas de son accord, regrettant simplement qu'il se soit attribué « *quatre* ouvertures et clôtures [de débat] contre *trois*[21] ». L'équité aurait en effet voulu que la répartition soit égale, mais ce que Lincoln faisait ici semblant d'oublier, c'est que

l’art du calcul n’est ni démocrate ni républicain et que sept n’est pas divisible par deux.

La joute qui opposa les deux hommes suscita un intérêt considérable en Illinois et, au-delà, dans l’ensemble du pays, car aucune confrontation oratoire de ce genre et de cette durée n’avait jamais été organisée en Amérique. « En Illinois même, écrit Louis de Villefosse, elle déplaça des foules considérables, et des États voisins affluaient des files de chariots, des gens campaient la nuit au bord des rivières et dans les clairières. » La petite ville d’Ottawa, où le 21 août se déroula le premier débat, comptait entre 6 000 et 7 000 habitants : elle dut pour l’occasion recevoir 10 000 visiteurs ! « Douglas arrivait d’ordinaire en train spécial, entouré d’égards, on l’accueillait avec des salves d’artillerie, des fanfares et des grosses caisses. Lincoln, lui, voyageait à moindres frais, comme un modeste particulier[22]. »

De même que le « Petit Géant » et l’immense Lincoln différaient du tout au tout du point de vue de l’apparence physique, de même en effet l’apparat qui accompagnait les visites de Douglas contrastait fortement avec la simplicité et le style sans façons de son rival. Il arriva cependant que la discrétion de ce dernier se révèle plus efficace que la pompe du sénateur sortant. Voilà, à titre d’exemple, le récit qu’a laissé un observateur de l’arrivée de Lincoln à Freeport le 27 août, à l’occasion du deuxième grand débat de la série :

> Mr Douglas apparut dans une élégante calèche que tiraient quatre chevaux blancs et fut accueilli par une forte salve d’applaudissements. Mais lorsqu’on vit arriver Mr Lincoln dans un « prairie-schooner », c’est-à-dire dans un vieux chariot bâché semblable à ceux des pionniers d’autrefois, l’enthousiasme de la foule ne connut plus de bornes[23].

Dans la forme comme sur le fond, Lincoln sut, rencontre après rencontre, marquer des points, et l'avis général est qu'il se montra largement à la hauteur de son adversaire, pourtant réputé pour son éloquence vibrante et son art de faire apparaître *sa* vérité comme la seule qui vaille d'être retenue. Il semble néanmoins que ces débats, considérés par beaucoup comme historiques, aient plus marqué les esprits par leur impact médiatique que par leur contenu, car Douglas et Lincoln s'étaient déjà exprimés à maintes reprises sur les sujets les plus brûlants, et nul n'attendait de cette confrontation qu'elle fasse apparaître beaucoup d'idées nouvelles, la philosophie de l'un et de l'autre étant déjà bien connue.

Pour l'essentiel, Douglas se contenta d'expliquer à nouveau, mais cette fois avec une férocité particulière, que les républicains étaient, derrière leur modération de façade, des abolitionnistes masqués qui ne rêvaient que d'interdire partout l'esclavage. Défendant bec et ongles le *Kansas-Nebraska Act* et la décision de la Cour suprême dans l'affaire Dred Scott, il réaffirma sa foi dans la suprématie blanche, laquelle reposait sur l'infériorité naturelle et sociale des Noirs.

À cet égard, il critiqua encore et encore, chez Lincoln, l'idée, historiquement fausse à ses yeux, selon laquelle la Déclaration d'indépendance rédigée par les pères fondateurs s'adressait aux gens de couleur aussi bien qu'aux Blancs : « Elle a été faite par des hommes blancs à la seule intention des hommes blancs et de leur postérité, et ce pour toujours. » Accusant Lincoln et les siens de travailler à la désunion des États, il finissait généralement par une évocation du primat, central dans sa pensée, de la souveraineté populaire et du droit imprescriptible des colons à décider seuls de leur mode de vie local, martelant à nouveau qu'il était plus attaché « au grand principe de

l'autonomie locale *(self-government)* et au droit du peuple à se régenter qu'à tous les Noirs du monde chrétien[24] ».

Impressionné lors des premiers débats mais beaucoup plus à l'aise vers la fin, Lincoln, pour sa part, s'employa d'abord à arrondir les propos qu'il avait tenus dans son discours d'acceptation, expliquant que son but n'était ni de dresser les États les uns contre les autres, ni de préparer l'opinion à un conflit, ni d'uniformiser un pays naturellement et heureusement très divers : « La grande variété des institutions locales d'un État à l'autre – différence due au sol, à la physionomie du pays et au climat – est source d'union » et de complémentarité, mais la question qui occupe l'Amérique d'aujourd'hui, ajoutait-il, est celle de savoir

> si, dans l'histoire de notre vie publique, l'institution de l'esclavage a jamais réussi à être source d'union ou si, au contraire, elle a été une pomme de discorde et un facteur de division au sein de notre maison [commune][25].

Quant à la formule contestée par Douglas, à savoir qu'« une maison divisée contre elle-même ne peut rester debout », elle émanait d'une autorité supérieure à laquelle ni le sénateur ni lui-même ne pouvaient décemment se mesurer.

Le 2 août, les électeurs du Kansas avaient, à une très forte majorité, repoussé la Constitution esclavagiste de Lecompton et Lincoln, conscient que la « souveraineté populaire » dont Douglas avait fait son cheval de bataille, était en train de se retourner contre lui, sauta sur l'occasion pour harceler son adversaire à l'aide de questions embarrassantes sur le *Kansas-Nebraska Act* et la récente décision de la Cour suprême. Le 27 août, à Freeport, il posa à Douglas une question piège – la question qui tue, en quelque sorte :

> La population d'un territoire des États-Unis peut-elle, de manière légale, et contrairement au souhait de quelque citoyen américain que ce soit, exclure l'esclavage de ses frontières avant de s'être dotée d'une Constitution d'État[26] ?

Répondre « oui », c'était, pour Douglas, confirmer son adhésion au principe de souveraineté populaire, mais se mettre en contradiction avec l'arrêt Dred Scott ; d'un point de vue électoral, c'était accroître ses chances d'être réélu sénateur de l'Illinois, mais c'était aussi perdre à l'avance le soutien décisif des sudistes pour l'élection présidentielle de 1860.

Répondre « non », c'était tourner le dos à la souveraineté populaire, le principe même sur lequel il avait assis sa carrière politique, et ce reniement risquait fort de lui coûter sa réélection au poste de sénateur. Pour se tirer du mauvais pas où l'avait mis Lincoln, Douglas dut biaiser quelque peu. Il répondit qu'il acceptait naturellement l'arrêt Dred Scott, lequel empêchait le Congrès d'interdire l'esclavage dans les territoires, mais il laissa entendre qu'une assemblée territoriale pouvait décourager l'esclavage en omettant d'adopter les nécessaires « règlements de police » que requérait la présence d'esclaves. Autrement dit, la volonté *pratique* des colons locaux pouvait prévaloir sur les décisions *abstraites* de la Cour suprême :

> Ces règlements de police ne peuvent être établis que par l'assemblée locale. Si les habitants sont opposés à l'esclavage, ils enverront à cette assemblée des représentants qui par des lois hostiles interdiront dans les faits son introduction parmi eux. Si, au contraire, ils sont pour, leur législation en favorisera l'extension. Dès lors, indépendamment de ce que la Cour suprême peut décider sur cette question abstraite, le droit du

> peuple à faire de son territoire un territoire à esclaves ou un territoire libre reste plein et entier dans le cadre de la loi sur le [Kansas-]Nebraska[27].

Cette thèse, désignée sous le nom de « doctrine de Freeport » (*Freeport Doctrine*), autorisait donc en pratique tout territoire, avant même de devenir un État, à *exclure* aussi bien qu'à *perpétuer* l'esclavage si sa population en décidait ainsi ; et cela revenait en outre à invalider *de facto* l'arrêt pris par la Cour suprême dans l'affaire Dred Scott. Le piège de Lincoln avait, semble-t-il, fonctionné. La « doctrine de Freeport » fut aussitôt jugée irrecevable par les sudistes et autres tenants de l'esclavagisme. L'avenir montrerait bientôt que ceux-ci n'avaient pas la mémoire courte.

La veille de la rencontre de Freeport, l'entourage de Lincoln, qui ne voyait pas aussi loin que lui dans le temps, lui avait déconseillé de poser sa question-piège, craignant qu'elle n'indispose l'électorat d'Illinois : « Si vous le faites, lui dirent ses amis, vous ne serez jamais sénateur. » À quoi Lincoln rétorqua : « Si Douglas répond, il ne sera jamais président[28]. »

Cette audacieuse interpellation fut à peu près le seul élément nouveau de la controverse opposant les deux hommes. Accusant son adversaire et les tenants de l'extension de l'esclavage d'« éteindre les bougies morales qui [les] entourent », Lincoln ne se priva pas de citer le début de la loi associée au nom de Douglas : « L'intention et la signification de ce texte n'étant pas d'introduire légalement l'esclavage dans aucun territoire ou *État*… » Et de commenter l'ajout de ce mot : « Je me suis toujours demandé ce que le mot "État" venait faire là. Le juge Douglas le sait. *C'est lui qui l'y a mis*. »

La loi en question ne concernant que les *territoires* et l'arrêt Dred Scott interdisant, de son côté, aux « citoyens d'exclure l'esclavage d'un *territoire* », l'ajout du terme incriminé ne pouvait être autre chose qu'une tactique visant

à préparer des mesures plus favorables encore à l'extension de l'esclavage. Sachant que la Cour suprême allait bientôt devoir se prononcer sur des cas analogues à celui de Dred Scott, Lincoln précisa ses soupçons :

> Si un nouvel arrêt Dred Scott survient décrétant que l'on ne peut exclure [l'esclavage] d'un *État*, alors nous découvrirons que le mot n'avait été mis là à l'origine que dans la perspective d'une novation à venir et nous nous rendrons compte qu'il s'agissait de la *face cachée* d'autre chose.

D'où la thèse d'un complot ourdi, dans toutes les branches du pouvoir, par les tenants d'une généralisation de l'esclavage :

> La vérité selon moi, c'est qu'il y avait parmi ceux qui gèrent la question de l'esclavage depuis quatre ou cinq ans une *tendance*, sinon une conspiration visant à rendre l'esclavage perpétuel et universel dans notre pays[29].

Un dernier point mérite d'être souligné, qui montre l'ambiguïté de certaines positions de Lincoln au sujet des droits de la minorité noire. Face à Douglas, il répétait sans relâche que, conformément à ce qu'avaient voulu Jefferson, Washington et Madison, un Noir, même s'il pouvait être inférieur à différents égards, « devait jouir de tous les droits naturels énumérés dans la Déclaration d'indépendance, à savoir le droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur. [...] *Il est mon égal et l'égal du juge Douglas et l'égal de tous les vivants*[30]. »

Mais, lorsque Douglas lui demanda s'il était « favorable à la citoyenneté des Noirs », Lincoln dut – quelles que fussent alors ses propres convictions – tenir compte dans sa réponse de ce que pensait l'immense majorité de son

auditoire et de la population blanche de l'Illinois, laquelle en 1848 s'était prononcée à 70 % contre l'entrée de nouveaux Noirs dans l'État :

> Aux termes de la Constitution des États-Unis, rétorqua-t-il, les différents États ont le pouvoir de donner la citoyenneté à un Noir s'ils le désirent. L'arrêt Dred Scott affirme qu'ils n'ont pas ce pouvoir. Si l'État d'Illinois disposait de ce pouvoir, *je m'opposerais à ce qu'on l'exerce* [applaudissements et cris : « Bien, bien ! »]. C'est tout ce que j'ai à dire sur le sujet[31].

Quelques instants plus tôt, il n'avait pas craint d'affirmer, sous de vives acclamations, qu'il n'était ni n'avait jamais été « favorable à l'institution d'une égalité sociale et politique entre la race blanche et la race noire » et qu'il existait entre les deux races une « différence physique » qui, selon lui, interdirait à jamais ce type d'égalité[32]. D'où son rêve, précédemment évoqué, d'un retour massif des Noirs en Afrique.

Comme le note George M. Frederickson dans un ouvrage récent, un certain nombre d'historiens de notre époque ont stigmatisé l'affirmation par Lincoln d'une *suprématie blanche* indépassable et ont vu en lui « un émancipateur très hésitant ou réticent[33] ». Le plus sévère d'entre eux, Lerone Bennett, est allé jusqu'à décrire le Grand Émancipateur comme ayant été « le plus important pilier de l'esclavage pendant au moins cinquante-quatre des cinquante-six ans de sa vie[34] ».

D'autres historiens, également critiques mais plus modérés, ont vu dans les tirades « racistes » de Lincoln, notamment lors des débats de 1858 avec Stephen Douglas, « une concession obligée à l'électorat profondément négrophobe de l'Illinois » ou encore un sentiment *réel* dont Lincoln « finit par se débarrasser durant ses années de

présidence[35] ». Le débat reste ouvert, le plus sage étant peut-être de se ranger à l'avis du poète américain W. E. B. Du Bois qui, en 1922, dépeignit Lincoln comme « assez grand pour être incohérent[36] » : à partir de ses contradictions, « il s'est frayé de haute lutte un chemin jusqu'aux sommets, et il a mené ce combat aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de lui-même[37] ».

Comme Lincoln l'avait pressenti dans son discours d'acceptation, sans doute fallait-il qu'une grande « crise » se produise, et qu'elle soit « dépassée », pour que l'opinion américaine finisse par inscrire la citoyenneté de *tous* sur la liste des droits naturels de l'homme – et pour que lui-même mette plus d'ordre et de clarté dans ses idées.

Car, nous venons de le noter, il est difficile de savoir si son opposition au « pouvoir de donner la citoyenneté aux Noirs » en Illinois était dictée par des convictions personnelles ou par le respect qu'il vouait à la Cour suprême – ou par les deux à la fois –, et dans quelle proportion. Lors du débat de Galesburg, le 7 octobre, Douglas n'avait d'ailleurs pas manqué, face aux quelque 20 000 personnes présentes, de relever les contradictions de son adversaire républicain, le décrivant sous les traits d'un caméléon politique qui, selon la composition de l'auditoire, chantait tantôt « l'égalité des Noirs », tantôt la nécessité d'une séparation entre des races socialement et politiquement inassimilables[38]. Peut-être convaincu, bien avant Clemenceau, qu'« on ne sort de l'ambiguïté qu'à son désavantage », Lincoln ne répondit pas, du moins pas ce jour-là.

C'est également à Galesburg que Douglas se livra à l'une des rares attaques personnelles de cette série de débats marquée de bout en bout par une grande dignité et un évident respect mutuel. Soucieux probablement de mettre les sociétés de tempérance de son côté, il reprocha à l'*honest Abe* d'avoir, dans sa jeunesse, été un vendeur de

boissons alcoolisées. Lincoln lui retourna la monnaie de sa pièce en admettant qu'il avait bien travaillé, à l'époque de leur jeunesse commune, dans un magasin de détail où l'on vendait et servait de l'alcool, mais, ajouta-t-il avec humour, « la différence entre le juge Douglas et moi, c'est que j'étais *derrière* le bar, et lui *devant*[39] » !

En dépit des failles et incohérences évoquées plus haut, sa performance face au champion sortant eut des échos favorables bien au-delà des frontières de l'Illinois, au point qu'un journal du Massachusetts n'hésita pas à s'interroger, comme désormais beaucoup d'Américains, sur « sa capacité et ses chances d'accéder à un poste encore plus élevé[40] ». Le 30 octobre, une fois les sept débats achevés, Lincoln rassembla ses partisans à Springfield et fit devant eux la synthèse de ce qui venait de se passer. Il s'efforça d'abord de rassurer les sudistes sur ses intentions, redisant qu'il ne ferait rien pour supprimer l'esclavage là où il existait, qu'il reconnaissait aux planteurs « le droit de récupérer leurs esclaves fugitifs » et que seules des « circonstances » historiques particulières distinguaient la culture du Nord de celle du Sud. Dans ce discours de fin de campagne, il tint aussi à répondre à ceux qui voyaient en lui un homme d'« ambition » :

> Je ne prétends pas être insensible aux honneurs politiques ; mais aujourd'hui, si les limites instaurées par le compromis du Missouri pouvaient être rétablies et si l'ensemble du problème de l'esclavage pouvait reposer comme à l'origine sur l'idée qu'on le « tolère » *par nécessité* là où il existe tout en s'opposant de manière inflexible à son extension, alors, tout bien pesé, j'accepterais avec joie que le juge Douglas ne *quitte* jamais et que, moi, je n'*occupe* jamais aucun siège, aussi

longtemps que nous serons tous deux, ou séparément, en vie[41].

Quelques jours après la dernière confrontation (celle du 15 octobre, à Alton), la campagne fut soudain perturbée par l'annonce de très graves incidents qui venaient d'ensanglanter la Virginie. Dans l'espoir de déclencher une révolte générale des esclaves de la région, John Brown, l'abolitionniste illuminé qui s'était déjà sinistrement illustré au Kansas, avait attaqué l'arsenal de Harper's Ferry, petite bourgade située le long du Potomac. Aidé financièrement dans son entreprise par des abolitionnistes de Nouvelle-Angleterre et assisté de dix-huit compagnons (treize hommes blancs, dont trois de ses fils, et cinq hommes noirs), il s'était emparé des armes et munitions stockées dans l'arsenal et avait pris en otages quarante citoyens de la ville.

Le soulèvement espéré des Noirs n'eut pas lieu (un mois plus tôt, il avait à cette fin essayé d'embrigader dans son aventure le célèbre porte-parole de la communauté noire, Frederick Douglass, mais, mauvais signe, celui-ci avait refusé). Au bout de deux jours de combats, Brown avait dû, comme ceux de ses compagnons qui avaient survécu, se rendre aux troupes fédérales commandées – ironie de l'histoire – par le futur général en chef des forces confédérées, le colonel Robert E. Lee.

Encensé par les abolitionnistes et intellectuels du Nord, haï par les sudistes, il fut arrêté, jugé dans les plus brefs délais et condamné à mort. Lincoln salua chez lui « un grand courage et une rare abnégation », mais estima que l'homme était « fou[42] ». Certains démocrates virent dans ces événements une aubaine et s'empressèrent de désigner les républicains comme les véritables instigateurs de ce coup manqué. Lincoln leur répondit que ces accusations ne reposaient sur rien et n'étaient que des « calomnies malveillantes » agitées à la veille d'une importante

élection. « Vous n'avez pas été en mesure, leur lança-t-il, d'impliquer un seul républicain dans cette entreprise. » Et d'ajouter :

> Dans la situation qui est celle des États-Unis aujourd'hui, je ne crois pas qu'une insurrection générale ou de très grande ampleur des esclaves soit possible. La coordination indispensable à une telle action n'est pas à leur portée. Les esclaves ne disposent pas de moyens rapides de communication, et ce ne sont pas des hommes libres, qu'ils soient blancs ou noirs, et aussi incendiaires soient-ils, qui peuvent les leur fournir[43].

John Brown, lui, joua les martyrs jusqu'au bout. Le 2 décembre, assis sur son cercueil dans la charrette virginienne qui le conduisait à la potence, il s'écria : « Moi, John Brown, j'ai aujourd'hui l'absolue certitude que jamais les crimes de cette terre coupable ne se laveront autrement que dans le sang[44]. »

En exil à Guernesey, Victor Hugo fit cause commune avec le héros malheureux de Harper's Ferry et en vint aux mêmes conclusions que lui : « Dès aujourd'hui, écrivit-il le 1er mars 1860, l'Union américaine peut [...] être considérée comme rompue. Je le regrette profondément, mais cela est désormais fatal ; entre le Sud et le Nord, il y a le gibet de Brown[45]. » Le jour même de l'exécution, il avait, dans une autre lettre, comparé le sort de John Brown à celui d'un célèbre gladiateur thrace, lui aussi libérateur d'esclaves, lui aussi mort pour sa cause : « Que l'Amérique le sache et y songe, il y a quelque chose de plus effrayant que Caïn tuant Abel, c'est Washington tuant Spartacus[46]. »

Au terme des multiples et vives confrontations qui avaient opposé Lincoln et Douglas, et alors que l'affaire Brown agitait tous les esprits, nul ne pouvait dire lequel des deux

protagonistes allait l'emporter lors de l'élection du 2 novembre.

Il y eut en réalité deux vainqueurs et deux vaincus : les républicains, en assez net progrès, obtinrent la majorité des suffrages dans l'ensemble de l'État, avec une majorité de quelque 4 000 voix. Lincoln et ses amis avaient donc toutes les raisons de se réjouir. Mais, en raison du découpage des circonscriptions, des évolutions démographiques et du fait qu'une partie seulement des membres du Sénat local avaient été soumis à réélection (les treize autres, dont huit démocrates, restant en poste), les démocrates conservèrent la majorité absolue dans l'ensemble de l'Assemblée d'État. Le vote des deux chambres réunies destiné à élire le sénateur fédéral eut lieu le 5 janvier 1859 et le résultat fut le suivant : 54 voix pour Douglas, nettement reconduit, et 46 pour Lincoln.

Dans un premier temps, celui-ci accusa le coup. Comme on lui demandait ce qu'il ressentait, il expliqua qu'il était « comme un jeune garçon qui vient de se cogner l'orteil », à savoir qu'il « avait trop mal pour en rire, et était trop grand pour en pleurer[47] ». Reste qu'il sombra pendant quelque temps dans l'une de ces phases dépressives qui depuis toujours ou presque ponctuaient régulièrement sa vie. « Je n'ai jamais vu un homme, nota son vieil ami Henry Whitney, aussi profondément et aussi totalement déprimé[48]. » Lincoln jugeait sa carrière bel et bien terminée et pressentait que ses partisans et amis allaient en bloc lui tourner le dos : « Je m'attends à ce que tout le monde m'abandonne, à l'exception de Billy[49]. »

Mais, en tant que leader politique et dirigeant de parti, il se devait d'afficher un certain optimisme et, les jours passant, il ne tarda pas à s'y employer. Dans une lettre à son ami le Dr Henry, il se félicita d'avoir participé à la récente campagne sénatoriale et d'avoir ainsi pu faire entendre sa voix « sur la grande question du siècle »,

question qui dépassait et sa personne et son destin individuel : « Quoique désormais effacé du paysage et voué à l'oubli, je pense avoir laissé quelques traces qui serviront la cause de la liberté civile longtemps après que j'aurai disparu[50]. » Et à un autre ami, Henry Ashbury, il écrivit avec plus de force encore : « Le combat doit continuer. La cause de la liberté civile n'est pas quelque chose qu'il faille abandonner après *une*, voire après *cent* défaites[51]. »

Sur le chemin de Freeport où le 27 août avait eu lieu son deuxième débat avec Stephen Douglas, certains proches lui avaient rappelé qu'il bataillait pour le poste de *sénateur fédéral* et rien d'autre et qu'il devait, s'il voulait être suivi par l'opinion, maintenir ses arguments à ce niveau au lieu de se lancer dans de vastes considérations philosophiques, historiques ou de portée nationale. Non, avait-il répondu, « je vise un plus gros gibier. [...] La bataille de 1860 vaut cent fois celle-là[52]. »

Cette idée refit rapidement surface une fois passée la phase initiale de déception, comme si la mélancolie de Lincoln était la compagne inséparable de son génie et servait secrètement de « combustible[53] » à ses ambitions. Encouragé par sa femme, par Herndon et ses amis les plus proches, il reprit courage et se remit à viser haut, convaincu que, s'il avait *numériquement* perdu l'élection dans le cadre étroit et codifié de l'Assemblée, il avait recueilli plus de suffrages populaires que Douglas et, en dépit du résultat final, qu'il était sorti *politiquement* renforcé de l'épreuve.

Tout, pour l'avenir, n'était donc pas perdu. Les événements, pensait-il, ne tarderaient pas à lui donner raison et le début de guerre civile qui avait ensanglanté le Kansas avait toutes les chances de se répéter – mais qui pouvait dire où et à quelle échelle ? D'où les derniers mots de sa lettre à Ashbury : « Une nouvelle explosion ne va pas tarder à survenir[54]. »

Cette explosion, il la sentait poindre, il la redoutait ; mais, d’une manière encore confuse, il sentait aussi que son destin allait s’y jouer, en même temps que celui de l’Amérique.

11

La marche à la présidence

En plus de ses sept débats publics avec Douglas, Lincoln avait depuis plusieurs mois passé l'essentiel de son temps à organiser l'action du parti républicain dans l'Illinois ; il était allé soutenir les candidats aux quatre coins de l'État, voyageant sans cesse, prononçant des discours, prodiguant conseils et encouragements. La campagne finie et la défaite consommée, sinon digérée, il dut au plus vite reprendre ses activités d'homme de loi, car les caisses de la famille étaient vides : « Il y a si longtemps que je dépense sans rien gagner, confia-t-il à Norman Judd, que je suis aujourd'hui sans le moindre sou, y compris pour les besoins du ménage[1]. »

Mais la politique ne vous lâche pas aussi aisément une fois qu'elle s'est emparée de vous. Lincoln se retrouva, une fois de plus, dans la nécessité professionnelle de se « dédoubler », plaidant tel jour pour ses clients, tel autre jour pour ses idées, partageant du mieux qu'il pouvait et son temps et son énergie.

Et ce ne sont pas les tâches politiques qui manquaient. Tout d'abord, il ne fut pas le seul à se retrouver désargenté au terme de la campagne sénatoriale : le parti républicain s'était lourdement endetté à cette occasion et cela avait entraîné au sein de l'équipe dirigeante des tensions qu'il dut s'efforcer d'apaiser. En second lieu, dans la perspective de l'élection présidentielle prévue pour novembre 1860, il lui incombait de préserver en Illinois, comme ailleurs, l'unité d'une formation jeune et assurément dynamique, mais tiraillée entre ses extrêmes et que séduisait parfois le discours anti-Buchanan de Douglas. Indépendamment de sa propre personne, il avait enfin le devoir de préparer le

terrain pour que le candidat à la présidence qui serait bientôt désigné par les adhérents du parti républicain soit un homme capable de rassembler sur son nom les voix obtenues en 1856 par John Frémont et Millard Fillmore, leur addition étant sinon le gage, du moins la condition d'une majorité possible.

À peine réélu, Douglas s'était empressé de parcourir tous les États du Sud pour y redresser son image et se faire pardonner d'avoir dit qu'il « se fichait » que l'esclavage soit « rejeté » ou « accepté » par les colons des territoires. Informé de ce voyage, et conscient par ailleurs qu'il ne pouvait unir son propre parti qu'en unifiant sa pensée, Lincoln entreprit, à son tour, une vaste tournée dans le Midwest, s'adressant aux groupes républicains locaux, reprenant sans se lasser tous les thèmes qu'il avait abordés au cours de la récente campagne, cherchant à convaincre ses auditeurs de la justesse de la vision équilibrée qu'il proposait concernant l'esclavage et son extension.

Dans les villes visitées tout au long de l'année 1859 – Columbus, Dayton, Hamilton, Cincinnati, Indianapolis –, il ne manqua aucune occasion de s'en prendre aux ruses politiques de Douglas et au caractère inacceptable de certains de ses propos, notamment ceux qu'il avait tenus à Memphis, le 29 octobre 1858, au sujet des Noirs et des crocodiles. Il a osé dire, lança Lincoln, qu'il était « pour le Noir contre le crocodile, mais pour l'homme blanc contre le noir », répandant ainsi, et banalisant, l'idée funeste que les Noirs ne sont pas des hommes mais des animaux, pire, « des reptiles », et sapant ainsi la résistance de l'opinion à l'extension indéfinie de l'esclavage. L'entreprise de Douglas n'avait selon lui qu'un objectif, qui était de « débaucher l'opinion publique[2] » et de l'amener à accepter l'inacceptable – la nationalisation de l'institution particulière.

Son séjour à Cincinnati, les 16 et 17 septembre, fut infiniment plus réussi que sa première visite (marquée, on s'en souvient, par un procès de sinistre mémoire) et Lincoln put mesurer l'étendue nouvelle de sa popularité :

> [Il] revint dans cette ville, écrit William M. Dickson, avec une renommée aussi vaste que le continent, le front ceint des lauriers de sa joute avec Douglas et avec la présidence presque à portée de main. Sa venue fut scandée par le tonnerre des coups de canon, la musique des fanfares militaires et les joyeux applaudissements des citoyens massés le long des rues. Après s'être adressé à une foule nombreuse sur le marché de la Cinquième Rue, il fit l'objet d'un accueil princier à l'hôtel Burnet House, et là reçut avec courtoisie les personnalités de la ville venues saluer l'étoile montante de l'Ouest[3].

En décembre de la même année, et cela a été rarement signalé par les biographes, Lincoln se rendit non sans courage au Kansas. S'adressant – à Leavenworth, Atchison, Troy et autres localités – à des auditoires nombreux mais traumatisés par les drames récents, il s'attacha tout à la fois à les charmer et à les rassurer sur leur avenir. Il prononça également un discours à St. Joseph, de l'autre côté du Missouri, face à la petite ville d'Elwood : « Une importante escorte de partisans d'un "Kansas libre" traversèrent le fleuve jusqu'à St. Joseph afin d'entendre l'orateur et, par la même occasion, de le protéger en cas de violence – une éventualité que beaucoup avaient prédite. » Ce voyage, comme celui de Cincinnati, fut parfaitement réussi, et Lincoln « regagna l'Illinois en laissant derrière lui une multitude de nouveaux amis[4] ».

Mais, lors de ces différentes et multiples rencontres, une question lancinante revenait sans cesse : qui fallait-il désigner, dans le camp républicain, pour la présidentielle à

venir ? Le nom de Lincoln commença à être mis en avant par certains de ses amis et compagnons, mais aussi par une partie de la presse : plusieurs journaux de l'Illinois, dont l'*Illinois Gazette*, l'*Olney Times* et le *Rockford Republican* mentionnèrent la possibilité de sa candidature, imités dans cette démarche par divers quotidiens ou hebdomadaires extérieurs à l'État comme le *Sandusky Commercial Register* (Ohio), le *Reading Journal* (Pennsylvanie) ou le *New York Herald.*

Répondant au rédacteur en chef du *Rock Island Register* qui proposait que tous les journaux de l'Illinois annoncent ensemble et simultanément sa candidature, Lincoln se déclara « flatté et heureux » d'une telle démarche, mais s'empressa d'ajouter qu'il n'était pas l'homme de la situation et n'était pas taillé pour cette haute fonction : « La franchise m'impose de vous dire que je ne suis pas apte à devenir président[5]. »

Il ne s'agissait pas, chez Lincoln, de fausse modestie, mais d'une perception réaliste des choses. Le bilan de sa carrière politique était bien mince pour faire de lui un candidat naturel à la présidence : certes il avait, dix ans plus tôt, effectué un mandat, au demeurant peu glorieux, à la Chambre fédérale des représentants, mais il n'avait jamais été gouverneur, ni maire de Springfield, et ne connaissait pas grand-chose aux hautes sphères de la vie politique nationale.

Il était de plus issu d'un milieu pauvre, ne disposait d'aucune fortune, n'avait fréquenté l'école que très épisodiquement et devait l'essentiel de son savoir à ses efforts d'autodidacte. Il avait le sentiment d'être si peu connu en dehors de l'Illinois qu'en octobre 1859, alors que son fils Robert préparait son dossier d'admission à l'université Harvard, il avait crut bon, semble-t-il, de demander une lettre de recommandation à son adversaire de toujours, Stephen Douglas[6]. Ses débats avec ce dernier,

lors de la récente sénatoriale, lui avaient assurément apporté un important surcroît de notoriété dans le pays, mais en 1859 comme en 1855 c'est lui qui était finalement sorti vaincu de la bataille.

À quoi s'ajoutait qu'au sein du parti républicain d'autres candidats potentiels, manifestement plus en vue et probablement plus qualifiés que lui, avaient de bonnes chances d'être désignés, au premier rang desquels William H. Seward, sénateur et ancien gouverneur de l'État de New York, et Salmon P. Chase, gouverneur de l'Ohio. Mais ces deux leaders, malgré leur notoriété ou à cause d'elle, souffraient de sérieux handicaps, dont celui, fâcheux pour des rassembleurs, d'afficher des positions proches de l'abolitionnisme : beaucoup reprochaient à Seward d'avoir, lors des débats sur le compromis de 1850, condamné l'esclavage au nom d'une loi morale qu'il disait « supérieure » à la Constitution fédérale et qui devait s'imposer à elle. Plus récemment, le 25 octobre 1858, il avait en quelque sorte aggravé son cas en renchérissant sur les thèses (abruptes et mal comprises) de Lincoln lui-même, c'est-à-dire en décrivant la querelle Nord-Sud comme un « conflit irrépressible » au terme duquel l'Amérique serait ou totalement esclavagiste ou totalement libre[7].

Gouverneur de l'Ohio, et très en pointe lui aussi sur la question de l'esclavage, Salmon Chase avait déjà tenté d'être candidat en 1856 et avait échoué ; on reprochait à sa carrière d'être trop louvoyante et à l'homme de manquer de charisme, même si physiquement il était, selon certains, « le président idéal pour un sculpteur[8] » ; il lui manquait surtout des soutiens sûrs, y compris dans son propre État, lequel n'appuya pas sa candidature.

En piste également : Simon Cameron, sénateur de Pennsylvanie, qui avait peu de soutiens en dehors de son État, et Edward Bates, du Missouri, ancien whig et *free-soiler* qui n'appartenait même pas au parti républicain et

bénéficiait de l'appui, suicidaire en l'occurrence, de l'imprévisible Horace Greeley.

Les jeux étaient donc ouverts, et Lincoln commença à se demander s'il ne ferait pas meilleure figure que tous ceux-là ou que le piètre sortant, James Buchanan. Ses vues sur l'esclavage étaient connues, mais il avait, au-delà de cette question, une théorie de la société qui, bien présentée, pourrait compléter son bagage de candidat. Cette théorie, en partie inspirée de plusieurs économistes américains et sans doute aussi de Karl Marx[l], il l'avait exposée le 30 septembre de l'année précédente devant une assemblée d'agriculteurs du Wisconsin à Milwaukee.

Il s'était, ce faisant, efforcé de contrer l'idée, exposée dans de nombreux pamphlets sudistes, dont ceux de George Fitzhugh et Edmund Ruffin (évoqués au chapitre 9)[9], selon quoi l'esclavage industriel était humainement et socialement pire que l'institution particulière : dans une société non esclavagiste, expliqua Lincoln, ou bien on est un travailleur libre, ou bien on est « loué » à vie, souvent contre son gré, par les détenteurs du capital et dans ce cas on mène en effet une existence proche de celle d'un esclave. Mais « le travail est antérieur au capital et indépendant de lui, [...] le capital est en fait le fruit du travail et il n'aurait jamais pu voir le jour si le travail n'avait pas existé *avant* lui ».

À partir de là, deux principes s'imposaient selon lui à tout peuple digne de Celui qui avait donné à l'homme « une tête et deux mains », lesquelles étaient conçues pour travailler de concert : placer la valeur du travail au-dessus de celle du capital et mettre l'instruction à la portée de tous, car plus on est instruit, moins on risque d'être *indéfiniment* assujetti au capital et à ses détenteurs.

Lincoln savait de quoi il parlait : il avait loué sa force de travail pendant dix-huit ans de sa vie « à 12 dollars par mois » et, après avoir étudié le droit, était ensuite devenu

un travailleur libre. En phase avec la condition et les aspirations des agriculteurs de l'Ouest, lesquels n'avaient besoin pour vivre ni « des faveurs du capital », ni des services d'un personnel asservi, il n'est pas sûr, explique le biographe H. G. Pitt, que ces analyses eussent trouvé l'oreille des ouvriers du Nord-Ouest industriel, « où l'indépendance économique n'avait alors plus beaucoup de chances d'être la récompense d'un dur labeur[10] ». Mais avec ce discours plutôt inhabituel – et étrangement silencieux sur le rôle écrasant que les grandes fortunes accumulées jouaient déjà dans l'économie – Lincoln avait élargi aux yeux des paysans de l'Ouest sa palette idéologique et sa stature de présidentiable.

À toutes fins utiles, Lincoln envoya à un journal de Pennsylvanie, le *Chester County Times* – et à la demande d'un de ses rédacteurs, Joseph J. Lewis –, une assez longue fiche biographique destinée à la préparation d'un article sur sa carrière passée… et à venir. Quelque peu étoffé par le journaliste en question, cet article, repris ensuite par de nombreuses gazettes républicaines et qui constitue de fait la toute première biographie de Lincoln, ajouta une pierre de plus sur le chemin qui devait mener ce dernier à la Maison-Blanche.

Sa tournée dans l'Ouest achevée, Lincoln s'avisa qu'un voyage du même genre dans les États de la côte atlantique serait opportun. Aussi accepta-t-il avec empressement une invitation à venir exposer ses idées à Brooklyn dans le cadre d'un club religieux local fréquenté par de jeunes intellectuels – et, qui plus est, sur les terres mêmes de son rival potentiel au sein du parti, William Seward. Sachant qu'il aurait devant lui un auditoire particulièrement raffiné, il prépara son discours avec encore plus de soin que d'habitude et, sachant aussi que l'habit fait en partie le moine, il sacrifia 100 dollars à l'achat d'un costume flambant neuf. Puis il prit le chemin de New York.

Lorsqu'il s'installa à l'Astor Hotel le 25 février 1860, il eut la surprise d'apprendre que sa conférence n'aurait pas lieu à Brooklyn, mais à Manhattan, au Cooper Institute. Ayant appris sa venue, les républicains de la région, notamment Henry C. Bowen, rédacteur en chef du journal abolitionniste le *New York Independent*, avaient fait en sorte qu'au-delà des étudiants de Brooklyn, il puisse s'adresser à tous les New-Yorkais proches des idées républicaines. La responsabilité de l'organisation était donc passée du petit club de Brooklyn à un groupe de jeunes (et moins jeunes) républicains baptisé « Young Men's Republican Union », dont Horace Greeley et le poète William Cullen Bryant étaient les principales figures de proue. Tout récemment ouvert aux étudiants new-yorkais, le Cooper Institute était un établissement culturel voué à « l'avancement des sciences et des arts » et comportait un vaste auditorium pouvant accueillir 1 500 personnes.

Le 26, qui était un dimanche, Lincoln commença par accompagner Henry Bowen à la Plymouth Church de Brooklyn pour y suivre l'office dominical et surtout pour entendre le célèbre prédicateur antiesclavagiste Henry Ward Beecher. Puis les deux hommes reprirent le ferry jusqu'à Manhattan mais, plutôt que d'aller déjeuner chez son ami, Lincoln préféra rejoindre l'Astor Hotel afin de retoucher son texte en fonction du nouveau public auquel il allait devoir s'adresser :

> Veuillez m'excuser, dit-il à Bowen, et accepter que je retourne dans ma chambre d'hôtel, que je m'y enferme à double tour et que je réfléchisse à ma causerie [car] je souhaite que ce soit un succès pour les jeunes gens qui m'ont si aimablement invité[11].

C'est donc le lendemain soir 27 février, dans l'auditorium plein à craquer du Cooper Institute et face à un public essentiellement prorépublicain, que Lincoln prononça un

discours en forme de plaidoyer, voire de plaidoirie, dont la rigueur toute juridique – et faussement dépassionnée, mais en réalité pleine de feu – impressionna toutes les personnes présentes et fit beaucoup pour la suite des choses.

L'orateur, pourtant, ne payait pas de mine et ne correspondait en rien à l'idée qu'on se faisait à New York d'un homme politique de premier plan. Son nouveau costume – le « moins seyant[12] » qui soit, nota un jeune spectateur – était mal coupé et passablement froissé à la suite du voyage. À côté de son présentateur, le très distingué William Cullen Bryant, il avait l'air d'un géant maladroit et quelque peu hirsute, un être issu du fond des bois, aussi mal à l'aise dans ses gestes que dans son corps. Chacun s'apprêtait donc à entendre au mieux un discours pittoresque, au pire un boniment digne des harangueurs mal dégrossis de la frontière.

Et ce fut le miracle : après quelques instants d'échauffement et de réglage de sa voix (généralement trop haut placée et désagréable à entendre), « son visage s'illumina, écrit un témoin, comme éclairé par une flamme intérieure. Tout son être était transfiguré. J'oubliai ses vêtements, son aspect physique, les bizarreries de sa personne. Bientôt, m'oubliant moi-même, je me retrouvai debout comme tout le monde, hurlant tel un Indien déchaîné et acclamant cet homme extraordinaire[13]. »

L'essentiel du discours consista à comparer les positions réelles du parti républicain avec, d'une part, les interprétations déformées qu'en donnaient les démocrates pour justifier leurs propres vues et, d'autre part, l'usage biaisé qu'ils faisaient du message originel des pères fondateurs. Refusant que les démocrates – en même temps que leur leader, Stephen Douglas – traitent les membres de son parti de « Black Republicans » au motif qu'ils s'opposaient à l'extension de l'esclavage dans les territoires, Lincoln évoqua, chiffres en main, les trente-neuf

membres du Congrès signataires de la Constitution de 1787 et ceux, au nombre de vingt-six, qui en 1789 avaient rédigé et paraphé les dix amendements connus sous le nom de « Déclaration des droits ».

Rappelant la clairvoyance de ces hommes qui avaient ainsi « élaboré le système politique sous lequel nous vivons », il nia qu'*aucun* d'entre eux ait jamais dit ou écrit que « la Constitution interdisait au gouvernement fédéral de réguler l'esclavage dans les territoires fédéraux ». Il entendait ainsi répondre à l'argument développé par Stephen Douglas, selon quoi le dixième amendement réservait « aux États respectifs et *au peuple* » les pouvoirs non explicitement délégués au gouvernement fédéral par la Constitution.

Puis, comme si cela ne suffisait pas, il enfonça le clou. S'adressant aux sudistes, il leur rappela que, le 7 août 1789, George Washington avait signé la loi d'application de l'ordonnance du Nord-Ouest adoptée par le Congrès fédéral le 13 juillet 1787, laquelle prévoyait l'interdiction de toute « servitude forcée » dans ces régions. Washington avait alors écrit à Lafayette qu'il « considérait cette interdiction comme une mesure sage », espérant qu'elle permettrait un jour à l'Amérique de devenir « une confédération d'États libres ».

Vous nous dites « révolutionnaires », poursuivait Lincoln, et vous vous proclamez « éminemment conservateurs », alors que les vrais conservateurs, les continuateurs de la pensée de nos ancêtres, les gardiens du temple, ce sont « nous, les républicains ». Nous respectons vos droits constitutionnels, notamment celui de conserver vos esclaves là où il en existe et nous ne fomentons pas de révoltes parmi eux : « John Brown n'est *pas* un républicain. » Nous pensons, nous, que préserver la lettre de la Constitution est la seule manière de préserver l'Union. Ceux qui menacent l'unité du pays sont ceux, comme vous, qui refusent à l'avance l'élection d'un républicain à la

présidence. « Si cela se produit, dites-vous, vous détruirez l'Union ; et vous ajoutez que la responsabilité de cet acte criminel retombera sur nous. Un comble ! »

Dans ces conditions, demanda alors Lincoln, quel est le devoir des nordistes – et celui de tous les républicains, où qu'ils se trouvent dans le pays ? L'auditoire retenait son souffle et était à ce point silencieux qu'on pouvait entendre « le grésillement des brûleurs à gaz[14] ». La clarté de la réponse acheva de convaincre une assistance déjà conquise : rester fidèle aux pères de la nation ainsi qu'à soi-même ; récuser ceux qui invoquent George Washington « en implorant les citoyens de lui faire dire le contraire de ce qu'[il] a dit et de défaire ce qu'[il] a fait » ; éviter l'indifférence morale d'un Douglas au regard de l'esclavage, accepter que l'institution particulière, même si elle est en soi éthiquement « condamnable », perdure jusqu'à son extinction là où les nécessités de l'histoire l'ont imposée ; mais tout faire, dans le respect des lois et de la volonté des fondateurs, pour empêcher qu'elle ne prolifère :

> Ne nous laissons pas détourner de notre devoir par les diffamations et les accusations mensongères portées contre nous ; ne cédons pas à la peur face à ceux qui menacent de détruire notre système politique et de nous jeter nous-mêmes au fond d'un cachot. Ayons foi dans l'idée que le droit fait la force et, soutenus par cette croyance, osons jusqu'au bout accomplir notre devoir tel que nous le comprenons[15].

L'orateur avait réussi à faire oublier le personnage.

> Il tint la foule sous son charme, raconte un autre témoin, et lorsque ses arguments, formulés de manière étrange mais incisive et convaincante, vinrent les uns après les autres confirmer

> l’exactitude de ses conclusions politiques, la salle exprima son enthousiasme sans retenue et de façon prolongée. Je ne pense pas avoir jamais vu un auditoire aussi totalement transporté par un orateur[16].

Le sentiment général était que ce personnage insolite et hors norme à bien des égards apportait quelque chose de neuf dans la vie politique américaine. Le discours de Lincoln fut dès le lendemain intégralement reproduit par quatre journaux new-yorkais, bientôt imités par le *Chicago Press and Tribune*, le *Detroit Tribune*, l’*Albany Evening Journal*, etc., sans compter qu’il fut également publié sous forme de brochures bon marché et put ainsi toucher un plus vaste public.

Ce discours avait tous les airs d’un triomphe et constituait en même temps une manœuvre très habile dans la perspective de la prochaine désignation du candidat républicain à la présidence. Lincoln s’était bien gardé de mentionner ses deux rivaux, Seward et Chase, il n’avait pas ménagé Douglas et, à l’autre extrême, avait sans les nommer pris ses distances avec les abolitionnistes purs et durs, y compris ceux, *non républicains*, qui avaient si imprudemment armé le bras de John Brown. Son but – et il l’avait, semble-t-il, atteint – était d’apparaître comme un rassembleur modéré, attentif aux intérêts légaux des sudistes, mais à la condition expresse qu’ils sachent se montrer aussi « conservateurs » que lui en matière de respect des textes constitutionnels et des valeurs communes héritées des pères de la révolution américaine.

Dans la journée du 27, celle même du discours, Lincoln s’était fait photographier à Broadway dans le studio du grand Mathew Brady. Celui-ci, chaud partisan du parti républicain, ne savait pas encore qu’il allait réaliser trente-cinq portraits de Lincoln durant la campagne présidentielle de 1860. La victoire acquise, Lincoln confia à plusieurs de

ses amis que deux choses avaient contribué à le porter jusqu'à la présidence : « Brady et le discours de Cooper Union[17] ».

Quittant New York, Lincoln ne retourna pas aussitôt à Springfield. Il se rendit dans le New Hampshire où son fils Robert terminait ses études secondaires à la Phillips Exeter Academy avant de rejoindre, au mois de juillet suivant[18], l'université Harvard. Heureux de ces brèves retrouvailles, il profita aussi de son séjour en Nouvelle-Angleterre pour renforcer ses liens avec les responsables locaux du parti républicain et préparer le terrain pour la convention nationale du parti prévue à la mi-mai.

Depuis son discours de New York, on le considérait comme une célébrité – on dirait aujourd'hui une « star » –, et les invitations à prendre la parole se multiplièrent. Durant les quelques jours passés en compagnie de son fils, il ne prononça pas moins de quatre discours – d'abord à Concord (là même où avait débuté la guerre d'Indépendance), ensuite à Manchester, puis à Dover, et pour finir à Exeter, où, parmi les cinq cents personnes présentes, figurait une bonne partie des élèves de l'« Académie ».

Sa tournée de Nouvelle-Angleterre se poursuivit encore pendant une bonne semaine, avec presque chaque jour un discours à prononcer et des rencontres avec les responsables du parti. Que ce soit dans le Rhode Island ou le Connecticut, Lincoln, pris par le temps, se borna à résumer dans chacune de ses interventions ce qu'il avait dit plus longuement au Cooper Institute. Le 6 mars, à New Haven, siège de l'université Yale, il fit une exception et ne se contenta pas de broder une fois de plus sur le thème de l'institution particulière et de son extension, mais fit allusion aux autres grands problèmes qui attendaient l'Amérique et qu'occultait la question obsédante de l'esclavage : ce sujet, expliqua-t-il,

> est en effet si prédominant que personne aujourd'hui ne prête l'oreille à quoi que ce soit d'autre. La vieille question du tarif douanier – une affaire qui restera longtemps l'une des principales préoccupations de notre économie domestique –, le problème de la gestion de nos finances, celui de la cession du domaine public – comment faire en sorte qu'il soit convenablement peuplé et devienne la terre d'accueil d'un peuple libre et heureux –, ces questions [...] devront être traitées par le parti, quel qu'il soit, qui se retrouvera au pouvoir. Mais, pour l'heure, elles se heurtent à l'inattention générale[19].

Jusque-là, Lincoln ne croyait pas vraiment à ses chances d'être choisi par l'ensemble du parti pour la course à la présidence. Il se contentait d'espérer que les républicains d'Illinois feraient bloc autour de lui et renforceraient ainsi son leadership local. Mais, au retour de son voyage à New York et de sa tournée en Nouvelle-Angleterre, il se mit à considérer les choses d'un autre œil, aidé dans cette évolution par l'enthousiasme de ses amis et, davantage encore, par les pressions insistantes d'une épouse qui avait, ce n'était un secret pour personne, de l'ambition pour deux.

Le 29 avril, il écrivit à Lyman Trumbull qui souhaitait être informé sur ses intentions : « Je serai, comme vous le demandez, tout à fait franc. L'envie, en effet, me taquine un peu les papilles[20]. » Il ne souhaitait pas en dire plus et avait même retardé sa réponse, car, expliquait-il, il attendait le résultat de la convention nationale démocrate qui s'était ouverte six jours plus tôt à Charleston, en Caroline du Sud.

La convention démocrate se prolongea de fait jusqu'au 3 mai, de graves dissensions opposant les délégués du Sud aux partisans de Douglas. Il était reproché à ce dernier de ne pas approuver ouvertement l'esclavage et de s'en tenir sur le sujet à sa fameuse « doctrine de Freeport », et donc au strict exercice de la « souveraineté populaire » : aux

yeux des sudistes, cette politique avait pour effet d'introduire une dose inacceptable d'incertitude quant à la survie de l'institution particulière.

Le 30 avril, c'est néanmoins la plate-forme nordiste qui fut adoptée – par 165 voix contre 136 –, l'annonce du résultat provoquant la fureur des délégués sudistes, dont la plupart claquèrent la porte. Pour sortir de l'impasse et éviter l'humiliation des minoritaires, le président de la convention, Caleb Cushing, suggéra que la majorité traditionnelle des deux tiers requise pour la désignation du candidat comporte cette fois, et à titre exceptionnel, non seulement les présents mais aussi les représentés, c'est-à-dire ceux qui venaient de quitter les lieux. Après cinquante-sept tours de scrutin (un record !), il apparut que Douglas ne pouvait recueillir la majorité requise.

La décision fut alors prise de se retrouver à Baltimore le 18 juin pour une nouvelle convention – une première dans l'histoire politique des États-Unis. La convention de Baltimore fut tout aussi agitée que celle de Charleston, mais après deux tours seulement Douglas put enfin être désigné. Les contestataires, réunis dix jours plus tard dans la même ville, désignèrent, en la personne de John Breckinridge, vice-président de Buchanan, un candidat rival conforme à leurs idées comme à leurs intérêts, autrement dit en phase avec les positions radicalement esclavagistes des États du Sud.

Un mois plus tôt, le 9 mai, ce qui restait du vieux parti whig et des *free-soilers* s'était réuni, toujours à Baltimore, afin de condamner le « régionalisme » (*sectionalism*) des partis républicain et démocrate et de créer une formation véritablement nationale, le « Constitutional Union Party ». Sur cette base, ils avaient désigné pour la présidence un sudiste du Tennessee, John Bell, et, pour la vice-présidence, un nordiste du Massachusetts, le sénateur Edward Everett.

Mais, plus que le lancement de cette nouvelle organisation, c'est la division interne des démocrates qui changea la donne de l'élection. Ouvrant quasi

mécaniquement la voie de la Maison-Blanche aux républicains, elle facilita en outre la démarche de Lincoln en même temps qu'elle renforça sa détermination à être candidat : rien n'est plus motivant en effet, lorsqu'on hésite, que la perspective à peu près assurée qu'on l'emportera !

En matière d'élection présidentielle, les traditions de l'époque étaient très différentes de celles d'aujourd'hui. Nul n'était censé se mettre en avant pour obtenir la désignation, la candidature devant aller au prétendant et non l'inverse. Une fois désigné, le candidat n'était pas davantage censé faire du battage autour de sa personne, et on attendait de lui qu'il s'exprime le moins possible en public jusqu'au jour du scrutin. Lincoln se plia à ces règles. Il ne se rendit pas, du 16 au 18 mai, à la convention nationale républicaine de Chicago, laissant la désignation venir à lui, si tant est que cela dût se produire, et déléguant ses pouvoirs de négociation à deux de ses plus sûrs amis, le juge David Davis, avec qui il avait accompli tant de tournées judiciaires, et Norman Judd, ancien démocrate converti.

Mais, leader du parti dans son État, Lincoln ne pouvait pas ne pas assister à la convention républicaine de l'Illinois organisée les 9 et 10 mai à Decatur. Il s'y rendit donc, tout en se montrant aussi discret que possible. Certain délégués estimaient que, face à la candidature de Seward ou de Chase, celle de Lincoln ne ferait pas le poids à Chicago. Ils se rallièrent néanmoins à l'idée qu'une désignation locale unanime serait la juste récompense de tous les efforts que leur chef de file avait accomplis dans la région – une sorte de fleur, symbolique et sans conséquence, offerte au « *favorite son* » (l'enfant du pays). Les plus optimistes rêvaient de voir Lincoln désigné, derrière Seward ou Chase, comme candidat à la vice-présidence.

D'autres, plus amicaux ou plus perspicaces, le voyaient gagnant et s'employèrent à lui forger un slogan de campagne particulièrement accrocheur. Se souvenant que dans sa jeunesse Lincoln avait, avec son père, abattu et

fendu à la hache des milliers d'arbres afin de fournir la région en barres de clôture (« *rails* »), ils interrompirent les débats et firent une entrée triomphale sous le grand chapiteau où se tenait la convention, transportant sur leurs épaules deux immenses traverses de bois semblables à celles que le jeune Lincoln s'était si longtemps échiné à découper. Sur les barres étaient gravés ces mots : « Abraham Lincoln, the Rail Candidate. »

Grâce à eux, Lincoln aurait donc un surnom de campagne tout comme naguère William Harrison (« Tippecanoe ») et Andrew Jackson (« Old Hickory[21] ») avaient eu le leur, et ce serait cette fois « The Rail-Splitter » – le fendeur de traverses. Peu importe si Lincoln reniait volontiers ce passé de dur labeur et de misère, et s'il était devenu un brillant avocat défendant aussi bien la cause des grands patrons que celle des pauvres hères : l'essentiel, pour ces partisans de choc, était de populariser son image et de lui donner une arme de plus dans son combat – une arme médiatique.

Lincoln se garda de participer de façon voyante à la préparation de la convention de Chicago. Il veilla cependant de près à ce que la délégation républicaine de l'Illinois soit, dans sa composition comme dans ses votes, fidèle à l'honneur que ses compagnons lui avaient fait en le désignant. Puis il activa partout son réseau d'amis, ceux de sa région comme ceux de l'Ouest et du Nord-Est qu'il avait récemment parcourus, leur demandant de faire pour lui ce qu'il ne pouvait faire lui-même et donc de répandre autour d'eux la bonne parole. Il eut par ailleurs de nombreux entretiens privés avec les personnalités marquantes de son État ainsi qu'avec certains délégués extérieurs qui, en route vers Chicago, choisissaient de faire escale à Springfield. À tous il fit clairement savoir qu'il était candidat à la présidence et à rien d'autre, et n'accepterait pas de figurer en seconde position sur le « ticket » républicain.

La convention nationale républicaine, la deuxième depuis la naissance du parti, se voulut aussi consensuelle que possible. Habile synthèse entre les aspirations de l'Est et de l'Ouest comme entre les exigences des conservateurs et des radicaux, la plate-forme finalement présentée permettait à chaque groupe d'y retrouver tout ou partie de ce qu'il attendait : un rappel de l'attachement du parti à la Déclaration d'indépendance et à la Constitution des États-Unis ; la promesse, espérée par les colons de l'Ouest, d'un *Homestead Act*, c'est-à-dire d'une loi accordant aux pionniers la propriété de terres qu'ils occupaient et exploitaient (elle sera votée le 20 mai 1862[22]) ; l'octroi de crédits fédéraux, réclamés par Chicago, Detroit et la région des Grands Lacs, pour financer l'amélioration des voies fluviales et des ports ; un soutien fédéral à la mise en place d'une voie ferrée transcontinentale reliant Omaha à Sacramento (une loi allant dans ce sens sera également signée par Lincoln en 1862) ; un tarif douanier modéré permettant de protéger les intérêts industriels de la Pennsylvanie et du New Jersey ; pas de restrictions en matière d'immigration et de droits des immigrés (afin, notamment, de satisfaire l'électorat allemand) ; enfin, la condamnation réitérée de toute tentative visant à reconnaître au Congrès fédéral comme à toute autre institution locale ou régionale le droit de légaliser l'esclavage dans les territoires.

Il y avait au départ douze candidats, dont beaucoup n'avaient aucune chance. Parce qu'il disposait, comparé aux autres, d'une assise plus large dans l'ensemble du pays et était politiquement plus expérimenté, William Seward faisait figure de grand favori. Il n'avait, pas plus que Lincoln, fait le voyage de Chicago, mais ses soixante-dix délégués étaient bien là, et il avait fait venir par train spécial treize wagons de supporters. La salle de l'immeuble neuf – baptisé le « Wigwam » – où se déroulait l'événement pouvait accueillir

10 000 personnes, et les partisans des principaux candidats avaient élaboré, chacun de leur côté, une stratégie de remplissage et d'occupation des lieux très précise, laquelle, au fil des tours de scrutin, occasionna quelques frictions amicales : c'était en effet à qui monopoliserait les meilleures places et serait en mesure de donner de la voix pour soutenir son champion. Tout cela était de bonne guerre et n'eut d'effet véritable ni sur le déroulement de la convention, ni sur son issue.

Comme prévu, Seward remporta le premier tour, avec 173 voix contre 102 pour Lincoln et 49 pour Salmon Chase, sur un total de 465 votants. La majorité étant de 233, il y eut donc un deuxième tour, avec cette fois huit candidats seulement, quatre ayant jeté l'éponge. Résultats : 184 voix pour Seward ; 181 pour Lincoln, 48 pour Chase.

Se rendant compte qu'il était hors course, et au terme de diverses tractations, Chase décida (comme plusieurs autres petits candidats à qui on fit miroiter la promesse de tel ou tel portefeuille ministériel) de se désister en faveur de Lincoln : il estimait que celui-ci représentait l'Ouest du pays mieux que Seward, ne traînait derrière lui aucun passé radical encombrant et, grâce à ses controverses avec Stephen Douglas, avait joué un rôle non négligeable dans l'heureux éclatement du parti démocrate.

Mais tous les délégués de l'Ohio ne partageaient pas son analyse et son choix. Chase s'étant retiré de la course, seuls quatre candidats restèrent en lice pour le troisième tour – Seward, Lincoln, William Dayton (New Jersey), John McLean (Ohio). On procéda au vote. Stupeur : avec 231 voix, Lincoln frôlait, à deux suffrages près, la majorité absolue. Après quelques secondes de flottement, la délégation de l'Ohio annonça qu'elle reportait quatre de ses voix sur Lincoln, qui se retrouva donc majoritaire[23]. Effondrés mais beaux joueurs, les représentants de Seward invitèrent tous les membres de la convention à se rallier à Lincoln. La cause

était entendue, et celui-ci se retrouva désigné à l'unanimité – avec, à ses côtés pour la vice-présidence, Hannibal Hamlin, sénateur du Maine et ancien démocrate passé depuis 1857 dans le camp républicain.

La tristesse des perdants n'empêcha pas toute la salle, et bientôt toute la ville, de vivre un extraordinaire moment de joie partagée, ce partage s'expliquant par la certitude, désormais commune à tous, d'une victoire républicaine lors du scrutin de novembre. Doris Kearns Goodwin a décrit en ces termes cette liesse populaire :

> Un homme juché sur le toit du Wigwam cria la nouvelle de la désignation de Lincoln [...] aux milliers de personnes qui attendaient en bas dans la rue. On tira des coups de canon et entre 20 000 et 30 000 gosiers se mirent ensemble à hurler à qui mieux mieux. La fête se poursuivit toute la nuit. [...] Portant sur leurs épaules les planches de clôture que Lincoln était censé avoir découpées, les républicains paradèrent dans les rues, accompagnés dans leur marche par les flonflons d'une dizaine d'orchestres et de fanfares[24].

À mesure qu'elles arrivaient à destination, les nouvelles de Chicago suscitèrent les mêmes réactions et le même élan festif dans tous les États « libres ». Quant à Lincoln et Seward, ils apprirent les résultats du vote final de la même façon : par télégramme. Mortifié dans un premier temps d'avoir été battu par un « petit avoué d'Illinois », Seward se reprit, et, au début de l'automne, participa activement à la campagne présidentielle, entreprenant une vaste tournée dans le Nord-Ouest et expliquant partout, notamment à Cleveland, qu'il voyait en Lincoln un homme « éminemment digne du soutien de tout électeur honnête et parfaitement qualifié pour assumer les charges de la magistrature suprême[25] ».

Il se rendit même à Springfield le 1er octobre pour une visite de courtoisie qui ne dura que vingt minutes, mais pendant laquelle chacun des deux hommes afficha, du moins en apparence, la plus grande cordialité. Le soutien de cet homme influent, que Mary Lincoln traitait volontiers d'« hypocrite[26] », ne fut pas pour rien dans le résultat final de la campagne. Et Seward ne tarda pas à ressentir pour son ancien rival une véritable admiration. Moins d'un an plus tard (en juin 1861), il écrivait à sa femme : « Le président est le meilleur d'entre nous. Il a la volonté et l'énergie d'un chef[27]. »

Lorsque arriva le télégramme de la victoire, Lincoln était dans les locaux de l'*Illinois State Journal*, attendant les nouvelles en compagnie de quelques amis. Il ne se déclara pas trop surpris, car les résultats du deuxième tour l'avaient rendu confiant. Il sortit de l'immeuble, la dépêche à la main, et pressa le pas pour rejoindre son domicile, expliquant aux passants qui le félicitaient qu'il était attendu : « Il y a chez moi une petite dame que cette dépêche intéresse encore plus que moi[28]. »

Le 19 mai, arriva de Chicago une délégation du parti républicain conduite par George Ashmun, président de la convention nationale qui venait de s'achever. Il s'agissait de notifier officiellement sa désignation à l'intéressé. Lincoln demanda qu'on lui laisse le temps d'étudier la plate-forme adoptée par la convention (et il ne donna du reste sa réponse définitive que quatre jours plus tard). Entre le candidat désigné et le petit groupe, l'ambiance n'était pas spécialement au beau fixe : la plupart des membres de la délégation n'avaient jamais rencontré Lincoln et certains furent pour le moins surpris, pour ne pas dire désemparés, à la vue du personnage.

Celui-ci était en outre inhabituellement tendu car il venait de se disputer avec sa femme au sujet des boissons à proposer à ces messieurs. Elle, fidèle aux traditions de sa

famille, souhaitait offrir des boissons alcoolisées, mais Lincoln, soucieux de ne pas heurter les sociétés de tempérance, très actives et influentes à l'époque, avait décidé qu'on se contenterait de servir de l'eau glacée, ce qui de plus était conforme chez lui à d'anciennes habitudes auxquelles il n'entendait aucunement déroger. Va pour l'eau glacée, mais restait à réchauffer l'atmosphère afin que la rencontre ne tourne pas au fiasco. Lincoln eut recours à l'un de ces stratagèmes humoristiques dont il avait le secret et que David Donald décrit en ces termes :

> Se tournant vers le grand et dégingandé délégué de Pennsylvanie, William D. Kelley, il lui demanda combien il mesurait.
>
> —Six pieds trois pouces, répondit l'homme.
>
> —Vous êtes battu, lança Lincoln en riant, je fais, moi, six pieds quatre pouces, et encore sans mes bottes à talons.
>
> —La Pennsylvanie s'incline devant l'Illinois, rétorqua Kelley. Je suis heureux que nous ayons un candidat à la présidence vers lequel nous puissions élever nos regards[29].

Là-dessus les délégués passèrent au salon où Mary Lincoln leur réserva un accueil souriant et les régala tout à la fois d'eau fraîche et de son art « sudiste » de la conversation. « En tant que citoyen américain, rapporta plus tard Ashmun, visiblement tombé sous le charme, je serai fier le jour où elle viendra orner la Maison-Blanche de sa grâce[30]. »

Quatre jours plus tard donc, Lincoln remit à Ashmun sa lettre d'acceptation, dans laquelle il s'engageait à mettre en pratique « les principes énoncés par la convention », à respecter « les droits de tous les États et territoires » ainsi que « l'inviolabilité de la Constitution » et à servir « l'union, l'harmonie et la prospérité de tous », tout en implorant,

pour accomplir ces tâches, « l'aide de la Divine Providence[31] ».

Contrairement à Lincoln qui, se conformant aux usages, s'abstint de faire personnellement campagne et resta dans sa ville jusqu'à l'élection, Stephen Douglas, pour la première fois dans l'histoire des élections présidentielles américaines, ne cessa de voyager, parcourant, en dépit d'une santé déclinante, presque tous les États, prononçant discours sur discours, cherchant à faire oublier le lourd héritage des années Buchanan et les graves divisions du camp démocrate auxquelles il était loin d'être étranger. Dans le Tennessee, en Géorgie et en Alabama, raconte Carl Sandburg,

> il s'adressa à des foules considérables, parfois sous la menace et les railleries de la racaille et sous une pluie de fruits et d'œufs pourris qu'on lui lançait à la tête. [...] Dans le Sud profond, Douglas parla avec passion, et d'une voix fulminante, de l'amour qu'il portait à l'Union et de son mépris pour ceux qui rêvaient de la rompre. Mr Lincoln dut être profondément remué à la lecture de certains de ces discours[32].

Lincoln, lui, n'avait pas les soucis de Douglas, ni besoin, comme lui, d'aller battre campagne. Dans les mois qui suivirent sa désignation, il se contenta de recevoir des visiteurs, et ils étaient si nombreux – prix de sa nouvelle notoriété – qu'il dut renoncer à les accueillir dans sa propre maison, et ce d'autant plus que son fils Willie, atteint de scarlatine, était alité et avait besoin de calme (Lincoln, un temps fiévreux et affaibli, pensait avoir contracté une forme légère de la maladie).

Il trouva refuge au Capitole de l'État, dans le bureau même du gouverneur John Wood, et c'est là qu'en compagnie du journaliste John G. Nicolay, devenu à la fois

son secrétaire et son assistant, il vint passer l'été, partageant son temps entre le travail et la réception des personnalités de passage. Dans ses lettres comme dans ses entretiens, Lincoln s'attacha à rassurer ceux de son camp qui n'avaient pas voté pour lui à Chicago : il ne serait sectaire avec personne et s'engageait « à être équitable envers tous[33] ».

Il fallait aussi répondre aux lettres de félicitations qui affluaient par centaines et poser pour les photographes accourus en grand nombre. À la demande de John L. Scripps du *Press and Tribune* de Chicago[m], Lincoln rédigea une « autobiographie à la troisième personne » qui non seulement parut dans le journal en question, mais fut partout reprise et copiée sous forme d'articles ou de petites brochures : on estime, écrit David Donald, qu'« entre 100 000 et 200 000 de ces biographies de campagne furent distribuées[34] ».

Dans la situation nouvelle qui était la sienne, il devint impossible pour Lincoln de continuer à plaider et à s'occuper des tâches quotidiennes propres à un homme de loi. Toute la charge de son cabinet retomba donc sur le pauvre Herndon : « Mon Dieu, s'écria Lincoln, comme je n'aimerais pas être à sa place[35]. »

Tandis qu'il observait scrupuleusement le silence à Springfield, les républicains organisaient de gigantesques meetings dans la plupart des grandes villes du Nord, criant leur soutien enthousiaste au « tailleur de rondins », préparant tout à la fois l'élection présidentielle et les autres scrutins, fédéraux ou locaux, prévus pour la même date. Lincoln ne prisait pas particulièrement ces grandes manifestations populaires, même s'il y voyait un moyen efficace de mobiliser l'électorat. Mais il fut un jour tenté d'y participer : il s'agissait, à l'invitation de Seward, d'aller prononcer un discours dans le Massachusetts – une occasion pour lui d'aller passer quelques jours auprès de son fils

Robert à Harvard. Mais ses amis lui déconseillèrent de faire ce voyage qui ne manquerait pas d'être interprété comme une « manifestation d'inquiétude[36] » de la part des républicains.

Le discret candidat fit une seule exception, au demeurant non programmée, à la règle qu'il s'était imposée. Le 8 août, se déroula sur le champ de foire de Springfield un grand rassemblement réunissant plusieurs dizaines de milliers de sympathisants républicains. Pendant trois heures d'horloge, venant de la gare et se dirigeant vers le lieu de la manifestation, une foule bigarrée et trépidante défila devant le domicile de Lincoln, celui-ci les saluant au passage depuis son perron.

Dans la parade figuraient, entre autres, un chariot avec, à son bord, tout de blanc vêtues, trente-trois femmes représentant les États de l'Union ; vingt-deux compagnies de « Wide-Awakes[n] » ; une goélette entièrement gréée et forte de son équipage ; un char immense tiré par vingt-six attelages de bœufs, sur lequel s'activaient des représentants de tous les métiers mécaniques ; un autre char, où des hommes, imitant Old Abe, fendaient des troncs d'arbre à la hache, etc. Le défilé terminé, Lincoln se rendit en voiture au champ de foire, mais à peine était-il arrivé que la foule l'entraîna à bout de bras jusqu'à la tribune officielle. Obligé à prononcer quelques paroles, Lincoln s'exprima, fort brièvement, à seule fin d'expliquer la brièveté de son propos :

> Mes chers concitoyens, je me présente devant vous en cette occasion sans l'intention de faire un discours. Depuis que j'ai été placé dans la situation où je me trouve, je me suis fixé pour règle de ne pas m'exprimer en public. […] Je ne pensais pas que mon arrivée parmi vous créerait le tumulte que j'ai ici sous les yeux. Cette manifestation de vos sentiments me procure un plaisir extrême. […] Elle

> est le gage que dans quatre ans vous manifesterez les mêmes sentiments à celui qui sera porteur de la vérité sur les problèmes qui agitent présentement l'opinion. […] Vous vous battrez alors pour cette cause comme vous le faites aujourd'hui, et avec encore plus d'ardeur, tout mort et enterré que je serai. Je vous remercie profondément et du fond du cœur[37].

« Tout mort et enterré que je serai » : Lincoln ne pouvait savoir que, quatre ans plus tard, il serait à nouveau candidat, cette fois à sa propre succession, mais il pressentait, semble-t-il – à cinq mois près – le sort tragique que lui réservait le destin.

Le 19 octobre, il reçut de Westfield dans l'État de New York une lettre surprenante écrite par Grace Bedell, une petite fille de onze ans :

> J'ai quatre frères, expliquait la fillette, et une partie d'entre eux votera pour vous de toute façon, mais si vous vous laissez pousser la barbe, j'essaierai d'obtenir des autres qu'ils votent aussi pour vous. Vous seriez beaucoup plus beau, car votre visage est si maigre. Toutes les femmes aiment les hommes barbus et elles pousseraient leur mari à voter pour vous, et comme ça vous seriez président.

Lincoln répondit le jour même et le fit en ces termes :

> Chère petite mademoiselle,
>
> Votre charmante lettre du 15 de ce mois est bien arrivée.
>
> Je regrette d'avoir à vous dire que je n'ai pas de filles. J'ai trois fils – de dix-sept, neuf et sept ans. Ils constituent, avec leur mère, toute ma famille.

> En ce qui concerne la barbe, n’en ayant jamais porté, ne pensez-vous pas que les gens parleraient d’affectation ridicule si je commençais à m’en laisser pousser une ?
>
> Un ami sincère qui vous veut du bien[38].

Nul ne sait par quel détour de l’esprit Lincoln finit par s’aviser que la vérité sort parfois de la bouche des enfants. Toujours est-il qu’en novembre sa courte barbe était là et surprit alors nombre de ceux qui l’approchèrent. On le surnommait depuis longtemps « Old Abe », mais il n’avait que cinquante et un ans et serait, s’il remportait l’élection, le plus jeune président de l’histoire des États-Unis. La raison de la barbe est sans doute à rechercher dans cette donnée : à la réflexion, peut-être Lincoln avait-il vu dans l’idée de Grace Bedell un moyen de vieillir positivement son image et de se donner, aux yeux des citoyens, un air plus vénérable.

Puis vint le jour du vote. Le 6 novembre, Herndon se rendit au bureau de Lincoln pour l’inciter à se rendre aux urnes, et il apparut que cette incitation était nécessaire. Lincoln était en effet réticent à l’idée de participer personnellement à un scrutin qui le concernait au premier chef. Mais Herndon lui fit valoir qu’on ne votait pas seulement ce jour-là pour se donner un président et que son suffrage serait assurément utile aux candidats locaux du parti. Car, parallèlement au scrutin présidentiel, il s’agissait aussi d’élire les membres de l’Assemblée d’État, les députés de la Chambre fédérale des représentants, un tiers des sénateurs, etc.

Le président, rappelons-le, n’était pas – et n’est toujours pas – élu directement par le peuple ; aujourd’hui comme à cette époque, les électeurs expriment certes leur préférence pour tel ou tel candidat (*popular vote*), mais élisent de grands électeurs (*electoral vote*) qui, une fois le scrutin achevé, se réunissent en collège électoral pour désigner le président. Convaincu par les arguments de son partenaire et

ami, Lincoln se rendit donc au bureau de vote et, sous les hourras de la foule, déposa son bulletin dans l'urne non sans en avoir préalablement détaché la partie supérieure réservée au choix des grands électeurs ; il avait rempli son devoir de citoyen, mais en n'utilisant que la partie restante du bulletin, celle qui concernait les enjeux locaux. Il faut croire que voter pour soi-même ne faisait pas alors partie des mœurs, ni de la morale politique.

Le soir venu, c'est au Capitole que Lincoln, accompagné de Herndon et de quelques amis, alla attendre les résultats (relayés depuis le bureau des transmissions télégraphiques). Le premier résultat connu fut celui de l'Illinois : 50,7 % des voix pour Lincoln, et 47,2 % pour Douglas. Puis vinrent ceux des autres États de l'Ouest, tous favorables. Mais rien encore des scrutins décisifs de la côte Est. Lincoln se rendit à pied jusqu'au centre de télégraphie pour se tenir au plus près de l'arrivée des dépêches. Vers 22 heures, on sut que la Pennsylvanie avait voté républicain. De New York, État décisif pour l'obtention d'une majorité de grands électeurs, toujours rien. À minuit, Lincoln et ses amis allèrent partager un repas préparé par le Club des femmes républicaines, puis ils retournèrent au centre de télégraphie où, vers 2 heures, la grande nouvelle tomba enfin : l'État de New York était tombé du bon côté. La victoire était acquise. Abraham Lincoln serait le seizième président des États-Unis – le premier de surcroît à être né à l'ouest des Appalaches.

Malgré l'heure tardive, toute la ville était en fête et les réjouissances durèrent jusqu'à l'aube. Lincoln rentra chez lui et, apercevant son épouse, lui lança : « Mary, Mary, nous sommes élus[39]. »

Le bilan définitif de l'élection, rendu public plusieurs jours plus tard, était le suivant : avec un taux de participation historique de 81,2 % (record qui ne sera légèrement battu qu'en 1876 avec 81,8 %), Lincoln obtenait 1 866 452 voix, Douglas 1 376 957, Breckinridge 849 781, Bell 588 879.

S’agissant des grands électeurs, la répartition était encore plus favorable à Lincoln : 180 voix pour lui et Hamlin, 72 pour Breckinridge, 39 pour Bell et seulement 12 pour Douglas (les trois grands électeurs du New Jersey et les neuf du Missouri).

Ces résultats avaient plusieurs implications, peu significatives à première vue mais fondamentales pour la suite des événements : Lincoln était certes élu, mais avec moins de 40 % du vote populaire (39,8 % exactement). Les trois candidats battus totalisaient un million de voix de plus que le vainqueur. Lincoln était donc ce qu’on appelle aux États-Unis un « *minority president* », ce qui n’est pas, du point de vue de la légitimité, la meilleure des situations pour gouverner une maison « divisée contre elle-même » et pour affronter ses déchirements à venir. Par ailleurs, jamais un président n’avait été élu sur une base régionale aussi scindée en deux : dans neuf États du Sud, on n’avait pas même imprimé le nom du candidat républicain sur les bulletins de vote, si bien que celui-ci n’y avait recueilli aucun suffrage. Et, sur trente-trois États, quinze ne lui avaient pas accordé un grand électeur.

C’est à Mobile, Alabama, où il avait terminé sa tournée électorale et affirmé devant un vaste auditoire de sudistes que « leurs droits seraient mieux protégés au sein de l’Union qu’à l’extérieur », que Stephen Douglas avait appris les résultats du scrutin présidentiel et la nouvelle de sa défaite. Épuisé par une campagne infructueuse, il était affligé pour lui-même, mais plus encore pour son pays, car il savait « de bonne et haute source que des dizaines de puissants dirigeants sudistes projetaient de faire sécession si Lincoln était élu[40] ».

Il savait aussi que son prochain combat serait, en fin de compte, le même que celui de Lincoln : sauver l’Union. Ce qu’il ne savait pas, c’est que sa santé irait en se dégradant au fil des mois et qu’il s’éteindrait, emporté par la typhoïde,

le 3 juin 1861. Peu avant de rendre l'âme, il tint à faire un ultime geste politique ; se tournant vers sa femme, il lui demanda de transmettre un message à ses deux fils, Robert et Stephen, ainsi qu'à sa mère et à sa sœur : « Dites-leur d'obéir aux lois et de soutenir la Constitution des États-Unis[41]. »

Pas plus que Douglas, Lincoln n'ignorait les menaces qui, son élection acquise, risquaient de compromettre l'unité du pays. Le 22 décembre, il écrivit une lettre d'apaisement à Alexander Stephens, homme politique fort influent dans le Sud et qui avait été, en tant que whig, son collègue à la Chambre fédérale des représentants dans les années 1848-1849. Mais Stephens venait de soutenir ardemment Douglas dans son fief de Géorgie. Cette lettre en dit long sur les appréhensions qui hantaient déjà les nuits du nouveau président :

> J'ai parfaitement conscience du péril où se trouve aujourd'hui le pays comme de la lourde responsabilité qui pèse sur moi.
>
> Les citoyens du Sud redoutent-ils vraiment qu'un gouvernement républicain ne touche, *directement* ou *indirectement*, à leurs esclaves ou à eux-mêmes ? Si c'est le cas, j'entends vous assurer, vous qui fûtes mon ami et n'êtes pas encore, je l'espère, un ennemi, que ces craintes sont infondées.
>
> Le Sud ne serait pas plus menacé à cet égard qu'il ne l'était à l'époque de Washington. Mais cela, j'imagine, ne répond pas à la question. Vous pensez, vous, que l'esclavage est une *bonne* chose qui devrait être étendue, alors que je pense, moi, que c'est une chose *mauvaise* qu'il convient de limiter. Là, je suppose, est le hic. Là gît assurément la grande divergence qui existe entre nous[42].

Cette grande divergence allait bientôt transformer les amis d'autrefois en ennemis irréductibles et s'exprimer sur les bannières sudistes de Géorgie ou d'Alabama en des termes qui n'annonçaient rien de bon : « Résister à Lincoln, c'est obéir à Dieu[43]. »

Avec de tels slogans, Lincoln avait toutes les raisons de craindre que la guerre civile qui s'annonçait, et qu'il allait tout faire pour éviter, serait aussi impitoyable et *totale* qu'une guerre de religion.

12

Une investiture explosive

Les sudistes, qui avaient bien préparé leur coup, ne perdirent pas de temps. Le 13 novembre, une semaine seulement après l'élection de Lincoln, l'Assemblée de Caroline du Sud décida de convoquer une convention d'État pour le 20 décembre à Charleston. Dès le premier jour de la session, la convention adopta à l'unanimité un texte stipulant que « l'union existant entre la Caroline du Sud et les autres États, sous le nom d'États-Unis d'Amérique, [était], en vertu de la présente ordonnance, *dissoute*[1] ». On se souvient qu'en 1832, inspirée par les théories de John Calhoun, l'Assemblée de Caroline du Sud avait adopté sa fameuse « ordonnance d'invalidation » dans laquelle elle revendiquait, pour échapper au despotisme du grand nombre, le droit de rompre ses « liens politiques avec les autres États » et celui d'« instituer un gouvernement séparé ». Vingt-huit ans plus tard, c'était chose faite.

Quand la foule, massée à l'extérieur, apprit la nouvelle, ce fut du délire : « L'air, pouvait-on lire dans le *Charleston Mercury*, fut déchiré par des hurlements de joie. L'enthousiasme était à son comble. Les plus vieux s'égaillaient dans les rues en criant. On tira des coups de canon. Des lueurs de triomphe se lisaient sur tous les visages[2]. » Rares, très rares, étaient ceux qui ne partageaient pas l'allégresse générale. Le seul peut-être à se lamenter, le seul ou l'un des seuls à être d'emblée un rebelle parmi les rebelles, était James L. Petigru, éminent juriste et doyen du barreau de Caroline du Sud. Il voyait dans ce vote « le sombre présage de ce qui arrive quand les passions de la rue se déchaînent » et jugeait, bel exemple

d’humour noir, son État « trop petit pour former une république et trop grand pour être un asile de fous[3] ».

Le président sortant, James Buchanan, n’était pas en position d’enrayer le processus, et son discours sur l’état de l’Union du 3 décembre ne fit qu’aggraver les choses. Espérant calmer les ardeurs sudistes, il attribua l’entière responsabilité du conflit au reste de la population, expliquant que « la constante et outrancière ingérence des gens du Nord concernant la question de l’esclavage dans les États du Sud avait finalement produit ses effets naturels », les différentes parties de l’Union étant « désormais en ordre de bataille les unes contre les autres ». Dans cette affaire, les plus coupables étaient à ses yeux les abolitionnistes déclarés – ceux qui, à force d’agiter « depuis un quart de siècle » la question de l’esclavage dans l’ensemble du Nord, avaient fini par exercer une « influence maligne sur les esclaves » et leur avaient même instillé « de vagues notions de liberté ».

Buchanan ne pouvait faire autrement que prendre la défense du président nouvellement élu. Sans toutefois citer son nom, il essaya de démontrer que ce président mal élu ne méritait pas toute cette « résistance révolutionnaire » et que la sagesse commandait de patienter un peu, les circonstances particulières qui avaient permis son élection (à savoir la division des démocrates) « [ayant] toutes les chances de ne jamais se reproduire ». Inutile donc de dissoudre pour si peu une Union qui n’était pas une « simple association d’États » reliés entre eux par une « corde de sable » et que chacun pouvait détruire à volonté, mais une maison commune qu’il importait de préserver pour le bien de tous[4].

Cela n’empêcha pas la vague sécessionniste de déferler sur le Sud, amplifiée par une presse qui n’hésitait pas à jeter de l’huile sur le feu.

> Quelles que puissent être les conséquences, écrivit un journal d'Atlanta, que le Potomac se retrouve empourpré de sang humain et Pennsylvania Avenue[5] sous dix brasses de chair déchiquetée –, [...] jamais le Sud ne se soumettra à l'humiliation et à la déchéance que serait pour lui l'investiture d'Abraham Lincoln.

En Caroline du Nord, un journal de Raleigh, le *Banner*, fit une timide mais prophétique exception :

> Le gros du peuple reste attaché à l'Union. Moins d'une centaine de politiciens travaillent à détruire les libertés et à usurper les droits de plus de trente millions de citoyens. Si le peuple les laisse faire, il méritera les horreurs de la guerre civile qui s'ensuivra.

Dans le Nord, les abolitionnistes les plus fervents ne cachaient pas, eux, leur satisfaction à l'idée d'une sécession des États rebelles : « Que le Sud déguerpisse avec drapeaux et trompettes, lança Wendell Phillips, le grand orateur abolitionniste de Boston, nous l'aiderons à précipiter son départ [...]. Vive la désunion ! » Phillips pensait que les lois du commerce permettraient, « comme avec les autres nations », la poursuite de relations normales avec les nouvelles nations sœurs devenues étrangères. D'accord sur le fond, Horace Greeley glissa pour une fois un peu de sucre dans son fiel : « Que nos sœurs dévoyées partent en paix[6]. »

La Caroline du Sud, consciente de la gravité de ses décisions, se préparait au pire et prit d'importantes mesures militaires visant à recruter et armer 10 000 volontaires, bientôt imitée par la Géorgie et la Louisiane.

Il faut dire qu'entre le 20 décembre et début février ces deux États (la Géorgie, le 19 janvier ; la Louisiane, le 26),

ainsi que le Mississippi (le 9), la Floride (le 10), l'Alabama (le 11) et le Texas (le 1er février), avaient à leur tour fait sécession. À ces sept États sécessionnistes du Sud profond vinrent s'ajouter, après le déclenchement des hostilités, quatre États sudistes supplémentaires : la Virginie le 17 avril 1861 (bientôt amputée de sa partie ouest qui, hostile à la sécession, décida de rester fidèle à l'Union et l'intégra en tant qu'État le 20 juin 1863 sous le nom de Virginie-Occidentale), l'Arkansas le 6 mai, la Caroline du Nord le 20 du même mois et le Tennessee le 8 juin. Quatre États intermédiaires esclavagistes prirent, au terme de longs débats, la décision de rester fidèles à l'Union : le Maryland, le Delaware, le Kentucky (terre natale d'Abraham et de Mary Lincoln) et le Missouri.

Les décisions de rupture furent partout prises par des conventions spécifiquement convoquées à cet effet, à l'exception de trois États où elles furent soumises à référendum. Ces consultations du peuple montrent que l'éditorialiste du *Banner* avait vu juste : les citoyens étaient beaucoup plus partagés sur la question que leurs dirigeants : au Texas (23 février), 34 794 oui, 11 255 non ; en Virginie (23 mai), 96 750 oui, 32 134 non ; dans le Tennessee[7] (8 juin), 104 913 oui, 47 238 non[8].

La plupart des sudistes avaient opté pour la sécession ; restait pour eux à s'unir et à se structurer. Le 4 février, des représentants de six des sept États du Sud profond se réunirent à Montgomery dans l'Alabama, et donnèrent une Constitution provisoire à la toute nouvelle Confédération – baptisée « États confédérés d'Amérique ». L'esclavage y était reconnu et protégé, mais une disposition (introduite pour ne pas indisposer l'Angleterre farouchement hostile à ce type de commerce) interdisait l'importation d'Africains noirs, « en provenance de quelque pays étranger que ce soit[9] ». Le 13 mai, Londres fit savoir que l'Angleterre

observerait dans le conflit qui s'annonçait une attitude de neutralité.

Dès le 8 février, le congrès fondateur de Montgomery mit en place un gouvernement provisoire et, le lendemain, choisit Jefferson Davis comme président provisoire de la Confédération – et comme vice-président Alexander Stephens, celui-là même dont Lincoln avait espéré qu'il ne deviendrait pas son « ennemi ». Né (lui aussi) dans le Kentucky, héros de la bataille de Buena Vista en 1847 et ancien ministre de la Guerre sous Franklin Pierce, Jefferson Davis avait un temps hésité sur l'opportunité de la sécession, puis s'était ravisé. Plutôt que la présidence qu'on lui offrait, il aurait – probable nostalgie de ses hauts faits militaires – préféré prendre la tête des armées confédérées. Il accepta néanmoins sa nomination le 10 février et fut officiellement « intronisé » le 18 – au beau milieu, comme nous le verrons, du voyage d'Abraham Lincoln vers Washington et la Maison-Blanche.

Toutes ces dispositions et nominations étaient provisoires, et il était prévu que des élections en bonne et due forme viendraient dès que possible régulariser l'ensemble du dispositif mis en place. De fait, les structures politiques définitives de la Confédération furent inaugurées un an plus tard, le 22 février 1862. Le congrès de Montgomery s'effaça alors pour faire place aux institutions officielles.

Mais les États sécessionnistes n'attendirent pas cette officialisation pour agir, et notamment pour faire main basse sur les forts et arsenaux de l'Union situés à l'intérieur de leurs frontières. Seules trois ou quatre installations militaires restèrent sous contrôle fédéral, dont Fort Pickens en Floride et les fortifications de Charleston en Caroline du Sud. Fin décembre 1860, le responsable d'une de ces fortifications (Fort Moultrie), le commandant Robert Anderson, décida de mettre sa petite garnison en sûreté et de la transférer à Fort Sumter, bastion perché sur un îlot rocheux à l'entrée du port de Charleston. Le 9 janvier, lorsqu'un navire de l'Union, le

Star of the West, vint prêter main-forte à la garnison, avec des réserves de nourriture et un renfort de deux cents hommes à son bord, il essuya des tirs de canon (tout premier acte de guerre du conflit) et dut rebrousser chemin.

Parallèlement, les représentants sudistes de l'administration centrale firent à leur tour sécession : parmi les receveurs des postes, les percepteurs, les juges, les procureurs, c'était à qui enverrait le premier sa démission à Washington, et il en arriva des centaines. Et, note Sandburg, « sur les 1 108 officiers de l'armée régulière américaine, 387 s'apprêtaient [eux aussi] à démissionner, beaucoup ayant déjà rejoint les forces armées confédérées[10] ».

Dans la capitale, l'administration sortante ne savait que faire pour enrayer pareille escalade. Il sembla même que l'esprit de trahison régnait dans l'ombre au sein même des conseils du gouvernement. Le ministre de la Guerre, John B. Floyd, avait, semble-t-il, disséminé à l'ouest du Mississippi 15 000 des 16 000 hommes que comptait l'armée régulière, laissant peu de monde pour une éventuelle action contre les États rebelles, et il avait de surcroît dégarni les arsenaux du Nord pour envoyer armes et munitions dans le Sud. La rumeur et les accusations étaient telles que Buchanan avait dû exiger sa démission le 29 décembre 1860 (cinq mois plus tard, Floyd se retrouva général de brigade dans l'armée confédérée).

Le président sortant rêvait, lui, d'un compromis prenant en compte les griefs exprimés par les États du Sud. Dans cet esprit, le Congrès mit en place des groupes de réflexion et multiplia les tentatives de réforme constitutionnelle, encourageant en particulier celle d'un sénateur du Kentucky, John J. Crittenden : en échange d'un retour au bercail des sudistes, celui-ci proposait, avant toute chose, qu'on rétablisse le compromis du Missouri en prolongeant la fameuse ligne de séparation (36°30') à travers tout le continent, dans les territoires « déjà acquis ou devant

l'être » ; ensuite, que, par le biais d'une modification constitutionnelle, on garantisse la permanence de l'institution particulière dans les États à esclaves ; et, enfin, qu'on aménage plus favorablement, notamment dans le District de Columbia, les dispositions relatives au commerce humain[11].

Toutes ces tentatives de compromis échouèrent, se heurtant, parfois contre le vœu de certains républicains, au refus net et sans appel du président-élu :

> J'aimerais mieux mourir, lança-t-il à l'un de ses visiteurs, plutôt que d'accepter [ce genre] de concession ou de compromis [car cela reviendrait à] acheter le privilège d'une accession au pouvoir qui, constitutionnellement, nous revient de droit[12].

À ses yeux, le seul compromis acceptable – car susceptible de régler définitivement le problème – eût consisté, confia-t-il à James T. Hale, député républicain de Pennsylvanie, « à interdire l'acquisition de tout nouveau territoire[13] ». Autrement dit, l'extension de l'esclavage, ou son simple encouragement, sous quelque forme que ce fût, demeurait la préoccupation première du nouveau président. Position confirmée, le 1er février 1861, dans une lettre à William Seward : « Je reste inflexible. Je suis contre tout compromis qui *faciliterait* ou *permettrait* l'extension de l'institution sur des terres appartenant à la nation[14]. »

Pendant cette période intermédiaire entre sa propre élection, le 6 novembre 1860, et son investiture prévue pour le 4 mars, pendant cette parenthèse obligée et historiquement si décisive, que faisait au juste Lincoln, le *president-elect* de l'Union, et que se passait-il à Springfield ?

Le président-élu commença par répondre au courrier qui arrivait jour après jour par sacs entiers. On le congratulait, on lui demandait des autographes, on proposait ses services

pour tel ou tel emploi. Nicolay fut vite débordé et engagea pour l'aider un jeune étudiant en droit diplômé de l'université Brown, John Hay. Les deux jeunes gens se chargeaient de la plupart des réponses, mais Lincoln entendait superviser le tout afin d'éviter les bévues. Les lettres, du reste, n'étaient pas uniformément flatteuses : on lui reprochait, dans certaines, de plonger le pays dans le malheur, on le traitait de « babouin », de « monstre », d'« avorton », et nombre de correspondants souhaitaient qu'il soit « fouetté, brûlé, pendu, torturé ». Par bonheur, un ferronnier d'Iowa proposa au nouveau président de lui confectionner une sorte de « cotte de mailles » – légère, en plaqué or « pour éviter que la transpiration ne l'abîme » et « recouverte de soie » – qu'il pourrait porter sous sa chemise et qui assurerait, quoi qu'il arrive, son salut[15].

Chaque matin à 10 heures, et une seconde fois en fin d'après-midi, Lincoln ouvrait son bureau du Capitole aux files interminables de visiteurs venus tout exprès, généralement par le train, pour le voir, lui serrer la main, le féliciter, mais surtout avec l'idée de solliciter des places pour eux-mêmes, leurs proches, leurs connaissances. Ils avaient contribué à son élection et venaient, revers du « système des dépouilles » inauguré à grande échelle par Andrew Jackson, toucher leurs dividendes – une place de postier, de percepteur, de greffier, de secrétaire. Lincoln les recevait de bonne grâce, les abreuvant de paroles, d'anecdotes et d'histoires drôles plus que de promesses et parlant de tout avec eux, hormis des menaces de sécession. Mais, nota un journaliste du *New York Tribune*, il répondait aux questions sérieuses « avec un tact remarquable [et] ne manquait jamais d'y répondre de façon adéquate[16] ».

À ces quémandeurs et questionneurs s'ajoutaient les hommes politiques porteurs de conseils ou d'offres de service et les journalistes en quête d'interviews. La soudaine soif de pouvoir de certains de ses amis –

notamment du juge David Davis, qui, il est vrai, l'avait efficacement représenté à la convention de Chicago – l'irritait au plus haut point. Tout cela était usant et Lincoln, sans rien en montrer publiquement, confia un jour sa lassitude et son agacement à son vieux collègue Henry Whitney : « Je sais que c'est de ma part une chose terrible à dire, mais j'aimerais déjà que quelqu'un d'autre soit ici à ma place[17]. »

Entre son élection et son départ pour Washington, Lincoln ne s'absenta que deux fois de Springfield. Le 21 novembre 1860, il se rendit à Chicago par le train, accompagné de sa femme. Il s'agissait avant tout d'y rencontrer Hannibal Hamlin, son vice-président, qu'il ne connaissait pas et n'avait même jamais croisé ! Il entendait lui soumettre une liste de noms pour la formation de son cabinet, liste qu'il avait commencé à dresser pendant la nuit sans sommeil qui avait suivi son élection et qu'il avait achevée le lendemain : « Avant que le soleil ne se couche, mon cabinet était constitué, révéla-t-il, et la liste était presque identique à celle que je finis par retenir[18]. »

Dans ses choix, Lincoln s'était attaché à maintenir un équilibre entre les anciens whigs devenus républicains et les anciens démocrates eux aussi ralliés à la cause républicaine. Ses trois principaux rivaux lors de la convention de Chicago – Seward, Chase et Bates – occupaient le centre du dispositif. Figuraient également sur la liste Montgomery Blair, Gideon Welles et Norman Judd, tous anciens démocrates, et William Dayton, ancien whig. La répartition géographique avait, elle aussi, été soigneusement prise en compte, avec Welles pour la Nouvelle-Angleterre, Seward et Dayton pour les États de New York et du New Jersey, Chase et Judd pour le Nord-Ouest, et Bates (Missouri) ainsi que Blair (Maryland) pour les États intermédiaires – et esclavagistes. Dans ce groupe bien équilibré sur le papier, Lincoln comptait un seul ami

personnel, Norman Judd. C'était bien peu pour assurer l'harmonie et la loyauté d'un cabinet promis à affronter la plus grande épreuve de l'histoire du pays.

Ravi de rencontrer le président-élu dans une atmosphère décrite par la presse comme « cordiale au plus haut point[19] », Hamlin ne souleva aucune objection après avoir pris connaissance de la liste concoctée par Lincoln. Il fut par ailleurs flatté que Lincoln lui laisse le choix de désigner celui qui représenterait la Nouvelle-Angleterre, dans l'hypothèse où le nom de Welles ne lui conviendrait pas (mais Lincoln était à peu près certain que les préférences de Hamlin iraient dans le même sens que les siennes). Évoquant, outre Welles, la possibilité de recourir au député bostonien Charles Francis Adams, petit-fils de John Adams et fils de John Quincy Adams, Hamlin s'engagea à contacter les deux hommes afin de s'assurer de leur éventuelle disponibilité. Finalement, c'est bien Welles qui fut retenu. On lui confierait le ministère de la Marine, Adams recueillant, pour sa part, le poste d'ambassadeur à Londres.

Quelques semaines plus tard, Lincoln devait, tâche délicate, charger Hamlin de remettre à William Seward deux lettres dans lesquelles il était proposé à l'ancien rival du président-élu d'entrer au cabinet et d'y occuper le poste prestigieux de *secretary of State* (ministre des Affaires étrangères et, de fait, numéro deux du gouvernement). La première lettre était simplement une formulation officielle de la proposition ; la seconde, très louangeuse, faisait allusion à des rumeurs selon lesquelles Lincoln avançait cette proposition dans l'espoir qu'elle serait refusée ; ces rumeurs sont fausses, expliqua-t-il, et l'offre sincère :

> Je vous propose aujourd'hui ce poste, confiant que vous l'accepterez et convaincu que votre image publique, votre intégrité, vos capacités, vos connaissances et votre grande expérience rendent,

en se conjuguant, cette nomination éminemment digne d'être effectuée[20].

Pour la forme, Seward demanda quelques jours de réflexion, et accepta.

Pendant son séjour à Chicago, Lincoln rencontra aussi Joshua Speed et son épouse Fanny qu'il n'avait pas revus depuis longtemps. L'incurable attachement de Joshua à l'institution de l'esclavage était pour beaucoup dans le relâchement de leurs relations. Tandis que Mary et Fanny visitaient la ville, les deux hommes purent avoir en privé une assez longue conversation. Ils discutèrent de la situation dans le Kentucky, des nominations à effectuer sur place et de la nécessité de maintenir l'État au sein de l'Union (Speed devait du reste beaucoup agir dans ce sens, participant activement à la distribution secrète de 5 000 fusils d'origine fédérale à des Kentuckiens influents et opposés à toute sécession[21]).

Puis Lincoln demanda à son vieil ami comment allaient ses affaires et où en était sa situation financière : « Es-tu riche ou pauvre ? » Voyant où Lincoln voulait en venir, Speed lui répondit avec franchise : « L'état de mes finances est bon. Je ne crois pas que tu aies aucun poste à m'offrir que je puisse me permettre d'accepter[22]. » Amicalement proposée, l'aide offerte avait été amicalement repoussée. Chacun fut, semble-t-il, satisfait d'en rester là.

Lincoln participa à une immense réception organisée en son honneur dans un palace de Chicago, où le charme de Mary fit merveille ; puis, le 26 novembre, il rentra à Springfield, où l'attendait à nouveau le flot quotidien des visiteurs, conseilleurs et quémandeurs évoqué plus haut. Autant Lincoln vivait cette longue attente comme une corvée, autant Mary, Willie et Tad prenaient du plaisir, chaque soir, une fois les réceptions officielles achevées, à voir la maison familiale se remplir et s'animer enfin grâce à

tous ces visiteurs connus ou inconnus, à ces peintres et dessinateurs de passage, à ces photographes armés de leur imposant matériel.

Tout cela rappelait à Mary les belles soirées d'autrefois où son père recevait dans sa résidence du Kentucky les grandes figures de l'époque, dont le prestigieux Henry Clay. À Springfield, il arrivait que se glissent parmi les invités des gens particulièrement vulgaires qui, désignant Mary du doigt, demandaient à voix plus ou moins haute : « C'est elle, la vieille[23] ? » Mais Mary n'en avait cure. À travers son mari, elle triomphait.

Fin janvier, Lincoln trouva, ou plus exactement se procura, l'occasion de s'évader à nouveau de Springfield. Le 30, toujours par le rail, il s'offrit en effet un bref voyage sentimental jusqu'au comté de Coles où vivait toujours sa belle-mère, Sarah Bush Lincoln, et où son père, dont il alla voir la tombe, était enterré. Les retrouvailles avec cette femme qu'il avait toujours affectionnée et qu'il entretenait discrètement mais régulièrement depuis la mort de son père en 1851, furent, on s'en doute, un moment délicieux. Mais ce que Lincoln ne savait pas, c'est que cette rencontre serait la dernière. Il partirait bientôt pour Washington et ne reverrait plus jamais, ses jours à lui étant comptés, celle qui autrefois avait su jeter un peu de soleil sur les tristes années de son enfance. « Ils vont te tuer, Abe », lui lança-t-elle alors qu'il prenait congé. « Sarah, rétorqua-t-il, si effectivement ils me tuent, je n'aurai pas à mourir une seconde fois[24]. » Elle mourut, quant à elle, en 1869, quatre ans après son cher beau-fils.

De retour à Springfield le 1er février, Lincoln et sa femme s'activèrent à préparer leur grand départ et à faire leurs adieux. Il était temps, car des rumeurs circulaient, laissant entendre que les forces sudistes allaient s'emparer de la capitale afin d'empêcher l'investiture du nouveau président. Et des voix commençaient à s'élever qui demandaient à

Lincoln d'abandonner son mandat présidentiel pour sauver l'unité du pays, vœu repris en chœur par certains journaux, dont l'influent *New York Herald* :

> Une formidable occasion s'offre aujourd'hui à Lincoln d'éviter l'imminent désastre qui nous menace et de donner à son nom une immortalité bien plus durable que celle que lui vaudrait son accession à la présidence. Son retrait immédiat de l'espace du conflit et le transfert de ses droits à une personnalité nationale acceptable par les deux camps feraient de lui l'égal de Washington en matière de patriotisme[25].

Lincoln n'écouta pas les conseils charitables du journaliste et fit ses bagages, les ficelant lui-même et collant sur chaque malle ou valise une étiquette où l'on pouvait lire : « A. Lincoln, the White House, Washington, D.C.[26] » Mary Lincoln avait, de son côté, d'autant plus de bagages à préparer qu'accompagnée de son beau-frère, Clark Moulton Smith, elle avait fait un saut à New York quelques jours auparavant afin de s'acheter des toilettes qui fussent dignes d'une future *First Lady*. Consciente qu'à compter de mars, son mari gagnerait 25 000 dollars par an, c'est-à-dire cinq fois plus que ce que lui rapportaient ses activités d'avocat, elle s'était offert une garde-robe à rendre jalouses les femmes les plus huppées de Washington. Mais elle avait tout acheté à crédit et s'était, à l'insu de son mari, lourdement endettée. C'était la première fois que cela arrivait ; ce ne serait pas la dernière.

Le 6 février, les Lincoln reçurent chez eux, de 17 heures à minuit, tout ce qui comptait dans la bonne ville de Springfield : un défilé ininterrompu de quelque sept cents invités venus, avant qu'ils ne prennent le chemin de Washington, saluer le nouveau président et sa rayonnante épouse dont la « toilette superbe[27] » fut remarquée de tous,

y compris des journalistes présents. Les trois enfants étaient aussi de la fête, Robert ayant rejoint sa famille pour participer au voyage de Washington.

Restait à louer la maison, laquelle, à raison de 350 dollars par an, trouva vite preneur en la personne d'un dirigeant retraité de la société des chemins de fer, Lucian Tilton. Une partie du mobilier fut vendue, le reste placé dans un garde-meuble. S'agissant du cabinet d'avocat, Lincoln demanda à Herndon d'en conserver la charge, ajoutant que son élection à la présidence ne changeait rien à leur association et que, son mandat terminé, leur collaboration pourrait fort bien reprendre : « Si je vis encore, je reviendrai un jour ou l'autre, et nous nous remettrons à la pratique du droit comme si de rien n'était[28]. » Ce que Lincoln ne pouvait savoir, c'est qu'il ne reverrait plus cette étude qu'il partageait depuis plus de quinze ans avec Herndon et qu'il ne reverrait pas davantage sa demeure familiale, la seule maison qu'il possédât jamais.

Le départ avait été fixé au 11 février, veille de son cinquante-deuxième anniversaire. Il faisait froid et il pleuvait ce jour-là. Mary, elle, était partie, avec quelques jours d'avance, pour Saint Louis, Missouri, afin d'y faire quelques achats supplémentaires, et il était convenu qu'elle rejoindrait son mari à Indianapolis, lors du premier arrêt. Un train spécial avait été prévu pour le voyage présidentiel ; il comprenait trois wagons seulement, un pour les journalistes, un pour Lincoln et sa famille, et un troisième aménagé en salon pour l'entourage du président – ses deux assistants, John Nicolay et John Hay, son propre beau-frère et médecin personnel William S. Wallace, sans compter Norman Judd, David Davis et quelques officiers chargés de la sécurité. Figurait aussi dans la suite Elmer Ellsworth : ce jeune juriste, très dévoué à Lincoln, avait été stagiaire dans son cabinet et, durant la campagne présidentielle, avait eu l'idée, saugrenue mais très populaire, de créer une

compagnie de faux zouaves à la française, laquelle avait donné des spectacles militaires fort appréciés dans au moins vingt grandes villes des États-Unis. Il était là, dans le wagon présidentiel, fidèle au poste, rutilant dans son uniforme de zouave et prêt, lors de chaque arrêt du train, à jouer les maîtres de cérémonie.

Et des arrêts, il y en aurait beaucoup. Car, plutôt que de se rendre directement et le plus vite possible à Washington, l'idée était, au contraire, de faire de multiples détours, avec tout le long un grand nombre de haltes destinées à faire mieux connaître aux citoyens un président qu'ils avaient certes élu, mais dont beaucoup ne savaient pas même à quoi il ressemblait. Il s'agissait aussi, pour Lincoln, de rencontrer personnellement, dans les grands États du Nord, les personnalités dont le dévouement et le loyalisme lui seraient précieux pour assurer le salut de la République.

Le programme du voyage, étalé sur douze jours, prévoyait des étapes dans six États différents : Indiana, Ohio, New York, New Jersey, Pennsylvanie, Maryland. Mille précautions avaient été prises pour éviter « sabotages et accidents » et des hommes armés de fanions « avaient été disposés à chaque passage à niveau et tous les huit cents mètres le long de la voie[29] ». Pour tous les responsables, le risque d'attentat était une évidence.

Une foule très dense attendait Lincoln à la gare de Springfield, et le président eut quelque mal à se hisser sur la plate-forme de son wagon. À 7 h 55 du matin, juste avant que le train ne s'ébranle, c'est un président très ému et presque incapable de s'exprimer qui, se tournant vers ses amis massés en contrebas, leur adressa ces quelques paroles d'adieu :

> Mes amis, personne, sauf à être dans ma situation, ne peut ressentir la tristesse que me cause ce départ. Je dois tout à cette ville et à la gentillesse de ses habitants. J'ai vécu ici un quart de

> siècle, passant de la jeunesse à un âge avancé. C'est ici que mes enfants ont vu le jour et que l'un d'eux est enterré. Je vous quitte aujourd'hui sans savoir quand je reviendrai, ni si jamais je reviendrai. J'ai devant moi une tâche plus vaste que celle qu'affronta Washington. Sans l'assistance de cet Être Divin qui toujours le soutint, je ne saurais réussir ; avec son aide, je ne saurais échouer[30].

À Indianapolis, Lincoln ne se contenta pas de retrouver sa femme ; s'adressant à une foule enthousiaste et chaleureuse, il posa, dans son discours, la question de savoir qui du Nord ou du Sud était l'agresseur. Certes, envoyer une armée en Caroline du Sud contre le vœu de ses habitants serait une « invasion » parfaitement injustifiée, mais « si le gouvernement se contente, par exemple, de vouloir conserver ses propres forts ou de reprendre ceux qui lui appartiennent [...], alors peut-on parler de coercition ? ». Changeant de registre, il entama un hymne à l'Union, reprochant aux sudistes de regarder celle-ci non « comme un mariage régulier, mais comme une forme d'amour libre[31] » où chacun se sent le droit de quitter l'autre à tout moment.

À Columbus, Ohio, il fit appel au sang-froid de tous, rappelant que le temps arrangeait bien des choses et finirait, avec l'aide de la Providence, par chasser les nuages du moment ; mais il expliqua aussi que, pour tirer le pays de l'impasse, il conjuguerait, en tant que président, et l'esprit de paix et la rigueur :

> Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour favoriser un règlement pacifique de toutes nos difficultés. Personne en ce monde n'est plus ami de la paix que moi-même – et personne ne ferait davantage pour la préserver. *Mais peut-être sera-t-il nécessaire de mettre fermement le holà*[32].

Partout, ce fut la même bousculade, et assurer la protection rapprochée du président ne se révéla pas chose facile. C'est ainsi qu'à Buffalo, dans l'État de New York, le commandant David Hunter, l'un des gardes du corps, « se démit l'épaule[33] » en essayant de s'interposer entre le président-élu et ses admirateurs enthousiastes. Certaines haltes furent plus reposantes et détendues, comme celle de Westfield, petite bourgade à l'est de l'État, où Lincoln fit savoir aux habitants qu'il comptait parmi eux une correspondante nommée Grace Bedell. Celle-ci était présente et vint le saluer. « Vous voyez, dit-il à la fillette, je me suis laissé pousser la barbe pour vous, Grace », et il l'embrassa. La presse s'empara de la scène et rivalisa d'humour pour la décrire, la palme revenant sans doute au *Republican* de Saint Louis : « Si embrasser les jolies filles est un privilège présidentiel, Mrs Lincoln, qui connaît ses droits et sait les faire respecter, devrait exiger qu'on lui accorde, à elle aussi, la possibilité d'opposer son veto[34]. »

À New York même, grande cité maritime et portuaire, Lincoln développa le 20 février une métaphore adaptée aux lieux – celle du navire et de son chargement : « Tant que le navire peut être sauvé, et avec lui la cargaison, nul ne doit l'abandonner[35]. » Le lendemain, à Trenton, lieu d'une célèbre victoire des insurgés américains contre les régiments britanniques et hessois (25 décembre 1776), il eut recours à un autre stratagème oratoire. Sachant qu'il s'adressait à un auditoire en majeure partie composé de démocrates (le Sénat du New Jersey), il fit jouer la corde, sensible chez tout Américain, de l'idéal à la fois commun et universaliste qui avait animé les combattants de l'Indépendance et présidé à la naissance d'un pays vainqueur et rassemblé, vainqueur parce que rassemblé :

> Je souhaite ardemment, leur lança-t-il, que notre Union […] se perpétue conformément à l'idée

> originelle qui présida à cette lutte, et je serais pleinement heureux d'être, sous la tutelle du Tout-Puissant, et de ce peuple qu'Il a pour ainsi dire choisi, l'humble instrument qui permettra à l'objet de cet immense combat de se poursuivre[36].

Politiquement et symboliquement, c'est sans doute l'étape de Philadelphie qui fut la plus marquante. Le 22 février, jour anniversaire de la naissance de George Washington, et dans l'immeuble historique où, le 4 juillet 1776, avait été signée la Déclaration d'indépendance, Lincoln avait été invité à hisser un drapeau-souvenir en l'honneur du premier président des États-Unis. Il était d'autant moins prévu qu'il s'attarde dans les lieux et y prononce un discours que la crainte d'un attentat – organisé avant l'arrivée dans la capitale – hantait de plus en plus les responsables de la sécurité. Dans l'administration des chemins de fer comme parmi les amis du président à Washington, on redoutait que le coup ne se produise dans l'une des dernières villes traversées par le convoi – à Philadelphie, lieu de naissance de l'Union, ou à Baltimore, ville esclavagiste qui regorgeait de rebelles prêts à tout. Des détectives avaient été envoyés sur place et leurs rapports étaient alarmants.

Un messager venu de Washington prévint personnellement Lincoln des dangers qui le guettaient, surtout lors de ses apparitions en public. Le président lui rappela qu'il avait pris deux engagements – hisser le drapeau à Independence Hall et, plus tard dans la journée, se rendre à Harrisburg pour s'adresser à l'Assemblée de Pennsylvanie – et il ajouta qu'il tiendrait ces engagements, « même si cela devait lui coûter la vie[37] ». Il autorisa néanmoins l'envoyé à prendre pour la suite du voyage toutes les mesures nécessaires à sa sécurité.

Dans la matinée du 22, Lincoln participa comme prévu à la cérémonie du drapeau mais, contre toute attente,

improvisa un discours, sans doute incité à agir ainsi par le souvenir des grands hommes qui, en ces lieux mêmes, avaient signé entre eux et à la face du monde un pacte d'union perpétuelle : une bonne occasion de rappeler à l'ordre et à l'unité tous ceux qui, infidèles au serment fondateur, prônaient aujourd'hui la dissidence et l'éclatement du pays. « Politiquement, déclara-t-il, jamais une pensée ne m'a habité l'esprit qui n'ait eu sa source dans les sentiments incarnés par la Déclaration d'indépendance. » Évoquant le principe liminaire de cette déclaration, il précisa alors que l'égalité entre *tous* les hommes, même si elle n'était encore qu'une « promesse » pour beaucoup (sous-entendu pour les Noirs), devait, comme la liberté, rester le seul horizon de la conscience commune du peuple américain :

> Ce pays peut-il être sauvé sur la base de ce principe ? Si c'est possible, et si je peux contribuer à le sauver, je me considérerai comme l'homme le plus heureux du monde. S'il ne peut être sauvé sur cette base, la situation sera vraiment désastreuse. Mais si notre pays ne peut être sauvé *qu'en abandonnant ce principe*, j'aimerais mieux, allais-je dire, être assassiné sur-le-champ que d'y renoncer.

Dans la situation du moment, un affrontement armé n'était, dans son optique, ni nécessaire, ni justifié et, en tout état de cause, ce n'est pas le gouvernement qui tirerait le premier : « Il n'y aura pas d'effusion de sang, sauf si on l'impose aux pouvoirs publics. Le gouvernement ne recourra à la force que si on l'utilise contre lui. » S'excusant d'avoir ainsi improvisé son discours et, ce faisant, d'avoir peut-être parlé de manière inconsidérée, il persista néanmoins dans son analyse et affirma pour conclure : « Je n'ai fait qu'exprimer ce pour quoi je suis prêt à vivre et, si tel est le vœu du Tout-Puissant, à mourir[38]. »

William Seward, qui était à Washington, envoya son propre fils, Frederick, à Philadelphie afin d'informer le président du plan anticomplot qui avait été secrètement mis au point. La cérémonie du drapeau achevée, Lincoln prit, comme prévu, le train de Harrisburg et prononça son discours devant l'assemblée de l'État. Il fut alors décidé qu'il poursuivrait le voyage sans sa famille, celle-ci devant le rejoindre à Washington dès le lendemain.

Un moment de panique perturba quelque peu le bref séjour familial à Harrisburg. Lincoln avait confié à Robert, son fils aîné, le plus précieux de ses bagages – un sac de voyage contenant le brouillon de son discours d'investiture – , et il apparut que Robert avait égaré le sac en question ou plus exactement l'avait confié à un portier de l'hôtel qui l'avait mélangé à d'autres bagages. Sans doute pour la première et unique fois de sa vie, Lincoln parla avec colère à son fils. Mais l'incident fut de courte durée, car le père courroucé entreprit lui-même de vérifier tous les bagages entassés dans le hall de l'hôtel et ne tarda pas à retrouver le sac perdu.

Sans les siens et sans sa suite, uniquement accompagné de deux gardes du corps – un solide gaillard nommé Ward Hill Lamon, ainsi que le patron de l'Agence nationale des détectives, Allan Pinkerton –, Lincoln revint donc par train spécial à Philadelphie où, à 23 heures, on l'installa *incognito* dans le train régulier à destination de Baltimore. Occupant une couchette trop petite pour sa taille, il parvint dans la ville rebelle vers 3 heures, changea discrètement de gare et de train, et arriva au petit jour dans la capitale où nul ne l'attendait. Ni foule ni flonflons.

Pour ne pas être reconnu, il avait abandonné son gibus habituel et portait un chapeau mou à larges bords ; son long pardessus, simplement jeté sur les épaules, lui cachait tout le corps. « Comment ça va, Lincoln ? », lança quelqu'un qui l'avait visiblement reconnu. Les gardes du corps entreprirent de s'interposer, mais, ayant à son tour reconnu

l’interlocuteur en la personne d’Elihu B. Washburne, un vieil ami qu’il avait fréquenté durant son mandat au Congrès, le président-élu arrêta l’élan de ses anges gardiens : « Ce n’est que Washburne ! » – et tout rentra dans l’ordre[39]. Washburne, qui avait été chargé de cette mission d’accueil par les quelques leaders républicains mis dans la confidence, conduisit Lincoln jusqu’à la voiture qui l’attendait à la sortie du dépôt de chemin de fer et le déposa à l’hôtel Willard au coin de la 14e Rue et de Pennsylvania Avenue.

L’aspect rocambolesque de l’affaire et le « déguisement » de Lincoln furent très commentés dans les milieux politiques et firent la joie des dessinateurs humoristiques, certains journalistes s’interrogeant sur la réalité du complot, d’autres se demandant si cette équipée nocturne ne risquait pas de nuire à la « stature morale[40] » du nouveau président. Lincoln le redouta un moment, mais, au vu des grands événements qui se profilaient, l’incident fut vite oublié.

La première démarche de Lincoln fut d’envoyer une dépêche à sa femme restée à Harrisburg pour lui dire qu’il était bien arrivé. Mary et les enfants prirent aussitôt le train pour Washington et débarquèrent au milieu de l’après-midi. Toute la famille se retrouva dans la meilleure suite de l’hôtel. Sa seconde démarche fut d’aller à la Maison-Blanche en compagnie de Seward rendre une visite de courtoisie au président sortant et aux membres de son cabinet.

Les dix jours séparant ces retrouvailles de la cérémonie d’investiture furent l’occasion de multiples rencontres : avec Stephen Douglas, ancien rival mais ferme partisan du maintien de l’Union (« L’esprit partisan, lui déclara ce dernier, doit céder le pas au patriotisme. Je suis avec vous, monsieur le Président. Que Dieu vous bénisse[41] ») ; Montgomery Blair, son futur ministre des Postes ; divers élus de l’Illinois ; le vice-président John Breckinridge ; le vieux général en chef Winfield Scott, tout couvert de médailles. Il

visita le Capitole et s'entretint avec les plus hauts dignitaires du Congrès avant de recevoir les membres de la Cour suprême et d'être reçu par le maire de la capitale, James G. Berret, entouré de son conseil municipal.

Le soir venu, l'hôtel Willard s'emplissait de toutes sortes de visiteurs accueillis de bonne grâce par le nouveau président et son épouse : « Certains venaient par devoir, souligne David Donald, d'autres avec l'espoir d'obtenir un poste, d'autres enfin par pure curiosité. » Tous n'étaient pas impressionnés de la même manière. L'ambassadeur de Hollande trouva sa conversation et ses anecdotes plutôt « vulgaires », un hôte virginien vit en lui « un mélange de grue canadienne et d'âne d'Andalousie[42] », mais la plupart des personnes rencontrées découvrirent chez le président-élu, au-delà d'une gaucherie manifeste, beaucoup de charme et une décontraction des plus avenante.

Lincoln occupa une bonne partie de son temps à compléter son cabinet, car il n'avait alors procédé qu'à deux nominations effectives, William Seward aux Affaires étrangères et Edward Bates à la Justice. Après avoir consulté les sénateurs républicains au sujet de deux de ses anciens rivaux dans la course à la désignation présidentielle, Salmon Chase et Simon Cameron, il offrit le ministère du Trésor au premier et celui de la Guerre au second. « Ils vont vous dévorer », lui disait-on. Non, rétorquait-il, « ils se dévoreront entre eux[43] ».

La nomination de Chase plongea du reste Seward, numéro deux du cabinet, dans un état de fureur indescriptible. Seward préconisait une politique d'isolement du Sud profond et une attitude plus conciliante avec les États rebelles situés plus au nord, l'idée étant de diviser pour régner et d'éviter toute provocation afin de laisser la fièvre s'éteindre. Par son intelligence et son charme, Seward pensait pouvoir attirer Lincoln dans ses vues et en quelque sorte l'enfermer dans sa toile. Mais la nomination de Chase,

ouvertement hostile à toute conciliation et partisan d'une politique musclée, était pour Seward le signe que son plan n'avait pas fonctionné et qu'il ne réussirait pas à devenir, à l'ombre du président, le véritable inspirateur de la politique gouvernementale. Il expliqua à Lincoln que ses vues étaient diamétralement opposées à celles de Chase et qu'il ne resterait pas au gouvernement si celui-ci y était maintenu. Lincoln ne céda pas d'un pouce. Le 2 mars, deux jours avant l'investiture, il reçut de Seward un mot très bref lui signifiant que, compte tenu des circonstances nouvelles, il lui demandait de bien vouloir « l'autoriser à retirer son consentement[44] » pour le poste de responsable des Affaires étrangères.

Lincoln ne se hâta pas de répondre, laissant à Seward le temps de réfléchir et de se raviser. Le 3 mars, veille de l'investiture, faisant comme si de rien n'était, il invita à dîner tous les membres de son futur cabinet, y compris Chase et Seward, qui répondirent présents. Le lendemain matin, alors que les officiels se préparaient pour la cérémonie, Seward fit savoir à Lincoln qu'il restait à ses côtés. Il avait sinon digéré, du moins avalé la couleuvre, tout en demeurant convaincu qu'il finirait, au sein du cabinet, par imposer son ascendant face à un président mal inspiré et qui, à ses yeux, faisait fausse route.

Le 4 mars donc, à midi, James Buchanan vint en calèche prendre Abraham Lincoln à son hôtel et le fit monter à côté de lui pour le conduire au Capitole (dont le dôme n'était pas encore achevé). Une foule considérable était massée le long de Pennsylvania Avenue, surveillée à distance par des tireurs d'élite postés sur les toits. On avait bloqué toutes les rues adjacentes et des hommes en armes jalonnaient l'intégralité du parcours. La colline du Capitole était, elle, protégée par deux batteries d'artillerie légère. Précédant l'attelage présidentiel, un groupe d'anciens combattants brandissait fièrement le vieil étendard de George

Washington [45]. Derrière se succédaient les juges de la Cour suprême, le corps diplomatique, les membres du Congrès, les autorités civiles et militaires. « Sur un char traîné par quatre chevaux blancs, note Villefosse, deux jeunes filles se tenant par la main symbolisaient le Nord et le Sud ; trente-quatre autres jeunes filles portaient chacune la bannière de leur État[46] » (la trente-quatrième représentant le District de Columbia). Mais le tout faisait plus penser à un défilé militaire qu'à une traditionnelle parade politique.

Le président sortant et le président-élu, accueillis par une délégation de sénateurs, pénétrèrent dans le Capitole en empruntant un passage spécialement aménagé afin d'éviter toute agression ou fusillade. Ils écoutèrent le vice-président Hamlin prêter serment, puis montèrent quelques marches ; sous les vivats d'une foule estimée à 30 000 personnes par le député John A. Logan[47], à 10 000 par Carl Sandburg[48] (foule relativement peu nombreuse en raison des rumeurs d'attentat et des divisions de l'opinion locale), ils firent alors leur apparition sur une estrade dressée devant le portique est du colossal bâtiment.

C'est Edward D. Baker, sénateur de l'Oregon et vieil ami de Lincoln, qui eut l'honneur de présenter ce dernier à la foule : « Chers concitoyens, je vous présente Abraham Lincoln, président-élu des États-Unis[49]. » Il était 13 heures. Le moment était venu pour le président-élu de prononcer son discours d'investiture, mais à l'évidence il ne savait que faire de son encombrant haut-de-forme, sans parler de ses habits flambant neufs qui le gênaient aux entournures. S'approchant de lui et lui murmurant « Permettez-moi, monsieur[50] », Stephen Douglas s'empara du chapeau et, avec beaucoup d'élégance, le conserva jusqu'au terme de la cérémonie. Sans être très forte, la voix de Lincoln portait assez loin et avec assez de clarté pour être entendue de tous, y compris « des spectateurs les plus à l'écart[51] ».

Lincoln avait soumis son texte à tous les membres de son cabinet et à quelques amis, dont Orville Hickman Browning – texte dont il avait rédigé une première version, très ferme et intransigeante, avant son départ de Springfield, et qui disait notamment : « J'utiliserai les pouvoirs qu'on m'a confiés pour tenir, occuper et maîtriser les biens et lieux qui appartiennent au gouvernement et pour percevoir les taxes et impôts. » Et Lincoln concluait par une formule aux tonalités presque guerrières : « C'est dans *vos* mains, et non dans les *miennes*, que repose la question capitale de la guerre civile. […] C'est sur *vous*, et non sur *moi* que repose l'enjeu solennel "de la paix ou du recours aux armes" » (la seconde partie de la phrase ne fut pas conservée)[52].

Mis à part quelques points mineurs ou détails de pure forme, personne n'avait soulevé d'objection sérieuse – hormis Browning qui conseilla au président de biffer (ce qu'il fit) le passage, selon lui trop provocateur, relatif à la *récupération* des forts fédéraux déjà tombés aux mains des Confédérés. Hormis surtout Seward : d'accord avec l'idée que toute sécession était illégale et qu'il convenait de faire respecter la loi, celui-ci jugeait cependant le ton et certaines formules du texte beaucoup trop martiales – et donc susceptibles d'aggraver les choses plutôt que d'apaiser les esprits. Il suggéra divers adoucissements et proposa même à Lincoln un dernier paragraphe très unitaire et fraternel à l'égard des sudistes, paragraphe que Lincoln intégra, en le retouchant à sa manière, dans la version finale.

Soucieux de rasséréner les gens du Sud et notamment ceux des États intermédiaires, Seward obtint aussi de Lincoln qu'il revienne, dans son texte, sur son opposition à un amendement constitutionnel que Thomas Corwin, député républicain de l'Ohio, avait récemment soumis au Congrès. À la majorité requise des deux tiers, les deux chambres venaient (d'extrême justesse) d'approuver cet étrange amendement ainsi libellé : « Aucun amendement ne sera [à

l’avenir] apporté à la Constitution qui puisse conférer au Congrès l’autorité ou le pouvoir d’abolir ou d’affecter, dans quelque État que ce soit, les institutions domestiques[53] », autrement dit l’esclavage.

Lincoln tergiversa, mais finit par modifier son discours dans le sens souhaité par Seward, indiquant qu’il « ne voyait aucun inconvénient[54] » à ce que la procédure de révision suive son cours. Pourquoi une telle concession face à un amendement qui visait rien moins qu’à pérenniser l’esclavage là où il existait et à empêcher dans le futur toute évolution constitutionnelle sur le sujet, figeant à jamais la procédure d’amendement elle-même ? La réponse est assez simple : Lincoln savait très bien qu’il n’y avait alors aucune chance pour que l’amendement en question soit ratifié, comme la Constitution le prescrivait, par les *trois quarts* des États de l’Union. Et, de fait, la ratification n’eut jamais lieu. Le treizième amendement – le vrai – abolissant partout et définitivement l’esclavage ne fut mis en œuvre que quatre ans plus tard, le 31 janvier 1865, et ratifié le 6 décembre de la même année.

Dans son discours d’investiture, Lincoln expliqua donc à ceux qui l’écoutaient et, au-delà, à tout le peuple américain qu’il était là pour respecter et faire respecter la Constitution, qu’il ne toucherait donc ni aux droits des États existants, y compris à celui de détenir des esclaves, ni à la loi de restitution des esclaves fugitifs (également reconnue par la Constitution). Quant aux questions non réglées par le texte constitutionnel, la Constitution prévoyait qu’elles soient réglées par une majorité élue : rejeter la loi de la majorité, c’était instituer l’anarchie et rompre de fait avec l’Union. Au reste, précisa le président, son mandat étant limité dans le temps, les insatisfaits auraient tout loisir, quatre ans plus tard, d’élire un président plus conforme à leurs vœux : aucune sécession n’était nécessaire pour parvenir à cette fin.

Passant des principes aux réalités du moment, Lincoln ajouta à l'adresse des sudistes qu'« aucun État ne peut légalement quitter l'Union de son propre et simple chef, que les résolutions et ordonnances adoptées à cet effet sont légalement nulles et non avenues et que les actes de violence perpétrés contre l'autorité des États-Unis par un État ou groupe d'États, quels qu'ils soient, constituent, selon les cas, des actes insurrectionnels ou révolutionnaires ». Face à de telles situations, il n'hésiterait pas, expliqua-t-il, à user de ses pouvoirs constitutionnels pour garder la maîtrise des biens et lieux appartenant à l'Union fédérale (allusion à peine voilée à Charleston et à Fort Sumter), mais agirait dans un esprit de grande modération : « Au-delà de ce qui pourrait être nécessaire à la poursuite de ces objectifs, il n'y aura ni invasion, ni usage de la force, nulle part et contre qui que ce soit. […] Il n'y aura de conflit que si vous êtes vous-mêmes les agresseurs. » Et pour finir il lança l'appel fraternel et patriotique que Seward lui avait soufflé, mais qu'il avait remanié, et que nous avons cité au tout début de ce livre :

> Nous ne sommes pas ennemis mais amis, et devons le rester. Même si la passion a pu altérer les liens qui nous unissent, il ne faut pas qu'elle les rompe. Les harmonies mystiques de la mémoire, remontant de tous les champs de bataille et de la tombe de tous les patriotes jusqu'à l'âme vivante et au foyer de chaque citoyen de ce vaste pays, sauront à nouveau faire retentir le chœur de notre Union dès lors qu'agiront sur elles, comme je le pense, les meilleurs anges de notre nature[55].

Ironie de l'histoire, c'est face à Roger B. Taney, président de la Cour suprême et auteur de l'arrêt Dred Scott, que Lincoln prêta alors serment en prononçant la formule traditionnelle : « Moi, Abraham Lincoln, je fais le serment

solennel de remplir fidèlement les fonctions de président des États-Unis et, dans toute la mesure de mes moyens, de préserver, protéger et défendre la Constitution des États-Unis [56]. » Tout un programme – en réalité le seul et unique programme auquel le nouveau président allait se consacrer pendant les quatre années de son mandat.

La cérémonie à peine achevée, Stephen Douglas, qui savait dans quel état d'esprit se trouvaient les sudistes et qui ne nourrissait guère d'illusions sur l'accueil que les États rebelles allaient faire au discours pourtant modéré de Lincoln, lui serra la main avec chaleur tout en lui restituant son couvre-chef. Joignant la magnanimité à l'élégance, il lui fit aussi savoir qu'il serait à ses côtés dans les jours sombres qui s'annonçaient et l'aiderait de son mieux à préserver et la Constitution fédérale et l'unité du pays.

Douglas voyait juste : la plupart des journaux du Nord, du moins ceux d'obédience républicaine, se félicitèrent des propos légalistes et relativement apaisants du président, même s'il y eut des voix, notamment chez les abolitionnistes, pour critiquer l'excessive modération du discours, et même si Frederick Douglass, le grand orateur et journaliste noir, regretta que Lincoln n'ait eu « ni le courage ni l'esprit de décision d'un Oliver Cromwell[57] ». La presse du Sud, en revanche, fut unanime à dénoncer le discours d'investiture comme un pur et simple appel à la guerre – le *Charleston Mercury* traitant Lincoln d'« orang-outang de la Maison-Blanche » prêt à sonner le « tocsin[58] » de la lutte armée, tandis que le *Sun* de Baltimore dénonçait, de son côté, « l'autorité despotique » d'un discours d'investiture conçu pour sonner « le glas et le requiem de l'Union[59] ».

Toujours accompagné du président sortant, Lincoln se rendit à la Maison-Blanche et prit possession des lieux avant de reconduire James Buchanan jusqu'à sa voiture. Témoin de ces cérémonies historiques, John A. Logan, chaud partisan de Lincoln bien qu'élu démocrate au Congrès, a

décrit à sa manière l'état mental dans lequel, en cette fin de journée, devait se trouver le nouveau président :

> Étranges, en effet, devaient être les pensées qui envahirent l'esprit et le cœur oppressé d'Abraham Lincoln ce soir-là – son premier soir à la Maison-Blanche. La ville de Washington grouillait de rebelles et de sympathisants [de la cause sudiste], et tous les ministères étaient truffés de traîtres et d'espions. Chaque mesure proposée ou envisagée par le pouvoir serait, à peine évoquée, transmise au soi-disant gouvernement des États confédérés. Tous les moyens – administratifs ou bureaucratiques – susceptibles de contrecarrer et de retarder les projets du gouvernement seraient utilisés par les traîtres de l'intérieur au profit des félons extérieurs. Nul ne savait cela mieux que Mr Lincoln. Sans armée, sans marine, sans même le moindre cotre de douane – avec tous ces forts et arsenaux, toutes ces armes et munitions aux mains des autorités du Sud, avec en outre des caisses vides et un crédit national en ruine –, on était là dans une situation qui, malgré l'optimisme naturel du président, dut lui paraître désespérée. Et pourtant, même en ces heures terribles, il continuait de croire aux effets positifs du message conciliant qu'il avait adressé au Sud et d'être porté par sa foi dans le patriotisme du peuple et le secours de la Providence[60].

Les circonstances réelles étaient encore moins roses que celles dépeintes par Logan, et les raisons pour Lincoln d'être optimiste moins grandes encore. Celui-ci, au demeurant, ne se dissimulait pas la complexité et le degré de gravité de la situation où se trouvait le pays. Dans un discours prononcé trois semaines plus tôt devant l'Assemblée de l'État de New

York à Albany, il avait exprimé l'exacte mesure de ce qui l'attendait :

> La vérité, c'est que, si je suis, sans fausse modestie, le plus humble de tous les personnages qui ont avant moi accédé à la présidence, la tâche que j'ai à accomplir est plus difficile que celle de n'importe lequel d'entre eux[61].

Il ne fut donc pas surpris des malheurs qui allaient suivre. Comme l'a noté un chercheur éclairé, Matthew Pinsker, « les présidents médiocres fuient les mauvaises nouvelles, les grands présidents y font face[62] ». De ce point de vue, la propension dépressive de Lincoln à voir les choses en noir allait se révéler un atout, non un handicap : sa vie intérieure tourmentée, toutes les crises traversées, toutes les victoires remportées sur lui-même l'avaient mentalement préparé à affronter le pire et à y survivre. Dans la crise, collective cette fois, et schizophrénique, qui allait déchirer l'Amérique, il serait, si l'on peut dire, en terrain familier et paradoxalement mieux armé que d'autres pour y « faire face ».

13

« Le glas et le requiem de l’Union »

En ce temps-là, il n’y avait pas de personnel permanent attaché à la Maison-Blanche, à l’exception d’un ou deux cuisiniers et du « vieil Edward », portier en chef depuis des lustres. C’est d’ailleurs lui qui avait accueilli la nouvelle famille présidentielle au moment de son arrivée. Aux yeux de Mary Lincoln, raconte Jerrold M. Packard, le palais qui allait abriter les nouveaux occupants pendant les quatre ans à venir « ressemblait plus à une plantation décrépite qu’à la résidence officielle d’un président des États-Unis[1] », et elle se jura de remédier au plus vite à un état de choses qu’elle jugeait indigne de la fonction.

Pas de fonctionnaires à demeure, donc, pour guider le nouveau président et sa famille dans leur installation. Hormis le portier, pas de majordome, pas de valets de pied, personne pour entretenir la vaste demeure, pas même quelques domestiques pour tenir les lieux propres

– ou faire la vaisselle qu’après leur ultime petit déjeuner les Buchanan avaient laissée en l’état. Le président sortant était célibataire (le seul de son espèce dans l’histoire des États-Unis) et c’est sa nièce, Harriet Lane, qui depuis quatre ans jouait le rôle de maîtresse de maison. Ils avaient l’un comme l’autre peu d’estime, et sans doute une bonne dose de mépris, pour Lincoln et son épouse, ces « gens de l’Ouest [réputés] terriblement bruyants et mal dégrossis[2] », mais ils avaient cependant tenu, courtoisie oblige, à faire préparer un repas pour le nouvel occupant et sa suite. Le mot « suite » s’impose, car Mary avait fait venir dans son sillage une quinzaine de sœurs, cousines et nièces toutes destinées à tenir la maison et à lui donner un rang en même temps qu’un peu de jeunesse et de gaieté.

C’est donc une grande tablée qui goûta au dîner qu’Harriet Lane avait fait préparer à leur intention. De ce point de vue, nota Elizabeth Grimsley, l’une des cousines de Mary Lincoln, la maîtresse de maison avait bien fait les choses et « tout était fin prêt[3] » pour ce premier repas. Le président dut, quant à lui, s’éclipser au milieu du dîner, afin de recevoir une délégation d’un millier de New-Yorkais venus lui présenter leurs respects. Après quoi, toute la famille monta au premier étage et s’offrit un peu de repos avant de se mettre en tenue pour le grand bal traditionnel. Il était prévu que celui-ci aurait lieu, à proximité de l’hôtel de ville, dans un vaste bâtiment provisoire construit avec de simples planches mais drapé de mousseline et pompeusement baptisé le « Palais d’Aladin ». L’édifice pouvait contenir 2 000 personnes et était éclairé, à l’intérieur, par cinq lustres gigantesques.

Les Lincoln arrivèrent à la salle de bal vers 23 heures, le président vêtu d’un impeccable habit à queue, Mary portant, outre de nombreux bijoux, une ample robe à crinoline de soie bleue du plus bel effet à laquelle faisait pendant la plume d’autruche, bleue elle aussi, qui agrémentait sa chevelure. Conformément à la tradition, le président amorça le quadrille d’ouverture en prenant le bras, non de son épouse, mais du maire de Washington, James Berret. Le protocole laissant à Mary la liberté de choisir son partenaire, elle jeta son dévolu sur Stephen Douglas, longtemps adversaire mais désormais allié objectif de son mari, et qui l’avait si assidûment courtisée lors des belles soirées d’autrefois à Lexington. Lincoln, fourbu, s’éclipsa vers 1 heure ; Mary, ses sœurs et ses cousines continuèrent de danser et de faire la fête jusqu’à l’aube.

La première mesure prise par Lincoln dès son installation à la Maison-Blanche consista à faire de John G. Nicolay son « secrétaire privé[4] ». Et la première dépêche que celui-ci déposa sur son bureau le 5 mars au matin concernait la

situation à Fort Sumter. Il s'agissait, nota plus tard Lincoln, d'un « courrier du commandant Anderson expliquant que leurs réserves seraient épuisées avant qu'une expédition puisse être envoyée à leur secours[5] ». Un message qui n'augurait rien de bon.

Lincoln, dont les journées étaient en partie consacrées à recevoir visiteurs et quémandeurs de postes, se donna, comme toujours, le temps de réfléchir à ce qu'il convenait de faire. Les membres de son cabinet étaient plus des conseillers que des ministres (il en changea d'ailleurs très peu au cours de son mandat) et, s'il les écoutait, c'est à lui, en qualité de président et de commandant en chef des armées, qu'il incombait de prendre les décisions, surtout lorsqu'elles apparaissaient décisives pour l'avenir du pays. Le portrait qu'a laissé de lui son ami Herndon est à cet égard éloquent : « Un profond mystère, une énigme, un sphinx, [un dirigeant] peu communicatif, silencieux, réservé, secret. » Le biographe David Donald a ajouté cette phrase au tableau : « Il avançait vers ses objectifs avec des rames assourdies[6]. »

La question de Fort Sumter ne fut pas même évoquée lors de la toute première réunion du cabinet, le 6 mars. Lincoln n'avait le choix qu'entre deux options : renforcer la garnison d'Anderson ou l'évacuer, et ce choix était rendu difficile par deux des engagements pris lors du discours d'investiture – celui de « garder la maîtrise des biens et lieux appartenant à l'Union fédérale » et celui de ne faire « usage de la force » que si les dissidents étaient « eux-mêmes les agresseurs ».

Soucieux de prendre la mesure exacte de la situation, Lincoln envoya au général Scott toute une série de questions précises sur les possibilités de résistance d'Anderson et ses hommes (et pendant combien de temps), sur la capacité des troupes disponibles à porter secours à la garnison avant qu'il ne soit trop tard et, dans le cas contraire, sur les forces et moyens supplémentaires à

mettre en œuvre pour parvenir à ce résultat. Scott répondit que l'opération exigerait une expédition navale, un renfort de 5 000 soldats de l'armée régulière et le recrutement de 20 000 volontaires, faute de quoi la reddition du fort « ne serait qu'une question de temps[7] ».

Lincoln informa alors son cabinet des réponses reçues. Les faits parlaient d'eux-mêmes :

> Si, explique David Donald, secourir Anderson requérait une force expéditionnaire d'au moins 25 000 hommes – alors que l'armée américaine n'en comptait en tout que 16 000, dont la plupart étaient éparpillés dans des avant-postes le long des terres indiennes –, une seule solution s'imposait, celle d'abandonner le fort [aux sudistes][8].

Pour la majorité des ministres, l'affaire était entendue, mais Lincoln ne partageait pas leur pessimisme, convaincu que l'évacuation du fort, une petite chose du point de vue strictement militaire, équivaudrait à une reddition de l'Union elle-même et serait politiquement catastrophique.

Le 15 mars, il demanda à chacun des membres du cabinet de lui faire savoir par écrit s'il serait sage à leurs yeux de réapprovisionner Fort Sumter dans la mesure où l'opération serait réalisable. Seward, imité par Cameron, Welles et Caleb Smith (ministre de l'Intérieur), répondit par la négative, ajoutant que secourir Anderson « provoquerait des combats et marquerait sans doute le début d'une guerre civile[9] ». Chase exprima un avis opposé, même s'il jugeait l'entreprise risquée. Blair, lui, était à cent pour cent en faveur de l'expédition car, selon lui, refuser de venir en aide à la garnison de Fort Sumter ne pourrait que conforter les sudistes dans l'idée que le président, et les Yankees dans leur ensemble, n'avaient ni la volonté ni le courage de « maintenir l'autorité de l'État [fédéral][10] ».

Lincoln était d'autant plus embarrassé que la presse et l'opinion se montraient, dans le Nord, aussi partagées que les membres de son cabinet – certains, comme Horace Greeley, s'opposant dans le *New York Tribune* à tout usage de la force quitte à laisser les États du Sud prendre tranquillement le large, d'autres, comme Lyman Trumbull, estimant devant le Sénat qu'il était urgent d'agir et « du devoir du président d'utiliser tous les moyens en son pouvoir pour maintenir et protéger les biens publics appartenant aux États-Unis[11] ».

Cherchant à gagner du temps et à mieux s'informer sur la situation réelle à Charleston et sur l'état de l'opinion en Caroline du Sud, Lincoln envoya sur place deux émissaires plus ou moins secrets. Mais les rapports qu'il reçut d'eux étaient également contradictoires : pour l'un, Gustavus Fox, rien ne s'opposait, militairement ou du point de vue de l'opinion locale, à un réapprovisionnement discret et nocturne de la garnison ; pour l'autre, Stephen Hurlbut, les Caroliniens étaient à ce point remontés contre l'Union que tout renforcement de la garnison serait assimilé à un acte de guerre et que tout navire de ravitaillement, même s'il ne transportait que des vêtements ou des produits alimentaires, serait aussitôt « arrêté et refoulé[12] ».

Pour couronner le tout, le général Scott fit savoir le 28 mars au président que l'évacuation de Fort Sumter ne suffirait pas à maintenir dans l'Union les huit États sudistes encore hésitants et que seul un abandon, en Floride, de Fort Pickens (garnison pourtant non menacée) serait de nature « à les apaiser et à leur redonner confiance[13] », les empêchant ainsi de rallier la Confédération. Le soir même, au terme du premier dîner officiel organisé par Mary pour la famille présidentielle et un certain nombre de hautes personnalités, Lincoln retint les membres de son cabinet et, très ému, leur communiqua les recommandations reçues de Winfield Scott. À l'exception de Seward, prêt à suivre les

conseils du vieux général, tous les autres ministres s'insurgèrent, à l'imitation de Blair, contre les prétentions de Scott à sortir de son rôle et à « jouer les hommes politiques[14] ». Lincoln donna rendez-vous à ses conseillers pour une réunion officielle – et décisive – prévue le lendemain 29 mars à midi et au cours de laquelle il allait falloir trancher.

Après une nuit blanche et angoissée, c'est un président sombre mais décidé à agir (et sachant déjà ce qu'il voulait [15]) qui posa la question de confiance à chacun des membres du cabinet, leur demandant de coucher par écrit la réponse qu'ils souhaitaient faire aux suggestions du général Scott, autrement dit de se prononcer sur la nécessité ou non de se porter au secours de Fort Sumter et de Fort Pickens. Suivi par Caleb Smith, Seward se prononça contre toute intervention à Charleston, mais, ne souhaitant pas paraître trop hostile à la détermination du président, accepta l'idée qu'il fallait faire quelque chose pour Fort Pickens. Hormis Cameron absent de la réunion, tous les autres estimèrent, avec plus ou moins de conviction, que le plan défaitiste de Scott était inacceptable et que le temps de l'action, quels qu'en puissent être les risques, était venu.

Fort de l'accord majoritaire ainsi obtenu, Lincoln demanda à Welles, ministre de la Marine, et Cameron, ministre de la Guerre, de faire en sorte qu'une flotte dûment équipée soit prête à quitter New York à la date du 6 avril. Le poids de cette décision pesa durement sur les nerfs du président qui, chose rare, commença à souffrir de fortes migraines et, ne tenant plus sur ses jambes, dut s'aliter pendant une journée.

Pour Seward, cette période fut également difficile à vivre. Fier d'avoir infléchi dans son sens le discours d'investiture du président et d'avoir fait prévaloir ses vues lors de la réunion de cabinet du 15 mars, il commençait à se prendre pour le véritable chef du gouvernement et avait vaguement

promis à plusieurs émissaires sudistes que, conformément à ses propres vœux, la garnison de Fort Sumter serait finalement évacuée. Pris au piège de ses promesses inconsidérées, il tenta en désespoir de cause une ultime démarche dont le caractère insolite est assez difficile à comprendre.

Le 1er avril, il fit en effet remettre à Lincoln un mémorandum intitulé « Quelques réflexions à l'intention du président » : non content de faire remarquer à celui-ci qu'« au bout d'un mois de gouvernement, aucune politique intérieure et étrangère n'avait été définie », il lui suggérait de rassembler les Américains, présentement divisés, en recourant à une savante manœuvre de diversion. Il s'agissait, expliquait-il, de susciter à travers le pays « un vigoureux esprit d'indépendance » – et donc un réflexe unitaire – qui abolirait toute velléité de sécession. Comment ? En demandant au Congrès de déclarer la guerre à l'Espagne, au prétexte qu'elle venait (le 17 mars) d'annexer Saint-Domingue, et à la France qui, à l'instigation de Napoléon III, se mêlait de trop près des affaires du Mexique et rêvait de mettre la main sur ce pays. Le même sort pourrait, si nécessaire, être réservé à la Grande-Bretagne et à la Russie qui, selon lui, menaçaient d'intervenir dans la crise américaine.

Se prenant pour le véritable décideur et tenant Lincoln pour une simple figure de proue, voire un figurant, il avait poussé l'effronterie jusqu'à conclure son mémorandum par ces mots :

> Quelle que soit la politique adoptée par nous, il importe qu'elle soit énergiquement mise en œuvre. […] Ou bien le président s'en charge, ou bien il délègue ce pouvoir à un autre membre du Cabinet. […] Bien que cela ne relève pas spécifiquement de mon domaine, je ne chercherai pas à fuir cette responsabilité, non plus qu'à l'assumer[16].

En d’autres termes, Seward se portait candidat à la direction réelle des affaires du pays, laissant au président le soin d’inaugurer les chrysanthèmes et de recevoir (ce qu’il faisait du reste cinq heures par jour) les quémandeurs de postes et autres importuns.

Peut-être tenté de croire, du moins dans un premier temps, à une sorte de « poisson d’avril », Lincoln n’en rédigea pas moins une réponse immédiate et cinglante à la lettre de son ministre et à la politique extravagante qu’il proposait : « Si cela doit être fait, c’est *à moi* qu’il revient de le faire », quitte à « recueillir l’avis de *l’ensemble* du cabinet ». Quant à l’absence d’une politique intérieure claire, il se contenta de rappeler à Seward ce qu’il avait dit dans son discours d’investiture, à savoir qu’il « userait des pouvoirs dont il disposait pour garder la maîtrise des biens et lieux appartenant à l’Union fédérale ». Il fit par ailleurs remarquer que toutes « les circulaires et instructions envoyées aux ambassadeurs » avaient été acceptées, « en parfaite harmonie », par tous les membres du cabinet, sans qu’aucun ne se plaigne jamais « de l’absence d’une politique étrangère » à la tête de l’État[17].

Lincoln n’envoya pas sa missive à Seward mais la conserva dans un tiroir, où elle fut retrouvée des décennies plus tard par Nicolay et Hay. On peut imaginer que l’explication verbale qui suivit l’incident fut de la même eau que l’explication écrite. Toujours est-il qu’ayant trouvé son maître, Seward rentra dans le rang et devint aussitôt le plus proche et plus fidèle soutien du président. Désormais les choses étaient claires pour tous les membres du gouvernement, à commencer par le ministre en charge des affaires extérieures : l’action diplomatique, si essentielle à la survie de l’Union, ne pouvait être définie que par le responsable suprême du pays[18]. Lincoln, incapable de ressentiment, ne tint pas rigueur à Seward de son incartade

et continua de se comporter envers lui comme si rien ne s'était passé : difficile d'être plus magnanime.

Le 4 avril, le président eut une entrevue secrète avec un émissaire de Virginie, John B. Baldwin, à qui, semble-t-il, il proposa un troc : le maintien de la Virginie dans l'Union contre une évacuation de Fort Sumter, ajoutant qu'« un État contre un fort n'était pas une mauvaise affaire[19] ». L'offre resta sans suite.

Le même jour, Lincoln donna l'ordre au convoi préparé par Welles et Cameron de quitter New York et de faire voile vers Fort Sumter. Il était entendu que ce convoi de ravitaillement serait escorté à distance par le navire de guerre le plus puissant de la marine américaine, le *Powhatan*, armé de nombreux canons et obusiers et disposant de quelque trois cents marins à son bord. Le 5 avril, le commandant du navire reçut du ministre de la Marine l'ordre (signé du président) d'appareiller et de se trouver le 11 au matin au large de Fort Sumter.

Le 6 avril, Lincoln dépêcha un émissaire officiel, Robert S. Chew, à Charleston avec ordre d'informer le gouverneur de Caroline du Sud qu'un convoi allait être envoyé à Fort Sumter dans le but d'approvisionner, *et non de renforcer militairement*, la garnison. Le message précisait par ailleurs que « si cette action ne rencontrait pas de résistance, aucune tentative visant à débarquer des troupes, des armes ou des munitions ne serait alors entreprise sans nouveau préavis, sauf si le fort venait à être attaqué[20] ». C'était, de la part du président, une façon habile de faire porter d'avance aux sudistes la responsabilité d'une éventuelle effusion de sang – qu'il estimait au fond de lui inévitable.

Le problème est qu'à la demande de Seward, Lincoln avait aussi décidé – le 1er avril, jour même du fameux mémorandum – de venir secrètement en aide à la garnison de Fort Pickens et, par inadvertance ou à la suite de confusions d'ordre administratif, avait signé, sans prêter

attention au texte, un ordre donnant mission au commandant du *Powhatan* de se rendre en Floride et non à Charleston. Confronté à des ordres contradictoires – ceux du 1er avril, lui signifiant de gagner la Floride, et ceux du 5, lui demandant d'escorter le convoi de Fort Sumter –, le commandant du *Powhatan*, déjà en route vers Fort Pickens, sollicita des éclaircissements. Welles et Seward se rendirent à la Maison-Blanche le 6 au soir et informèrent le président de la situation. Une fois l'erreur admise, Lincoln commença par en assumer toute la responsabilité, évoquant un « manque d'attention » de sa part.

Il demanda ensuite à Seward d'envoyer sur-le-champ un télégramme au commandant du *Powhatan* lui ordonnant de faire demi-tour et de rejoindre « sans délai[21] » le convoi de Fort Sumter. Steward s'exécuta, mais, au reçu de la dépêche, le commandant donna priorité à la signature du président (figurant dans l'ordre du 5 avril) sur celle du ministre – et poursuivit donc sa route. Cela signifiait qu'à son arrivée devant la rade de Charleston, le convoi de ravitaillement ne bénéficierait, en cas de difficultés, d'aucune assistance navale et militaire.

Et ce qui devait arriver arriva. Les autorités confédérales, toujours en session à Montgomery, n'avaient vu dans le message apporté par Robert Chew qu'une ultime ruse imaginée par un président aux abois. Le 12 avril à 3 h 30 du matin, alors que le convoi de ravitaillement s'approchait de Charleston, le général de brigade Pierre Beauregard fit savoir au commandant Anderson qu'à moins d'une reddition immédiate il ouvrirait le feu une heure plus tard. À l'heure dite, il donna à ses canonniers l'ordre de bombarder le fort. On a prétendu, mais la chose fait débat, que le premier coup de canon avait été tiré, à sa demande, par le propagandiste virginien Edmund Ruffin. Les batteries sudistes poursuivirent le bombardement sans discontinuer pendant trente-six heures. Les soixante hommes dont

disposait Anderson essayèrent bien de répliquer tout en se mettant tour à tour à l'abri, mais que pouvaient-ils faire face aux 9 000 soldats confédérés qui se relayaient nuit et jour pour leur tirer dessus ?

Dans l'après-midi du 14 avril, à bout de forces et de munitions, Anderson prit la décision de se rendre sinon aux Confédérés, du moins à l'évidence, et de quitter le fort. Les combats n'avaient par miracle fait aucune victime. Un soldat fut néanmoins tué à la suite d'une explosion accidentelle alors même qu'Anderson rassemblait ses hommes pour un ultime salut au drapeau. Beauregard, qui avait été professeur du jeune commandant à West Point, attendit le départ de ses troupes avant d'investir le fort : « Il serait peu honorable, déclara-t-il, d'assister à l'humiliation d'un ami[22]. » Tandis que les habitants de Charleston saluaient, verre en main, le début de la guerre, la garnison au complet gagna le large à bord d'un petit bateau à vapeur et embarqua sur un navire de l'Union, le *Bristol*, à destination de New York.

En volant au secours de Fort Sumter, Lincoln n'avait pas cherché à provoquer le Sud par pur plaisir. C'était pour lui le seul moyen de sortir de la double contrainte qu'il s'était imposée en tant que président, celle de ne pas être le premier à faire couler le sang américain et, sauf à laisser le pays partir en quenouille, celle de défendre les biens et lieux appartenant à l'Union fédérale. Les sudistes avaient tiré les premiers – et abattu à coups de canon le drapeau des États-Unis. Pour remplir le premier devoir que lui assignait la Constitution, à savoir la préservation de l'unité nationale, il n'avait désormais d'autre choix, expliqua-t-il bientôt au Congrès, « que d'en appeler aux pouvoirs de guerre du gouvernement et de résister ainsi aux forces qui cherchent à le détruire par une force visant à le sauvegarder[23] ».

Le 15 avril, c'est-à-dire dès le lendemain de la « reddition » de Fort Sumter, Lincoln annonça, au moyen d'une proclamation officielle, qu'il avait décidé, compte tenu de l'attitude insurrectionnelle de plusieurs États, le recrutement de 75 000 volontaires avec pour mission de reprendre possession des lieux et biens fédéraux indûment confisqués et de « maintenir l'honneur, l'intégrité et l'existence de l'Union[24] ». Le Congrès était par ailleurs convoqué en session extraordinaire pour le 4 juillet (jour hautement symbolique de la fête et de l'union nationales) afin d'approuver les mesures prises et d'envisager l'avenir. Les deux assemblées fédérales auraient pu être convoquées plus tôt, mais, en vertu d'une loi de 1795, l'engagement de volontaires ne pouvait excéder une durée de trente jours après la réunion du Congrès : en ne convoquant celui-ci que pour le 4 juillet, on permettait ainsi aux soldats recrutés dans la seconde quinzaine d'avril de servir… jusqu'au 4 août.

Beaucoup pensaient que cela suffirait, dans la mesure où la guerre serait courte : contre les vingt ou vingt et un millions d'habitants du Nord, que pourraient bien faire les cinq millions de sudistes – même devenus neuf millions après la sécession, entre le 17 avril et le 18 juin, de quatre nouveaux États (Virginie, Arkansas, Caroline du Nord, Tennessee) ? Pour le *Chicago Tribune*, le *New York Tribune* et le *New York Times*, l'affaire serait réglée en moins de deux mois ; pour Seward, en quatre-vingt-dix jours. Dans le Nord, l'enthousiasme était général et la proclamation partout applaudie, toutes tendances partisanes confondues. Stephen Douglas, en plein accord avec le président, se rendit en Illinois afin de convaincre ses amis démocrates que « le chemin le plus court pour parvenir à la paix consistait à préparer la guerre de manière aussi prodigieusement unanime que possible[25] ».

Les sudistes étaient, de leur côté, tout aussi euphoriques, convaincus, comme le *Picayune*[26], quotidien de La Nouvelle-Orléans, que de sept États, la Confédération était en voie de passer à onze, puis à quinze lorsque l'ensemble des États à esclaves auraient rejoint le mouvement. Après quoi, les choses iraient très vite.

À Washington, les responsables, y compris Lincoln, n'étaient pas aussi optimistes que certains de leurs collègues quant à la durée des hostilités et à l'ampleur des recrutements nécessaires. Browning, par exemple, estimait qu'il fallait recruter au moins 300 000 hommes. Le président se contenta finalement de 75 000 – ce que du reste lui demandait le général Scott – car, s'il était conscient de la gravité de la situation, il ne souhaitait pas pour autant irriter les États sudistes ou intermédiaires encore hésitants et leur donner à croire que la mobilisation visait à autre chose qu'à rétablir l'ordre et la loi là où ils étaient violés. La mise en place d'une armée trop nombreuse risquait, à ses yeux, d'être interprétée dans ces États-là comme un premier pas vers une invasion générale du Sud. De surcroît, Lincoln doutait de la possibilité qu'il y aurait à « armer, nourrir, transporter et entraîner des centaines de milliers de nouvelles recrues[27] ».

La sécession de quatre nouveaux États sudistes au lendemain de la Proclamation du 15 avril changea la donne et laissa présager un conflit long et coûteux. Le 6 mars, le président des Confédérés, Jefferson Davis, avait, quant à lui, déjà recruté 100 000 volontaires pour une durée d'un an. Le 22 juillet, Lincoln demanda donc au Congrès l'autorisation de recruter, cette fois pour trois ans, 400 000 nouveaux volontaires ; les élus allèrent plus loin encore que le président et lui permirent d'engager 500 000 hommes, le tout devant être financé grâce à une affectation spéciale de 400 millions de dollars et à un emprunt de 250 millions. Il fut demandé aux gouverneurs de « recruter, en fonction de

la population de leur État, des régiments composés de mille hommes chacun et de les expédier vers des centres d'entraînement ». Fin juillet, le Congrès autorisa les volontaires à servir, s'ils le souhaitaient, « pendant toute la durée de la guerre », quelle qu'en fût la longueur[28].

Il faut dire que la veille, le 21 juillet, venait d'avoir lieu la première défaite de l'armée unioniste à Bull Run, bataille sur laquelle nous allons revenir.

Entre-temps, des événements d'un gravité extrême venaient de se produire. La sécession de la Virginie le 17 avril (Richmond devenant la capitale des Confédérés) plaça le District de Columbia dans une situation très préoccupante : des fenêtres de la Maison-Blanche, la famille présidentielle pouvait apercevoir le territoire rebelle et notamment les hauteurs d'Arlington, où résidait le colonel Robert E. Lee.

Mais le souci majeur du président était l'attitude qu'allaient prendre les États intermédiaires, et notamment le Maryland. Si cet État tombait dans le camp sudiste (comme venait de le faire la Virginie), la ville de Washington se retrouverait bel et bien encerclée, et l'administration fédérale dans l'obligation honteuse de s'exiler loin du District de Columbia. Le 18 avril, le maire de Baltimore et le gouverneur firent savoir que la population locale était en ébullition et qu'il serait sage de ne pas faire transiter la moindre troupe fédérale par cet État. De fait, le lendemain, alors qu'il traversait en train la ville de Baltimore, le 6^{e} régiment du Massachusetts, qui avait été appelé pour défendre Washington, fut violemment attaqué par une foule déchaînée de sécessionnistes. Armés de couteaux et de revolvers, les assaillants se ruèrent sur la troupe aux cris de « voleurs de nègres[29] » et tuèrent quatre soldats. Neufs civils perdirent également la vie au cours de cette échauffourée. Ces morts, au sein des deux camps, étaient les toutes premières victimes de la guerre de Sécession. On

était le 19 avril, jour anniversaire des batailles de Lexington et Concord qui en 1775 avaient déclenché la guerre d'Indépendance !

Le 19 au soir, alors que Lincoln s'était engagé, à la demande du maire et du gouverneur locaux, à faire en sorte que désormais les troupes *contournent* la ville de Baltimore au lieu de la *traverser*, une délégation précisément venue de Baltimore demanda à être reçue par le président. Manifestement furieux, les délégués l'adjurèrent non seulement de tenir les troupes fédérales à l'écart de Baltimore, mais de leur interdire toute présence dans l'ensemble de l'État. Lincoln leur répondit sèchement qu'il n'en était pas question, qu'il avait besoin de renforts pour protéger la capitale et que le Maryland était un passage obligé pour ces renforts : « Nos soldats, expliqua-t-il dans son style si personnel, ne sont ni des taupes capables de creuser leur chemin sous terre, ni des oiseaux capables de fendre l'espace à tire-d'aile. Ils n'ont d'autre choix que de traverser votre État, et c'est ce qu'ils feront[30]. »

Ce même 19 avril, après un débat assez vif au sein du cabinet, Lincoln avait rendu publique une décision capitale, celle d'organiser le blocus des ports sudistes de Caroline du Sud, de Géorgie, d'Alabama, de Floride, du Mississippi, de la Louisiane et du Texas afin d'asphyxier, côté mer, l'ensemble des États insurgés (le 27, la mesure sera étendue à la Caroline du Nord et à la Virginie). Seward, Smith et Cameron jugeaient la mesure (bientôt appelée « plan Anaconda ») stratégiquement et militairement indispensable ; se référant au droit international, Gideon Welles, tout comme Bates, Blair et Chase, redoutaient que l'instauration d'un blocus maritime ne revienne à reconnaître la Confédération comme une nation séparée et n'encourage certains gouvernements étrangers à accorder à celle-ci le statut de belligérant. Malgré les risques, Lincoln trancha en faveur du blocus, c'est-à-dire en faveur de la fermeture des ports, de la fouille

des bateaux et de leur saisie éventuelle. Nous verrons que cette mesure, complétée à terme par la maîtrise du fleuve Mississippi, joua au fil du temps un rôle majeur dans l'issue de la guerre.

Washington et sa région avaient vraiment besoin d'être défendus. En attente d'événements graves et imprévisibles, la ville était morte et presque déserte. L'opinion locale était partagée sur la cause à soutenir. Nombreux étaient les hauts fonctionnaires et les officiers de marine (majoritairement sudistes) ou de l'armée de terre qui fuyaient la capitale fédérale pour se mettre au service de ce que le président appelait « les soi-disant États confédérés d'Amérique » : jusqu'au terme de son mandat, et quels que fussent les aléas du conflit, Lincoln continua d'entretenir la fiction constitutionnelle d'une Union définie dès son origine comme une, « perpétuelle » – et donc indivisible. Pour lui, la « sécession », c'est-à-dire la sortie de l'Union, était une chose impensable. Il n'employa donc jamais ou presque ce mot, préférant parler de « rébellion », d'« insurrection[31] » – ou, à la limite, de « révolution », droit reconnu par les textes fondateurs de la nation. Pour l'heure, ces distinguos sémantiques n'étaient pas l'essentiel, car la guerre était aux portes de la capitale et il était urgent d'agir.

Le 18 avril, au lendemain même de la sécession de la Virginie, Lincoln demanda à l'un de ses conseillers officieux, Francis P. Blair Sr., de rencontrer le colonel Robert E. Lee, lui-même virginien, afin de lui offrir le poste de commandant en chef des armées de l'Union. Ce brillant officier de cinquante-quatre ans avait participé à la guerre du Mexique, dirigé l'école militaire de West Point et capturé John Brown à Harper's Ferry. C'était, disait Winfield Scott, « le meilleur soldat qu'[il] ai[t] jamais vu sur le terrain[32] ». Après avoir expliqué à Blair qu'il considérait « la sécession comme un acte d'anarchie » et que, pour sauver l'Union, il affranchirait volontiers tous les esclaves du Sud s'il en était propriétaire,

il ajouta : « Mais comment puis-je brandir mon épée contre la Virginie, l'État qui m'a vu naître[33] ? » Puis il demanda à réfléchir, regagna sa demeure d'Arlington et, deux jours plus tard, envoya un courrier à Winfield Scott, lui annonçant, le cœur déchiré, sa démission de l'armée américaine après plus de trente ans de bons et loyaux services. Dès le 23 avril, Lee se retrouva promu général de brigade dans l'armée confédérée. Il allait jusqu'au bout jouer un rôle central dans la défense de la Virginie.

Lincoln attendit que la Virginie ait, le 23 mai, confirmé par référendum sa décision de quitter l'Union, pour lancer, dès le lendemain, une opération militaire visant à occuper la ville d'Alexandria et les hauteurs d'Arlington – là où, un mois plus tôt, Lee pouvait encore, de son balcon, embrasser du regard toute la partie de Pennsylvania Avenue qui allait de la Maison-Blanche au Capitole. Grâce à l'occupation de cette zone tampon, la capitale se retrouva mieux protégée contre une éventuelle attaque confédérée en provenance de Virginie.

Restait à neutraliser le Maryland et à s'assurer qu'il reste loyal à l'Union. Le 25 avril, après avoir prudemment évité Baltimore, le 7e régiment de New York, bientôt suivi de plusieurs autres, arriva à Washington. Ces renforts portèrent à 8 000 le nombre de soldats présents dans la capitale, ce qui remonta le moral des habitants massés sur leurs balcons, d'où ils acclamaient jour après jour l'arrivée des troupes. L'humeur du président s'améliora également, car non seulement ces arrivées favorisaient considérablement la sécurité dans la capitale, mais cela, confia-t-il souriant à John Hay, lui permettrait en plus « de faire une descente sur la ville de Charleston et de lui régler le petit compte que l'on a avec elle[34] ».

Évitant Baltimore, les renforts étaient acheminés par bateau le long de la baie de Chesapeake jusqu'à Annapolis, d'où ils gagnaient la capitale par le train. Mais des rumeurs

parvinrent à la Maison-Blanche, faisant état de menaces et même d'un début de destruction des voies et ponts de chemin de fer entre Annapolis et Washington, le but poursuivi étant d'empêcher ou du moins de retarder l'acheminement de nouveaux renforts. Les troupes fédérales s'empressèrent de réparer les quelques dégâts commis, mais Lincoln décida de répondre aux radicaux du Maryland par des mesures aussi radicales qu'inédites.

Sachant que le 26 avril l'Assemblée du Maryland devait se réunir (non à Baltimore mais à Frederick, ville nettement plus hostile aux sécessionnistes) afin de se prononcer sur le maintien ou non de l'État dans l'Union, il décida, le lendemain 27, de proclamer la suspension de l'*habeas corpus* dans toute la zone traversée par les convois militaires, c'est-à-dire entre Annapolis et le District de Columbia.

Désormais, précisait le texte présidentiel, le général Scott serait en droit d'« arrêter et mettre en détention, sans possibilité de recours aux procédures et formes ordinaires de la loi, tout individu qu'il estimerait dangereux pour la sécurité publique[35] ». Cela signifiait que toute personne soupçonnée de soutenir la Confédération ou d'agir contre l'État fédéral pouvait être interpellée et détenue pour une durée indéterminée sans comparution devant un juge et sans acte d'accusation. Des suspensions similaires allaient bientôt être prises (le 10 mai pour les côtes de Floride, le 2 juillet pour le couloir militaire reliant New York à Washington) avant de concerner l'ensemble du pays (proclamation du 24 septembre 1862).

Le 13 mai, soucieux de compléter la suspension de l'*habeas corpus* relative au Maryland par une action militaire d'envergure, Lincoln ordonna aux troupes de l'Union d'entrer dans Baltimore, d'occuper la ville et d'y décréter la loi martiale. L'armée fédérale profita de l'occasion pour mettre en place des garnisons aux quatre coins de l'État, le

général Benjamin Butler étant spécialement chargé d'occuper Federal Hill, colline stratégique dominant le port de Baltimore. L'Assemblée réunie à Frederick poursuivit quelque temps ses débats sur l'avenir du Maryland mais, compte tenu de la militarisation ambiante, décida de ne rien décider et reporta au 17 septembre la suite de sa session extraordinaire.

Ce jour-là, les troupes fédérales et la police de Baltimore investirent la salle des débats avec ordre d'arrêter tous les élus favorables à la Confédération. L'Assemblée interrompit *sine die* ses travaux et Frederick cessa, au bénéfice de Baltimore, d'être la capitale de l'État, statut que la ville n'avait assumé que l'espace d'un été. Pour mener à bien toutes ces opérations, Lincoln avait décidé dès le 3 mai de renforcer l'armée régulière en lui adjoignant dix nouveaux régiments et de recruter par ailleurs 18 000 hommes pour la Marine (que des sudistes de tous grades avaient désertée, et continuaient de déserter, en masse).

Rangés comme un seul homme ou presque derrière le président, les nordistes tendaient à mettre une sourdine à leurs éventuelles critiques. Ainsi s'explique que les suspensions de l'*habeas corpus* soient d'abord passées à peu près inaperçues. Mais l'« affaire Merryman » mit soudain la question sur la place publique et suscita de vifs débats. Lieutenant dans la milice du Maryland, John Merryman avait été arrêté et incarcéré le 25 mai au motif qu'il avait cherché à endommager plusieurs ponts de chemin de fer et manifestait une hostilité armée envers l'État fédéral.

Merryman avait aussitôt demandé à bénéficier d'un « Writ of Habeas Corpus », c'est-à-dire d'un arrêt de la Cour suprême ordonnant à l'armée ou bien de relâcher le détenu, ou bien de le déférer devant un tribunal. La Cour, présidée par le célèbre juge Taney, se prononça trois jours plus tard, le 28 mai, en faveur du plaignant, son principal argument

étant que le président en place n'était pas autorisé par la Constitution à suspendre l' *habeas corpus*.

Lincoln passa outre ; mais, le cri de « tyrannie[36] » commençant à atteindre ses oreilles en même temps que sa conscience, il s'expliqua longuement le 4 juillet à l'occasion de son message écrit au Congrès (message lu le 5). Contrairement à ce que prétendait la Cour suprême, expliquait-il, le droit de suspendre l' *habeas corpus* lui était bel et bien reconnu par l'article 1, section 9 de la Constitution fédérale : « Le privilège de l'ordonnance d'*habeas corpus* ne pourra être suspendu, à moins qu'en cas de rébellion ou d'invasion la sécurité publique ne l'exige[37]. » Le problème est que le texte constitutionnel ne disait pas qui du président ou du Congrès pouvait user de ce droit de suspension. Pour Lincoln, il allait de soi qu'en cas de rébellion ou d'insurrection, c'est au chef de l'exécutif qu'il appartenait de prendre les devants et de faire face aux urgences sans attendre que le Congrès entre en session – pour autant d'ailleurs que « les rebelles ne l'empêchent pas de se réunir[38] ». Et c'est bien dans cet esprit qu'il avait mis en place un blocus maritime, porté à trois ans la période d'engagement des volontaires, accru les forces de l'armée régulière… et suspendu l'*habeas corpus*.

Il ne doutait pas que le Congrès, conscient que les troupes fédérales s'apprêtaient à entrer en action, fermerait les yeux et avaliserait après coup les mesures prises par le gouvernement au nom de la sécurité publique et de la défense des institutions fédérales. Il ne doutait pas non plus que le Congrès continuerait par la suite à manifester son accord avec les actions entreprises, car si le chef de l'exécutif était empêché d'utiliser ses pouvoirs en temps de guerre, il n'aurait d'autre choix, concluait Lincoln, que « de renoncer à l'existence même de l'État[39] ». Et il ne s'agissait pas seulement des États-Unis, car l'épreuve de force vécue

par le pays concernait l'avenir de la démocratie dans le reste du monde :

> C'est à toute la famille humaine que se pose la question de savoir si une république constitutionnelle, ou une démocratie – un gouvernement du peuple par le peuple lui-même –, peut ou non maintenir son intégrité territoriale face à ses ennemis de l'intérieur. […] Voilà qui nous force à nous demander : « Est-ce là fatalement une faiblesse inhérente à toutes les républiques[40] ? »

Dans les années qui suivirent et à mesure de l'aggravation du conflit, les atteintes aux libertés individuelles ne firent que se multiplier. « Pendant les neuf premiers mois de la guerre, écrit David Donald, 854 personnes furent incarcérées et détenues sans avoir droit à un procès. » De février 1862 à avril 1865, plus de 3 500 citoyens connurent le même sort : il s'agissait « d'espions, de passeurs d'armes, de briseurs de blocus, de contrebandiers et de citoyens étrangers[41] ». Mais pas toujours : le 5 mai 1863, Clement L. Vallandigham, chef de file des « copperheads » (démocrates du Nord hostiles à l'effort de guerre), fut arrêté par le général Ambrose E. Burnside pour avoir exprimé de la sympathie envers l'ennemi et évoqué la tyrannie du « roi Lincoln » lors d'un récent discours à Columbus, Ohio. Interdit d' *habeas corpus* et jugé par un tribunal militaire, il fut, le 7, condamné à deux ans de détention dans une prison de l'armée, peine que Lincoln lui-même commua en bannisse-ment derrière les lignes confédérées[42].

Si les activistes politiques emprisonnés pour délit d'expression furent au total assez rares, il convient néanmoins d'évoquer la censure exercée contre la presse… ou acceptée par elle : le 2 août 1861, donc peu après le début des hostilités, les représentants des principaux

journaux de l'Union rencontrèrent les autorités militaires fédérales, en l'occurrence le général George B. McClellan, et adoptèrent « à l'unanimité » un texte dans lequel ils s'engageaient à ne rien publier « qui puisse aider ou encourager l'ennemi[43] ». Une censure de fait existait déjà depuis le 19 avril, date des affrontements sanglants de Baltimore : accourus au bureau des télégraphes pour informer leurs journaux respectifs, les journalistes présents à Washington avaient trouvé porte close et les lieux placés sous bonne garde. Ils s'étaient plaints auprès de Seward, lequel leur avait déclaré que « faire état du nombre de morts et de blessés [ne servirait] qu'à troubler l'opinion et serait un obstacle sur la voie de la réconciliation[44] ». Maigre consolation, les journalistes apprirent bientôt que les sécessionnistes du Maryland avaient coupé toutes les lignes télégraphiques de Baltimore – en même temps qu'ils avaient démoli tous les ponts de chemins de fer proches de la ville.

En agissant comme il avait décidé de le faire, Lincoln avait le sentiment de défendre la liberté de tous en restreignant la liberté de certains et de sauver l'État républicain en recourant aux mesures d'exception qu'exigeait une situation elle-même exceptionnelle. Il avait parfaitement conscience de la difficulté de l'exercice et des risques liés à une politique dont les moyens tendaient à contredire les fins ; c'est pourquoi il n'hésita pas à dire au Congrès que c'est « avec le plus profond regret[45] » qu'il menait ces actions d'urgence et de survie. Les risques étaient cependant bien réels et cela n'échappa guère à son entourage, non plus qu'à une partie de l'opinion. Gideon Welles, par exemple, fit un jour à sa femme cette remarque lucide, pour ne pas dire prophétique : « Une fois la guerre terminée, le gouvernement sera incontestablement plus fort, mais il y aura moins de liberté[46]. » Qu'elles soient justes ou injustes, les guerres suivent toutes la même pente : elles renforcent

le pouvoir central et cherchent à rendre le provisoire… permanent.

À l'angoisse de cette guerre annoncée – et même engagée – vint s'ajouter pour Lincoln un chagrin personnel. Lorsque le 24 mai les troupes fédérales avaient pris possession d'Alexandria, l'un des premiers groupes à atteindre la ville était l'unité de « zouaves » (devenus entre-temps de vrais soldats) commandée par l'original et bouillant colonel Elmer Ellsworth. Alors âgé de vingt-quatre ans, ce personnage attachant qui voici peu étudiait encore le droit dans les locaux de « Lincoln & Herndon » à Springfield, était, nous l'avons vu, très proche du président, qui le tenait en haute estime et en même temps le considérait presque comme un fils. Juste avant de partir en mission, le jeune colonel écrivit une lettre à sa dulcinée, Kitty, sans savoir que cette lettre serait la dernière (et qu'on la trouverait dans sa poche après sa mort[47]). À peine arrivé à Alexandria, Ellsworth aperçut un drapeau rebelle flottant au sommet d'un hôtel tenu par un sécessionniste (le « Marshall House ») et grimpa lui-même jusqu'au toit afin de s'en emparer. Mais, alors qu'il redescendait l'escalier, le patron, un nommé James W. Jackson, le tua aussitôt d'un coup de fusil avant d'être à son tour abattu par la troupe.

À l'annonce de la nouvelle, Lincoln, qui se trouvait dans la bibliothèque de la Maison-Blanche en compagnie de Henry Wilson, sénateur du Massachusetts et d'un journaliste du *New York Herald*, fondit en larmes et « dissimula son visage derrière un mouchoir ». L'événement était si inattendu, leur confia-t-il après s'être un peu repris, qu'il s'était soudain retrouvé « démuni de tout ressort ». Pleurant aisément devant les autres lorsqu'il était jeune, Lincoln était devenu avec l'âge « plus distant et réservé ». Mais, comme l'explique le biographe Joshua Shenk, la mort d'Ellsworth sembla réveiller d'anciens réflexes et « faire fondre en lui quelque chose qui était resté gelé en profondeur[48] ».

À la demande du président et de son épouse, la dépouille d'Ellsworth fut dès le lendemain ramenée à la Maison-Blanche en vue d'une cérémonie funéraire à laquelle assista la famille présidentielle entourée de tous les membres du cabinet. Lincoln écrivit une lettre émue et émouvante aux parents de la victime : « Face à la perte prématurée de votre noble fils, l'affliction que nous ressentons ici est à peine moins forte que la vôtre. [...] Puisse Dieu vous apporter la consolation que nul en ce monde n'a le pouvoir de vous donner[49]. »

Une autre disparition, personnellement moins douloureuse pour le président mais vivement ressentie par l'opinion, se produisit dix jours plus tard : la mort de Stephen Douglas. On se souvient qu'à la demande de Lincoln, il était parti faire une tournée dans le Middle West afin de rallier la population, et plus particulièrement les démocrates, à la cause de l'Union. Il avait ainsi fait entendre sa voix en Virginie-Occidentale, dans l'Ohio et, pour finir, dans l'Illinois. Le 25 avril, il avait prononcé un discours mémorable, plein de foi dans l'Union et d'accablement devant la division du pays : « C'est le cœur triste – et empli d'un chagrin que je n'ai jamais éprouvé auparavant – qu'il me faut envisager cet effroyable affrontement[50]. »

Après ce discours, nombre de citoyens d'Illinois s'étaient ralliés au drapeau fédéral et l'armée de l'Union avait localement engrangé des milliers de volontaires. Le 1er mai, date de son arrivée à Chicago, Douglas commença à souffrir d'une forte fièvre et des symptômes généralement attachés à la typhoïde. Il rendit l'âme deux jours plus tard, à l'âge de quarante-huit ans. Les démocrates venaient de perdre un leader contesté mais difficilement remplaçable ; le président avait, lui, perdu un puissant allié dans son combat pour la sauvegarde de l'Union : il décréta aussitôt un deuil national de trente jours.

Jusque-là plutôt attentiste et mesuré, Lincoln jugea que le moment d'une offensive à grande échelle était venu. Les ralliements consécutifs à la tournée de Douglas, puis à sa disparition, l'y incitaient. L'y poussait aussi le désir de venger la mort d'Ellsworth et d'en finir au plus vite avec les rebelles de Virginie, cet État voisin qui, bien qu'occupé par les troupes fédérales dans sa partie la plus proche, restait une menace pour la capitale et pour l'Union. L'y poussait enfin et surtout l'exacerbation grandissante de la classe politique et de la presse.

Il fut donc décidé de lancer une grande et, espérait-on, définitive opération en Virginie, l'objectif final étant de reprendre Richmond, capitale des Confédérés, située à 150 kilomètres seulement de Washington. Mais il fallait faire sauter un premier obstacle – la présence, à une quarantaine de kilomètres de là, d'une importante force rebelle regroupée au nord de Manassas, le long de la rivière Bull Run : 32 000 hommes commandés par le général Beauregard.

Winfield Scott était trop âgé pour conduire l'opération. Lincoln s'en remit donc à un jeune général de quarante-deux ans, Irwin McDowell, qui s'était distingué durant la guerre du Mexique. Le plan de McDowell était simple : prendre les Confédérés par surprise et les attaquer avant qu'ils ne puissent recevoir des renforts. Personne ou presque dans le Nord ne doutait que la victoire pût échapper aux troupes fédérales – la seule véritable « armée », disait-on. C'était oublier que les rebelles étaient commandés par d'excellents généraux, tous ou presque issus de West Point, et que nombre de leurs soldats étaient des déserteurs – bien formés et bien entraînés – de l'armée fédérale (certains portaient encore l'uniforme bleu, et non la tenue grise des Confédérés). Mais la confiance était telle qu'on convia la population de Washington à venir en calèche assister, depuis les hauteurs environnantes, à la déroute des sudistes : parmi la foule des « spectateurs »,

souvent munis de paniers de pique-nique, figuraient « six sénateurs, dix députés, des dizaines de journalistes » et de nombreuses représentantes du « beau sexe[51] ».

À l'aube du 21 juillet, McDowell lança l'assaut et parvint à enfoncer les premières lignes ennemies. Mais, quelques heures plus tard, alors que les nordistes étaient sur le point de l'emporter, la résistance héroïque du général Thomas J. Jackson et de ses hommes sur l'un des flancs permit l'arrivée *in extremis* de renforts (9 000 hommes) venus par le train de la vallée du Shenandoah sous les ordres du général Joseph Johnston. Cet apport soudain inversa le rapport de forces et, au terme de combats acharnés, obligea les troupes de McDowell à battre en retraite.

Si Jackson y gagna le sobriquet de « Stonewall » (muraille de pierre), le recul forcé de l'armée fédérale tourna rapidement à la débandade. Les véritables soldats se replièrent certes en bon ordre, mais les engagés en fin de contrat, les civils en calèche, les journalistes, les élus, les dames enchapeautées et toute la foule dépitée et terrifiée des badauds regagnèrent la capitale dans un étrange sauve-qui-peut. Les forces sudistes, épuisées par cette journée de combats intenses et qui avaient enregistré des pertes importantes, ne poussèrent pas leur avantage et s'abstinrent de marcher sur Washington, ce qui permit à Cameron, ministre de la Guerre, d'adresser aux New-Yorkais inquiets ce câble rassurant : « La capitale est hors de danger[52]. »

Dans la matinée, Lincoln, peu inquiet quant à l'issue de la bataille, avait tranquillement accompagné sa femme à l'office du dimanche. Mais, au milieu de l'après-midi, l'avalanche des mauvaises nouvelles en provenance du front ne tarda pas à le convaincre que les choses tournaient mal. Dans la soirée, il dut se rendre à l'évidence : l'armée fédérale avait perdu la partie – et la guerre, à laquelle une

victoire-éclair aurait sans doute mis fin, allait inévitablement s'étendre et dans l'espace et dans le temps.

Dans le Nord, le premier réflexe de l'opinion et de la classe politique fut de faire bloc derrière le président, mais cette unanimité de façade ne dura que quelques jours. On se mit bientôt à chercher, puis à désigner les responsables d'un échec perçu comme humiliant et dont chacun sentait bien qu'il aurait des conséquences incalculables.

Winfield Scott annonça qu'il prendrait sa retraite le 1er novembre. McDowell, relevé de son commandement, se retrouva à la tête d'une simple division. Après avoir longuement consulté son cabinet, Lincoln nomma George B. McClellan, trente-quatre ans, au poste de général en chef des armées fédérales : sa première tâche serait de renforcer la défense de la capitale et de profiter de la trêve hivernale (traditionnelle dans les guerres de ce temps-là) pour former et entraîner les centaines de milliers de volontaires – cette fois engagés pour trois ans – qui commençaient à affluer des quatre coins du pays. McClellan était un très bon officier du génie réputé pour son sens de l'organisation, mais l'avenir allait bientôt montrer que chez ce militaire l'ambition n'avait d'égale que l'insolence et qu'au surplus il était peu fait pour diriger de vastes armées dans un vaste conflit.

Bull Run avait été la première véritable bataille de la guerre de Sécession, et le bilan de cette unique journée de combats parlait de lui-même : côté sudistes, 387 morts, 1 582 blessés, 13 disparus ; côté fédéral : 460 morts, 1 124 blessés, 1 313 disparus ou prisonniers[53].

L'importance des forces en présence, le nombre de victimes, la fuite éperdue des civils venus au spectacle de la bataille, tout indiquait que c'en était fini des guerres en dentelle d'autrefois et que la première guerre « moderne » (ainsi que la suite des hostilités allait en faire la démonstration) venait de commencer : la première guerre à

engager des forces aussi massives et à être aussi coûteuse ; la première à enregistrer des pertes aussi lourdes (30 % des combattants dans des batailles comme celles de Gettysburg ou de Chickamauga) et à être aussi dévastatrice ; la première à se présenter comme une « guerre totale », à mettre les citoyens en armes dès l'âge de dix-sept ans, à faire participer femmes et paysans, à confondre civils et combattants dans ses ravages ; la première à placer la technologie au cœur du conflit (industries diverses, cuirassiers, voies ferrées, lignes télégraphiques, ballons d'observation) ; la première à être suivie et abondamment commentée par la presse ; la première à être photographiée[o] (notamment par Mathew Brady) et donc à être rendue visible à tous.

Lincoln profita du répit hivernal pour préparer le pays à la longue épreuve qui s'annonçait : toute désastreuse qu'elle avait été, la déroute de Bull Run avait donné comme un coup de fouet au moral des nordistes – et à celui du président.

Celui-ci profita aussi de la trêve pour reprendre un semblant de vie de famille. Robert, l'aîné des enfants, était toujours à Harvard et ne revenait à Washington qu'au moment des vacances ; mais les deux plus jeunes, Willie et Tad, qui avaient alors onze et neuf ans, profitaient de l'insouciance de leur âge pour jouer à la guerre, notamment sur les toits de la Maison-Blanche. Il n'était pas rare de les y voir braquant leurs petits canons de bois en direction de la Virginie et de ses invisibles rebelles. Lincoln jouait volontiers avec eux le soir venu ou leur racontait des histoires chaque fois que son emploi du temps, terriblement chargé, lui en laissait le loisir.

Mary Lincoln, ouverte et accueillante, ne se contentait pas de vivre en épouse discrète dans l'ombre de son auguste mari. Elle partageait ardemment, et souvent publiquement, ses combats et le soutenait sans faiblir dans les moments

difficiles, lesquels ne manquaient pas. Mais elle s'occupait en même temps, et avec brio, de la demeure présidentielle, recevait admirablement et devint en quelques mois la femme la plus en vue de la capitale. C'est pour elle, indique David Donald, que fut inventée l'expression, désormais entrée dans la langue anglaise, de « *First Lady*[54] ».

Du côté familial, tout cependant n'était pas rose. À Lexington, les proches de Mary – les Todd – n'échappèrent pas aux divisions qui, dans les États intermédiaires restés fidèles à l'Union, et notamment dans le Kentucky, se firent jour dès le début des hostilités au sein de nombreuses familles. Sur les deux frères de sang de Mary, note Jerrold Packard, « l'aîné, Levi, demeura fidèle à l'Union, mais le plus jeune, George, rejoignit l'armée confédérée », bientôt imité par ses trois demi-frères, Samuel, David et Alexander. Mais « pire encore », les maris des trois demi-sœurs de Mary – à savoir Martha White, Elodie Dawson et Emilie Helm, celle que Lincoln appelait affectueusement « petite sœur » – avaient eux aussi décidé de passer dans l'autre camp et de devenir « officiers confédérés ». En avril 1861, Lincoln, soucieux de prévenir ces cassures familiales, avait offert au mari d'Emilie, Ben Helm, un poste de trésorier dans l'armée fédérale avec le grade de commandant, poste qu'après réflexion celui-ci avait refusé. Quelque deux ans plus tard, le 21 septembre 1863, note encore Jerrold Packard, « le général confédéré Ben Hardin Helm [qui avait donc choisi de combattre l'Union] devait tomber, mortellement blessé[55] » lors de la bataille de Chikamauga dans le Tennessee. Un rude coup de plus pour la famille présidentielle.

Mary était personnellement accablée par ces dissensions familiales qui, elle en avait conscience, risquaient de rejaillir négativement sur l'image du couple présidentiel. Les mauvais esprits et les mauvaises langues ne tardèrent d'ailleurs pas à répandre dans la presse toute sortes d'allégations sur ses origines sudistes et sur le fait qu'elle

« envoyait des renseignements d'ordre militaire à l'un, voire à plusieurs de ses frères confédérés[56] ». Certains biographes assurent même qu'une commission du Congrès se pencha sérieusement sur la question et que Lincoln dut intervenir en personne pour mettre un terme à ces accusations naissantes, affirmant aux élus en question que personne dans sa famille n'avait jamais entretenu la moindre « communication déloyale avec l'ennemi[57] ». Il semblerait que les législateurs mirent du coup un terme à leur début d'investigation.

Mais, dans un tout autre domaine, Mary fut bientôt à l'origine de nouvelles préoccupations pour son mari, qui n'en manquait pas et se serait volontiers passé de cette affaire.

Après son arrivée à la Maison-Blanche, la *First Lady* n'avait en effet pas attendu longtemps pour se lancer dans la rénovation de la demeure officielle du président, laquelle lui apparaissait en très piteux état – avec, selon elle, de nombreux meubles détériorés, les papiers peints qui se détachaient, les moquettes et tentures souvent abîmées, sans compter les sous-sols crasseux et infestés de rats. Le Congrès, rappelle David Donald, avait affecté 20 000 dollars sur quatre ans à la réhabilitation de la Maison-Blanche, et Mary Lincoln « entendait bien en tirer le meilleur parti[58] ».

Au cours de l'été 1861, elle se rendit donc à New York et Philadelphie afin de procéder à tous les achats nécessaires à cette rénovation, dépensant sans compter, choisissant les plus beaux meubles, des draperies raffinées, des objets de porcelaine de grande valeur, des tapis de luxe, des papiers muraux importés de France. De retour à Washington, elle supervisa l'ensemble des travaux de peinture et de réfection et fit en sorte que toute la résidence ait comme un air de neuf. Puis arrivèrent les meubles ; puis, à l'automne, arrivèrent les factures.

Additionnant le tout, elle se rendit compte, mais un peu tard, qu'elle avait, en une seule fois, dépassé de près de 7 000 dollars les sommes allouées par le Congrès pour les *quatre ans* du mandat de son mari – situation qu'elle décida de cacher à ce dernier. Elle fit discrètement vendre les vieux meubles qu'elle venait de remplacer, mais cela n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan de la dette. Flatté d'être mis dans la confidence, le jardinier en chef, John Watt, lui conseilla alors de « gonfler les factures liées aux dépenses ménagères et de présenter de faux reçus au nom d'achats non effectués ». Mary alla plus loin : renvoyant l'intendant de la Maison-Blanche, elle nomma à sa place la femme du jardinier, se chargea à sa manière des tâches d'intendance et « empocha la rémunération[59] » de Mme Watt, l'idée étant d'utiliser cet argent pour rembourser une partie du découvert.

Tout cela se révélant insuffisant, elle pria Benjamin B. French, responsable des Bâtiments publics mais également en charge des comptes de la Maison-Blanche, d'informer le président de la situation et d'obtenir de lui qu'il demande au Congrès l'octroi de fonds supplémentaires. La nouvelle provoqua chez Lincoln (qui, accaparé par la guerre, ne pouvait avoir l'œil à tout) une colère aussi vive qu'inhabituelle. Jamais, lança-t-il, lui et sa femme n'avaient habité un endroit « mieux meublé » que ne l'était la Maison-Blanche lors de leur arrivée. Donc pas question de solliciter le Congrès pour combler ce trou inadmissible. Que dirait en effet le pays s'il apprenait que la famille présidentielle avait allègrement englouti et dépassé les 20 000 dollars attribués pour l'entretien de leur résidence alors même que dans les garnisons fédérales « les pauvres soldats frigorifiés ne pouvaient recevoir de couvertures[60] » ?

Lincoln jura donc qu'il réglerait les dépassements de sa femme en puisant dans ses propres deniers. French vint malgré tout en aide à la *First Lady*, qu'il trouvait « admirable

[61] » – et du même coup au président – en obtenant d'un membre du Congrès qu'il veuille bien dissimuler « dans une liste complexe de dotations militaires[62] » la rallonge nécessaire au couple présidentiel. La crise était ainsi évitée, mais Mary ne se trouva pas pour autant guérie de son goût incontrôlé et quasi maladif de la dépense, et cette affaire d'argent ne fut pas la dernière.

Côté militaire, deux nouvelles complications vinrent couronner une année 1861 qui n'avait pas été de tout repos pour le président.

John C. Frémont – qui, on s'en souvient, avait brigué la présidence en 1856 mais n'avait pas réussi à devancer James Buchanan – était désormais général de division en charge de l'armée de l'Ouest et avait installé son quartier général à Saint Louis, Missouri. Le 30 août 1861, désireux d'en finir au plus vite avec les ennemis de l'Union qui infestaient la région, il proclama, sans avoir consulté Washington, que la loi martiale serait appliquée dans l'ensemble du Missouri, que les détenteurs d'armes seraient traduits devant une cour martiale et fusillés, que les biens des sympathisants de la cause sudiste seraient confisqués – et leurs esclaves émancipés.

Tout cela allait à l'encontre de la politique définie par le président et ratifiée par le Congrès. Lincoln n'avait-il pas dit et répété que le seul but de la guerre était la sauvegarde de l'Union et qu'il n'entendait pas toucher à l'esclavage là où il existait ? Le Congrès avait certes voté, le 6 août, une loi (*Confiscation Act*) qui prévoyait, en même temps que la saisie des biens utilisés à des fins insurrectionnelles, l'affranchissement des esclaves *contraints* à travailler pour l'armée rebelle, mais Frémont avait largement outrepassé la loi en décidant de saisir et d'affranchir, qu'ils aient ou non collaboré avec l'ennemi, tous les esclaves des partisans de la Confédération.

Lincoln, qui n'appréciait pas de voir un militaire se substituer aux politiques, redoutait surtout que l'initiative de Frémont ne fasse basculer le Missouri, puis tous les États esclavagistes restés fidèles à l'Union, dans le camp des Confédérés. Il lui demanda donc de réviser sa proclamation. Frémont refusa et chargea sa femme, Jessie (fille du sénateur du Missouri Thomas Brenton), de se rendre à la Maison-Blanche pour plaider sa cause. Lincoln la reçut très froidement et ne céda sur rien. Frémont refusant toujours de modifier son texte dans le sens de la politique officielle du gouvernement, Lincoln le releva de son commandement le 2 novembre et le remplaça par son second, le général David Hunter.

Mais le mal était fait. Comme Lincoln l'avait craint, l'affaire Frémont sema le trouble dans les États intermédiaires et y porta un rude coup au sentiment unioniste. Le héros de Fort Sumter, Robert Anderson, devenu depuis général de brigade et qui commandait les troupes fédérales du Kentucky, avait écrit au président pour lui dire que si la fameuse proclamation n'était pas immédiatement désavouée, « l'Union perdrait le Kentucky[63] ». Joshua Speed lui avait, par courrier, tenu le même langage, ajoutant que « plusieurs défaites comme celle de Bull Run » feraient moins de mal à l'Union et au camp unioniste du Kentucky que « le geste stupide de ce perroquet militaire[64] ».

Dans le Nord et le Nord-Ouest, les abolitionnistes radicaux avaient applaudi la proclamation de Frémont et s'étaient déchaînés contre l'attitude du président. « Je ne trouve pas les mots pour dire ma profonde indignation », avait clamé Horace White du *Chicago Tribune*. Même Herndon ne comprenait pas que le président se refuse à écraser la rébellion sudiste avec autre chose que « de l'eau de rose[65] ». Et même Browning fit savoir au président que la proclamation de Frémont était « nécessaire » et conforme

aux vœux de « tous les citoyens loyaux de l'Ouest et du Nord-Ouest[66] ».

Le 22 septembre, Lincoln répondit longuement à son vieil ami que, s'il ne s'était pas opposé à Frémont, le Kentucky aurait probablement fait sécession. Or, poursuivait Lincoln, « perdre le Kentucky reviendrait quasiment à perdre toute la partie », car, une fois le Kentucky perdu, comment retenir le Missouri et même le Maryland ? Et d'affirmer avec force le primat du politique sur toutes les décisions d'ordre militaire. L'initiative de Frémont relevait « tout simplement de la dictature », c'est-à-dire d'un système où un « général peut faire *tout* ce qui lui plaît ». Est-on encore en république, demandait Lincoln pour finir, lorsqu'un responsable, qu'il soit général ou président, s'arroge le droit de décréter « par proclamation[67] » une réglementation permanente de la propriété ?

Dans sa lettre à Browning, Lincoln laisse toutefois entendre que la vraie cause du renvoi de Frémont n'était pas sa proclamation, aussi désastreuse fût-elle : « S'il y a un domaine dans lequel sa révocation a été souhaitée, notre ami commun, Sam. Glover[68], pourra sans doute vous dire de quoi il s'agit[69]. » Il s'agissait d'une part de l'incompétence militaire de Frémont sur le terrain, attestée par plusieurs rapports officiels, d'autre part de diverses accusations de corruption et de « dépenses malavisées[70] », notamment celle de s'être acheté sur fonds publics une maison à 6 000 dollars[71].

En cette époque trouble, la corruption était à ce point contagieuse qu'elle vint, peu après la disgrâce de Frémont, causer au président de nouveaux ennuis. Cette fois, l'accusé n'était autre que le ministre de la Guerre, Simon Cameron. Profitant de l'effort de guerre, les fournisseurs de l'armée fédérale s'enrichissaient de manière scandaleuse et se livraient à des trafics éhontés, allant jusqu'à vendre aux intendants militaires « des pistolets et carabines hors

d’usage, des chevaux aveugles et des sacs à dos qui se désintégraient sous la pluie[72] ».

La presse s’empara de l’affaire et le Congrès chargea une commission d’enquête de faire la lumière sur ces agissements. Même si les profiteurs étaient souvent des amis du ministre, Lincoln ne pensait pas que celui-ci ait lui-même trempé dans ces transactions peu reluisantes. Mais Cameron commit alors une bourde qui allait précipiter la fin de sa carrière ministérielle : dans son rapport de fin d’année (qu’il distribua abondamment autour de lui avant même que le président en ait pris connaissance), il laissa entendre que le gouvernement gagnerait à « armer les esclaves » tombés aux mains de l’Union et que l’opportunité ou non de les enrôler était « une question purement militaire[73] ».

Furieux, Lincoln lui ordonna de récupérer tous les exemplaires distribués et d’ôter de son texte la phrase litigieuse : « C’est là une question, lança-t-il, qui relève exclusivement de moi[74]. » À ses yeux, de tels recrutements, pour être légaux et constitutionnels, ne pouvaient s’envisager qu’en cas d’extrême nécessité et à seule fin de sauver la nation en péril – et donc la Constitution elle-même. On n’en était pas là. Non sans quelque résistance, Cameron démissionna le 11 janvier 1862 et fut nommé ambassadeur à Moscou. Lincoln le remplaça quatre jours plus tard par Edwin Stanton, celui-là même qui, cinq ans plus tôt, lors du procès McCormick-Manny de Cincinnati, l’avait traité de « grand singe » et de « girafe[75] ». Mais Lincoln appréciait chez lui l’énergie, l’intelligence et surtout une honnêteté à toute épreuve. Leurs relations de travail se révélèrent excellentes et une véritable amitié naquit entre les deux hommes.

En dépit de toutes ces turbulences, Lincoln communiqua et fit lire au Congrès le 3 décembre 1861 son premier discours – particulièrement optimiste – « sur l’état de l’Union », discours qui visait manifestement à soutenir le

moral du pays. La partie occidentale de la Virginie, soulignait-il, venait de se séparer de la partie sécessionniste et de renforcer le camp loyaliste ; le Maryland, le Kentucky et le Missouri, d'abord réticents, venaient de mettre sur le terrain, à la disposition de l'Union, « pas moins de 40 000 hommes » ; oubliant Bull Run, Lincoln n'hésitait pas à affirmer que depuis Fort Sumter « l'évolution des choses [allait] clairement dans le bon sens » et que les rebelles obtenaient, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, moins de soutiens que ce qu'ils avaient pu espérer. En outre, la balance des paiements était positive et « il était réconfortant de constater que les dépenses rendues nécessaires par la rébellion n'excédaient pas les ressources de la population loyale ».

Le passage le plus intéressant et le plus nouveau est sans doute celui où Lincoln cherche à convaincre les puissances étrangères qu'elles perdraient plus à aider les rebelles qu'à soutenir l'Union. Il faut dire que le blocus des côtes rebelles gênait considérablement le commerce international avec les États du Sud et que certains incidents n'avaient pas manqué de se produire, notamment l'interception et la fouille (en novembre 1861) d'un petit bâtiment britannique, le *Trent*, à bord duquel voyageaient deux ministres plénipotentiaires confédérés en route vers la France et l'Angleterre. Les deux hommes avaient été appréhendés, puis incarcérés à Boston.

Faisant l'impasse sur ces incidents et se montrant à la fois diplomate et pédagogue, Lincoln expliquait dans son discours qu'au total les puissances étrangères échangeaient plus avec le Nord qu'avec le Sud et que leur intérêt bien compris serait de faciliter le maintien de l'Union plutôt que d'avoir affaire à une « nation brisée en petits morceaux hostiles[76] ». Par ailleurs et même s'il n'y fait pas directement allusion, il n'ignorait pas non plus que la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne s'apprêtaient à

intervenir militairement au Mexique sous prétexte de récupérer une dette que le président nationaliste Benito Suarez venait d'annuler unilatéralement. Même Karl Marx se mêla à la querelle en publiant dans le *New York Tribune* un article incendiaire, et bien dans son style, consacré à ce sujet : « L'intervention envisagée [...] est selon moi l'une des entreprises les plus monstrueuses jamais enregistrées dans les annales de l'histoire internationale[77]. »

Une autre allusion ne manque pas d'intérêt, même si le nom de l'intéressé n'est pas mentionné. La cote du général McClellan était alors en chute libre aussi bien à la Maison-Blanche que dans l'opinion. On lui reprochait son immobilisme, notamment son refus de profiter d'un automne particulièrement clément pour lancer une nouvelle offensive contre les troupes confédérées toujours retranchées à Bull Run – et pour pousser la charge jusqu'à Richmond où Jefferson Davis venait (le 6 novembre) de se faire officiellement élire « président » de la Confédération. Les critiques étaient d'autant plus vives que les troupes fédérales continuaient, elles, d'être harcelées et d'enregistrer parfois de lourdes pertes : ainsi le 21 octobre à Ball's Bluff (Virginie) où un violent accrochage avait, entre autres, coûté la vie au cher et vieil ami du président, Edward Baker (lequel avait rejoint l'armée avec le grade de colonel). Bien que très affecté par la mort de son compagnon, Lincoln conserva sinon sa confiance, du moins son soutien à McClellan. Mais, peu reconnaissant et extraordinairement imbu de sa personne, celui-ci multiplia alors les propos insultants envers divers membres du gouvernement, traitant Seward de « petit chiot incompétent », Bates de « vieil imbécile » – et Lincoln lui-même d'« idiot » ou de « babouin bien intentionné[78] ».

Le comble se produisit dans la soirée du 13 novembre. Accompagné de Seward et de John Hay, Lincoln se rendit au domicile de McClellan afin de discuter stratégie. Le général

étant absent, les trois hommes décidèrent d'attendre son retour. Une heure plus tard, McClellan fit son entrée mais, ne prêtant aucune attention au portier qui l'informait de la présence du président, il monta directement dans sa chambre. Au bout d'une demi-heure, les visiteurs lui firent porter un message comme quoi ils l'attendaient. Pour toute réponse, un serviteur les informa que le général était déjà au lit.

Lincoln ne remit plus jamais les pieds chez lui mais refusa, vu la situation du pays, de se lancer dans une querelle sur « des questions d'étiquette et de dignité personnelle [79] ». Il savait aussi que la vengeance est un plat qui se mange froid. Dans son message sur l'état de l'Union du 3 décembre, il appela donc tous les patriotes à assurer McClellan de « leur confiance et [de] leur cordial soutien », mais eut aussitôt cette phrase vengeresse dont le caractère équivoque n'échappa à personne :

> Quelqu'un a dit un jour qu'il valait mieux avoir un mauvais général que deux bons. Je suis d'accord avec ce dicton si cela signifie qu'une armée est mieux dirigée par une seule tête, fût-elle inférieure, que par deux esprits supérieurs qui divergeraient et seraient à couteaux tirés[80].

À terme, le sort de McClellan était réglé. Quelques mois plus tard, le 11 mars 1862, Lincoln lui ôta le commandement général des forces de l'Union, tout en le laissant (pour le meilleur et pour le pire) à la tête de l'armée du Potomac.

14

Le vent de la victoire

L’hiver fut court, et la guerre reprit vite ses droits. L’armée fédérale commença l’année 1862 par deux victoires successives qui renforcèrent le moral des nordistes, ouvrirent la voie à une invasion du Sud et firent apparaître les talents d’un général de quarante ans qui ne s’était guère fait remarquer jusque-là (sauf pour son goût immodéré de l’alcool), Ulysses S. Grant. Nul ne savait que cet officier deviendrait général en chef des armées fédérales deux ans plus tard – et moins encore qu’il serait un jour (de 1869 à 1877) le dix-huitième président des États-Unis.

À la tête de deux divisions, Grant attaqua coup sur coup deux forts détenus par les Confédérés à l’ouest de l’État sécessionniste du Tennessee. Le 6 février, il eut rapidement raison de Fort Henry grâce à la supériorité numérique de ses troupes (15 000 contre un peu plus de 3 000) et au feu roulant de ses sept canonnières ancrées sur le Tennessee – à quoi vint s’ajouter une soudaine montée des eaux qui eut pour effet d’inonder une partie du fort. Lorsque les assiégés demandèrent à Grant à quelles conditions il accepterait leur reddition, celui-ci eut cette réponse restée célèbre : « Aucune condition, hormis une capitulation inconditionnelle (*unconditional surrender*), ne saurait être acceptée[1]. » La reddition eut lieu le lendemain au terme d’un engagement qui avait fait relativement peu de victimes, mais apportait à l’Union sa toute première victoire – et qui accessoirement donna un nouveau sens aux initiales du général Grant, « U. S. » signifiant à la fois « Ulysses S. » et « *U*nconditional *S*urrender ». Ce surnom allait l’accompagner tout au long de sa carrière. La presse nordiste déborda d’enthousiasme, le

Chicago Tribune n'hésitant pas à dire de cette bataille qu'elle était « l'une des victoires les plus complètes et les plus éclatantes de l'histoire mondiale de la guerre[2] » !

Fort de ce succès et rejoint par de nouvelles troupes, Grant marcha sur le second fort – Fort Donelson – situé à une vingtaine de kilomètres plus à l'est, au bord de la rivière Cumberland. La bataille eut lieu les 15 et 16 février.

Mais le deuxième assaut se révéla plus difficile et meurtrier que le précédent, car le rapport de forces n'était pas le même (24 000 contre 16 000) et les occupants du fort disposaient, pour contrer les canonnières fédérales (dont quatre étaient cuirassées et trois en bois) d'importantes batteries disposées le long du fleuve. Après une suite d'engagements acharnés au milieu d'incessantes tempêtes de neige, les Confédérés se rendirent sans conditions. Les pertes étaient importantes dans les deux camps : côté fédéral, 507 tués et plus de 1 900 blessés ; côté confédéré : 327 morts, 1 127 blessés et 12 392 prisonniers – sans compter 40 canons cédés à l'ennemi. Cette fois, le grand quotidien de Chicago écrivit que « la ville titubait de joie[3] ».

Ces deux succès renforcèrent le contrôle du Mississippi (déjà en partie assuré par la présence des forces de l'Union dans le port fluvial de Cairo) et ouvrirent les fleuves Tennessee et Cumberland – en même temps que plusieurs voies ferrées – aux transports militaires de l'Union, permettant ainsi aux forces fédérales de l'Ouest de pénétrer plus avant dans le reste de l'État : Nashville, important centre industriel du Tennessee et première capitale confédérée à tomber, se rendit le 25 février suivant, et Columbus le 2 mars. La voie du Sud était ouverte. Quant aux quelque 12 000 prisonniers capturés à Fort Donelson, ils allaient gravement faire défaut aux sudistes lors de la grande bataille de Shiloh (6 et 7 avril) gagnée de justesse par les forces fédérales.

La stratégie de Lincoln, synthèse des différentes visions de l'état-major et de son cabinet, semblait désormais bien en place : priver le Sud de nourriture et d'approvisionnements militaires grâce au blocus des côtes ; protéger Washington et menacer Richmond en renforçant l'armée dite du Potomac ; à l'ouest des Appalaches, s'assurer la maîtrise du Mississippi et de son estuaire, et partout mettre la main sur le plus grand nombre possible de voies ferrées et de voies navigables, bref empêcher les sudistes de lancer de vastes offensives vers la capitale et les États environnants, les diviser en attaquant sur plusieurs fronts et les acculer à la défensive.

Indépendamment de la stratégie, certaines données chiffrées (déjà évoquées au chapitre précédent) parlaient en faveur de l'Union : sur la trentaine de millions d'habitants des États-Unis, le Nord en comptait 21, le Sud 9 – dont quatre millions d'esclaves ! Face aux 18 États du Nord et du centre et aux 4 États intermédiaires non engagés, le Sud ne pouvait opposer que 11 États sécessionnistes.

À la Maison-Blanche, on avait donc quelques raisons, aussi bien objectives que stratégiques, d'être confiants quant à l'issue du conflit et, dans son récent message au Congrès, Lincoln n'avait sans doute pas eu tort, même si les chiffres ne sont pas tout et même si rien n'est jamais joué d'avance, de se montrer optimiste.

Mais la vie est parfois aussi cruelle que la guerre, et un nouveau malheur personnel vint, sans crier gare, s'abattre sur la famille du président. Désireuse de célébrer la magnificence – grâce à elle restaurée – de la Maison-Blanche et de mettre en scène son nouveau titre de « First Lady », Mary Lincoln organisa une soirée spectaculaire à laquelle elle invita cinq cents personnalités. La date prévue était le 5 février – jour même de l'attaque victorieuse contre Fort Henry. L'invitation fit grand bruit, enchanta les heureux élus, mécontenta les oubliés et irrita ceux, très nombreux, qui comprenaient mal qu'on se lance dans de si onéreuses

festivités alors que le pays traversait une période particulièrement difficile.

L'un des convives, le sénateur de l'Ohio Benjamin Wade, refusa tout bonnement l'invitation à venir « festoyer et danser » sous les ors du palais – avec cette question pour toute réponse : « Le président et Mrs Lincoln sont-ils conscients qu'il y a une guerre civile[4] ? » Cette rebuffade ne découragea pas la femme du président, même si celui-ci accusa le coup. Mary Lincoln pensait, elle, qu'une réception de gala aussi grandiose et enjouée permettrait de faire savoir aux rebelles et à leurs partisans que l'Union et son président étaient là et bien là et que, de leur côté, tout allait pour le mieux.

L'arrivée des invités débuta vers 21 heures – un long défilé de « diplomates portant épée et décorations multiples, de généraux en grande tenue, de membres du cabinet, de juges de la Cour suprême, de sénateurs et représentants triés sur le volet[5] » – sans compter le très en vue McClellan. Lincoln portait un habit de soirée flambant neuf et son épouse une superbe robe de satin blanc à longue traîne, dont le profond décolleté ne passa pas inaperçu. À minuit, on se dirigea vers la salle à manger où un dîner somptueux fut servi jusqu'à 3 heures du matin. Arrosé de grands crus et des meilleurs champagnes, ce repas (que Mary avait tout exprès commandé chez « Maillard & Co. », célèbre et inabordable traiteur new-yorkais) resta dans les mémoires et coupa le souffle des plus blasés.

Mais beaucoup s'aperçurent que ni le président ni la *First Lady* n'avaient véritablement le cœur à la fête. Au cours de la soirée, nota Elizabeth Keckley, couturière et confidente de Mary, celle-ci, parfois relayée par son mari, s'éclipsa et « monta à l'étage à diverses reprises » : l'éclat de la réception « ne pouvait chasser la tristesse qui émanait du visage de Mrs Lincoln[6] ».

Quelques jours avant la réception, Willie, alors âgé de onze ans, avait été pris de fièvre et on avait dû l'aliter. Depuis janvier, plusieurs maladies s'étaient abattues sur la ville sans qu'on sache très bien, surtout au début, s'il s'agissait de variole, de scarlatine ou de typhoïde. Devant l'état de son enfant, Mary fut tentée d'annuler la soirée de gala, mais Lincoln se montra plus hésitant car les invitations officielles avaient déjà été lancées. Il fit venir un médecin particulièrement réputé, le Dr Robert Stone, qui, après examen, écarta tout risque de « péril immédiat » et pronostiqua un « rétablissement » rapide du jeune garçon[7].

Mais les choses s'aggravèrent jour après jour, et Tad fut à son tour atteint. Il s'agissait sans doute d'une attaque de typhoïde provoquée par l'eau polluée du système d'alimentation de la Maison-Blanche. Mais Tad, qui dix-huit mois plus tôt n'avait pas, lui, été affaibli par la scarlatine, résista mieux à la maladie que son frère aîné. À la fièvre vinrent s'ajouter les vomissements, les crampes d'estomac, la diarrhée, les hémorragies internes, les crises de délire, les périodes d'inconscience. Dans cette atmosphère, la victoire de Grant à Donelson passa presque inaperçue au sein de la famille présidentielle. Mary était jour et nuit auprès de ses enfants ; le président, obligé malgré tout de vaquer à ses multiples obligations, venait les voir dès qu'il avait l'occasion de se libérer et il passait, la nuit, de longues heures à réconforter ses deux fils ou à leur faire la lecture.

Mais rien n'y fit, et Willie rendit l'âme le 20 février à 17 heures. Tandis que sa femme, littéralement abattue et comme paralysée, passait des gémissements à un silence prostré, Lincoln fit, quelques minutes plus tard, irruption dans le bureau de Nicolay : « Mon fils est parti, Nicolay – parti pour de bon[8] ! » Puis il quitta la pièce en sanglots et se rendit auprès de Tad afin de le consoler du mieux qu'il pouvait. Lorsqu'il revint dans la chambre de Willie, qu'on venait de laver et d'habiller, il était, raconte Elizabeth

Keckley, au bord de l'effondrement : « Il se prit le visage dans les mains et l'émotion secoua son corps immense. » Jamais elle n'aurait imaginé qu'un homme apparemment aussi rude « pût être à ce point affecté[9] ».

Le 22, on devait, comme tous les ans, célébrer le jour anniversaire de la naissance de George Washington, mais le Congrès décida, en liaison avec le deuil présidentiel, d'annuler l'illumination prévue des bâtiments publics. Ce jour-là également – mais à Richmond en Virginie – Jefferson Davis, officiellement intronisé président des États confédérés d'Amérique pour une durée de six ans, évoquait la « tyrannie » et le « despotisme » d'une majorité fédérale sans frein et – au nom, lui aussi, de George Washington et de la « Divine Providence » – encourageait la « résistance » sudiste à tenir bon face aux défaites récemment subies[10]. Ce jour-là encore, recourant à un nouveau procédé[11], le Dr Charles D. Brown vint à la Maison-Blanche embaumer le corps de Willie.

Mary, inconsolable, ne se remit jamais complètement du coup terrible qui venait de s'abattre sur elle. Elle avait déjà perdu son petit Eddie à Springfield et ne supportait pas l'atrocité d'un nouveau deuil. Elle passa trois semaines au lit sous sédatifs et fut incapable d'assister à la cérémonie funéraire organisée à la Maison-Blanche, non plus qu'à l'enterrement de Willie au cimetière de Georgetown[12] : l'inhumation, à laquelle assistèrent le président et son fils aîné Robert, entourés d'Orville Browning et Lyman Trumbull, eut lieu sous un orage d'une rare violence. Il était également impossible à Mary de s'occuper de Tad, isolé, accablé et toujours aux prises avec la maladie. Lincoln, qui ne pouvait rester nuit et jour au chevet de ce dernier, dut engager à plein temps une infirmière spécialisée dans le traitement de la typhoïde.

L'état mental de sa femme inquiétait de plus en plus le président : ne venait-elle pas, en moins d'un mois, d'acheter

« quatre-vingt-quatre paires de gants de chevreau[13] » ? Et, s'il avait fermé les yeux sur la fameuse soirée de gala qu'elle avait organisée, Lincoln savait que son goût immodéré de la dépense (récemment illustré lors de la rénovation de la Maison-Blanche) faisait jaser et que des rumeurs de corruption commençaient à se répandre. À en croire son vieil ami Browning, « il vivait constamment dans la crainte que sa femme ne fasse quelque chose qui le plonge dans le discrédit[14] ».

Lorsqu'elle fut en mesure de se lever, Mary devint aussitôt sujette à de fréquentes et « convulsives crises de larmes[15] » – si convulsives qu'un jour Lincoln la prit par le bras, la conduisit jusqu'à une fenêtre et lui montra au loin l'asile d'aliénés de la capitale : « Essaie de maîtriser ton chagrin, lui dit-il, car tu risques de sombrer dans la folie et nous serons peut-être obligés de t'envoyer là-bas[16]. » Très préoccupé par cette évolution, il interrogea à ce sujet l'un de ses amis : « Existe-t-il un traitement susceptible d'enrayer cette maladie avant qu'elle ne s'installe pour de bon[17] ? »

Mary se débarrassa des jouets de Willie, n'entra plus jamais dans la chambre où il s'était éteint et s'interdit de regarder son portrait. Même la compagnie de Tad, bientôt guéri, était pour elle une épreuve tant sa présence lui rappelait l'absence du cher disparu. Tad ne trouva plus de consolation et d'attention véritables qu'auprès de son père. Toute croyante qu'elle était, Mary se sentit abandonnée de Dieu – et punie d'avoir mené une vie de luxe et d'orgueilleuse frivolité : « Notre maison est somptueuse, confia-t-elle à une amie trois mois après la mort de son fils, mais le charme est rompu et tout paraît grotesque dès lors que l'être idolâtré n'est plus parmi nous[18]. » Elle n'avait pas davantage la force de croire, comme l'enseignait sa foi, que son fils était plus heureux dans l'au-delà que sur terre, et elle alla chercher auprès de divers voyants et

nécromanciens des remèdes à son incurable chagrin. Les séances se tenaient parfois à la Maison-Blanche et il lui arriva, prétendit-elle, de percer le « très mince voile[19] » qui la séparait de son enfant disparu.

Pendant deux ans elle ne porta que des robes de deuil et sa tristesse ne s'allégea pas lorsqu'elle apprit dans les premiers jours d'avril que son demi-frère, Samuel Todd, engagé dans l'armée confédérée, venait d'être tué lors de la bataille de Shiloh. Le coup fut d'autant plus rude qu'étant à la fois sudiste et femme du président elle n'avait pas le droit d'en faire état ou de manifester sa peine, sauf à passer pour « traître » à la cause de l'Union.

Autant la foi de Mary sembla vaciller après la disparition de Willie, autant Lincoln parut se rapprocher de la religion pour y trouver le réconfort dont il avait besoin. Avant son élection à la présidence, il ne lui était que rarement arrivé d'évoquer le Très-Haut dans sa correspondance ou ses discours ; mais, une fois élu et l'Union menacée, le poids surhumain de sa charge l'incita de plus en plus souvent à espérer le secours du Ciel, à invoquer le Tout-Puissant, le Créateur de l'univers, la Providence divine ou, comme dans son discours d'investiture, le soutien du « christianisme » et de l'Être suprême « qui jamais n'a privé notre pays de ses faveurs[20] ». Ces allusions étaient sans doute sincères, mais la foi ainsi exprimée était principalement celle de l'homme public s'adressant à un peuple de croyants.

Avec la disparition de son fils, tout changea et parut s'intérioriser. Mary expliqua des années plus tard que les premières réflexions sérieuses de son mari sur la question religieuse s'étaient produites « à la mort de Willie – et pas avant[21] ». Un mois avant le drame, Lincoln avait déjà – était-ce un pressentiment ? – dévoilé ses nouvelles dispositions en matière de foi dans une lettre de condoléances adressée à la reine Victoria après le décès du prince consort, Albert de Saxe-Cobourg : « Je sais que la

main divine qui a blessé détient seule le pouvoir de guérir[22]. » Pendant les semaines qui suivirent la mort de son fils, non seulement il s'enferma tous les jeudis dans la salle où la dépouille de l'enfant avait été exposée, et là, sans personne à ses côtés, laissait libre cours à sa peine, mais il eut par ailleurs de longues conversations avec le révérend Phineas Gurney, pasteur du temple presbytérien que fréquentaient les Lincoln. Même s'il n'était pas sûr d'y croire, il avait besoin qu'on lui dise, explique David Donald, que « Willie n'était pas mort, mais continuait de vivre au royaume des cieux[23] ». Il ne décida pas pour autant d'adhérer à une Église (il ne le fit jamais), mais reconnut plus tard que cette expérience avait entraîné, au regard de ses sentiments religieux, un « phénomène de cristallisation[24] ».

Mary restant enfermée dans son chagrin, Lincoln eut au bout de quelques mois l'idée de la tirer de cette neurasthénie en allant passer l'été à l'écart de la Maison-Blanche et des tristes souvenirs qui s'y rattachaient. L'État fédéral possédait, non loin de la frontière du Maryland et à 2 kilomètres et demi seulement du centre de la capitale fédérale, une fort belle résidence campagnarde qui avait naguère servi de maison de repos aux anciens combattants de l'armée américaine : d'où son nom, « la Maison du soldat » (*Soldiers' Home*). Avec ses 150 hectares, ses deux étages aux vastes pièces, sa tour centrale, le tout juché sur une hauteur aérée, c'était plus qu'une chaumière et moins qu'un château ; l'essentiel est qu'on y respirait et qu'y régnait un calme reposant qui contrastait avec l'agitation toute proche de la ville.

Pour le président comme pour sa femme, c'était un havre idéal où se ressourcer. De juin à octobre 1862, et jusqu'en 1864, ils y passèrent donc tous les étés. Retrouvant peu à peu son équilibre, et accompagnée de Tad, Mary se rendit même à New York lors du premier été afin de collecter des

fonds pour les hôpitaux militaires – profitant même de ce déplacement pour aller voir Robert, l'aîné des deux fils qui lui restaient, toujours étudiant à Harvard. Le président, lui, se rendait tous les jours (à cheval ou en voiture) à la Maison-Blanche : il y restait de 10 heures à 16 heures, puis rejoignait les siens.

Le premier emménagement estival à la Maison du soldat eut lieu le 13 juin 1862, mais, entre la mort de Willie et ce premier départ, bien des choses s'étaient passées dans le pays et Lincoln avait trouvé dans l'exercice de ses fonctions présidentielles un dérivatif, involontaire mais bien réel, aux chagrins qui tourmentaient sa vie.

Dans la foulée des victoires de Fort Henry et de Fort Donelson qui avaient conforté son optimisme, Lincoln avait prudemment tenté de donner une nouvelle dimension au conflit en cours : certes le salut de l'Union restait la priorité, mais une abolition – acceptée, volontaire, progressive et indemnisée – de l'« institution particulière » dans les États esclavagistes restés fidèles à l'Union permettrait, pensait-il, de les intégrer plus étroitement à la croisade morale du Nord et tuerait le rêve confédéré de faire tomber ces États dans l'autre camp.

D'où, le 6 mars 1862, le message qu'il fit parvenir au Congrès. Il y recommandait le vote d'une résolution engageant l'Union fédérale

> à coopérer avec tout État prêt à faire sienne une abolition progressive de l'esclavage, en échange d'une aide pécuniaire que chaque État pourrait utiliser à sa guise afin de compenser les inconvénients, publics et privés, liés à un pareil changement de système.

Lincoln précisait bien qu'il ne s'agissait là que d'une « amorce » et non d'une proposition pratique de portée générale[25].

La proposition reçut dans le Nord un accueil généralement très favorable. Le *New York Tribune*, pourtant souvent critique à l'égard de Lincoln, se félicita que « Dieu [ait mis] un dirigeant aussi sage[26] » à la tête du pays. Les représentants des États intermédiaires, nettement moins enthousiastes, observèrent une prudente réserve, au point que Lincoln les reçut en délégation quatre jours plus tard (le 10 mars), leur expliquant qu'il n'entendait pas nuire aux intérêts des États esclavagistes et que l'émancipation relevait exclusivement de chaque État concerné, ni le président ni le Congrès n'ayant le pouvoir constitutionnel de se substituer à eux en ce domaine. À l'autre extrême, il y eut bien quelques voix radicales pour accuser Lincoln de ne donner que des « miettes » aux abolitionnistes, « comme celles qu'on jette à un chien turbulent pour le calmer[27] », mais les débats du Congrès furent brefs et la résolution proposée par le président reçut à une écrasante majorité l'aval des deux chambres.

Cette approbation fut sans effets immédiats, aucun des États concernés ne donnant suite aux propositions du président. Celui-ci se consola en signant le 14 avril une loi abolissant l'esclavage dans le District de Columbia (qui n'était pas un État). Le texte prévoyait de verser aux propriétaires un maximum de 300 dollars par esclave émancipé et d'affecter une somme de 100 000 dollars pour financer l'émigration de ceux qui choisiraient d'aller vivre « en Haïti ou au Liberia[28] ».

Lincoln poursuivait ainsi son vieux rêve d'un exil volontaire des esclaves affranchis : le 14 août suivant, il reçut une délégation de leaders noirs (une première aux États-Unis). Avec ces cinq hommes, dont quatre étaient des esclaves récemment affranchis, il évoqua la possibilité d'expatriations volontaires, notamment vers l'Amérique centrale. Une telle perspective, fût-elle modeste au début, rendrait, pensait-il, l'idée d'une libération des Noirs plus

acceptable aux yeux des Blancs du Nord et de l'Ouest : parmi ces derniers, beaucoup craignaient en effet qu'une émancipation massive ne se traduise par une déferlante noire venue du Sud qui envahirait leurs propres États[29].

Vu d'aujourd'hui, le langage que Lincoln tint ce jour-là à ses visiteurs peut paraître extrêmement conservateur, voire socialement, économiquement et culturellement raciste, mais il reflétait une opinion alors très largement répandue :

> Nous sommes, vous et nous, deux races différentes. […] La vôtre souffre de se voir infliger le pire des traitements qu'on puisse imposer à des êtres humains. Mais, même lorsque vous cessez d'être esclaves […], pas un seul homme de votre race n'est de fait l'égal d'un seul membre de la nôtre. […] Mieux vaut donc, pour les uns comme pour les autres, que nous soyons séparés.

Lincoln les exhorta en conséquence à s'expatrier et à entamer ailleurs une vie nouvelle ; ses interlocuteurs lui répondirent poliment mais avec fermeté qu'ils avaient déjà une patrie : l'Amérique. Lincoln ne proposait cependant qu'une expatriation *volontaire*, bien loin de ceux qui, comme Garrett Davis, sénateur du Kentucky, préconisaient un exil *forcé* au motif que les Noirs affranchis allaient constituer « une plaie, un fardeau et une charge pour la population blanche ».

Le projet du président parut néanmoins se concrétiser le 11 septembre : il autorisa ce jour-là la signature d'un contrat avec une société de développement industriel (la *Chiriqui Improvement Company*), contrat qui ouvrait aux anciens esclaves une perspective de colonisation dans une région du Panamá particulièrement riche en charbon. Mais, impressionné par les protestations d'une grande partie de la communauté noire, dont le célèbre et influent Frederick Douglass (lequel comparait le président à quelqu'un qui,

avec mille courbettes, met à la porte « un créancier gênant ou le témoin d'une faute ancienne »), Lincoln finit par se rendre compte que la véritable solution était ailleurs. Il dut même suspendre le contrat relatif à la région du Chiriqui, les pays d'Amérique centrale lui ayant fait savoir que ce type de contrat devait s'inscrire dans le cadre d'un traité international[30].

Se posait malgré tout, et de façon pressante, le problème des Noirs qui fuyaient leurs maîtres du Sud ou se retrouvaient, après une victoire nordiste, abandonnés à eux-mêmes derrière les lignes fédérales. Certains officiers pensèrent tirer profit de cette situation. Après la prise, le 11 avril 1862 en Géorgie, de Fort Pulaski (fort assurant le contrôle du port de Savannah), le général David Hunter prit l'initiative d'enrôler des Noirs originaires des zones reprises par l'Union dans le Sud et de former ainsi le premier régiment fédéral composé d'hommes de couleur. Désavoué dans un premier temps par le Congrès, il finit par obtenir gain de cause. Une autre de ses initiatives fut moins bien accueillie encore – sauf par certains fervents abolitionnistes comme Horace Greeley –, celle (en date du 9 mai) d'émanciper tous les esclaves du front sud (Géorgie, Caroline du Sud et Floride) pour des raisons de « nécessité militaire » et au motif que ces trois États, ayant pris les armes contre l'Union, s'étaient d'eux-mêmes placés « hors de sa protection ». La conclusion de l'Ordre n° 11 du général Hunter était on ne peut plus claire : « Les personnes de ces trois États jusque-là détenues comme esclaves sont en conséquence déclarées libres, et ce de manière définitive[31]. »

Lincoln, qui avait pourtant de l'amitié pour Hunter, prit très mal la chose. Non seulement il n'acceptait pas qu'un général, sans prévenir personne et allant plus loin encore que Frémont neuf mois plus tôt, se permette de prendre des décisions politiques relevant de la seule autorité

gouvernementale, mais il craignait en outre que ces émancipations sauvages n'indisposent les États intermédiaires et n'en poussent certains à se tourner vers la Confédération. Le 19 mai, il déclara donc nul et non avenu l'ordre d'émancipation proclamé par Hunter : « Ni le général Hunter, ni aucun autre chef militaire, ni aucune autre personne n'a reçu du gouvernement des États-Unis l'autorisation de déclarer libres les esclaves de quelque État que ce soit[32]. »

Le 17 juillet, le Congrès adopta deux textes importants relatifs à l'avenir des esclaves. Au terme du premier texte (une seconde « loi de confiscation »), toute personne « convaincue de trahison envers les États-Unis serait condamnée à mort et tous ses esclaves éventuels déclarés libres ». La liberté serait également accordée aux esclaves de toute personne « aidant » ou « encourageant » la rébellion ou « y prenant part ». La loi – d'où son nom – prévoyait en outre la « confiscation » de tous les biens, matériels ou financiers, appartenant aux fonctionnaires et hauts responsables ayant choisi de servir les « soi-disant États confédérés d'Amérique[33] ».

Le même jour donc, prenant la mesure du problème posé par le sort des esclaves dans le contexte de la guerre civile, le Congrès adopta une autre loi (*Militia Act*) autorisant à la fois l'« utilisation » – donc le recrutement – et l'« émancipation » des esclaves forcés par leurs anciens maîtres à soutenir les rebelles ou à prendre les armes contre l'Union. La mère, l'épouse et les enfants desdits esclaves seraient également émancipés. Il était précisé que ces recrues « d'ascendance africaine[34] » seraient essentiellement employées à des travaux manuels et non pour le combat et, de ce fait, toucheraient 3 dollars de moins par mois que les soldats blancs, lesquels en percevaient 10 (le Congrès ne répara cette injustice que le 15 juin 1864).

Le 6 août, Lincoln reçut une délégation de l'Ouest à qui il précisa bien que les Noirs ne seraient utilisés dans l'armée que comme travailleurs (*laborers*[35]) et non à des fins proprement militaires. Cela ne calma en rien la fureur des Confédérés ; ils répliquèrent le 21 août par un décret ordonnant que Hunter et autres « criminels » de son espèce soient « exécutés s'ils venaient à être capturés[36] » – et non pas traités comme des prisonniers de guerre.

Le 9 décembre, la Chambre fédérale des représentants envisagea la création de cent régiments noirs. Le conflit s'intensifiant, les enrôlements de ce type s'accélérèrent au printemps de l'année suivante. Au total, quelque 180 000 combattants de couleur finirent par être recrutés par les armées du Nord, dont 36 000 perdirent la vie dans les combats (à ces Noirs il convient d'ajouter environ 3 500 Indiens, dont un tiers trouva la mort[37]). Les sudistes, quant à eux, se refusèrent aussi longtemps qu'ils le purent à transformer leurs esclaves… en soldats de la cause esclavagiste. Leur situation militaire devenant désespérée, ils s'y résignèrent le 30 mars 1865. Ce jour-là, le Congrès confédéré vota une loi autorisant le recrutement supplémentaire de 300 000 combattants, dont 25 % au maximum pourraient être des esclaves. Mais les dés étaient jetés et la mesure ne changea rien au dénouement du conflit.

Sur le terrain, l'année 1862 fut indécise, chaque camp marquant des points à tour de rôle. Faisant suite aux combats de Fort Henry et Fort Donelson, la bataille de Shiloh (6-7 avril) illustra l'énormité des moyens mis en œuvre (49 000 hommes côté nordiste, 45 000 côté sudiste) et la fureur des engagements.

La bataille se solda, pour les premiers, par 1 754 morts, 8 408 blessés, 2 885 prisonniers ou disparus ; et, pour les Confédérés, par 1 723 tués, 8 012 blessés, 959 prisonniers ou disparus. Cette bataille était la plus meurtrière jamais

livrée jusque-là par des forces américaines. Sans le renfort (dans la soirée du 6) des 15 000 hommes du général Don Carlos Buell, Ulysses Grant – cerné, sans doute à la suite d'une méfiance insuffisante, par l'armée de Beauregard – n'aurait pu se tirer d'affaire et le bénéfice de la bataille serait allé aux Confédérés. Face à cette victoire à l'arraché et peu reluisante, l'opinion et la presse nordistes se déchaînèrent contre Grant qui traversa alors une passe difficile. Lincoln, qui ne l'avait jamais rencontré mais qui avait sans doute en tête l'immobilisme de McClellan, fit la sourde oreille et refusa de le lâcher : « Je ne peux me passer de cet homme ; il se bat[38] ! » – sous entendu « il se bat, lui ! ».

McClellan n'améliorant guère son bilan sur le front du Potomac et réclamant toujours plus de moyens, sa correspondance avec le président s'envenima au fil des semaines et des mois. Ainsi ce courrier du président en date du 9 avril : « Une fois encore, laissez-moi vous dire qu'il *vous* faut absolument frapper un grand coup. […] *Vous devez agir*. » Ou bien celui du 9 mai : « On me rapporte sans cesse que vous n'avez ni consultation ni communication » avec les trois principaux officiers « qui vous entourent », à savoir les généraux Sumner, Heintzelman et Keyes. « Vous sentez-vous assez fort […] pour écraser du pied le cou [de ces trois hommes] à la fois ? » Ou encore celle du 2 juillet alors que McClellan vient de subir un grave revers en tentant une percée vers Richmond : « L'idée de vous envoyer 50 000 hommes de plus […] est simplement absurde[39]. »

Au terme de cet affrontement de sept jours (*Seven Days Battles*) entre les troupes fédérales (105 000 hommes) et celles du général Robert E. Lee (90 000 hommes), il apparut que l'armée de McClellan avait enregistré quelque 16 000 victimes (1 734 tués, 8 062 blessés, 6 053 prisonniers ou disparus). Lincoln ordonna à McClellan de se replier vers

Manassas et d'attaquer les troupes confédérées qui s'y trouvaient encore. Nouvelle désillusion : cette seconde bataille de Bull Run (29-30 août) se solda par une victoire de l'armée rebelle, permettant à Lee et à ses hommes d'entreprendre l'invasion du Maryland et donc de pénétrer dans l'Union.

À la suite de ces graves revers, constata le ministre de la Justice Edward Bates, le président apparut « tenaillé par une angoisse pleine d'amertume ». Dans le secret de son bureau, il coucha sur le papier une « méditation sur la volonté divine » – ou sur « le rôle de la Providence dans la poussière des événements », pour citer Carl Sandburg – qui n'était destinée qu'à lui-même mais que Hay découvrit par hasard et s'empressa de copier :

> C'est la volonté de Dieu qui prévaut, y notait Lincoln. Dans les grands conflits, chaque camp déclare agir selon la volonté divine. Les deux camps *risquent* d'avoir tort et l'un se trompe *forcément*, car Dieu ne peut être à la fois *pour* et *contre* la même chose. Dans l'actuelle guerre civile, il est bien possible que les desseins de Dieu diffèrent des buts poursuivis par l'un et l'autre camps[40].

Les abolitionnistes commençaient, eux, à perdre patience et critiquaient de plus en plus l'esprit de compromis et les atermoiements dont, selon eux, Lincoln faisait preuve face aux tenants de l'esclavage. Le 19 août, Horace Greeley publia dans son journal, le *New York Tribune*, une diatribe particulièrement acerbe contre la politique des petits pas adoptée par le président :

> Une grande partie de ceux qui ont partagé le triomphe de votre élection et de tous ceux qui souhaitent voir briser sans conditions la rébellion qui ravage désormais notre pays sont gravement déçus

> et profondément peinés par la politique que vous semblez suivre. […] Nous estimons que vous vous laissez trop influencer […] par certains politiciens fossiles des États intermédiaires esclavagistes. […] Tout ce qui conforte ou renforce l'esclavage dans ces États renforce aussi la trahison et enfonce le coin au moyen duquel on cherche à diviser l'Union[41].

Piqué au vif par le ton un peu « dictatorial » de son « vieil ami », Lincoln publia sa réponse dans le *National Intelligencer* de Washington quelques jours plus tard (le 23) – réponse restée célèbre et qui résume avec élégance et brio la politique que, pour reprendre l'expression de Greeley, il « semblait » suivre :

> S'il en est qui refuseraient de sauver l'Union à moins de pouvoir en même temps *sauver* l'esclavage, je ne suis pas de leur avis. S'il en est qui refuseraient de sauver l'Union à moins de pouvoir en même temps *détruire* l'esclavage, je ne suis pas non plus d'accord avec ceux-là. Mon objectif suprême dans ce conflit est de sauver l'Union et il ne vise *ni* à sauver, *ni* à détruire l'esclavage. Si je pouvais sauver l'Union sans libérer *un seul* esclave, je le ferais ; si je pouvais la sauver en libérant *tous* les esclaves, je le ferais ; et si je pouvais y parvenir en en libérant certains sans toucher aux autres, je le ferais aussi. […] Je m'efforcerai de corriger les erreurs commises lorsqu'il sera avéré qu'il s'agit d'erreurs, et j'adopterai des vues nouvelles aussitôt qu'il apparaîtra qu'elles sont justes. Voilà l'exposé du dessein que je poursuis au regard de l'idée que j'ai de mon devoir *officiel* ; et je n'entends pas modifier le vœu *personnel* que j'ai maintes fois exprimé, à

savoir le souhait que tous les hommes, en tous lieux, puissent être libres[42].

Sur le plan politique, Lincoln s'était rendu compte qu'il serait impossible d'obtenir une abolition « consentie » et « indemnisée » de l'esclavage en passant par les États. Leur mauvaise volonté était patente, ainsi qu'il avait pu à nouveau le constater, le 12 juillet, lors d'un entretien sur la question avec plusieurs élus des États intermédiaires. L'adoption de « vues nouvelles » apparaissait désormais comme une nécessité. (Greeley estima plus tard que la réponse que le président avait faite à sa lettre était moins une réponse qu'un moyen pour lui de « prendre le pouls de l'opinion » et de préparer le public à un changement de position de sa part sur la question de l'émancipation[43].)

Lincoln entreprit donc – en fait, avait déjà entrepris – de prendre le problème par le haut et d'envisager une émancipation qui, cette fois, serait proclamée depuis le sommet de l'État. Le 22 juillet (un mois avant la publication de la lettre ouverte de Greeley), il avait soumis une première version de son texte aux membres du cabinet. Pour avancer dans cette direction nouvelle, encore fallait-il, lui firent-ils remarquer, que le moment soit bien choisi et que le contexte militaire s'y prête, ce qui n'était guère le cas. Pour donner suite à son projet sans que cela apparaisse comme un geste désespéré, Lincoln avait donc impérativement besoin d'une victoire sinon décisive, du moins spectaculaire. Elle se produisit le 17 septembre à Antietam, près de Sharpsburg (Maryland).

Lee n'était plus alors qu'à une centaine de kilomètres de Washington. McClellan se décida, pour une fois, à précipiter les choses et à prendre son adversaire de vitesse, lançant ses 87 000 hommes à l'assaut des 45 000 soldats de Lee. L'affrontement, le premier de grande envergure à se dérouler sur le sol yankee, ne dura qu'une journée, mais cette journée fut la plus sanglante de toute la guerre civile

(avec, pour le Nord, 2 108 tués, 9 540 blessés, 753 prisonniers ou disparus ; et, pour le Sud, 1 546 tués, 7 752 blessés, 1 018 prisonniers ou disparus). Sans véritable vainqueur ni véritable vaincu, la bataille d'Antietam fut cependant, et à plusieurs titres (militaire, diplomatique, idéologique), un tournant de la guerre et un succès décisif pour le Nord : tout d'abord, Lee dut, dès le lendemain, se replier en Virginie, à la grande déception de l'opinion sudiste ; ensuite, les ardeurs prosudistes de la Grande-Bretagne et de la France (qui s'apprêtaient à reconnaître la Confédération[p]) furent d'un seul coup refroidies ; enfin, Lincoln se trouva politiquement en mesure de hâter son projet d'émancipation[44].

Confiant dans l'idée que désormais la lutte pour l'Union pouvait devenir une croisade pour l'abolition et la liberté humaine, il lut à ses ministres et rendit publique, le 22 septembre, une proclamation « préliminaire » d'émancipation, annonçant qu'à la date du 1er janvier 1863 « toute personne détenue comme esclave dans les États ou portions d'États dûment désignés, et dont la population se trouvera alors en rébellion contre les États-Unis, sera, à compter de cette date, définitivement libre ». Lincoln renouvelait par ailleurs l'offre faite aux États esclavagistes restés fidèles à l'Union de procéder, moyennant indemnisation, à une émancipation immédiate ou progressive.

Cette première proclamation était doublement habile : il devenait politiquement impossible à l'Angleterre et autres grandes puissances de continuer à soutenir le Sud esclavagiste contre un Nord désormais « officiellement » favorable à la liberté humaine et à l'abolition de l'esclavage ; et par ailleurs elle plaçait les États intermédiaires devant leurs responsabilités sans pour autant les brusquer et en leur laissant le libre choix d'affranchir ou non leurs esclaves. Les États du Sud étaient, eux, prévenus :

sauf à rejoindre l'Union d'ici à la fin de l'année, ils risquaient de perdre « pour toujours » le droit de posséder des esclaves.

Entre le 22 septembre et le 1er janvier, plus de trois mois allaient s'écouler. Pour Lincoln, il s'agissait de tenir, quels que fussent les vents ou les marées – et il n'en manqua pas.

Il ne manqua pas, tout d'abord, de revers militaires, et ce sur tous les fronts : Perryville (Kentucky), le 8 octobre ; Chickasaw Bayou (Mississippi), le 29 décembre ; et, quinze jours plus tôt, la lourde et cuisante défaite de Fredericksburg (Virginie), sur laquelle nous reviendrons.

Malgré la victoire d'Antietam, les rapports de Lincoln avec McClellan continuèrent de se détériorer. Le 13 octobre, il lui reproche une nouvelle fois son « excès de prudence » et l'engage, prenant Lee de vitesse, à arriver avant lui à Richmond où le général sudiste risquait de se retrancher pour l'hiver : « Son parcours est en arc de cercle alors que le vôtre est rectiligne. Et les routes sont aussi bonnes de votre côté que du sien. »

McClellan lui faisant valoir que ses chevaux sont épuisés, Lincoln lui rappelle, le 27 octobre, que « l'inaction totale de sa cavalerie depuis plus de cinq semaines » est d'autant plus incompréhensible et inacceptable que le gouvernement vient de lui faire parvenir « 7 918 chevaux frais ». Dans les premiers jours de novembre, alors qu'il séjourne encore à la Maison du soldat, Lincoln reçoit son ministre des Postes, Montgomery Blair, et lui déclare au sujet de McClellan : « Je lui ai dit que je le démettrais s'il laissait filer l'armée de Lee, et il faut que je le fasse. Il souffre de lenteur chronique, monsieur Blair [*He has the slows, Mr Blair*][45]. »

À quoi s'ajoutait que des soupçons d'ordre politique pleuvaient sur la tête de McClellan. Les radicaux voyaient en lui l'instrument des esclavagistes, on l'accusait de vouloir par ses lenteurs soustraire l'ennemi à une destruction définitive, on prétendait même qu'il avait passé

un marché avec les démocrates et serait leur candidat à l'élection présidentielle de 1864 à condition de se presser militairement avec lenteur et de ménager l'adversaire (nous verrons que cette rumeur n'avait rien d'infondé).

Dans un ordre à ses troupes daté du 7 octobre et publié par la presse démocrate le 15, McClellan, commentant la proclamation « préliminaire » d'émancipation rendue publique par le président, avait certes précisé qu'il n'appartenait pas à l'armée de critiquer la politique gouvernementale, mais il n'avait pu s'empêcher d'ajouter que « si des erreurs politiques sont commises, le seul moyen d'y remédier est le recours aux urnes[46] ». Dès le 25 septembre (trois jours après l'annonce de la déclaration préliminaire de Lincoln), il avait confié à sa femme qu'il ne supportait pas l'idée d'avoir à combattre pour cette « maudite doctrine » de l'émancipation, laquelle n'était à ses yeux qu'un appel « infâme » en faveur d'une « insurrection des esclaves[47] ».

McClellan, dont la position était devenue militairement (et politiquement) intenable, fut donc démis de ses fonctions le 5 novembre et remplacé deux jours plus tard par le général Ambrose E. Burnside. Ami de McClellan, celui-ci accepta sa nomination de mauvaise grâce et ne fit guère mieux que son prédécesseur. Pressé d'agir par le président, il se lança à l'assaut de Richmond mais, face à Lee et à ses troupes, subit une humiliante défaite le 13 décembre à Fredericksburg (avec, de son côté, plus de 12 000 morts et blessés). Vexé, il voulut profiter d'un temps exceptionnellement doux pour lancer un nouvel assaut le 20 janvier suivant. Mais des pluies torrentielles s'abattirent toute la journée sur la région et l'opération se termina dans cinquante centimètres de boue… et dans le ridicule. Le 26 janvier, Lincoln décida de le remplacer à la tête de l'armée du Potomac par un officier plus reluisant, le général Joseph Hooker, surnommé « Joe le bagarreur » (*Fighting Joe*).

Soucieux de ne pas perdre les législatives de mi-mandat prévues le 4 novembre, Lincoln, même s'il sentait grandir le mécontentement de l'opinion face à des résultats militaires plus que mitigés, avait retardé de quelques jours le limogeage de McClellan : démettre ce dernier avant la date du scrutin aurait pu donner l'impression qu'il cédait aux exigences et à l'irritation extrême des radicaux. L'élection permit aux républicains de conserver la majorité à la Chambre des représentants, mais les démocrates passèrent de 44 à 75 sièges – un revers significatif pour le président.

À ce déboire électoral vint s'ajouter, le 17 décembre, une crise politique relative à son cabinet. Ce jour-là, une délégation de neuf sénateurs républicains radicaux, pilotée à distance par le ministre des Finances Salmon Chase, vint réclamer à Lincoln la tête de Seward, accusant celui-ci d'être à la source de tous les maux de l'Union et d'exercer une « influence paralysante sur l'armée et sur le président[48] ». Il fallait, affirmaient-ils, de profonds changements au sein du cabinet – c'est-à-dire au profit des radicaux –, faute de quoi « le pays [serait] anéanti et la cause perdue[49] ». Informé par le sénateur Preston King de ce qui se tramait, Seward fit aussitôt parvenir une lettre de démission au président. Conscient que l'attaque contre Seward était en réalité une attaque déguisée contre lui-même, ce dernier décida d'organiser une nouvelle rencontre avec le « Comité des Neuf » le 19 décembre, mais cette fois en présence de l'ensemble du cabinet (y compris Chase, mais naturellement sans Seward).

Après une discussion de cinq heures, au cours de laquelle il expliqua fort courtoisement les raisons et le sens de sa politique, Lincoln demanda aux délégués s'ils réclamaient toujours le départ de Seward : cinq sur neuf avaient changé d'avis. Humilié et défait, Chase glissa dans la main du président une lettre de démission. À peine la délégation s'était-elle retirée que Lincoln prit sa plume et écrivit à

Seward, ainsi qu'à Chase, pour leur faire savoir qu'« au nom de l'intérêt public[50] » il refusait leur démission et les priait de continuer à travailler ensemble au sein du cabinet. La crise était surmontée et Lincoln avait habilement réussi à préserver sinon l'unité, du moins l'équilibre politique de son gouvernement.

Une quinzaine de jours plus tôt, le 1er décembre, il avait adressé au Congrès son deuxième message sur l'état de l'Union, soulignant que les finances du pays étaient saines (avec un solde budgétaire positif de quelque 1 300 000 dollars) et que les relations extérieures avec le reste du monde n'étaient aucunement perturbées par le conflit en cours, pas même avec la Grande-Bretagne, la France, la Russie ou l'Espagne. Quant à l'avenir démographique du pays, il était on ne peut plus prometteur, à condition que la division du pays ne perdure pas et que les tendances du moment (en matière de naissances et d'immigration) demeurent inchangées : les États-Unis, qui disposaient alors de 31,5 millions d'habitants, seraient bientôt « aussi peuplés que l'Europe » et compteraient, prédiction saisissante, « 103 208 415 habitants en 1900 » et « 251 680 914 en 1930[q] » !

Mais la partie la plus importante du message concernait l'émancipation annoncée – et qu'il entendait prochainement confirmer. Sachant que cette initiative infléchissait la ligne qu'il avait toujours suivie en matière d'esclavage, il s'entoura de précautions constitutionnelles et demanda au Congrès d'adopter plusieurs amendements. Ceux-ci visaient l'indemnisation des propriétaires acceptant d'affranchir leurs esclaves, l'octroi du statut d'homme libre aux esclaves séparés de leurs maîtres « par les hasards de la guerre » et l'affectation de crédits permettant aux esclaves affranchis de pouvoir s'expatrier s'ils le souhaitaient. Son envolée finale reflétait parfaitement ce nouvel état d'esprit :

> Les dogmes des années tranquilles du passé sont inadaptés au présent orageux que nous traversons. […] Nous ne pouvons nous soustraire à l'Histoire. […] En donnant la liberté aux esclaves nous garantissons la liberté des hommes libres. […] La voie proposée est claire, pacifique, généreuse et juste. C'est un chemin, si nous le suivons, qui sera à jamais applaudi par l'univers et à jamais béni par Dieu[51].

Comme prévu, la proclamation définitive, plus ramassée que la proclamation préliminaire, fut rendue publique le 1er janvier 1863. Lincoln prenait bien soin de rappeler qu'il s'agissait d'« un acte de justice [dicté] par des nécessités militaires » et qu'il l'accomplissait en fonction des pouvoirs que lui conférait la Constitution : ces pouvoirs étaient ceux qui revenaient au « Commandant en chef des Armées et de la Marine » en cas de « rébellion armée contre l'autorité et le gouvernement des États-Unis » et dans le cadre d'une « guerre appropriée et nécessaire visant à briser ladite rébellion ». Après quoi le président énumérait les États ou parties d'États qui, à la date du 1er janvier (comme cela avait été annoncé « cent jours » plus tôt), demeuraient en situation de rébellion et dans lesquels par conséquent l'esclavage serait désormais interdit. Les esclaves ainsi libérés seraient, s'ils travaillaient, en droit de recevoir une « rémunération raisonnable » et pourraient par ailleurs être recrutés dans le « service armé » des États-Unis, qu'il s'agisse des armées de terre ou de la Marine[52].

On a souvent dit et écrit que, mettant fin à l'esclavage, cette proclamation avait un caractère historique. Historique, elle l'était, mais pas pour la raison avancée. Les suites immédiates de la proclamation ne furent en effet que marginales dans la mesure où elle ne visait, pour l'essentiel, que les États entrés en sécession. À l'intérieur des frontières

des États-Unis, la Constitution fédérale continuait d'admettre l'esclavage là où il existait et ne permettait pas au président d'affranchir d'office les esclaves résidant dans les États restés fidèles, fussent-ils esclavagistes.

C'est pourquoi, à supposer qu'un État rebelle se fût rallié à l'Union avant le 1er janvier (ce qu'aucun ne fit), cet État aurait pu conserver en toute légalité la totalité de ses esclaves. On a dit de la Virginie-Occidentale, qui s'était coupée de la Virginie rebelle en 1861 et allait prochainement intégrer l'Union, qu'elle n'était pas concernée par la proclamation et serait donc libre, elle aussi, de rester un État esclavagiste : c'est oublier ce que Lincoln avait exigé et obtenu d'elle comme condition à son entrée officielle dans l'Union (le 20 juin 1863), à savoir qu'elle ajoutât à sa propre Constitution une clause prévoyant expressément l'abolition progressive de l'esclavage.

Partisan de la proclamation mais soucieux de ne pas trop froisser les États esclavagistes de l'Union, Seward décrivit en ces termes le paradoxe du texte proclamé par Lincoln : « Nous démontrons notre absence d'hostilité envers l'esclavage en émancipant les esclaves là où nous ne pouvons les atteindre et en les maintenant asservis là où nous pouvons les rendre libres[53] ».

Certains radicaux ne se déclarèrent qu'à moitié satisfaits de la mesure à cause précisément des limites de son champ d'application : la sœur de Montgomery Blair alla jusqu'à dire que ladite proclamation n'était qu'un « pronunciamiento de papier[54] ». Mais le Nord, dans l'ensemble, exulta à l'annonce de la publication du texte, annonce si impatiemment attendue, et d'immenses rassemblements eurent lieu dans toutes les grandes villes ; le moral des nordistes se retrouva soudain requinqué et chacun comprit quel était désormais, à côté de la sauvegarde de l'Union, le deuxième grand objectif de la guerre ; Horace Greeley

jubilait dans les colonnes du *New York Tribune* : « Dieu bénisse Abraham Lincoln ! », et le *Chicago Tribune* salua dans le texte du président « la plus grandiose proclamation jamais produite par l'homme[55] » !

Quant aux sudistes, à qui on disait en quelque sorte « Déposez les armes et vous pourrez rester propriétaires de vos esclaves », ils crièrent au chantage et continuèrent à croire qu'ils sortiraient, eux et leur culture esclavagiste, vainqueurs du conflit en cours ; le 30 avril 1863, le congrès rebelle décréta que tout officier blanc commandant une unité de soldats noirs pourrait être mis à mort s'il venait à être capturé[56]. Pour l'instant épargnés, les États intermédiaires commencèrent à se douter que l'évolution des choses ne leur serait pas favorable et qu'ils ne perdaient rien pour attendre : même un ami aussi proche de Lincoln qu'Orville Browning – Kentuckien d'origine et sénateur de l'Illinois – parla d'« erreur fatale[57] » ; il estimait notamment que les soldats qui s'étaient enrôlés pour sauver l'Union n'apprécieraient guère d'avoir désormais à se battre « pour les Noirs[58] ».

C'est précisément dans l'armée que le malaise fut le plus sensible. D'après Thomas DiLorenzo, « au moins 200 000 soldats fédéraux désertèrent[59] », et des milliers de recrues potentielles allèrent se cacher dans les montagnes ou se réfugièrent au Canada afin d'échapper aux officiers recruteurs. Nombreux étaient ceux, affirme l'historien James McPherson, qui « estimaient que la Proclamation avait modifié les objectifs de la guerre [et qui] se disaient trahis[60] ».

Là réside le caractère historique, et déroutant pour certains, d'une proclamation qui visait moins l'immédiat que l'avenir : au milieu des doutes, des incompréhensions et des hostilités de toutes sortes, l'objectif de ce texte était de préparer les esprits à un dénouement que le président jugeait désormais inéluctable – même s'il lui faudrait encore

patienter – , à savoir la fin de l'esclavage dans *l'ensemble* des États-Unis. « Nous ne pouvons nous soustraire à l'Histoire », avait déclaré Lincoln dans son message au Congrès. À Joshua Speed, venu lui rendre visite peu après la Proclamation, il confia : « J'ai la conviction que, grâce à cette mesure, [...] mes espérances les plus folles seront réalisées[61]. »

Les réactions (parfois sceptiques ou négatives) rencontrées par son texte ne perturbèrent pas outre mesure le président : « Si la moitié des gens pensent que vous êtes allé trop loin et que l'autre moitié pense le contraire, c'est sans doute que vous êtes à peu près dans le vrai[62]. » À l'instant même où il avait apposé sa signature sur le document original, Lincoln avait eu le sentiment que son initiative aurait une portée historique : « Si mon nom doit un jour entrer dans l'Histoire, confia-t-il alors à son entourage, ce sera en raison de cet acte, où j'ai mis toute mon âme[63]. »

L'importance du document ne prit sa consistance et son véritable sens qu'avec le temps. La moindre avancée des troupes fédérales en terre sudiste allait en effet permettre à l'armée de libérer sur-le-champ, et en toute légalité, les esclaves locaux. La promesse contenue dans la proclamation dépendait de ces avancées et ne serait pleinement tenue qu'avec la victoire finale du Nord sur le Sud. La guerre devint de ce fait de plus en plus acharnée – une guerre de survie culturelle, une guerre à mort.

Désormais convaincu que l'émancipation finale des Noirs était inéluctable, Lincoln prit également soin de protéger les droits de la communauté juive. Compte tenu des circonstances, le commerce entre le Nord et le Sud était interdit, mais les usines textiles du Nord avaient besoin de coton pour fonctionner, et un marché plus ou moins souterrain s'était mis en place dans la région de l'Ouest commandée par le général Grant (Kentucky, Tennessee, Mississippi). L'armée voyait ce trafic d'un mauvais œil, mais

Lincoln avait décidé que sur ce sujet une certaine tolérance s'imposait. Encore fallait-il, pour commercer, disposer d'une licence délivrée par l'armée et les services de l'administration des finances. Or, les besoins en coton grandissant, le nombre de négociants et de colporteurs sans licence, dont une minorité de juifs, s'était au fil du temps multiplié. Les antiques préjugés (dont l'Amérique n'était pas exempte) se mirent alors à refleurir et, dans les rangs du peuple comme dans ceux de l'armée, on se mit à stigmatiser la communauté juive en l'assimilant tout entière à la clique des « profiteurs » et « spéculateurs ».

Le 17 décembre 1862, persuadé que ce marché noir était essentiellement le fait « de juifs et autres commerçants sans principes », Grant émit son tristement célèbre « Ordre général n° 11 » : tous les juifs avaient « vingt-quatre heures » pour quitter la région sous peine d'être « arrêtés et placés en détention ». Informé de ces dispositions par un télégramme que plusieurs marchands concernés avaient adressé à la présidence, Lincoln reçut l'un d'eux, Cesar Kaskel, le 4 janvier 1863 (trois jours après la Proclamation d'émancipation) et s'empressa de télégraphier à Grant :

> Un document se présentant comme étant l'Ordre général n° 11 et que vous auriez rendu public le 17 décembre m'a été montré. Il vise à expulser tous les juifs de la région placée sous votre commandement. Si cet ordre a bien été émis, il convient de l'annuler sans délai.

Le 6, Lincoln reçut une délégation de rabbins et leur confirma combien il était hostile aux discriminations liées aux appartenances religieuses. « Condamner tout un groupe social, ajouta-t-il, cela revient – pour ne pas dire plus – à léser les bons en même temps que les mauvais. » Grant abrogea son texte dès le lendemain. Sa gloire militaire atteignit par la suite de tels sommets que sa démarche,

toute condamnable qu'elle était, finit par être oubliée – au point qu'il bénéficia du vote juif lors de l'élection présidentielle de 1868[64].

Nous avons évoqué au chapitre précédent les éléments qui ont contribué à faire de la guerre civile américaine la première guerre dite « moderne ». Il faudrait y ajouter l'attitude mentale des deux gouvernements et des deux peuples ennemis : aucun des deux camps, explique l'historien Bruce Catton, « n'était prêt à stopper les combats sauf à être assuré d'une victoire totale ». Au bon vieux temps, c'est-à-dire à l'époque de ce que Catton appelle « la guerre civilisée », les conflits étaient régis par certaines règles :

> Deux pays se combattaient jusqu'à ce qu'il apparaisse à l'un ou l'autre camp que la poursuite des hostilités ne valait plus la peine ; on parvenait alors à une sorte d'accommodement. [...] Mais la guerre de Sécession fut, elle, une guerre du tout ou rien, [une guerre absolue où] tout était permis[65].

Le nombre de combats livrés durant le conflit témoigne de cet acharnement et de l'ampleur de la confrontation : 325 batailles au total, dont 33 en 1861, 85 en 1862, 79 en 1863, 103 en 1864 et 25 en 1865[66]. Si l'on s'en tient aux seuls militaires engagés pour trois ans ou plus, on arrive pour le Nord, sur toute la durée de la guerre, au chiffre de 1 156 678 recrues, et pour le Sud à 1 082 119. « Compte tenu des exigences liées à la guerre offensive, à l'invasion et à l'entretien de longues lignes de communication, écrit l'historien Henry S. Commager, le Nord jouissait en réalité d'une supériorité numérique beaucoup moins réelle que ce qui ressort de ces données chiffrées[67]. » Côté victimes, le Nord enregistra 360 000 morts (dont 140 000 au combat) et 275 000 blessés, contre 260 000 morts pour le Sud (dont 94

000 au combat) et un minimum de 100 000 blessés[68]. Mais le Sud, si l'on exclut ses quatre millions d'esclaves (dix fois plus que dans l'Union[69]), était cinq fois moins habité que le Nord et subit donc, au regard de sa population, beaucoup plus de pertes. Le phénomène s'explique notamment par l'infériorité technique – et hospitalière – des sudistes. Avec un bilan global de 620 000 victimes (chiffre qui, rapporté à notre époque, avoisinerait aujourd'hui les 6 millions !), cette guerre (Sud et Nord confondus) fut la plus sanglante jamais livrée par les États-Unis – loin devant la guerre d'Indépendance ou les conflits du XX^{e} siècle[r].

Plutôt que de narrer l'ensemble des batailles de la guerre de Sécession (tâche lourde et répétitive qui nécessiterait un ou deux gros volumes, et qui au demeurant n'est pas le sujet du présent livre), mieux vaut sans doute s'interroger sur les raisons qui ont fait que le Nord l'a finalement emporté et que le Sud a perdu son pari – quitte à revenir ensuite sur quelques affrontements décisifs, dont la bataille de Gettysburg, et sur la façon dont le président Lincoln s'y est pris pour conduire ses armées, *et ses idées*, à la victoire.

Pourquoi donc le Nord a-t-il gagné ? Pourquoi le Sud a-t-il perdu ? Le hasard fit, du moins dans la première phase de la guerre, que la Confédération comptait de meilleurs généraux que le Nord, alors que tous ou presque étaient issus de la même école, West Point : d'où les premiers succès. Après l'effacement de Scott, McClellan et Burnside, la qualité et le niveau des officiers des deux camps s'équilibra.

Plus durables et plus déterminants dans cette confrontation furent les facteurs stratégiques, industriels et financiers ainsi que les ressorts psychologiques.

Le blocus maritime décidé par Lincoln dès avril 1861 eut un impact considérable sur la suite du conflit et entraîna à terme l'asphyxie, puis l'effondrement de la Confédération : « Le nombre total de prises, lit-on dans un ouvrage précieux

intitulé *Why the South Lost the War*, fut de 1 149, dont 210 navires à vapeur. Par ailleurs, 355 vaisseaux furent incendiés, coulés, forcés à l'échouage ou autrement détruits, dont 15 vapeurs – ce qui porte le total, toutes catégories confondues, à 1 504 bâtiments[70]. » L'importation d'équipements militaires (armes, vêtements, médicaments) par voie maritime devint presque impossible, sans parler des produits de première nécessité, et l'exportation de coton fut également ramenée à un niveau très bas.

Le blocus ne fut jamais absolu, car un certain nombre d'embarcations clandestines – les « briseurs de blocus » – réussissaient de temps à autre à acheminer certains produits. Mais globalement l'économie de guerre du Sud se retrouva assez vite paralysée, et ce d'autant plus que la Confédération ne disposait pas de forces navales capables de rivaliser avec celles du Nord. L'invention du sous-marin par le sudiste Horace Hunley aurait pu modifier la donne, mais le modèle expérimental coula avec son inventeur le 15 octobre 1863 lors d'un essai de plongée dans le port de Charleston. Renfloué, le submersible parvint certes, le 17 février 1864, à détruire un vaisseau nordiste, le vapeur *Housatonic*, mais, à peine son exploit historique réalisé, le premier sous-marin du monde fut incapable de refaire surface : fin d'une aventure – et, pour les Confédérés, fin d'une espérance.

Le Sud eut beau, au cours du conflit, déployer d'énormes efforts pour s'industrialiser et cesser d'avoir une économie essentiellement agraire, jamais, là non plus, il ne parvint à rivaliser avec le Nord. « Le recensement de 1860 indique que le Nord disposait de 1 300 000 ouvriers industriels contre 110 000 pour le Sud. » Les États de l'Union fabriquaient « plus de 90 % » des biens industriels produits dans l'ensemble du pays. Au début de la guerre, le Nord produisait annuellement « vingt fois plus de fonte [que le Sud], treize fois plus de rails de chemin de fer, vingt-quatre

fois plus de moteurs de locomotive, trente-deux fois plus d'armes à feu et (en tonnage) cinq fois plus de navires et d'embarcations[71] ». Dans le domaine du transport ferroviaire, les différences étaient tout aussi criantes, le Nord disposant de 34 500 kilomètres de voies ferrées, le Sud de 14 000 seulement [72] (dont une partie passa peu à peu aux mains de l'Union). Mathématiquement, le sort de la guerre était scellé d'avance, mais le fait qu'elle ait duré quatre ans en dit long sur l'opiniâtreté de la résistance sudiste.

Pire encore pour le Sud fut la question du financement de la guerre. La plupart des banques se trouvaient dans le Nord et c'est là que dormait 82 % de l'argent américain[73], y compris celui de nombreux sudistes. L'argent étant le nerf de la guerre, la question financière fut sans doute le plus grave handicap de la Confédération. Outre les riches mines de l'Ouest, le Nord disposait, lui, du capital ainsi que des marchés extérieurs où exporter ses surplus et où se fournir. Pour financer la guerre, il eut en outre, et de façon massive, recours à l'impôt et à l'emprunt : il taxa au fil du temps un nombre croissant d'articles, notamment « les produits d'alimentation, le tabac, les vêtements, les boissons alcoolisées et les billets de train » – et « pour la première fois créa un impôt [progressif] sur le revenu ».

S'agissant des emprunts, il émit au cours de la guerre des obligations d'État à hauteur de « plus de 2 milliards et demi de dollars[74] ». Le Sud faisait, en comparaison, bien pâle figure : le blocus interdisant les exportations, dont celle de la production cotonnière, la Confédération se retrouva rapidement au bord de la faillite. Elle recourut alors à la planche à billets et émit des milliards de coupures dont la valeur ne reposait sur aucune réserve d'or ou d'argent. Le dollar-papier des sudistes perdit bientôt toute valeur, au point que les impôts en vinrent à être payés, non en billets de banque, mais en nature. Ce déséquilibre, cet abyssal

manque de ressources et de moyens, fit beaucoup, à la longue, pour briser le moral des Confédérés.

Leur moral était pourtant au plus haut au début des hostilités. Alors que Lincoln et les nordistes se battaient, du moins dans un premier temps, pour une « idée » (l'Union), les sudistes entendaient, eux, préserver coûte que coûte un mode de vie, une culture, une identité quasi nationale fondée sur le binôme coton-esclavagisme et sur une pratique autonome du commerce. Mais ce nationalisme, aussi flamboyant fût-il et quelle que fût l'ardeur militaire des Confédérés, ne pouvait résister à l'épreuve des faits, c'est-à-dire au blocus maritime (complété à l'Ouest par la mainmise des troupes fédérales sur le fleuve Mississippi), non plus qu'à l'inégalité industrielle et financière des forces en présence. Un tel défi ne pouvait être relevé. À quoi il convient d'ajouter qu'à partir de 1863 et de la Proclamation d'émancipation de Lincoln, le Nord se mit, lui aussi, au-delà de l'« idée » d'Union, à se battre pour la préservation d'un « mode de vie » et d'une « culture » – une culture sans esclaves où la liberté de tous serait le maître mot.

Quelle que fût la force de leur motivation, les sudistes finirent par se rendre à l'évidence : on ne peut indéfiniment lutter contre plus fort, plus riche, mieux armé, mieux équipé que soi, ni contre un adversaire dont la cause a manifestement la faveur du monde civilisé. En 1865 le cœur n'y était plus et le Sud perdit une guerre où il ne pouvait vaincre. À mi-chemin du désespoir et du soulagement, les sudistes rentrèrent dans le rang, rejoignirent l'Union et renoncèrent, la rage au cœur, à l'un des éléments clés de leur culture : l'esclavage.

Certaines batailles se jouent à peu de chose, et peuvent soit accélérer, soit inverser le cours d'une guerre qu'on croyait gagnée ou perdue d'avance. Tel fut le cas, du 1er au 4 juillet 1863, de celle de Gettysburg (Pennsylvanie).

Fort d'une brillante victoire à Chancellorsville (Virginie) dans les premiers jours de mai, Lee, malgré la mort de son bras droit, le fameux général « Stonewall » Jackson, décida de tenter une seconde invasion du Nord, avec l'espoir, cette fois, d'atteindre Philadelphie et de forcer le gouvernement fédéral à abandonner la poursuite de la guerre. Trois jours avant la bataille (le 28 juin), Lincoln nomma un nouveau chef de l'armée du Potomac : Joseph Hooker, le vaincu de Chancellorsville, était remplacé par le général George Gordon Meade, officier peu charismatique mais très professionnel et très respecté.

Les forces en présence étaient considérables : 94 000 hommes pour Meade, près de 72 000 pour Lee. Les combats furent si acharnés qu'au plus fort de la bataille, dans l'après-midi du second jour, il tomba plus d'un homme par seconde. Au total, l'affrontement se solda par 28 % de victimes : 23 055 pour le Nord (3 155 tués, 14 531 blessés, 5 369 prisonniers ou disparus) et 23 231 pour l'armée sudiste (4 708 tués, 12 693 blessés, 5 830 prisonniers ou disparus[75]).

Les troupes fédérales résistèrent à tous les assauts, y compris les plus désespérés, contraignant Lee à rebrousser chemin et à retourner en Virginie. La déconfiture sudiste était d'autant plus sévère et lourde de conséquences que, le lendemain (4 juillet), elle se doubla sur le front ouest d'une défaite supplémentaire, celle de Vicksburg dans le Mississippi : la victoire éclatante de Ulysses S. Grant assurait à l'Union un avantage capital – la maîtrise totale et définitive du grand fleuve. Apprenant la nouvelle, Lincoln confia au ministre de la Marine, Gideon Welles : « Je ne trouve pas les mots pour vous dire la joie que me procure ce résultat[76]. » Les rebelles étaient désormais réduits à leur pré carré, cible sur laquelle le président et son état-major allaient faire converger le plus gros des troupes fédérales.

Tandis qu'à compter de ce jour beaucoup de Confédérés jugèrent leur cause perdue, la nouvelle de la victoire de

Gettysburg fut accueillie dans le Nord avec un enthousiasme indescriptible. On put même lire sur la manchette du *Philadelphia Inquirer* : « Victoire ! Waterloo éclipsé[77] ! » George Templeton Strong, personnalité new-yorkaise très en vue et auteur d'un journal intime devenu un classique, exprima ainsi le sentiment général : « Les conséquences de cette victoire n'ont pas de prix. [...] Le charme qu'exerçait l'invincibilité de Lee est brisé. [...] Le gouvernement est désormais quatre fois plus fort, dans notre pays comme à l'étranger[78]. » Dans l'autre camp, l'heure était au découragement et à l'incompréhension. « Il paraît incroyable », nota alors Josiah Gorgas, responsable confédéré des matériels de guerre, « qu'un pareil changement ait pu se produire en si peu de temps. Hier nous roulions sur les sommets de la réussite, aujourd'hui l'effondrement absolu semble être notre lot. La Confédération court, titubante, à sa perte[79]. »

Le seul à Washington à ne pas se réjouir outre mesure de la victoire de Gettysburg était Lincoln lui-même. Dès le 4 juillet il avait certes officiellement annoncé la bonne nouvelle au pays, mais il était furieux contre Meade. Il lui reprochait, comme il l'avait fait avec McClellan, de ne pas avoir poussé son avantage jusqu'au bout et d'avoir laissé les troupes confédérées fuir vers la Virginie au lieu d'en finir une fois pour toutes et avec Lee et avec la guerre. Il n'avait pas apprécié, à cet égard, une dépêche de Meade lui expliquant que le grand mérite de son armée était « d'avoir chassé l'envahisseur de notre sol ». Non, lui répliqua-t-il, « notre sol, c'est l'ensemble du pays[80] ». Vexé des reproches qu'on lui adressait en si haut lieu, Meade fit savoir qu'il était prêt à démissionner. Le 14 juillet, Lincoln lui adressa une lettre terrible dont l'essentiel tient en ces mots :

> Mon cher général, j'ai le sentiment que vous ne mesurez pas l'ampleur du désastre que représente la fuite de Lee. Il était aisément à votre portée et le fait d'en finir avec lui aurait, en conjonction avec nos récents succès, mis un terme à la guerre. […] Vous avez laissé passer une occasion en or, et cela me désole infiniment[81].

Lincoln n'envoya pas la lettre en question, jugeant sans doute son contenu trop cruel. Le reproche était en outre assez injuste dans la mesure où Meade n'avait pris son poste de commandement que quatre jours avant la bataille et n'avait donc pu mesurer toute l'étendue des moyens d'action dont il disposait. Le Congrès ne s'y trompa pas qui, le 28 janvier suivant, lui adressa de chaleureuses félicitations publiques. Le 12 mars 1864, au terme des quartiers d'hiver, Lincoln nomma Grant commandant en chef des forces de l'Union. Cinq mois plus tard, en août, celui-ci promut Meade au grade de général de division. L'injustice était réparée.

Reste que, dans sa querelle avec Meade, c'est Lincoln qui, sur le fond, était dans le vrai. Une belle occasion avait été manquée de porter un coup fatal à la rébellion armée, et la guerre, au lieu de s'achever, allait encore durer près de deux ans et coûter la vie à des dizaines, sinon à des centaines de milliers d'Américains. Même si pour le Sud la défaite était désormais plus souvent au rendez-vous que la victoire, les Confédérés misaient précisément sur la *durée*, et sur l'affreuse mathématique des pertes humaines, pour démoraliser progressivement le Nord et obtenir que, de guerre lasse et poussés par l'opinion publique, les responsables fédéraux finissent par reconnaître leur indépendance.

Face à la perspective d'un conflit qui risquait donc de s'éterniser, le gouvernement de l'Union dut à nouveau recruter massivement (500 000 nouveaux combattants,

décida Lincoln). Cela pouvait dorénavant se faire grâce à la « loi de conscription » – une nouveauté dans l'histoire américaine – adoptée par le Congrès le 3 mars 1863 : il ne s'agissait plus seulement d'obtenir de chaque État des quotas de troupes, mais d'enrôler d'office ou de rendre mobilisables tous les hommes valides âgés de vingt à quarante-cinq ans. Une clause, particulièrement mal ressentie (et à laquelle Lincoln était hostile), permettait aux appelés les plus riches ou les plus influents d'échapper au service obligatoire moyennant une pénalité de 300 dollars ou le recours à un remplaçant rémunéré. À quoi s'ajoutaient des exemptions diverses de nature professionnelle, médicale ou familiale (les fils uniques n'étaient pas concernés). Au total, le fardeau de la conscription pesa donc essentiellement sur les immigrants et sur les couches les plus démunies de la population.

La conscription devint encore plus impopulaire lorsqu'on apprit le carnage qu'avait été la bataille de Gettysburg. Sacrifier sa vie pour la cause des esclaves était une perspective que beaucoup rejetaient, surtout parmi la classe ouvrière ou les immigrés irlandais, catégories sociales particulièrement visées par la conscription. Certains journaux populaires, tel le *New York Daily News*, accusaient même le gouvernement républicain de vouloir envoyer pauvres et démocrates à la boucherie afin de s'en débarrasser[82].

Des émeutes anticonscription – et bientôt négrophobes – éclatèrent dans plusieurs grandes villes (dont Detroit et Milwaukee), mais les plus massives et les plus violentes se déroulèrent à New York. Du 13 au 16 juillet de la même année, des milliers de manifestants répandirent la terreur et saccagèrent des quartiers entiers, faisant (surtout parmi les Noirs) des centaines de victimes, incendiant une église et un orphelinat afro-américains et causant au total des dégâts évalués à un million et demi de dollars. Pour rétablir l'ordre,

Lincoln dut détacher un régiment de l'armée du Potomac qui, après avoir ramené le calme sans ménagement, resta cantonné aux portes de la ville pendant plusieurs semaines. La mise en œuvre de la loi de conscription ne remporta pas un franc succès : seuls 150 000 hommes purent finalement être enrôlés au cours de cette campagne de recrutement.

Le 18 novembre, Lincoln se rendit par train spécial à Gettysburg afin d'inaugurer le lendemain un cimetière militaire consacré aux héros tombés pour le salut de l'Union. Il avait failli ne pas venir car son fils Tad était, le jour même, tombé malade ; Mary Lincoln, traumatisée par ce qui était arrivé à deux autres de ses enfants, se trouvait dans un état proche de l'hystérie et l'avait supplié sur tous les tons de ne pas la laisser seule en un moment aussi critique. Lincoln était passé outre, convaincu que ce déplacement revêtait une importance extrême.

Le cimetière de Gettysburg avait été aménagé sur un terrain de 7 hectares, surface qui à elle seule donne une idée du nombre de victimes. En présence d'une foule d'environ 10 000 personnes venues de tout le pays, foule principalement composée des familles et des proches des soldats disparus, le premier à prendre la parole en cette journée du 19 novembre fut Edward Everett, sénateur du Massachusetts réputé pour son talent d'orateur. Il lut pendant deux heures un texte interminable et d'un classicisme affligeant :

> Debout face à ce ciel serein, balayant du regard ces vastes champs qui aujourd'hui se reposent des travaux de l'année finissante [...], c'est avec hésitation que j'élève ma modeste voix pour briser le silence éloquent de Dieu et de la nature[83]...

Puis vint le tour du président qui, lui, ne parla pas plus de deux minutes. Tout bref qu'il est (271 mots), son discours est regardé outre-Atlantique comme le plus éloquent jamais

prononcé par un président américain, au point que les enfants d'aujourd'hui continuent de l'apprendre par cœur à l'école – un peu comme en France on fait réciter aux écoliers certaines fables de La Fontaine. Le paradoxe, note Joshua Shenk, c'est « que de nos jours beaucoup plus de gens savent ce que Lincoln a *dit* à Gettysburg que ce que les soldats y ont *fait*[84] ».

Rappelant tout d'abord que, quatre-vingt-sept ans plus tôt, les hommes de 1776 avaient donné naissance « à une nation nouvelle, conçue dans la liberté et fondée sur l'idée que tous les hommes sont créés égaux », puis justifiant qu'on offre une dernière demeure à ceux qui, tout récemment, venaient de donner leur vie pour que cette « nation nouvelle » puisse continuer d'exister, Lincoln amplifie son discours et en fait un hymne universel à la liberté :

> Dans un sens plus large, il ne nous est possible ni de dédier, ni de consacrer, ni de sanctifier ce lieu. Morts ou encore vivants, les braves qui ont lutté ici l'ont consacré, bien au-delà de ce que nos pauvres moyens peuvent ajouter ou ôter à leur action. Le monde prêtera peu d'attention à ce que nous disons ici et il n'en gardera qu'un souvenir éphémère, mais il ne pourra jamais oublier ce que ces hommes y ont fait. En revanche, c'est à nous, les vivants, de nous consacrer à l'œuvre inachevée que ceux qui se sont battus ici ont portée si loin et si noblement. C'est à nous de nous consacrer à la tâche immense qui est devant nous : puissions-nous, au nom de ces morts que nous honorons, accroître notre attachement à la cause pour laquelle ils ont donné l'ultime et pleine mesure de leur dévouement ; puissions-nous ici prendre avec ferveur l'engagement que ces morts ne seront pas morts pour rien, que cette nation, sous la protection de Dieu, connaîtra une

> renaissance de la liberté et que le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ne disparaîtra pas de la surface de la terre[85].

Bref et étrange discours qui, note le professeur Gary Wills, « ne mentionne ni Gettysburg, ni l'esclavage, ni – plus surprenant encore – l'Union (et moins encore le Sud[86]) », et qui est chargé de multiples connotations religieuses (« dédier », « consacrer », « sanctifier », « la protection de Dieu »). À en croire Mary Lincoln, son mari n'avait jamais autant « paru habité par la religion qu'à l'époque de son voyage à Gettysburg[87] ».

Mais discours historique qui, pour les États-Unis comme pour le reste de « la terre », fixe l'objectif suprême du combat engagé : à savoir la sauvegarde d'un modèle de société hérité de la révolution américaine, fondé sur la liberté d'hommes « créés égaux » et sur « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Rien de plus, rien de moins dans ce programme (baptisé plus tard « rêve américain[88] ») que de sauver les idéaux de république et de démocratie nés outre-Atlantique à l'époque des Lumières. Derrière le non-dit de l'allocution présidentielle, il apparaît clairement qu'aux yeux de Lincoln ce double idéal (aussi imparfait fût-il encore) était alors menacé tant par la sécession (le mot « nation » est prononcé cinq fois) que par le risque d'une extension et d'une normalisation de l'esclavage. D'où son appel final à une « renaissance de la liberté ».

Certains spectateurs se sentirent frustrés par la brièveté du message, et Lincoln lui-même n'était pas certain d'avoir fait très forte impression. « Ce discours ne va pas prendre[89] ! », confia-t-il aussitôt à Ward Lamon, l'un de ses gardes du corps. En réalité, son intervention, qui ne comportait que trois paragraphes, avait été interrompue cinq fois par les applaudissements de la foule et, après

quelques secondes d'hésitation dues à la brièveté inattendue du propos, avait été suivie d'une longue ovation[90].

Les réactions de la presse reflétèrent les divisions partisanes présentes au sein de l'Union, mais les éloges furent nettement plus nombreux que les critiques. Le *Chicago Times* (de tendance ultradémocrate) parla, dès le lendemain, d'une « intervention inepte, plate et ennuyeuse comme la pluie[91] ». À l'inverse, l'éditorialiste du *Chicago Tribune*, feuille rivale et républicaine, décrivit les remarques de Lincoln comme dignes de « figurer dans les annales de l'humanité ». Et à Providence, le *Journal*, quotidien républicain local, exprima ainsi son admiration : « On ne sait où se tourner pour trouver un discours plus admirable que la brève allocution prononcée par le président[92]. »

Les jours passant, l'opinion mesura l'importance d'un discours qui visait non seulement à honorer les soldats tombés à Gettysburg, mais à « consacrer » devant le pays et aux yeux du monde le double et indivisible objectif du conflit en cours : sauver l'Union *et* en finir avec l'esclavage, rassembler en une seule et même perspective l'idéal unitaire de la Constitution et la promesse égalitaire de la Déclaration d'indépendance. Les contestataires ne s'y trompèrent pas : Wilbur F. Storey expliqua, à nouveau dans les colonnes ultras du *Chicago Times*, que les hommes tombés à Gettysburg étaient morts « pour défendre la Constitution » (laquelle fermait les yeux sur l'esclavage) et non, comme l'assurait le président, pour « vouer la nation à l'idée que tous les hommes sont créés égaux[93] ».

Pour Lincoln, son gouvernement et son armée, l'objectif était plus que jamais clairement fixé. Restait à l'atteindre et à terminer « l'œuvre inachevée » que les héros de Gettysburg avaient « portée si loin et si noblement ».

Dans le train du retour, Lincoln se sentit épuisé et commença à se plaindre d'une forte migraine. Il demanda

qu’on lui mette des compresses froides sur le front. Arrivé à la Maison-Blanche, il dut s’aliter. Son médecin diagnostiqua d’abord un mauvais rhume, puis changea d’avis et parla de scarlatine. En deux jours, le corps du président se couvrit de petites cloques. Le médecin indiqua alors qu’il s’agissait en réalité d’une forme bénigne de variole appelée « varioloïde ». Le président n’en mourrait pas. Il retrouva même le sourire : « J’ai enfin quelque chose que je peux donner à tout le monde[94] », plaisanta-t-il. Mais il dut s’isoler dans sa chambre pendant trois semaines, ce qui lui laissa le temps de reprendre des forces et de se préparer aux ultimes épreuves qui l’attendaient – lui et le navire désuni dont il avait la charge.

15

Le début de la fin

Après la nomination, le 12 mars 1864, de Ulysses S. Grant au poste de commandant en chef des forces fédérales, c'est William Tecumseh Sherman qui prit la tête de l'armée du front ouest, Grant se chargeant de celle du Potomac. Dès lors qu'aucun renoncement politique n'était envisageable de la part des États rebelles, l'objectif du pouvoir fédéral était simple : prendre les forces confédérées en tenaille et les contraindre *militairement* à abandonner la partie. « C'est essentiellement du progrès de nos armes, disait Lincoln, que tout le reste dépend[1]. » L'expression « tout le reste », explique James McPherson, couvrait sa « propre réélection » (scrutin du 8 novembre) « ainsi que le sort de l'émancipation et celui de l'Union[2] ».

Début mai, après avoir réorganisé et rééquipé ses troupes (118 700 hommes, 316 canons), Grant fit mouvement vers Richmond, remportant victoire sur victoire contre l'armée de Lee (64 000 hommes, 274 canons). Même s'ils connaissaient mieux le terrain – souvent boisé et marécageux – que les Yankees et pratiquaient contre eux une guerre incessante de harcèlement, les sudistes n'avaient pas les moyens d'enrayer cette poussée gigantesque et ne purent éviter un certain nombre de batailles frontales. Reste que les victoires de Grant – dont celles de la Wilderness (5-7 mai), de Spotsylvania (8-21 mai) ou de Cold Harbor (31 mai-3 juin) – se soldèrent dans chaque camp par des pertes considérables : quelque 77 500 victimes au total, dont 51 000 pour Grant et 27 000 pour Lee, c'est-à-dire près de 40 % de leurs effectifs respectifs (estimations de McPherson[3]). Certains des assauts décidés par Grant, en particulier à Cold Harbor (12 000 hommes

perdus en une seule journée), furent jugés inutiles ou en tout cas disproportionnés par rapport aux gains réalisés sur le terrain, et ce gaspillage de vies lui valut le désagréable surnom de « boucher ». Le soir de l'assaut de Cold Harbor, Grant, lucide malgré les journées éprouvantes qu'il venait de passer, avait lui-même reconnu son erreur : « Je regrette cet assaut plus qu'aucun de ceux que j'ai jamais ordonnés[4]. » En vérité, Lee, qui avait proportionnellement sacrifié autant de chair à canon que Grant au cours des quatre semaines précédentes, aurait, si l'Histoire était juste, mérité le même surnom infamant.

À Washington, Lincoln ne dormait pratiquement plus et, tel un squelette ambulant, errait la nuit dans les couloirs de la Maison-Blanche. Il regardait les succès de Grant, dont aucun n'était décisif, comme autant de revers : « Pourquoi, demanda-t-il un jour à Schuyler Colfax, président de la Chambre des représentants, pourquoi subissons-nous revers après revers ? Aurait-on pu éviter cette guerre terrible et sanglante ? [...] Finira-t-elle jamais[5] ? » Atterré par la dureté des combats et l'ampleur des pertes en vies humaines, il ne cédait cependant ni au désespoir, ni au découragement, car il savait que Grant, contrairement à McClellan, ne relâcherait jamais son effort et irait, sans atermoiements inutiles, jusqu'au terme de sa mission.

De fait, Grant continua d'avancer en direction de Richmond qui, après Cold Harbor, n'était plus qu'à quelques kilomètres de là. Mais la capitale de la Virginie et de la Confédération, où Lee et ses troupes avaient trouvé refuge, était militairement très bien protégée. Aussi Grant décida-t-il de la contourner par le sud en s'emparant de Petersburg où il arriva le 15 juin. La ville, carrefour nécessaire à l'approvisionnement de Richmond, était tenue par le général Beauregard et par une force ne dépassant pas 2 500 hommes ; mais deux divisions envoyées par Lee vinrent dès le lendemain renforcer son dispositif.

Grant se rendit vite compte qu'il ne pourrait pas prendre d'assaut une ville cernée par de redoutables lignes de défense, à savoir « 16 kilomètres de levées de terre, de six mètres d'épaisseur, et de tranchées creusées derrière des fossés profonds de cinq mètres, le tout reliant cinquante-cinq redans d'artillerie hérissés de canons[6] ». Le souvenir de l'assaut de Cold Harbor était encore dans tous les esprits, au point que Grant décida de passer de la guerre de mouvement à la guerre de siège : faute de s'emparer de Petersburg, puis de Richmond, on affamerait l'ennemi jusqu'à ce qu'il prenne la fuite ou se rende. Grant fit peu à peu creuser autour de la ville 50 kilomètres de tranchées. Tout le monde s'enterra, chacun s'efforçant au fil des jours d'échapper aux obus de mortier et aux balles des tireurs d'élite de l'autre camp. Ce siège et cette guerre de tranchées allaient durer neuf mois, jusqu'au 25 mars 1865 – véritable et étrange préfiguration d'un autre vaste conflit, européen cette fois, la Première Guerre mondiale.

Tandis que Grant faisait reculer Lee et l'encerclait dans sa redoute de Richmond, Sherman s'attacha, du printemps au début de l'hiver 1864, à refermer sur l'ouest, ou plus exactement sur le sud-ouest, l'autre partie de la tenaille. Son offensive débuta le 5 mai en même temps que celle de Grant. Disposant d'une armée de 100 000 hommes (contre 60 000 côté confédéré), Sherman s'enfonça dans le Sud profond et se fixa comme premier objectif la prise d'Atlanta, nœud ferroviaire et centre industriel de grande importance. Il se heurta à de très vives résistances, perdant 30 000 hommes, infligeant 34 000 victimes à l'ennemi, mettant quatre mois à franchir les 160 kilomètres qui le séparaient du but visé. Il n'entra dans Atlanta – évacuée et en partie incendiée par l'adversaire – que le 2 septembre. La prise d'Atlanta remonta le moral des nordistes – que les pertes essuyées par Grant dans sa marche vers Richmond avaient ébranlé – et elle joua un rôle non négligeable dans la

victoire de Lincoln lors de la présidentielle qui allait bientôt suivre.

Sherman dut faire une pause et reposer ses troupes avant de reprendre sa « marche vers la mer ». Profitant de cette pause, il élabora une stratégie qui rompait avec les règles et traditions militaires enseignées à West Point. Lors de leurs avancées, les troupes américaines avaient pour habitude de ne jamais se retrouver à plus de deux ou trois étapes de leurs bases et de leurs sources d'approvisionnement. Après en avoir discuté avec Grant, Sherman obtint, non sans difficulté, l'autorisation d'entreprendre une opération aussi inédite que risquée que Louis de Villefosse a ainsi résumée : « … pousser hardiment à travers la Géorgie, vers le sud-est, vers Savannah, sans se préoccuper de l'étirement de ses lignes de communication et en vivant sur le pays[7]. »

Le 16 novembre, il quitta donc Atlanta et fit mouvement vers Savannah, une longue étape de près de 500 kilomètres. Mais cette fois il rencontra peu de résistance, car Lee avait donné ordre aux troupes qui auraient dû s'opposer à lui (et que commandait le général John Bell Hood) de filer vers le nord, d'envahir le Tennessee, de franchir l'Ohio et de semer la panique dans l'Union. Ce contre-pied astucieux, qui inquiéta l'opinion nordiste aussi bien que le président, fut tout près de réussir, mais Hood fut défait le 16 décembre à Nashville (Tennessee) où Sherman avait pris la précaution de détacher le général George Thomas et un renfort de deux corps d'armée (60 000 hommes en tout).

Le soulagement fut général dans l'Union et Sherman put poursuivre son aventure. Ne trouvant sur son chemin que quelques milliers de miliciens géorgiens et les 3 500 cavaliers du général Wheeler, il avança en balayant un couloir d'une centaine de kilomètres de large, se nourrissant sur l'habitant, pillant toutes les richesses, brûlant ou saisissant les réserves de grains et de fourrage des

agriculteurs, ravageant ce qui constituait le grenier et le jardin de la Confédération, saccageant les fermes, terrorisant les planteurs, libérant les esclaves mais laissant parfois ses soldats abuser de leurs femmes, arrachant plus de 150 kilomètres de voies ferrées, incendiant les gares. Sa philosophie de la guerre totale était simple : « On ne peut changer le cœur de ces gens du Sud, mais on peut rendre la guerre si atroce [...] que des générations se succéderont avant qu'ils n'aient à nouveau envie d'y recourir[8]. »

Le « nouvel Attila », comme on se mit à l'appeler, prit possession de Savannah le 21 décembre. Le fort qui commandait l'entrée de la baie ayant été pris quelques jours plus tôt, il eut le plaisir de voir que des navires d'approvisionnement l'attendaient au large. À peine arrivé à destination, il dressa un bilan de son action : « J'estime que les dommages causés à la Géorgie et à ses ressources militaires se montent à 100 millions de dollars, dont au moins vingt ont fini entre nos mains, le reste n'étant que pertes et destructions[9]. » Le 22, il adressa à la Maison-Blanche le message suivant, qui, après avoir été remis au président, fut très largement diffusé par la presse nordiste : « Permettez-moi de vous offrir comme cadeau de Noël la ville de Savannah, avec 150 canons lourds, des munitions en masse et environ 25 000 balles de coton[10]. » Le 26, Lincoln lui répondit en ces termes :

> Mille mercis pour votre cadeau de Noël – la prise de Savannah. Lorsque vous étiez sur le point de quitter Atlanta pour la côte atlantique, j'étais inquiet, sinon effrayé. Mais, conscient que vous étiez le meilleur juge, et me souvenant qu'« à ne rien risquer, on ne gagne rien », je ne suis pas intervenu. Maintenant que l'entreprise a réussi, tout l'honneur vous revient, car notre seul mérite, je crois, a été d'acquiescer. [...] Mais quelle va être la

suite ? Le plus sûr, me semble-t-il, est que je laisse le général Grant et vous-même en décider[11].

Celui qui rédigeait ces lignes était un président fraîchement reconduit dans ses fonctions, mais dont la réélection n'avait été ni triomphale ni facile. Lors de la convention nationale républicaine du 7 juin à Baltimore, le parti de Lincoln, soucieux de rassembler tous ceux qui soutenaient l'effort de guerre, avait provisoirement changé de nom et s'appelait désormais « parti unioniste ». Le parti désigna à nouveau Lincoln comme candidat à la présidence, mais, pour la vice-présidence, remplaça Hannibal Hamlin par Andrew Johnson : démocrate partisan de la guerre, seul sénateur sudiste à n'avoir pas quitté son poste au moment de la Sécession, Johnson avait été nommé en 1862 par Lincoln gouverneur militaire du Tennessee et s'était montré particulièrement dur avec les Confédérés et leurs amis. Il était par ailleurs favorable à l'octroi du droit de vote aux Noirs, du moins aux plus valeureux d'entre eux : « Les meilleurs, disait-il, iront travailler et gagneront leur vie, et ceux-là devraient pouvoir voter car un Noir loyal vaut mieux qu'un Blanc déloyal[12]. »

De leur côté, les démocrates, réunis à Chicago le 29 août, désignèrent, ainsi qu'on s'y attendait, le général McClellan pour les représenter dans la course à la Maison-Blanche, avec George H. Pendleton comme second de liste. Marquée par l'influence des Copperheads – ces démocrates (déjà évoqués au sujet de l'affaire Vallandigham) favorables à des négociations de paix et à un compromis avec les rebelles –, la plate-forme adoptée par la convention décrivait la guerre comme un échec et prévoyait une cessation immédiate des hostilités ainsi que le rétablissement de la paix « sur la base de l'Union fédérale des États[13] ».

Ouvertement hostile à cette plate-forme, McClellan estimait que le rétablissement de l'Union ne pourrait

intervenir qu'*après* une victoire des armées fédérales, victoire qu'à l'évidence l'incompétence de Lincoln rendait impossible. Il joua tout l'été sur la mauvaise tournure que prenait la guerre, sur le pessimisme grandissant qui régnait dans les États du Nord et sur le fait que la perspective d'une réélection de Lincoln paraissait de moins en moins plausible.

Le camp du président sortant était, lui aussi, divisé. Las de cette guerre sans fin, les radicaux intensifièrent leurs critiques envers Lincoln, et ces attaques redoublèrent lorsque le 2 juillet celui-ci opposa son veto à un projet de loi (*Wade-Davis Bill*) qui, en pratique, prévoyait d'exclure les ex-rebelles de toute participation politique dans leur État une fois la guerre terminée et l'Union rétablie : il fallait, disait le texte, que dans les États concernés plus de 50 % des citoyens jurent n'avoir jamais combattu pour la Confédération ni jamais agi en sa faveur pour que la population puisse participer à l'élection d'une convention constitutionnelle ; et les nouvelles Constitutions locales, là où elles seraient adoptées, devaient prévoir l'abolition de l'esclavage, la confiscation et la redistribution des biens appartenant aux anciens leaders confédérés et l'annulation des dettes contractées durant la guerre.

Le rejet du texte par Lincoln provoqua la colère des partisans d'une « reconstruction radicale » du Sud. Horace Greeley et son journal, le *New York Tribune*, prirent la tête du mouvement de contestation, les radicaux exigeant la convocation d'une nouvelle convention républicaine afin de remplacer Lincoln par un candidat plus conforme à leurs vues et plus efficace sur le terrain. Le nom de Grant commença à circuler, mais ce dernier n'avait alors aucune envie de se lancer dans l'aventure : « Ils ne peuvent pas faire ça[14] ! », lâcha-t-il lorsqu'il apprit que certains travaillaient à préparer son éventuelle candidature.

Les victoires soudaines et successives de Sherman, et surtout la prise d'Atlanta, modifièrent brusquement la donne

politique au sein de l'Union, comme au sein du camp républicain, et permirent à Lincoln de dire et de redire que la pire des solutions serait « de changer de monture au milieu du gué[15] ». Plusieurs États autorisèrent les soldats du front à voter, une première dans l'histoire électorale américaine : 70 % d'entre eux optèrent pour Lincoln. Celui-ci l'emporta donc le 8 novembre avec 55 % des voix et 2,2 millions de suffrages sur un total de 4 millions de votants. Les États rebelles n'avaient naturellement pas participé au scrutin. McClellan démissionna de l'armée le soir même de l'élection avant de partir, avec sa famille, pour un grand voyage en Europe.

Lors de sa marche vers le Sud, Sherman avait laissé dans son sillage une population affamée, terrorisée, vidée de tout ressort moral. Le président confédéré Jefferson Davis avait exhorté les Géorgiens à pratiquer la politique de la terre brûlée, c'est-à-dire à incendier leurs champs et à empoisonner l'eau des puits à l'arrivée des troupes nordistes, mais sa consigne n'avait guère été suivie. Sherman pensait, lui, que la brutalité de sa campagne envers les civils, y compris envers les femmes et les enfants, hâterait la fin des hostilités en brisant la volonté guerrière des rebelles.

C'est pourquoi, après quelques semaines de repos à Savannah et alors qu'il avait reçu ordre de prendre un bateau et de rejoindre Grant quelque part en dehors de la Virginie, il demanda, fou de rage, l'autorisation de ne pas respecter la traditionnelle trêve hivernale et de poursuivre sa guerre d'épouvante et de découragement psychologique dans le reste de la région, en commençant par la Caroline du Sud. Et il obtint ce qu'il demandait. Le 27 décembre, Grant lui donnait ainsi son feu vert :

> La confiance que vous avez de pouvoir rejoindre cette armée [la sienne] à marche forcée me plaît et je crois la chose possible. […] Démolissez les voies

> ferrées de la Caroline du Sud et de la Caroline du Nord et rejoignez dès que possible les armées engagées contre Richmond[16].

Le 1er février 1865, fort de ses 60 000 tuniques bleues, il se lança donc dans sa nouvelle campagne avec pour objectif final de s'approcher de Richmond, de conjuguer ses forces avec celles de Grant, d'enserrer Lee dans un étau et d'en finir une fois pour toutes avec le chef militaire de la Confédération. Envahir la Caroline du Sud avait, pour Sherman comme pour tous les nordistes, une signification particulière, car c'était le berceau de la sécession. C'est là que tout avait commencé – l'attaque contre Fort Sumter et la première décision d'un État à se séparer de l'Union. Sherman était décidé à faire payer ces trahisons au prix fort :

> Toute l'armée brûle du désir insatiable de se venger de la Caroline du Sud. Je tremble presque en songeant au sort qui l'attend, mais je pense qu'elle mérite tout ce que l'avenir paraît lui réserver[17].

La réalité fut conforme à ces prédictions. Remontant vers le nord le long d'un couloir un peu moins large que celui qu'il avait adopté en Géorgie et parcourant près de 700 kilomètres en cinquante jours, il dévasta le pays sans aucune retenue – et sans rencontrer de véritable résistance tant le rapport des forces était en sa faveur. Ses seuls véritables obstacles étaient les nombreux fleuves et rivières à traverser et les intempéries (« l'hiver le plus humide depuis vingt ans[18] »). Les pluies ne l'empêchèrent pas d'incendier, en partie ou en totalité, plus d'une douzaine de villes, y compris (le 17 février) la capitale de l'État, Columbia, dont un tiers des immeubles fut réduit en poussière[19].

Une incertitude pèse sur l'origine de ce dernier incendie : les uns accusant l'action (avec ou sans ordre) des troupes de Sherman, d'autres attribuant le forfait à des soldats confédérés contraints de battre en retraite ou encore aux esclaves locaux soudain libérés. On n'avait jamais vu, disait-on, « une telle armée depuis l'époque de Jules César[20] ». Les exactions et brutalités cessèrent toutefois dès que l'armée de Sherman se retrouva en Caroline du Nord ; les civils furent épargnés, « pas une maison ne fut incendiée et l'armée donna à la population plus qu'elle ne lui prit[21] ».

Mais c'est là que se livrèrent, contre le général Joseph E. Johnston envoyé en renfort par Lee, les dernières batailles (ou presque) de la guerre de Sécession, notamment celle de Bentonville (19-21 mars) : vaincus mais non anéantis, les 20 000 hommes de Johnston durent céder le passage aux troupes nordistes qui poussèrent leur avancée jusqu'à Goldsboro (22-23 mars), où des approvisionnements de toutes sortes devaient lui être apportés depuis la mer. Sherman décida de marquer une pause, de laisser les quelques unités restantes de Johnston à leur triste sort et de préparer ses troupes pour l'ultime étape qui devait les conduire jusqu'en Virginie. L'armée de Grant n'était plus qu'à 150 kilomètres.

Le 22 mars, Grant lui avait adressé un message de félicitations pour « l'heureux dénouement de cette campagne », tout en lui fournissant quelques précisions sur l'état des forces rebelles : « L'armée de Lee est profondément démoralisée, et nombreux sont ceux qui désertent. […] J'estime qu'il dispose à présent d'environ 65 000 hommes[22]. »

En train, puis par bateau, Sherman, confiant son armée à son principal adjoint, le général John M. Schofield, se rendit le 25 mars au quartier général de Grant à City Point (aujourd'hui Hopewell), en Virginie. Cette bourgade, située au bord du fleuve James, était devenue le poumon, le cœur

logistique des armées de l'Union. Arrivaient là jour après jour des tonnes et des tonnes de fournitures et d'approvisionnements qu'on faisait ensuite parvenir, généralement par voie fluviale, aux troupes engagées sur le terrain. Cent mille rations de pain y étaient produites chaque jour. La ville comptait aussi sept hôpitaux militaires où l'on soignait quotidiennement entre 6 000 et 10 000 blessés. C'est là que Grant avait installé son poste de commandement et c'est de là qu'il avait notamment organisé le siège de Petersburg. À peine arrivé, Sherman fut aussitôt conduit auprès de son supérieur :

> Je trouvai le général Grant installé avec sa famille et son état-major dans un joli petit groupe de baraquements édifiés au bord du fleuve et surplombant le port où fourmillaient toutes sortes de navires, de guerre ou de commerce, les quais et les entrepôts s'étendant sur une vaste distance. Le général me reçut avec beaucoup de chaleur et nous eûmes une discussion approfondie.

Mais au bout d'une heure de conversation, Grant l'informa qu'il avait invité le président Lincoln à venir à City Point et que celui-ci se trouvait tout près de là à bord d'un vapeur gouvernemental, le *River Queen*, amarré le long d'un des embarcadères. Il proposa à Sherman d'aller le saluer :

> Nous descendîmes jusqu'au quai, montâmes à bord et trouvâmes Mr Lincoln seul dans la cabine arrière. Il se souvenait parfaitement de moi et se lança dans une conversation des plus intéressante. Il voulait tout savoir sur les nombreux incidents de notre grande marche dont il avait été officiellement informé ou avait eu vent par la presse, et parut prendre beaucoup de plaisir au récit des moments les plus grotesques, notamment la façon dont nos

> maraudeurs (*bummers*) se procuraient de la nourriture et du fourrage alors que le monde entier nous imaginait mourant de faim.

Une seconde visite eut lieu le lendemain, au cours de laquelle Grant et Sherman demandèrent au président des nouvelles de son épouse (ce qu'ils avaient grossièrement omis de faire la veille). Lincoln alla chercher celle-ci dans son salon, mais revint seul, expliquant qu'« elle ne se sentait pas bien » (en réalité, Mary s'était légèrement blessé la tête à bord d'une ambulance et était par ailleurs furieuse d'être localement tenue à l'écart de tout[23]).

On en vint ensuite à la façon dont il convenait de terminer la guerre. Grant et Sherman s'accordèrent à dire qu'« une bataille sanglante de plus » serait nécessaire pour venir à bout de Lee et de Johnston. Lincoln se montra plutôt réticent, expliquant « à plusieurs reprises qu'assez de sang avait coulé » et demandant « s'il n'y avait pas moyen d'éviter cette bataille supplémentaire ».

Interrogé sur ce qu'il faudrait faire, le conflit terminé, des dirigeants sudistes – notamment de Jefferson Davis –, Lincoln « répondit que tout ce qu'il attendait d'[eux] était qu'on batte les forces ennemies et qu'on laisse les hommes appartenant aux armées confédérées libres de rentrer chez eux et de travailler à nouveau dans leurs fermes ou leurs échoppes. S'agissant de Jefferson Davis, il […] laissa entendre qu'il souhaitait le voir déguerpir et "fuir le pays"[24]. » Sherman regagna Goldsboro le 30 mars au soir, impatient d'entreprendre sa marche finale.

Presque deux mois plus tôt, le *River Queen* avait été le théâtre d'un événement important, la « conférence d'Hampton Roads », ultime tentative de conciliation avec les dirigeants sudistes. Dans le camp rebelle, le moral était au plus bas – et le nombre de déserteurs au plus haut. Les uns rentraient chez eux pour protéger leurs familles, d'autres rejoignaient les troupes de l'Union pour se mettre à l'abri et

trouver de quoi manger. « Si cela continue, reconnut Lee, [cette épidémie de désertion] nous conduira au désastre. » La situation alarma sérieusement la classe politique. Pour un nombre croissant de députés sudistes, « il n'était plus possible de poursuivre la guerre » et il fallait d'urgence « composer avec l'ennemi sur la base de l'ancienne Union[25] ».

Contacté par un émissaire de la Maison-Blanche, Jefferson Davis accepta à contrecœur l'idée d'une rencontre de la dernière chance. Il fit savoir à Lincoln qu'il était prêt à ouvrir des discussions visant « à établir la paix pour les deux pays ». Lincoln lui répondit aussitôt qu'il était favorable à toute ouverture « visant à établir la paix au profit du peuple de notre seule et unique patrie commune[26] ». Les choses étaient mal engagées, mais la rencontre eut lieu le 3 février à bord du *River Queen*, à l'embouchure de la James River, dans une région du sud-est de la Virginie connue sous le nom d'Hampton Roads.

Côté Union fédérale, Lincoln en personne et William Seward avaient fait le déplacement ; la Confédération était, elle, représentée par le vice-président Alexander Stephens, le sénateur Robert M. T. Hunter et le secrétaire d'État à la guerre John A. Campbell. L'idée d'une réconciliation visant à chasser les Français du Mexique refit surface, mais Lincoln, qui dirigeait les débats, commença par se déclarer hostile à une attaque commune de ce genre (projet récemment relancé, sans son aval, par son ami Francis P. Blair Sr. et favorablement accueilli par Jefferson Davis) ; puis il énuméra une série d'exigences qu'il savait inacceptables pour ses interlocuteurs : refus de tout traité avec le gouvernement confédéré, rétablissement total de l'Union dans sa forme primitive, aucune suspension des hostilités hormis la fin pure et simple de la guerre, application intégrale de la Proclamation d'émancipation jusqu'au terme du conflit armé, puis (la Proclamation n'étant qu'une mesure

de temps de guerre) abolition volontaire de l'esclavage dans tous les États concernés.

À ce point du débat, Lincoln créa alors la surprise – et quelle surprise ! – en annonçant à ses interlocuteurs interloqués que, trois jours plus tôt, le 1er février, il avait signé une proposition conjointe du Congrès (le fameux treizième amendement) visant à une abolition générale de l'esclavage aux États-Unis, et que cette proposition allait être soumise aux différents États pour ratification : une fois celle-ci obtenue – et une fois l'Union rétablie –, l'amendement s'appliquerait donc à tous, même si un certain délai pourrait être accordé aux États rentrés dans le rang.

Les seules concessions que le président s'autorisa à faire lors de ces pourparlers concernaient la réintégration au Congrès fédéral des anciens élus sudistes et le versement d'indemnités publiques aux personnes dépossédées de leurs esclaves. Surpris et choqué par l'intransigeance du président, Hunter lui rappela que Charles Ier d'Angleterre avait souvent, malgré les conflits en cours, trouvé des accommodements avec ses adversaires. Lincoln, inflexible, lui répondit que « le rétablissement de l'Union était pour lui une condition *sine qua non* » et que la seule chose dont il se souvînt concernant Charles Ier était que ce roi « avait fini la tête sur le billot[27] ».

La discussion ne dura que quatre heures et ne déboucha sur rien. Les trois commissaires sudistes, qui avaient pour consigne de ne rien accepter qui pût entamer l'indépendance de la Confédération, quittèrent le *River Queen* et retournèrent aussitôt à Richmond rendre compte de l'échec de la rencontre. La leçon de cet échec était claire : seules les armes – ou le découragement ajouté à la famine – décideraient de la suite et de la fin du conflit.

Dans le Nord, les radicaux, qui avaient craint que Lincoln, président au grand cœur, ne lâche trop de lest et revienne

sur les acquis de la guerre, furent soulagés. Jefferson Davis s'appuya, lui, sur l'échec de la rencontre pour exhorter le Sud à redoubler d'efforts sur le terrain, assurant qu'il faudrait moins d'un an pour qu'une paix victorieuse sourît à la Confédération – une paix établie aux conditions des Confédérés, et qui, donc, sauvegarderait à la fois la séparation politique et l'esclavage : « Si quelqu'un s'imagine que je puisse, quelles que soient les circonstances, être l'agent du rétablissement de l'Union, c'est qu'il n'a rien compris à ma nature[28] ! »

Robert, le fils aîné des Lincoln, songeait depuis un certain temps à s'engager auprès des troupes de l'Union et à partager leur sort, mais après le décès de Willie sa mère n'entendait pas que son rejeton aille risquer sa vie dans les rangs de l'armée. Elizabeth Keckley a raconté certains des échanges qui eurent lieu sur le sujet au sein du couple présidentiel : « Je ne supporte pas l'idée, disait Mary, que la vie de Robert soit mise en danger. On n'a nul besoin de ses services sur le terrain ; le sacrifier ne serait d'aucune utilité. » À quoi Lincoln répondait d'une manière aussi douce que possible :

> Nombreuses sont les pauvres mères qui ont sacrifié tous leurs fils, et le nôtre ne nous est pas plus cher que ces enfants disparus ne l'étaient à leurs mères. […] Les services de tout homme chérissant son pays sont nécessaires dans cette guerre. Mieux vaudrait, maman [appellation affectueuse souvent utilisée par le président], mieux vaudrait regarder les choses d'un œil généreux et moins égoïste[29].

Reste que Robert était désormais majeur et qu'il venait, diplôme en poche, de quitter Harvard. Reste aussi que l'opinion se demandait de plus en plus pourquoi le fils du président jouissait, contrairement aux jeunes gens de son

âge, du privilège de ne pas se mettre au service du pays. Rien en vérité ne s'opposait plus à ce qu'il accomplisse son devoir de citoyen. Le 19 janvier de cette année 1865, Lincoln, fier de son fils mais quelque peu gêné d'avoir à le recommander, adressa donc au général Grant une lettre ainsi libellée :

> Je vous prie de lire cette lettre, et d'y répondre, comme si j'étais seulement votre ami, et non le président. Mon fils, aujourd'hui dans sa vingt-deuxième année et diplômé de Harvard, aimerait avoir un aperçu de la guerre avant qu'elle ne s'achève. Je ne souhaite ni en faire un simple soldat, ni lui conférer un grade d'officier que ceux qui servent depuis longtemps et ont plus de qualifications méritent davantage. Serait-il possible, sans que cela vous gêne ou nuise à vos services, qu'il intègre votre famille militaire avec un grade purement symbolique, moi-même et non l'argent public subvenant à ses besoins ? Si c'est non, dites-le sans la moindre hésitation, car j'entends bien, et j'ai le souci profond, que cela ne soit pas une charge pour vous[30].

Grant répondit deux jours plus tard qu'il serait « particulièrement heureux d'accueillir [le fils du président] au sein de sa famille militaire », c'est-à-dire au sein de son état-major, et que le grade de capitaine serait le mieux approprié. Robert fut affecté au service d'escorte des visiteurs de marque : il « devint vite extrêmement populaire » et, au dire des témoins, s'acquitta de sa mission de façon exemplaire, veillant toujours à ne pas « être traité différemment des autres officiers[31] ».

Lincoln avait entamé son second mandat le 4 mars de l'année 1865 en prononçant, devant une foule considérable que ni la pluie ni la boue n'avaient découragée, son

deuxième et dernier discours d'investiture. Ce fut l'un des plus brefs discours d'investiture de l'histoire américaine (703 mots) – mais aussi le plus mémorable car il annonçait la fin prochaine d'une guerre civile abominable et contenait des formules de réconciliation qui allaient marquer toutes les mémoires.

Le contexte se prêtait à une parole à la fois victorieuse et magnanime. Sur le Sud ravagé commençait à souffler un vent de révolte alimenté par la faim et le désespoir. Des émeutes et manifestations diverses se multipliaient dans les grandes villes à l'encontre des dirigeants de la Confédération ou des intermédiaires douteux qui spéculaient sur la nourriture. Les désertions avaient par ailleurs atteint une telle ampleur que Jefferson Davis s'était résigné en novembre 1864 à armer les esclaves et, comme nous l'avons vu précédemment, à en intégrer un certain nombre au sein de l'armée rebelle ou de ce qu'il en restait (le Congrès confédéré n'approuva cette décision que le 20 mars 1865… trois semaines avant la capitulation !).

Aux déserteurs s'ajoutaient les conspirateurs et tous ceux qui, soucieux de ménager l'avenir, commençaient à retourner leur veste. Face à ces désordres, les autorités sudistes se sentirent dans l'obligation de durcir les lois existantes et, dans un nombre croissant de cas, de suspendre l'*habeas corpus* (comme l'avait naguère fait Lincoln dans le Nord) – ce qui n'empêcha pas, au fil des mois, plusieurs États du Sud (Arkansas, Louisiane, Missouri, puis Tennessee) de prendre politiquement les devants et d'abolir l'esclavage.

Dans son discours (étrangement parsemé de références religieuses et bibliques), Lincoln commença par évoquer les causes de la guerre civile finissante sans pour autant en attribuer la responsabilité à tel ou tel camp. « Tous la redoutaient, tous cherchèrent à l'esquiver. » Si le conflit éclata, c'est parce que les uns « voulaient *faire* la guerre plutôt que de laisser la nation survivre », tandis que les

autres « étaient prêts à *accepter* cette guerre plutôt que de laisser mourir la nation ».

À l'origine, un désaccord profond sur l'esclavage – non sur son état présent mais sur la conception que les uns et les autres se faisaient de son avenir, le Sud souhaitant « renforcer, perpétuer et étendre » l'institution, le Nord désirant en « limiter l'accroissement territorial ». Le résultat fut quatre ans de déchirements et de tueries réciproques. La confrontation tragique tirant à sa fin, le moment était venu de trouver les voies d'une réunification fraternelle entre des hommes lisant « la même Bible » et priant « le même Dieu ». Encore fallait-il que celui-ci y consente, car « le Tout-Puissant a des desseins qui lui sont propres ».

Une seule pique lancée en direction des esclavagistes : « Il peut sembler étrange que des hommes osent demander l'assistance d'un Dieu juste pour s'approprier leur pain à la sueur du front d'autres hommes. » Puis Lincoln se reprend : « Mais ne jugeons pas afin de n'être pas jugés » ; et il termine par cette envolée que nous avons citée au tout premier chapitre de cet ouvrage :

> Sans haine envers personne, charitables avec tous, fermes dans la recherche du bien pour autant que Dieu nous permette de discerner ce qu'est le bien, travaillons à achever la tâche où nous sommes engagés, efforçons-nous de panser les plaies du pays […] et de tout faire pour instituer et chérir une paix juste et durable[32].

Le discours reçut dans l'ensemble un accueil très favorable, Frederick Douglass allant jusqu'à qualifier les propos du président d'« effort sacré[33] ». Certains pourtant furent surpris, voire décontenancés par la tonalité très religieuse du message présidentiel. Lincoln le reconnut lui-même : « Les gens ne se sentent pas flattés si on leur

explique qu'il y a eu une différence d'objectif entre le Tout-Puissant et eux[34]. »

Le 25 mars, Lee tenta une percée à travers les lignes que Grant avait mises en place autour de Petersburg et Richmond. Il s'empara de plusieurs batteries et de 800 mètres de tranchées, mais la riposte fut immédiate et ses troupes durent rebrousser chemin, laissant derrière elles 5 000 victimes. Avec ses 115 000 hommes contre les 54 000 soldats faméliques de Lee, Grant ne craignait pas grand-chose et continua jour après jour de harceler les défenses ennemies.

Le 1er avril, Lee joua le tout pour le tout et livra son ultime assaut, cette fois contre le flanc gauche du dispositif nordiste, mais, au lieu-dit « Five Forks », il se heurta aux troupes du général Sheridan accourues de la vallée du Shenandoah et dut battre en retraite. Informé de cette déroute, Grant décida qu'une attaque générale aurait lieu à l'aube du jour suivant. De City Point, Lincoln écrivit ce jour-là à sa femme que « la bataille faisait rage », que « les prisonniers [se comptaient] par milliers » et que « tout désormais se présent [ait] favorablement[35] ».

Le 2 donc, vers 7 heures, les troupes fédérales se lancèrent avec fougue contre les dernières défenses rebelles. C'était un dimanche. Jefferson Davis se trouvait à l'église lorsqu'il reçut un câble de Lee, toujours à Petersburg, lui annonçant que Richmond était perdue et qu'il fallait évacuer la ville. La nouvelle se répandit aussitôt parmi les habitants. Le premier général à pénétrer dans la capitale rebelle fut Godfrey Weitzel (à la tête du 15e corps, unité essentiellement composée de Noirs).

Lee et ce qui lui restait d'armée quittèrent la capitale confédérée et se dirigèrent vers l'ouest en direction de Lynchburg, d'où ils espéraient rejoindre les forces du général Johnston. Parmi les civils, « tous ceux qui pouvaient obtenir, emprunter ou voler un véhicule » prirent la fuite.

Les officiels s'entassaient, eux, dans des trains délabrés après avoir bourré leurs malles des stocks d'or restants de la Confédération et des archives les plus importantes – le reste étant brûlé. Tout ce qui présentait un intérêt militaire ou industriel connut le même sort : « Les sudistes, note McPherson, incendièrent une plus grande portion de leur capitale que ne l'avaient fait leurs ennemis à Atlanta ou Columbia[36]. »

C'est un Lincoln soulagé et heureux qui apprit la nouvelle de l'évacuation – et qui confia à l'amiral David D. Porter :

> Merci à Dieu de m'avoir permis de vivre assez longtemps pour voir cela. J'ai le sentiment d'avoir fait depuis quatre ans un cauchemar horrible et que ce cauchemar est maintenant terminé. Je veux voir Richmond[37].

Le président n'était pas le seul à se réjouir : dans l'ensemble du Nord la joie populaire fut bientôt à son comble.

Le 3 avril, Lincoln rencontre brièvement Grant à Petersburg. Le 4, accompagné de son fils Tad et coiffé de son haut-de-forme légendaire, il fait son entrée – une entrée triomphale – dans Richmond, six marins armés de carabines marchant devant lui, six derrière. Porter fait aussi partie du groupe présidentiel et il scrute avec anxiété toutes les fenêtres afin d'y repérer d'éventuels assassins. Au niveau du sol, le président est protégé par un cordon impénétrable d'hommes et de femmes noirs ivres de joie à l'idée de se trouver soudain libres. « Gloire à Dieu ! Gloire à Dieu ! », hurlent-ils d'une même voix. Certains le touchent pour s'assurer qu'ils ne rêvent pas, d'autres lui serrent la main (sans doute la première main d'homme blanc qu'ils aient jamais serrée). L'un d'eux tombe à genoux devant lui : « Ne vous prosternez pas devant moi. C'est une erreur. Vous ne

devez vous agenouiller que devant Dieu et le remercier de la liberté qui va dorénavant être la vôtre. »

Un journaliste noir, T. Morris Chester, câble son compte rendu au *Philadelphia Press* : « Richmond n'a jamais dans le passé offert un tel spectacle de liesse. Quel extraordinaire bouleversement dans la nature des rêves sudistes[38] ! » Lincoln se fit conduire au siège de la Confédération et s'assit dans le fauteuil qui, la veille encore, était celui de Jefferson Davis. Il rencontra là John A. Campbell, l'un des commissaires présents à Hampton Roads et le seul dignitaire de haut rang à n'avoir pas quitté la capitale. Il le revit le lendemain et lui promit qu'il autoriserait l'Assemblée de Virginie à se réunir à Richmond dès lors qu'elle serait disposée à réintégrer l'Union. Mais, la guerre se poursuivant, Lincoln ne se faisait guère d'illusions sur cette perspective.

Deux jours plus tard, le 6, il donna cependant ordre au général Weitzel d'autoriser « les "élus de l'Assemblée de Virginie ayant agi en faveur de la rébellion" à se réunir à Richmond et à prendre des mesures visant au retrait des troupes virginiennes et autres moyens de résistance utilisés contre le gouvernement général[39] ». Puis il poursuivit en calèche la visite de la ville, applaudi par de nombreux Blancs dans les quartiers populaires, ne rencontrant que silence et rideaux fermés dans les quartiers plus cossus où à l'évidence il n'était pas en odeur de sainteté et que de nombreux habitants avaient déjà fuis.

Pris de vitesse par les troupes de l'Union, Lee ne put rejoindre Johnston et se retrouva isolé face à des Yankees survoltés et qui avaient hâte d'en finir. Le 4 avril, Jefferson Davis avait lancé depuis la petite localité de Danville, dont il voulait faire sa nouvelle capitale, un ultime appel au peuple : « N'étant plus dans la nécessité de défendre nos villes, [et] avec une armée libre de ses mouvements [...],

nous n’avons plus besoin, pour assurer notre triomphe, […] que de notre inextinguible détermination[40]. »

Mais le président Davis avait visiblement perdu le sens des réalités et ne régnait plus, en fait de triomphe, que sur une Confédération réduite au néant[s]. Le 7, Lincoln envoya à Grant le message suivant : « Le général Anderson me dit : “Si l’on met la pression, je pense que Lee rendra les armes.” Il faut donc mettre la pression[41]. » Quelques heures plus tard, Grant, qu’une migraine subite faisait horriblement souffrir, fit parvenir à Lee un message dans lequel il lui proposait de se rendre afin de mettre un terme au bain de sang. Le lendemain, à City Point, Lincoln reçut avec une certaine pompe le marquis de Chambrun, arrivé deux jours plus tôt de Washington en compagnie de Mary Lincoln, et demanda à la fanfare militaire du *River Queen* de jouer la « Marseillaise » en son honneur. Le président ne put s’empêcher de faire remarquer au marquis qu’il avait fait tout ce voyage depuis la France pour entendre un hymne révolutionnaire que le Second Empire avait interdit ! Puis, à la surprise générale, il demanda au chef d’orchestre de jouer « Dixie », l’air emblématique des sudistes (mais aussi sa chanson préférée), et s’expliqua en ces termes : « Cet air est désormais propriété fédérale [et il est] bon de montrer aux rebelles qu’avec nous au pouvoir, ils auront tout loisir de l’écouter à nouveau[42]. »

Entré par le mariage dans la famille de Lafayette, Adolphe de Chambrun (1831-1891) n’éprouvait aucune sympathie pour le régime impérial de Napoléon III. Le ministère français des Affaires étrangères lui avait néanmoins confié une mission officieuse consistant à enquêter sur l’évolution de la guerre de Sécession. Chambrun était arrivé aux États-Unis en février 1865, c’est-à-dire deux mois plus tôt, et était très rapidement entré dans le cercle intime des Lincoln. Grâce à cette proximité, il put ainsi assister de près à de nombreux événements qu’il narra au fur et à mesure dans

les lettres qu'il adressait à sa femme. D'où la scène de la fanfare ; d'où cette autre scène intervenue le 9 avril lors du retour de la famille présidentielle de Richmond vers la capitale fédérale (Seward avait eu un grave accident de voiture – mâchoire brisée, épaule disloquée – et le retour du président s'imposait) :

> Alors qu'on approchait de Washington, Mrs Lincoln, qui jusque-là avait regardé la ville en silence, eut cette phrase : « Cette cité est pleine d'ennemis. » Le président répondit avec un geste d'impatience : « Ennemis, jamais plus nous ne devons employer ce mot[43]. »

Lee répondit à l'offre de Grant en l'interrogeant de façon vague sur les conditions qui seraient mises à la reddition de son armée. En réalité, Lee voulait tenter une dernière sortie et forcer le rempart humain que Sheridan avait installé en travers de la route près d'un petit village nommé Appomattox Court House. L'assaut eut lieu à l'aube du 9 avril. Les soldats gris de Lee enfoncèrent sans trop de peine le premier obstacle formé par un alignement de chevaux, mais ils découvrirent ce que cachaient les cavaliers : deux corps d'infanterie auxquels vinrent s'ajouter, par l'arrière cette fois, deux corps supplémentaires. Encerclées et cinq ou six fois moins nombreuses, les troupes de Lee, et leur chef, durent accepter l'inéluctable. « Il ne me reste plus, décida le général vaincu, qu'à aller voir le général Grant, même si je préférerais mourir mille morts[44]. »

Grâce à un émissaire protégé par le drapeau blanc, il fit savoir à Grant qu'il était prêt à déposer les armes. Cela signifiait que la guerre était pratiquement terminée. Grant et Lee se rencontrèrent dans la maison d'un certain Wilmer McLean : en 1861, cet homme habitait près de Manassas, lieu de la première bataille de Bull Run, et sa maison servait de quartier général aux forces confédérées. C'est là qu'un

jour un obus yankee avait atterri dans la pièce réservée aux repas familiaux. L'homme avait alors déménagé et, à 200 kilomètres de là, s'était acheté une maison proche d'Appomattox – loin, pensait-il, du théâtre des opérations. Et c'est là, dans son propre salon, qu'allait se clore une guerre qui avait, quatre ans plus tôt, débuté dans sa salle à manger. Mais McLean joua de malchance : à peine la fin des combats paraphée, des soldats yankees dévalisèrent sa demeure, dérobant, malgré ses protestations et celles de sa femme, tout ce qui pouvait tenir lieu de souvenir ; quatre ans plus tard, suite aux difficultés que les McLean éprouvaient à rembourser leurs emprunts, la maison fut saisie par décision de justice et vendue aux enchères le 29 novembre 1869. L'Histoire n'a pas que des grandeurs.

Le 9 avril donc, vers 13 heures, Grant, dont la migraine s'était miraculeusement dissipée et qui portait un uniforme défraîchi de soldat de deuxième classe, rencontra un Lee en grande tenue et impressionnant de dignité. La conversation eut du mal à s'engager, mais, à la demande de Lee, Grant finit par aborder ouvertement les conditions qu'il proposait au vaincu. Ces conditions, conformes aux idées magnanimes du président, étaient particulièrement généreuses :

> Les officiers devront individuellement donner leur parole d'honneur qu'ils ne reprendront pas les armes contre le gouvernement des États-Unis jusqu'à ce que ces armes aient dûment été déposées. Chaque commandant de compagnie ou de régiment devra signer un engagement similaire au nom des hommes placés sous ses ordres. Les armes, engins d'artillerie et autres objets publics seront abandonnés et empilés, puis remis à l'officier que j'aurai désigné pour en prendre possession. Cela ne concernera pas les armes de protection des officiers, ni leurs chevaux et bagages personnels.

> Une fois ces mesures exécutées, chaque officier et homme de troupe pourra retourner chez lui, sans craindre d'être inquiété par les autorités des États-Unis dès lors qu'il tiendra parole et respectera les lois en vigueur dans son lieu de résidence[45].

Lee exprima sa satisfaction, mais expliqua que, dans son armée, contrairement aux usages de l'armée nordiste, les combattants étaient propriétaires de leurs montures. Aussi demanda-t-il une faveur supplémentaire : le droit pour les simples soldats de retourner chez eux avec leurs chevaux et leurs mules afin de pouvoir effectuer les labours et semis de printemps. Grant donna volontiers son accord et Lee le remercia en ces termes : « Cela produira sur mes hommes le meilleur effet possible [et] contribuera largement à l'apaisement de notre peuple[46]. » Lee ayant évoqué l'état lamentable de ses soldats, Grant fit un dernier geste et décida de faire parvenir à 25 000 d'entre eux trois jours de rations militaires.

Tandis que Lee paraphait l'accord, Grant, ému et plein de respect, s'efforça de détourner les yeux. Puis il présenta le chef des forces confédérées à son état-major, y compris à son secrétaire particulier, un Indien Seneca nommé Ely Parker. « Je suis heureux, déclara Lee, de voir ici un véritable Américain.—Nous sommes tous des Américains », lui répondit Parker[47]. Lorsque Lee quitta la maison des McLean et s'éloigna sur sa monture, les soldats yankees présents à l'extérieur exprimèrent bruyamment leur joie et la liesse se répandit, de loin en loin, dans toutes les unités. Grant ordonna aussitôt que cessent ces réjouissances, estimant que les Confédérés étaient désormais « [leurs] prisonniers » et qu'il serait inconvenant « de se délecter de leur défaite[48] ».

La fin réelle et totale de la guerre n'était plus qu'une question de jours ou de semaines. De fait, Johnston et son

armée se rendirent à William T. Sherman le 26 avril, l'ultime îlot de résistance étant celui de l'irréductible général indien Stand Watie, qui ne déposa les armes que le 23 juin à Fort Towson dans l'Oklahoma.

Lincoln fut informé de la reddition de Lee dans la soirée du 9 avril. Il annonça aussitôt la nouvelle à Mary – et fut réveillé à l'aube du jour suivant par le vacarme de cinq cents coups de canon destinés à prévenir les habitants de la capitale (une semaine plus tôt, neuf cents tirs avaient déjà salué la prise de Richmond). Une joie explosive s'empara aussitôt de la ville, tout le monde descendit dans la rue et une foule compacte se retrouva devant la Maison-Blanche, réclamant à tue-tête un mot du président. Celui-ci finit par apparaître, mais ne prononça que quelques phrases, expliquant sous les applaudissements qu'une manifestation officielle aurait lieu le lendemain au même endroit mais que, « si on [le] forçait d'avance à tout révéler par bribes, il n'aurait alors plus rien à dire ». Une fanfare était présente. En signe de paix et dans un esprit de réconciliation, Lincoln demanda alors aux musiciens de jouer successivement « Dixie » et « Yankee Doodle[49] ». Le président avait l'air aux anges, battant des mains et bissant l'orchestre plus fort que tous les autres.

Le lendemain, 11 avril, à la tombée de la nuit et à la lumière d'une simple bougie, il prononça depuis un balcon de la Maison-Blanche le dernier discours de sa vie, discours consacré à ce qu'on appellerait désormais la « Reconstruction » et qui montre à quel point l'avenir, et non le passé, était déjà au cœur de ses préoccupations. S'appuyant sur « l'espoir d'une paix juste et rapide », remerciant « Celui qui est à la source de tous les bienfaits » et annonçant une journée d'action de grâces, félicitant Grant, ses officiers et l'ensemble de ses hommes, et n'oubliant pas de rendre hommage au courage des vaincus, Lincoln énonça l'objectif à court terme qui était dorénavant

le sien : « le rétablissement de l'autorité nationale – ou reconstruction », tâche rendue difficile par le fait que, contrairement à ce qui se passe dans une guerre entre pays indépendants, il n'existe pas en l'occurrence d'« organisme autorisé avec qui nous puissions traiter ». Prenant l'exemple de la Louisiane, il se félicita que la nouvelle Constitution de cet État ait permis l'émancipation générale des esclaves, mais regretta que les autorités louisianaises n'aient ni prévu le droit à « l'apprentissage » pour les esclaves libérés, ni le « droit de vote » pour les plus « éclairés » d'entre eux comme pour ceux qui servaient « notre cause en tant que soldats ». Même si le treizième amendement était en cours de ratification, jamais Lincoln n'était allé aussi loin publiquement à l'égard des Noirs de l'Union – ce qui fit dire à certains qu'il s'était, sur ce point, rapproché des radicaux (majoritaires au Congrès).

En réalité, il différait d'eux sur deux points essentiels : la méthode de réintégration des États dissidents et les voies de la reconstruction. Autant les radicaux entendaient mener la vie dure aux sudistes et leur faire (économiquement et politiquement) payer leur trahison au prix fort, autant Lincoln envisageait une Union apaisée, à nouveau fraternelle et prête à aller de l'avant d'un même pas. Mais, avant cela, et afin d'y parvenir, il souhaitait une réintégration « douce » basée sur la volonté même des vaincus, alors que les radicaux désiraient, quant à eux, profiter de la victoire pour imposer aux sécessionnistes un rattachement rapide et sans conditions. Au-delà de ces différentes stratégies de paix, se posait à Lincoln la question technique et pratique de faire rentrer au bercail des États dissidents (et à maints égards disparates) qui n'avaient aux yeux du gouvernement fédéral aucune existence juridique. Dans un contexte aussi divers que compliqué, précisa Lincoln à l'adresse des radicaux, « aucun plan exclusif et inflexible ne saurait sans danger être prescrit ». Et de laisser entendre qu'il ferait sans doute « une nouvelle annonce à

l’intention des gens du Sud [lorsqu’il serait] convaincu que le moment [était] venu[50] ».

Aucun document ne permet de savoir ce que Lincoln envisageait de proposer dans sa « nouvelle annonce ». Peu après son discours il avait cependant exprimé au marquis de Chambrun sa « détermination à promouvoir la clémence contre tous ceux qui s’y opposent[51] ». Le plus probable, selon David Donald, le plus expert des biographes américains, est qu’il songeait à étendre à tous les États du Sud la proposition qu’il avait faite le 4 avril précédent à John A. Campbell : permettre aux membres de l’Assemblée (illégale) de Virginie de se réunir à titre provisoire et exceptionnel, avec pour unique objectif de désengager, politiquement et militairement, leur État de la Confédération et d’opérer un retour dans l’Union.

S’il acceptait ainsi l’idée d’accorder une « reconnaissance limitée aux autorités intérimaires », c’était non seulement pour qu’elles dissolvent les armées rebelles, mais aussi pour qu’elles restaurent un minimum et, si possible, un maximum de stabilité :

> Le gouvernement civil doit être rétabli, confia-t-il à Gideon Welles, il faut des tribunaux, de l’ordre, un état de droit, sinon la société va se déliter, les armées en déroute vont se transformer en bandes de voleurs ou de guérilleros, toutes choses que nous devons nous efforcer d’éviter[52].

Dans la foule, écoutant l’allocution de Lincoln avec beaucoup d’attention, se trouvait un certain John Wilkes Booth qui écumait de rage contre les propos « radicaux » du président sur l’avenir des esclaves affranchis. « Cela veut dire la citoyenneté pour les nègres », lâcha-t-il, hargneux, à l’oreille d’un de ses compagnons. « Eh bien, je le jure, j’aurai sa peau. C’est son dernier discours[53]. »

16

« Ô capitaine ! mon capitaine ! »

Pendant les jours qui suivirent, le président, confiant mais harassé (il avait en quelques mois perdu une vingtaine de kilos), travailla d'arrache-pied aux tâches courantes qu'il avait négligées durant sa longue semaine d'absence (à City Point, Petersburg, puis Richmond). Mais les ennuis politiques reprirent vite le dessus et Lincoln se rendit compte qu'il n'était pas au bout de ses peines. John Campbell et ses collègues de l'Assemblée de Virginie traînaient visiblement les pieds, et rien ne semblait progresser de ce côté-là.

Dans le Nord, nombreux de surcroît étaient ceux, parmi les radicaux, qui voyaient d'un mauvais œil les ouvertures à leurs yeux trop généreuses faites à des rebelles dont certains étaient encore en armes. Dans son discours du 11 avril, Lincoln, parlant des progrès insuffisants mais prometteurs de la Louisiane et en appelant aux vertus de la patience, avait usé d'une de ces métaphores dont il avait le secret : « Nous aurons plus vite le poulet en couvant l'œuf qu'en l'écrabouillant. » À quoi les radicaux, filant la métaphore, avaient répondu que « des œufs de crocodile ne pouvaient naître que des crocodiles[1] ». Pour eux, la politique trop arrangeante du président ne pouvait déboucher que sur la confusion et l'incertitude.

Seward étant toujours alité, Lincoln ne trouva personne au sein même de son cabinet pour soutenir son plan. Ni Edwin Stanton, ministre de la Guerre, ni Gideon Welles, ministre de la Marine, ni même James Speed, le frère aîné de Joshua, dont Lincoln avait récemment fait son ministre de la Justice, n'approuvèrent l'idée de laisser siéger une institution rebelle, en l'occurrence l'Assemblée de Virginie, afin qu'elle décide librement de son sort. Permettre que des instances

rebelles et illégales puissent en quoi que ce soit participer à l'entreprise de réorganisation était une perspective que ni le Congrès fédéral, ni le peuple ne pourraient accepter.

Ébranlé par une pareille levée de boucliers, Lincoln parut hésiter et confia même à Welles que, s'il avait commis une erreur, il « était prêt, si nécessaire, à la corriger ». Agacé, comme nous l'avons dit, par les atermoiements de Campbell et de ses compagnons, et conscient d'être peut-être allé trop vite en besogne, il télégraphia dès le 12 ses nouvelles instructions au général Weitzel, toujours en poste à Richmond : il lui expliqua qu'il n'avait jamais reconnu l'Assemblée de Virginie comme « légitime », mais en avait simplement appelé, à travers Campbell, aux « individus influents » qui avaient « tenu lieu » de structure législative – le seul pouvoir de ces personnalités étant de mettre un terme au soutien, notamment militaire, apporté par eux à la cause rebelle. Mais, Grant ayant mis hors d'état de nuire les forces virginiennes, le point de vue de Campbell et des siens n'avait plus à être pris en compte. La conclusion était simple et claire : « Empêchez désormais qu'ils se réunissent[2]. »

C'est sans doute à cause de ce revirement que Lincoln ne fit jamais « l'annonce à l'intention des gens du Sud » dont il avait parlé dans son discours de la veille. Certains sudistes crièrent à la trahison, à la parole non tenue ; d'autres reprochèrent à Lincoln le manque de clarté de ses propositions initiales.

Malgré ce recul tactique, le président ne sembla aucunement découragé dans sa volonté d'aboutir à une réintégration rapide et généreuse des États confédérés. Le 14 avril, à 11 heures, en présence de Grant venu faire un rapport sur la reddition d'Appomattox, se tint l'ultime réunion du cabinet présidentiel. Une seule question importante à l'ordre du jour : comment gérer la période de transition entre la situation présente et le retour dans

l’Union des divers États rebelles, chacun de ceux-ci présentant une équation différente ? De l’avis des personnes présentes, Lincoln, en ce jour fatal, était en grande forme et d’excellente humeur, Stanton confessant qu’il ne l’avait jamais vu « plus grand, plus grave, plus pleinement à la hauteur des circonstances[3] ».

C’est précisément à Stanton que revint l’honneur de présenter un projet transitoire et réaliste de retour progressif à la normale dans les États de l’ex-Confédération. Il proposa que des gouverneurs militaires soient désignés qui, dans le cadre de la loi martiale, s’emploient à gérer les affaires locales en attendant le rétablissement d’une organisation civile viable. L’objectif visé était de maintenir l’ordre et de faire appliquer les lois tout en remettant en route le fonctionnement des organes naturels de l’État : la collecte des impôts, l’acheminement du courrier, la réouverture des bureaux de poste, etc.

Lincoln approuva l’esprit général de ce plan, aux détails duquel il souhaitait toutefois prendre le temps de réfléchir. Ce délai de réflexion était à ses yeux d’autant plus nécessaire qu’un certain désaccord était apparu entre Stanton et Welles. Ce dernier s’opposait en effet à l’idée, avancée par le ministre de la Guerre, de désigner un gouverneur unique pour la Virginie et la Caroline du Sud et refusait farouchement qu’on modifie les frontières existantes.

Quelqu’un ayant soulevé la question du sort qu’il fallait réserver aux chefs rebelles, Lincoln redit son opposition aux représailles et réitéra le vœu qui était le sien de ne pas prolonger la violence par la violence : inutile de « pendre ou de tuer ces hommes, même les pires d’entre eux ». Si certains continuaient à semer le trouble, mieux valait « leur faire peur pour qu’ils quittent le pays » et donc « ouvrir les vannes, abaisser les barrières, les faire fuir ». Disant cela, il

secouait les mains « comme pour chasser un troupeau de moutons ».

Il était 14 heures. Le président leva la séance en demandant à tous de se pencher très attentivement sur le sujet de la reconstruction car, souligna-t-il, « il n'en est pas de plus considérable ni de plus important qui puisse se présenter à nous comme à quelque futur cabinet ». Comme à quelque *futur* cabinet : remarque de bon sens ou vision prémonitoire ?

Lincoln fit aussi remarquer à ses ministres et conseillers que la prochaine session du Congrès fédéral n'aurait lieu qu'en décembre et que cela laissait les coudées franches au gouvernement pour « ranimer les États et remettre leurs institutions en ordre de marche » sans être dérangé dans cette tâche par les « éléments perturbateurs » des deux chambres. Il songeait, disant cela, aux radicaux du Congrès dont « les motifs étaient bons mais irréalistes » et qu'habitaient souvent une « haine et un esprit de vengeance qu'il ne pouvait, lui, ni comprendre ni partager[4] ».

Pendant ce temps, John Wilkes Booth mettait la dernière main à son projet diabolique. Sachant que Jefferson Davis courait toujours et qu'en Caroline du Nord, les troupes de Johnston étaient toujours en état de se battre, il imagina un ultime moyen d'inverser le cours des choses : ce moyen consistait à plonger l'Union dans le chaos en décapitant la présidence.

Il avait d'abord imaginé enlever le président. L'idée n'était pas neuve : certains dans le Sud pensaient qu'une fois Lincoln entre leurs mains, il serait obligé de négocier avec les autorités confédérées et de mettre un terme à sa conquête militaire, tout comme il ne pourrait s'opposer, étant devenu otage, à la libération des dizaines de milliers de prisonniers sudistes détenus dans les prisons du Nord. C'est ainsi qu'en septembre 1864, peu avant la réélection

de Lincoln, un espion confédéré, Thomas Nelson Conrad, accompagné de trois comparses, avait réussi à s'infiltrer jusqu'à Washington, avec la ferme intention de s'emparer du président lors d'une de ses allées et venues entre la Maison-Blanche et la Maison du soldat. Mais Stanton avait, semble-t-il, été prévenu par une lettre anonyme, et Conrad avait dû renoncer à son entreprise tant la garde permanente du chef de l'État avait été renforcée.

Booth avait donc, dans un premier temps, repris ce projet à son compte. Après avoir contacté divers agents sudistes au Maryland, à Boston et au Canada, il avait décidé de kidnapper le président et de l'emmener derrière les lignes sudistes, aidé dans sa tâche par plusieurs acolytes, dont un Prussien d'origine, George A. Atzerodt, bon connaisseur des cours d'eau de la région et passeur d'espions ; un certain Lewis Powell (parfois appelé Lewis Payne), colosse brutal et borné qui avait servi dans les rangers de la Confédération ; enfin, David D. Herold, préparateur en pharmacie, garçon à l'esprit peu ouvert, mais excellent chasseur – et donc bon connaisseur des petits chemins de campagne aux alentours de Washington.

Quant à Booth lui-même, il était né en 1838 d'un père et d'une mère britanniques, le troisième de dix enfants. Ses parents possédaient une ferme à esclaves située à une quarantaine de kilomètres de Baltimore, mais la passion de son père, Junius Brutus Booth, était (outre l'alcool) le théâtre, et il fut sans doute le plus grand acteur shakespearien de son temps. L'un de ses frères, Edwin, était aussi un acteur reconnu, et le rêve de John fut dès le plus jeune âge de monter à son tour sur les planches. Il était beau, fin, distingué, séducteur, avait la parole facile et, compte tenu du milieu familial, eut peu de mal à obtenir ses premiers rôles. Mais autant il était drôle et comédien dans la vie, autant sa carrière théâtrale fut celle d'un tragédien, avec comme son père une prédilection particulière pour Shakespeare (l'auteur préféré de Lincoln !).

C’est ainsi que, parcourant le pays, il joua les seconds, puis les premiers rôles, d’abord dans *Richard III* (où il fut, à l’âge de dix-sept ans, le comte de Richmond – et fut copieusement sifflé), puis au fil du temps dans *Roméo et Juliette*, *Le Marchand de Venise*, *Jules César, Othello*, *Hamlet*, *Macbeth*, etc. Le 9 novembre 1863, au Ford’s Theatre de Washington, Lincoln, accompagné de sa femme ainsi que de Nicolay et de Hay, avait vu Booth interpréter le rôle du méchant, Raphaël, dans un drame intitulé *The Marble Heart* (« le cœur de marbre »). Ils s’étaient installés dans la loge la plus proche de la scène sur le côté droit – loge qui, un an et demi plus tard, allait se révéler fatale. La nièce de Mary Lincoln a raconté l’instant le plus mémorable de la soirée :

> À deux reprises, Booth, proférant de fort déplaisantes menaces liées à son rôle, s’approcha de la loge et frôla du doigt le visage de Mr Lincoln ; la troisième fois, je fus impressionnée et murmurai au président : « Mr Lincoln, c’est à vous qu’il a l’air de s’en prendre.—En effet, dit-il, il me regarde d’un œil bien perçant, n’est-ce pas[5] ? »

Il faut dire que Booth n’était pas seulement un acteur ; c’était aussi un ardent défenseur de la cause sudiste et de l’esclavagisme – cause devenue pour lui une sorte de religion. Le 2 décembre 1859, il avait tenu à assister (à Charlestown, Virginie) à la pendaison de John Brown et s’était joint, dans ce seul but et donc pour une brève période, à l’une des unités de protection, les Richmond Grays, dans laquelle on lui avait octroyé le grade de lieutenant. Sa profession de foi, exprimée en novembre 1864 dans une lettre à son beau-frère, J. S. Clarke, était on ne peut plus claire :

> Ce pays a été conçu pour l'homme blanc, non pour les Noirs. […] J'ai toujours considéré [leur esclavage] comme l'un des plus grands bienfaits (pour eux-mêmes comme pour nous) que Dieu ait jamais octroyés à une nation élue[6].

Une première tentative d'enlèvement eut donc lieu le 18 janvier 1865 au Ford's Theatre, établissement dont Booth, qui y avait souvent joué, connaissait le moindre recoin. Il avait chargé Herold de mettre en place plusieurs relais de chevaux entre Washington et le Maryland afin de faciliter la fuite des ravisseurs – et de leur proie. Sur place, l'idée était qu'un deuxième comparse ferme le robinet d'arrivée du gaz dans la cave du théâtre et plonge ainsi la salle dans les ténèbres et la confusion. À la faveur de l'obscurité et du chaos général, ligoter et bâillonner le président eût été un jeu d'enfant. Ne resterait plus qu'à le transporter dans un chariot bâché stationné à deux pas de l'entrée du théâtre. Hélas pour le projet des ravisseurs, la malchance voulut qu'en raison d'un violent orage Lincoln décida de ne pas sortir ce soir-là et de rester au chaud.

Guère découragé par ce contretemps, Booth programma une autre tentative de rapt pour le 17 mars, Lincoln devant ce jour-là se rendre dans un hôpital proche de la Maison du soldat pour y assister à une représentation de *Still Waters Run Deep* (*Se méfier de l'eau qui dort*). Mais à nouveau l'emploi du temps présidentiel fut modifié à la dernière minute, Lincoln ayant décidé, au lieu d'aller à ce spectacle, de passer en revue un régiment d'Indiana qui s'était particulièrement distingué en Caroline du Nord et d'adresser à ces troupes quelques paroles de félicitations.

Le gouvernement confédéré s'apprêtant pour la première fois à enrôler dans son armée plusieurs dizaines de milliers de Noirs, le président s'étonna, dans sa brève allocution, qu'on puisse demander à un esclave de « se battre pour pouvoir rester esclave ». Chaque fois, ajouta-t-il, « que

j’entends quelqu’un plaider en faveur de l’esclavage, j’ai une très forte envie qu’on lui impose d’en faire personnellement l’essai ». Et de conclure qu’il fallait en réalité se réjouir de ces enrôlements d’esclaves car ils montraient à quel point les dirigeants rebelles avaient touché « le fond[7] ».

Le 4 mars, Booth avait assisté depuis la tribune officielle au second discours d’investiture de Lincoln. Il était alors presque fiancé à Lucy (également appelée « Bessie ») Hale, fille du sénateur abolitionniste John P. Hale. Celui-ci, qui venait d’être nommé ambassadeur en Espagne, avait accepté le poste afin, notamment, d’éloigner sa fille de cet acteur qu’il n’appréciait guère et ne voulait pas voir entrer dans la famille. C’est Lucy qui avait obtenu un carton d’invitation pour celui qu’elle considérait alors comme l’homme de son cœur. Booth se retrouva du coup à quelques pas du président, mais il n’avait pas d’arme sur lui. D’où ses regrets : « Quelle extraordinaire occasion j’ai eue de tirer sur le président[8]. » C’est sans doute ce jour-là que l’idée d’un assassinat, plus simple à réaliser qu’un enlèvement, commença à germer sérieusement dans sa tête.

Cette idée, nous l’avons vu, ne tarda pas à trouver place dans ses propos. Effondré par la reddition de Lee (le 9 avril) et exaspéré par le fameux discours présidentiel du 11, il l’avait ouvertement exprimée : « Je le jure, j’aurai sa peau. » Coïncidence étrange, c’est également le 9, tandis que Lee paraphait sa défaite et que la famille présidentielle regagnait Washington, que Lincoln raconta à sa femme un rêve saisissant qu’il avait fait quelque temps plus tôt. Ce récit a été consigné en ces termes par un témoin de la scène, Ward Hill Lamon, fidèle garde du corps du président :

> Il y a une dizaine de jours je m’étais couché très tard. J’avais veillé jusque-là à cause d’importantes dépêches venues du front. Aussi, à peine au lit, très

> fatigué, je sombrai dans un sommeil profond. Et je me mis bientôt à rêver. Autour de moi semblait régner un silence de mort. J'entendis alors des sanglots étouffés, comme si des gens, assez nombreux, étaient en train de pleurer. Puis j'eus l'impression de sortir de mon lit et de descendre l'escalier. En bas, les mêmes sanglots poignants brisaient le silence, mais les personnes endeuillées n'étaient pas visibles. J'allais d'une pièce à l'autre sans rencontrer personne, mais les mêmes sons de détresse accompagnaient mon passage. Il y avait de la lumière dans toutes les pièces ; tous les objets m'étaient familiers ; mais où donc étaient tous ces gens qui s'affligeaient comme si leur cœur allait se déchirer ? Décidé à trouver la cause d'un état de chose aussi mystérieux et troublant, je poursuivis jusqu'au salon de l'Est et y pénétrai. Là m'attendait une surprise à donner la nausée. Face à moi se trouvait un catafalque sur lequel reposait un cadavre recouvert de draperies funèbres. Alentour je voyais des soldats qui paraissaient monter la garde et une foule de gens, certains fixant tristement du regard ce corps au visage voilé, d'autres versant des larmes pathétiques. « Qui est mort à la Maison-Blanche ? demandai-je à l'un des soldats.—C'est le président, me répondit-il, il a été assassiné. » C'est alors qu'une explosion de douleur monta de la foule et m'arracha à mon rêve. Cette nuit-là je n'ai pas pu me rendormir ; et, bien qu'il ne s'agisse que d'un rêve, j'en suis resté depuis étrangement perturbé.

À en croire Lamon, Lincoln ne croyait pas que ce rêve eût un rapport avec sa propre mort. Un peu plus tard, il lui expliqua sur un ton enjoué que ses craintes concernant un possible mauvais coup venu d'un ennemi caché « ne

tenaient pas debout » : dans ce rêve, poursuivit le président, « ce n'était pas moi le mort, mais une autre personne. Il semblerait que cet assassin fantomatique se soit fait la main sur quelqu'un d'autre. […] Oubliez cela. Je pense que le Seigneur, à sa manière et à son rythme, réglera la question au mieux. » Et de conclure en citant la fameuse tirade d'Hamlet : « Mourir, dormir. / Dormir, rêver peut-être. Oui, là est le hic[9] ! »

Reste, au-delà de cette remarque amusée, que Lincoln croyait à la signification des rêves, dans lesquels il voyait volontiers « la main du Tout-Puissant[10] ». Non seulement il s'intéressait aux songes, mais il aimait les raconter et il lui arrivait d'en tenir compte dans la vie : c'est ainsi qu'en juin 1863 il avait, dans une lettre, demandé à sa femme de ranger soigneusement le pistolet de Tad, expliquant qu'il avait « fait un rêve affreux[11] » au sujet de son fils. Deux ans plus tard, à Richmond, il avait rêvé que la Maison-Blanche était en flammes et avait suggéré à Mary d'aller voir si c'était vrai. Le dernier jour de sa vie, lors du conseil de cabinet auquel, outre le général Grant, avait été convié Frederick Seward, fils du ministre des Affaires étrangères, il confia qu'il lui arrivait souvent, avant un grand événement (Fort Sumter, Bull Run, Antietam, Gettysburg, Vicksburg, etc.) de se voir en rêve « à bord d'un vaisseau singulier et impossible à décrire », mais « toujours le même », et grâce auquel « il se déplaçait à grande vitesse » – ou bien il avait « le vague sentiment de flotter […] sur une immense et indistincte étendue en direction d'un rivage aussi sombre qu'incertain[12]. »

Le pressentiment qu'il ne mourrait pas d'une mort naturelle l'habitait depuis longtemps, et il en avait fait souvent part à ses interlocuteurs. À Harriet Beecher-Stowe, auteur de *La Case de l'oncle Tom* [t], il avait confié ceci : « Quelle que soit l'issue de la guerre, j'ai l'impression que je ne ferai pas long feu une fois le conflit achevé[13]. » Et, avant

son second discours d'investiture, il avait dit à un membre de son cabinet : « Si c'est la volonté [de Dieu] que je meure de la main d'un assassin, je ne pourrai que me résigner. Je dois accomplir mon devoir tel que je le vois et laisser le reste à Dieu. » Puis à une autre personne, en 1864 : « À supposer qu'on me tue, je ne peux mourir qu'une fois, mais vivre dans la peur permanente de cela, c'est mourir encore et encore, indéfiniment. » Il s'efforçait donc de ne pas y penser, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir dans un casier de son bureau une enveloppe marquée « Assassinat » dans laquelle figurait la liste des quatre-vingts menaces d'attentat qui avaient jusque-là pesé sur sa vie[14].

Pendant ce temps, « l'assassin fantomatique » attendait son heure, et cette heure vint le 14 avril – date, cette année-là, du Vendredi saint. Booth passa vers midi au Ford's Theatre afin d'y prendre son courrier et il apprit de la bouche du gérant que le soir même, à 20 heures, le président, sans doute accompagné du général Grant, assisterait à une représentation de *Our American Cousin* (« notre cousin d'Amérique »). Cette comédie-farce en trois actes de Tom Taylor, créée à New York en octobre 1858, est aujourd'hui tombée dans l'oubli, sauf au regard de ce qui allait se passer lors de cette représentation du 14 avril.

La nouvelle de la venue au théâtre du président allait être annoncée l'après-midi dans toute la presse locale. La décision de Booth fut instantanée : ce serait ce soir-là. À 20 heures, il retrouva ses acolytes à l'hôtel Hernden House, établissement chic situé à une rue du théâtre, et leur donna ses instructions : Atzerodt serait chargé de tuer le vice-président Andrew Johnson à l'hôtel Kirkwood House où il demeurait. Mais l'homme se montra réticent car, expliqua-t-il, on l'avait recruté pour un enlèvement et pour rien d'autre. Devant la colère et les menaces de Booth, il finit cependant par donner son accord. Lewis Powell accepta, lui, le cœur léger, d'envoyer Seward *ad patres* en se faisant

passer pour un médecin dépêché à son chevet pour examiner sa blessure. Herold aurait pour rôle de guider Powell jusqu'au domicile du ministre. Quant au président, c'est naturellement Booth qui s'en chargerait.

Les trois agressions devaient avoir lieu en même temps, à 22 h 15 précises, les trois hommes devant, leur forfait accompli, fuir à cheval et se retrouver près d'un pont du Maryland, le Navy Yard Bridge, et à partir de là gagner le Sud. À ces trois principaux complices il convient d'ajouter six comparses au rôle mineur chargés du guet et de la surveillance ou de faciliter la fuite des meurtriers.

De retour d'Appomattox, Robert, le fils aîné du président, arriva à la Maison-Blanche juste à temps pour prendre le petit déjeuner avec son père – lequel s'était levé à 7 heures en ce 14 avril – et pour lui décrire en détail la reddition de Robert E. Lee. Mary Lincoln, manifestement très heureuse, était assise à l'autre bout de la table, entourée de son grand fils et du plus jeune, Tad, alors âgé de douze ans. Ce dernier était toujours affligé d'un palais fendu et zézayait avec un chuintement marqué, handicap qui en faisait de l'avis de tous le préféré de son père.

Lincoln engagea Robert à quitter l'uniforme et à reprendre ses études pendant quelques années, suggérant qu'il se lance ensuite dans une carrière juridique. Soucieux de se mettre à l'unisson de la bonne humeur générale, Robert présenta à son père un portrait du général Lee, le grand vaincu de l'armée sudiste. Plus ému qu'amusé, Lincoln eut ce commentaire : « Il a une bonne tête. Je me réjouis que la guerre soit enfin terminée[15]. » Tandis qu'il s'adressait à son fils, nota Elizabeth Keckley, « son visage respirait plus la joie qu'il ne l'avait fait depuis longtemps[16] ».

Pendant les deux heures qui suivirent le petit déjeuner, Lincoln rencontra plusieurs dignitaires, dont John P. Hale, qu'il avait récemment nommé ambassadeur en Espagne, et plusieurs membres du Congrès, ainsi qu'un pilote de bateau

fluvial dont la cargaison de coton avait été confisquée par les Confédérés. Puis, en compagnie de Grant, il se rendit à cheval au ministère de la Guerre pour savoir si on avait des nouvelles du général Sherman (en fait Johnston et ses troupes ne devaient déposer les armes qu'une semaine plus tard, le 21 avril).

À 11 heures, il était de retour à la Maison-Blanche pour commencer l'importante réunion de cabinet dont nous avons précédemment décrit le déroulement. Vers 14 heures, le Conseil terminé, Lincoln essaya d'organiser un groupe pour partager sa loge au Ford's Theatre. Grant, qui avait dans un premier temps accepté, se récusa au motif qu'il devait quitter Washington pour aller voir ses enfants à Burlington dans le New Jersey. Lincoln insista, arguant que le public serait très déçu de son absence. Mais un huissier entra à cet instant, porteur d'un message pour le général : c'était une missive de sa femme, Julia, lui rappelant qu'ils ne devaient pas manquer le train de 18 heures. En réalité, Mrs Grant avait eu des mots avec Mary Lincoln à City Point et elle n'avait aucune envie de passer la soirée avec elle. Lincoln invita alors les Stanton, mais le ministre de la Guerre, qui détestait le théâtre et dont l'épouse fuyait, elle aussi, la compagnie de Mrs Lincoln, refusa poliment, tout en adjurant le chef de l'État de ne pas se rendre à ce spectacle, car « c'était trop s'exposer[17] ».

Le président essuya plusieurs autres refus au cours de l'après-midi et dut attendre la dernière minute pour que quelqu'un se décide à l'accompagner, lui et sa femme : il s'agissait de Clara Harris, fille de Ira Harris, sénateur de New York, et de son fiancé le commandant Henry R. Rathbone, solide gaillard qui s'était distingué pendant la guerre – et qui, le cas échéant, pourrait efficacement protéger le président et son épouse. Le jeune couple eut, au demeurant, un destin tragique : Clara finit, en effet, assassinée par son mari en 1883 et ce dernier mourut en

1911 dans un asile d'aliénés, à Hanovre en Allemagne, où on l'avait interné.

La réunion de cabinet achevée, le président n'eut guère le temps de déjeuner et se contenta d'une pomme : il confia, semble-t-il, à sa femme que, Grant s'étant excusé, il n'avait plus, quant à lui, très envie de se rendre au théâtre ce soir-là : « S'il n'y avait pas le fait qu'énormément de gens seront déçus, je n'irais pas[18]. » Puis il regagna son bureau, afin d'y signer un monceau de papiers officiels et de recevoir une nouvelle série de dignitaires, dont le vice-président Andrew Johnson. Après avoir plus ou moins forcé plusieurs points de passage, une femme noire, visiblement pauvre et affamée, et répondant au nom de Nancy Bushrod, se présenta à la porte du bureau présidentiel : un garde lui ordonna de rebrousser chemin, mais Lincoln, qui avait entendu ses cris, vint lui-même ouvrir la porte et la pria d'entrer : son mari, lui expliqua-t-elle, ancien esclave engagé dans l'armée du Potomac, n'avait pas été payé depuis plusieurs mois et elle n'avait donc plus de quoi nourrir ses trois enfants ; d'où cet ultime recours au chef de l'État. « Vous avez droit à la solde de votre mari, lui répondit le président. Revenez demain à cette heure. Les papiers seront signés et à votre disposition. » Tandis qu'il la raccompagnait, il conseilla à Mme Bushrod d'« envoyer ses enfants à l'école » dès qu'ils n'auraient plus le ventre creux. Puis il la salua « comme si, déclara-t-elle, j'étais une vraie dame de naissance[19] ».

À 17 heures, soucieux de se délasser – et de tenir une promesse faite la veille –, Lincoln partit en calèche pour une longue promenade en compagnie de son épouse. Seuls deux cavaliers leur servaient d'escorte. Mary, ainsi qu'elle le confia à Francis B. Carpenter, peintre et ami de la famille, n'avait jamais vu son époux aussi « guilleret », aussi « enjoué ». Bien qu'elle-même fût dans le même état d'esprit, elle s'étonna de le voir si gai. « Mary, répondit-il en lui tapotant la main, je considère que *cette journée* marque

la fin de la guerre. » Et d'ajouter, d'une voix affectueuse : « À l'avenir, nous devrons l'un et l'autre faire preuve de plus d'allégresse : entre la guerre et la perte de notre cher Willie, nous avons l'un et l'autre touché le fond du malheur[20]. » Puis, à mesure que la promenade se prolongeait, il évoqua les belles années de leur jeunesse et la nécessité, maintenant que la guerre était pratiquement derrière eux, de se donner un peu de bon temps et « d'aller en Europe et en Terre sainte, de franchir les Rocheuses jusqu'en Californie, puis de retourner en Illinois où leur vie commune avait commencé » – et peut-être d'avoir une grande ferme sur les rives du Sangamon[21].

À leur retour, entre 19 heures et 19 h 30, le moment était venu de dîner et toute la famille se retrouva à table, Tad et Robert partageant avec leurs parents le souper froid que Mary avait préparé à la hâte. À 19 h 50, un ancien membre du Congrès, George Ashmun, demanda à voir le président, ne fût-ce que pour « une minute ou deux ». Lincoln ne pouvait refuser cette faveur à l'homme qui, en 1860, avait présidé la convention républicaine et avait été pour une bonne part à l'origine de sa désignation comme candidat. Il s'agissait, expliqua Ashmun, d'un important différend financier entre un particulier et le gouvernement au sujet d'un achat de coton, différend qui ne pouvait être tranché que par une commission *ad hoc*. Le président lui répondit, fort irrité : « J'en ai assez des commissions. Ce ne sont que des stratagèmes pour escroquer le gouvernement. »

Ashmun s'étonna d'être ainsi directement mis en cause, mais Lincoln se défendit aussitôt d'avoir proféré la moindre accusation *personnelle* et l'invita à revenir le lendemain à 9 heures afin de poursuivre la conversation. Il tira de la poche de son gilet une petite carte officielle et y griffonna l'heure du rendez-vous – les derniers mots écrits de sa main[22].

Il était 20 heures passées et Mary, à juste titre, piétinait d'impatience. Lorsqu'ils arrivèrent au théâtre, après être

allés chercher Clara Harris et Henry Rathbone à leur domicile, le spectacle était commencé depuis près d'une demi-heure. Le régisseur conduisit les quatre retardataires jusqu'au premier balcon. À la droite de la scène et la surplombant de 3,50 mètres, la loge présidentielle était en fait la réunion de deux loges, la cloison de bois ayant été enlevée afin de donner plus d'aise et d'espace aux illustres occupants. On avait même prévu une chaise longue, sachant que c'était le siège préféré du président. Quand celui-ci et Mary firent leur entrée dans la loge, une longue et immense ovation les salua, les deux actrices qui étaient en scène (dont la célèbre Laura Keene) cessèrent de jouer et l'orchestre entonna *Hail to the Chief* [u] (« Salut au chef »). Puis tout le monde se rassit (il y avait 1 675 spectateurs[23]) et la comédie reprit son cours.

Le président, en partie caché à la vue des spectateurs par les épaisses draperies encadrant sa loge, riait beaucoup et prenait, tout comme son épouse et ses invités, grand plaisir aux loufoqueries de la pièce. Heureuse de voir son mari aussi déridé, Mary s'était carrément blottie contre lui. Elle lui murmura : « Que va penser Miss Harris de me voir ainsi agrippée à toi ? » Il répondit avec un sourire : « Elle ne va rien penser du tout[24]. »

On en était à la deuxième scène du troisième acte. Une réplique particulièrement cocasse déclencha une bruyante salve de rires et d'applaudissements. C'est à peine si on avait entendu le coup de feu qui venait d'éclater dans la loge présidentielle. Il était 22 h 15.

Booth, figure connue de l'établissement, s'était introduit sans difficulté dans le théâtre en utilisant la porte des coulisses, était descendu dans les sous-sols, puis avait emprunté l'escalier conduisant au premier balcon. À l'heure dite, il avait pénétré dans la loge officielle et aussitôt déchargé son pistolet, un Derringer calibre 44 à un seul coup, dans la nuque du président. Puis, Rathbone s'étant

rué sur lui, il avait lâché son pistolet, saisi son poignard et porté un coup violent au bras de l'officier, le blessant profondément du coude jusqu'à l'épaule. Mary et Clara étaient pétrifiées. Sous les cris d'horreur du public, dont une partie avait cru que ce remue-ménage faisait partie de la pièce, il avait bondi de la loge sur la scène, se brisant la jambe gauche au terme de sa chute, mais prenant le temps de lancer au public la formule que Brutus avait, dit-on, employée après l'assassinat de Jules César : « *Sic semper tyrannis*[25] *!* » (« Ainsi finissent tous les tyrans ») – formule qui était également la devise de la Virginie !

Puis il avait non sans peine réussi à rejoindre la ruelle arrière où l'attendait son cheval que tenait en laisse un jeune machiniste du théâtre, Joseph Burroughs, surnommé « Peanut John » par ses collègues. Il ne lui restait plus qu'à s'enfuir au plus vite de la capitale, ce qu'il fit sans perdre un instant, tandis que Mary Lincoln hurlait depuis sa loge : « On a tiré sur le président ! On a tiré sur le président ! » Dans les jours qui suivirent, Booth, traqué de toutes parts, écrivit dans son journal intime ce qu'il pensait de son acte : « Il n'est pas question que j'aie du repentir. […] Dieu a simplement fait de moi l'instrument de son châtiment[26]. »

La première personne qu'on laissa entrer dans la loge après l'attentat était un jeune chirurgien des armées, âgé de vingt-trois ans, le Dr Charles Leale. Celui-ci fut bientôt rejoint par deux autres praticiens, Charles Taft et Alfred King. Les trois hommes ne purent que se rendre à l'évidence : le président respirait toujours, mais, la balle ayant traversé son cerveau de part en part, il ne survivrait pas, même si la mort pouvait ne survenir que quelques heures plus tard. On l'allongea avec mille précautions sur le sol, sous le regard paniqué et rempli de larmes de son épouse. Rathbone de son côté saignait de plus en plus abondamment et il fallut le transporter d'urgence à l'hôpital. L'idée de ramener Lincoln à la Maison-Blanche fut évoquée,

mais il était, lui, intransportable : son organisme ne résisterait pas aux cahots qu'imposaient à tout véhicule les rues pavées ou défoncées de la capitale.

Quatre soldats prirent le président par les épaules et les jambes et tous descendirent jusque dans la rue. Se frayant difficilement un chemin à travers la foule, ils se dirigèrent vers l'immeuble situé juste en face du théâtre, mais il n'y avait personne. Le propriétaire de la maison suivante – au numéro 453 de la 10e Rue – était sur le pas de sa porte. Il s'agissait de William Peterson, tailleur de son état, qui s'empressa d'accueillir le président blessé et le groupe de médecins et d'officiels qui l'accompagnait. On choisit d'installer Lincoln dans une petite chambre du rez-de-chaussée, mais cette chambre était louée à un jeune militaire, William T. Clark, simple soldat au 13e régiment d'infanterie du Massachusetts, qui accepta volontiers d'emporter ses affaires et de laisser la place. Il se révéla que le lit était trop court et qu'il risquait de s'effondrer si on arrachait le panneau de pied. Il fut donc décidé de mettre le corps en biais et de placer des coussins sous la tête du président.

L'attente dura quelque huit heures. Leale demanda qu'on aille chercher Robert K. Stone, médecin personnel du président, Joseph K. Barnes, chef du service de santé des armées, et le pasteur Phineas D. Gurley, confident de Lincoln en matière de religion. À la demande de Mary Lincoln, son fils Robert fut autorisé à venir, mais Leale s'opposa à ce que Tad quitte la Maison-Blanche. Le cadet de la famille était pourtant informé de la nouvelle, car l'attentat avait été annoncé au cours du spectacle (*Aladin*) donné ce soir-là au Grover's Theatre et auquel son tuteur l'avait emmené ; mais, estima le médecin, la vue traumatisante du corps mourant de son père n'était pas faite pour un enfant de cet âge.

Lorsque la respiration du président devint soudain caverneuse, Mary, épuisée par cette longue veille, poussa un cri strident et s'effondra, évanouie, sur le sol. Stanton, qui était présent ainsi que tous les membres du cabinet (à l'exception de Seward), ordonna qu'on l'évacue dans une autre pièce de la maison et qu'on ne la laisse plus entrer dans celle où agonisait son mari. Une fois calmée, elle fut cependant autorisée à reprendre sa place au chevet du mourant, mais fut à nouveau priée de sortir lorsqu'il apparut que le président était tout proche de la fin. Il s'éteignit à 7 h 22 du matin. Les médecins vinrent informer Mary : « C'est fini. Le président n'est plus[27] ! » Mary et Robert étaient en larmes. Stanton demanda au révérend Gurley de dire une prière, puis il lâcha ces mots devenus historiques : « Désormais il appartient à l'éternité » (*Now he belongs to the ages*)[28]. Mots historiques, mais aujourd'hui contestés ici ou là, certains prétendant que Stanton aurait dit de Lincoln qu'il appartenait désormais « aux anges » et non aux siècles futurs (le mot prononcé étant *angels* et non *ages*)[29].

Comme prévu et à l'heure prévue, Herold avait guidé Powell jusqu'à la place Lafayette (« Lafayette Square ») où se trouvait le domicile de William Seward. Celui-ci venait de s'endormir. Powell avait imaginé de se faire passer pour un envoyé du médecin personnel de Seward, le Dr Verdi. Il frappa à la porte et annonça au serviteur noir, William Bell, que le médecin en question l'avait chargé d'apporter au ministre souffrant un médicament d'une grande importance. Bell tendit la main pour le prendre, mais Powell expliqua qu'il avait reçu pour consigne de le « remettre personnellement » à Mr Seward. Bell répondit qu'il ne pouvait le laisser monter à l'étage. Une furie soudaine s'empara de Powell qui bouscula le serviteur, grimpa les marches et se retrouva face au fils du ministre, Frederick, que le vacarme avait tiré du lit. Il répéta à celui-ci l'objet de sa visite, mais Frederick, très irrité, refusa de le laisser

entrer dans la chambre où dormait son père. Powell fit mine de redescendre, puis se retourna soudain et pointa le canon d'un revolver vers le visage de Frederick, mais l'arme fit long feu. Powell bondit alors jusqu'à lui et lui asséna sur la tête deux coups de crosse d'une rare violence : Frederick s'effondra, inconscient et le crâne défoncé.

Alerté par tout ce brouhaha, George Robinson, le soldat qui montait la garde dans la chambre du ministre, ouvrit la porte. Powell s'engouffra dans la pièce obscure, assomma Robinson d'un coup de poignard sur le front et s'avança vers Seward qui venait de se réveiller et lui plongea son long couteau à travers le cou et le visage. Sous la violence du choc, Seward tomba du lit – ou se laissa tomber – mais heurta le sol de son épaule déjà démise. Powell s'apprêtait à l'achever lorsque entrèrent dans la pièce deux autres occupants de la maison qui tentèrent de s'emparer de lui et de le tirer vers l'arrière. Tandis que l'empoignade se déroulait, Bell sortit de l'immeuble en criant « Au meurtre ! Au meurtre ! » Affolé par la tournure des événements, Herold attacha le cheval de Powell à un arbre, monta sur le sien et s'enfuit au petit trot, poursuivi pendant quelques secondes par le serviteur noir. Dans la chambre, Powell continuait de batailler contre ses deux adversaires, les tailladant à tour de bras. Il finit par se dégager et se précipita vers l'escalier. Il aperçut une femme en chemise de nuit qui poussait des hurlements et se heurta dans sa descente à un homme élégamment habillé et qui semblait terrifié par ce qui se passait. Il s'agissait d'Emerick Hansell, jeune coursier du ministère. Powell lui plongea au passage son couteau dans la poitrine et se retrouva bientôt dans la rue. Constatant qu'Herold l'avait abandonné, il sauta sur sa monture et s'éloigna au galop[30].

Toute la maison et la plupart de ses occupants étaient ensanglantés. On fit venir d'urgence le médecin de famille – le désormais fameux Dr Verdi dont le nom et les consignes

avaient été usurpés. Il examina le corps de Seward et s'aperçut que, malgré l'horreur et l'énormité des plaies du visage et du cou, et en dépit de pertes de sang considérables, le ministre survivrait, car la veine jugulaire n'avait pas été tranchée – et ce grâce au support métallique qui maintenait en place sa mâchoire : « De façon étrange, note la biographe Doris Goodwin, son accident de voiture lui avait sauvé la vie[31]. »

La conspiration organisée par Booth connut un ultime et double rebondissement. George Atzerodt devait lui aussi, à 22 h 15, assassiner la victime qui lui avait été assignée, Andrew Johnson. Le vice-président venait de s'endormir dans sa suite, au rez-de-chaussée de l'hôtel Kirkwood House. Atzerodt avait loué une chambre au premier étage, presque à la verticale de la suite en question. Booth, qui redoutait qu'Atzerodt ne flanche au dernier moment, était passé au Kirkwood House avant de se rendre au Ford's Theatre. Une idée grandiose lui était venue à l'esprit : une fois Lincoln disparu, et dans l'hypothèse où Johnson échapperait à la mort, qui donc prendrait la suite, qui s'emploierait, cette fois dans l'émotion et l'acceptation générales, à poursuivre la même politique ? Qui, sinon le vice-président lui-même, devenu soudain chef de l'État ? Il fallait donc tout faire pour le compromettre et empêcher qu'il puisse succéder au président défunt. Booth demanda au réceptionniste une petite carte blanche sur laquelle il écrivit : « Je ne souhaite pas vous déranger. Êtes-vous là ? », y apposa sa signature et demanda qu'elle soit déposée dans le casier du vice-président. Johnson et lui ne s'étaient jamais rencontrés, mais, une fois Lincoln liquidé, comment le vice-président pourrait-il justifier la présence de cette carte dans son courrier ? On le soupçonnerait aussitôt d'avoir trempé dans la conspiration et il finirait ses jours non pas à la Maison-Blanche, mais dans un pénitencier fédéral.

Hélas pour Booth, à peine venait-il de quitter l'hôtel qu'y entra le colonel William A. Browning, secrétaire du vice-président. Comme à l'ordinaire, Browning prit et son propre courrier et celui d'Andrew Johnson. Une fois dans sa chambre, il fit le tri des lettres et tomba sur la carte que Booth avait signée. Il avait, lui, déjà rencontré l'acteur dans le Sud au terme d'une représentation théâtrale. Aussi fut-il flatté du geste courtois et du message de l'acteur, convaincu qu'il était d'en être le destinataire. Cette méprise eut pour triple conséquence de faire échouer le plan de Booth, de sauver la réputation de Johnson et donc de laisser l'histoire américaine suivre le cours normal que lui prévoyait la Constitution.

Par ailleurs, nous l'avons vu, Atzerodt avait dès l'origine hésité à accomplir sa mission meurtrière. L'heure fatidique approchant, ses réticences redoublèrent. Il était près de 22 heures. Il lui restait encore quinze minutes avant d'agir. Assis au bar de l'hôtel, il décida finalement de renoncer, s'offrit un dernier verre et quitta l'hôtel pour ne plus y reparaître. Le lendemain, la police trouva sous son oreiller un revolver et un couteau de chasse, puis, à la suite d'une fouille plus approfondie de sa chambre, un livret bancaire au nom de John Wilkes Booth. Son compte était bon. Il fut arrêté cinq jours plus tard, le 20 avril.

Vers 2 heures du matin, Andrew Johnson se rendit à pied et sans escorte jusqu'à la maison des Peterson et s'inclina longuement devant la dépouille du président. Il dit quelques mots à Stanton, pour l'heure responsable du pays, puis à Robert, puis à Mrs Lincoln, toute gémissante et écrasée de chagrin, puis, toujours à pied, rentra seul chez lui. À 11 heures, dans sa suite du Kirkwood House et en présence d'une poignée de ministres et dignitaires, il prêta le serment traditionnel devant le président de la Cour suprême et devint le 17^{e} président des États-Unis. Ses premières paroles furent celles-ci : « Les charges de la fonction

m’incombent [désormais] et je les assumerai. Les conséquences sont dans les mains de Dieu[32]. »

À peine adoubé, il reçut la visite de deux élus du Congrès venus le féliciter, le sénateur Ben Wade et le député Laurens Dawes. Wade n’y alla pas par quatre chemins : « Je remercie Dieu que vous soyez ici. Lincoln était trop habité du lait de la tendresse humaine pour s’occuper de ces satanés rebelles. Désormais ils seront traités comme ils le méritent. » Peu avant – c’est-à-dire huit heures à peine après la disparition du président – les dirigeants radicaux du parti républicain s’étaient réunis afin d’envisager « une ligne politique moins conciliante que celle de Mr Lincoln[33] », n’hésitant pas à décrire sa mort comme « une aubaine pour notre cause ». Désormais, lança même Ben Wade, « gouverner [c’est-à-dire appliquer la ligne dure du parti] ne sera plus un problème[34] ».

Pour l’heure, deux tâches urgentes attendaient le gouvernement : retrouver les assassins et préparer pour le président disparu des funérailles qui soient à la hauteur de l’événement.

S’agissant des conspirateurs, la qualité de leur organisation et le synchronisme de leurs actes poussèrent vite certains, notamment Stanton, à penser que derrière ces meurtres ou tentatives de meurtre dont avaient été victimes, ou failli être victimes, les trois principaux personnages de l’État se cachait un complot visant à déstabiliser politiquement le pays. Coupables tout désignés : les autorités confédérées en déroute – le cerveau de l’opération ne pouvant être que Jefferson Davis lui-même. Ce dernier décrivit plus tard ce qu’il avait ressenti en apprenant l’assassinat de Lincoln : « La nouvelle m’attrista beaucoup car je voyais en Mr Johnson un homme cruel qui n’avait ni le pouvoir, ni la générosité que, je crois, Mr Lincoln possédait. » Quant au général Lee, il déclara de son côté que ses regrets à l’annonce de la disparition de Lincoln

étaient aussi forts « que ceux de n'importe quel citoyen du Nord », ajoutant même qu'à Appomattox ce qui l'avait conduit à se rendre, c'était « autant la bonté [du président] que l'artillerie de Grant[35] ».

Grâce aux moyens télégraphiques, la nouvelle des deux attentats, puis celle de la mort du président se répandirent, aussitôt connues, dans l'ensemble du pays. Aux yeux de nombreux responsables, militaires aussi bien que politiques, le malheur qui venait de frapper l'Amérique constituait, outre une tragédie nationale, « une perte irréparable pour le Sud » tant le président avait de l'après-guerre civile une vision « généreuse et magnanime » (Grant). Tous nés sudistes, les Blair (père et fils) étaient également, et pour les mêmes raisons, effondrés :

> Les sympathisants du Sud, nota Elizabeth Blair dans une lettre à son mari, savent désormais qu'ils ont perdu un ami soucieux de les protéger et de les servir – et plus à même de le faire que n'importe quel autre dirigeant, que d'ailleurs ils ne trouveront jamais[36].

L'ensemble du Nord était en deuil. Dès le lendemain, les grandes villes furent le théâtre de rassemblements aussi silencieux que spontanés, toute la presse se faisant l'écho du sentiment populaire. Les journaux radicaux s'empressèrent en pleine nuit de changer les gros titres prévus et de remplacer leurs éditoriaux (souvent critiques à l'égard de la reconstruction « douce » chère à Lincoln) par des éloges sans réserve du grand président disparu. Les commerces interrompirent leurs activités, on ferma les écoles, on mit les drapeaux en berne, un seul et unique sujet alimenta les conversations.

Mais dans le Sud aussi – et pas seulement parmi les Noirs – se répandit une authentique vague d'affliction. Le *Richmond Whig*, par exemple, n'hésita pas à écrire que la

mort de Lincoln représentait « le coup le plus rude qui ait jamais frappé le peuple du Sud[37] ».

À la Maison-Blanche, Robert Lincoln se retrouva face à de nombreuses et lourdes tâches. Il demanda au juge David Davis, vieil ami de la famille, de venir de Chicago à Washington pour l'aider à « prendre en charge les affaires de [son] père[38] ». Mais sa préoccupation première était de veiller sur sa mère dont l'état psychologique semblait se détériorer d'heure en heure, les crises successives de chagrin lui coupant la respiration et menaçant parfois de l'asphyxier. Elle refusa de coucher dans sa propre chambre tant il lui était insupportable d'être mise en présence de quoi que ce fût qui lui rappelât trop vivement son mari disparu. On l'installa dans une petite chambre de remplacement et sa fidèle couturière, Elizabeth Kekley, vint finalement prendre le relais de Robert. Le cœur et l'esprit ravagés, incapable de penser à autre chose qu'à la perte de son époux, Mary resta alitée de façon quasi permanente pendant les six semaines qui suivirent. Sa raison ne tenait plus qu'à un fil. Il était pour elle hors de question qu'elle se lève le jour des funérailles officielles et moins encore qu'elle paraisse en public. Tandis qu'au rez-de-chaussée de la résidence présidentielle des ouvriers mettaient la dernière main au catafalque qui allait accueillir le cercueil de son mari, elle exigea qu'on assourdisse les coups de marteau, car « chaque claquement lui rappelait le tir de l'assassin[39] ».

Pendant ce temps, les conspirateurs couraient toujours, mais étaient activement recherchés. La traque lancée par Stanton aussitôt après la mort du président et l'attentat contre Seward fut menée tambour battant et atteignit ses objectifs en l'espace de quelques jours. Une somme de 100 000 dollars était promise à quiconque permettrait l'arrestation des coupables présumés ; des affichettes furent apposées en tous lieux. Les trois principaux acolytes de

Booth – Atzerodt, Powell et Herold – furent bientôt arrêtés et jugés par un tribunal militaire pour conspiration et assassinat. Ils furent pendus le même jour, le 7 juillet 1865, à Washington.

Quant à Booth lui-même, sa culpabilité ne fut pas difficile à établir, car au Ford's Theatre ils étaient plusieurs à l'avoir reconnu. De plus, dans l'après-midi du 14 avril, jour de l'assassinat, Booth avait rédigé une longue lettre expliquant les motifs de son projet criminel et l'avait signée de son nom, ajoutant pour faire bonne mesure celui de ses trois complices. Cette lettre, qui était un aveu et prouvait en outre l'existence d'une conjuration, il l'avait remise à John Matthews, l'un des acteurs qui devaient le soir même jouer dans *Our American Cousin*. Avant de quitter son ami comédien, il lui avait demandé, au prétexte qu'il serait sans doute absent, de la transmettre le lendemain avant midi au rédacteur en chef d'un important journal de la capitale, le *National Intelligencer*. Après le meurtre du président, Matthews était rentré à son hôtel, avait ouvert la lettre et l'avait lue et relue. Craignant, si l'on découvrait ce pli dans sa chambre, d'être lui aussi accusé de conspiration, il l'avait aussitôt brûlée, mais il garda en mémoire l'essentiel de son contenu, notamment la phrase finale : « Le monde me blâmera peut-être pour ce que je m'apprête à accomplir, mais je suis sûr que la postérité me donnera raison[40]. »

Après l'assassinat, Booth et Herold s'étaient retrouvés à l'extérieur de la capitale et avaient fait route ensemble à travers le Maryland, s'arrêtant au passage à l'auberge d'une amie, Mary Surratt, qui, également propriétaire d'une pension à Washington, leur avait fourni une aide logistique dans la phase préparatoire des attentats (elle sera, elle aussi, pendue le 7 juillet[41]). Après diverses péripéties, dormant dans les bois, guidés à travers les marais par deux sympathisants confédérés, ils étaient parvenus le 22 avril à

traverser le Potomac et, une fois en Virginie, avaient trouvé refuge dans une grange, non loin de Bowling Green.

Mais, en dépit des précautions prises, leur équipée n'était pas passée inaperçue et ils se retrouvèrent bientôt (le 26, à 2 heures du matin) encerclés par une unité de cavalerie. Herold se rendit sans tarder, proclamant son innocence haut et fort. Booth, lui, refusa de sortir, insensible aux menaces d'incendie proférées par le chef d'unité, le lieutenant Edward Doherty. Sommé de se rendre, il répondit : « Je peux laisser des amis s'emparer de moi, mais pas des ennemis jurés[42]. » Tandis que l'officier faisait mine de négocier avec lui, l'un des cavaliers se glissa derrière la grange et mit le feu à de la paille qui dépassait du mur. Les flammes se propagèrent aussitôt à l'intérieur et Booth n'eut d'autre choix que de se présenter dans l'embrasure du portail. Un coup de feu, tiré par le sergent Boston Corbett, l'abattit aussitôt d'une balle dans la nuque (à l'endroit même où Lincoln avait été atteint). Booth mit cinq heures à mourir. Dans un dernier geste, il regarda ses mains, puis murmura : « Inutile, inutile[43]. » Ramené à Washington, on l'enterra en grand secret dans le sol d'un pénitencier. Le tireur, Corbett, qui avait agi sans ordre, fut à son tour soupçonné d'être un complice de Booth et d'avoir cherché, en le supprimant, à le réduire au silence. Mais il fut innocenté au bout de quelques jours.

Peu avant sa mort, la veille peut-être, Booth, barricadé dans sa grange, avait écrit dans un carnet retrouvé sur lui une confession qui, à bien des égards, ressemble à la tirade ultime d'un tragédien :

> Je suis là, livré au désespoir. Et pourquoi ? Pour avoir fait ce qu'on honore Brutus d'avoir accompli ou ce qui a fait de [Guillaume] Tell un héros. Et pourtant, moi qui ai abattu un tyran plus grand que ceux qu'ils ont connus, on me regarde comme un vulgaire coupe-jarret. Il y a dans mon acte plus de

> pureté que dans les leurs. […] Je ne regrette en rien le coup que j'ai porté. Peut-être devant Dieu, mais pas devant les hommes. Je pense avoir bien fait. J'ai beau être abandonné et avoir sur ma tête la malédiction de Caïn […], mon âme est trop grande pour que je meure comme un criminel. […] Ah, que Dieu m'épargne cela et me permette de mourir avec bravoure [44].

Loin de là, dans les salons endeuillés de la Maison-Blanche, le jeune Robert Lincoln avait suggéré à Stanton et, à travers lui, aux plus hautes autorités de l'État que les cérémonies funéraires consacrées au président disparu aient lieu le mercredi 19 avril.

Il fit très beau ce jour-là, comme si le printemps avait décidé de jeter un peu de soleil sur la tristesse de tout un peuple. Les murs extérieurs de la résidence présidentielle étaient presque entièrement recouverts de crêpe. À l'intérieur, on avait tendu des morceaux de toile noire sur l'ensemble des miroirs et des lustres. Le catafalque, décoré de fleurs blanches et de lys, avait été placé dans la pièce la plus spacieuse (*East Room*). Lincoln, la tête légèrement relevée par un coussin, reposait dans un cercueil de noyer massif au pied duquel on avait installé un lit de roses.

À midi, quelque six cents personnes se retrouvèrent dans la salle mortuaire : outre Robert et Tad, inconsolables, et les autres membres de la famille (Mary Lincoln exceptée), il y avait là le nouveau président entouré de ses ministres, le corps diplomatique, les juges de la Cour suprême, de très nombreux membres du Congrès, les gouverneurs de plusieurs États, les représentants de l'armée (dont Ulysses S. Grant – en larmes et ne cherchant pas à dissimuler son chagrin), les autorités des diverses Églises, bref les plus hauts dignitaires que comptait le pays. Au terme de la cérémonie religieuse, ponctuée par les prières de *quatre* ministres du culte (Lincoln ne pouvant être rattaché à

aucune confession particulière), le convoi funèbre s'ébranla en direction du Capitole. Il était 14 heures.

En tête, précédant et protégeant le cercueil, marchait une unité de soldats noirs ; puis venaient la famille et l'ensemble des officiels, suivis de nombreuses troupes des différentes armes, elles-mêmes suivies d'une foule d'environ 4 000 anciens esclaves récemment libérés. Le glas de tous les clochers de la capitale et des villes voisines se mit à sonner, couvert à intervalles réguliers par des salves d'artillerie. Parmi les 60 000 personnes qui purent ce jour-là apercevoir le cortège figurait William Seward, mais celui-ci, loin d'être remis de l'attentat dont il avait été victime, dut se contenter de regarder l'événement par la fenêtre de sa chambre. Au terme du parcours, le cercueil fut déposé sous la rotonde du Capitole et les citoyens ordinaires purent le lendemain – de 10 heures du matin à minuit – venir s'incliner devant la dépouille du président. On estime qu'il en défila 25 000.

Le 21 au matin, le cercueil fut transporté jusqu'à la gare de Washington et entama un voyage de quatorze jours jusqu'à Springfield, car c'est là que Lincoln devait être inhumé (en même temps d'ailleurs que Willie, dont on avait, à cette occasion, recueilli les restes au cimetière de Georgetown). Robert était du voyage. Accompagné d'une nombreuse délégation d'officiels et de dignitaires (sans compter les proches et les amis de la famille), il dut se prêter aux multiples hommages rendus à son père dans toutes les villes traversées : Baltimore, Philadelphie, New York et bien d'autres. New York fut le théâtre d'un immense cortège qui parcourut la ville d'une extrémité à l'autre – « le plus long, nota le *Harper's Weekly*, qui ait jamais rempli les rues de la grande métropole[45] ».

Après New York, ce fut Albany, Buffalo, Cleveland, Indianapolis – puis Chicago, où se déroula un défilé presque aussi imposant que celui de New York. Durant ce vaste

périple – calqué, en sens inverse, sur celui qu'avait effectué Lincoln après son élection à la Maison-Blanche –, les habitants des grands centres urbains ne furent pas les seuls à saluer le président sur son passage : « Sept millions d'hommes, de femmes et d'enfants aux visages assombris, écrit James McPherson, se post[èrent] le long des voies pour apercevoir le train qui ramenait chez lui le défunt président[46]. » Le train arriva à Springfield le 3 juin et Lincoln fut enterré le lendemain dans le caveau de famille d'Oak Ridge Cemetery.

Ainsi fut honorée la disparition d'un homme et d'un président que beaucoup de ses compatriotes avaient combattu, mais dont chacun ou presque reconnaissait désormais la dimension exceptionnelle. Aucun président avant lui n'avait eu une naissance aussi modeste, un parcours aussi prodigieux, une mort aussi brutale. Certains lui reprochaient d'avoir, à l'occasion de la guerre, renforcé à l'excès le rôle du pouvoir central et abusé ici ou là des suspensions de l'*habeas corpus* et autres libertés individuelles, mais nul ne pouvait nier que cet homme avait finalement sauvé l'Union, aboli l'esclavage et cherché, au-delà de l'*Union* elle-même, à garantir l'*unité* du peuple américain en misant sur la réconciliation, et non, comme les radicaux de son parti, sur l'esprit de vengeance.

Les plus reconnaissants étaient bien sûr les Noirs : le treizième amendement, que Lincoln avait signé en février et qui imposait l'affranchissement de l'ensemble des esclaves, fut de fait ratifié huit mois plus tard, le 6 décembre[v]. À cet amendement de portée générale vinrent s'en ajouter deux autres : d'abord le 14e, adopté le 16 juin 1866, grâce auquel la citoyenneté fut officiellement accordée aux anciens esclaves ; puis le 15e, en date du 25 février 1869, précisant, face aux réticences et tricheries de certains sudistes, qu'il était interdit de priver qui que ce fût du droit de vote « pour

raison de race, de couleur ou d'état de servitude antérieure[47] ».

Comme nous l'avons déjà indiqué, la mise au pas des États rebelles fut infiniment plus rude et revancharde que celle qu'avait envisagée et préparée Lincoln. À la reconstruction « douce » qu'il souhaitait et qui visait à « panser les plaies du pays » succéda – pendant vingt ans ! – ce qu'on a depuis appelé la « reconstruction radicale ». Oubliant les idéaux généreux et humanitaires qui avaient présidé à la naissance de leur parti, les républicains radicaux, maîtres du Congrès, n'eurent plus qu'une idée en tête : exploiter la victoire du Nord et manipuler ou truquer le vote des anciens esclaves afin de consolider, contre les Blancs du Sud et avec le soutien de la classe industrielle, les avantages économiques considérables qu'ils avaient accumulés à la faveur de la guerre. Mais nous entrons là dans une autre histoire.

Poètes, écrivains, idéologues, chacun dans son style propre, rendirent bientôt hommage au président Lincoln et chantèrent ses louanges, aux États-Unis comme à l'étranger. Le 13 mai 1865, par exemple, l'Association internationale des travailleurs, dont le siège était à Londres, adressa au président Johnson une lettre de condoléances revêtue de trente-huit signatures, dont celle de Karl Marx. Cette lettre brosse un portrait à la fois juste et superbe de l'ancien président :

> C'était un homme jamais abattu par l'adversité ni grisé par le succès, inflexiblement attaché à sa grande entreprise, ne la compromettant jamais par une hâte aveugle, mûrissant lentement sa démarche, ne revenant jamais en arrière, ne cédant jamais à une vague de faveur populaire, jamais découragé par un abaissement du pouls de l'opinion, tempérant la sévérité de ses actes par la générosité du cœur […] ; bref, un des rares hommes

qui aient réussi à devenir grands sans cesser d'être bons[48].

Reprenant la métaphore chère à Lincoln du commandant de navire et de son indivisible cargaison[49], Walt Whitman, le plus grand poète américain du siècle, publia le 4 novembre suivant, dans un journal new-yorkais, quelques strophes intitulées « Ô capitaine ! mon capitaine ! », qui continuent en Amérique – comme ailleurs – de hanter les mémoires :

Ô le rouge des gouttelettes
Là, sur le pont, où gît mon capitaine,
Tombé mort et glacé
[…]
De l'effrayante traversée le vaisseau, but atteint,
rentre au port.
Ô rives, exultez, sonnez, ô cloches,
Tandis que d'un pas endeuillé
J'arpente, moi, le pont où gît mon capitaine
Tombé mort et glacé[50].

La presse américaine, en tout cas celle qui n'avait pas été tendre avec la politique du président, changea soudain de ton et, comme nous l'avons vu, se mit à encenser le héros disparu. Le même phénomène se produisit en Grande-Bretagne, notamment dans les journaux satiriques qui s'empressèrent de faire amende honorable. C'est ainsi qu'un journaliste de *Punch*, Tom Taylor, ancien pourfendeur du président américain et qui, avec d'autres, l'avait traité de « vaurien barbu, de charlatan vulgaire et de bête repoussante [51] », admit bientôt qu'il avait honte de ses railleries passées et que la mort de Lincoln lui permettait enfin

De voir dans ce valet de ferme l'égal des princes,

Dans ce fendeur de bûches un authentique roi des hommes[52].

En France, l'émotion provoquée par l'assassinat de Lincoln fut considérable. En dehors des condoléances officielles aussitôt exprimées par l'Empereur et les deux chambres du Parlement, les manifestations de sympathie se multiplièrent dans le pays. Trois mille étudiants défilèrent devant la légation des États-Unis. Les élèves des écoles firent parvenir à John Bigelow, ministre plénipotentiaire américain, une lettre qui disait :

> Nous pleurons dans le président Lincoln un concitoyen, car [...] nous tenons pour nôtre toute contrée où il ne se trouve ni maîtres ni esclaves, où tout homme est libre ou se bat pour le devenir. Nous sommes les concitoyens de John Brown, d'Abraham Lincoln et de M. Seward.

Victor Hugo, depuis son exil de Guernesey, avait peu après la mort de Lincoln écrit une lettre attristée à Andrew Johnson, puis il avait, ainsi que Littré, Jules Michelet, Victor Schœlcher, Louis Blanc, Edgar Quinet et quelques autres, lancé une souscription dont le montant individuel avait été fixé à « deux sous » et dont le but était d'offrir à Mary Lincoln une médaille d'or en l'honneur de son illustre époux. Plus de 40 000 personnes répondirent à l'appel. Chargé de remettre la médaille à Bigelow, le député Eugène Pelletan put déclarer : « Dites à Mme Lincoln que, dans cette petite boîte, est le cœur de la France. » Le dernier mot revient sans doute à Montalembert qui, dans un texte de quatre-vingts pages publié en 1865 par l'hebdomadaire *Le Correspondant*, salua « l'âme plébéienne » du bûcheron devenu président et sa capacité « à transporter la politique jusque sur les hauteurs de la vie morale[53] ».

Durant les semaines que Mary Lincoln continua de passer à la Maison-Blanche, elle ne reçut presque personne et ceux, très rares, dont elle accepta la visite se dirent horrifiés du spectacle qu'offrait à leurs regards une femme « plus morte que vivante, brisée par les horreurs de cette terrible soirée, physiquement malade et épuisée[54] ». Son refus de recevoir la visite et les condoléances des représentants de la haute société locale fit beaucoup pour noircir l'image que l'élite de la capitale conserva d'elle jusqu'à sa mort.

Mary ne sortit de sa torpeur que lorsque à son retour de Springfield Robert lui annonça l'initiative qu'envisageaient d'y prendre les élus municipaux, à savoir l'édification, au centre de la ville, d'un mémorial qui servirait en même temps de tombeau officiel au président disparu. Pour elle, il n'en était pas question, car c'eût été trahir le vœu qu'avait toujours exprimé son mari : être enterré dans le cimetière d'Oak Ridge, où d'ailleurs il reposait désormais.

Il fut alors décidé que Mary et les siens quitteraient Washington à la mi-mai, mais le départ fut plusieurs fois retardé, d'une part parce que Mary sombra à nouveau dans la dépression et, ceci expliquant peut-être cela, parce qu'elle n'entendait pas retourner dans sa maison de Springfield, habitée de tant de souvenirs, et ne savait donc pas où aller. Au grand soulagement d'Andrew Johnson, la famille Lincoln fit ses adieux à la Maison-Blanche et à Washington le 22 mai – veille d'une immense célébration, étalée sur deux jours, à la gloire des armées de l'Union (une journée de défilés et de fêtes pour l'armée du Potomac, une autre pour les troupes du front ouest). Mary manqua tout cela et, entièrement vêtue de noir, quitta dans la plus grande discrétion – et la plus grande indifférence – le palais où elle avait passé plus de quatre ans de sa vie : « Aucune pompe, écrit Jerrold Packard. Aucun ami pour saluer son départ. Personne pour s'intéresser au fait que la veuve

d’Abraham Lincoln quittait la capitale du pays que celui-ci avait sauvé[55]. »

Accompagnée de ses deux fils et d’Elizabeth Keckley, Mary gagna donc Chicago et s’installa pendant quelque temps dans un hôtel chic, le Tremont House – si chic et si coûteux qu’elle s’empressa de louer un trois pièces dans un trou perdu à une dizaine de kilomètres de la métropole. Mais elle n’avait rien à faire dans ce logement isolé de tout, hormis se morfondre à longueur de journée. Elle confia au répétiteur de son cadet que, sans son « précieux » petit Tad, elle « accueillerait volontiers la mort[56] ». Robert faisait, lui aussi, grise mine car il devait, matin et soir, se rendre à Chicago en tramway pour poursuivre son apprentissage juridique dans un cabinet d’avocats.

Les veuves de présidents ne percevaient à l’époque aucune pension. L’ensemble des biens laissés à sa mort par Lincoln s’élevait à la somme de 85 000 dollars, la maison de Springfield incluse. Le président n’ayant rédigé aucun testament, la somme dut être partagée entre les héritiers directs, à savoir Mary et chacun de ses deux fils. Les intérêts de sa part représentaient une rentrée annuelle de quelque 1 800 dollars, somme qui aurait pu lui suffire si elle avait accepté de retourner vivre dans sa maison de Springfield où la vie était au demeurant moins chère que dans la région de Chicago.

Au lieu de quoi, ayant fin 1865 reçu du Congrès une indemnité forfaitaire de 25 000 dollars (un an du traitement annuel de son mari), elle s’acheta une maison à Chicago même (375 West Washington Street) pour la somme de 17 000 dollars. Mais, outre qu’elle n’avait pas les moyens de la meubler correctement, elle se trouva bientôt dans l’incapacité de payer et les charges et les frais d’entretien. À quoi s’ajoutait sa hantise d’avoir à rembourser les dettes (environ 20 000 dollars) qu’elle avait contractées du temps où elle vivait à la Maison-Blanche.

Robert, qui jusque-là vivait encore chez sa mère, fut admis au barreau de l'État d'Illinois le 25 février 1867. Disposant désormais d'une source de revenus, il décida un mois plus tard de devenir indépendant et donc de se procurer un logement (il trouva ce qu'il cherchait dans une artère très courue, Wabash Avenue). Lié à sa nouvelle situation, ce changement de domicile répondait, à terme, à une autre nécessité : avant son départ de Washington, Robert s'était en effet fiancé à Mary Eunice Harlan, fille d'un sénateur de l'Iowa – et le jour des noces était en vue. Le mariage eut lieu dans la capitale fédérale le 24 septembre 1868.

Une semaine plus tard, Mary Lincoln, qui pour éponger une partie de ses dettes avait revendu sa maison de Chicago et mis aux enchères ses anciens vêtements de *First Lady* (démarche que beaucoup jugèrent « inconvenante[57] »), quitta l'Illinois et l'Amérique en compagnie de Tad. Sa destination était l'Europe, et plus précisément l'Allemagne, où elle allait passer près de deux ans et demi, principalement dans la ville de Francfort.

Son éloignement ne l'empêcha pas de suivre avec anxiété les débats du Congrès concernant la demande de pension qu'elle avait formulée dès le début de son veuvage. De fait, le sujet entraînait des désaccords très vifs entre les sénateurs : dans une lettre expédiée de Francfort en décembre 1869, Mary se félicite des soutiens amicaux dont elle dispose au Sénat, en particulier celui de Charles Sumner, et condamne avec férocité ceux, nombreux et influents, qui refusent toute reconnaissance à son égard – que leurs motifs, dit-elle, soient de complaire « à Johnson et ses satellites, ou plutôt *satenites* », ou qu'ils agissent par pure méchanceté, tel William Fessenden, ancien ministre des Finances, lequel avait osé dire : « Finissons-en avec cette *farce* et passons aux affaires sérieuses[58]. » L'année suivante (le 14 juillet 1870), le Congrès décidera, non sans de fortes réticences, d'accorder à la veuve de l'ancien

président une pension annuelle de 3 000 dollars (somme qui, quinze ans plus tard, sera portée à 5 000).

En mars 1871, Mary et Tad rentrèrent en Amérique. La raison principale de ce retour un peu précipité était le mal du pays dont Tad, alors âgé de dix-huit ans, se plaignait de plus en plus. Ils logèrent tout d'abord chez Robert et son épouse, mais au bout de quelques jours de graves disputes éclatèrent entre celle-ci et sa belle-mère, au point que Mary et Tad durent chercher un autre toit. Ils s'installèrent à l'hôtel Clifton House. Tad, qui avait attrapé froid durant le voyage de retour, tomba gravement malade. Malgré les efforts des médecins, son état empira de jour en jour. Il souffrait de pleurésie et ses poumons ne tardèrent pas à se remplir d'eau. Seule désormais la force curative de son organisme pouvait le tirer d'affaire, mais c'était un être de constitution délicate. Le 15 juin au matin, il rendit l'âme – victime, précisèrent les journaux, d'une « compression du cœur[59] ». Frappée dans sa fibre maternelle pour la troisième fois de sa vie – et pour la deuxième fois en six ans ! –, Mary Lincoln toucha, plus que jamais dans le passé, le fond de la détresse humaine : « Aussi douloureux qu'aient pu être les deuils antérieurs, confia-t-elle à une amie, aucun grand chagrin n'a jamais atteint l'atrocité de celui-ci[60]. » La dépouille de Tad fut transportée par le train jusqu'à Springfield et inhumée dans le caveau familial, là où déjà reposaient son père et son jeune frère Willie.

Mary semblait être née pour le malheur – et il lui restait encore onze ans à vivre ! Après la mort de Tad, elle voyagea un peu, mais cette fois dans le nord des États-Unis, cherchant à « fuir les démons qui, croyait-elle, la poursuivaient[61] ». Puis elle s'installa, toujours à Chicago, dans une modeste chambre de l'hôtel Grand Pacific. Elle aurait pu résider chez le dernier fils qui lui restait, mais l'épouse de Robert ne souhaitait pas renouveler une expérience mal vécue par tous, et Mary elle-même

n’entendait pas s’imposer là où, manifestement, elle n’était pas la bienvenue.

Pour tenter d’oublier son chagrin ou de le surmonter, elle recourut à une façon d’agir qui lui avait si souvent servi de refuge dans le passé : la dépense à tout-va. Dans les meilleures boutiques de la ville, elle achetait, écrit Packard,

> des sacs entiers de choses dont elle n’avait aucun besoin, qu’elle n’avait pas les moyens de s’offrir, ni même de ranger : des dizaines de paires de gants, des mètres et des mètres de rideaux pour des fenêtres qui n’existaient que dans son imagination, des rouleaux de ruban qui n’iraient décorer aucune robe ni aucun chapeau, des bijoux coûteux, un nombre incalculable d’articles et flacons de toilette. Sous sa jupe, elle cachait 57 000 dollars sous forme de titres, l’essentiel de son capital[62].

Très inquiet face à ces comportements, Robert avait avoué à sa femme combien « il est difficile de s’occuper de quelqu’un qui est sain d’esprit sur tous les sujets sauf un[63] ». Il loua bientôt une chambre au Grand Pacific afin de mieux surveiller ce que faisait sa mère et il s’aperçut que ses bizarreries ne se limitaient pas à un seul domaine. Elle entendait des voix, avait peur qu’on la lorgne par le trou de la serrure lorsqu’elle allait aux toilettes. À son médecin personnel, le Dr Willis Danforth, elle raconta qu’« un Indien lui ôtait les os du visage et extrayait des fils de ses yeux » ou que des coups frappés sur la table lui révélaient « l’heure de sa mort[64] ». Elle apparut un jour, à moitié dénudée, dans le hall de l’hôtel. Avec l’aide d’un employé de l’établissement, Robert, qui avait assisté à la scène, tenta de la reconduire dans sa chambre, mais sa mère hurla à tous vents que son fils « essayait de la tuer[65] ».

Cette fois, c’était clair : Mary Lincoln n’avait plus sa raison. Robert décida de faire quelque chose pour la

protéger aussi bien physiquement que financièrement. Ainsi qu'il le raconta plus tard à un ami de sa mère, « un groupe de six médecins [lui] expliqua que, [s'il] attendai[t] plus longtemps pour agir, [il] se rendrai[t] responsable d'une très probable tragédie, laquelle pouvait intervenir à tout moment[66] ». Or, dans ce genre de cas, la législation de l'État d'Illinois stipulait que seule une instance judiciaire pouvait prendre une décision d'internement. Robert demanda donc à un tribunal – en l'occurrence un tribunal populaire composé d'un juge et de douze jurés – de reconnaître l'aliénation de sa mère et de confier celle-ci à un établissement spécialisé. De nombreux témoins et plusieurs médecins vinrent confirmer le diagnostic que Robert, en larmes à la barre, portait sur l'état de celle qui l'avait mis au monde. Le 19 mai 1865, Mary fut donc internée dans un établissement psychiatrique (« Bellevue Place ») situé à Batavia, à une cinquantaine de kilomètres de Chicago. Selon certaines sources, elle aurait, la nuit suivante, tenté par deux fois de se suicider en ingurgitant du laudanum et du camphre (mais le pharmacien, trouvant cet achat suspect, aurait, paraît-il, remplacé les deux produits par un liquide sucré…). Cette thèse, romanesque à l'excès, a été récemment contestée[67].

À compter de la date de son internement, et malgré les visites que Robert lui rendait chaque semaine, Mary voua à son fils une haine inexpiable, allant jusqu'à se décrire comme une femme sans enfant. Les historiens se sont interrogés sur les motivations réelles de Robert, certains estimant qu'il n'avait cherché dans cette affaire qu'à préserver des fonds qui lui reviendraient un jour ou encore à éloigner une parente excentrique dont l'image risquait de nuire à sa carrière, d'autres affirmant au contraire qu'il avait, avec lucidité et courage, pris la bonne décision, son souci principal étant de faire soigner sa mère et d'éviter

qu’elle ne sombre, avec le temps, dans une folie sans retour.

Il est difficile de sonder les cœurs, et l’ambiguïté des sentiments n’est jamais à exclure. La seconde interprétation apparaît toutefois comme la plus probable. En effet, au bout de quatre mois de soins et de tranquillité, Mary se sentit mieux, ce qui était le but recherché, et, avec l’aide d’une avocate très réputée, Myra Bradwell, sollicita du tribunal un réexamen de son état de santé. Les juges décidèrent de la relâcher à titre expérimental et de la confier à sa sœur, Elizabeth Edwards. Le 10 septembre, Mary prit donc le train pour Springfield, et retrouva une maison qu’elle chérissait et connaissait bien.

Neuf mois plus tard, le 15 juin 1876, la justice trancha l’affaire de façon définitive : Mrs Lincoln, disait l’arrêt, « a retrouvé la raison et est à même de gérer et d’administrer ses biens[68] ». Il était également précisé que son fils ne serait plus son tuteur. Elle envoya alors à celui-ci une lettre effarante, signée « Mrs A. Lincoln » et qui commençait non par « Robert » ou « Cher Robert », mais par « Robert T. Lincoln » – comme si elle s’adressait à quelqu’un d’étranger à elle-même et à sa famille.

Quant au contenu, il illustrait la profondeur du ressentiment qu’elle éprouvait à l’égard de son fils, mais aussi le fait qu’elle n’était pas, mentalement, au bout de sa guérison. Elle exigeait, dans sa missive, que Robert et sa femme lui rendent « *immédiatement* » tout ce qu’elle avait pu leur donner dans le passé. Puis elle ajoutait : « Deux éminents pasteurs m’ont écrit [pour m’informer] qu’il serait sage à leurs yeux que des prières soient offertes pour vous à l’église, suite aux vilenies que vous avez commises envers moi comme envers le Ciel. » La conclusion n’était pas plus tendre : « C’est à vous, pas à moi, que vous avez porté un coup par votre conduite indigne[69]. »

Reste que Mary était à nouveau libre de ses mouvements – libre aussi d'utiliser à sa guise l'argent dont elle disposait. Elle n'avait que cinquante-huit ans. L'envie de voyager la reprit. L'idée de changer d'air, de s'éloigner d'un passé douloureux qui continuait à la hanter, mais aussi l'idée de prendre physiquement ses distances avec un fils désormais haï, tout la poussait à envisager un nouveau voyage en Europe. Cette fois, ce serait la France (dont, au demeurant, elle maîtrisait fort bien la langue) : le voyage eut lieu en septembre 1876.

Elle choisit de s'établir à Pau, ville qui jouissait d'un climat aux vertus curatives et dont la gentry britannique, bientôt imitée par l'aristocratie américaine, avait fait depuis le milieu du siècle un lieu très à la mode[w]. C'est à Pau que les Anglais, soucieux de se distraire, avaient créé le premier terrain de golf de l'Europe continentale. On y jouait aussi au tennis, au polo, au cricket ; il y avait un casino, des théâtres et des clubs de toutes sortes. La chasse au renard (organisée trois fois par semaine par une société très huppée, le fameux *Pau-Hunt*) y était devenue une véritable institution, connue et suivie bien au-delà de nos frontières : même si la chose est difficile à croire aujourd'hui, à 6 000 kilomètres de là, les exploits des cavaliers américains traquant le renard béarnais étaient régulièrement commentés dans les pages du *New York Herald*.

La vie mondaine était naturellement très active dans la capitale du Béarn, et les représentants du gotha américain, au nombre de cinq cents en 1878-1879 (les Britanniques étant, eux, deux mille cinq cents), n'étaient pas les derniers à participer aux réjouissances. Mais Mary Todd Lincoln, considérée par beaucoup comme une personne mentalement instable, pour ne pas dire dérangée, était, semble-t-il, soigneusement tenue à l'écart des soirées et réceptions.

Les autorités de la ville firent en revanche un accueil triomphal au général Ulysses S. Grant et à son épouse venus passer quelques jours (du 8 au 11 décembre 1878) dans ce qu'un autre Américain, l'aristocrate bostonien Edwin Asa Dix, devait bientôt appeler « le petit Paris du Midi » (« *the little Paris of the South*[70] »). Dans son discours de bienvenue, le maire n'hésita pas à comparer le général au plus illustre des Palois, Henri IV ! Mais les Grant, ainsi que le note l'historien de Pau Pierre Tucoo-Chala, « n'eurent même pas la politesse » de rendre visite à Mrs Lincoln.

Il faut dire qu'au plus fort de la guerre de Sécession, reprochant au chef des armées nordistes de ne pas se soucier des pertes humaines (à quelque camp qu'elles appartinssent), elle avait demandé à son mari de relever le général de son commandement et avait dit de lui : « C'est un boucher et un fou[71]. » Nous avons également signalé qu'à City Point Mrs Grant « avait eu des mots avec Mary Lincoln » et qu'elle ne portait pas celle-ci dans son cœur.

C'est donc de Pau, où elle séjourna quatre ans (de 1876 à 1880) – et où elle mena visiblement une existence solitaire – que Mary Lincoln, utilisant le train, alla prendre les eaux à Vichy ou se mua en touriste, visitant des villes comme Marseille, Naples ou Sorrente. Ainsi qu'il ressort d'une lettre écrite en décembre 1876, la solitude et l'anonymat n'étaient pas faits pour lui déplaire : « Ici on me laisse tranquille et aucun démon ne me harcèle[72]. » À Pau même, elle passait une bonne partie de son temps à gérer par correspondance ses affaires financières, sachant qu'à son retour aux États-Unis il lui faudrait se suffire à elle-même.

Les nouvelles qu'elle recevait du pays n'étaient pas toujours bonnes et lui rappelaient parfois de tristes souvenirs. Le 7 novembre 1876, par exemple, peu de temps donc après son arrivée en France, deux faussaires de petite envergure – Terrence Mullen et John Hughes –, dont le principal fabricant de billets venait d'être emprisonné,

avaient entrepris de dérober les restes du président Lincoln dans le cimetière de Springfield : le but de l'opération était d'obtenir la libération du faux-monnayeur avec, en prime, une rançon de 200 000 dollars ! Leur coup avait échoué grâce à l'action d'un faux comparse, Lewis Swegles, dont ils ignoraient l'appartenance aux services secrets. Surpris en pleine action, les deux hommes étaient parvenus à s'enfuir mais, arrêtés au bout de quelques jours, ils avaient écopé l'un et l'autre d'un an de prison en juin 1877. Cette peine, étrangement légère, était conforme à la législation du moment sur les déterreurs de cadavres : tirant les leçons qui s'imposaient, l'Assemblée d'Illinois ne tarda pas à durcir la loi et à instituer de nouvelles sanctions pouvant, en pareil cas, aller jusqu'à dix ans de réclusion. Mais le nouveau texte n'était pas rétroactif, et les deux malfrats s'en tirèrent finalement à bon compte[73].

Trois ans plus tard, en 1879, Mary tomba d'un escabeau en essayant d'accrocher un tableau au mur et se blessa à la colonne vertébrale. Elle alla malgré tout visiter Nice, mais des douleurs dorsales accompagnaient alors presque tous ses mouvements. Vivre seule devint si difficile qu'elle prit à regret la décision de rentrer aux États-Unis. Le 16 octobre 1880, elle monta à bord d'un transatlantique baptisé *Amérique* et vogua en direction de New York. Durant la traversée, et alors qu'elle descendait un escalier, elle faillit à nouveau faire une mauvaise chute ; mais Sarah Bernhardt, qui se trouvait là, l'empêcha au dernier instant de perdre l'équilibre. À l'actrice qui lui faisait remarquer qu'elle aurait pu trouver la mort en tombant, Mary répondit, dans le style qui lui était propre : « Oui, mais telle n'était pas la volonté de Dieu[74]. » Dans son autobiographie, Sarah Bernhardt a raconté le sauvetage avec humour : « Son mari avait été assassiné par un acteur, Booth, et c'est une actrice qui cette fois lui avait évité de rejoindre son époux bien-aimé[75]. »

De retour dans son pays, elle alla passer le reste de ses jours à Springfield auprès de sa sœur Elizabeth – vivant dans une obscurité presque totale à cause d'un problème oculaire, ne recevant personne, ne sortant presque jamais, passant une partie de son temps à farfouiller dans les soixante-quatre malles qu'elle avait apportées avec elle. Suite à diverses affections, sa santé déclina rapidement, au point qu'en mai 1881 Robert vint lui rendre visite. La mère et le fils ébauchèrent ce jour-là une très timide réconciliation que tout, sauf le temps qui passe et la sagesse qui revient, rendait jusque-là impensable. Victime d'une attaque cérébrale, Mary s'éteignit le 16 juillet 1882 à l'âge de soixante-quatre ans. Elle mourut ainsi dans la maison qui avait servi de cadre à son mariage. Sur la face intérieure de l'alliance en or qu'elle portait au doigt figuraient, comme au premier jour, les mots suivants : « L'amour est éternel[76]. » Son enterrement eut lieu trois jours plus tard, en présence de Robert. Au cimetière d'Oak Ridge, Mary alla retrouver Abraham, Eddie, Willie et Tad, tous ces chers disparus dont le départ avait endeuillé sa vie et qu'elle aspirait depuis si longtemps à rejoindre.

Robert, l'unique survivant de la famille (si l'on met à part les trois enfants que lui donna son épouse), eut une carrière brillante, d'abord comme avocat, puis comme ministre de la Guerre (1881-1885) durant la présidence de James Garfield, enfin comme ambassadeur à Londres (1889-1893). Il dirigea ensuite une importante société liée au développement des chemins de fer, la *Pullman Palace Car Company*. Hasard ou signe du destin, il eut au cours de sa vie le triste privilège d'assister aux meurtres des trois premiers présidents américains assassinés ou, en tout cas, d'être à proximité de l'événement : celui de son père en 1865 (il avait failli se rendre au Ford's Theatre avec lui) ; celui de James Garfield, en 1881, dans une gare de Washington ; enfin celui de

William McKinley en 1901, lors de l'Exposition panaméricaine de Buffalo.

Il avait conscience de cette insolite particularité, parlant lui-même d'une « fatalité de la fonction présidentielle dès lors qu'il [était] présent[77] ». Il passa la dernière partie de sa vie dans sa résidence de retraite du Vermont (près du village de Manchester), voyageant peu, vivant presque en reclus. On le revit néanmoins à Washington le 30 mai 1922 pour l'inauguration par le président Warren Harding du mémorial dédié à son père. Il mourut de sa belle mort quatre ans plus tard, le 26 juillet 1926. Il avait quatre-vingt-six ans et était le seul de sa lignée à n'avoir pas connu une fin tragique ou douloureuse.

Au sein de sa famille, Robert n'avait jamais été vraiment comme les autres, que ce fût dans l'enfance ou dans l'adolescence : les longues années passées loin des siens, à la Phillips Exeter Academy, puis à Harvard, l'avaient quelque peu placé à distance du foyer familial. Il se distingua également à l'âge adulte par une existence réussie mais parfaitement ordinaire et une longue retraite aussi heureuse que banale. Un seul drame était venu assombrir sa vie d'homme : le décès à Londres (le 5 mars 1890) de son fils unique âgé de seize ans, Abraham « Jack » Lincoln, victime d'une septicémie.

Différent dans la vie, il avait décidé, avant de disparaître, qu'il se distinguerait une fois encore en refusant d'avoir pour dernière demeure le tombeau familial de Springfield. La raison de ce choix, donnée après coup par sa femme, tenait au fait qu'il avait eu « son histoire à lui, indépendamment de son illustre père » et méritait d'avoir sa propre place « au soleil[78] ».

Au titre des services effectués dans l'armée de l'Union durant la guerre civile et en sa qualité d'ancien ministre, Robert fut donc enterré au cimetière national d'Arlington, de l'autre côté du Potomac par rapport à la capitale et à la

Maison-Blanche. Malgré cette séparation voulue, on peut imaginer qu'il partageait au sujet de son « illustre père » le sentiment d'admiration qu'avait, vingt ans plus tôt, exprimé Léon Tolstoï :

> La grandeur de Napoléon, César ou Washington n'est qu'un rayon de lune à côté du soleil de Lincoln[79].

NOTES

AVANT-PROPOS

a

Thomas J. DiLorenzo, *The Real Lincoln : A New Look at Abraham Lincoln, His Agenda, and an Unnecessary War*, Three Rivers Press, New York, 2003, p. 1 ; J. G. Randall, « Has the Lincoln Theme been Exhausted ? », *The American Historical Review*, vol. 41, n° 2, janvier 1936, p. 270, note 3 ; Jay Monaghan, *A Lincoln Bibliography 1839-1939*, 2 vol., Illinois State Historical Library, Springfield, Ill., 1943-1945 (cité par Olivier Frayssé, *Abraham Lincoln : la terre et le travail, 1809-1860*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1988, p. 186).

b

David H. Donald, *Lincoln Reconsidered : Essays on the Civil War Era*, Vintage Books, New York, 1961, p. 144-145.

1. L’EXPÉRIENCE DE LA PAUVRETÉ

1

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, Michael P. Johnson (dir.) Bedford/St. Martin’s, Boston et New York, 2001, p. 109 et 115.

2

Ibid., p. 321.

3

Legette Blythe and Charles Raven Brochman, *Hornet’s Nest : The Story of Charlotte and Mecklenburg County*, McNally, Charlotte, N.C., 1961, p. 73-76.

4

Certains auteurs sont allés jusqu’à dénombrer sept *log-cabin presidents*, à savoir Andrew Jackson, Zachary Taylor, Millard Fillmore, James Buchanan, Abraham Lincoln, Ulysses S. Grant et James Garfield. À ce sujet, voir notamment : Edward Pessen, *The Log Cabin Myth : The Social Backgrounds of the Presidents*, Yale University Press, New Haven, 1984.

5

Lettre de John L. Scripps à William H. Herndon, 24 juin 1865, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès. Cité dans David H. Donald, *Lincoln*, Simon & Schuster, New York, Touchstone Edition, 1996, p. 19. Quant au poème de Thomas Gray, il s’agit de la célèbre

« Elegy written in a country church-yard » (*Gray's Poems, Letters and Essays*, Dent, Everyman's Library, Londres, 1963, p. 28-32), le vers concerné étant le suivant : « The short and simple annals of the poor » (p. 29).

6

David H. Donald, *Lincoln*, Touchstone, New York, 1996, p. 81.

7

Ibid., p. 20.

8

William H. Herndon et Jesse W. Weik, *Herndon's Lincoln : The True Story of a Great Life*, Bedford-Clarke, Boston, 1890, vol. 1, p. 3.

9

Louis de Villefosse, *Abraham Lincoln*, Club français du Livre, Paris, 1956, p. 28.

10

Lettre à A. G. Hodges (4 avril 1864), dans *Abraham Lincoln : Speeches and Writings, 1859-1865*, Don E. Fehrenbacher (dir.), The Library of America, New York, 1989, p. 585.

11

The Collected Works of Abraham Lincoln, Roy P. Basler (dir.), Marion Dolores Pratt et Lloyd, A. Dunlap, 8 vol., Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey, 1953, vol. 1, p. 386 (« The panther's scream filled night with fear / And bears preyed on the swine »).

12

The Rail-Splitter, artiste inconnnu, vers 1860, Chicago Historical Society.

13

Voir : Gabor Boritt, *The Lincoln Enigma : The Changing Faces of an American Icon*, Oxford University Press, New York, 2001, p. 22.

14

Lettre de Dennis Hanks à William H. Herndon, 13 juin 1865, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

15

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 6, p. 16-17.

16

Lettre de Dennis Hanks à William H. Herndon, *op. cit.*

17

Joshua W. Shenk, *Lincoln's Melancholy : How Depression Challenged a President and Fueled His Greatness*, Houghton Mifflin, Boston et New York, 2005, p. 15. Ce livre est une source essentielle pour qui veut comprendre les origines de la nature dépressive de Lincoln et les conséquences de cette prédisposition sur sa vie et son action politiques.

18

Ibid., p. 14.

19

David H. Donald, *op. cit.*, p. 27-28.

20

Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 29.

21

Entretien de William H. Herndon avec Mrs Thomas Lincoln, 9 septembre 1865, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

22

Entretien de William H. Herndon avec Mrs Thomas Lincoln, 8 septembre 1865, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

23

James Truslow Adams, *The Epic of America,* Blue Ribbon Books, New York, 1931, p. 411 (c'est par ailleurs dans ce livre qu'apparut pour la première fois l'expression *« the American dream ».* Sur ce point, voir B. Vincent, « The American Dream : When Was the

Phrase Born ? », *Sources*, n° 18, Orléans, printemps 2005, p. 81-94).

24

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 4, p. 62.

25

Ibid., vol. 3, p. 511.

26

Parmi les récents travaux consacrés à l'écriture de Lincoln, voir surtout : Douglas L. Wilson, *Lincoln's Sword : The Presidency and the Power of Words*, Knopf, New York, 2007.

27

Entretien de William H. Herndon avec Mrs Sarah Bush Lincoln, 8 septembre 1865, dans *Herndon's : Letters, Interviews, and Statements about Abraham Lincoln*, textes rassemblés par Douglas Wilson et Rodney Davis, University of Illinois Press, p. 10

28

Parson Weems, *Life of George Washington*, Philadelphie, 1800. Concernant l'influence de ce livre sur le jeune Lincoln, voir : *The Collected Works of Abraham Lincoln, op. cit.*, vol. 4, p. 234-236.

29

Louis Warren, *Lincoln's Youth : Indiana Years, Seven to Twenty-One, 1816-1830*, Appleton, New York, 1959, p. 82.

30

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 4, p. 62.

31

William H. Herndon et Jesse W. Weik, *op. cit.*, vol. 1, p. 45-48.

32

David H. Donald, *op. cit.*, p. 38.

2. L’ÉCOLE DE LA VIE

1
Francis Fisher Browne, *The Every-Day Life of Abraham Lincoln*, 2e éd., Brown & Howell, Chicago, 1913, p. 44.

2
Thomas Paine, *Le Siècle de la raison*, introduction et traduction de B. Vincent, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1989, p. 106.

3
« De ma vie je n’ai jamais lu un roman en entier. Un jour, j’ai commencé *Ivanhoé*, mais je ne l’ai jamais fini », dans Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 469.

4
Sur ce sujet, voir notamment : Bernard Vincent, *Le Sentier des larmes : le grand exil des Indiens cherokees*, Flammarion, Paris, 2002.

5
The Collected Works of Abraham LIncoln, *op. cit.*, vol. 3, p. 512.

6
Discours devant la Chambre des représentants, 27 juillet 1848, *ibid.*, vol. 1, p. 510.

7
Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 37. À l’évidence, Lincoln percevait bien le rouge, bien qu’il fût en partie daltonien (voir à ce sujet : John R. Bumgarner, *The Health of the Presidents : The 41 United States*

Presidents Through 1993 from a Physician's Point of View, MacFarland & Company, Jefferson, N.C., 1994, p. 95).

8

Ibid., p. 41.

9

Ibid.

10

Ibid.

11

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op cit.*, vol. 4, p. 64.

12

William Blackstone, *Commentaires sur les lois d'Angleterre* (1765-1769), ouvrage célèbre où l'auteur écrit notamment : « Mieux vaut que dix coupables échappent à la justice plutôt que ne souffre un seul innocent. »

13

David H. Donald, *op. cit.*, p. 47.

14

William D. Howells, *Life of Abraham Lincoln*, Abraham Lincoln Association, Springfield, Ill., fac-similé, 1938 [1860], p. 42.

15

David H. Donald, *op. cit.*, p. 53.

16

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 49.

17

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 4, p. 65.

18

Lettre de R. B. Rutledge à William Henry Herndon, 18 novembre 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

19

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 51.

20

Isaac Cogdal à William H. Herndon, sans date, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

21

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 52.

22

Mrs E. Abell à William H. Herndon, 15 février 1857, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

23

Mentor Graham à William H. Herndon, 12 avril 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

24

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 21.

25

Lettre de Robert L. Wilson à William H. Herndon, 10 février 1866, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 205. Cité dans Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 22-23.

26

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 52.

3. DE NEW SALEM À SPRINGFIELD

1

Sur ces données relatives à la transformation des États-Unis au XIX^{e} siècle, voir : Richard B. Morris, *Encyclopedia of American History*, Harper & Row, New York, 1970, *passim*, et U.S. Bureau of Census ; également Bernard Vincent, *La « Destinée manifeste » : aspects politiques et idéologiques de l'expansionnisme américain au XIX^{e} siècle*, Éditions Messene, Paris, 1999, p. 7-8.

2

Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 50.

3

Sur cette crise, voir : Reginald C. McGrane, *Panic of 1837 : Some Financial Problems of the Jacksonian Era*, University of Chicago Press, Chicago, 1965.

4

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 48.

5

Chiffres de l'U.S. Bureau of Census. Voir également : Sundiata Keita Cha-Jua, *America's First Black Town : Brooklyn, Illinois*, *1830-1915*, University of Illinois Press, Urbana, 2000.

6

Voir par exemple : David H. Donald, *op. cit.*, p. 59.

7

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 69.

8

Richard D. Heffner, *A Documentary History of the United States*, Mentor Books, New York, 1965, p. 114.

9

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 65.

10

David H. Donald, *op. cit.*, p. 70.

11

Mary Todd Lincoln : Her Life and Letters, Justin G. Turner et Linda Levitt Turner (dir.), Alfred A. Knopf, New York, 1972, p. 20.

12

Joshua F. Speed, *Reminiscences of Abraham Lincoln and Notes of a Visit to California*, John P. Morton, Louisville, Kentucky, 1884, p. 21-22.

13

H. G. Pitt, *Abraham Lincoln*, Sutton Publishing, Stroud, Gloucestershire, 1998, p. 19.

14

C. A. Tripp, *The Intimate World of Abraham Lincoln*, Free Press, New York, 2005, p. 16.

15

Ibid., p. 19 et 27.

16

Sur cette affaire, voir : David H. Donald, *« We Are Lincoln Men » : Abraham Lincoln and His Friends*, *op. cit.*, p. 140-143. L'ouvrage régimentaire de Chamberlin s'intitule : *The History of the 150th Regiment, Pennsylvania Volunteers, Second Regiment, Bucktail Brigade*.

17

Michael F. Bishop, « All the President's Men », *The Washington Post*, 13 février 2005, p. BW03 en ligne (article critique sur le livre de C. A. Tripp).

18

C. A. Tripp, *op. cit.*, p. 134.

19

Richard A. Kaye, « Outing Abe : also Adolf, Jesus, Eleanor, Robin Hood, and Other Historic Greats », *Village Voice* (The Queer Issue), 25 juin-1er juillet 2003.

20

Signalé par C. A. Tripp, *op. cit.*, p. 27.

21

Dennis Doty, « Lincoln's Other Love », *Chicago Gay Crusader*, avril 1976.

22

Doris Faber, *The Life of Lorena Hickok : E. R.'s Friend*, William Morrow, New York, 1980. Deux autres femmes biographes avaient précédemment évoqué le fait que Lincoln partageait volontiers son lit avec d'autres hommes, ou acceptait de partager le leur : Ida Tarbell, *The Life of Abraham Lincoln*, Doubleday & McClure, New York, 1900 ; et Margaret Leech, *Reveille in Washington, 1860-1865*, Harper & Brothers, New York, 1941.

23

Carl Sandburg cité dans C. A. Tripp, *op. cit.*, p. 34-35.

24

David H. Donald, *« We Are Lincoln Men » : Abraham Lincoln and His Friends*, *op. cit.*, p. 35-36.

25

Joël Schmidt, *Jules César*, Gallimard, coll. « Folio-biographies », 2005, p. 33-34.

26

Éric Hobsbawm, *Franc-Tireur : Autobiographie*, Ramsay, Paris, 2005, p. 10.

27

C. A. Tripp, *op. cit.*, p. 135.

28

David H. Donald, *Lincoln*, p. 55.

29

C. A. Tripp, *op. cit.*, p. 21.

30

Entrevue de William H. Herndon avec Mentor Graham, 1er avril 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès ; Albert J. Beveridge, *Abraham Lincoln, 1809-1858*, Houghton Mifflin, Boston, 1928, vol. 1, p. 155.

31

Lettre à Mrs Orville H. Browning, 1er avril 1838, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, Peter Parish (dir.), Everyman, Londres, 1993, p. 12-13.

32

Ibid., p. 13.

33

Ibid.

34

Herndon et Weik, *Herndon's Lincoln*, *op. cit.*, vol. 1, p. 148.

35

Lettre à Mary Owens, 7 mai 1837, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, vol. 1, p. 78.

36

Lettre à Mrs Orville H. Browning, 1er avril 1838, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 14.

37

Ibid.

38

David H. Donald, *Lincoln*, p. 70.

39

Carl Sandburg, *Abraham Lincoln*, vol. 1, *The Prairie Years, 1809-1861*, p. 288-289.

40

Voir : Wayne C. Temple, *Stephen A. Douglas : Freemason*, The Masonic Book Club, The Illinois Lodge of Research, Bloomington, Illinois, 1982.

41

Proceedings of the Grand Lodge of Ancient Free and Accepted Masons of the State of Illinois, Chicago, 1857.

42

Olivier Frayssé, *op. cit.*, p. 151-152.

43

Elmer Stein et Fred Schwengel, « Lincoln and Freemasonry », *The Scottish Rite Journal*, février 1990, p. 23-24.

44

John A. Lupton, « The Law Practice of Abraham Lincoln : A Narrative Overview », *The Papers of Abraham Lincoln* (en ligne) : http ://www.papersofabrahamlincoln.org/narrative_overview.htm

4. LE TEMPS DES INCERTITUDES

1 « The Perpetuation of Our Political Institutions », dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 1, p. 108-115.

2 *Ibid.*

3 Joshua Speed à William H. Herndon, février 1866, Lamon MSS, Huntington Library, San Marino, Californie.

4 *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 1, p. 135.

5 Paul F. Boller, Jr., *Presidential Anecdotes*, Oxford University Press, New York, 1981, p. 125.

6 Entrevue de William H. Herndon avec Mrs N. W. Edwards, 10 janvier 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

7 *Ibid.*

8 Sur ce sujet, voir notamment : Jerrold M. Packard, *The Lincolns in the White House : Four Years that Shattered a Family*, St. Martin’s Press, New York, 2005, p. 100.

Également le compte rendu du livre de C. A. Tripp par Gore Vidal sur VanityFair.com : « Was Lincoln Bisexual ? » (http ://www.vanityfair.com/politics/features/2005/01/lincoln 200501 ?currentPage =3). À en croire divers témoignages, dont celui de Herndon, Abraham Lincoln, écrit donc Gore Vidal (en janvier 2005), aurait bel et bien contracté la syphilis et aurait infecté son épouse : ainsi s'expliqueraient, outre certaines conséquences sur la santé de celle-ci, la mort prématurée de deux de leurs fils et les difficultés d'élocution du troisième (lui-même mort à dix-huit ans). Mais ces hypothèses doivent être prises avec précaution.

9

Lettre à Joshua Speed, 27 mars 1842, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 1, p. 282.

10

Entrevue de William H. Herndon avec Mrs Ninian W. Edwards, 10 janvier 1866, *op. cit.*

11

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 289.

12

Ibid, p. 282.

13

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 59.

14

Lettre à John T. Stuart, 23 janvier 1841, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 1, p. 229.

15

Entrevue de William H. Herndon avec Ninian W. Edwards, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 133.

16

Lettre à Mary Speed, 27 septembre 1841, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 18.

17

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 260.

18

Lettre à Mary Speed, *op. cit.*, p. 18.

19

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 266-269.

20

Lettre à Joshua Speed, 25 février 1842, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 4. Il semblerait que « l'affaire » ne fût jamais résolue, car Speed (qui avait eu dix frères et sœurs) et sa femme n'eurent aucune progéniture.

21

Lettre à Joshua Speed, 4 juillet 1842, *ibid.*, p. 27.

22

Entrevue de William H. Herndon avec Mrs Ninian W. Edwards, 10 janvier 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

23

Lettre citée dans David H. Donald, *Lincoln*, p. 91.

24

Herndon et Weik, *Herndon's Lincoln*, vol. 2, p. 260.

25

Wayne C. Temple, *Abraham Lincoln : From Skeptic to Prophet*, Mayhaven, Mahomet, Ill., 1995, p. 27.

26

Entrevue de William H. Herndon avec James H. Matheny, 3 mai 1866, dans *Herndon's Informants*, *op. cit*, p. 251.

27

Herndon et Weik, *Herndon's Lincoln*, vol. 2, p. 229.

5. PREMIÈRES ARMES AU CONGRÈS

1
Joseph Gillespie à William H. Herndon, 31 janvier 1966, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 185.

2
« Vers pour Rosa Haggard », dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 3, p. 203. (« Enjoy life ere it grows colder / Pluck the roses ere they rot. »)

3
« Stephen T. Logan Talks About Lincoln, » *Lincoln Centennial Association Bulletin*, n° 12, 1er septembre 1928, p. 5.

4
Cité dans David H. Donald, *Lincoln*, p. 101.

5
Herndon et Weik, *Herndon's Lincoln*, vol. 2, p. 209.

6
William H. Herndon à Jesse W. Weik, 16 janvier 1886, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès ; Mary Todd Lincoln à David Davis, 6 mars 1867, dans *Mary Todd Lincoln : Her Life and Letters*, *op. cit.*, p. 416.

7
Harry E. Pratt (dir.), *Illinois as Lincoln Knew It : A Boston Reporter's Record of a Trip in 1847*, Springfield, Ill., 1938, p. 34.

8

Katherine Helm, *The True Story of Mary, Wife of Lincoln*, Harper, New York, 1928, p. 32.

9

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 102.

10

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 319.

11

Ibid., p. 182.

12

Samuel C. Busey, *Personal Reminiscences and Recollections of Forty-Six Years' Membership in the Medical Society of the District of Columbia and Residence in this City*, Washington, D.C., 1895, p. 28.

13

Cité par Robert E. Gilbert, dans « Vice-President is more than a running mate », *The Boston Globe*, 2 mai 2004.

14

L'expression « destinée manifeste » ne fut inventée qu'en 1845 par le journaliste new-yorkais John O'Sullivan dans un article du numéro de juillet-août de *The United States Magazine and Democratic Review*. Mais la chose, à savoir le désir missionnaire (et commercial) de s'approprier tout le continent, existait bien avant cette date. Sur ce sujet, voir notamment : B. Vincent, *La Destinée manifeste : aspects idéologiques et politiques de l'expansionnisme américain au dix-neuvième siècle*, Messene, Paris, 1999.

15

L'expression *(« extending the area of freedom »)* figure dans une lettre du 12 février 1843 écrite – bien après – à Aaron V. Brown, élu du Tennessee (James Parton, *Life of Andrew Jackson*, Boston, 1888, vol. 3, p. 658-660).

16

The Collected Works of Abraham Lincoln, op. cit., vol. 2, p. 4.

17

Encyclopedia of American History, *op. cit*., p. 196.

18

Ibid.

19

Cité dans Louis de Villefosse*, op. cit.*, p. 74.

20

A Compilation of the Messages and Papers of the President, James D. Richarson (dir.), Government Printing Office, Washington, D.C., 1897, vol. 4, p. 534.

21

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 421-422.

22

Ibid., p. 432.

23

Ibid., p. 437, 439.

24

Donald W. Riddle, *Congressman Abraham Lincoln*, Greenwood Press, Westport, Conn., 1979, p. 35.

25

David H. Donald, *Lincoln*, p. 24. La bataille de Buena Vista, opposant les troupes de Taylor à celles de Santa Anna, avait eu lieu les 22 et 23 février 1847 au nord du Mexique, faisant 267 tués côté américain et plus de 500 côté mexicain. La bataille de Cerro Cordo s'était déroulée quelques mois plus tard (le 18 avril) dans les montagnes proches de Xalapa. Les Mexicains avaient perdu un millier d'hommes, les Américains seulement 64. Surpris par le Quatrième Régiment de fantassins volontaires d'Illinois, dont Edward Baker devait faire partie, Santa Anna n'avait pu que s'enfuir en laissant sur place sa jambe artificielle, qui devint le trophée du

régiment et est aujourd'hui exposée au Musée militaire de Springfield.

26

Donald W. Riddle, *Congressman Abraham Lincoln*, *op. cit.*, p. 35.

27

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 452.

6. « CE QUI DOIT ÊTRE SERA »

1 *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 115-116.

2 *Ibid*., vol. 1, p. 463.

3 Cité dans Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 99.

4 *Encyclopedia of American History*, *op. cit*., p. 202.

5 David H. Donald, *Lincoln*, p. 129.

6 The Abraham Lincoln Papers à la Bibliothèque du Congrès, Series 1. General Correspondence, 1833-1916, Abraham Lincoln, [juillet] 1848 (notes sur ce que Zachary Taylor devrait dire).

7 Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 103.

8 *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 1, p. 508, 514.

9 *Ibid.*, p. 466.

10 *Ibid.*, p. 477.

11

David H. Donald, *op. cit*, p. 132.

12

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 431.

13

Ibid., p. 347-348.

14

Paul Findley, A. *Lincoln : The Crucible of Congress*, Crown Publishers, New York, 1979, p. 124.

15

Résolution de Daniel Gott : *The Congressional Globe*, Washington, D.C., vol. 1, 21 décembre 1848, p. 83.

16

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 1, p. 75.

17

Ibid., vol. 2, p. 20-22.

18

Ibid., p. 22.

19

Ibid., p. 43.

20

Lettre de Lincoln à Josiah M. Lucas, 25 avril 1849, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 43-44.

21

Francis Fisher Browne, *op. cit*, p. 107.

22

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 8, p. 6.

23

Ibid., vol. 2, p. 60.

24

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 109. Citation de Shakespeare : *Hamlet*, V, 2, vers 10-11 (« There’s a

divinity that shapes our ends / Rough-hew them how we will »).

25

Lettre à Jesse W. Fell, 20 décembre 1859, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln, op. cit.*, vol. 3, p. 512.

7. NOUVEL INTERMÈDE

1
Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 105.

2
Lettre à William H. Herndon, 10 juillet 1848, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 1, p. 497.

3
Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 85.

4
Olivier Frayssé, *op. cit*, p. 149.

5
The Collected Works of Abraham Lincoln, vol. 2, p. 333.

6
William H. Herndon, cité dans Louis de Villefosse, *op. cit.*

7
William H. Herndon, cité dans Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 114.

8
Don E. Fehrenbacher et Virginia Fehrenbacher, *Recollected Words of Abraham Lincoln*, Stanford University Press, Palo Alto, 1986, p. 437-438 (cité dans Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 116).

9
William H. Herndon à Jesse W. Weik, 17 novembre 1885, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 104 (cité

dans Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 116).

10 Joshua W. Shenk, *op. cit.*, *ibid.*

11 *Ibid.*, p. 116-117.

12 John M. Scott à William H. Herndon, 2 février 1886, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 193.

13 Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 90.

14 Cité dans Denis Guedj, *Le Théorème du perroquet*, Le Seuil, Paris, 1998.

15 Entrevue de William H. Herndon avec John T. Stuart, 20 décembre 1866, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 519.

16 William H. Herndon à Jesse W. Weik, 18 février 1887, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

17 *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 82.

18 Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 134-135.

19 *Ibid.*, p. 135.

20 David H. Donald, *op. cit.*, p. 151.

21 On peut lire ce poème sur : http ://home.att.net/~rjnorton/ Lincoln67. html

22 David H. Donald, *op. cit.*, p. 154.

23

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 2, p. 77.

24

James Smith, *The Christian's Defence ; Containing a Fair Statement, and Impartial Examination of the Leading Objections Urged by Infidels Against the Antiquity, Genuineness, Credibility and Inspiration of the Holy Scriptures, Enriched with Copious Extracts from Learned Authors. Two Volumes in One*, Cincinnati, 1843.

25

James Smith à William H. Herndon, 24 janvier 1867, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 549. Cité dans Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 196.

26

Lettre à John D. Johnston, 12 janvier 1851, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 97.

27

Alors que Lincoln vivait encore à New Salem, une dame du village, Mrs Samuel Hill, lui avait demandé s'il croyait en une vie au-delà : « Je crains que non », avait-il répondu, ajoutant « qu'il n'est guère plaisant de se dire qu'une fois mort, il ne reste rien de nous ». Hormis la lettre de consolation écrite à son père peu avant la mort de celui-ci, aucun autre propos de Lincoln, aucun autre document écrit n'indique qu'il ait jamais changé d'avis sur le sujet, ni qu'il l'ait jamais évoqué par la suite. Voir à ce sujet l'analyse de Robert V. Bruce (« The Riddle of Death »), dans *The Lincoln Enigma : The Changing Faces of an American Icon*, *op. cit.*, p. 138-139.

28

Lettre à John D. Johnston, 4 novembre 1851, *ibid.*, p. 54.

29

David H. Donald, *op cit.*, p. 159.

30

William H. Herndon à Jesse W. Weik, 19 novembre 1885, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

31

Ibid., 6 janvier 1886.

32

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 150.

33

Mark E. Neeley, Jr., « Lincoln’s Theory of Representation : A Significant New Lincoln Document », *Lincoln Lore*, mai 1978.

34

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit.*, p. 42.

8. UN ÉCHEC PROMETTEUR

1

Sur l'ensemble du problème, voir : Gérard Hugues, *Une théorie de l'État esclavagiste : John Caldwell Calhoun*, Publications de l'Université de Provence, Aix-en-Provence, 2004, surtout p. 26-43. Pour le texte intégral de la « South Carolina Exposition », voir : http ://en.wikisource.org/wiki/South_Carolina_Exposition_and_Protest

2

Ibid. Pour le texte intégral de l'« Ordinance of Nullification », voir : http ://www.yale.edu/lawweb/avalon/states/sc/ordnull.htm

3

Richard Morris, *Basic Documents in American History*, Van Nostrand, Princeton, 1965, p. 106.

4

Samuel Eliot Morison, *The Oxford History of the American People*, Mentor Books, New York, 1972, vol. 2, p. 139.

5

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 2, p. 232.

6

« Let the people rule » : slogan d'Andrew Jackson lors de sa campagne présidentielle de 1828.

7

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 2, p. 234.

8

Lettre à Joshua Speed, 24 août 1855, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 70.

9

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 2, p. 227.

10

Entretien de William H. Herndon avec William Jayne, 15 août 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

11

David H. Donald, *op. cit.*, p. 173.

12

Ce long discours de Lincoln fut improvisé, et il n'en existe pas de trace écrite. Deux semaines plus tard, cependant, Lincoln refit le même discours, cette fois dûment rédigé et que l'*Illinois State Journal* publia dans son intégralité. Discours de Peoria, 16 octobre 1854, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 58-65.

13

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 154.

14

Lettre à George Robertson, 15 août 1855, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 318.

15

Réponse de Lincoln à Oliver P. Morton, 11 février 1861, *ibid.*, vol. 4, p. 194.

16

David H. Donald, *op. cit.*, p. 178.

17

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 161.

18

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 2, p. 289.

19

Francis Fisher Browne, *op. cit*., p. 162.

20

David H. Donald, *op. cit.*, p. 184.

9. LINCOLN-DOUGLAS : NOUVELLE PASSE D'ARMES

1 *The Collected Works of Abraham Llincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 317.

2 William H. Herndon à Jesse W. Weik, 6 janvier 1887, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

3 Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 175.

4 À consulter sur ce sujet : http ://en.wikipedia.org/wiki/Edwin_M._Stanton. Voir également : Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 2., p. 147.

5 Lettre à Joshua Speed, 24 août 1855, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.,* p. 68-69.

6 Lettre à George Robertson, 15 août 1855, *ibid.*, p. 67.

7 David H. Donald, *op. cit.*, p. 190.

8 Mitchell Snay, « Abraham Lincoln, Owen Lovejoy, and the Emergence of the Republican Party in Illinois », *Journal of the Abraham Lincoln Association*, hiver 2001, p. 92 : à lire sur http ://www.historycooperative. org/journals/jala/22.1/snay.html

9

Cité dans Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 125. Également sur le « Abraham Lincoln site » : http ://members.aol.com/RVSNorton1/Lincoln63.html

10

http ://en.wikipedia.org/wiki/Republican_Party_(United _States)

11

Francis Fisher Browne, *op. cit*., p. 170-171.

12

Le Maryland.

13

http ://www.yale.edu/lawweb/avalon/presiden/inaug/b uchanan.htm

14

Discours de Chicago, 10 décembre 1856, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 72-73.

15

L'ordonnance du Nord-Ouest (13 juillet 1787) organisa l'administration politique des territoires de l'Ouest. Parmi ses principales dispositions : la mise en place d'institutions locales, l'entrée dans l'Union de tout territoire atteignant une population de soixante mille habitants « libres », et l'interdiction de toute « servitude forcée », c'est-à-dire de toute forme d'esclavage.

16

C'est moi qui souligne.

17

http ://www.yale.edu/lawweb/avalon/presiden/inaug/b uchanan. htm

18

Albert J. Beveridge, *Abraham Lincoln, 1809-1858*, Houghton Mifflin, Boston, 1928, vol. 2, p. 491.

19

Lettre de Mary Todd Lincoln à Emilie Todd Helm, dans Katherine Helm, *op. cit.,* p. 122-123.

20

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 2, p. 355.

21

Ibid., p. 404.

22

Robert W. Johannsen, *Stephen A. Douglas*, Oxford University Press, New York, 1973, p. 569-571. Cité dans David H. Donald, *op. cit.*, p. 201.

23

Daily Missouri Republican (Saint Louis), 18 juin 1857.

24

Discours sur l'arrêt Dred Scott, Springfield, 26 juin 1857, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 73-77.

10. LINCOLN-DOUGLAS : LE GRAND DÉBAT

[1] David H. Donald, *op. cit.*, p. 203.

[2] *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 400.

[3] http ://www.civil-war.net/pages/1860_census.html

[4] David H. Donald, *op. cit.*, p. 204.

[5] Robert W. Johannsen, « The Lincoln-Douglas Campaign of 1858 : Background and Perspective », *Journal of the Illinois State Historical Society*, n° 73, hiver 1980, p. 253.

[6] *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 2, p. 430.

[7] Lettre de William H. Herndon à Horace Greeley, 8 avril 1858, manuscrits Greeley, New York Public Library ; propos cités dans David H. Donald, *op. cit.*, p. 205.

[8] Jesse K. Dubois à Lyman Trumbull, 8 avril 1858, manuscrits Trumbull, Bibliothèque du Congrès.

[9]

Albert J. Beveridge, *Abraham Lincoln, 1809-1858*, Houghton Mifflin, Boston, 1928, vol. 2., p. 572.

10

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit.*, p. 63.

11

Marc III : 25, Matthieu XII : 25 et Luc XI : 17.

12

Herndon et Weik, *op. cit.*, vol. 2, p. 398.

13

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 178.

14

Cité dans Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 134.

15

Francis Fisher Browne, *op cit.*, p. 179.

16

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit.*, p. 64-65.

17

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 182-183.

18

Lettre de W. J. Usrey à Abraham Lincoln, 19 juillet 1858, manuscrits Lincoln, Bibliothèque du Congrès.

19

The Lincoln-Douglas Debates of 1858, Edwin Erle Sparks, Illinois State Historical Library, Springfield, 1908, p. 56-57.

20

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 187.

21

Lettre de Lincoln à Douglas, 31 juillet 1858, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, p. 101.

22

Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 138.

23

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 190.

24

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit.*, p. 70.

25

Débat d'Ottawa, Illinois, 21 août 1858, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln, op. cit.*, vol. 3, p. 17-18.

26

Débat de Freeport, 27 août 1858, *ibid.*, vol. 3, p. 43.

27

Discours de Stephen Douglas à Freeport : http ://teachingamericanhistory.org/library/index.asp ? document=104

28

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 2, p. 155.

29

Débat d'Ottawa, *op. cit.*, p. 105-107.

30

Ibid., p. 102.

31

Débat de Charleston, Illinois, 18 septembre 1868, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 74.

32

Ibid., p. 73.

33

George M. Frederickson, *op. cit.*, 2008, p. 7.

34

Lerone Bennett, *Forced into Glory : Abraham Lincoln's White Dream*, Johnson Publishing Company, Chicago, 2000, p. 251. Au nombre des historiens sévères, voir aussi : Michael Lind, *What Lincoln Believed : The Values and Convictions of America's Greatest President*, Doubleday, New York, 2004.

35

George M. Frederickson, *op. cit.*, p. 7.

36

W. E. B. Du Bois, *Writings*, The Library of America, New York, 1986, p. 1196.

37

Ibid., p. 1197-1198.

38

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 3, p. 213-215.

39

Discours de Lincoln à Galesburg, 7 octobre 1858, dans Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 203.

40

Lowell Journal and Courier (Massachusetts), 30 août 1858. Cité dans David H. Donald, *op. cit.*, p. 219.

41

Lincoln, dernier discours de la campagne sénatoriale, 30 octobre 1858, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 3, p. 334.

42

Ibid., vol. 3, p. 503.

43

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit.*, p. 85-86.

44

Franklin B. Sanborn, *The Life and Letters of John Brown*, Roberts Brothers, Boston, 1891, p. 620.

45

http ://lettres.ac-rouen.fr/francais/dernier/brown2.htm

46

http ://fr.wikipedia.org/wiki/John_Brown#R.C3.A9actions

47

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 208.

48

Henry C. Whitney, *Life in the Circuit with Lincoln*, Estes & Lauriat, Boston, 1892, p. 27. Cité dans Joshua W.

Shenk, *op. cit.*, p. 157.

49

Henry C. Whitney à William H. Herndon, 18 juillet 1887, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

50

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 3, p. 339.

51

Lettre de Lincoln à Henry Ashbury, 19 novembre 1858, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 3, p. 339.

52

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 2., p. 155.

53

Cette idée que la dépression n'a pas été un obstacle dans la vie et la carrière de Lincoln, mais au contraire une source d'énergie et un « combustible » (*fuel*), est développée dans le livre de Joshua W. Shenk, *op. cit.*, notamment p. 156.

54

Lettre de Lincoln à Henry Ashbury, 19 novembre, 1858, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 3, p. 339.

11. LA MARCHE À LA PRÉSIDENCE

[1] *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 3, p. 396.

[2] *Ibid*., p. 431, 425, 423.

[3] Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 213.

[4] *Ibid.*

[5] Lincoln à Thomas J. Pickett, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 3, p. 377.

[6] Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 160 ; et Gerald M. Capers, *Stephen A. Douglas : Defender of the Union*, Little, Brown, Boston, 1959, p. 182-183.

[7] *Encyclopedia of American History*, *op. cit*., p. 212, 225.

[8] http ://columbia.thefreedictionary.com/Salmon+P.+Chase

[9] Edmund Ruffin, *The Political Economy of Slavery* (1853) ; George Fitzhugh, *Sociology for the South*

(1854). Voir également James Henry Hammond, « The Mudsill Theory », discours devant le Sénat américain, 4 mars 1858.

10

Discours devant la Société agricole du Wisconsin, Milwaukee, 30 septembre 1859 ; H. G. Pitt, *op. cit.*, p. 46.

11

Lincoln Talks **:** *A Biography in Anecdote*, Emanuel Hertz (dir.), Viking, New York, 1939, p. 158-159. Pour plus de détails sur le séjour de Lincoln à New York, voir : http ://mrlincolnandnewyork.org/content_inside.asp ?ID=13&subjectID=2

12

George Haven Putnam, *Abraham Lincoln : The People's Leader in the Struggle for National Existence*, G. P. Putnam, New York, 1909, p. 292.

13

http ://www.whitehouse.gov/news/releases/2005/04/20050419-5.html

14

Joshua W. Shenk, *op. cit.,* p. 163.

15

Discours du Cooper Institute : *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 132 ; Michael P. Johnson (dir.), *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.,* p. 82-91.

16

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 217-218.

17

http ://www.spartacus.schoolnet.co.uk/USAPbrady.htm

18

« Bob [...] will enter Harvard University this month » (Bob entrera à Harvard ce mois-ci). Lettre de Lincoln à

Anson G. Henry, 4 juillet 1860, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit*., vol. 4, p. 82.

19

Discours de New Haven, *ibid.*, vol. 4, p. 13-30.

20

Ibid., vol. 4, p. 45.

21

Harrison fut appelé « Tippecanoe » en souvenir de sa victoire, dans le lieu du même nom, contre le chef indien Tecumseh le 7 novembre 1811 ; général à l'époque de la guerre de 1812 contre l'Angleterre, Jackson exigeait tant des autres et de lui-même que ses soldats dirent de lui qu'il était aussi « dur que de l'*hickory* (noyer d'Amérique) », d'où son surnom d'« Old Hickory ».

22

Sur Lincoln et le « Homestead Act », voir : Olivier Frayssé, *op. cit*, p. 124-129.

23

Sur le décompte des trois tours de scrutin, voir : *Proceedings of the First Three Republican National Conventions of 1856, 1860 and 1864*, Charles W. Johnson, Minneapolis, 1893, p. 151, 152, 155.

24

Doris Kearns Goodwin, *Team of Rivals : The Political Genius of Abraham Lincoln*, Simon & Schuster, New York, 2005, p. 249-250.

25

David H. Donald, *« We Are Lincoln Men » : Abraham Lincoln and His Friends*, *op. cit*., p. 147-148.

26

Ibid., p. 155.

27

« The Political Genius of Abraham Lincoln », conférence de Doris Kearns Goodwin, Université Harvard, 18 avril 2006 :

http ://www.iop.harvard.edu/pdfs/transcripts/lincoln_doris_kearns_goodwin_04.18.06.pdf (p. 45).

28

Charles S. Zane, « Lincoln as I knew him », *Sunset Magazine*, n° 29, octobre 1912, p. 438.

29

David H. Donald, *Lincoln*, p. 251.

30

George Ashmun, « Abraham Lincoln at Home », *Springfield Daily Republican* (Massachusetts), 23 mai 1860.

31

Lettre à George Ashmun, 23 mai 1860, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 4, p. 52.

32

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 1, p. 298.

33

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 10, p. 54.

34

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 253.

35

Lettre de William H. Herndon à Lyman Trumbull, 14 juin 1860, manuscrits Trumbull, Bibliothèque du Congrès.

36

Basler, *Collected Works*, vol. 4, p. 94.

37

Remarques de Lincoln au meeting républicain de Springfield, 8 août 1860, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 91-92.

38

Lettre de Grace Bedell et réponse de Lincoln, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected*

Writings and Speeches, *op. cit.*, p. 92.

39

Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p 278.

40

Carl Sandburg, *op. cit*., vol. 2, p. 300.

41

Harper's Weekly, 22 juin 1861.

42

Lettre à Alexander H. Stephens, 22 décembre 1860, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 4, p. 160.

43

« Resistance to Lincoln is Obedience to God », dans Carl Sandburg, *op. cit.*, *Lincoln*, vol. 2, p. 306. Ce slogan était manifestement inspiré de la formule qu'avait proposée Benjamin Franklin en 1776 pour le sceau officiel des États-Unis : « Rebellion to Tyrants is Obedience to God ». Jefferson aimait tellement ce slogan, qui finalement ne fut pas retenu, qu'il s'en servit pour son sceau personnel. Plus de détails sur le site : http ://www.greatseal.com/committees/firstcomm/index.html

12. UNE INVESTITURE EXPLOSIVE

1
Encyclopedia of American History, *op. cit.*, p. 228.

2
The Charleston Mercury, 21 décembre 1860.

3
http ://www.furman.edu/president/42.htm. Voir également : William H. Pease, Jane H. Pease *et al.*, *James Louis Petigru : Southern Conservative, Southern Dissenter*, University of Georgia Press, Athens, Ga., 1995.

4
Discours de Buchanan, 3 décembre 1860 : http ://www.presidency.ucsb.edu/ws/print.php ?pid=29501

5
L'artère principale de la capitale, reliant la Maison-Blanche au Capitole.

6
Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 1, p. 301.

7
Un premier référendum avait eu lieu dans le Tennessee le 9 février et, par 68 282 voix contre 59 449, le corps électoral s'était prononcé contre la sécession. Mais, la guerre devenant inévitable, un second vote,

celui du 7 mai, trancha la question. Le Tennessee resta néanmoins très partagé, les comtés de l'Est continuant de manifester leur attachement à l'Union fédérale. Résultat : au cours de la guerre civile, le Tennessee fournit trente mille hommes à l'armée fédérale et cent mille à la Confédération.

8

Encyclopedia of American History, *op. cit.*, p. 228.

9

Ibid., p. 229.

10

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 1, p. 307.

11

Sur le compromis de Crittenden, voir : http ://www.yale.edu/lawweb/avalon/amerdoc/critten.htm

12

New York Herald, 28 janvier 1861.

13

Lettre à James T. Hale, 11 janvier 1860, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 101.

14

Lettre à William H. Seward, 1er février 1861, *ibid.*, p. 101-102.

15

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 1, p. 302.

16

Henry Villard, *Memoirs of Henry Villard, Journalist and Financier, 1835-1900*, Houghton Mifflin, Boston & New York, 1904, vol. 1, p. 142-143.

17

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 1, p. 304.

18

Annotation datée du 15 août 1862, *Diary of Gideon Welles, Secretary of the Navy under Lincoln and Johnson*, Howard K. Beale (dir.), Norton, New York, 1960, vol. 1, p. 82.

19

Earl Schenck Miers *et al.*, *Lincoln Day by Day : A Chronology, 1809-1865*, Lincoln Sesquicentennial Commission, Washington, D.C., 1960, vol. 2, p. 298.

20

Abraham Lincoln à William Seward, 8 décembre 1860, dans *The Collected Works*, *op. cit.*, vol. 4, p. 148.

21

Sur cette distribution d'armes en provenance des arsenaux fédéraux, voir : David H. Donald, *« We are Lincoln men » : Abraham Lincoln and His Friends, op. cit.*, p. 57-58.

22

Entretien avec Joshua F. Speed, dans *Herndon's Informants*, *op. cit.*, p. 475.

23

Henry Villard, *Lincoln on the Eve of '61 : A Journalist's Story*, Harold G. et Oswald Garrison Villard (dir.), Knopf, New York, 1941 ; Da Capo Press, New York, 1969, p. 20. Cité dans Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 281.

24

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 1, p. 304. Peu après, Lincoln fit la même réponse à Hannah Armstrong.

25

Ibid., p. 308.

26

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 273.

27

New York Herald, 16 février 1861.

28

Cité dans David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 272.

29

Ibid., p. 273.

30

Discours d'adieu, Springfield, 11 février 1861, dans *The Collected Works*, *op. cit.*, vol. 4, p. 190.

31

Discours d'Indianapolis, 11 février 1861, *ibid.*

32

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 268.

33

David H. Donald, *Lincoln*, p. 274.

34

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 2, p. 15.

35

Réponse au maire de New York, 20 février 1861, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 156.

36

Discours au Sénat du New Jersey, 21 février 1861, *ibid.*, p. 157.

37

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 277.

38

Discours à Independence Hall, 22 février 1861, dans *The Collected Works*, *op. cit.*, vol. 4, p. 140-141.

39

Reminiscences of Abraham Lincoln by Distinguished Men of His Time, Allen Thorndike Rice (dir.), North American Publishing Company, New York, p. 37-38.

40

The Diary of George Templeton Strong : The Civil War, 1860-1865, Allan Nevins et Milton Halsey (dir.), Thomas Macmillan, New York, 1952, p. 102.

41

George Fort Milton, *The Eve of Conflict : Stephen A. Douglas and the Needless War*, Houghton Mifflin, Boston, 1934, p. 545.

42

David H. Donald, *Lincoln*, p. 280.

43

Jay Monaghan, *Abraham Lincoln Deals With Foreign Affairs : A Diplomat in Carpet Slippers*, University of Nebraska Press, Lincoln et Londres, 1997 [1945], p. 14.

44

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 4, p. 273.

45

Pendant l'hiver 1777-1778, George Washington, commandant en chef de l'armée continentale, avait pris ses quartiers d'hiver à Valley Forge en Pennsylvanie, à une quarantaine de kilomètres de Philadelphie. C'est là que sa garde rapprochée, composée d'une petite unité de soldats originaires des treize colonies en révolte, s'équipa d'un étendard orné de treize étoiles sur fond bleu. Quelques mois plus tôt, le 14 juin 1777, le Congrès continental avait, dans le même esprit, décrété que le drapeau officiel de la nouvelle nation comporterait « treize bandes alternativement rouges et blanches et que l'Union serait représentée par treize étoiles sur fond bleu ».

46

Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 154.

47

Général John A. Logan, dans Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 286-287.

48

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 2, p. 33.

49

Ibid.

50

Daily Alta California (San Francisco), 1er avril 1861.

51

George W. Julian, *Political Recollections, 1840 to 1872*, Jansen, McClurg & Co., Chicago, 1884, p. 187.

52

Première version du discours d'investiture, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 4, p. 254, 261.

53

http ://en.wikipedia.org/wiki/Corwin_amendment

54

Discours d'investiture, 4 mars 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 114.

55

Ibid., p. 108-115.

56

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 2, p. 34.

57

Douglass' Monthly (New York), avril 1861.

58

Abraham Lincoln : A Press Portrait, Herbert Mitgang (dir.), Quadrangle Books, Chicago, 1971, p. 243-244.

59

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 2, p. 39-40.

60

Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 292.

61

Discours d'Albany, 18 février 1861, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 4, p. 226.

62

Cité dans Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 171.

13. « LE GLAS ET LE REQUIEM DE L'UNION »

1
Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 1.

2
Ibid, p. 4.

3
Elizabeth Todd Grimsley, « Six Months in the White House », *Journal of the Illinois State Historical Society*, n° 19, octobre-janvier 1926-1927, p. 46.

4
Nicolay à Bates, 5 mars 1861, John G. Nicolay Papers, Bibliothèque du Congrès, Washington, D.C.

5
Mémorandum, 3 juillet 1861, John G. Nicolay Papers, Bibliothèque du Congrès, Washington, D.C.

6
David H. Donald, *Lincoln Reconsidered : Essays on the Civil War Era*, Vintage Books, New York, 1961 [1947], p. 67.

7
Winfield Scott à Abraham Lincoln, 12 mars 1861, Lincoln Papers, Bibliothèque du Congrès.

8
David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit*., p. 286.

9

William Seward à Abraham Lincoln, 15 mars 1861, Lincoln Papers, Bibliothèque du Congrès.

10

Montgomery Blair à Abraham Lincoln, 15 mars 1861, *ibid.*

11

David M. Potter, *Lincoln and His Party in the Secession Crisis*, Yale University Press, New Haven, 1971, p. 360.

12

Stephen A. Hurlbut à Abraham Lincoln, 27 mars 1861, Lincoln Papers, Bibliothèque du Congrès.

13

John G. Nicolay et John Hay, *Abraham Lincoln : A History*, Century Co., New York, 1890, vol. 3, p. 394.

14

Cité dans David H. Donald, *Lincoln*, p. 288.

15

Avant même cette réunion décisive, Lincoln avait demandé à Gustavus Fox de lui envoyer une liste des « bateaux, soldats et approvisionnements nécessaires à son expédition » (Nicolay et Hay, *Abraham Lincoln : A History*, *op. cit.*, p. 433).

16

William Seward à Abraham Lincoln, 1er avril 1861, Lincoln Papers, Bibliothèque du Congrès.

17

Mémorandum de William H. Seward à Abraham Lincoln, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 4, p. 318 ; réponse écrite de Lincoln, 1er avril 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 120-121.

18

Sur le rôle de Lincoln en politique étrangère, notamment par rapport à Seward, voir : Jay Monaghan, *Abraham Lincoln Deals with Foreign Affairs*, *op. cit.*1.

19

Cité dans David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit*., p. 290. Voir aussi : lettre de John Hay à George Plumer Smith, 10 janvier 1863, Lincoln Papers, Bibliothèque du Congrès (Lincoln confirme qu'il a bien proposé à Baldwin d'évacuer Fort Sumter en échange du maintien de la Virginie dans l'Union).

20

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit*., vol. 4, p 323.

21

Diary of Gideon Welles, Secretary of the Navy under Lincoln and Johnson, Howard K. Beale (dir.), Norton, New York, 1960, vol. 1, p. 23-25.

22

Hamilton Basso, *Beauregard : The Great Creole*, Charles Scribner's Sons, New York, 1933, p. 84.

23

Message au Congrès, 4 juillet 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit*., p. 129.

24

Proclamation du 15 avril 1861, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit*., p. 171.

25

Damon Wells, *Stephen Douglas : The Last Years, 1957-1861*, University of Texas Press, Austin, 1971, p. 287.

26

Daily Picayune (La Nouvelle-Orléans), 19 avril 1861, édition de l'après-midi.

27

David H. Donald, *Lincoln*, p. 296.

28

American Military History, Army Historical Series, Office of the Chief of Military History, United States Army, Washington, D.C., 1989, p. 203 (voir : http ://www.army.mil/cmh-pg/books/amh/AMH-09.htm).

29

The Sun (Baltimore), 20 avril 1861.

30

The Collected Works of Abraham Lincoln, op. cit., vol. 4, p. 341-342.

31

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 302.

32

Clifford Dowdey & Louis H. Manarin (dir.), *The Wartime Papers of R. E. Lee*, Little, Brown, Boston, 1961, p. 3.

33

Lee, cité dans le *National Intelligencer* (Washington, D.C.), 9 août 1866.

34

Inside Lincoln's White House : The Complete Civil War Diary of John Hay, Michael Burlingame et John R. Turner Ettlinger, Southern Illinois University Press, Carbondale, 1997, p. 11.

35

Message au Congrès, 4 juillet 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 130.

36

Parmi les démocrates soucieux de défendre l'Union, beaucoup craignaient qu'une guerre trop longue ne devienne « le cheval de Troie de la tyrannie ». Voir : Jean H. Baker, *Affairs of Party : The Political Culture of Northern Democrats in the Mid-Nineteenth Century*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1983, p. 148-153.

37

Encyclopedia of American History, *op. cit*., p. 454.

38

Message au Congrès, 4 juillet 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 131.

39

Ibid, p. 137.

40

Ibid, p. 128-129.

41

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit*., p. 304.

42

Edmund Wilson, « Lincoln », *Patriotic Gore : Studies in the Literature of the American Civil War*, Oxford University Press, New York, p. 124. Voir aussi : Frank L. Klement, *The Limits of Dissent : Clement L. Vallandigham and the Civil War*, Fordham University Press, New York, 1998. Voir également : http ://www.civilwarhome.com/vallandighambio.htm

43

Craig R. Smith, « Lincoln and Habeas Corpus » : http ://www.csulb.edu/~crsmith/lincoln.html

44

Ben Perley Poore, *Perley's Reminiscences of Sixty Years in the National Metropolis*, AMS Press, New York, 1971, vol. 2, p. 78-79 [Philadelphie, 1886].

45

Message au Congrès, 4 juillet 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit*., p. 137.

46

Gideon Welles à Mary Jane Welles, 5 mai 1861, manuscrits Gideon Welles, Bibliothèque du Congrès. Cité dans Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 355.

47

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 48-49.

48

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 176-177. Pour plus de détails, voir : Ruth Painter Randall, *Colonel Elmer Ellsworth : A Biography of Lincoln's Friend and First Hero of the Civil War*, Little, Brown, Boston, 1960.

49

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 4, p. 385.

50

Discours de Stephen Douglas à Springfield le 25 avril 1861, cité dans Daniel Meyer, *Stephen A. Douglas and the American Union*, catalogue de l'exposition consacrée à Douglas, bibliothèque de l'université de Chicago, 12 février-20 juin 1994. Voir : http ://www.lib.uchicago.edu/e/spcl/excat/douglas8.html

51

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 307.

52

Ibid.

53

William C. Davis, *Battle at Bull Run* **:** *A History of the First Major Campaign of the Civil War*, Louisiana State Press, Baton Rouge, 1977. Voir également : http ://en.wikipedia.org/wiki/First_Battle_of_Bull_Run

54

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 311.

55

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 45-46.

56

Ibid., p. 90.

57

Ruth Painter Randall, *Mary Lincoln : Biography of a Marriage*, Little, Brown, Boston, 1953, p. 310.

58

David H. Donald, *Lincoln, op. cit.*, p. 312.

59

Ibid., p. 312-313.

60

Benjamin B. French, *Witness to the Young Republic*, University Press of New England, Hanover, NH, 1989, p. 382.

61

Ibid., p. 383.

62

Jean H. Baker, *op. cit.*, Norton, New York, 1987, p. 190.

63

Robert Anderson à Abraham Lincoln, 13 septembre 1861, manuscrits Lincoln, Bibliothèque du Congrès.

64

Joshua Speed à Abraham Lincoln, 7 septembre 1861, manuscrits Lincoln, Bibliothèque du Congrès.

65

David H. Donald, *Lincoln's Herndon : A Biography*, *op. cit.*, p. 150.

66

Orville H. Browning à Abraham Lincoln, 17 septembre 1861, manuscrits Lincoln, Bibliothèque du Congrès.

67

Lettre d'Abraham Lincoln à Orville H. Browning, 22 septembre 1861, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 187-189.

68

Samuel T. Glover, avocat et leader républicain du Missouri, ami de Lincoln.

69

Lettre d'Abraham Lincoln à Orville H. Browning, 22 septembre 1861, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit*, p. 189.

70

Mémorandum de John G. Nicolay, 17 septembre 1861, manuscrits de John G. Nicolay, Bibliothèque du

Congrès.

71 Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 389.

72 *Ibid*.

73 Première version du discours de Simon Cameron : http ://www.history.umd.edu/Freedmen/cameron.htm

74 Francis Bicknell Carpenter, *Six Months at the White House with Abraham Lincoln*, University of Nebraska Press, Lincoln, NE, 1995 [1866], p. 136.

75 *Cf.* début du chapitre 9.

76 Message sur l'état de l'Union, 3 décembre 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit*., p. 140-146.

77 Karl Marx, « The Intervention in Mexico », *The New York Tribune*, 23 novembre 1861.

78 Stephen W. Sears (dir.), *The Civil War Papers of George B. McClellan*, Ticknor & Fields, New York, 1989, p. 85-86.

79 *Inside Lincoln's White House : The Complete Civil War Diary of John Hay*, *op. cit*., p. 34-35.

80 Message sur l'état de l'Union, 3 décembre 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit*., p. 145.

14. LE VENT DE LA VICTOIRE

1

James M. McPherson, *Battle Cry of Freedom : The Civil War Era*, Ballantine Books, New York, 1988, p. 402.

2

Kendall D. Gott, *Where the South Lost the War : An Analysis of the Fort Henry-Fort Donelson Campaign, February 1862*, Stackpole Books, Mechanicsburg, Pa., 2003, p. 117.

3

Ibid., p. 284-285, 288.

4

Hans Trefousse, *Benjamin Franklin Wade : Radical Republican from Ohio*, Twayne Publishers, New York, 1963, p. 167.

5

David H. Donald, *Lincoln, op. cit*., p. 335.

6

Elizabeth Keckley, *Behind the Scene : Or, Thirty years a slave, and four years in the White House*, G. W. Carleton, New York, 1868, p. 102.

7

Ibid., p. 100.

8

Helen Nicolay, *Lincoln's Secretary : A Biography of John G. Nicolay*, Longmans, Green & Co., New York, 1949, p. 133.

9

Elizabeth Keckley, *op. cit.*, p. 103.

10

Jefferson Davis, Constitutionalist : His Letters, Papers, and Speeches, 10 vol., réimp. Dunbar Rowland (dir.), AMS Press, New York, 1973 [1923], vol. 5, p. 198-203.

11

Charles E. Lester, *The Light and Dark of the Rebellion*, Philadelphie, 1863, p. 142-144. http ://www.stg.brown.edu/projects/lincoln/search. php ? mm=2&dd=22&yyyy= 1862

12

Willie fut provisoirement enterré dans le caveau d'un ami de la famille (W. T. Carroll) au cimetière de Georgetown (« Oak Hill Cemetery ») avant d'être transféré à Springfield, lieu de sépulture de toute la famille.

13

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 180.

14

Entretien de John G. Nicolay avec Orville H. Browning, 17 juin 1875, dans *An Oral History of Abraham Lincoln : John G. Nicolay's Interviews and Essays*, *op. cit.*, p. 3.

15

Ruth Painter Randall, *Mary Lincoln : Biography of a Marriage*, *op. cit.*, p. 260.

16

Elizabeth Keckley, *op. cit.*, p. 104.

17

At Lincoln's Side : John Hay's Civil War Correspondence and Selected Writings, Michael Burlingame (dir.), Southern Illinois University Press, Carbondale, 2000, p. 203.

18

Mary Todd Lincoln à Julia Ann Sprigg, 29 mai 1862, dans *Mary Todd Lincoln : Her Life and Letters*, *op. cit.*, p. 128.

19

Mary Todd Lincoln à Charles Sumner, 4 juillet 1865, *ibid*, p. 256.

20

Discours d'investiture, 4 mars 1861, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 115.

21

Entretien de William H. Herndon avec Mrs Abraham Lincoln, 5 septembre 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

22

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 5, p. 118.

23

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 337.

24

Francis B. Carpenter, *op. cit.*, p. 189.

25

Message au Congrès sur l'émancipation indemnisée des esclaves, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, p. 144-146.

26

Abraham Lincoln : A Press Portrait, York, 1971, p. 293.

27

Adam Gurowski, *Diary from March 4, 1861, to November 12, 1862*, Lee & Shepard, Boston, 1862, p. 159.

28

John G. Nicolay et John Hay, *Abraham Lincoln : A History*, Century Co., New York, 1890, vol. 5, p. 214.

29

Sur ce point, voir : Gabor Boritt, *op. cit.*, p. 10-17.

30

Michael Vorenberg, « Abraham Lincoln and the Politics of Black Colonization », *Journal of the Abraham Lincoln Association,* vol. 14, n° 2, été 1993, p. 27-28, 32, 35. Voir également : Paul J. Scheips, « Lincoln and the Chiriqui Colonization Project »**,** *The Journal of Negro History*, vol. 37, n° 4, octobre 1952, p. 418-453.

31

Maj. Gen. David Hunter, Department of the South, General Order nº 11, 9 mai 1862, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit*., vol. 5, p. 222.

32

« Proclamation Revoking General Hunter's Order of Military Emancipation of May 9, 1862 », 19 mai 1862, *ibid*., vol. 5, p. 222-224.

33

Seconde « Loi de confiscation », 17 juillet 1862 : http ://teachingamericanhistory.org/library/index.asp ?document=559

34

Militia Act, 17 juillet 1862. Voir : http ://www.history.umd.edu/Freedmen/milact.htm

35

« Mr. Lincoln and Freedom » : http ://www.mrlincolnandfreedom.org/inside.asp ?ID=63&subjectID=4

36

Brainerd Dyer, « The Treatment of Colored Union Troops by the Confederates, 1861-1865 », *The Journal of Negro History*, vol. 20, n° 3 (juillet 1935), p. 273-286. Voir également : http ://concise.britannica.com/ebc/article-9041563/David-Hunter

37

« The Price in Blood ! The casualties in the Civil War » : http ://www.civilwarhome.com/casualties.htm

38

Alexander McClure, *Lincoln and Men of War-Times : Some Personal Recollections of War and Politics during the Lincoln Administration*, University of Nebraska Press, Lincoln, Neb., 1997, p. 194.

39

Abraham Lincoln : Speeches and Letters, *op. cit.*, p. 203, 207.

40

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit*., p. 168. Citation de Sandburg : dans Carl Sandburg, *op. cit.*, Harcourt Brace Jovanovich, New York, 1939, vol. 1, p. 590. Voir aussi : http ://www.ccel.us/trueblood1.ch1.html#4

41

Horace Greeley, « The Prayer of Twenty Millions », *New York Tribune*, 19 août 1862.

42

Abraham Lincoln à Horace Greeley, 22 août 1862, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 5, p. 388-389 ; *National Intelligencer*, 23 août 1862.

43

Ronald C. White Jr., *The Eloquent President : A Portrait of Lincoln Through His Words*, Random House, New York, 2004, p. 151.

44

Sur cette bataille et ses conséquences, voir notamment : Frédéric Naulet, *Antietam : le jour le plus sanglant de la guerre de Sécession*, Economica, Paris, 2005.

45

Lettre de Montgomery Blair à George Ticknor Curtis, 21 janvier 1880, citée dans Matthew Pinsker, *Lincoln’s*

Wartime Retreat (brouillon), National Trust for Historic Preservation, Washington, 2001, p. 164.

46

« The Emancipation Proclamation – General Order Issued by Gen. McClellan », publié le 15 octobre 1862 dans le journal démocrate *Valley Spirit & Times* (Chambersburg, Pa.). Voir : http ://www.vcdh.virginia.edu :8065/saxon/servlet/SaxonServlet ?source=/vcdh/xml_docs/valley_news/newspaper_catalog.xml&style=/vcdh/xml_docs/valley_news/news_cat.xsl&level=edition&paper=vs&year=1862&month=10&day=15&edition=vs1862/pa.fr.vs.1862.10.15.xml

47

Lettre de McClellan à sa femme Mary Ellen, 25 septembre 1862, dans Stephen W. Sears (dir.), *The Civil War Papers of George B. McClellan*, Ticknor & Fields, New York, 1989, p. 481.

48

Commonwealth (journal de Boston), 6 décembre 1862, cité dans David Donald, *Charles Sumner and the Rights of Man*, Knopf, New York, 1970, p. 87.

49

Francis Fessenden, *Life and Public Services of William Pitt Fessenden*, Da Capo Press, New York, 1970 [Boston 1907], vol. 1, p. 232.

50

Abraham Lincoln à William H. Seward et Salmon P. Chase, 20 décembre 1862, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln, op. cit.*, vol. 6, p. 12.

51

Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit.*, p. 209-217. Texte complet sur :

http ://www.infoplease.com/t/hist/state-of-the-union/74.html

52

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 6, p. 29-30.

53

James G. Randall et David H. Donald, *The Civil War and Reconstruction*, Heath, Lexington, Mass., 1969, p. 381.

54

Wartime Washington : The Civil War Letters of Elizabeth Blair Lee, Virginia Jeans Laas (dir.), University of Illinois Press, Urbana, 1991, p. 187.

55

Robert S. Harper, *Lincoln and the Press*, McGraw-Hill, New York, 1951, p. 177.

56

Jay Monaghan, *op. cit.*, p. 254.

57

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit*., p. 504.

58

The Diary of Orville Hickman Browning, Theodore Calvin Pease et James G. Randall (dir.), Illinois State Historical Society, Springfield, 1933, vol. 1, p. 621.

59

Thomas J. DiLorenzo, *op. cit.*, p. 45.

60

James M. McPherson, *What They Fought For : 1861-1865*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1994, p. 63.

61

Citation figurant dans une lettre de Joshua Speed à William H. Herndon, 7 février 1866, Herndon-Weik Collection, Bibliothèque du Congrès.

62

James M. McPherson, *Ordeal by Fire : The Civil War and Reconstruction*, Knopf, New York, 1982, vol. 2, p. 262.

63

Francis Bicknell Carpenter, *op. cit.*, p. 269.

64

Bertram W. Korn, *American Jewry and the Civil War*, Jewish Publication Society of America, Philadelphia, Pa., 1951, p. 125. Voir également : http ://en.wikipedia.org/wiki/General_Order_No._11_(1862)

65

Bruce Catton, *America Goes to War : The Civil War and Its Meaning in American Culture*, Wesleyan University Press, Hanover, NH, 1985 [1958], p. 20-21.

66

Sur le nombre de batailles de la guerre de Sécession, voir notamment : http ://en.wikipedia.org/wiki/Battles_of_the_American_Civil_War#List_of_battles_by_date

67

Henry Steele Commager, *The Blue and the Gray : The Story of the Civil War as Told by Participants*, The Fairfax Press, New York, 1991, p. 50-60. Commager s'appuie sur les estimations données par Thomas L. Livermore dans *Numbers and Losses in the Civil War in America, 1861-65*, Houghton, Mifflin and Company, Boston, 1901.

68

Encyclopedia of American History, *op. cit.*, p. 245.

69

Sur le nombre d'esclaves et de Noirs libres dans le Nord et le Sud, voir : Jos C. G. Kennedy, *Preliminary Report on the Eighth Census 1860,* Government Printing Office, Washington, 1862, notamment p. 5.

70

Richard E. Beringer, Herman Hattaway, Archer Jones, William N. Still, Jr., *Why the South Lost the Civil War*, University of Georgia Press, Athens, GA, 1986, p. 55. Voir également : David H. Donald, *Why the North Won the Civil War*, Colliers Books, New York, 1962 [1960].

71

Ibid., p. 8-9.

72

Encyclopedia of American History, *op. cit.*, p. 327.

73

Ibid.

74

Ibid., p. 326.

75

http ://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Gettysburg#_note-0

76

Diary of Gideon Wells, Secretary of the Navy under Lincoln and Johnson, Howard K. Beale (dir.), Norton, New York, 1960, vol. 1, p. 364.

77

http ://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Gettysburg#_note-0

78

The Diary of George Templeton Strong : The Civil War, 1860-1865, *op. cit.*, p. 330.

79

The Civil War Diary of General Josiah Gorgas, Frank E. Vandiver (dir.), University of Alabama Press, Tuscaloosa, Ala., 1947. Note du 28 juillet 1863.

80

Nicolay et Hay, *Abraham Lincoln*, vol. 7, p. 278-279.

81

Lettre au général Meade, 14 juillet 1863, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 6, p. 328.

82

New York Daily News, cité dans Nicolay et Hay, *Abraham Lincoln*, vol. 7, p. 18.

83

Discours d'Edward Everett, dans Garry Wills, *Lincoln at Gettysburg : The Words that Remade America*, Simon & Schuster, New York, 1992, p. 213.

84

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 202.

85

Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches, *op. cit*., p. 263.

86

Garry Wills, *op. cit*, p. 90.

87

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 201.

88

Sur l'origine de l'expression, voir : B. Vincent, « The American Dream : When was the phrase born ? », *Sources* (Orléans), n° 18, printemps 2005, p. 81-94.

89

Ward Hill Lamon, *Recollections of Abraham Lincoln, 1847-1865*, University of Nebraska Press, Lincoln, Neb., 1994, p. 173. Cité dans Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 586.

90

Sur le nombre et le moment de ces applaudissements, voir : Garry Wills, *op. cit*, p. 261.

91

Pour la citation du *Chicago Times*, voir : http ://en.wikipedia.org/wiki/Gettysburg_Address#Contemporary_sources_and_reaction

92

Commentaires du *Chicago Tribune* et du *Journal* de Providence cités dans David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 465.

93

Ibid., p. 466. Sur les réactions de la presse, voir : William E. Barton, *Lincoln at Gettysburg*, Bobbs-Merrill, Indianapolis, 1930, chap. 16 ; *Lincoln Lore*, Lincoln National Life Foundation, Fort Wayne, Indiana, n° 1284, 16 novembre 1953 ; Louis A. Warren, *Lincoln's Gettysburg Declaration : « A New Birth of Freedom »*, Lincoln National Life Foundation, Fort Wayne, Ind., 1964.

94

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 170.

15. LE DÉBUT DE LA FIN

1 *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 8, p. 332.

2 James M. McPherson, *Battle Cry of Freedom*, *op. cit.*, p. 718.

3 *Ibid.*, p. 733, 735.

4 Horace Porter, *Campaigning with Grant*, Century Co., New York, 1897, p. 179.

5 Allen Thorndike Rice, *Reminiscences of Abraham Lincoln*, Allen Thorndike Rice, North American Review, New York, 1888, p. 337.

6 James M. McPherson, *Battle Cry of Freedom*, *op. cit.*, p. 740.

7 Louis de Villefosse, *op. cit.*, p. 235.

8 John Bennett Walters, « General William T. Sherman and Total War », *Journal of Southern History*, n° 14, 1948, p. 470.

9 Henry W. Bragdon & Samuel P. McCutchen, *History of a Free People,* MacMillan, New York, 1954, p. 322-323.

10

William T. Sherman à Abraham Lincoln, 22 décembre 1854, manuscrits Lincoln, Bibliothèque du Congrès.

11

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 8, p. 181.

12

James Welch Patton, *Unionism and Reconstruction in Tennessee, 1860-1869*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1934, p. 126.

13

Encyclopedia of American History, *op. cit.*, p. 244.

14

John Eaton, *Grant, Lincoln and the Freedmen*, Longmans, Green & Co., New York, 1907, p. 186. Cité dans David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 525.

15

Bragdon & McCutchen, *History of a Free People*, *op. cit.*, p. 333.

16

Lettre de Grant citée dans Mark A. Moore, *Moore's Historical Guide to the Battle of Bentonville*, Savas Publishing Company, Campbell, Cal., 1997. Texte complet sur le site : http ://www.sonshi.com/sherman22.html

17

War of the Rebellion [...]. *Official Records of the Union and Confederate Armies*, 128 vol., Washington, 1880-1901, série 1, vol. 44, p. 799. Cité dans McPherson, *Battle Cry of Freedom*, *op. cit.*, p. 826.

18

James M. McPherson, *Battle Cry of Freedom*, *op. cit.*, p. 827.

19

Sur cette estimation, voir : Marion Brunson Lucas, *Sherman and the Burning of Columbia*, University of

North Carolina Press, Chapel Hill, N.C., 2000.

20

Titre d'un livre récent : Mark A. Smith et Wade Sokolosky, *« No Such Army Since the Days of Julius Caesar » : Sherman's Carolinas Campaign : from Fayetteville to Averasboro*, Ironclad Publishing, Columbus, Ohio, 2006.

21

John Bennet Walters, *Merchant of Terror : General Sherman and Total War*, Bobbs Merrill, Indianapolis, 1973, p. 203.

22

Memoirs of General W. T. Sherman, chap. 24, version en ligne : http ://www.sonofthesouth.net/union-generals/sherman/memoirs/general-sherman-goldsboro-raleigh.htm

23

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 228-230.

24

Memoirs of General W. T. Sherman, *op. cit.*, chap. XXIV.

25

James M. McPherson, *Battle Cry of Freedom*, *op. cit.*, p. 821.

26

Ibid., p. 822. Voir également *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 8, p. 275-276.

27

Alexander Stephens, *A Constitutional View of the Late War Between the States*, National Publishing Company, Philadelphie, 1868, p. 613. Cité dans Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 693.

28

Cité par le *National Republican* (Washington, D.C.), 13 février 1865.

29

Elizabeth Keckley, *op. cit.*, p. 121-122.

30

Abraham Lincoln à Ulysses S. Grant, 19 janvier 1865, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 8, p. 223.

31

Ulysses S. Grant à Abraham Lincoln, 21 janvier 1865, Abraham Lincoln Papers, Bibliothèque du Congrès ; Horace Porter, *Campaigning with Grant*, Mallard Press, New York, 1991, p. 388-389. Citations dans Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 684.

32

Second discours d'investiture, 4 mars 1865, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, op. cit., p. 320-322.

33

Christopher N. Breiseth, « Lincoln and Frederick Douglass : Another Debate », *Journal of the Illinois State Historical Society*, n° 68, février 1975, p. 22.

34

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 8, p. 356.

35

Ibid., p. 381-382.

36

James M. McPherson, *Battle Cry of Freedom*, *op. cit.*, p. 846.

37

Shelby Foote, *The Civil War : A Narrative*, Random House, New York, 1974, vol. 3, p. 896.

38

Pour ces citations, voir : James M. McPherson, *Battle Cry of Freedom*, *op. cit.*, p. 846-847.

39

Abraham Lincoln à Godfrey Weitzel, 6 avril 1865, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*,

vol. 8, p. 389.

40

Jefferson Davis, Constitutionalist : His Letters, Papers, and Speeches, *op. cit.*, vol. 6, p. 529-531.

41

Message d'Abraham Lincoln à Ulysses S. Grant, 7 avril 1865, dans *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, *op. cit.*, p. 327.

42

Adolphe de Chambrun, *Impressions of Lincoln and the Civil War : A Foreigner's Account*, Random House, New York, 1952, p. 82. Cité dans David H. Donald, *Lincoln*, p. 580.

43

Adolphe de Chambrun, *op. cit.*, p. 84.

44

Douglas Southall Freeman, *R. E. Lee : A Biography*, Scribners, New York, 4 vol., 1934-1935, vol. 4, p. 123.

45

http ://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Appomattox#The_surrender

46

Horace Porter, « The Surrender at Appomattox Courthouse », dans Clarence Buel et Robert U. Johnson (dir.), *Battles and Leaders of the Civil War*, Century, New York, 1884-188 (réimp. Thomas Yoseloff, New York, 1956), vol. 4, p. 740.

47

Burke Davis, *To Appomattox : Nine April Days, 1865*, Rinehart, New York, 1959, p. 386.

48

http ://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Appomattox#The_surrender

49

The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 8, p. 393-394.

50

Dernier discours de Lincoln, 11 avril 1865, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 8, p. 399-403.

51

Adolphe de Chambrun, *op. cit*., p. 93.

52

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 584.

53

William Hanchett, *The Lincoln Murder Conspiracies*, University of Illinois Press, Urbana, 1983, p. 37.

16. « Ô CAPITAINE ! MON CAPITAINE ! »

1
David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 589.

2
The Collected Works of Abraham Lincoln, *op. cit.*, vol. 8, p. 406-407.

3
Moorfield Storey, « Dickens, Stanton, Sumner, and Storey », *Atlantic Monthly*, n° 145, avril 1930, p. 464.

4
Gideon Welles, « Lincoln and Johnson », *Galaxy*, n° 13, avril 1877, p. 526-527.

5
Katherine Helm, *op. cit*., p. 243.

6
Francis Wilson, *John Wilkes Booth : Fact and Fiction of Abraham Lincoln's Assassination*, Houghton Mifflin, Boston, 1929, p. 51. Également, pour la lettre entière à J. S. Clarke : http ://www.freerepublic.com/forum/a3967bb851ddd.htm

7
Speech to One Hundred Fortieth Indiana Regiment, 17 mars 1865, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 8, p. 360-362.

8

David H. Donald, *Lincoln*, *op. cit.*, p. 588. Pour la phrase exacte, voir : http ://www.answers.com/topic/abraham-lincoln-assassination

9

Ward Hill Lamon, *op. cit.*, p. 115-117.

10

Jim Bishop, *The Day Lincoln Was Shot*, Scholastic Book Services, New York, 1970 [1955], p. 177.

11

Lettre d'Abraham Lincoln à Mary Lincoln, 9 juin 1863, dans *The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, vol. 6, p. 256.

12

Joshua W. Shenk, *op. cit.*, p. 209, 293 ; Francis Fisher Browne, *op. cit.*, p. 583.

13

William O. Stoddard, *Abraham Lincoln : The Man and the War President*, Fords Howard, New York, 1900, p. 409.

14

Jim Bishop, *op. cit.*, p. 104.

15

Ibid., p. 21.

16

Elizabeth Keckley, *op. cit.*, p. 138.

17

Storey, « Dickens, Stanton, Sumner, and Storey », *Atlantic Monthly*, *op. cit.*, p. 464.

18

Jim Bishop, *op. cit.*, p. 147.

19

Ibid., p. 153-154.

20

Mary Todd Lincoln : Her Life and Letters, *op. cit.*, p. 284-285.

21

Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 733 ; Jim Bishop, *op. cit.*, p. 165.

22

Jim Bishop, *op. cit.*, p. 187-188.

23

Bishop, *The Day Lincoln Was Shot*, p. 197.

24

Ruth Painter Randall, *Mary Lincoln : Biography of a Marriage*, *op. cit.*, p. 82.

25

Lettre de James S. Knox à son père, 15 avril 1865, manuscrits Lincoln, Bibliothèque du Congrès. Dans son *Journal*, Booth prétend qu'il a prononcé ces mots juste avant de tirer sur Lincoln, mais la plupart des témoins affirment qu'il les a criés après avoir sauté de la loge.

26

« Right or Wrong, God Judge Me » : The Writings of John Wilkes Booth, John Rhodehamel et Louise Taper (dir.), University of Illinois Press, Urbana, 1997, p. 155-159. Voir également : http ://freepages.genealogy.rootsweb.com/~mysouthernfamily/myff/d0051/g0000086.html

27

Lettre d'Elizabeth Dixon, dans *Surratt Society News*, n° 7, mars 1982, p. 4.

28

George S. Bryan, *The Great American Myth*, Carrick & Evans, New York, 1940, p. 189.

29

Sur ce sujet, voir la synthèse bien faite, mais guère concluante, d'Adam Gopnik : « Ages and Angels : Lincoln's Language and Legacy », *The New Yorker*, 28 mai 2007, p. 30-37.

30

Jim Bishop, *op. cit.*, p. 219-222.

31

Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 737.

32

The New York Times, 16 avril 1865.

33

Carl Sandburg, *op. cit.*, vol. 3, p. 867-868.

34

David H. Donald, *Lincoln Reconsidered : Essays on the Civil War Era*, *op. cit*, p. 4.

35

Carl Sanburg, *op. cit*, vol. 3, p. 870.

36

Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 742-744.

37

Robert S. Harper, *Lincoln and the Press*, *op. cit.*, p. 360.

38

Cité dans Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 249.

39

Ibid., p. 250.

40

Francis Wilson, *John Wilkes Booth : Fact and Fiction of Lincoln's Assassination*, *op. cit.*, p. 107.

41

Voir : Kate C. Larson, *The Assassin's Accomplice : Mary Surratt and the Plot to Kill Abraham Lincoln*, Basic Books, New York, 2008.

42

Rapport du lieutenant Edward Doherty, dans « The Death of John Wilkes Booth, 1865 » : http ://www.eyewitnesstohistory.com/booth.htm (1997). Voir aussi : James L. Swanson, *Manhunt : The 12-Day Chase for Lincoln's Killer*, William Morrow, New York, 2006.

43

Ibid.

44

« Right or Wrong, God Judge Me » : The Writings of John Wilkes Booth, *op. cit.*, p. 155-159. Voir aussi : http ://www.law.umkc.edu/faculty/projects/ftrials/lincolnconspiracy/boothdiary.html

45

Harper's Weekly, 6 mai 1865.

46

McPherson, *Battle Cry of Freedom*, p. 853.

47

Marie-France Toinet, *Le Système politique des États-Unis*, PUF, Paris, 1987, p. 605.

48

The Bee-Hive Newspaper, n° 188, 20 mai 1865. Ce journal était un hebdomadaire syndical publié à Londres de 1861 à 1876. Voir aussi : Karl Marx et Friedrich Engels, *La Guerre civile aux États-Unis (1861-1865)*, coll. « 10/18 », Paris, 1970.

49

Réponse au maire de New York, Fernando Wood, 20 février 1861, dans *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, *op. cit.*, p. 156 : « Un navire est fait pour le transport et la sauvegarde de sa cargaison ; tant que le navire peut être sauvé, celle-ci ne doit en aucun cas être abandonnée. [...] De la même manière, cette Union ne devra jamais être abandonnée aussi longtemps qu'on aura une chance de la préserver sans jeter passagers et cargaison par-dessus bord. »

50

« O Captain ! My Captain ! », *Saturday Press*, New York (4 novembre 1865). Poème mille fois reproduit, et traduit dans toutes les langues. Ici, traduction de l'auteur.

51

Bragdon et McCutchen, *History of a Free People*, *op. cit.*, p. 335.

52

Tom Taylor, « Abraham Lincoln » (d'après *Punch*), dans Edmund Clarence Stedman (dir.), *A Victorian Anthology, 1837-1895*, Houghton Mifflin, Boston, 1895. « To make me own this hind of princes peer, / This rail-splitter a true-born king of men. »

53

Gilbert Chinard, *L'Amérique d'Abraham Lincoln et la France*, Institut français, Washington, D.C., 1945, p. 25-32.

54

Jean H. Baker, *op. cit.*, p. 249.

55

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 253.

56

Mary Todd Lincoln à Alexander Williamson, 26 mai 1867, dans Turner et Turner (dir.), *Mary Todd Lincoln : Her Life and Letters*, *op. cit.*, p. 422.

57

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 256. Pour le détail des problèmes financiers de Mary Lincoln à cette époque, voir notamment p. 254-257.

58

Lettre à Sally Orne, 12 décembre 1869, dans Thomas F. Schwartz et Anne V. Shaughnessy, « Unpublished Mary Lincoln Letters », *Journal of the Abraham Lincoln Association*, vol. 11, n° 1, 1990, p. 40.

59

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 258.

60

Jean H. Baker, *op. cit.*, p. 309.

61

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 258.

62

Ibid., p. 258-259.

63

Katherine Helm, *op. cit.*, p. 267.

64

http ://www.americanheritage.com/articles/magazine/ah/2006/3/2006_3_56.shtml

65

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 259.

66

http ://www.americanheritage.com/articles/magazine/ah/2006/3/2006_3_56.shtml

67

Norbert Hirschhorn, « Mary Lincoln's "Suicide Attempt" : A Physician Reconsiders the Evidence », *The Lincoln Herald*, vol. 105, n° 3, automne 2003, p. 94-98. Voir également : Jean H. Baker, *op. cit*.

68

http ://members.aol.com/RVSNorton/Lincoln22.html. Voir aussi : Jean H. Baker, *op. cit*., p. 318-326.

69

Mary Todd Lincoln : Her Life and Letters, *op. cit.*, p. 617.

70

Titre du chapitre VIII du livre d'Edwin Asa Dix, *A Midsummer Drive in the Pyrénées*, G. P. Putnam's Sons, New York et Londres, 1890.

71

Sur les Américains à Pau, la visite de Grant, la mise à l'écart de Mary Lincoln, etc., voir : Pierre Tucoo-Chala, *Pau, ville américaine*, deuxième édition revue et complétée, Éditions du Cairn, Tarbes, 1997, notamment p. 11-24 ; également, et du même auteur : *Pau, ville anglaise*, Librairie des Pyrénées et de Gascogne, Pau, 1999, notamment le dernier chapitre : « De Pau ville anglaise à Pau ville américaine », p. 233-243.

72

Cité dans : Jason Emerson, « The Madness of Mary Lincoln », *American Heritage Magazine*, vol. 57, n° 3,

juin-juillet 2003. Voir également, du même auteur : *The Madness of Mary Lincoln*, Southern Illinois University Press, Carbondale, 2007, Appendix 1 : Unpublished Mary Todd Lincoln Letters.

73

Sur toute cette affaire, voir : Thomas J. Craughwell, *Stealing Lincoln's Body*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 2007 ; et du même auteur : « A Plot to Steal Lincoln's Body », *U.S. News and World Report*, 2 juillet 2007, p. 52-54.

74

http ://members.aol.com/RVSNorton/Lincoln16.html

75

Cité dans : Robert Gottlieb, « The Drama of Sarah Bernhardt », *The New York Review of Books*, vol. 54, n° 8, 10 mai 2007.

76

Jerrold M. Packard, *op. cit.*, p. 263.

77

http ://www.mrlincolnswhitehouse.org/inside.asp ?ID=16&subjectID=2

78

Lettre de Mary Harlan Lincoln à Katherine Helm, dans Gerald D. Swick et Donna D. McCreary, « His Own Place in the Sun », *Lincoln Lore*, été 1998.

79

Léon Tolstoï, cité dans le *New York World*, 7 février 1908. Voir aussi Doris Kearns Goodwin, *op. cit.*, p. 9.

BIBLIOGRAPHIE

a) THE ABRAHAM LINCOLN PAPERS AT THE LIBRARY OF CONGRESS

Au total, les *Abraham Lincoln Papers at the Library of Congress* (Washington, D.C.) se composent d'environ 20 000 documents. La collection est divisée en trois séries dites de « correspondance générale » (courrier envoyé et reçu, brouillons de discours, notes et documents imprimés). La plupart des documents proposés vont des années 1850 aux années de présidence (1860-1865). On y trouve aussi le courrier de nombreux correspondants, qu'il s'agisse d'amis ou d'associés, de personnages connus ou de simples citoyens. Dans leur version en ligne, les *Lincoln Papers* donnent à voir quelque 61 000 images et 10 000 transcriptions.

Site : http ://memory.loc.gov/ammem/alhtml/malhome.html

b) ŒUVRES COMPLÈTES

Disponible également sur Internet : *The Collected Works of Abraham Lincoln*, Roy P. Basler, Marion Dolores Pratt et Lloyd A. Dunlap (dir.), 8 vol., Rutgers University Press, New Brunswick, NJ, 1953.

Site : http ://quod.lib.umich.edu/l/lincoln/

c) AUTRES OUVRAGES

ANGLE Paul M. et MYERS Earl Shenk, *Tragic Years : A Documentary History of the American Civil War*, Da Capo Press, New York, 1992.

ARAGONNES Claude, *Lincoln, héros d'un peuple*, Hachette, Paris, 1955.

ARNAUD Achille, *Abraham Lincoln, sa naissance, sa vie, sa mort, avec un récit de la guerre d'Amérique*, Charlieu et Huillery, Paris, 1865.

ARNAVON Cyrille, « Images françaises du président Lincoln », *Études anglaises*, vol. 12, n° 1, janvier-mars 1957, p. 8-20.

BAKER Jean H., *Mary Todd Lincoln : A Biography*, Norton, New York, 1987.

BASLER Roy P., PRATT Marion Dolores et DUNLAP Lloyd A. (dir.), *The Collected Works of Abraham Lincoln*, 8 vol., Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey, 1953 (2 suppléments publiés en 1974 et 1990).

BENNER Martha L., DAVIS Cullom *et al*., *The Law Practice of Abraham Lincoln : Complete Documentary Edition*, Urbana : University of Illinois Press, 2000.

BENNETT Lerone, *Forced into Glory : Abraham Lincoln's White Dream*, Johnson Publishing Company, Chicago, 2000.

BERINGER Richard E., HATTAWAY Herman, JONES Archer et STILL William N., Jr., *Why the South Lost the*

Civil War, University of Georgia Press, Athens, Ga., 1986.

BISHOP Jim, *The Day Lincoln Was Shot*, Scholastic Books Services, New York, 1970 [Harper & Row, New York, 1955].

BLACKISTON Harry S., « Lincoln's Emancipation Plan », *Journal of Negro History*, vol. 7, juillet 1922, p. 257-277.

BORITT Gabor (dir.), *The Lincoln Enigma : The Changing Faces of an American Icon*, Oxford University Press, New York, 2001.

——, *The Gettysburg Gospel : The Lincoln Speech That Nobody Knows*, Simon & Schuster, New York, 2006.

BROWNE Francis Fisher, *The Every-Day Life of Abraham Lincoln*, 2e éd., Brown & Howell, Chicago, 1913.

BURLINGAME Michael, *The Inner World of Abraham Lincoln*, University of Illinois Press, Urbana, 1994.

——(dir.), *An Oral History of Abraham Lincoln : John G. Nicolay's Interviews and Essays*, Southern Illinois University Press, Carbondale, 1996.

——, *At Lincoln's Side : John Hay's Civil War Correspondence and Selected Writings*, Southern Illinois University Press, Carbondale, 2000.

BURLINGAME Michael et ETTLINGER John R. Turner (dir.), *Inside Lincoln's White House : The Complete Civil War Diary of John Hay*, Southern Illinois University Press, Carbondale, 1997.

BUSH Bryan S., *Lincoln and the Speeds : The Untold Story of a Devoted and Enduring Friendship*, Acclaim Press, Morley, MO, 2008.

CARPENTER Francis Bicknell, *Six Months at the White House with Abraham Lincoln*, University of Nebraska Press, Lincoln, Neb., 1995 [1866].

CARWARDINE Richard J., *Lincoln : A Life of Purpose and Power*, Knopf, New York, 2006.
CATTON Bruce, *America Goes to War : The Civil War and Its Meaning in American Culture*, Wesleyan University Press, Hanover, N.H. & Londres, 1986.
CHAMBRUN Adolphe de, *Impressions of Lincoln and the Civil War : A Foreigner's Account*, Random House, New York, 1952.
CHINARD Gilbert, *L'Amérique d'Abraham Lincoln et la France*, Institut français, Washington, D.C., 1945 (35 p.).
COMMAGER Henry Steele, *The Blue and the Gray : The Story of the Civil War as Told by Participants*, The Fairfax Press, New York, 1991.
CRAUGHWELL Thomas J., *Stealing Lincoln's Body*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 2007.
DILORENZO Thomas J., *The Real Lincoln : A New Look at Abraham Lincoln, His Agenda, and an Unnecessary War*, Three Rivers Press, New York, 2003.
DIRCK Brian R. (dir.), *Lincoln Emancipated : The President and the Politics of Race*, Northern Illinois University Press, DeKalb, 2007.
DONALD David Herbert, *Lincoln's Herndon : A Biography*, Knopf, New York, 1948.
——, *Lincoln Reconsidered : Essays on the Civil War Era*, Vintage Books, New York, 1961 [1947].
——, *Why the North Won the Civil War*, Colliers Books, New York, 1962 [1960].
——, *Lincoln*, Touchstone, New York, 1996 [Simon & Schuster, New York, 1995].
——, *« We Are Lincoln Men » : Abraham Lincoln and His Friends*, Simon & Schuster, New York, 2003.
EMERSON Jason, *The Madness of Mary Lincoln*, Southern Illinois University Press, Carbondale, 2007.

EPSTEIN Daniel Mark, *The Lincolns : Portrait of a Marriage*, Ballantine Books, New York, 2008.
FEHRENBACHER Don E. (dir.), *Abraham Lincoln : Speeches and Writings, 1859-1865,* The Library of America, New York, 1989.
FEHRENBACHER Don E. et FEHRENBACHER Virginia, *Recollected Words of Abraham Lincoln*, Stanford University Press, Palo Alto, 1986.
FINDLEY Paul, *A. Lincoln : The Crucible of Congress*, Crown Publishers, New York, 1979.
FLEISCHNER Jennifer, *Mrs Lincoln and Mrs Keckley : The Remarkable Story of the Friendship between a First Lady and a Former Slave*, Broadway Books, New York, 2003.
FONER Eric, *Free Soil, Free Labor, Free Men : The Ideology of the Republican Party before the Civil War*, Oxford University Press, New York, 1971.
——(dir.), *Our Lincoln : New Perspectives on Lincoln and His World*, Norton, New York, 2008.
FOOTE Shelby, *The Civil War : A Narrative*, Random House, New York, 1974.
FRAYSSÉ Olivier, *Abraham Lincoln : la terre et le travail, 1809-1860*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1988. Édition américaine : *Lincoln, Land, and Labor, 1809-60*, University of Illinois Press, Champaign, Ill., 1994.
FREDERICKSON George M., *Big Enough to be Inconsistent : Abraham Lincoln Confronts Slavery and Race*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 2008.
FREEMAN Douglas Southall, *R. E. Lee : A Biography*, Scribners, New York, 4 vol., 1934-1935.
GIENAPP William E., *Abraham Lincoln and Civil War in America : A Biography*, New York, Oxford University Press, 2002.

GOODWIN Doris Kearns, *Team of Rivals : The Political Genius of Abraham Lincoln*, Simon & Schuster, New York, 2005.

GOPNIK Adam, « Angels and Ages : Lincoln's language and its legacy », *The New Yorker*, 28 mai 2007, p. 30-37.

GUELZO Allen C., *Lincoln and Douglas : The Debates That Defined America*, Simon & Schuster, New, 2008.

HANCHETT William, *The Lincoln Murder Conspiracies*, University of Illinois Press, Urbana,1983.

HARPE Robert S., *Lincoln and the Press*, McGraw-Hill, New York, 1951.

HELM Katherine, *The True Story of Mary, Wife of Lincoln*, Harper and Brothers, New York, 1928.

HERNDON William H. et WEIK Jesse W., *Herndon's Lincoln : The True Story of a Great Life*, 3 vol., Bedford-Clarke, Boston, 1890 (en un volume, Digital Scanning, Incorporated, 1999).

HERTZ Emanuel (dir.), *Lincoln Talks : A Biography in Anecdote*, Viking, New York, 1939.

HOLZER Harold, *Lincoln Revisited*, Fordham University Press, New York, 2007.

HOWELLS W. D., *Life of Abraham Lincoln*, Abraham Lincoln Association, Springfield, Ill., fac-similé, 1938 [1860].

HUGHES Gérard, *Une théorie de l'État esclavagiste : John Caldwell Calhoun*, Publication de l'Université de Provence, Aix-en-Provence, 2004.

JOHNSON Michael P. (dir.), *Abraham Lincoln, Slavery, and the Civil War : Selected Writings and Speeches*, Bedford/St. Martin's, Boston, 2001.

JONES Howard, *Union in Peril : The Crisis over British Intervention in the Civil War*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1992.

KASPI André, *La Guerre de Sécession : les États désunis*, Gallimard, Paris, 1992.
KECKLEY Elizabeth, *Behind the Scenes : Or, Thirty years a slave, and four years in the White House*, G. W. Carleton, New York, 1868.
KUNHARDT, Dorothy M. et KUNHARDT Philip B. Jr., *Twenty Days : The Authoritative Account of Lincoln's Assassination, the Conspiracy and Aftermath*, Newcastle, North Hollywood, Calif., 1985.
LAMON Ward Hill, *Recollections of Abraham Lincoln, 1847-1865,* University of Nebraska Press, Lincoln, Neb., 1994.
LEECH Margaret, *Reveille in Washington, 1860-1865*, Harper & Brothers, New York, 1941.
LINCOLN Abraham, « An Autobiography in the third person written for John L. Scripps of the *Chicago Press and Tribune* » (juin 1860). Basler, *Collected Works*, vol. 4, p. 60-67.
LIND Michael, *What Lincoln Believed : The Values and Convictions of America's Greatest President*, Doubleday, New York, 2004.
LIVERMORE Thomas L., *Numbers and Losses in the Civil War in America, 1861-65*, Houghton, Mifflin and Company, Boston, 1901.
MCCLINTOCK Russell, *Lincoln and the Decision for War : The Northern Response to Secession*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 2008.
McPHERSON James M., *Ordeal by Fire : The Civil War and Reconstruction*, 3 vol., Knopf, New York, 1982.
——, *Battle Cry of Freedom : The Civil War Era*, Ballantine Books, New York, 1988.
——, *Abraham Lincoln and the Second American Revolution*, Oxford University Press, New York, 1991.

——, *What They Fought For : 1861-1865*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1994.
MIERS Earl Schenck (dir.), *Lincoln Day by Day : A Chronology, 1809-1865*, 3 vol., Lincoln Sesquicentennial Commission, Washington, D.C., 1960 (réimp. Morningside Bookshop, Dayton, Ohio, 1991). Version rectifiée et complétée sur le site : http ://www.stg.brown.edu/projects/lincoln/
MITGANG Herbert (dir.), *Abraham Lincoln : A Press Portrait*, Quadrangle Books, Chicago, 1971.
MONAGHAN Jay, *Abraham Lincoln Deals with Foreign Affairs : A Diplomat in Carpet Slippers*, University of Nebraska Press, Lincoln & Londres, 1997 [1945].
MORRIS Richard B., *Encyclopedia of American History*, Harper, New York, 1970.
NICOLAY John G. et HAY John, *Abraham Lincoln : A History*, 10 vol., Century Co., New York, 1890.
OAKES James, *The Radical and the Republican : Frederick Douglass, Abraham Lincoln, and the Triumph of Antislavery*, Norton, New York, 2007.
OATES Stephen B., *Lincoln*, Fayard, Paris, 1984 (trad. Philippe Delamare).
——, *With Malice Toward None : A Life of Abraham Lincoln*, HarperPerennial, New York, 1994 [Harper & Row, New York, 1977].
PACKARD Jerrold M., *The Lincolns in the White House : Four Years That Shattered a Family*, St. Martin’s Press, New York, 2005.
PARISH Peter (dir.), *Abraham Lincoln : Speeches and Letters*, Everyman, Londres, 1993.
PINSKER Matthew, *Lincoln’s Sanctuary : Abraham Lincoln and the Soldiers’ Home*, Oxford University Press, New York, 2003.
PITT H. G., *Abraham Lincoln*, Sutton Publishing, Stroud, Gloucestershire, 1998.

POTTER David M., *Lincoln and His Party in the Secession Crisis*, Yale University Press, New Haven, 1971.
RANDALL J. G., « Has the Lincoln Theme been Exhausted ? », *The American Historical Review*, vol. 41, n° 2, janvier 1936, p. 270-294.
RANDALL Ruth Painter, *Mary Lincoln : Biography of a Marriage*, Little, Brown, Boston, 1953.
RHODEHAMEL John et TAPER Louise (dir.), *« Right or Wrong, God Judge Me » : The Writings of John Wilkes Booth*, University of Illinois Press, Urbana, 1997
ROWLAND Dunbar (dir.), *Jefferson Davis, Constitutionalist : His Letters, Papers, and Speeches*, 10 vol., AMS Press, New York, 1973 [1923].
SANDBURG Carl, *Abraham Lincoln*, 3 vol., Dell, New York, 1975 [1926, 1939].
SHENK Joshua Wolf, *Lincoln's Melancholy : How Depression Challenged a President and Fueled His Greatness*, Houghton Mifflin, Boston, 2005.
SPEED Joshua F., *Reminiscences of Abraham Lincoln and Notes of a Visit to California*, John P. Morton, Louisville, Kentucky, 1884.
SPRINGER Karen, « "Helpcat or Helmate" : The Mary Lincoln Todd Saga — A new exhibit examines a controversial First Lady's troubled years », *Newsweek* (en ligne), 19 septembre 2007 : http ://www.msnbc.msn.com/id/20870247/site/newsweek/
STODDARD William O., *Abraham Lincoln : The Man and the War President*, Fords Howard, New York, 1900.
STOWELL Daniel W. (dir.), *The Papers of Abraham Lincoln : Legal Documents and Cases*, 4 vol, University of Virginia Press, Charlottesville, 2008.
STROZIER Charles B., *Lincoln's Quest for Union : Public and Private Meanings*, Free Press, New York, 2005.

SWANSON James L., *Manhunt : The 12-Day Chase for Lincoln's Killer*, William Morrow, New York, 2006.
TARBELL Ida, *The Life of Abraham Lincoln*, Doubleday & McClure, New York, 1900.
THOMAS Benjamin P., *Abraham Lincoln : A Biography*, Alfred A. Knopf, New York, 1952.
TRIPP C. A., *The Intimate World of Abraham Lincoln*, Free Press, New York, 2005.
TURNER Justin G. et TURNER Linda Levitt (dir.), *Mary Todd Lincoln : Her Life and Letters,* Alfred A. Knopf, New York, 1972.
VIDAL Gore, *Lincoln* (roman), Random House, New York, 1984.
VILLARD Henry, *Lincoln on the Eve of '61 : A Journalist's Story*, Harold G. et Oswald Garrison Villard (dir.), Knopf, Da Capo Press, New York, 1969 [New York, 1941].
VILLEFOSSE Louis de, *Abraham Lincoln*, Club Français du Livre, Paris, 1956.
VORENBERG Michael, « Abraham Lincoln and the Politics of Black Colonization », *Journal of the Abraham Lincoln Association,* vol. 14, n° 2, été 1993, p. 22-45.
WARREN Louis, *Lincoln's Youth : Indiana Years, Seven to Twenty-One, 1816-1830*, Appleton, New York, 1959.
WILLS Gary, *Lincoln at Gettysburg : The Words That Remade America*, Simon & Schuster, New York, 1992.
——, « Two Speeches on Race », *The New York Review of Books*, vol. 55, n° 7, 1er mai 2008, p. 4, 6 et 8 (Barack Obama comparé à Lincoln).
WILSON Douglas L., *Lincoln before Washington : New Perspectives on the Illinois Years*, University of Illinois Press, Urbana, 1997.

——, *Honor's Voice : The Transformation of Abraham Lincoln*, Alfred A. Knopf, New York, 1998.
——, *Lincoln's Sword : The Presidency and the Power of Words*, Alfred A. Knopf, New York, 2006.
WILSON Douglas L. et DAVIS Rodney O. (dir.), *Herndon's Informants : Letters, Interviews, and Statements about Abraham Lincoln*, University of Illinois Press, Urbana, 1998.
WILSON Edmund, *Patriotic Gore : Studies in the Literature of the American Civil War*, Oxford University Press, New York, 1966, p. 99-130.
WILSON Francis, *John Wilkes Booth : Fact and Fiction of Abraham Lincoln's Assassination*, Houghton Mifflin, Boston, 1929.
WINIK Jay, *April 1865 : The Month That Saved America*, Harper-Collins, New York, 2002.
ZANELLI Alberto Pasolini, *Dalla Parte di Lee : la vera storia della guerra di secessione americana*, Leonardo Facco Editore, Treviglio (Bg), 2006.

d) FILMOGRAPHIE

REINHART Mark S., *Abraham Lincoln on Screen : A Filmography of Dramas and Documentaries Including Television, 1903-1998*, McFarland, Jefferson, N.C., 1999.

GRIFFITH D. W., *Abraham Lincoln*, 1930 (dialogues de Stephen Vincent Benet).

FORD John, *Vers sa destinée* (*Young Mr Lincoln*), 1939 (Henry Fonda dans le rôle-titre).

Abraham Lincoln : Preserving the Union, produit par A&E Television Network, 1996.

GRUBIN David, *Abraham and Mary Lincoln – A House Divided*, mini-série télévisée produite par A&E Television Network, 2001.

e) FILMOGRAPHIE COMPLÈTE

http ://en.wikipedia.org/wiki/Cultural_depictions_of_Abraham_Lincoln#Outside_the_United_States

INDEX

ABELL Mrs Bennett
Abolitionnistes
ADAMS Charles Francis
ADAMS James Truslow
ADAMS John Quincy
ADAMS John
Alabama
Albany Evening Journal
Alexandre
ALLEN Charles
ALLEN John
ALLEN Robert
Amendements à la Constitution, 13e ; 14e ; 15e
American Colonization Society
American Historical Association
Amérique (transatlantique)
AMPUDIA Pedro de
ANDERSON Robert
Antietam (bataille d')
Appomattox (bataille d')
Appomattox (capitulation de Lee)
Arista, Mariano
Arkansas
ARMSTRONG (famille)
ARMSTRONG Hannah
ARMSTRONG Jack
ARMSTRONG William

ASHBURY Henry
ASHMUN George
Atlanta (prise d’)
ATZERODT George A.

BAKER Edward D.
BALDWIN John B.
Ball’s Bluff (bataille de)
Baltimore
BARNES Joseph K.
BASLER Roy P.
BATES Edward
BEAUREGARD Pierre (general)
BEDELL Grace
BEECHER Henry Ward
BELL John
BELL William
BENNETT Lerone
Bentonville (bataille de)
BERNADOTTE Jean-Baptiste
BERNHARDT Sarah
BERRET James G.
BERRY James
Bible
BIGELOW John
Black Hawk (guerre de)
BLACKSTONE, William
BLAIR Francis Preston, Jr.
BLAIR Elisabeth
BLAIR Francis P., Sr.
BLAIR Montgomery
BLANC Louis
BLEDSOE Albert Taylor
Blocus maritime
BOOTH Edwin

BOOTH John Wilkes ; origines familiales ; acteur ; esclavagiste et raciste ; songe à enlever Lincoln ; première tentative (18 janv. 1865) ; deuxième tentative (17 mars) ; envisage l'assassinat ; organise le meurtre de Lincoln, Johnson et Seward ; tire sur Lincoln ; lettre-aveu ; traqué ; abattu (26 avril 1865) ; confession écrite
BOOTH Junius Brutus
BOWEN Henry C.
BRADWELL Myra
BRADY Mathew
BRECKINRIDGE John
BRENTON Thomas
Bristol (navire)
BROWN Charles D.
BROWN Francis Fisher
BROWN John
BROWNING Orville Hickman
BROWNING William A.
BRUTUS
BRYANT William Cullen
BUCHANAN James ; élu président (1856) ; discours d'investiture ; critique l'antiesclavagisme ; et l'affaire Dred Scott ; discours sur l'état de l'Union (3 déc. 1860) ; « *log-cabin president ?* »
BUELL Don Carlos
Bull Run (première bataille de juillet 1861)
Bull Run (seconde bataille de août 1862)
BUNYAN John
BURNS Robert
BURNSIDE Ambrose E.
BURROUGHS Joseph
BUSHROD Nancy
BUTLER Benjamin F.
BUTLER William
BUTTERFLY Justin
BYRON Lord

CALHOUN John
CALHOUN John C.
CAMERON Simon
CAMPBELL John A.
Caroline du Nord
Caroline du Sud ; ordonnance d’invalidation (1832) ; ordonnance de sécession (20 déc. 1860)
CARPENTER Francis B.
CARTWRIGHT Peter
CASS Lewis
CATTON Bruce
Censure (contre la presse)
CÉSAR Jules
CHAMBERLIN Thomas
CHAMBRUN (marquis de)
Chancellorsville (bataille de)
CHARLES I^er^ (d’Angleterre)
CHARLES XIII,
Charleston Mercury
CHASE Salmon P.
Chester County Times
CHESTER T. Morris
CHEW Robert S.
Chicago Daily Tribune
Chicago Press and Tribune
Chicago Times
Chicago Tribune
Chickamauga (bataille de)
Chickasaw Bayou (bataille de)
Chiriqui (affaire du)
CHITTY Joseph
Cincinnati
City Point
CLARK William T.
CLARKE J. S.

CLAY Henry ; *the American system* ; modèle pour Lincoln ; déçoit Lincoln ; franc-maçon ; « tarif de compromis » ; compromis de 1820 ; compromis de 1850
CLAYTON John M.
CLEMENCEAU Georges
CLÉOPÂTRE
COGDAL Isaac
Cold Harbor (bataille de)
COLFAX Schuyler
Columbia (district de)
COMMAGER Henry S.
Compromis de 1850,
Compromis du Missouri (1820)
Confédération, création de la
Confiscation Acts
CONKLING James
CONRAD Thomas Nelson
Conscription (loi demars 1863)
Constitution des Confédérés
Constitution fédérale,
Constitutional Union Party
Cooper Union (discours de)
Copperheads
CORBETT Boston
CORWIN Thomas
Cour suprême des États-Unis, dans l’affaire Dred Scott
CRAWFORD Andrew
CRAWFORD James
CRITTENDEN John J. (compromis de)
CROMWELL Oliver
Cuba
CUSHING Caleb

DANFORTH Willis

DAVIS David
DAVIS Garrett
DAVIS Jefferson ; nommé président de la Confédération ; confirmé par le vote des sudistes ; jusqu'au-boutiste ; réaction à la mort de Lincoln ; survit à la guerre
DAWES Laurens
DAWSON Elodie
DAYTON William A.
Delaware
DERIKSON David V.
Detroit Tribune
DICKSON William M.
DILORENZO Thomas J.
DIX Edwin Asa
DOHERTY Edward
DONALD David Herbert
DORSEY Azel W.
DOTY Dennis
DOUGLAS Stephen A. ; élu (1836) à l'Assemblée d'Illinois ; franc-maçon ; « petit géant » ; leader du Sénat ; et le *Kansas-Nebraska Act* ; discours de Springfield (3 octobre 1847) ; discours de Springfield (12 juin 1857) ; et la « souveraineté populaire » ; débats avec Lincoln ; rompt avec Buchanan ; tournée dans le Sud ; battu pour la présidence (1860) ; soutient la politique de Lincoln ; décès
DOUGLASS Frederick
Drapeau américain (origine)
DRESSER Charles
DRUMMOND Thomas
DUBOIS Jesse K.
DU BOIS W. E. B.
DUNLAP Lloyd A.

EDWARDS (famille)

EDWARDS Elisabeth
EDWARDS Matilda
EDWARDS Ninian
ELIOT T. S.
ELLIS Abner Y.
ELLSWORTH Elmer
EMERSON John
EMERSON Ralph Waldo
ENGELS Friedrich
Esclavage ; données chiffrées ; extension de ; apologies de l’esclavage ; l’expatriation comme solution (voir aussi : *American Colonization Society*, Chiriqui, Haïti, Liberia)
ÉSOPE
Espagne
États-Unis, évolution démographique, boom économique ; expansion territoriale.
EUCLIDE
EVERETT Edward
EWING Thomas

FABER Doris
Falstaff
Fee-Soil, *Free-Soilers*
FESSENDEN William
FILMORE Millard ; « *log-cabin president ?* »
FITZHUGH George
Floride
FLOYD John B.
Force Bill
FORD Gerald
Ford’s Theatre
Fort Donelson
Fort Henry
Fort Moultrie
Fort Pickens

Fort Pulaski
Fort Snelling
Fort Sumter
Fort Towson
FOX Gustave V.
FOX Virginia Woodbury
France
FRANCIS (Mrs)
FRANCIS Simeon
FRANKLIN Benjamin
FRAYSSÉ Olivier
Fredericksburg (bataille de)
Frederickson, George M.,
Freeport (doctrine de)
Freeport (27 août 1858, discours de Lincoln)
Free-Soil, *Free-Soilers*
FRÉMONT Jessie
FRÉMONT John C., candidat à la Maison-Blanche (1856) ; battu ; (proclamation de)
FRENCH Benjamin B.

Galesburg (Lincoln, discours de)
GARFIELD James, « *log-cabin president ?* »
Gaule
GARRISON William Lloyd
GENTRY Allen
GENTRY James
Géorgie
Gettysburg (bataille de)
Gettysburg (discours de)
GILLESPIE William
GLOVER Samuel T.
Goldsboro (prise de)
Goodwin, Doris Kearns
GORGAS Josiah
GOTT Daniel

GOURLEY James
GRAHAM Mentor
Grande-Bretagne
GRANT Julia
GRANT Ulysses S. ; victoires de Fort Henryet de Fort Donelson ; contesté après Shiloh ; Ordre d’expulsion des juifs (17 déc. 1862) ; annule son Ordre à la demande Lincoln ; nommé commandant en chef (12 mars 1864) ; victoires coûteuses (mai-juin 1864, surnommé « le boucher ») ; assiège Petersburg. et la reddition de Lee ; devient président (1869-1877) ; en visite à Pau (8-11 déc. 1878) ; « *log-cabin president ?* »
GRAY Thomas
GREELEY Horace
GREEN Billy
GREEN Bowling
GREEN Nancy
GREENLEAF Simon
GRIGSBY (famille)
GRIGSBY Aaron
GRIGSBY Charles
GRIGSBY Reuben
GRIMSLEY Elisabeth
Guadalupe-Hidalgo, traité de
Guerre de sécession : résumé des causes ; premières menaces ; déclenchement ; États sécessionnistes ; nombre de batailles ; nombre de victimes ; rapports de forces ; statistiques des batailles ; première guerre « moderne » ; recrutements ; financement ; affrontements de Baltimore (19 avril 1861) ; blocus maritime (plan Anaconda) ; désertions ; défense de la capitale ; dimension universelle de l’enjeu ; Bull Run (1861) ; contrôle du Mississippi ; Shiloh ; Bull Run (1862) ; Antietam (17 sept. 1862) ; Burnside remplace McClellan, mais est battu à Fredericksburg ; remplacé par Hooker ; raisons de la victoire finale du Nord et de la

défaite des sudistes ; Gettysburg (28 juin 1863) ; émeutes anticonscription ; Grant nommé commandant en chef des forces fédérales ; Sherman à la tête du front ouest ; victoires de Grant (mai-juin 1864) ; siège de Petersburg (juin 1864-mars 1865) ; offensive de Sherman dans le Sud-Ouest ; prise d'Atlanta (2 septembre 1864, 311, et de Savannah (21 déc.) ; Sherman envahit et dévaste la Caroline du Sud (févr. 1865), puis la Caroline du Nord (mars) ; Sherman, Grant et Lincoln à City Point ; dernier assaut de Lee (1er avril) ; bataille d'Appomattox (9 avril) ; reddition de Lee ; question du retour à la normale

Guerre du Mexique
GURLEY Phineas D.

Habeas Corpus
Haïti
HALE James T.
HALE John P.
HALE Lucy (ou « Bessie »)
Hamlet
HAMLIN Hannibal
Hampton Roads (conférence d')
HANKS Dennis
HANKS John
HANKS Lucy
HANKS Nancy (voir Lincoln, Nancy Hanks)
HANSELL Emerick
HARDIN John J.
HARDING George
HARDING Warren
HARLAN Mary Eunice
Harper's Weekly
Harper's Ferry
HARRIS Clara
HARRIS Ira

HARRIS Thomas L.
HARRISON William H.
HAY John
HAY Milton
HEINTZELMAN Samuel P.
HELM Benjamin Hardin
HELM Emilie Todd
HELM Katherine
HENRI IV,
HENRY Anson G. (docteur)
HERNDON William H. ; s’associe avec Lincoln ; personnalité ; rapports avec Mary Lincoln
HEROLD David D.,
HILL Mrs Samuel
HITLER Adolf
HOBSBAWM Eric
Hogdenville
HOLLAND Joshua G.
HOLMES Oliver Wendell
Homestead Act
HOOD John Bell
HOOKER Joseph
HOUDON Jean-Antoine
Housatonic (vapeur)
HUBBARD G. S.
HUGHES John
HUGO Victor
HUMPHREYS Elisabeth
HUNLEY Horace
HUNTER David (général)
HUNTER Robert M. T.
HURLBUT Stephen

Illinois
Illinois, Assemblée d’,
Illinois Gazette

Illinois State Journal
Indiana

JACKSON Andrew, réélu président (1832) ; « *log-cabin president ?* » ; « *Let the people rule* »
JACKSON James W.
JACKSON Thomas J. « Stonewall »
JAYNE Julia
JAYNE William
JEFFERSON Thomas
JÉSUS-CHRIST
JOHNSON Andrew ; cible d’un attentat manqué ; succède à Lincoln
JOHNSTON Elisabeth
JOHNSTON John D.
JOHNSTON Joseph E.
JOHNSTON Matilda
JOHNSTON Sarah Bush ; voir Lincoln, Sarah Bush Johnston
JUDD Norman B.
Juifs (défendus par Lincoln)

Kansas-Nebraska Act
Kansas
KASKEL Cesar
KECKLEY Elisabeth
KEENE Laura
KELLEY William D.
KELSO Jack
KENNEDY John F.
Kentucky
KEPNER James
KEYES Erasmus D.
KEYNES John Maynard
KING Alfred
KING Preston

KINSEY Alfred
KIRKPATRICK William
KITTY (fiancée d'Ellsworth)
Know-Nothings, parti des Know-Nothings
KOSSUTH Louis

La Case de l'oncle Tom
LAFONTAINE
LAFAYETTE
LAMON Ward Hill
LANE Harriet
Le Correspondant
LEALE Charles
Lecompton (constitution de)
LEE Robert E. ; sollicité par Lincoln ; devient chef des armées sudistes ; signe la reddition ; réaction à la mort de Lincoln
LEWIS Joseph J.
Liberator (The)
Liberia
LICINIUS Calvus
LINCOLN Abraham : ouvrages sur ; textes autobiographiques ; origines ; *self made man* ; scolarité ; autodidacte ; lectures ; poète ; naissance ; écrivain public ; surnommé « Abe » ; en Louisiane ; arrivée à New Salem ; épicier ; combat avec Jack Armstrong ; membre d'un club de pensée ; épisode du *Talisman* ; dans la guerre de Black Hawk ; receveur des postes ; arpenteur ; appelé « Honest Abe » ; quitte New Salem ; s'installe à Springfield ; déclaré apte à pratiquer le droit ; appelé « Old Abe » ; aspect physique ; raconteur d'histoires ; histoire de sa barbe ; dernière rencontre avec Sarah Bush Lincoln
– carrière et idées politiques, légalisme ; rapports à la franc-maçonnerie ; soutient William Harrison ; croit à son destin ; candidat à

l’Assemblée d’Illinois (en 1832, battu), (en 1834, élu) ; (en 1836, réélu) ; admiration pour Henry Clay ; déçu par Clay ; droit de vote des étrangers ; droit de vote des femmes ; sur les grands travaux ; contre l’anarchie ; droit des États ; candidat à la Chambre fédérale des représentants (mai 1846) ; élu (3 août 1846) ; s’installe à Washington ; contre l’expansionnisme ; sur la guerre du Mexique ; soutient Zachary Taylor ; sur l’amendement Wilmot ; contre une présidence forte ; tournée en Nouvelle-Angleterre ; proposé pour diriger les terres de l’Ouest ; proposé comme gouverneur de l’Oregon ; quitte la politique et revient au droit ; l’Union priorité numéro un ; sur les Know-Nothings ; de nouveau candidat à l’Assemblée d’Illinois ; première confrontation orale avec Stephen Douglas ; de nouveau élu ; démissionne afin d’être élu au Sénat fédéral ; échoue ; sur les troubles du Kansas ; proposé mais non retenu pour la vice-présidence (1856) ; soutient Frémont ; sur l’affaire « Dred Scott » ; répond au discours de Douglas (26 juin 1857) ; « une maison divisée contre elle-même » ; débats Lincoln-Douglas ; battu par Douglas (élection au Sénat fédéral) ; vise la présidentielle de 1860, ; tournée dans le Midwest ; tournée au Kansas ; pressenti pour la Maison-Blanche ; emprunte au marxisme ; sur John Brown ; tournée en Nouvelle-Angleterre ; constitutionnalisme ; candidat potentiel à la présidence (1860) ; désigné ; campagne discrète, élu ; activités (hiver 1860-61) ; rencontre Hamlin ; prépare son cabinet ; prédictions démographiques ; réélection (8 nov. 1864) ; pour une reconstruction douce et non « radicale »

– carrière juridique, apprentissage du droit ; confirmé comme homme de loi ; associé de John Todd Stuart ; plaideur ; duel avec James Shields ;

associé à Stephen Logan ; « Logan & Lincoln » ; s’associe avec Herndon ; honoraires ; tournées judiciaires ; défend William Armstrong ; procès McCormick ; confie son cabinet à Herndon – discours, au « Lyceum » ; contre Lewis Cass ; sur Clay ; de Peoria, « discours perdu » ; contre Buchanan ; campagne de 1858 contre Douglas ; discours de Milwaukee ; discours du Cooper Institute ; discours de Yale ; allocution de Springfield (8 août 1860) ; discours d’adieu à Springfield ; discours de Philadelphie (22 févr. 1861) ; premier discours d’investiture (légaliste et apaisant) ; discours sur l’état de l’Union : (3 déc. 1861), (1er déc. 1862) ; discours de Gettysburg ; deuxième discours d’investiture (4 mars 1865) ; dernier discours (11 avril 1865)

– esclaves, esclavage : vues sur l’esclavage ; vues sur les races ; abolitionnisme et abolitionnistes ; et l’amendement Wilmot ; problème du Districtde Columbia ; pour un rapatriement des esclaves (*colonization*) ; l’affaire du Chiriqui ; initiative (désavouée) du général Hunter ; pour une émancipation progressive ; l’amendement Corwin ; lois de confiscation ; enrôlement des noirs ; change de stratégie politique ; Proclamation d’Émancipation (1er janv. 1863) ; signe le 13e Amendement (1er févr. 1865)

– présidence, « *log-cabin president* » ; « *minority president* » ; menaces de sécession ; hostile au compromis de Crittenden ; voyage de Springfield à la Maison-Blanche ; arrivée à Washington ; complète son cabinet ; investiture au Capitole ; installation à la Maison-Blanche (4 mars 1861) ; l’affaire de Fort Sumter ; conflit avec Seward ; prépare la guerre (proclamation du 15 avril 1861)écide le blocus des

ports sudistes ; sollicite Robert E. Lee ; suspensions de l'Habeas Corpus ; loi martiale à Baltimore, message au Congrès (4 juillet 1861), censure de la presse ; après Bull Run, conflit avec Frémont ; conflits avec McClellan ; stratégie militaire ; après le deuxième Bull Run ; prépare une émancipation proclamée ; victoire décisive d'Antietam ; critique et démet McClellan ; le remplace par Burnside ; puis par Hooker ; essuie un revers aux législatives (4 nov. 1862) ; crise de cabinet ; Proclamation d'Émancipation ; réactions et impact ; protège les juifs ; désavoue le général Hunter ; remplace Hunter par Meade ; Meade gagne à Gettysburg, Grant à Vicksburg ; Meade critiqué par le président ; Lincoln à Gettysburg (discours et impact) ; oppose son veto au Wade-Davis Bill ; bat McClellan à la présidentielle (8 nov. 1864) ; signe (1er févr.) le projet de 13e Amendement ; échec de la rencontre de conciliation d'Hampton Roads (3 févr. 1865) ; rencontre Grant et Sherman à City Point (25-26 mars 1865) ; entre dans Richmond (4 avril) ; reçoit Adolphe de Chambrun ; apprend la reddition de Lee ; concernant l'ex-Assemblée de Virginie ; ultime réunion de Cabinet (14 avril 1865) ; échappe à deux enlèvements ; menaces d'attentats et attentats contre ; dernières activités (14 avril) ; ultime rêve d'avenir ; assassinat au Ford's Theatre ; décès (15 avril) ; réactions ; funérailles ; retour à Springfield ; inhumation ; bref bilan ; hommages posthumes ; ossements dérobés

– religion, convictions religieuses ; et la Bible ; proche de l'Église presbytérienne ; Tad baptisé

– santé, syndrome de Marfan ; daltonien, maladie vénérienne ? ; dépression / hypochondrie / « mélancolie » ; transformées en atout ; alité

– vie personnelle, « *rail-splitter* » ; travailleur manuel ; évoquant sa mère ; mort de sa mère ; rapports avec Sarah Bush Johnston ; amoureux d'Ann Rutledge ; homosexualité supposée ; amoureux de Mary Owens ; rencontre Mary Todd ; fiancé à Mary Todd ; rompt avec Mary Todd ; séjour chez les Speed à Farmington ; renoue avec Mary ; redemande la main de Mary ; mariage avec Mary ; vie conjugale ; auront quatre enfants ; dettes de New Salem ; achète une maison ; mort d'Eddie ; mort de son père ; naissance de Willie, et de Tad ; attitude envers ses enfants ; tourisme dans le Nord-Est avec Mary (juillet 1857) ; prémonitions de sa propre mort ; son rapport aux songes ; mort de Willie ; fait entrer son fils Robert dans l'armée

Lincoln, Edward « Eddie » (fils) ; naissance ; décès
LINCOLN Hannah Slater (ancêtre)
LINCOLN John (ancêtre)
LINCOLN John (grand-oncle)
LINCOLN Josiah (oncle)
LINCOLN Mary Todd (épouse) ; naissance ; origine ; éducation ; aspect physique ; personnalité ; attirée par Lincoln ; fiancée à Lincoln ; mariage ; aura quatre enfants ; foi en Lincoln ; sentiments religieux ; deuils successifs ; endettements ; rapports avec collaborateur de Lincoln ; santé, premiers troubles mentaux ; mort d'Eddie ; poème ; naissance de Willie ; naissance de Tad ; rénove la maison familiale ; visite le Nord-Est avec son mari (juillet 1857) ; femme du président-élu ; *First Lady* ; les confédérés de sa famille ; accusée d'être pro-sudiste ; soirée de gala (5 févr. 1862) ; mort de Willie ; rencontre des « voyants » ; séjour coléreux à City Point ; hostile à l'engagement dans l'armée de son fils Robert ; une femme peu aimée ; au Ford's Theatre ; et l'agonie du président ; une veuve brisée ; quitte Washington ;

s’installe dans la région de Chicago ; problèmes financiers ; pensionnée par le Congrès ; séjour en Allemagne (1868-1871) ; retour à Chicago ; mort de Tad ; perd la raison ; internée à la demande de Robert ; relâchée ; haine pour son fils ; séjour à Pau (1876-1880) ; voyages en Europe ; retour à Springfield ; décès (16 juillet 1882)
LINCOLN Abraham (grand-père)
LINCOLN Abraham « Jack » (fils de Robert)
LINCOLN Mordecaï (arrière-grand-père)
LINCOLN Mordecaï (oncle)
LINCOLN Nancy Hanks (mère) (décès)
LINCOLN Robert Todd (fils) ; naissance ; rapports avec son père ; étudiant à Harvard ; engagé dans l’armée fédérale ; devient avocat ; mariage ; fait interner sa mère ; rapports avec sa mère ; carrière diplomatique et politique ; témoin de trois assassinats présidentiels ; décès ; inhumation
LINCOLN Samuel (ancêtre)
LINCOLN Sarah (sœur)
LINCOLN Sarah Bush Johnston (belle-mère)
LINCOLN Thomas (frère)
LINCOLN Thomas (père), enfance ; déshérité ; à Mill Creek ; à Knob Creek ; épouse Nancy Hanks ; enfants ; à Little Pigeon Creek ; et l’éducation ; épouse Sara Bush Johnson ; dans le comté de Macon ; décès
Lincoln, Thomas « Tad » (fils) ; naissance ; en Allemagne ; décès
LINCOLN William Wallace, dit « Willie » (fils) ; naissance ; décès
Lincoln-Douglas (débats)
LIND Michael
LINDER Usher F.
LITTRÉ Émile
LOGAN David
LOGAN John A.

LOGAN Stephen T.
LONG (Dr.)
Louisiane
LOUIS-PHILIPPE I^er^
LOVEJOY Elijah

MADISON James
Manassas (bataille de) : voir Bull Run (seconde bataille)
MANNY John H.
MARSHALL James W.
MARSHALL John
MARX Karl
Maryland
MATHENY James
MATTESON Joel A.
MATTHEWS John
MCCLELLAN George B. (général)
MCCORMICK Cyrus
MCDOWELL Irwin
MCKEAN Leticia
MCKINLEY William
MCLEAN John
McLEAN Wilmer
MCNAMAR John
MCNEIL John
MCPHERSON James M.
MEADE George Gordon
Merryman (affaire)
MERRYMAN John
METZER James
Mexique
MICHELET, Jules
Militia Act
MILTON Hay
Mississippi (État)

Mississippi (fleuve)
Missouri
MONROE James
MONTALEMBERT
Mormons (communauté des)
MULLEN Terrence

NAPOLÉON Bonaparte
NAPOLÉON III,
Nashville (bataille de)
National Intelligencer
New York Daily News
New York Herald
New York Independent
New York Times
New York Tribune
New York
NICOLAY John G.
NICOMÈDE IV,
Noirs (recrutés) (dans le Sud)
NORRIS James H.
Nullification (invalidation)

O’SULLIVAN John
OFFUTT Denton
Observer (The)
Olney Times (Illinois)
Ordonnance du Nord-Ouest
Ottawa (discours d’août 1858)
OWENS Mary

PACKARD Jerrold M.
PAIN John
PAINE Thomas
PALMERSTON Lord
Panique de 1837,

PARKER Eliza
PARKER Ely
Parti américain (voir Know-Nothings),
Parti démocrate ; convention de 1860, ; scission
Parti du « Free-Soil », voir Free-soil,
Parti républicain ; naissance ; lancement dans l'Illinois ; convention de 1860,
Parti « unioniste »
Parti whig
Pau
Pau-Hunt
PAYNE Lewis : voir POWELL Lewis
PEALE Charles Willson
PELLETAN Eugène
PENDLETON George H.
People contre Truett
PERRY Miss
Perryville (bataille de)
Petersburg (siège de)
PETERSON William
PETIGRU James L.
Philadelphia Inquirer
Philadelphia Press
PHILLIPS Wendell
Picayune (Nouvelle-Orléans)
PIERCE Franklin
PINKERTON Allan
PINSKER Matthew
PITT H. G.
POE Edgar Allan
POLK James
PORTER David D.
POWELL Lewis
Powhatan (navire de guerre)
PRATT Marion Dolores
Proclamation au peuple de Caroline du Sud

Proclamation d’Émancipation
Providence Journal
PTOLÉMÉE
Punch

QUINET Edgar

Radicaux, républicains radicaux (voir aussi : Abolitionnistes)
RATHBONE Henry R.
Reading Journal
REAGAN Ronald
Reconstruction (politiques de), « douce » ; radicale
Recrutements (armée fédérale)
RHODES James Ford
Richmond : capitale des Confédérés ; siège de ; assauts contre ; bataille de ; visitée par Lincoln
Richmond Whig (The)
River Queen (bateau présidentiel)
ROBERTSON George
Robin des Bois
ROBINSON George
Rock Island Register
Rockford Republican
RONSARD Pierre
ROOSEVELT Franklin D.
ROOSEVELT Theodore
RUFFIN Edmund
RUSSELL John
Russie
RUTLEDGE Ann ; faussement fiancée à John McNeil ; mariage avec Lincoln envisagé ; décès
RUTLEDGE James
RUTLEDGE R. B. (cousin d’Ann)

SANDBURG Carl

SANDERSON James
Sandusky Commercial Register
Sangamo Journal
Santa Anna
Savannah (prise de)
SAXE-COBOURG Albert de
SCHŒLCHER Victor
SCHOFIELD John M.
SCHUMPETER Joseph
Scott, Dred (affaire)
SCOTT John M.
SCOTT Walter
SCOTT Winfield
SCRIPPS John L.
Sécession, de la Caroline du Sud ; autres États sécessionnistes ; constitution des États confédérés ; Jefferson Davis porté à la présidence sudiste ; occupation des forts fédéraux (voir aussi « Fort Sumter » et autres « Forts ») ; sécession dans l'administration et l'armée
Seven Days Battles
SEWARD Frederick
SEWARD William ; fait campagne pour Lincoln (1860) ; nommé aux Affaires étrangères ; conflit avec Chase ; conflit avec Lincoln ; blessé dans un accident ; victime d'une tentative de meurtre
SHAKESPEARE William
SHENK Joshua W.
SHERIDAN Philip
SHERMAN William Tecumseh
SHIELDS James
Shiloh (bataille de)
SHORT James
SHORT (Miss)
SLATER Hannah (arrière-grand-mère de Lincoln)
SMITH Caleb

SMITH Clark Moulton
SMITH James
Société de colonisation : voir *American Colonization Society*
Soldiers' Home (La Maison du soldat)
Sous-marin (lancement et naufrage)
SPARROW Elisabeth
SPARROW Thomas
Spartacus
SPEED Fanny Henning
SPEED James
SPEED Joshua S. ; héberge Lincoln ; homosexuel ? ; retourne au Kentucky ; épouse Fanny Henning ; rencontre le président-élu
SPEED Mary
SPEED (Mrs)
Springfield, devient capitale de lIllinois à la place de Vandalia (28 février 1837)
Spotsylvania (bataille de)
STANTON Edwin, au procès McCormick ; portrait humiliant de Lincoln ; ministre de la Guerre ; à la mort de Lincoln
Star of the West
STEPHENS Alexander
STONE Dan
STONE Robert
STOREY Wilbur F.
STORY Joseph
STOWE Harriet Beecher
STRONG George Templeton
STUART (famille)
STUART John Todd ; associé de Lincoln ; élu au Congrès fédéral ; fin de son partenariat avec Lincoln ; quitte le Congrès
SUAREZ Benito
SUÉTONE

SUMNER Charles
SUMNER Edward V.
SURRATT Mary
SWANEY James
SWEGLES Lewis C.

TAFT Charles
Talisman (vapeur)
TALLMADGE James
TANEY Robert B.
TAYLOR Tom
TAYLOR Zachary ; « *log-cabin president ?* », bataille de Cerro Cordo
Tecumseh
Tennessee
Texas
The Banner (Raleigh)
The Liberator
The Observer
The Republican (St. Louis)
The Sun (Baltimore)
THOMAS George
TILTON Lucian
Tippecanoe, bataille de
TODD (famille)
TODD Alexander
TODD David
TODD George
TODD Levi
TODD Mary, voir : Lincoln, Mary Todd
TODD Robert Smith
TODD Samuel
TOLSTOÏ Léon
Trent (affaire du)
TRIPP C. A.
TRUMAN Harry

TRUMBULL Lyman
TUCOO-CHALA Pierre
TYLER John

Utah

VALLANDIGHAM, Clement L.
Van Buren, Martin
Vandalia (capitale de l’Illinois jusqu’en 1837)
Verdi (Dr.)
Verplanck Bill
VICTORIA (reine)
VIDAL Gore
Village Voice
VILLEFOSSE Louis de
Virginie-Occidentale
Virginie

WADE Benjamin
Wade-Davis Bill
WALLACE William S.
WASHBURNE Elihu B.
WASHINGTON George
WATIE Stand
WATT John
WATT (Mrs)
WEBB Edwin
WEBSTER Daniel
WEEMS Parson
WEINSTEIN Cindy
WEITZEL Godfrey
WELLES Gideon
WELLINGTON (duc de)
WHEELER Joseph
WHITE Horace
WHITE Martha

WHITMAN Walt
WHITNEY Eli
WHITNEY Henry
Wilderness (bataille de)
WILLS Gary
Wilmot (amendement)
WILMOT David
WILSON Henry
WILSON Robert L.
WOOD Fernando
WOOD John
Wyandotte Constitution

YATES Richard
YOUNG Brigham

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma gratitude à Nicole Vincent, Bernard Genton et Mark Niemeyer, qui, à des titres divers, m’ont aidé à écrire ce livre.

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

ABRAHAM LINCOLN
LE POUVOIR DES MOTS
Lettres et discours
Présentés et traduits par Bernard Vincent

Rien, ni sa naissance ni son éducation, ne destinait Abraham Lincoln à devenir, en février 1861, le seizième président des États-Unis d'Amérique, à empêcher la scission définitive de l'Union, puis à abolir « l'institution particulière » de l'esclavage, ce « mal moral, social et politique ».

L'ancien bûcheron devenu avocat, avant d'accéder à la fonction suprême, incarne au plus haut point le double idéal du « rêve américain » et du *self made man.* Cet idéal, le « Grand Émancipateur » l'a traduit en actes, mais aussi en paroles, inscrites à jamais dans l'inconscient américain.

Le verbe, a dit un historien, était « le glaive de Lincoln ». Lettres, proclamations, communiqués militaires, discours publics ou confessions privées : cette anthologie rassemble cent cinq documents parmi les plus significatifs d'une vie transformée en destin. De son entrée en politique en 1832 à son dernier discours le 11 avril 1865, trois jours avant son assassinat, ils permettent de restituer la vie, la pensée et l'action d'un homme convaincu de « ne pouvoir se soustraire à l'Histoire ».

ISBN 978-2-8098-0123-1 / H 50-5778-1/288 pages / 19,95 €

BERNARD VINCENT

AMISTAD

Les mutins de la liberté

En 1839, cinquante-trois esclaves capturés en Sierra Leone et convoyés à bord d'une goélette espagnole, l'*Amistad*, se mutinent au large de Cuba. Ils tuent le capitaine et errent pendant deux mois dans les Caraïbes avant d'échouer à Long Island.

Emprisonnés à New Haven (Connecticut), sous l'inculpation de meurtre et de piraterie, les mutins font l'objet de deux procès retentissants.

Contre toute attente, le verdict des tribunaux tourne à leur avantage – et à celui des abolitionnistes qui les soutiennent. Le gouvernement fait appel et porte l'affaire devant la Cour suprême. John Quincy Adams, ancien Président, se joint aux avocats de la défense et donne au procès sa pleine dimension politique.

Bernard Vincent a pu consulter aux États-Unis nombre de documents d'époque. Il retrace de façon détaillée l'épopée de Joseph Cinqué et de ses compagnons, couronnée par une victoire, la première de l'histoire américaine, contre l'esclavage et la ségrégation raciale.

ISBN 978-2-84187-104-5 / H 50-2258-7 / 288 pages / 18,50 €

Abraham Lincoln occupe une place à part dans l'histoire des États-Unis et dans la mémoire de ses citoyens. De la cabane en rondins de son enfance à son assassinat, l'ascension du « bûcherons devenu roi » est l'exemple même du rêve américain, au point d'être l'objet d'un véritable culte laïque.

Tenu à l'écart des études, promis à une existence sans relief, cet autodidacte devenu avocat par son seul mérite se lance en politique à vingt-trois ans et sera élu à la Maison Blanche en 1860, à cinquante et un ans. Il y accomplira l'impensable : remportera la victoire militaire contre les Etats du Sud, sauver l'Union fédérale du naufrage et proclamer l'abolition de l'esclavage, pratique indigne d'une nation formée pour « éclairer le monde » . Acte de bravoure inouï, dont il eut le génie de penser qu'il accélérait la réunification, au lieu de la freiner.

Tant de courage vaudra à Lincoln d'être assassiné, le 14 avril 1865, quelques jours après la fin des hostilités. Mais, deux siècles après sa naissance, il demeure dans la mémoire américaine une figure mythologique, un « père de la nation » au même titre que Washington.

Distinguant l'homme de sa légende, Bernard Vincent restitue cette épopée sans dissimuler les échecs politiques, les ambiguïtés philosophiques et les tourments personnels qui n'empêchèrent pas Lincoln d'aider son pays à son pays à surmonter l'une des périodes les plus sombres de son Histoires.

Professeur émérite d'histoire et civilisation américains à l'Université d'Orléans, anciens président de l'association

française d'études américaines, Bernard Vincent a consacré de nombreux ouvrages à l'histoire des Etats-Unis, notamment Thomas Paine ou la religion de la liberté (*Aubier-Montaigne, 1987*), Amistad : les mutins de la liberté *(L'Archipel, 1998*), Histoires des Etats-Unis *(Flammarion,« Champs », 2008, en collaboration), ainsi qu'une anthologie de textes, Lincoln, le pouvoir de mots (L'Archipel, 2009), complément de cette biographie.*

En 1793, George Washington commença son second mandat un 4 mars. Cette date resta la date d'investiture de tous les présidents jusqu'au 6 février 1933, jour où fut voté par le Congrès un amendement constitutionnel abrégeant la période transitoire et fixant au 20 janvier la date d'investiture de tous les présidents nouvellement élus.

En décembre 1859, Lincoln donnera de lui-même cette brève description : « Je mesure six pieds quatre pouces environ [1,92 m] ; mince de corps, je pèse en moyenne cent quatre-vingts livres [82 kg] ; teint mat, cheveux noirs et drus, yeux gris » (*The Collected Works of Abraham Lincoln*, *op. cit.*, 8 vol., vol. 3, p. 511-512). Lincoln aurait pu ajouter qu'il chaussait du 46 ! Au début des années 1960, divers experts médicaux américains ont tenté d'expliquer la taille inhabituelle de Lincoln, ses bras interminables, sa forte ossature et son visage taillé à la serpe, avançant l'idée qu'il était atteint du syndrome de Marfan ou d'une anomalie voisine appelée « acromégalie » ; mais il ne s'agit que d'hypothèses, d'ailleurs contestées, et pour l'heure non scientifiquement vérifiées.

Sangamon était le nom du fleuve ou du comté ; Sangamo, celui d'une localité située dans ce comté, à mi-chemin de New Salem et Springfield.

Ellsworth avait au demeurant une petite amie prénommée Kitty (*cf.*, plus loin, chapitre 13). Le capitaine Derikson, quarante-quatre ans, était, pour sa part, marié et père de neuf enfants, dont Charles, sergent dans la compagnie que lui-même commandait.

À l'époque, comme aujourd'hui, le mandat des élus à la Chambre des représentants était de deux ans, celui des sénateurs de six, renouvelable par tiers tous les deux ans.

Les États intermédiaires (*Border States*) – Missouri, Kentucky, Maryland, Delaware (et, à compter de 1863, la Virginie-Occidentale) – formaient une ligne de séparation et de jonction entre le Nord et le Sud. L'esclavage y était légal,

mais nettement moins répandu que dans les États plus méridionaux.

L'affirmation de ce droit d'« interposition » n'était pas sans précédent. En 1798, sous la présidence de John Adams, le Congrès avait adopté plusieurs lois répressives (*Alien Act*, *Sedition Act*, etc.) dirigées contre les étrangers – et contre les citoyens américains jugés trop frondeurs. Les assemblées du Kentucky et de Virginie (pilotées respectivement par Jefferson et Madison) avaient déclaré ces lois anticonstitutionnelles. Lorsque le gouvernement transcende les pouvoirs qui lui sont délégués, affirmait la première résolution, chaque État est en droit de « juger par lui-même » des violations commises et des moyens d'y remédier ; pour les Virginiens, les États avaient en pareil cas « le droit et même le devoir de s'interposer » entre les citoyens et les pouvoirs publics « afin d'enrayer le mal ». Haussant encore le ton, les Kentuckiens devaient affirmer un an plus tard que le seul remède aux lois non conformes à la Constitution était, pour tout État s'estimant lésé par ces textes, leur pure et simple « invalidation » (*nullification*).

Le choix des sénateurs par les assemblées locales resta en vigueur jusqu'en 1913, année d'adoption du dix-septième amendement à la Constitution, qui rendit obligatoire leur élection par le peuple.

En 1793, l'invention par Eli Whitney de la machine à égrener (*cotton gin*) avait multiplié par 50 la production journalière de coton, puis par 1 000 lorsque l'égreneuse devint hydraulique. Cette explosion de la production permit, au fil des ans, de répondre à la demande croissante de l'industrie textile britannique. La révolution industrielle de la Grande-Bretagne fit ainsi du coton le produit-roi du Sud et assura désormais l'essentiel de sa prospérité. L'esclavage, jusque-là pratiqué avec une certaine mauvaise conscience par de nombreux sudistes, cessa de leur apparaître comme un mal nécessaire et devint à leurs yeux une nécessité économique positive en même temps qu'un bienfait pour

tous, y compris pour les esclaves. Nécessité économique, bienfait moral : telle fut la substance des écrits de propagande évoqués ici.

Brigham Young (1801-1877) eut lui-même une douzaine d'épouses qui ne lui donnèrent pas moins de cinquante-six enfants.

Wyandotte : nom d'une agglomération désormais intégrée à Kansas City.

Lincoln, comme beaucoup d'Américains curieux ou cultivés, avait vraisemblablement acquis une certaine connaissance de Marx dont les articles paraissaient régulièrement dans le *New York Tribune* d'Horace Greeley. Marx, lui, s'intéressait beaucoup à Lincoln et à son action. C'est ainsi que, fin novembre 1864, peu après la réélection de ce dernier à la présidence des États-Unis, il envoya, au nom de l'Association internationale des travailleurs, une lettre de félicitations à cet Américain qu'il admirait tant : « Si la résistance au pouvoir esclavagiste était le mot d'ordre modéré de votre première élection, le cri de guerre triomphant de votre réélection est "Mort à l'esclavage". » Voir à ce sujet le livre de Marx et Engels sur la guerre de Sécession – *La Guerre civile aux États-Unis (1861-1865)*, collection 10/18, Paris, 1970 –, qui pour l'essentiel réunit les textes publiés par les deux théoriciens de la révolution dans le journal viennois *Die Presse* et dans la feuille new-yorkaise d'Horace Greeley.

Entre 1858 et 1860, le *Chicago Tribune* prit le nom de *Chicago Press and Tribune*, avant de devenir le *Chicago Daily Tribune* en novembre 1860.

Groupes quasi militarisés de militants républicains, portant robe longue et chapeau noir, et principalement chargés d'encadrer les manifestations. Dans son édition du 19 septembre 1860, le *Herald* de New York estima qu'il y avait dans l'ensemble du pays quelque quatre cent mille Wide-Awakes.

La toute première fut, à vrai dire, la guerre du Mexique (1846-1847), mais le nombre des clichés n’est en rien comparable, sans parler de leur qualité.

Le ministre des Affaires étrangères britannique, John Russell, venait de confirmer au Premier ministre, Lord Palmerston, que « le moment était venu », pour l’Angleterre – ainsi, entre autres, que pour la France et la Russie – « de proposer une médiation aux États-Unis avec pour objectif la reconnaissance des Confédérés » (James Ford Rhodes, *History of the Civil War, 1861-1865*, Macmillan, New York, 1917, p. 268).

Chiffres réels des recensements de la population américaine pour les années en question : 76 212 168 en 1900 et 123 202 624 habitants en 1930.

Les victimes de la guerre de Sécession représentent 1,6 % de la population de l’époque ; ensuite viennent, toujours par rapport au nombre d’habitants, la guerre d’Indépendance (0,9 %), la Seconde Guerre mondiale (0,28 %), la Première (0,12 %) – et, loin derrière, les conflits du Viêt-nam, de la Corée ou de l’Irak.

Jefferson Davis fut arrêté en Géorgie le 10 mai suivant et emprisonné à Fort Monroe pendant vingt-quatre mois. Il sera inculpé de trahison le 8 mai 1866 et libéré sous caution un an plus tard, le 13 mai 1867. L’État fédéral ne voulant pas faire de lui un martyr, il ne sera jamais jugé et bénéficiera finalement d’une amnistie générale en décembre 1868. Installé à Memphis, Tennessee, il finira sa vie active comme président d’une compagnie d’assurances et mourra en décembre 1889 à La Nouvelle-Orléans. Ses funérailles furent suivies par une foule si considérable que le cortège se déroula de manière ininterrompue de La Nouvelle-Orléans à Richmond – où il repose.

La première rencontre de Lincoln avec Harriet Beecher-Stowe date de novembre 1862. À cette occasion, Lincoln lui aurait dit sur un ton badin : « C’est donc vous la petite femme à qui on doit le livre qui a déclenché cette grande

guerre ? » (Cindy Weinstein, *The Cambridge Companion to Harriet Beecher Stowe*, Cambridge University Press, 2004, p. 1).

Chant officiel (d'origine britannique) annonçant – depuis 1845 – toute apparition publique du président des États-Unis. Les paroles sont de Walter Scott (extraits de *La Dame du Lac*), la musique de James Sanderson.

La ratification nécessitait l'aval de deux tiers des États, c'est-à-dire de vingt-sept d'entre eux. Le vingt-septième à se prononcer positivement fut la Géorgie, le 6 décembre 1865. Les neuf autres se prononcèrent ultérieurement. Quatre États votèrent contre (le New Jersey, le Delaware, le Kentucky, le Mississippi), mais se ravisèrent ultérieurement, plusieurs de manière très tardive. Le dernier à rectifier le tir fut le Mississippi… le 16 mars 1995 !

C'est en réalité dès la fin du règne de Napoléon que les Anglais découvrent le charme de cette ville. Au lendemain de la bataille d'Orthez (27 février 1814), le maréchal Wellington s'installe à Pau, et son engouement pour la capitale béarnaise ne tarde pas à devenir contagieux. Mais c'est l'arrivée du chemin de fer – en 1863 – qui, de fait, permit aux nantis de toute l'Europe, notamment aux Britanniques, de venir en grand nombre profiter du spectacle des Pyrénées et d'un climat qu'on disait excellent pour les maladies nerveuses et respiratoires. Dès lors, l'avenir de la ville promettait d'être à la hauteur de son passé historique : on sait qu'Henri IV était né à Pau (le 14 décembre 1553) ; on sait moins que Bernadotte, brillant général de l'armée napoléonienne, y avait aussi vu le jour (le 26 janvier 1763) avant d'être, en 1810, choisi comme fils adoptif par le roi de Suède Charles XIII – et de lui succéder en 1818 à la tête des royaumes unis de Suède et de Norvège.